

Université de Montréal

**« L'émergence des grandes puissances : pouvoir symbolique  
et nouveau rôle de la Chine dans le monde après la Guerre froide »**

par

Roromme Chantal

Département de science politique  
Faculté des arts et sciences

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures en vue de l'obtention du grade de  
Philosophiae Doctor (Ph.D.) en science politique

Décembre, 2015

©Roromme Chantal, 2015

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Cette thèse est intitulée :

**« L'émergence des grandes puissances : pouvoir symbolique  
et nouveau rôle de la Chine dans le monde après la Guerre froide »**

présentée par :

Roromme Chantal

a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

Jean-Philippe Thérien

.....  
Président-rapporteur

Mamoudou Gazibo

.....  
Directeur de recherche

Frédéric Mérand

.....  
Membre du jury

Barthélémy Courmont

.....  
Examineur externe

Claude Comtois

.....  
Représentant du doyen de la FES

## RÉSUMÉ

L'émergence de la Chine dans le système international post-guerre froide pose un défi pour la position hégémonique des États-Unis et l'ordre mondial libéral. Lorsqu'ils tentent d'expliquer ce défi, les spécialistes tendent à se concentrer uniquement soit sur le *hard power* chinois (en particulier, sa puissance militaire) soit sur son *soft power* (l'attrait de sa culture et idéologie). Cette thèse développe un cadre d'analyse alternatif inspiré de la sociologie de Pierre Bourdieu, articulé autour de la notion de pouvoir symbolique. Elle conçoit la politique internationale en termes d'une lutte symbolique (entre, par exemple, une orthodoxie et une hétérodoxie) dont l'issue est déterminée par au moins trois facteurs cruciaux : contexte, capital et lieux communs. Ce cadre est appliqué à l'analyse du nouveau rôle de la Chine dans le monde depuis la fin de la guerre froide, lequel est indiscutablement l'un des développements les plus remarquables des relations internationales des temps modernes. La thèse démontre que la Chine ne défie pas l'hégémonie des États-Unis et l'ordre mondial libéral au sens conventionnel de la puissance matérielle ou de l'idéologie, mais plutôt au niveau symbolique. La thèse soutient que la conjonction des trois facteurs susmentionnés a été nécessaire à l'influence mondiale de la Chine : (1) la crise de légitimation des États-Unis (sur les plans économique, politique et idéologique), couplée à l'extraordinaire ascension de nouvelles puissances dans le système international comme la Chine, ont créé un contexte historique favorable ou « condition de possibilité »; (2) l'énorme capital symbolique accumulé par la Chine, en raison non seulement de son nouveau statut de grande puissance, mais aussi de son approche pragmatique des questions nationales et internationales, en a fait une source d'inspiration convoitée mondialement ; (3) la mobilisation stratégique par la Chine de son capital symbolique, sous la forme d'un ensemble de lieux communs 'rhétoriques', a grandement contribué à légitimer sa puissance, en particulier aux yeux

des élites dirigeantes dans le monde en développement, dissimulant ainsi le caractère asymétrique et arbitraire de ses relations. Ensemble, ces trois éléments –contexte, capital, lieux communs– expliquent le pouvoir symbolique de la Chine, c'est-à-dire la perception selon laquelle, contrairement aux États-Unis, elle propose des réponses pertinentes et cohérentes aux problèmes d'organisation sociale, économique et politique de ce monde. L'ascension de la Chine remet ainsi en question le « méta-capital » des États-Unis, c'est-à-dire son monopole sur la production du capital économique, social, culturel et symbolique. L'accent mis sur cette dimension symbolique de la lutte pour définir et imposer la « vision légitime du monde social et ses divisions » révèle une rupture avec la pratique conventionnelle de la politique des grandes puissances, au profit d'une transformation pacifique du système international et d'une diplomatie symbolique. Cet accent sur le pouvoir symbolique ouvre des avenues prometteuses pour l'étude du changement et des sources d'autorité sur la scène politique mondiale, traditionnellement définie comme « anarchique ».

**Mots clés :** Émergence des grandes puissances, Chine, États-Unis, grandes puissances, pouvoir symbolique, hard power, soft power, transition de puissance, stratégies d'équilibre, contexte, capital, lieux communs, crise de légitimation, changement pacifique, monde en développement, Sud global, Amérique latine, idéologie, identité, orthodoxie, hétérodoxie, *doxa*, champ.

## ABSTRACT

China's rise within the international system in the post-Cold War era challenges the hegemonic position of the United States and the Western liberal order. In trying to explain this challenge, scholars tend to either focus on Chinese *hard power* (in particular, its military power) or on its *soft power* (the attractiveness of its culture and ideology). This thesis develops an alternative Bourdieu-inspired framework addressing symbolic power. It conceptualizes international politics in terms of a symbolic struggle (such as that between orthodoxy and heterodoxy) whose outcome is determined by at least three crucial factors: context, capital and commonplaces. The framework is applied to the analysis of China's new world role, which is arguably one of the most remarkable developments in modern international relations. The thesis shows that China does not challenge U.S. hegemonic position and the Western liberal order in the conventional sense of material power or ideology, but rather at the symbolic level. The thesis argues that the combination of the three above-mentioned factors has been necessary to China's worldwide influence: (1) the legitimation crisis of the United States (economically, politically and ideologically), paired with the extraordinary rise of new illiberal powers on the world scene such as China, created a favourable historical context or "condition of possibility"; (2) the huge amount of symbolic capital accumulated by China, not only because of its new status as a great power, but also because of the success of its pragmatic approach to national and international issues, made it become a source of inspiration for countries across the world; (3) the strategic mobilization by China of its symbolic capital, in the form of 'rhetorical' commonplaces, greatly contributed to legitimize its power, especially in the eyes of ruling elites in the developing world, thereby dissimulating the asymmetric and arbitrary nature of the Chinese power and relations. Together, these three components -context, capital, and commonplaces- explain the emergence

of China as a symbolic power, i.e. the perception that, unlike the United States, China now has the authority to speak the truth and to define causes of and remedies for certain problems and crises. China's rise challenges the United States' 'meta-capital', that is, its monopoly on the production of economic, social, cultural, and symbolic capital. The focus on this symbolic dimension as a 'weapon' in the struggle to define and impose the "legitimate vision of the social world and its divisions" reveals a rupture in the conventional practice of great powers politics, pointing to a peaceful transformation of the international system and symbolic diplomacy. It shows that a focus on symbolic power opens promising avenues for the study of change and sources of authority in world politics, traditionally defined as "anarchic".

**Keywords:** Rise of great powers, China, United States, symbolic power, hard power, soft power, power transition, balance of power, context, capital, commonplaces, legitimation crisis, peaceful change, developing world, Global south, China-Latin America, ideology, identity, orthodoxy, heterodoxy, doxa, field.

## REMERCIEMENTS

Dans le cadre de la recherche pour cette thèse sur la Chine, j'ai accumulé une dette énorme envers un grand nombre de personnes. Parmi tous ceux et celles qui m'ont inspiré, trop nombreux pour être nommés ici, Mamoudou Gazibo, mon directeur de recherche, a fait une contribution essentielle. Mamoudou m'a guidé dès mes premières recherches pour la maîtrise. De ces recherches, est d'ailleurs issu un livre (*Un nouvel ordre mondial made in China ?*) dont il est le co-auteur. Sans Mamoudou, l'aboutissement de mes recherches doctorales aurait sans doute été difficile : il a mis un temps fou à m'écouter, me guider, à lire à la loupe mes différents chapitres, toujours avec une rigueur bienveillante, mais aussi un esprit ouvert et un sens de la tolérance exemplaire. J'ai une dette de gratitude spéciale envers Mamoudou, car il m'a donné du feedback sur pratiquement chaque analyse importante que j'ai pu produire depuis la maîtrise. Sur chaque papier, il écrit de nombreux commentaires. Mamoudou vérifie jusqu'à mes notes de référence. Inutile de dire qu'il a grandement amélioré la qualité de mon travail à plusieurs importants égards.

Mon sujet de recherche, comme la plupart des sujets de thèse, a émergé spontanément, mais son orientation a pris forme plutôt relativement lentement au fil du temps. Dans ce processus, en plus de mon directeur de recherche, plusieurs éminents professeurs au département de science politique de l'Université de Montréal m'ont, à un titre ou à un autre, inspiré. Alain Noël m'a appris à penser en dehors des sentiers battus et à comprendre l'importance de l'éclectisme dans les sciences sociales ; Marie-Joël Zahar m'a bien fait comprendre que le travail du politologue ressemble à s'y méprendre à celui d'un archéologue dont le mérite principal est de donner du sens et de la cohérence aux nombreuses pièces qu'il parvient à découvrir ; après avoir écouté mon projet de recherche pour une première fois, Jean-Philippe Thérien m'a posé

une série de questions incisives qui m'ont poussé à plus de clarté et de précision et m'a surtout porté à m'intéresser davantage à la dimension idéale de la puissance; Dominique Caouette (avec qui j'ai suivi plus de cours qu'avec aucun autre professeur durant ma scolarité) a aiguisé ma curiosité pour les relations internationales et l'apport qu'y contribue en particulier la notion de 'culture stratégique'); il m'a suffi une simple conversation avec Frédéric Mérand, directeur du CÉRIUM (Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal), pour me rendre compte jusqu'à quel point la sociologie de la pratique de Pierre Bourdieu était incontournable en RI et pourquoi sa théorie du pouvoir symbolique, en particulier, m'offrait des clés essentielles pour résoudre l'énigme de la puissance chinoise.

Je tiens à remercier tout particulièrement le professeur Robert Dalpé, dont la rencontre dès ma première année à l'UdeM, m'a permis de saisir les enjeux méthodologiques en matière de recherche en sciences humaines et sociales. Je l'ai beaucoup sollicité lorsque c'était nécessaire, en particulier pour toutes les questions relatives à la méthodologie dans l'élaboration de mon projet de thèse. Ses conseils ne m'ont jamais quitté et, à n'en pas douter, m'accompagneront le restant de ma carrière. Plusieurs autres professeurs du département de science politique, dont Richard Nadeau, Graciela Ducatenzeler, André Blais et Jean-François Godbout, méritent d'être remerciés ici pour l'attention soutenue qu'ils ont toujours bien voulu m'accorder dans le cadre de mes recherches. Richard, pour avoir été mon professeur dans le cadre du séminaire de thèse, a été un témoin privilégié de la mise en forme de mon projet et, de ce fait, y a énormément contribué par son rare charisme intellectuel. André et Jean-François, successivement à titre de responsables du programme de doctorat, et Graciela m'ont donné des conseils salutaires pour la thèse et la suite de ma carrière.



J'ai été particulièrement chanceux d'avoir dans la composition du jury d'évaluation de ma thèse d'éminents chercheurs qui ont transformé la soutenance en un exercice académique des plus enrichissants. Ils ont tous préparé des rapports détaillés qui en révèlent une lecture à la loupe. Il n'y a aucun doute que tant ces rapports que nos échanges lors de soutenance contribueront à enrichir mes propres perspectives et améliorer mon travail. Qu'ils soient tous ici sincèrement remerciés.

Je remercie Claudine Leprohon de la Bibliothèque des Lettres et sciences humaines (BLSH) de l'Université de Montréal, ainsi que son aimable personnel. Ils ont été impeccables dans leur manière d'interagir avec moi et le soin qu'ils ont toujours mis à répondre à mes incessants besoins de documentation. Quant à Mme Leprohon, envers qui je serai toujours profondément reconnaissant, elle devrait considérer l'aboutissement de cette thèse comme le fruit d'un investissement auquel elle a, à sa façon, personnellement contribué.

Plusieurs personnes et institutions m'ont fourni un appui financier et logistique sans lequel je n'aurais pas pu mener à terme mes recherches doctorales dans le délai imparti: le Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (FQRSC) qui m'a accordé une généreuse bourse d'excellence; le Département de science politique de l'Université de Montréal qui m'a octroyé un financement partiel pour mes trois premières années de scolarité ; la Direction des relations internationales de l'Université de Montréal qui a partiellement financé mon voyage en Chine dans le cadre d'une école doctorale tandis que la prestigieuse Université de Nankai (Chine) a couvert les aspects logistiques et académiques; Mamoudou Gazibo et son Pôle de recherche sur l'Afrique et le monde émergent (PRAME), dont je suis devenu un membre, qui m'ont hébergé durant l'essentiel des deux dernières années de mes recherches.

Bien sûr, je n'aurais pas pu mener à terme cette recherche sans l'appui de certains proches parents. À ma tendre mère, Anacia Chantal, qui nous a quittés durant le processus, je présente ici mes hommages posthumes et l'expression de mon indescriptible et éternelle gratitude. Chris, mon fils, a très tôt appris à digérer mon absence lors d'interminables heures de recherche, de même que Suzanne, mon épouse, qui l'a fait avec grâce : ils ont tous deux toute mon affection et ma profonde gratitude. Le soutien de mes sœurs et frères a été crucial : Irlande, Vénus, Thanos, Woodouard, Ketty. J'ai eu la chance de compter avec l'affection indescriptible de mes proches parents, parmi lesquels : Natalie, Manouchka, Vetsora, Paulin, Joseph (Djo), Kello, Madeleine, Tabita, Ludie. Dans ce processus, j'ai aussi pu compter sur de sincères amitiés. Celle de Thomas Lalime et Serge-Philippe Pierre m'a été précieuse, tout comme celle d'Afshin Hojati, Anjeza Bregaj, mes deux complices à l'UdeM. Izenord Joseph, Hérold Jean-François, Valéry Numa, Adama Guindo, Patrice Dumont m'ont à chaque instant apporté un soutien moral plus que nécessaire.

Pour cette même raison, plusieurs amis doivent ici être remerciés : Cherline Édouarzin, Roosevelt Montinor, Landry Signé, Denise Poulard, Linda Jean, Cynthia Joseph, Angeline Anestus, Sandra Jean-Pierre, Edna Civil, Ulrick Jean-Noël, Katrin Wittig, Sule Bayrak, Jérémie Gomand, Claude Gilles, Laura Mehu, Youdelka Jean, Guerline Thibert, Rebecca Jean. Que tous ceux que je n'ai pas pu citer ici soient assurés de ma profonde gratitude.

## TABLE DES MATIÈRES

### « L'ÉMERGENCE DES GRANDES PUISSANCES : POUVOIR SYMBOLIQUE ET NOUVEAU RÔLE DE LA CHINE DANS LE MONDE APRÈS LA GUERRE FROIDE »

<b>RÉSUMÉ</b> .....	<b>i</b>
<b>ABSTRACT</b> .....	<b>iii</b>
<b>REMERCIEMENTS</b> .....	<b>v</b>
<b>TABLE DES MATIÈRES</b> .....	<b>ix</b>
<b>Introduction : L'énigme de la puissance chinoise</b> .....	<b>1</b>
1. L'improbable rôle mondial de la Chine .....	4
2. L'énigme de la puissance chinoise : décriée mais enviée.....	9
3. Hard power, Soft power et puissance symbolique.....	12
4. L'émergence de la Chine et son interprétation conventionnelle.....	15
5. La Chine sur la scène mondiale, une puissance symbolique .....	18
<b>Chapitre 1 : Le défi d'une Chine émergente</b> .....	<b>25</b>
1. Une image amplifiée du hard power chinois .....	26
1.1 La théorie de l'équilibre des puissances .....	27
1.2 La théorie de la transition de puissance .....	28
1.3 L'inexorable « tragédie » entre la Chine et les États-Unis .....	31
1.4 L'unipolarité comme contrainte systémique et les implications pour la Chine émergente.....	35
1.5 Interdépendance, institutions et légitimité comme nouvelles contraintes systémiques.....	39
1.6 Le rôle contraignant de la politique intérieure et le comportement international de la Chine .....	49
1.7 Chine, une menace « construite ».....	57
1.8 Le défi chinois au-delà du hard power.....	59
2. Chine, soft power mondial ? .....	71
2.1 Le soft power chinois mal défini .....	74
2.2 Les ambiguïtés du discours chinois sur le soft power.....	80
2.3 Déconstruire le mythe du soft power chinois .....	88
<b>Conclusion</b> .....	<b>93</b>
<b>Chapitre 2 : Dévoiler la face 'symbolique' de la puissance</b> .....	<b>95</b>
1. Le pouvoir symbolique des États.....	100
2. Puissance <i>hard</i> , <i>soft</i> ou symbolique ?.....	105
3. Contexte, capital, lieux communs et le pouvoir symbolique des grandes puissances .....	119

4.	Clarification des hypothèses .....	139
4.1	Hypothèse 1 : le contexte historique ou les conditions de possibilité.....	139
4.2	Hypothèse 2 : le capital symbolique .....	140
4.3	Hypothèse 3 : les lieux communs ou la mobilisation stratégique du capital .....	141
4.4	Méthode d'analyse .....	142
	<b>Conclusion .....</b>	<b>146</b>
	<b>Chapitre 3 : La crise de légitimation des États-Unis : une condition de possibilité pour la Chine .....</b>	<b>148</b>
1.	Le déclin relatif de la puissance économique des États-Unis .....	151
1.1	Des indicateurs économiques au rouge.....	152
1.2	Les États-Unis et les « autres » : une évolution inversement proportionnelle.....	154
2.	Le déclin de la puissance politique américaine.....	161
2.1	Le lourd passif de la politique étrangère américaine .....	163
2.2	Les griefs contre la politique étrangère actuelle américaine.....	165
2.3	L'hypocrisie de la puissance américaine et ses conséquences.....	168
3.	Les problèmes de légitimation des États-Unis, aggravés par la crise du modèle libéral .....	173
3.1	Remise en question du fondement idéationnel de l'hégémonie américaine .....	174
3.2	Les promesses déçues de croissance économique .....	175
3.3	La montée des inégalités dans le monde.....	176
4.	La Chine animée par un sentiment de possibilités historiques .....	178
4.1	Entre la recherche de l'harmonie et l'affirmation de puissance .....	185
4.2	Changements systémiques et le rayonnement international de la Chine .....	192
4.3	L'éclosion de la coopération entre la Chine et le monde en développement.....	194
4.4	L'émergence de modèles alternatifs .....	197
	<b>Conclusion .....</b>	<b>203</b>
	<b>Chapitre 4 : Idéologie, capital symbolique et le nouveau rôle mondial de la Chine...206</b>	
1.	Puissance économique et pouvoir symbolique .....	209
1.1	La « voie chinoise » comme capital symbolique .....	214
1.2	Une source de financement illibérale.....	225
1.3	L'« économie de la bonne foi » et l'accumulation du capital symbolique .....	228
2.	Une approche illibérale de la politique internationale .....	237
3.	Le capital symbolique de la Chine et ses implications .....	246
3.1	Le capital symbolique au service des ambitions globales de la Chine .....	247
	<b>Conclusion .....</b>	<b>254</b>
	<b>Chapitre 5 : Identité, lieux communs et la stratégie de légitimation de la puissance chinoise dans le Sud global.....256</b>	
1.	Le Sud global ou emballer les relations internationales dans des 'lieux communs rhétoriques' .....	258
2.	Le recours à l'histoire et à l'identité comme instruments de légitimation.....	263
3.	La Chine comme « exportatrice de normes » illibérales partagées .....	275

4.	Un discours politique axé sur l'autodétermination et le respect des souverainetés attractif aux élites du Sud global.....	280
5.	Un modèle international de « société harmonieuse » axé sur la puissance symbolique.....	282
<b>Conclusion .....</b>		<b>292</b>
<b>Chapitre 6 : La projection de la puissance chinoise en Amérique latine.....</b>		<b>294</b>
1.	De l'indifférence à l'omniprésence.....	296
2.	Le débat sur les relations sino-latino-américaines .....	302
3.	Le contexte de l'émergence de la Chine en Amérique latine .....	306
4.	Capital : le pouvoir symbolique de l'exemple chinois.....	316
5.	Rhétorique : le poids symbolique des lieux communs.....	331
<b>Conclusion .....</b>		<b>345</b>
<b>Conclusion – Pouvoir symbolique et émergence des grandes puissances dans le système international au regard du cas de la Chine après la guerre froide .....</b>		<b>349</b>
1.	Apports sur les plans empirique et théorique.....	355
1.1	Une meilleure compréhension de l'interaction entre les variables matérielles et normatives.....	358
2	Une meilleure compréhension du changement en politique internationale .....	360
1.3	Une meilleure compréhension des sources d'autorité en politique internationale .....	362
2.	Apports méthodologique et épistémologique .....	363
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>		<b>366</b>

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 :	La lutte pour le pouvoir symbolique .....	120
Tableau 2 :	Liste de pays dont les gouvernements démocratiques ont été renversés avec l'aide des États-Unis .....	164

## LISTE DES FIGURES

Figure 1 :	Les ressources du hard power .....	106
Figure 2 :	Les ressources du soft power .....	110
Figure 3 :	Les ressources du pouvoir symbolique .....	112

## LISTE DES GRAPHES

Graphe 1 :	L'évolution économique des grandes puissances dans une perspective historique .....	210
Graphe 2 :	L'évolution commerciale des grandes puissances dans une perspective historique .....	211

**LISTE DES SIGLES ET DES ABRÉVIATIONS**

ABM	Traité de défense antibalistique
AFRICOM	Commandement des États-Unis pour l’Afrique
ANP	Assemblée nationale populaire
APD	Aide publique au développement
APEC	Coopération économique pour l’Asie Pacifique
APL	Armée populaire de libération
BAII	Banque asiatique d’investissement en infrastructures
BBC	British Broadcasting Corporation
BID	Banque interaméricaine de développement
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud
CAD	Comité d’aide au développement
CELAC	Communauté d’États latino-américains et caribéens
CEPAL	Commission économique pour l’Amérique latine et les Caraïbes
CIA	Central Intelligence Agency
CRBC	China Road and Bridge Corporation
CRCC	China Railway Construction Corporation
FMI	Fonds monétaire international
FOCAC	Forum sur la coopération Chine-Afrique
G8	Groupe des huit
G20	Groupe des vingt
IDE	Investissement direct étranger
IC	Instituts Confucius
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique

OCS	Organisation de coopération de Shanghai
OEA	Organisation des États américains
OI	Organisations internationales
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONG	Organisation non-gouvernementales
ONU	Organisation des Nations Unies
OMC	Organisation mondiale du commerce
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PCC	Parti Communiste chinois
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPA	Parité du pouvoir d'achat
RDC	République démocratique du Congo
RI	Relations internationales
RPC	République populaire de Chine
R2P	Responsabilité de protéger
UA	Union africaine
UTIP	Inequality Project



## **Introduction : L'énigme de la puissance chinoise**

La décision du président élu démocratiquement du Sénégal, Abdoulaye Wade, de publier en 2008 un article d'opinion dans *Financial Times* en défense de la Chine fournit une claire indication de toute l'importance que Dakar attache maintenant à ses relations avec Pékin. Dans cet article, intitulé « Temps pour l'Occident de pratiquer ce qu'il prêche », Wade salue l'approche pragmatique des réformes de la Chine, affirmant que « le modèle chinois pour stimuler le développement économique rapide a beaucoup à apprendre à l'Afrique ». Comme il l'explique encore : « Je suis un ferme partisan de la bonne gouvernance et de la primauté du droit. Mais quand la bureaucratie et la paperasserie insensée nuisent à notre capacité d'agir –et lorsque la pauvreté persiste alors que les fonctionnaires internationaux traînent les pieds –les dirigeants africains ont l'obligation d'opter pour des solutions plus rapides<sup>1</sup> ».

Mais la Chine n'est pas vantée qu'au Sud. Elle s'est trouvée d'illustres admirateurs aux États-Unis, en Europe et au Canada également pour faire valoir que son modèle est digne d'inspiration. Dans son discours sur l'état de l'Union en 2011, le président américain Barack Obama rend un hommage appuyé aux réalisations de la Chine : « La Chine construit des trains plus rapides et des aéroports plus modernes. Pendant ce temps, nos propres ingénieurs ont évalué nos infrastructures et leur ont donné la note D<sup>2</sup> ». Pour sa part, invité à nommer le gouvernement étranger qu'il admirait le plus, la réponse du chef du Parti libéral du Canada, et futur premier ministre du pays, Justin Trudeau, avait de quoi surprendre : « J'ai un certain niveau d'admiration

---

<sup>1</sup> Abdoulaye Wade, "Time for the West to Practise What It Preaches," *Financial Times*, 24 janvier 2008.

<sup>2</sup> Barack Obama, discours sur l'état de l'Union, 25 janvier 2011.

pour la Chine, parce que leur dictature leur permet de faire un virage économique soudain. Sun News peut maintenant dire que je préfère la Chine<sup>3</sup> », a-t-il ajouté à la blague.

Dans ce concert à la gloire de la Chine, les médias ne font pas exception. Le journaliste américain, Thomas Friedman, connu pourtant pour sa défense zélée du libre marché, célèbre lui aussi l'étatisme chinois. Dans son ouvrage intitulé *La terre est plate*, il y va d'une étonnante concession : « Je jette un œil envieux sur le système politique autoritaire de la Chine [...]. Je ne peux m'empêcher d'éprouver une certaine jalousie quand je considère la capacité de la Chine à traiter sérieusement ses problèmes<sup>4</sup> ». Et de s'exclamer, provocateur : « Si nous pouvions être la Chine pour un jour ? [...]. Cela nous permettrait réellement de résoudre tous les problèmes, de l'économie à l'environnement<sup>5</sup> ». Un pas que n'hésite pas à franchir le chroniqueur du *Washington Post*, David Ignatius, qui salue l'avènement mondial d'un « nouvel interventionnisme » d'inspiration confucéenne. Invoquant l'hommage de Richard Nixon à John Maynard Keynes, Ignatius déclare : « Nous sommes tous Chinois aujourd'hui<sup>6</sup> ».

Certes, en 2015, la Chine a connu un été agité sur le plan économique, qui est venu rappeler que son ascension, comme d'ailleurs celle d'autres puissances émergentes avant elles, n'est pas une donnée<sup>7</sup>. Par ailleurs, sans des réformes politiques proportionnelles à son

---

<sup>3</sup> “Déclaration controversée de Justin Trudeau,” *Radio Canada*, 8 novembre 2013 (<http://ici.radio-canada.ca>). Consulté le 16 juin novembre 2014.

<sup>4</sup> Thomas L. Friedman, *La terre est plate: Une brève histoire du XXIe siècle* [“The World Is Flat: A Brief History Of The Twenty-first Century”], Paris: Saint-Simon, 2006.

<sup>5</sup> Thomas L. Friedman, interview dans *Reason magazine*, “Meet the Press,” 24 mai 2010. Cité dans Marie-Claire Bergère, *Chine, le nouveau capitalisme d'État*. Fayard, 2013, p. 224.

<sup>6</sup> Cité par Yasheng Huang, “Private Ownership: The Real Source of China's Economic Miracle,” *McKinsey Quarterly*, December 2008.

<sup>7</sup> Randall Schweller, “Emerging Powers in an Age of Disorder,” *Global Governance*, Vol. 17 (2011), pp. 285-297 (p. 292).

développement économique foudroyant<sup>8</sup>, le risque est grand que la Chine finisse par succomber aux limites de l'autocratie, ce qu'un de ses éminents penseurs, Minxin Pei, appelle une « transition piégée », dans laquelle le régime néo-autoritaire épuiserait sa vitalité économique et politique, sapant la capacité de l'État, exacerbant des tensions sociales et exposant le régime à l'effondrement<sup>9</sup>. En outre, la Chine ne compte pas que des admirateurs. Dans plusieurs pays du monde en développement, par exemple, sa présence a été à l'origine de manifestations, alimentant une rhétorique antichinoise. Néanmoins, la fascination exercée par la puissance et le régime communiste ou, au moins, la « réceptivité générale vis-à-vis de la Chine est indéniable<sup>10</sup> » à travers le monde. Autrement dit, les raisons de la popularité de la Chine sont à chercher ailleurs. Et, comme le souligne ici un analyste, « quoi qu'il arrive en fin de compte, l'ascension de la Chine est en soi suffisante pour recomposer la physique de notre monde<sup>11</sup> ». Malgré toutes les critiques sur son manque de transparence, l'idée que son aide étrangère paralyse les pays récipiendaires et qu'elle est gangrenée par la corruption et l'inefficacité bureaucratique, l'approche illibérale de la Chine est largement considérée comme « un moyen de sortir du gâchis que l'Occident a créé<sup>12</sup> ».

---

<sup>8</sup> Daron Acemoglu and James A. Robinson, *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*. New York: Crown Business, 2012, p. 441.

<sup>9</sup> Minxin Pei, *China's Trapped Transition: The Limits of Developmental Autocracy*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press, 2006.

<sup>10</sup> A ce sujet, et dans le cas de l'Afrique, voir Mamoudou Gazibo et Olivier Mbatia, «How China Seduces Africa», *Netherlands Institute of International Relations*, Newsletter No.60, Summer 2012, pp. 24-26 (p. 24).

<sup>11</sup> Joshua Cooper Ramo, *The Beijing Consensus. Notes on the New Physics of Chinese Power*. Londres, Foreign Policy Centre, 2004, p. 9. Cette recherche n'aborde pas la question de l'évolution de la puissance chinoise, que seul l'avenir viendra éclairer, pour se concentrer plutôt sur la signification dès à présent de son émergence, c'est-à-dire indépendamment de sa trajectoire future.

<sup>12</sup> Selon les mots de l'économiste zambienne, Dambisa Moyo, auteure du livre abondamment cité *Dead Aid: Why Aid Is Not Working and How There Is a Better Way for Africa*. New York: Farrar, Straus and Giroux, 2009.

## 1. L'improbable rôle mondial de la Chine

L'émergence de la Chine, indiscutablement une des grandes énigmes des relations internationales de ce début du 21<sup>ème</sup> siècle, ne laisse personne indifférent. En effet, tel un éclair dans le ciel serein, la Chine paraît avoir pris tout le monde de court : par exemple, l'Occident, appuyé en cela par le célèbre sociologue allemand Max Weber<sup>13</sup>, a longtemps vu dans la culture chinoise, en particulier le confucianisme<sup>14</sup>, un obstacle majeur à son entreprise de modernisation. Par ailleurs, quand on sait que depuis la chute du mur de Berlin, les préceptes du libéralisme démocratique ont essaimé dans le monde entier, tant au niveau de la gouvernance interne que des relations internationales, la question est dès lors de savoir comment comprendre cet étrange mélange d'autoritarisme et de légitimité de la Chine.

Cette thèse soutient qu'une compréhension complète et sophistiquée de l'énigme de la puissance chinoise requiert que nous sachions 'dévoiler' la face symbolique du pouvoir ou, pour reprendre les termes du sociologue français, Pierre Bourdieu (voir chapitre 2), « le découvrir là où il se donne le moins à voir, là où il est le plus parfaitement méconnu, donc reconnu<sup>15</sup> ». Pour acquérir ce pouvoir « symbolique », un acteur doit cultiver des interactions telles que les autres le perçoivent comme un acteur légitime. À son tour, cette légitimité peut être déployée comme du pouvoir symbolique afin de définir la réalité<sup>16</sup> d'une manière qui contourne la résistance<sup>17</sup>.

En s'attachant à la dimension symbolique du rôle mondial de la puissance chinoise, cette thèse développe un argumentaire essentiellement théorique, mais qui est d'une pertinence

---

<sup>13</sup> Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Paris: Presses Pocket 1985, c1964.

<sup>14</sup> Daniel A. Bell, *China's New Confucianism: Politics and Every Day Life in a Changing Society*. Princeton, N.J. : Princeton University Press 2010.

<sup>15</sup> Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Seuil, 2001, p. 202.

<sup>16</sup> Tim Hallett, "Symbolic Power and Organizational Culture," *Sociological Theory*, Vol. 21, No. 2, 2003, pp. 128-149.

<sup>17</sup> Ibid; Pierre Bourdieu, "The Peculiar History of Scientific Reason," *Sociological Forum*, Vol. 6, No. 1, pp. 3-26.

cruciale pour l'étude et la pratique des relations internationales. Dans le passé, la régularité la plus déstabilisante de la vie internationale a été l'arrivée d'une nouvelle grande puissance sur la scène mondiale. Dans *Histoire de la guerre du Péloponnèse* au cinquième siècle avant Jésus-Christ, Thucydide affirmait que la cause du conflit était la croissance de la puissance athénienne et la peur que celle-ci avait engendrée dans la cité rivale de Sparte. Depuis, presque chaque nouvelle addition au club de grandes puissances a provoqué des turbulences dans le monde entier. Au 20<sup>ème</sup> siècle, pour s'en tenir à l'époque contemporaine, l'Allemagne et le Japon, deux puissances émergentes, ont été à l'origine de deux guerres mondiales dévastatrices. L'universitaire britannique E.H. Carr identifie très judicieusement le « problème du changement pacifique » comme le dilemme central des relations internationales<sup>18</sup>.

Si elle se confirme à son tour, l'arrivée de la Chine au rang des grandes puissances, comme donc celles qui l'ont précédée, aura inexorablement des répercussions à travers le monde. Lorsque l'unification allemande a eu lieu, par exemple, Lord Shawcross, un juriste et éminent politicien britannique, expliquait que le sort de l'Europe dépendrait de l'éventualité que les Allemands « utilisent... leur puissance politique, proportionnellement à leur puissance économique<sup>19</sup> ». De manière analogue, certains observateurs de l'Asie expriment aujourd'hui les mêmes préoccupations au sujet de la Chine, jetant un regard anxieux sur le relèvement spectaculaire de ses capacités militaires et son expansion économique vertigineuse bien au-delà de ses périphéries asiatiques. Or, c'est un truisme que, lorsqu'elles deviennent plus riches et s'industrialisent, les grandes nations sont aussi portées à exercer une plus grande influence

---

<sup>18</sup> E.H. Carr, *The Twenty Years Crisis: An Introduction to the Study of International Relations*. New York: Harper and Row, 1964, first edition 1939, pp. 208-223.

<sup>19</sup> Cité par Fareed Zakaria, "The Rise of a Great Power: National Strength, State Structure, and American Foreign Policy, 1865-1908" (Harvard University, PhD dissertation, 1993), p. 2.

internationale. En même temps, reconnaissent certains spécialistes, la nature de leur ascension, le délai dans lequel elle se produit, les domaines et questions spécifiques qui deviennent litigieux et constituent des foyers de tension, sont autant de questions qui demeurent incertaines, et ces spécificités façonneront les relations internationales pour des décennies. Bien comprises et gérées avec doigté, les transitions entre grandes puissances peuvent être apaisées ; sinon, les conséquences peuvent être catastrophiques<sup>20</sup>.

D'un point de vue théorique aussi, l'examen de la montée en puissance de la Chine ne manque pas d'intérêt. « Les grandes puissances d'une époque ont toujours été traitées à part par les théoriciens comme par les praticiens », remarque l'universitaire américain Kenneth Waltz, ajoutant que les systèmes politiques internationaux se « différencient selon le nombre de [... leurs...] grandes puissances<sup>21</sup> ». Waltz confirme: « La théorie de la politique internationale est écrite en ce qui concerne les grandes puissances de l'époque » dans la mesure où, soutient-il, « il serait... ridicule d'élaborer une théorie de la politique internationale basée sur la Malaisie et le Costa Rica... Une théorie générale de la politique internationale repose nécessairement sur les grandes puissances<sup>22</sup>. »

Or, dans le passé, s'il arrivait aux théoriciens des relations internationales de s'intéresser à d'autres régions du monde, c'était dans l'ensemble pour traiter de sujets considérés comme périphériques tels que la sécurité du tiers-monde ou le comportement des petits États. Ainsi, la discipline des relations internationales s'est-elle largement focalisée sur l'explication de l'expérience européenne, y compris, par exemple, les causes de la Première et de la Deuxième

---

<sup>20</sup> Fareed Zakaria, "The Rise of a Great Power", pp. 2-3.

<sup>21</sup> Kenneth Waltz, *Theory of International Politics*. Reading, MA: Addison-Wesley, 1979.

<sup>22</sup> Ibid, p. 73.

Guerre mondiale, ainsi que celles de la Guerre froide et des relations américano-soviétiques<sup>23</sup>. Ce coup d'œil rétrospectif demeure vrai aujourd'hui, en dépit du fait avéré que d'autres parties du monde sont devenues de plus en plus importantes<sup>24</sup>. Dans ce contexte, la connaissance des relations européennes peut difficilement être suffisante pour le chercheur bien informé<sup>25</sup>. D'autant que, fait remarquer le politologue américain Lucian Pye à propos de la Chine, à l'époque moderne, elle reste « une civilisation qui fait semblant d'être un État-nation<sup>26</sup> ».

Par ailleurs, conformément à une vision de la politique internationale qui souligne l'absence d'une autorité supranationale coercitive, lorsqu'ils étudient l'émergence des grandes puissances, les spécialistes ont tout naturellement été portés à s'intéresser aux changements induits dans la distribution matérielle de la puissance internationale. Les questions posées par cette recherche sont différentes. Elles portent plutôt sur les facteurs qui expliquent qu'un consensus sur les effets positifs de la puissance chinoise et de son discours illibéral a pu s'imposer comme un discours dominant dans la période post-guerre froide et les implications potentielles pour la politique mondiale, en particulier la position hégémonique des États-Unis. J'emploie ici le terme « consensus » au sens de Thomas Kuhn<sup>27</sup> d'un « paradigme dominant » ou, pour paraphraser l'économiste John Williamson, d'une « convergence émergente » partagée par un nombre important d'acteurs au sein d'une discipline<sup>28</sup>. Deux facteurs expliquent l'émergence d'un tel consensus au sujet d'une grande puissance dans l'ordre mondial : sa capacité à *générer de la puissance* (économique et militaire) et celle à *produire du sens* (délivrer

---

<sup>23</sup> David C. Kang, "Getting Asia Wrong: The Need for New Analytical Frameworks," *International Security*, Vol. 27, No. 4 (Spring, 2003), pp. 57-85 (pp. 57-58).

<sup>24</sup> Ce point sera de nouveau abordé dans la conclusion.

<sup>25</sup> Ibid.

<sup>26</sup> Lucian Pye, "Social Science Theories in Search of Chinese Realities," *The China Quarterly*, No. 132 (Dec., 1992), pp. 1161-1170.

<sup>27</sup> Thomas S. Kuhn, *La structure des révolutions scientifiques*. Paris: Flammarion, 2008.

<sup>28</sup> John Williamson, "Democracy and the 'Washington Consensus'," op. cit, p. 1334.

un message universel<sup>29</sup>). Bien que ces deux facteurs sont indissociables et se rétro-alimentent, cette étude porte plus particulièrement sur cette dernière.

Les deux perspectives conventionnelles vers lesquelles se tournent normalement les spécialistes *-hard power* et *soft power-* font étonnamment l'impasse sur la dimension symbolique de la puissance. Les approches matérialistes dominantes des relations internationales envisagent l'émergence des grandes puissances du point de vue des forces matérielles<sup>30</sup>, la puissance militaire en particulier qui est souvent insuffisante quoique nécessaire, tandis que les perspectives idéalistes tendent généralement à exagérer le rôle des idées, comme si elles étaient « désincarnées, évanescentes, déterminantes en soi<sup>31</sup> ». Situer l'analyse aux niveaux domestique et systémique fait en sorte que l'explication qui en découle, quoiqu'en aucun cas une théorie générale de la politique internationale, aura probablement une application générale à travers le temps et l'espace.

La présente recherche aborde ces questions, en examinant en même temps dans quelle mesure le succès de la Chine à l'intérieur du cadre national a fourni un tremplin pour sa quête de statut international, la signification symbolique de devenir une grande puissance, ce que l'idée d'un consensus de Pékin signifie pour la Chine, le monde en développement et le monde développé; et, enfin, les implications stratégiques pour la position hégémonique des États-Unis et l'ordre mondial qui a prospéré sous les auspices de Washington depuis la fin de la guerre froide. Plus important encore, elle aborde la question de savoir comment définir et comprendre les

---

<sup>29</sup> Zaki Laïdi, "Sens et puissance dans le système international", dans Zaki (ed.), *L'ordre mondial relâché. Sens et puissance après la guerre froide*, Paris: Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1992, pp.13-44 (voir: p. 15).

<sup>30</sup> Yan Xuetong, *Ancient Chinese Thought, Modern Chinese Power*. Princeton: Princeton University Press, 2011, p. 61.

<sup>31</sup> Frédéric Mérand et Vincent Pouliot, « Le monde de Pierre Bourdieu: Éléments pour une théorie sociale des Relations internationales, » *Revue canadienne de science politique*, Vol. 41, No 3 (Septembre 2008), pp.603–625 (voir p. 621).



principes permettant d'appréhender l'émergence de la Chine tandis qu'elle s'engage - commercialement, diplomatiquement et culturellement- avec d'autres parties du « Sud global », dont certaines franges importantes ont de bonnes raisons de se sentir lésées par les prescriptions et les remèdes pour le sous-développement et la pauvreté qui ont été promus par le « Nord<sup>32</sup> ». Car, à mesure que la distribution de la puissance au sein du système international change, une question essentielle est de savoir quelles visions de l'ordre mondial entreront en concurrence et si celles dominantes seront remises en question. Autrement dit, les contours de la politique internationale se dessineront en grande partie en fonction du rôle qu'y joueront les puissances émergentes<sup>33</sup>. La thèse démontre les limites des théories conventionnelles à expliquer l'émergence de la Chine, en abordant plusieurs énigmes émaillant sa politique étrangère de 1978 à nos jours.

## **2. L'énigme de la puissance chinoise : décriée mais enviée**

Les réalisations de la Chine au cours des trois dernières décennies n'ont jamais eu d'équivalent dans l'histoire humaine. Certains ont comparé la croissance de la Chine avec le développement économique en Occident pour en conclure que la Chine a compressé les deux cents ans d'industrialisation de l'Occident en seulement trente ans. En neuf ans, la Chine a doublé son revenu par habitant, un exploit que les États-Unis et la Grande Bretagne ont mis cinquante ans à accomplir lorsqu'ils étaient en voie d'industrialisation<sup>34</sup>. Comme le relevait Fareed Zakaria en

---

<sup>32</sup> Julia C. Strauss, « Framing and Claiming: Contemporary Globalization and “Going Out” in China’s Rhetoric towards Latin America, » *The China Quarterly*, Vol. 209, 2012, pp. 134-156 (voir p. 135).

<sup>33</sup> Randall L. Schweller and Xiaoyu Pu, “After Unipolarity: China’s Visions of International Order in an Era of U.S. Decline,” *International Security*, Vol. 36, No. 1 (2011), pp. 41–72.

<sup>34</sup> Joseph Dillon Davey, *The shrinking American middle class: The Social and Cultural Implications of Growing Inequality*. Palgrave Macmillan, 2012.

2009 : « La Chine a crû de plus 9 % par an depuis près de trente ans, le rythme le plus rapide jamais enregistré pour une grande économie. Dans cette même période, elle a extrait environ 500 millions de personnes de pauvreté, la réduction la plus forte jamais enregistrée par un pays. La Chine, malgré quelques inconvénients et mésaventures, a atteint, sur une grande échelle, le rêve de tout pays du tiers-monde -une rupture décisive avec la pauvreté<sup>35</sup> ». Un succès pour le moins stupéfiant que l'économiste Jeffrey Sachs célèbre en des termes simples : « La Chine, c'est le processus de développement le plus réussi de l'histoire mondiale<sup>36</sup> ».

En raison de difficultés économiques et politiques, certaines puissances occidentales ont été incapables d'apporter « une réponse globale et cohérente à l'« énigme du monde » et de déployer les ressources symboliques et matérielles indispensables à sa résolution<sup>37</sup> ». Par exemple, alors que l'économie chinoise affichait un rythme de croissance de 9% par an, les États-Unis peinaient au cours des années 2000 à se remettre de leur pire récession économique depuis la Grande Dépression, de deux guerres coûteuses en Irak et Afghanistan et font face à des déficits budgétaires massifs<sup>38</sup>. Dans ce contexte, beaucoup en Occident sont désenchantés face au fonctionnement de leurs systèmes politiques -en particulier suite à la décision de certains gouvernements de renflouer les comptes de banquiers en faillite avec l'argent des contribuables, pour ensuite voir, impuissants, ces financiers continuer à s'octroyer d'énormes bonus<sup>39</sup>.

Ces dysfonctionnements ont encore été accentués lorsqu'ils sont mis en parallèle avec la performance du Parti communiste chinois (PCC), crédité généralement d'avoir rompu le

---

<sup>35</sup> Fareed Zakaria, *L'empire américain: l'heure du partage*. Paris: Éditions Saint-Simon, 2009, pp. 108-109.

<sup>36</sup> Cité dans Fareed Zakaria, *ibid.*

<sup>37</sup> Zaki Laïdi, « Sens et puissance dans le système international, » dans Zaki Laïdi (ed.), *L'ordre mondial relâché. Sens et puissance après la guerre froide*, Paris: Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1992, pp.13-44 ( voir: p. 15).

<sup>38</sup> Michael Beckley, « China's Century? Why America's Edge Will Endure, » *International Security*, Vol. 36, No. 3 (Winter 2011/12), p. 41.

<sup>39</sup> «What's Gone Wrong with Democracy,» *The Economist*, March 1, 2014.

monopole du monde démocratique sur le progrès économique d'une manière qui a retenu l'attention du monde entier. Larry Summers, de Harvard University, fait ainsi observer que lorsque les États-Unis atteignaient leur croissance la plus rapide, ils ont mis plus de temps que la Chine à augmenter le niveau de vie de la population américaine<sup>40</sup>. Les élites chinoises affirment que leur modèle -un contrôle serré par le parti communiste, couplé à un effort sans relâche pour recruter des gens de talent dans les rangs supérieurs- est plus efficace que la démocratie et moins sujet aux paralysies<sup>41</sup>.

Certes, les critiques de la Chine fustigent sa propension à contrôler par tous les moyens à sa disposition l'opinion publique nationale, emprisonner les dissidents et censurer les discussions sur Internet. Mais en général, le régime chinois étonne par sa capacité à s'attaquer à la plupart des gros problèmes reliés à la création d'un État, qui peuvent prendre des décennies à traiter dans une démocratie libérale. « En seulement deux ans, souligne ainsi *The Economist*, la Chine a étendu un filet de sécurité sociale à 240 millions de personnes supplémentaires de sa population paysanne, par exemple -bien plus que le nombre total de personnes couvertes par le système de pension public des États-Unis<sup>42</sup> ».

Beaucoup de Chinois se montrent prêts à s'accommoder de leur système politique, pour peu qu'il continue de délivrer la croissance. Une enquête du Pew Survey of Global Attitudes a montré que pas moins de 85% des Chinois se disaient « très satisfaits » de la trajectoire de leur pays, contre seulement 31% d'Américains. Nombre d'intellectuels chinois sont dans la foulée devenus vantards. Zhang Weiwei de l'Université Fudan fait valoir que la démocratie est en train de détruire l'Occident, et particulièrement les États-Unis d'Amérique, parce qu'elle

---

<sup>40</sup> Ibid.

<sup>41</sup> Ibid.

<sup>42</sup> Ibid.

institutionnalise l'impasse, banalise la prise de décisions et favorise l'ascension de présidents médiocres comme George Bush junior. Yu Keping de l'Université de Pékin affirme que la démocratie rend des choses simples « trop compliquées et frivoles » et permet à « certains politiciens cajoleurs de tromper le peuple ». Wang Jisi, également de l'Université de Pékin, a observé que « beaucoup de pays en développement qui ont introduit des valeurs et systèmes politiques occidentaux connaissent le trouble et le chaos » et que la Chine propose un modèle alternatif<sup>43</sup>. En effet, selon plusieurs auteurs, il est maintenant largement prouvé que beaucoup de pays -de l'Afrique au Moyen-Orient et à l'Asie du Sud-Est- se sont tournés vers la Chine en quête d'inspiration et que la Chine elle-même a commencé à convaincre d'autres pays de suivre son exemple<sup>44</sup>, ce que Deng Xiaoping refusait de faire en son temps.

### **3. Hard power, Soft power et puissance symbolique**

Il peut être tentant d'expliquer, comme le font une majorité de spécialistes et d'analystes, le nouveau rôle mondial de la Chine en vertu de son « hard power » retrouvé ou de son « soft power » émergent. Bien que ces deux approches puissent sembler pertinentes, elles sont incomplètes et souvent incorrectes lorsqu'on tente de les appliquer à l'analyse de la montée en puissance de la Chine dans la période post-guerre froide et des implications de cette montée en puissance pour la politique mondiale. Seule une prise en compte de la dimension symbolique de la puissance et la façon dont elle opère dans les relations sociales offre une perspective intégrale et systématique du rôle mondial de la Chine.

---

<sup>43</sup> Ibid.

<sup>44</sup> Randall Peerenboom, *China Modernizes: Threat to the West or Model for the Rest*, Oxford University Press, 2007, p. 9.

L'apport de la théorie du pouvoir symbolique à l'analyse de l'émergence de la Chine, cependant, peut être entièrement démontré seulement en référence à d'autres concepts-clés de la boîte à outils sociologique de Bourdieu comme ceux de bataille doxique, contexte historique, capital symbolique et lieux communs « rhétoriques » (voir détails chapitre 2). Nous soutenons ainsi dans cette thèse qu'une nécessaire combinaison de trois facteurs concourent à expliquer le rôle mondial de la Chine dans l'après-guerre froide : (1) la crise de légitimation qui affecte la puissance américaine et le discours néolibéral qui a prospéré sous ses auspices depuis la fin de la guerre froide a créé un contexte historique favorable ou, dans le lexique de Bourdieu, les conditions de possibilité ; (2) l'énorme capital symbolique de la Chine comme une puissance mondiale en fait une puissance crédible et écoutée comme ayant le pouvoir de dire la vérité et de définir les causes et les remèdes pour certains problèmes et crises ; (3) la mobilisation stratégique du capital symbolique de la Chine dans des luttes doxiques, par exemple par le biais de l'inclusion de plusieurs lieux communs « rhétoriques », a rendu ses discours attrayants aux élites dirigeantes dans les pays en développement, masquant en même temps le caractère arbitraire de la puissance chinoise. Cette analyse inspirée de Bourdieu rend compte de manière plus nuancée de la montée en puissance de la Chine et des défis que cette montée en puissance pose à la position hégémonique des États-Unis dans le monde que celle proposée par les deux explications dominantes issues des théories conventionnelles des relations internationales -hard power et soft power.

Bien que l'hégémonie des théories conventionnelles des relations internationales (qui s'intéressent aux formes '*overt*') a en grande partie empêché les analystes de « dévoiler » la face symbolique de la puissance, il y en a qui ont certainement reconnu les traces de relations

symboliques en politique internationale<sup>45</sup>. La théorie de la stabilité hégémonique fait indirectement dériver l'autorité de la dimension symbolique de la puissance, lorsqu'elle postule un contrat social en vertu duquel la puissance hégémonique produit un ordre international –*Pax Britannica* ou *Pax Americana*– basé sur des politiques économiques ouvertes et une paix interétatique qui profite à tous les autres États<sup>46</sup>. Cette lecture peut s'étendre également à la théorie de la transition de puissance qui affirme que les États puissants « sécurisent leurs positions sur les autres en fournissant un ordre international dans lequel tout le monde en vient à connaître quel genre de comportement attendre des autres, les habitudes et les modalités sont établies, et certaines règles quant à la façon dont ces relations doivent se dérouler et se développer en viennent à être acceptées de toutes les parties. John Ikenberry développe une intuition similaire concernant les ordres hégémoniques lorsqu'il parle d'«ordres constitutionnels» internationaux, de même que Michael Mandelbaum dans son plaidoyer en faveur du « cas de Goliath ». Joseph Nye capte des éléments de la puissance symbolique dans son concept de « soft power », ne serait-ce qu'en référence à ses qualités charismatiques qui amènent les gens à vouloir suivre un État dominant. Même des réalistes comme Stephen Walt reconnaissent qu'une puissance légitime est souvent plus efficace que la coercition et qu'elle repose en partie sur ses « conséquences positives » pour les autres États. Cependant, même lorsqu'ils reconnaissent en partie la valeur analytique du concept, peu d'analystes relient explicitement leurs arguments à la notion de puissance symbolique et à ses pratiques dans les relations internationales.

---

<sup>45</sup> Pour une analyse similaire, voir David A. Lake, *Hierarchy in International Relations*, op.cit, p. 35. Ce paragraphe et celui qui suit s'inspirent de sa stimulante analyse de l'« autorité relationnelle » en politique internationale.

<sup>46</sup> Charles P. Kindleberger, *La grande crise mondiale, 1929-1939*. Paris: Economica, 1988 ; Charles P. Kindleberger, "Hierarchy versus International Cooperation," *International Organization*, Vol. 40, No. 4(Autumn 1986), pp. 841-847.

#### 4. L'émergence de la Chine et son interprétation conventionnelle

Si donc la Chine est devenue une référence sur la scène internationale, c'est surtout parce qu'elle en est venue à incarner une épopée qui naguère pouvait sembler impensable, mais qui fait de plus en plus sens depuis au moins les années 2000. « La Chine a été un des pays les plus pauvres du monde dans les années 1950, son PIB par habitant très inférieur à celui de l'Europe et des États-Unis dans les années 1820, lorsque ces pays étaient dans la première phase d'industrialisation », écrit l'économiste Hu Angang. Même en 1975, « le revenu par habitant de la Chine a été parmi les plus bas du monde<sup>47</sup> ». Basée sur le modèle soviétique de planification centralisée, l'agriculture collective et l'isolement de l'économie mondiale, l'économie chinoise a quand même réussi à croître à un taux respectable de 6 pour cent par an. Mais du fait que la production agricole n'a pas augmenté proportionnellement à la population, le niveau de vie chinois a stagné, la consommation alimentaire par habitant n'étant pas meilleure dans les années 1970 qu'il ne l'était dans les années 1950<sup>48</sup>. Le grand bond en avant (1958), la campagne erratique de Mao en vue de surpasser l'Occident en un claquement de doigts, quitte à enfermer de force les masses rurales chinoises dans d'immenses fermes collectives, a causé la plus grande famine du 20e siècle : plus de 30 millions de personnes sont mortes et quelque 30 millions de naissances ont été contrariées en raison de la malnutrition et de graves pénuries accablant les populations<sup>49</sup>.

En 1978, deux ans après le décès de Mao Zedong, le retour au pouvoir de Deng Xiaoping inaugura une nouvelle ère de réformes pour la Chine, destinées à relever le niveau de vie de la population et à reconstruire un soutien social pour le parti communiste après la démoralisation

---

<sup>47</sup> Cité par Susan L. Shirk, *China, Fragile Superpower: How China's Internal Politics Could Derail its Peaceful Rise*. Oxford: Oxford University Press, 2007, p. 18.

<sup>48</sup> Ibid.

<sup>49</sup> Yang Jisheng, *Stèles: la grande famine en Chine, 1958-1961*. Paris: Éd. du Seuil, 2012.

causée par la révolution culturelle. Parmi les mesures courageuses qu'il a décidées, Deng a ouvert la Chine au monde après des décennies d'isolement volontaire. Deng a alors expliqué qu'« une des grandes raisons pour le retard de la Chine après la révolution industrielle dans les pays occidentaux a été sa 'politique à huis clos', et que la politique d'ouverture permettrait à la Chine de tirer profit de capitaux en provenance de pays étrangers, de leurs technologies de pointe et de leur expérience en gestion des affaires<sup>50</sup> ».

En marge du 3ème plénum du 11ème Comité central du Parti communiste chinois (PCC), Deng a prononcé un discours qui s'est révélé le plus important dans l'histoire chinoise moderne. Fort de la légitimité que lui confère son statut de président nouvellement acquis, il a demandé instamment à ce que le régime se concentre en toute priorité sur le développement économique et laisser les faits -plutôt que l'idéologie- guider son chemin. « Peu importe si c'est un chat noir ou un chat blanc, tant qu'il attrape des souris », disait alors Deng dans une formule devenue depuis célèbre.

À mesure que la Chine s'enrichit, elle augmente ses effectifs militaires. La Chine se conforme ainsi au modèle classique de la montée en puissance décrit par l'historien Paul Kennedy : « La richesse est généralement nécessaire pour soutenir la puissance militaire et la puissance militaire est généralement nécessaire pour acquérir et protéger la richesse<sup>51</sup> ». En effet, le miracle économique de la Chine a contribué à transformer en une force militaire moderne l'Armée Populaire de Libération (APL) d'une armée paysanne hétéroclite. La Chine a développé une force militaire dont la sophistication n'a guère à envier à celle des forces armées de la

---

<sup>50</sup> Ibid.

<sup>51</sup> Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances*. Paris: Payot, 1988.



plupart des États dans le monde développé et dont on croit que l'ultime vocation est d'être à même de rivaliser avec celle des États-Unis.

La force économique de la Chine s'est aussi traduite en une influence politique internationale. Ce qu'il est maintenant convenu d'appeler le « tourbillon économique » de la Chine attire non seulement des capitaux et de la technologie, mais se traduit aussi en une « influence et une attraction en politique internationale<sup>52</sup> ». Les grands pays qui importent beaucoup -comme les États-Unis et la Chine- utilisent inmanquablement leur part de marché pour arriver à leurs fins. « Aucun pays ne veut être du mauvais côté de son plus gros client. Les décisions sur des éléments comme des achats d'aéronefs, contrats pour des projets d'infrastructure, et l'attribution de licences pour les banques et compagnies d'assurance peuvent être utilisées pour récompenser les amis et punir les ennemis<sup>53</sup>. » Pékin a exercé des représailles contre les entreprises danoises lorsque le Danemark a présenté une résolution critiquant les violations des droits de l'homme en Chine à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies en 1997. Les compagnies d'Internet comme Cisco, Microsoft, Yahoo et Google acquiescent aux demandes des censeurs chinois parce qu'elles croient qu'elles ne peuvent se permettre de renoncer au gigantesque marché chinois.

La nouvelle puissance chinoise ravive les craintes anciennes de ses rivaux asiatiques et observateurs occidentaux. Aux États-Unis en particulier, la montée en puissance de la Chine est l'objet d'une inquiétude croissante. Dans son émission sur CNN, Lou Dobbs commentait que les États-Unis ont de plus en plus l'impression qu'une « tempête rouge est en train de s'abattre sur [leurs] côtes ». Jusqu'à la guerre « contre la terreur » suite aux attentats terroristes du 11

---

<sup>52</sup> Susan L. Shirk, *China, Fragile Superpower*, op.cit, p. 21.

<sup>53</sup> Ibid, p. 22.

septembre 2001, dont la conduite par Washington nécessitait la collaboration de capitales essentielles comme Pékin, l'administration américaine considérait la Chine comme un « rival stratégique » et les penseurs conservateurs américains s'entendaient sur l'impérieuse nécessité pour Washington d'endiguer la puissance chinoise par la création d'une « coalition équilibrante » politique et militaire. Une thèse qui a toujours prévalu dans les milieux stratégiques américains est que la montée en puissance de la Chine conduira fatalement à un conflit avec les intérêts américains. Ainsi, pour Robert Kaplan, la question n'est pas de savoir « si » mais plutôt « comment » les États-Unis doivent affronter la Chine<sup>54</sup>. Bien sûr, ces lectures ignorent le fait que, s'il est vrai qu'une croissance économique rapide et une modernisation militaire soutenue font de la Chine un acteur de plus en plus important en politique mondiale, elle a encore un long chemin à parcourir avant qu'elle ne puisse effectivement contester l'hégémonie américaine dans toutes les principales mesures de la puissance conventionnelle<sup>55</sup>.

### **5. La Chine sur la scène mondiale, une puissance symbolique**

Quelles que soient cependant la réalité de la puissance chinoise et les inquiétudes qu'elle suscite, la Chine semble faire de plus en plus sens y compris, comme on l'a déjà vu, aux yeux de ceux qui la critiquent. L'idée d'un modèle chinois, née en Occident, fait aussi de plus en plus recette. En Amérique latine, par exemple, les présidents chiliens Ricardo Lagos et Michelle Bachelet ont fait des relations commerciales sino-chiliennes la pierre angulaire de la politique économique du Chili, signant le premier Pacte de libre-échange entre la République populaire de Chine et un pays d'Amérique latine en novembre 2005. L'ancien président péruvien Alan Garcia a fait des

---

<sup>54</sup> Robert D. Kaplan, "How Would We Fight China," *Atlantic Monthly*, juin 2005.

<sup>55</sup> Stephen G. Brooks and William C. Wohlforth, *World out of balance. International Relations and the Challenge of American Primacy*. Princeton: Princeton University Press, 2008, p. 42.

efforts similaires pour mettre en valeur cette nation comme un pont vers la Chine lorsqu'il a accueilli le sommet de coopération économique Asie-Pacifique en novembre 2008. Au grand dam de Washington, lorsqu'il était le président du Brésil, Luiz Inácio Lula da Silva, annonçait pour sa part : « Nous voulons un partenariat qui intègre nos économies et sert comme un paradigme pour la coopération Sud-Sud<sup>56</sup> ».

La signification de la puissance chinoise est donc à comprendre au regard de sa « capacité à définir les causes et à apporter des remèdes à certains problèmes et crises », selon une définition de Pierre Bourdieu de la puissance symbolique<sup>57</sup>. Historiquement, la Chine a toutefois pu faire autrement sens, soit parce que « les trois prouesses techniques qui ont façonné l'histoire européenne moderne [que] sont l'invention de l'imprimerie, le compas de navigation et la poudre à canon...apparurent d'abord en Chine<sup>58</sup> », soit parce que, à travers d'autres « inventions capitales sans lesquelles la modernité n'aurait pas été concevable telles que le papier, l'acier et, dans une moindre mesure, les feux d'artifice, la soie, ou encore les allumettes..., la Chine ancienne a été un moteur essentiel des jalons qui ont fondé le monde contemporain<sup>59</sup> ».

Durant presque tout le XVIIIe siècle, explique Giovanni Arrighi, la Chine connut un remarquable climat de paix, de prospérité et de croissance économique, qui fit d'elle l'une des grandes sources d'inspiration des Lumières européennes<sup>60</sup>. Citant Michael Adas, auteur d'un livre important sur les sources de la domination occidentale, il rappelle que d'illustres penseurs

---

<sup>56</sup> Joshua Kurlantzick, "China's Latin Leap Forward," *World Policy Journal*, Vol. 23, No. 3, Fall 2006, p.33-41 (citation: p.33).

<sup>57</sup> Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Seuil, 2001.

<sup>58</sup> John King Fairbank, *La grande révolution chinoise: 1800-1989*, Paris, Flammarion, 1989, p. 23.

<sup>59</sup> Mamoudou Gazibo et Roromme Chantal, *Un nouvel ordre mondial made in China?* Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 2011, p. 35.

<sup>60</sup> Giovanni Arrighi, *Adam Smith à Pékin: les promesses de la voie chinoise*. Paris, Max Milo Éditions, 2009, p. 30.

occidentaux tels que Leibniz, Voltaire, Quesnay, parmi bien d'autres, « se tournèrent vers la Chine pour y puiser une instruction morale, un modèle de développement des institutions, un exemple concret leur permettant de justifier leur défense de causes aussi différentes que celles de l'absolutisme éclairé, de la méritocratie, et d'une économie nationale fondée sur l'agriculture<sup>61</sup> ». Divers aspects de l'empire chinois fascinaient ces auteurs, en particulier la taille et la population de la Chine qui la distinguaient des pays européens. En effet, pour Quesnay, par exemple, l'Empire chinois valait « autant que l'Europe, si elle [était] réunie sous un seul souverain », une analyse partagée également par Adam Smith, qui remarquait que le « marché intérieur » chinois n'était pas « fort inférieur en étendue au marché de tous les différents pays de l'Europe pris ensemble<sup>62</sup> ».

La question de la puissance symbolique de la Chine n'est donc pas nouvelle, de même que celle de sa puissance matérielle. Après avoir dominé le monde de l'Antiquité à la Renaissance, la Chine en est venue à son tour à être dominée par l'Occident qui a occupé de larges pans du territoire chinois, contribuant ainsi à l'affaiblissement et l'appauvrissement de l'État chinois. Si la Chine est tombée de son piédestal, c'est aussi en raison d'une « répugnance compréhensible à changer ses valeurs sociales, sa culture et ses institutions<sup>63</sup> ».

Dès le tournant de la décennie 2000, la confirmation du processus historique d'émergence de la Chine, ouvert en 1978, la désintégration de la bipolarité, la disparition de la puissance soviétique, la crise de légitimation affectant la puissance américaine et le discours

---

<sup>61</sup> Michael Adas, *Machines as Measure of Men: Science, Technology and Ideology of Western Domination*. Ithaca, New York, Cornell University Press, 1989, p. 79.

<sup>62</sup> François Quesnay, « Despotisme de la Chine », *Œuvres économiques et philosophiques*, Francfort et Paris, Joseph Baer et Jules Peelman, 1888, p. 577 ; Adam Smith, *Richesse des nations*, livre IV, chap. IX, t. II, p. 331.

<sup>63</sup> John King Fairbank, *La grande révolution chinoise: 1800-1989*, op. cit, p. 19.

néolibéral et, parallèlement, l'affirmation de l'idée d'un « consensus de Pékin » en opposition au « consensus de Washington », autorisaient une montée en puissance de la Chine.

L'essentiel des discussions sur la montée en puissance de la Chine dans la période post-guerre froide a mis l'accent sur ses ressources militaires et économiques ou l'attraction de sa culture en comparaison avec celles des États-Unis, et a cherché à déterminer si la Chine fera contrepoids (*balancing*) à la puissance américaine ou s'alignera (*bandwagoning*) avec elle. Toutes considérations pertinentes sur la politique internationale, à n'en pas douter, doivent inclure ces questions. En même temps, elles peuvent produire des œillères théoriques qui poussent les chercheurs à négliger d'autres formes et effets plus subtils de la puissance en politique internationale. Dans le cas de la Chine, une question encore plus essentielle en ce début de millénaire est de s'interroger, comme nous le ferons dans les chapitres qui suivent, sur la portée symbolique de sa puissance retrouvée.

Cette intuition est au fondement de cette recherche et guide son articulation autour de six chapitres complémentaires. Le premier chapitre propose une revue des débats sur l'émergence de la Chine et des implications pour la politique mondiale, et en démontre les limites. L'ascension fulgurante de la Chine au cours des dernières décennies a ajouté un nouvel ingrédient au débat déjà en cours sur le rôle des puissances émergentes dans un système international en évolution. Des revues et magazines du monde entier, parmi les plus prestigieux, ont publié des articles en couverture sur le rôle d'une Chine réveillée dans l'ordre mondial en gestation. Des experts universitaires, toutes obédiences confondues, ont régulièrement rempli les pages d'opinion de tous les grands journaux occidentaux, spéculant sur les intentions de la Chine dans le nouveau contexte mondial et se demandant si la Chine sera une puissance révisionniste ou une puissance

du statu quo. Bien que toutes généralisations sont intrinsèquement simplificatrices, nous pensons qu'il est approprié de regrouper ces analyses sur le défi de la Chine émergente dans deux grandes catégories: hard power et soft power.

Le chapitre 2 aborde les questions théoriques et méthodologiques au cœur de cette recherche. Il démontre en particulier comment la notion de puissance symbolique offre un moyen original de conceptualiser la façon dont l'*idéologie* et l'*identité*, en tant que systèmes symboliques prééminents, reflètent et constituent simultanément la puissance. D'une part, afin d'appréhender le monde social, Bourdieu le concevait en termes de sous-systèmes sociaux ou champs au sein desquels les classes dominantes sont engagées dans une lutte symbolique afin d'imposer la définition du monde social la plus conforme à leurs intérêts. L'idéologie, ou la *doxa* selon sa terminologie (ensemble des conventions tenues pour évidentes à l'intérieur d'une situation sociale, etc.), participe des stratégies visant à renforcer la croyance dans la légitimité des classes dominantes. D'autre part, en référence à l'environnement social, quand les acteurs s'y affrontent, ils le font généralement à l'intérieur de ce que Bourdieu assimile à un vaste 'marché linguistique' dans le cadre duquel les protagonistes assoient la légitimité de leur domination selon la 'logique de la différence'<sup>64</sup>. Prises dans ces acceptions, l'idéologie et l'identité sont constitutives de la puissance symbolique, laquelle peut être conçue comme un genre de « *worldmaking power* », nous renseignant sur les modalités de construction de la vision légitime du monde social et de ses divisions<sup>65</sup>.

---

<sup>64</sup> Pierre Bourdieu, "The Social Space and the Genesis of Group," *Theory and Society*, Vol. 14, No. 6 (1985), pp. 723-44 (Citation, p. 730).

<sup>65</sup> Pierre Bourdieu, "What Makes Social Class? On the Theoretical and Practical Existence of Groups," *Berkeley Journal of Sociology*, 32 (1987), pp. 1-18.

Les chapitres 3, 4 et 5 visent à approfondir le cadre théorique ainsi développé, en décrivant les structures matérielles et cognitives à l'intérieur desquelles se déroule la « lutte doxique » contemporaine pour l'hégémonie globale. Ils reflètent la caractérisation de Bourdieu de ces structures comme étant une combinaison particulière de (1) contexte historique, (2) capital symbolique et (3) lieux communs (rhétoriques), qui dégagent une cohérence entre les éléments constitutifs. Ces trois variables correspondront, dans une perspective des sciences sociales, aux trois niveaux d'intelligibilité susceptibles de nous permettre de résoudre l'énigme de la puissance chinoise.

Le chapitre 6 porte sur une démonstration empirique du cadre théorique axé sur la puissance symbolique développé dans cette thèse par l'étude du cas des nouvelles relations sino-latino-américaines. Il s'intéresse à la lutte doxique opposant la Chine aux États-Unis dans la période post-guerre froide, en particulier l'attrait grandissant du « consensus de Pékin » en Amérique latine (en le comparant avec l'influence déclinante du consensus de Washington), le contexte historique de son émergence et les lieux communs rhétoriques mobilisés par la Chine dans sa conquête des cœurs et des esprits dans l'hémisphère occidental. Il démontre comment les trois variables privilégiées (contexte historique, capital symbolique et lieux communs rhétoriques) interagissent pour créer la fascination exercée par la puissance chinoise et son discours illibéral sur de nombreux pays en Amérique latine et les implications pour la position hégémonique traditionnelle des États-Unis. La conclusion souligne les contributions de cette thèse à l'avancement des connaissances en sciences sociales en général et en science politique en particulier, en insistant en particulier sur la nécessité de s'intéresser aux formes non

conventionnelles de la puissance dans l'étude des relations internationales, répondant en cela à l'appel de plusieurs auteurs en faveur du « pluralisme conceptuel<sup>66</sup> ».

---

<sup>66</sup> Parmi ces auteurs, se trouvent Michael Barnett and Raymond Duvall, "Power in International Politics," *International Organization*, Vol. 59, No. 1 (2005), pp. 39-75.



## Chapitre 1 : Le défi d'une Chine émergente

Le défi que représente une Chine émergente dans le système international oppose deux points de vue qui recourent les principales théories en relations internationales. Certains observent la croissance exponentielle du *hard power* chinois (ressources économiques et puissance militaire) et s'en inquiètent, « car l'histoire des États nous apprend que les puissances émergentes sont habituellement révisionnistes et leur ascension, généralement belligène<sup>67</sup> ». D'autres ont tendance à souligner un certain nombre d'initiatives officielles visant à accroître le *soft power* chinois, ce qui alimente la perception d'une « menace » d'un genre nouveau que représenterait la Chine pour les intérêts occidentaux –souvent américains<sup>68</sup>. Bien que ces deux approches puissent sembler pertinentes, elles sont incomplètes et souvent incorrectes lorsqu'on tente de les appliquer à l'analyse de la montée en puissance de la Chine dans la période post-guerre froide et des implications de cette montée en puissance pour la politique mondiale.

Dans le premier cas, les analyses donnent une perception amplifiée de l'importance des ressources matérielles dans la stratégie des États et ignorent l'influence d'autres variables systémiques ou internes sur le comportement international des États. Mais l'écueil le plus évident de cet argumentaire est son caractère déterministe, qui tend à voir le présent et futur des relations sino-américaines comme la reproduction inéluctable des conflits du passé<sup>69</sup>. Dans le second cas, les analyses tendent à commettre ce qu'on appelle le « *vehicle fallacy* », propre à ceux qui croient que le pouvoir doit signifier tout ce qui entre en vigueur lorsqu'il est mis en œuvre<sup>70</sup> et

---

<sup>67</sup> Mamoudou Gazibo et Roromme Chantal, *Un nouvel ordre mondial made in China?*, p. 34.

<sup>68</sup> Michael Barr, « Mythe et réalité du *soft power* de la Chine, » *Études internationales*, vol. 41, n° 4, 2010, p. 503-520 (p. 503).

<sup>69</sup> Jean-Loup Samaan, *La menace chinoise: une invention du Pentagone?* Vendémiaire, 2012, p. 28.

<sup>70</sup> Steven Lukes, "Power and the Battle for Hearts and Minds," *Millennium - Journal of International Studies*, Vol. 33 (2005), pp. 477-94 (p. 478).

confondent les ressources qui peuvent produire un comportement avec le comportement réel lui-même<sup>71</sup>.

### **1. Une image amplifiée du hard power chinois**

La puissance grandissante de la Chine, en particulier la modernisation de sa puissance militaire, n'a pas bonne presse en Occident. Cependant, certains analystes semblent donner à la Chine un « pouvoir imaginé », qu'elle n'a pas encore. S'il en est ainsi, c'est que le discours politique en Occident est affecté de ce qu'on peut appeler le 'syndrome de Thucydide' –la croyance selon laquelle dans les relations internationales, le succès d'une nation dépend surtout et avant tout de sa puissance dure, et plus spécialement sa puissance militaire<sup>72</sup>. Dans *Histoire de la guerre du Péloponnèse* au Ve siècle avant Jésus-Christ, Thucydide affirmait que la cause du conflit était la croissance de la puissance athénienne et la peur que celle-ci avait engendrée dans la cité rivale de Sparte. Au 20<sup>e</sup> siècle, l'Allemagne et le Japon, deux puissances émergentes, ont été à l'origine de deux guerres mondiales dévastatrices. Selon cette approche, à mesure que la Chine se rapproche des sommets économique et technologique, elle remettra inévitablement en question la position hégémonique des États-Unis et élargira sa portée mondiale. Pour peu donc que l'histoire soit un guide, l'affaire est entendue : la Chine et les États-Unis sont destinés à devenir des ennemis au vingt-et-unième siècle. Cette lecture soulève a priori deux questions. Le « hard power » chinois constitue-t-il une menace réelle ? L'histoire peut-elle être un guide sûr pour le 21<sup>ème</sup> siècle ?

---

<sup>71</sup> Michael Barr, « Mythe et réalité du *soft power* de la Chine, » op. cit, p. 504.

<sup>72</sup> Graham Allison, "Thucydides's trap has been sprung in the Pacific", *Financial Times*, 21 août 2012, disponible à : <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/5d695b5a-ead3-11e1-984b-00144feab49a.html#axzz3cZGPCmig>.

### 1.1 *La théorie de l'équilibre des puissances*

Plusieurs théories matérialistes qui ont pignon sur rue dans les relations internationales se sont donné pour principale ambition d'étayer cette vision eschatologique à la lumière de l'histoire de la naissance et du déclin des grandes puissances. Tout d'abord, la théorie de l'équilibre des puissances -une théorie matérialiste par excellence- stipule que l'anarchie, l'absence d'une autorité gouvernementale centrale capable de faire respecter les accords internationaux, impose que les États privilégient leur survie (sécurité) à long terme, ce qui les conduit à s'opposer à toute concentration potentiellement dangereuse de puissance ou situation d'hégémonie au moyen d'alliances (équilibre externe) ou du relèvement de leurs capacités militaires (équilibre interne). Selon la théorie, plus un État devient fort, plus grandes deviennent aussi les incitations à lui faire contrepoids. « L'hégémonie incite à équilibrer à travers tous les siècles que nous pouvons contempler », écrit Kenneth Waltz<sup>73</sup>. Plus qu'une théorie, l'équilibre des puissances a tout simplement été élevé au statut de loi systémique qui expliquerait infailliblement le comportement des grandes puissances. « Aucune autre hypothèse concernant la politique internationale n'a bénéficié d'autant d'efforts académiques que celle relative à l'équilibre des puissances », font observer à ce propos Brooks et Wohlforth<sup>74</sup>.

Dans la période post-guerre froide, dans leurs efforts en vue cerner les implications de l'émergence de la Chine, un nombre incalculable d'internationalistes a recouru à cette théorie qui emprunte à une longue tradition philosophique remontant au moins à Jean-Jacques Rousseau et David Hume. Parmi eux, Kenneth Waltz, figure emblématique du monde académique américain, contribue à mettre la Chine sur le radar stratégique à Washington. Il affirme que « dans un avenir

---

<sup>73</sup> Kenneth N. Waltz, "The Emerging Structure of International Politics," *International Security* 18 (1993), p. 77.

<sup>74</sup> Stephen G. Brooks and William C. Wohlforth, *World Out of Balance*, op.cit, p. 7.

proche, soit dix à vingt ans, trois entités politiques peuvent acquérir le statut de grande puissance : l'Allemagne, le Japon et la Chine ». Mais, de ces trois entités, c'est surtout le potentiel de la Chine qui manifestement l'intrigue le plus : « En modernisant son armée de trois millions d'hommes, en achetant des navires et des avions à l'étranger et en construisant les siens, la Chine obtiendra rapidement des capacités de projection de puissance. L'Amérique, avec la réduction de ses forces, et avec de nombreux problèmes intérieurs, ne peut pas espérer compenser la puissance économique et militaire grandissante d'un pays d'environ 1,2 milliards de personnes tout en s'occupant d'autres intérêts de sécurité. A moins que le Japon réponde à la montée en puissance de la Chine, celle-ci dominera sa région et deviendra de plus en plus influente au-delà<sup>75</sup> ».

### 1.2 *La théorie de la transition de puissance*

Ensuite, il existe la théorie de la transition de puissance, une autre école de pensée prédominante dans les théories des relations internationales, qui postule que l'histoire tend à se répéter et que l'histoire de la politique mondiale peut être définie comme une « succession d'hégémonies<sup>76</sup> », une suite de « naissances et déclin de grandes puissances<sup>77</sup> », un « modèle observable d'émergence de grandes puissances<sup>78</sup> », ou une « série de longs cycles<sup>79</sup> ». Les empires Habsbourg, français et britannique ont été vaincus et dépassés par des puissances rivales

---

<sup>75</sup> Kenneth N. Waltz, "The Emerging Structure of International Politics," *ibid*, p. 68. Cité dans Jean-Loup Samaan, *La menace chinoise: une invention du Pentagone?* *op.cit*, p. 20.

<sup>76</sup> Robert Gilpin, *War and Change in World Politics* (Cambridge: Cambridge University Press, 1981).

<sup>77</sup> Paul Kennedy, *The Rise and Fall of the Great Powers: Economic Change and Military Conflict from 1500–2000* (New York: Vintage, 1987).

<sup>78</sup> Christopher Layne, "The Unipolar Illusion: Why New Great Powers Will Rise," *International Security*, Vol. 17, No. 4 (Spring 1993), p. 9.

<sup>79</sup> George Modelski, "The Long Cycle of Global Politics and the Nation-State," *Comparative Studies in Society and History*, No. 20 (April 1978), pp. 214–235.

émergentes. Il est donc naturel que le « moment unipolaire » des États-Unis soit un jour relégué aux oubliettes de l'histoire<sup>80</sup>.

C'est aussi dans cette perspective que Robert Gilpin identifie le « problème du changement pacifique » comme le « dilemme central des relations internationales ». Dans son ouvrage de référence *War and Change in World Politics*, il écrit que « bien que la résolution d'une crise par voies pacifiques soit possible, le principal mécanisme de changement du système international à travers l'histoire de l'humanité a été la guerre, ou ce que l'on pourrait plus exactement nommer les guerres hégémoniques (des guerres qui déterminent quel(s) État(s) domine(nt) désormais le système international)<sup>81</sup> ». Dans le monde matérialiste, caractérisé par l'« anarchie » en l'absence d'une autorité gouvernementale supranationale, les puissants font ce qu'ils peuvent et les faibles ce qu'ils doivent. Les forts sont tous les mêmes, écrit Michael Mandelbaum : « Ils s'étendent. Ils envoient leurs soldats, navires et agents publics et privés à l'étranger. Ils font la guerre, protègent leurs frontières, administrent des territoires et peuples de langues, coutumes et croyances différents, loin de leur propre capitale<sup>82</sup> ».

L'histoire renseigne, rappelle Fareed Zakaria à la suite de plusieurs analystes, que les États qui ont enregistré une croissance significative de leurs ressources matérielles ont été amenés à redéfinir et étendre leurs intérêts politiques à l'étranger, traduits en termes d'augmentation des dépenses militaires, initiation de guerres, acquisition de territoires, déploiement de soldats et de diplomates et participation accrue dans les processus de prise de

---

<sup>80</sup> Charles Krauthammer, « The Unipolar Moment, » *Foreign Affairs*, Vol. 70, No. 1 (Winter 1990/91), pp. 23–33.

<sup>81</sup> Robert Gilpin, *War and Change in World Politics*. Cambridge: Cambridge University Press, 1981, p. 15.

<sup>82</sup> Michael Mandelbaum, *The Fate of Nations: The Search for National Security in the Nineteenth and Twentieth Centuries* (Cambridge: Cambridge University Press, 1988), pp. 134-135.

décision<sup>83</sup>. Paul Kennedy en arrive à la conclusion qu'il « existe un lien évident entre l'émergence et le déclin économique d'une grande puissance et sa croissance et déclin comme puissance militaire importante (ou empire mondial)<sup>84</sup> ».

Jugeant cette grille de lecture encore pertinente pour comprendre la politique mondiale contemporaine, plusieurs analystes parlent de la Chine et des États-Unis en termes d'Athènes et de Sparte du 21<sup>e</sup> siècle, au sens où l'émergence spectaculaire de toute nouvelle puissance perturbe inévitablement le statu quo. Au XXI<sup>e</sup> siècle, fait ainsi observer à propos de la Chine la *Commission de l'Université Harvard sur les intérêts nationaux américains*, « une diva de telles proportions ne peut pas entrer en scène sans effet<sup>85</sup> ». Or, fait remarquer Graham Allison, professeur à la même université : « Jamais une nation est remontée de si loin, si vite, dans les classements internationaux dans toutes les dimensions de la puissance. En une génération, un État dont le produit intérieur brut était plus petit que celui de l'Espagne est devenu la deuxième économie du monde<sup>86</sup>. » Allison de renchérir:

Si nous en étions à parier sur la base de l'histoire, la réponse à la question du piège de Thucydide semble évidente. Dans 11 des 15 cas depuis 1500, où une puissance montante a émergé pour contester une puissance régnante, la guerre s'en est suivie. Pensez à l'Allemagne après l'unification à mesure qu'elle dépassait la Grande-Bretagne comme la plus grande puissance économique de l'Europe. En 1914 et en 1939, son agression et la réponse du Royaume-Uni produisent des guerres mondiales<sup>87</sup>.

---

<sup>83</sup> Fareed Zakaria, *From Wealth to Power: The Unusual Origins of America's World Role* (New Jersey: Princeton University Press, 1998), p. 3

<sup>84</sup> Paul Kennedy, *The Rise and Fall of the Great Powers*, op. cit, p. xxii

<sup>85</sup> Citée dans Graham Allison, «Thucydides's trap has been sprung in the Pacific», op. cit.

<sup>86</sup> Ibid.

<sup>87</sup> Ibid.

En somme, les questions posées par les approches matérialistes de l'ascension chinoise peuvent être reformulées en termes d'un débat sur la pertinence de l'histoire pour comprendre la politique contemporaine.

### 1.3 L'inexorable « tragédie » entre la Chine et les États-Unis

A la lumière de ce qui précède, il est peu surprenant que, comme le fait observer un chercheur, l'essentiel des travaux américains de prospective stratégique abordant la question chinoise fonde, implicitement ou explicitement, leurs projections sur un postulat simple : tout changement dans la distribution de puissance au sein du système international est source de tensions, voire de conflits<sup>88</sup>. Ainsi, dès le début des années 1990, lorsque la puissance économique et militaire chinoise –sa puissance dure– devenait évidente, les chercheurs et stratèges occidentaux ont commencé à se demander si la Chine posera une menace de sécurité pour les États-Unis et leurs intérêts régionaux en Asie de l'Est au cours des prochaines décennies<sup>89</sup>. Richard Bernstein et Ross Munro, dans leur ouvrage *The Coming Conflict with China*, soutenaient que la guerre entre la Chine et les États-Unis était une possibilité<sup>90</sup> et que l'Asie est « mûre pour la rivalité<sup>91</sup> ». Cette rivalité, selon ces prédictions, serait particulièrement rude en Asie de l'Est à mesure que les pays de la région se livreraient à d'intenses courses à l'armement et que les petits États choisiraient leur camp parmi les grandes puissances régionales, s'alliant avec certaines d'entre elles au détriment d'autres.

---

<sup>88</sup> Jean-Loup Samaan, *La menace chinoise: une invention du Pentagone?* Vendémiaire, 2012, p. 20.

<sup>89</sup> Thomas J. Christensen, "Posing Problems without Catching Up: China's Rise and the Challenges for U.S. Security Policy," *International Security*, Vol. 25, No. 4 (Spring 2001), pp.5-40.

<sup>90</sup> Richard Bernstein and Ross H. Munro, *The Coming conflict With China*, New York: Alfred A. Knopf, 1997.

<sup>91</sup> Aaron L. Friedberg, "Ripe for Rivalry: Prospects for Peace in a Multipolar Asia," *International Security*, Vol. 18, No. 3 (Winter 1994/93), pp. 5–33.

En 2005, Robert D. Kaplan affirmait que la question n'était plus de savoir s'il y aura guerre entre la Chine et les États-Unis. La seule question, écrivait-il, est comment les États-Unis devraient affronter la Chine. Étant donné les enjeux, élaborait Kaplan, et étant donné ce que l'histoire nous enseigne à propos des conflits qui émergent lorsque toutes les grandes puissances poursuivent des intérêts légitimes, le résultat sera vraisemblablement le conflit militaire marquant du 21<sup>ème</sup> siècle : sinon une grande guerre avec la Chine, du moins une série de guerres froides— “style standoffs that stretch out over years and decades”<sup>92</sup>.

John Mearsheimer exemplifie cette ligne de réflexion fataliste. Dans *The Tragedy of Great Power Politics*, il écrit : « C'est triste, mais la politique internationale a toujours été une activité impitoyable et dangereuse et devrait rester ainsi au cours des prochaines années [...] Il n'y a pas de puissance privilégiant le statu quo dans le système international, à l'exception de l'hégémon établi qui souhaite maintenir sa position dominante sur des rivaux potentiels. Les grandes puissances sont rarement satisfaites de la distribution de puissance actuelle et sont souvent tentées de changer celle-ci en leur faveur ». Il mettait ainsi en garde que « les États-Unis et la Chine seront vraisemblablement engagés dans une intense compétition en matière de sécurité avec un potentiel considérable pour la guerre<sup>93</sup> ». Fareed Zakaria déjà cité, un réaliste modéré, va même plus loin, disant que « lorsqu'une nouvelle puissance émerge, elle perturbe inévitablement l'équilibre des puissances<sup>94</sup> ».

Une telle perspective n'est pas seulement l'apanage des analystes occidentaux. L'éminent universitaire chinois Yan Xuetong, professeur de science politique et doyen de l'Institut des

---

<sup>92</sup> Robert D. Kaplan, “How We Would Fight China,” *Atlantic Monthly*, April 28, 2005.

<sup>93</sup> John Mearsheimer, *The Tragedy of Great Power Politics*, 2001.

<sup>94</sup> Fareed Zakaria, « The Rise of a Fierce Yet Fragile Superpower, » *Newsweek*, December 31, 2007, January 7, 2008.



relations internationales modernes à l'université Tsinghua, écrit dans le *New York Times*: « Si l'histoire est un guide, la montée en puissance de la Chine pose en effet un défi à l'Amérique. Les puissances émergentes cherchent à gagner plus d'autorité dans le système mondial et les puissances en déclin abdiquent rarement [leur trône] sans se battre<sup>95</sup> ».

Compte tenu des différences entre les systèmes politiques chinois et américain, les pessimistes croient qu'il y a un risque encore plus élevé de guerre. Michael Doyle, professeur à Columbia University, souligne que les relations diplomatiques entre gouvernements démocratiques et non-démocratiques sont toujours empreintes de suspicion en raison du « sentiment des démocraties libérales selon lequel les régimes non-démocratiques sont dans un état d'agression permanent contre leurs propres populations<sup>96</sup> ».

Non seulement les règles du jeu démocratique jouent un rôle essentiel dans la réalisation du bien-être des citoyens, le respect de ces règles est aussi posé comme nécessaire si l'on veut « conforter la paix entre les nations » et « assurer la place de chaque nation aux côtés des autres ». « Depuis le 18<sup>ème</sup> siècle, résume ainsi Mamoudou Gazibo, professeur de science politique à l'Université de Montréal, cette idée dite de la 'paix démocratique' s'est imposée ». « A quelques exceptions près, fait-il encore remarquer, les travaux des chercheurs confirment largement que les conflits opposent généralement des pays autoritaires entre eux ou ceux-ci à des démocraties, rarement des démocraties entre elles<sup>97</sup> ». A la lumière de ces considérations, la Chine est souvent dépeinte comme un pays hors-la-loi qui sape la stabilité géopolitique par le biais de la vente de missiles balistiques à des États voyous, contribue à la prolifération des armes de destruction

---

<sup>95</sup> Yan Xuetong, "How China Can Defeat America," *New York Times*, Nov. 20, 2011.

<sup>96</sup> Michael Doyle, "Kant, Liberal Legacies and Foreign Affairs," part. 2, *Philosophy and Public Affairs*, Vol. 12, No. 3 (summer and fall), pp. 323-53.

<sup>97</sup> Mamoudou Gazibo, "Niger: l'ordre constitutionnel ou le chaos" (<http://sciencepo-umontreal.typepad.com/>). Article consulté le 3 juin 2015.

massive et menace l'hégémonie et la supériorité militaire américaine<sup>98</sup>. Ce point de vue suppose que les régimes autoritaires représentent une plus grande menace pour la paix mondiale que les démocraties<sup>99</sup>. Bref, avec la Chine, nous nous dirigeons vers un « choc des civilisations<sup>100</sup> ».

Une telle conviction a alimenté ce que certains auteurs appellent le « messianisme démocratique » américain vis-à-vis de pays considérés comme déviants à l'instar de la Chine. Exprimant les inquiétudes réitérées de bon nombre de ses compatriotes, Susan L. Shirk, ancienne sous-secrétaire des États-Unis pour l'Asie de l'Est, pense que Pékin « a besoin de rassurer les États-Unis que l'émergence de la Chine n'est pas une menace et ne remettra pas en question la position dominante de l'Amérique<sup>101</sup> ». Le cas échéant, les États-Unis et leurs alliés doivent se préparer dès maintenant à l'éventualité d'un conflit avec la Chine, ou intégrer la Chine dans l'espoir qu'une Chine plus prospère et interdépendante rejoindra finalement le cercle des démocraties pacifiques<sup>102</sup>.

Quoiqu'instructives, et pour la plupart fondées, ces explications obscurcissent davantage qu'elles n'éclairent la réalité contemporaine des relations internationales et en particulier l'émergence de la Chine dans la période post-guerre froide et les défis que cette émergence pose au regard de l'hégémonie américaine et de l'ordre mondial occidental. La Chine émerge dans un contexte différent de celui d'autres grandes puissances par le passé. D'une part, la puissance américaine jouit d'une combinaison d'avantages matériels quantitatifs et qualitatifs sans

---

<sup>98</sup> Randall Peerenboom, *China Modernizes: Threat to the West or Model for the Rest?* (New York: Oxford University Press, 2007), p. 4.

<sup>99</sup> Ibid.

<sup>100</sup> Samuel P. Huntington, *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, coll. « Poches Odile Jacob », 2000.

<sup>101</sup> Susan L. Shirk, *China: Fragile Superpower* (Oxford: Oxford University Press, 2007), p. 9.

<sup>102</sup> Richard Bernstein and Ross Munro, *The Coming Conflict with China*, op.cit.

précédent, et cela se traduit en une position géopolitique unique<sup>103</sup>. En outre, l'émergence de la Chine intervient dans le contexte d'une transformation dans la manière dont la production mondiale est organisée, un changement qui rend l'ascension de la Chine radicalement différente de celle d'autres grandes puissances qui l'ont précédée comme l'Allemagne, le Japon et la Corée du Sud<sup>104</sup>. En somme, les perspectives matérialistes décrites précédemment soulignent le fait que l'ascension de la Chine et la structure internationale (anarchique) dans laquelle elle se produit ressemblent à celles connues par le passé, tandis que la perspective alternative adoptée dans cette recherche insiste sur le caractère unique de cette émergence. Ces points méritent qu'on s'y attarde un peu.

#### *1.4 L'unipolarité comme contrainte systémique et les implications pour la Chine émergente*

A bien des égards, l'émergence de la Chine dans la période post-guerre froide se pose telle une énigme dont les internationalistes peinent à trouver les clés. La Chine n'a toujours pas pris la tête d'une coalition d'équilibrage qui rallierait d'autres grandes puissances hostiles à la suprématie américaine et cela constitue un des grands paradoxes des relations internationales contemporaines, vu que la théorie de l'équilibre des puissances postule que l'équilibrage est une condition sine qua non à la survie et sécurité des États en situation d'anarchie<sup>105</sup>. Comme l'affirme Kenneth Waltz: « Seulement si leur survie est assurée les États peuvent sereinement

---

<sup>103</sup> William C. Wohlforth, "The Stability of a Unipolar World," *International Security*, Vol. 24, No. 1 (Summer 1999), p. 17.

<sup>104</sup> Edward S. Steinfeld, "China's Shallow Integration: Networked Production and the New Challenges for Late Industrialization," *World Development*, Vol. 32, No. 11 (April 2004), pp. 1971-1987 (p. 1971).

<sup>105</sup> Kenneth N. Waltz, *Theory of International Politics*, op.cit; Stephen M. Walt, *The Origins of Alliances* (Ithaca: Cornell University Press, 1987).

poursuivre leurs objectifs tels que la tranquillité, le profit et la puissance<sup>106</sup> ». Qu'est-ce qui expliquerait alors la réticence de la Chine à se lancer dans une telle aventure ?

L'unipolarité n'y est évidemment pas totalement étrangère. Il existe en effet un consensus parmi chercheurs et analystes des relations internationales à l'effet que le monde post-guerre froide est entré dans un « moment unipolaire<sup>107</sup> ». Comme l'écrivent Stephen G. Brooks et William C. Wohlforth,

Depuis la dissolution de l'Union soviétique, aucune autre puissance -ni le Japon, ni la Chine, ni l'Inde, ni la Russie, ni aucun autre pays européen, ni l'Union européenne – n'a augmenté ses capacités suffisamment pour se transformer en un pôle. Seuls les États-Unis conservent les moyens nécessaires pour organiser une action politico-militaire majeure n'importe où dans le système. La seule évidence est la prééminence matérielle américaine, et l'unipolarité est le terme le plus approprié [pour la décrire]<sup>108</sup>.

L'unipolarité est toutefois une notion relativement nouvelle en politique internationale et, pour ainsi dire, n'a pas encore fait l'objet de toute l'attention qu'elle mérite de la part des spécialistes<sup>109</sup>. Elle renvoie à une telle concentration, aux mains d'une seule nation, de l'essentiel des ressources de puissance (richesses économiques, puissance militaire et influence politique) que cela crée une contrainte systémique sur la voie censée empruntée par les autres États vers l'atteinte de leurs objectifs stratégiques. Les chercheurs ont âprement débattu des implications de l'unipolarité, des conditions de son émergence, et se sont demandé dans quelle mesure elle est plus stable que les autres configurations de puissance (bipolaire, multipolaire, etc.), si elle est

---

<sup>106</sup> Kenneth N. Waltz, *Theory of International Politics*, p. 126.

<sup>107</sup> Charles Krauthammer, "The Unipolar Moment," op.cit; William C. Wohlforth, "The Stability of a Unipolar World,"; Michael Mastanduno, "Preserving the Unipolar Moment: Realist Theories and U.S. Grand Strategy after the Cold War," Vol. 21 (Spring 1997), pp. 49-88; Charles Krauthammer, "The Unipolar Moment Revisited," *National Interest*, No. 70 (Winter 2002-3), pp. 5-17.

<sup>108</sup> Stephen G. Brooks and William C. Wohlforth, *Out of Balance*, p. 13.

<sup>109</sup> L'unipolarité n'a guère fait l'objet d'élaboration théorique pertinente avant la fin de la Guerre froide, en comparaison avec la multipolarité et la bipolarité qui sont des concepts relativement plus anciens. Pour une rare exception, voir : Morton Kaplan, *System and Process in International Politics*. New York : Wiley, 1957. Pour un traitement récent, de l'unipolarité, voir : Nuno P. Monteiro, *Theory of Unipolar Politics*. Cambridge : Cambridge University Press, 2014.

pérenne ou n'est qu'une simple « illusion » et, pour ainsi dire, ne constitue qu'une phase transitoire vers un système bipolaire ou multipolaire<sup>110</sup>. Hormis ces interrogations qui ont toute leur importance, une bonne majorité d'entre eux s'entendent à reconnaître les effets structurants de l'unipolarité américaine sur le comportement des autres grandes puissances.

Selon Stephen Walt, dont les analyses sur la question font autorité : « Un système unipolaire est un système dans lequel un seul État contrôle une part disproportionnée des ressources politiquement pertinentes du système. L'unipolarité implique que la seule superpuissance ne fait face à aucun rival idéologique de statut ou d'influence égal [et que] même si des solutions de rechange idéologiques existent, elles ne constituent pas une menace pour le rôle de la puissance unipolaire en tant que modèle pour les autres<sup>111</sup> ». Pour sa part, Wohlforth, un autre théoricien de l'unipolarité, soutient que le « seuil unipolaire » est atteint quand un État est si fort qu'il n'y a pas de possibilité de coalition anti-hégémonique. Les grandes puissances moyennes manquent ainsi les ressources nécessaires à équilibrer la puissance incommensurable des États-Unis et toute tentative de construire une coalition anti-américaine les exposerait au risque de faire face à l'insurmontable 'dilemme de l'action collective'<sup>112</sup>.

Chercheurs et praticiens, au-delà des clivages théoriques, s'entendent à reconnaître ce fait. Le politologue américain G. John Ikenberry, d'obédience libérale, observe que « depuis la fin de la guerre froide, les États-Unis ont émergé comme une superpuissance globale incontestée et sans précédent. A aucun autre moment de l'histoire moderne, un État n'a plané à ce point au-

---

<sup>110</sup> L'analyse la plus intégrale concernant les effets de la structure du système international sur les politiques d'alliances se trouve chez Glenn W. Snyder, *Alliance Politics* (Ithaca, N.Y.: Cornell University Press, 1997). Snyder analyse toutefois les systèmes multipolaire et bipolaire mais ne considère pas l'unipolarité. Cette dernière notion est traitée par Stephen M. Walt, "Alliances in a Unipolar World," *World Politics* 61 (2009), pp. 86-120.

<sup>111</sup> Stephen M. Walt, "Alliances in a Unipolar World," *ibid.*, pp. 91-92.

<sup>112</sup> William Wohlforth, "U.S. Strategy in a Unipolar World," in G. John Ikenberry, ed., *American Unrivaled: The Future of the Balance of Power* (Ithaca, N.Y.: Cornell University Press, 2001). Voir aussi William C. Wohlforth, "The Stability of a Unipolar World," *International Security* 24 (Summer 1999).

dessus du reste<sup>113</sup> ». L'historien des relations internationales Paul Kennedy se rallie à ce constat. Dans un article publié dans le *Financial Times* en 2002, il écrit : « Rien n'a jamais existé comme cette disparité de puissance ; rien ». Kennedy insiste : « Je suis revenu sur toutes les dépenses de la défense et statistiques de personnels militaires comparées sur les 500 ans que j'ai compilées dans *Naissance et déclin des grandes puissances*, et aucune autre nation ne se rapproche [des États-Unis]<sup>114</sup> ». L'ancien secrétaire d'État américain, Henry Kissinger soutient, dans une veine similaire : « Les États-Unis jouissent d'une prééminence inégalée y compris par les plus grands empires du passé. De l'armement à l'entrepreneuriat, de la science à la technologie, de la haute éducation à la culture populaire, l'Amérique exerce un ascendant sans pareil dans le monde<sup>115</sup> ».

Le « moment unipolaire » américain ainsi que les efforts des États-Unis visant à rendre leur position hégémonique 'inattaquable' ont donc réduit les options d'équilibrage de la Chine et, de l'avis de plusieurs spécialistes, cette situation a même obligé la Chine à s'aligner' (*bandwagon*) sur les États-Unis<sup>116</sup>. Comme l'observent à cet égard Michael Mastanduno, la « politique étrangère des États-Unis ... a le potentiel de façonner les perceptions et comportements des autres grandes puissances et les dissuader de défier le statu quo global<sup>117</sup> ». Par conséquent, « la puissance et la politique des États-Unis déterminent la gestion par la Chine de son émergence et l'orientation des relations Chine-États-Unis. Beaucoup des choix de la

---

<sup>113</sup> G. John Ikenberry, "Is American Multilateralism in Decline?" *Perspectives on Politics* 3 (2003), p. 533.

<sup>114</sup> Paul Kennedy, "The Eagle Has Landed: The New U.S. Global Military Position," *Financial Times*, February 1, 2002.

<sup>115</sup> Henry Kissinger, *Does America Need a Foreign Policy? Toward a Diplomacy for the 21st Century* (New York: Simon and Schuster, 2001), p. 17.

<sup>116</sup> Sur cet aspect, voir Randall L. Schweller, "Bandwagoning for Profit: Bringing the Revisionist State Back In," *International Security* 19 (Summer 1994), pp. 72-107.

<sup>117</sup> Michael Mastanduno, "Economic and Security in Statecraft and Scholarship," *International Organization*, Vol. 52, No. 4 (Fall 1998), pp. 825-854 (p. 844).

Chine depuis la fin de la guerre froide confirment entièrement cette observation<sup>118</sup>. » Au lieu d'initier un mouvement d'équilibrage anti-hégémonique, la première préoccupation de Pékin devient plutôt celle d'éviter d'être isolé, encerclé et enfermé par les États-Unis.

### 1.5 *Interdépendance, institutions et légitimité comme nouvelles contraintes systémiques*

L'unipolarité américaine n'est toutefois pas le seul facteur structurel exerçant une contrainte sur le comportement des États sur la scène internationale. Le contexte structurel plus vaste dans lequel les grandes puissances opèrent a radicalement changé depuis que la Chine a lancé ses politiques de réforme et d'ouverture à la fin des années 1970, et davantage depuis la fin de la guerre froide. Les conflits majeurs entre grandes puissances, s'ils ne sont pas « obsolètes », comme l'a théorisé John Muller, sont à tout le moins devenus de plus en plus coûteux et indésirables<sup>119</sup>. Environ une décennie avant Muller, dans les années 1970, Robert Keohane et Joseph Nye mettaient de l'avant l'idée d'une « interdépendance complexe » pour souligner à grands traits le fait que les États contemporains et leur fortune étaient inextricablement liés<sup>120</sup>. Comme quoi, et c'est Karl Marx qui le suggérait: « Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé<sup>121</sup> ».

Il n'est ainsi pas surprenant que, après la Guerre froide, la plupart des spécialistes ont avancé « l'idée selon laquelle le meilleur moyen d'imposer de façon durable la puissance

---

<sup>118</sup> Zhu Feng, "China's Rise Will Be Peaceful: How Unipolarity Matters," in Robert S. Ross and Zhu Feng (eds.), *China's Ascent: Power, Security, and the Future of International Politics* (Ithaca and London: Cornell University Press, 2008), p. 38.

<sup>119</sup> See John Mueller, *Retreat from Doomsday: The Obsolescence of Major War* (New York: Basic Books, 1989).

<sup>120</sup> Robert O. Keohane and Joseph S. Nye, *Power and Interdependence: World Politics in Transition*. Boston: Little, Brown, 1977.

<sup>121</sup> Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Paris: Les Éditions sociales, 1969, p. 13.

américaine est de le faire à l'aide de stratégies d'influence, et de privilégier les voies diplomatiques, en excluant tant que possible l'utilisation de la force armée<sup>122</sup> ». Mais, comme le rappelle le politologue Barthélémy Courmont, cette idée a des racines plus anciennes dans les milieux stratégiques américains. En effet, George Kennan qu'il cite avait, dès le début des années 1950, mis en avant les différentes formes de puissance qui pourraient permettre à Washington d'avoir le dessus sur Moscou, plaçant par la même occasion, comme l'explique Courmont, la Guerre froide sur le terrain d'une lutte idéologique, et non exclusivement cantonnée au domaine politico-militaire : « l'influence la plus déterminante que les États-Unis puissent exercer sur l'évolution intérieure de la Russie continuera d'être celle de l'exemple : l'influence définie par ce qu'ils sont , non seulement pour les autres mais pour eux-mêmes »<sup>123</sup>. Si, comme le fait remarquer encore Courmont, cette méthode a pris du temps, elle fut tout de même indiscutablement couronnée de succès. Car, ils sont nombreux les observateurs qui ont vu dans la fin de la Guerre froide la victoire d'un camp et de son chef de file, les États-Unis. « Cette victoire a été obtenue grâce au pouvoir d'influence de la première puissance mondiale et à la fascination qu'elle a exercée sur le reste du monde, y compris sur le bloc de l'Est au temps de la dictature<sup>124</sup> ».

On peut penser que cette approche a trouvé un écho favorable en Chine, elle qui n'est plus un « État idéologique » au sens étroit de l'expression. Au contraire, la Chine est ce que, à la suite de Richard Rosecrance, on peut définir comme la plus grande « nation commerçante<sup>125</sup> » du

---

<sup>122</sup> Barthélémy Courmont, *Chine, la grande séduction. Essai sur le soft power chinois*, Choiseul, 2009, p. 58.

<sup>123</sup> George Kennan, "America and Russian Future", *Foreign Affairs*, Vol. 29, No. 3 (April 1951), pp. 351-370. Cité dans Barthélémy Courmont, *Chine, la grande séduction*, ibid.

<sup>124</sup> Ibid, pp. 58-59.

<sup>125</sup> David Zweig, "The Rise of a New 'Trading Nation'," in Lowell Dittmer and George T. Yu (ed.), *China, the Developing World, and the New Global Dynamic*, Lynne Rienner Publishers, London, 2010, pp. 37-59.



21<sup>ème</sup> siècle dont l'émergence complexe a transformé et continue de transformer les décideurs de la politique étrangère chinoise<sup>126</sup>. Ceux-ci se rendent de plus en plus à l'évidence, comme d'ailleurs la plupart de leurs contemporains en Asie et dans d'autres régions du monde, que les intérêts nationaux de la Chine ne peuvent pas être définis uniquement dans les termes étroits de la sécurité nationale, et que les considérations économiques telles que les impératifs commerciaux, le besoin d'étendre ses marchés d'exportation, et d'attirer les investissements directs étrangers sont tout aussi importants. A mesure que la Chine « s'intègre au monde, elle se police, 'se banalise' en quelque sorte », écrit le sinologue français Jean-Pierre Cabestan qui attribue cette évolution au fait que les responsables, les élites et les nouvelles classes moyennes de ce pays sont chaque jour plus présents sur les cinq continents, en visite officielle, en négociations commerciales, en séminaires d'experts ou tout simplement en voyages touristiques<sup>127</sup>. Il fait encore observer :

Tels les *carpetbaggers* américains du lendemain de la guerre de Sécession, les hommes d'affaires chinois achètent, vendent, investissent ou attirent les investisseurs étrangers. Et, accompagnant cette mondialisation non seulement économique mais aussi sociale et culturelle de leur pays, les autorités de Pékin ont peu à peu modifié leur politique internationale, comme si, en bon élève de Keohane et Nye, ils embrassaient pleinement le jeu de l'interdépendance et, capitalisant sur leurs succès économiques, s'efforçaient d'accumuler autant d'« influence » que de « puissance », autant de « puissance douce » (*soft power*) que de « puissance militaire » (*hard power*)<sup>128</sup>.

Cabestan s'accorde ainsi avec la plupart des observateurs pour penser qu'autour de 2000-2001, c'est-à-dire avant que Hu Jintao ne succède Jiang Zemin, la politique étrangère et de sécurité de la Chine populaire a connu un nouveau changement notable. Ceci, comme il le décrit bien, consiste en l'adoption par Pékin d'un discours plus modéré, voire consensuel, et le

---

<sup>126</sup> Richard Rosecrance, *The Rise of the Trading State: Commerce and Conquest in the Modern World*. New York: Basic Books, 1986.

<sup>127</sup> Jean-Pierre Cabestan, *La politique internationale de la Chine*. Paris : Presses de Sciences Po, 2015, p. 28.

<sup>128</sup> Ibid, pp. 28-29. Il fait référence à Robert Keohane et Joseph Nye, *Power and Interdependence*, op.cit.

développement d'actions plus constructives, les dirigeants chinois reléguant au second plan leur dénonciation souvent encore militante de « l'hégémonisme » (américain) comme les accents les plus extrêmes du nationalisme chinois. « Plutôt que de continuer d'apparaître comme une force d'opposition, cultivant la pérennité de ses ennemis, le gouvernement chinois s'est efforcé d'être perçu comme une force de proposition, contribuant à aplanir ou à réduire les graves tensions qui traversent le monde d'aujourd'hui et donnant presque l'impression qu'il n'a justement plus d'ennemis<sup>129</sup> ».

A cet effet, Pékin n'a ménagé aucun effort. Il va jusqu'à développer « un activisme diplomatique impressionnant et manifester un intérêt sans précédent pour les mécanismes multilatéraux en matière de sécurité traditionnelle comme non traditionnelle. Autre preuve irréfutable du pragmatisme chinois concerne la position de Pékin sur la question de Taïwan : « il ne semble plus chercher à accélérer le processus de réunification, s'efforçant surtout d'empêcher une indépendance formelle dont ne veulent pas non plus les États-Unis<sup>130</sup> ».

En somme, la Chine semble avoir compris qu'elle émerge dans un «new trading world», un monde dans lequel le développement économique est devenu ce que Bourdieu appellerait la nouvelle *illusio*, c'est-à-dire ce qui définit *a priori* l'intérêt national des États, les motive à coopérer, à s'engager dans le jeu international et conditionne leur perception<sup>131</sup>. Le politologue américain John Mueller est de cet avis : pour lui, « le développement économique est devenu plus important que les exploits militaires pour déterminer le statut international d'un pays, si bien

---

<sup>129</sup> Ibid, pp. 30-31.

<sup>130</sup> Ibid. Pour autant, et comme nous le soulignerons au chapitre 3 en particulier, à la suite d'auteurs importants comme Cabestan, la Chine n'a pas nécessairement abandonné ses objectifs et ambitions à long terme, Pékin n'hésitant pas à infléchir sa politique internationale à la faveur d'événements internationaux comme la crise économique et financière de 2008.

<sup>131</sup> Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997, p. 123 ; Pierre Bourdieu, *Raisons pratiques*, Paris, Seuil, 1994.

que le monde semble se scinder de plus en plus en deux groupes : les pays engagés dans la recherche de la prospérité et ceux encore engagés dans des luttes portant sur des questions non économiques<sup>132</sup> ».

Les États peuvent essentiellement choisir entre deux stratégies. La première stratégie repose sur la coopération et le dialogue, tandis que la seconde met l'accent sur les capacités militaires, le contrôle des territoires et la politique de puissance en relations internationales. Le "trading world" émergent n'est pas favorable aux pays employant la seconde stratégie. C'est la principale raison pour laquelle ils échoueraient à mettre en place une des premières conditions nécessaires à devenir un 'trading state', laquelle consiste à « libérer les énergies productives et commerciales des gens et des commerçants qui trouveraient des marchés pour leurs produits à l'étranger<sup>133</sup> ». A l'opposé, il existe une stratégie axée sur le commerce qui est mieux à même de générer de l'influence que la stratégie politico-militaire car « if war provides one means for national advancement peace offers another<sup>134</sup>. » Enfin, Rosecrance soulignait comment, dans un monde commerçant, résoudre les différends avec ses voisins devient vital si l'on veut promouvoir le commerce et les investissements. Il explique la futilité de la guerre en raison des effets pervers qu'elle est susceptible de produire sur une économie nationale interdépendante avec le monde global.

Il est à cet égard remarquable que plusieurs chercheurs, issus en principe de traditions théoriques rivales, aient abouti à des conclusions similaires concernant la nature 'auto-

---

<sup>132</sup> John Mueller, « Le concept de puissance et la politique internationale depuis la fin de la guerre froide, » *Études internationales*, Vol. 26, No. 4, (1995), pp. 711-727 (p. 711).

<sup>133</sup> Ibid, p. 7.

<sup>134</sup> Ibid, p. 29.

dissuasive' de la puissance dans le système international contemporain<sup>135</sup>. Par exemple, les théories institutionnalistes ont montré que les États gagnent à coopérer au sein des institutions internationales et, à l'inverse, perdent à défaut de coopérer dans un monde caractérisé par un haut degré d'interdépendance. Pour éviter ces pertes, soulignent les institutionnalistes, les États doivent se conformer aux règles institutionnelles. Comme l'explique Ikenberry: « The more a powerful state is capable of dominating or abandoning weaker states, the more the weaker states will care about constraints on the leading state's policy autonomy<sup>136</sup> ». C'est pourquoi les institutionnalistes ont exhorté les États-Unis, puissance hégémonique dans la période post-guerre froide, à entretenir une réputation favorable à la coopération internationale : tout effort visant à réviser (ou s'isoler de) l'ordre international actuel serait dangereux, car il entamerait la réputation multilatérale des États-Unis et serait susceptible de mettre en péril la coopération d'autres États dans des domaines que Washington juge essentiels. Bien qu'elles soient plus prégnantes dans le cas de l'État hégémonique, des contraintes similaires surgissent aussi lorsqu'un État bénéficie d'une position ascendante au sein du système international ; il ne peut pas faire l'économie d'une coopération institutionnalisée. Si donc la Chine veut capitaliser sur la coopération des autres États du système, elle doit se plier aux contraintes associées aux attentes et règles multilatérales.

Toujours au plan théorique, de nombreuses études mettant l'accent sur les facteurs systémiques, inspirées notamment des travaux constructivistes depuis les années 1980, ont également éclairé notre compréhension des origines de la politique étrangère des États, et du rôle

---

<sup>135</sup> Les théories libérales, institutionnalistes et constructivistes ont en partie été développées en réponse critique aux théories réalistes. Elles rejettent les modèles simplistes figés sur la puissance comme l'équilibre des puissances et mettent l'accent sur les mécanismes causals qui ont été sous-estimés ou ignorés par les approches réalistes.

<sup>136</sup> G. John Ikenberry, "American Multilateralism in Decline?" op. cit, p. 535.

contraignant qu'y exerce la légitimité, surtout dans le cas des puissances hégémoniques. Ceux qui travaillent dans cette perspective soulignent que les ressources matérielles d'un État peuvent être traduites en influence politique seulement si ces ressources se conforment aux règles de l'ordre institutionnel. Christian Reus-Smit a résumé cette conviction lorsqu'il affirme que "all political power is deeply embedded in webs of social exchange and mutual constitution; that stable political power ... ultimately rests on legitimacy; and that institutions play a crucial role in sustaining such power<sup>137</sup>." Il s'ensuit que, « plus un État est puissant, plus il a à gagner à légitimer sa puissance, et plus il a à perdre si d'autres en viennent à questionner sa légitimité<sup>138</sup> ». La question de la légitimité se pose donc encore avec une plus grande acuité lorsqu'il s'agit d'un État qui bénéficie d'une position dominante au sein du système international. Comme l'écrit Stephen Walt,

Si les autres pays estiment (pour quelque raison que ce soit) que la structure existante du pouvoir est globalement « légitime », ils seront moins tentés de défier l'État dominant, et peuvent même considérer sa position de primauté comme « naturelle » ou inévitable. Si, en revanche, le reste du monde trouve par nature injuste la répartition du pouvoir, il cherchera des occasions de la modifier. De même, si les autres États pensent que la conduite de l'État dominant est généralement bénéfique et en accord avec les normes morales, ils seront moins enclins à craindre ou à s'indigner de cette asymétrie de puissance, et donc à vouloir l'ébranler<sup>139</sup>.

Le débat ayant cours à l'aube du nouveau millénaire sur le déclin de la puissance américaine, devenu soudain un « titan fatigué » qui « vacille sous l'horizon trop vaste de son destin », alors même que sa suprématie matérielle demeure incontestée, tend à démontrer toute l'importance de cet argument constructiviste<sup>140</sup>. Les recherches constructivistes génèrent une hypothèse qui a de profondes implications pour la stratégie des grandes puissances en relations

---

<sup>137</sup> Christian Reus, *American Power and World Order* (Cambridge: Polity Press, 2004), p. 41.

<sup>138</sup> Brooks et Wohlforth, *Out of Balance*, op.cit, p. 9.

<sup>139</sup> Stephen Walt, *Pourquoi le monde n'aime plus les États-Unis*. Paris, Demopolis, 2008, p. 178.

<sup>140</sup> Voir Timothy Garton Ash, "Stagger On, Weary Titan: The US Is Reeling, Like Imperial Britain after the Boer War -but Don't Gloat," *The Guardian*, August 25, 2005.

internationales : elles n'adhéreront pas aux règles convenues dans le domaine de la sécurité au risque de voir leur légitimité discréditée, ce qui compliquera et affaiblira leur hégémonie<sup>141</sup>.

La philosophie politique ancienne et contemporaine de la Chine tend à démontrer une profonde conscience des limites de la puissance matérielle, du fait que la force non perçue comme légitime devient de ce fait même inopérante. Une telle conscience transparait clairement, par exemple, dans les réflexions de l'universitaire chinois Yuan Xuetong, pour qui : "Only when the international community believes that China is a more responsible state than the United States will China be able to replace the United States as the world's leading state. Whether a state is a responsible major power is not something that the state itself can decide; it is a matter of judgment by other states. Should China increase its material without at the same time increasing its political power, China will have difficulty being accepted by the international community as a major power that is more responsible than the United States<sup>142</sup>."

Appliqué au cas de la Chine émergente, cela signifie qu'une « augmentation de richesse peut relever le statut de puissance de la Chine, mais elle ne suffira pas à en faire un pays respecté par les autres, parce qu'une superpuissance politique qui met la richesse en tête de ses intérêts nationaux peut être une source de catastrophe plutôt que de bénédiction pour les autres pays<sup>143</sup> ». C'est sans doute pourquoi, même si depuis que la Chine a entrepris sa politique de réforme et d'ouverture en 1978, « le gouvernement chinois a fait de la croissance économique le leitmotiv de sa stratégie », en 2005 il a également proposé une politique d'un « monde harmonieux » et se

---

<sup>141</sup> Bruce Cronin, "The Paradox of Hegemony: America's Ambiguous Relationship with the United Nations," *European Journal of International Relations* 7 (2001).

<sup>142</sup> Yan Xuetong, *Ancient Chinese Thought, Modern China Power*, op. cit, p. 13.

<sup>143</sup> Daniel A. Bell, "Introduction," in Yan Xuetong, *Ancient Chinese Thought, Modern China Power*, ibid.

donne pour ambition de développer des relations d'amitié avec d'autres pays<sup>144</sup>. Autrement dit, conclut Xuetong, la Chine doit devenir une grande puissance de laquelle les autres États sont disposés à apprendre.

Pour parvenir à cette intuition, la Chine n'a pas eu besoin d'attendre les travaux dans l'ensemble récents des chercheurs constructivistes. Confucius et Mencius, pour ne citer que deux des plus illustres philosophes chinois ayant vécu avant Jésus-Christ, étaient déjà arrivés à des conclusions similaires. Une de ces conclusions émanant de Confucius, et traitant des relations interétatiques, est que « la stabilité ou l'instabilité d'ordre mondial est entièrement déterminée par la culture morale du dirigeant politique ». Par conséquent, dit-il: "If for one day one can overcome oneself and return to rites, then all under heaven will accept one's benevolent authority<sup>145</sup>." Mencius a hérité de cette idée de Confucius dont il a fait une application individuelle. Il attribue la présence ou l'absence d'ordre mondial et la survie des États à la mesure dans laquelle le souverain a mis en place une gouvernance bienveillante, et pas simplement aux fins de sa propre culture morale<sup>146</sup>. Il soutient que la raison pour laquelle les premiers rois des trois dynasties de Xia, Shang et Zhou sont parvenus au leadership de leurs États tandis que les trois derniers rois des mêmes dynasties ont perdu leurs positions, était que les premiers ont gouverné avec bienveillance tandis que les derniers ont fait le contraire : « The three dynasties acquired all under heaven by benevolence and they lost it through lack of benevolence. This the reason why states decline or flourish, rise or fall<sup>147</sup>».

---

<sup>144</sup> Ibid.

<sup>145</sup> Yan Xuetong, *Ancient Chinese Thought, Modern China Power*, p. 28.

<sup>146</sup> Ibid.

<sup>147</sup> Ibid.

Aussi, comme nous l'avons montré ailleurs, « historiquement, la Chine n'a pas misé que sur la force dans ses rapports internationaux et le contexte dans lequel la Chine agit aujourd'hui est bien différent, exigeant une diversification et une adaptation selon des méthodes qui ... n'obéissent pas à la seule logique classique<sup>148</sup> ». Autrement dit, « dans une perspective historique d'abord, la position dominante chinoise reposait aussi déjà sur ce que Joseph Nye a conceptualisé sous le nom de *soft power* », ou que d'autres auteurs influents comme Michel Foucault ou Steven Lukes ont défini comme la « troisième face de la puissance » mais que, pour des raisons que nous avons déjà esquissées, nous préférons qualifier de puissance symbolique<sup>149</sup>. Historiquement, une période d'expansion majeure de la puissance et de l'influence chinoise en Asie du Sud-est intervenait au cours des premières années de la dynastie Tang (618-907). L'empire a agi de manière agressive, imposant par la force la culture aux peuples au nord, sud, est et l'ouest. Mais, comme l'explique Cohen, il y avait également une preuve impressionnante de ce que Joseph Nye appelle le « soft power ». « La Chine, dit-il, a été aussi bien admirée et enviée que crainte<sup>150</sup> ».

Confucius pensait que relever la moralité des souverains se traduirait par le ralliement d'États distants qui ne s'étaient pas soumis à leur domination : « If distant people do not submit, then cultivate benevolent virtue so as to attract them<sup>151</sup> ». Mencius allait même plus loin, affirmant que la moralité est la clé essentielle au maintien de l'ordre interétatique : « Should you make people submit to force rather to the heart, force will never suffice; should you make people

---

<sup>148</sup> Mamoudou Gazibo et Roromme Chantal, *Un nouvel ordre mondial made in China?*, op.cit, p. 45.

<sup>149</sup> En un sens, la philosophie politique la Chine ancienne préfigurait ce que certains auteurs occidentaux théorisent aujourd'hui comme le 'soft power', notion sur laquelle nous reviendrons plus en détail dans la suite de ce chapitre.

<sup>150</sup> Warren I. Cohen, "China's rise in Historical Perspective," *Journal of Strategic Studies*, Vol. 30, No. 4-5, 2007, pp. 683-704 (voir pp. 685-7).

<sup>151</sup> Ibid, p. 40.



submit to virtue, they will heartily rejoice and sincerely follow as the seventy disciples followed Confucius<sup>152</sup> ».

### 1.6 *Le rôle contraignant de la politique intérieure et le comportement international de la Chine*

Les théories matérialistes traditionnelles (équilibre des puissances et transition de puissance) se concentrent exclusivement sur la structure anarchique du système international pour expliquer le comportement des États (équilibrage ou alignement). Dans la période post-guerre froide, néanmoins, l'absence d'un mouvement classique d'équilibrage de la part de la Chine illustre le rôle tout aussi crucial de la politique intérieure dans la politique étrangère des États. La politique intérieure peut, certes, être à l'origine d'une politique étrangère belliqueuse<sup>153</sup>. Cela n'exclut pas pour autant qu'elle puisse aussi être la source d'une politique étrangère plus prudente. C'est en tout cas ce que démontrent plusieurs recherches empiriques, celles en particulier de Jack S. Levy et Michael N. Barnett. Au terme de leurs études de plusieurs cas de pays du tiers-monde, ils en arrivent à la conclusion très instructive selon laquelle ces pays sont souvent davantage préoccupés par les menaces intérieures que celles extérieures<sup>154</sup>. De manière analogue, affirme Steven R. David, l'alignement international reflète une évaluation des préoccupations intérieures des pays<sup>155</sup>. Les élites dirigeantes poursuivent des alignements externes qui peuvent leur

---

<sup>152</sup> Ibid.

<sup>153</sup> Ce point a bien été documenté par Jack Snyder, entre autres auteurs influents. Voir Jack Snyder, *Myths of Empire: Domestic Politics and International Ambitions* (Ithaca: Cornell University Press, 1991).

<sup>154</sup> Jack S. Levy and Michael N. Barnett, "Alliance Formation, Domestic Political Economy, and Third World Security," *Jerusalem Journal of International Relations* 14 (1992), pp. 19-40; Jack S. Levy and Michael N. Barnett, "Domestic Sources of Alliance and Alignments: The Case of Egypt, 1962-1973," *International Organization* 45 (1991), pp. 369-395.

<sup>155</sup> Steven R. David, *Choosing Side: Alignment and Realignment in the Third World* (Baltimore: John Hopkins University Press, 1991), pp. 6-7.

permettre d'endiguer ces menaces, même lorsque cela doit se faire « au détriment de la promotion de la sécurité à long-terme de l'État et du bien-être général de ses concitoyens<sup>156</sup> ».

Dans le cas de la Chine, le nationalisme, entre autres facteurs, joue un rôle dont plusieurs auteurs ont bien documenté l'importance dans la conception et l'exécution de la politique étrangère contemporaine. Les sentiments nationalistes résurgents, ont ainsi démontré certains sinologues, sont souvent un moyen tout indiqué afin de compenser la légitimité déficiente du leadership communiste. Le nationalisme chinois est né en réaction aux souffrances qu'a vécues le pays entre la fin du 19e et le début du 20e siècle aux mains de puissances étrangères, mais aussi de seigneurs de la guerre chinois portés par un égoïsme suicidaire<sup>157</sup>. L'interprétation de cette amère expérience, rappelée constamment aux Chinois depuis 1949 et, plus récemment, le gonflement de la fierté nationale chinoise qu'alimente une rapide modernisation, ont renforcé l'impact de ces événements antérieurs. Les attentes nationalistes imposent, par conséquent, des contraintes importantes sur la Chine émergente<sup>158</sup>.

Cela dit, l'inverse est tout aussi vrai. Ce fait a bien été mis en évidence par Zhu Feng, à la suite de plusieurs auteurs, lorsqu'il souligne que l'insécurité intérieure, l'instabilité potentielle du leadership et une transition politique incertaine peuvent en partie expliquer pourquoi la Chine a

---

<sup>156</sup> E. A. Miller and A. Toritsyn, "Bringing the Leader Back In: International Threats and Alignment Theory in the Common Wealth of Independent States," *Security Studies* 14 (April-June 2005), pp. 325-363 (p. 358).

<sup>157</sup> Pour une revue utile de l'émergence du nationalisme en Chine à l'époque contemporaine, voir Lucien Bianco, *Origins of the Chine Revolution, 1915-1945*, traduit par Muriel Bell (Stanford: Stanford University Press, 1971); Chalmers A. Johnson, *Peasant Nationalism and Communist Power: The Emergence of Revolutionary China, 1937-1945* (Stanford: Stanford University Press, 1962).

<sup>158</sup> Un examen systématique de cette question dépasse l'ambition de cette recherche. Pour approfondir la question, voir Michel Oksenberg, "China's Confident Nationalism," *Foreign Affairs* 65 (Winter 1987), pp. 501-523; Allen S Whiting, "Chinese Nationalism and Foreign Policy after Deng," *China Quarterly*, No. 142 (June 1995), pp. 295-316; Peter Hays Gries, *China's New Nationalism: Pride, Politics, and Diplomacy* (Berkeley: University of California Press, 2005); Suisheng Zhao, "China's Programatic Nationalism: Is It Manageable?" *Washington Quarterly* 29 (Winter 2005-6), pp. 131-144.

jusqu'ici renoncé à une stratégie classique d'équilibrage<sup>159</sup>. En plus des contraintes systémiques privilégiées par les théories matérialistes conventionnelles, la vulnérabilité du régime communiste sur le plan de la politique intérieure constituerait donc un autre frein à ses prétentions hégémoniques qu'il faut prendre très au sérieux dans l'analyse de sa politique extérieure. Il existe en effet plusieurs auteurs, parmi lesquels Tony Saich, pour qui la « bonne gouvernance et la réforme politique » constituent l'ultime défi de la Chine au seuil du nouveau millénaire<sup>160</sup>. Jean-Pierre Cabestan propose une analyse similaire lorsqu'il fait observer qu'au terme de trente ans de réformes et d'ouverture, ce pays se sent plus vulnérable, moins souverain car plus dépendante de l'extérieur. C'est que, comme il l'explique, plus puissante la Chine voit paradoxalement sa liberté de manœuvre se restreindre.

Il lui faut accepter de cohabiter avec d'autres puissances, certes moins fortes mais encore dominantes, en particulier les États-Unis, et en même temps élaborer de nouvelles méthodes, fondées sur l'interdépendance et non plus sur l'autonomie, pour assurer sa sécurité extérieure, réussir son développement, pérenniser son régime politique et finalement s'intégrer dans le monde dans lequel il baigne<sup>161</sup>.

On le voit bien, cette vulnérabilité sur le plan interne place la Chine dans une position bien délicate s'agissant de faire face à la « menace américaine<sup>162</sup> ». Et c'est, entre autres facteurs, manifestement ce qui a encouragé le leadership chinois à se concentrer sur l'harmonisation de ses relations avec l'Occident et à modérer ses ambitions internationales<sup>163</sup>. Chercheurs et dirigeants chinois parlent généralement d'une seule voix lorsqu'il s'agit de reconnaître la

---

<sup>159</sup> Zhu Feng, "China's Rise Will Be Peaceful: How Unipolarity Matters," op.cit, p. 45.

<sup>160</sup> Tony Saich, *Governance and Politics of China*, 2d ed. (Houndmills: Palgrave Macmillan, 2004), p. 169.

<sup>161</sup> Jean-Pierre Cabestan, *La politique internationale de la Chine*, op. cit, p. 30.

<sup>162</sup> Avery Goldstein, "Great Expectations: Interpreting China's Arrival," *International Security* 22 (Winter 1997-98), pp. 36-73; Andrew J. Nathan and Robert S. Ross, *The Great Wall and the Empty Fortress: China's Search for Security* (New York: Norton, 1997); Alastair Iain Johnston, "Realism(s) and China Security Policy," in Ethan B. Kapstein and Michael Mastanduno (ed.), *Unipolar Politics: Realism and Sate Strategies After the Cold War* (New York: Columbia University Press, 1999), pp. 261-318.

<sup>163</sup> Zhu Feng, "China's Rise Will Be Peaceful: How Unipolarity Matters," *ibid*, pp. 45-46.

prépondérance globale des États-Unis et l'impact potentiel de cette position hégémonique américaine sur la sécurité intérieure et le processus de 'développement pacifique' de leur pays. Durant les années 1990, rappelle Feng, Pékin percevait non seulement Washington mais aussi tous les pays occidentaux comme étant hostiles au parti communiste chinois. Ainsi, l'intérêt de la Chine à gérer ses relations avec les États-Unis découle non seulement des tensions inhérentes aux relations entre une puissance dominante et une puissance émergente, mais aussi des vulnérabilités de Pékin en raison de ses transformations économiques et politiques intérieures inabouties<sup>164</sup>.

Il en va de même de l'« offensive de charme » de la Chine auprès de ses voisins asiatiques, laquelle peut être interprétée comme répondant à l'impératif de survie du Parti communiste chinois (PCC). Pékin se doit de prévenir les efforts des États-Unis en vue d'« endiguer » la Chine et d'impulser un 'changement de régime' à l'aide d'une coalition hostile à la Chine et de renforcer une présence militaire dans ses périphéries maritimes. « En promettant sa bonne volonté, la coopération et le respect mutuel, la Chine apaise ses voisins asiatiques et sape son encerclement par les États-Unis<sup>165</sup> ». De même, le regain d'activisme de la Chine dans les institutions multilatérales et son respect spontané de certains régimes et normes internationaux participeraient des efforts de Pékin en vue de faire échec à l'endiguement des États-Unis.

Après tout, la Chine a compris que son succès diplomatique en Asie dépend d'une étroite coopération avec les États-Unis. La plupart des pays dans la région préfèrent une relation stable entre les deux puissances plutôt que d'avoir à se positionner en cas de conflit entre elles. Du fait

---

<sup>164</sup> Ibid, p. 46.

<sup>165</sup> Ibid.

qu'il n'existe pour le moment guère de chance qu'elle parvienne à marginaliser la puissance américaine en Asie, l'antagonisme chinois envers les États-Unis nuirait aux liens que la Chine entretient avec ses voisins asiatiques et servirait l'influence régionale américaine<sup>166</sup>. Pékin semble bien conscient du fait que la stabilité du régime sur le plan intérieur dépend en grande partie de ses relations avec Washington. C'est donc pour rassurer les États-Unis et ses voisins asiatiques qu'il a conçu une grande stratégie que d'aucuns qualifient de « tournant néo-bismarckien<sup>167</sup> ». « Faisant écho aux efforts de Bismarck en vue d'apaiser les craintes des dirigeants européens à la suite de l'unification de l'Allemagne, les dirigeants chinois coopèrent avec d'autres pays d'Asie orientale dans le renforcement des dialogues et institutions régionaux<sup>168</sup> ». La Chine a fourni une contribution très appréciée à plusieurs initiatives régionales, dont l'ASEAN Plus Three est un bon exemple. Y voyant l'opportunité d'un resserrement des liens existants, les pays de la région ont à leur tour cherché à insérer la Chine dans les institutions et discussions régionales, une manière de rendre son ascension plus prévisible et moins menaçante<sup>169</sup>.

Lorsqu'ils se demandent pourquoi la Chine tarde encore à initier un mouvement d'équilibrage traditionnel à l'encontre des États-Unis, nombre de spécialistes en arrivent à la conclusion que les questions de politique intérieure sont en partie la raison. Avery Goldstein indique ainsi que la Chine a, vers le milieu des années 1990, pris le virage vers sa 'grande stratégie' actuelle -dont les éléments essentiels exigent d'éviter tout conflit direct avec les États-

---

<sup>166</sup> Robert G. Sutter, *China's Rise and Implications to America's Leadership in Asia*. East-West Center, Washington, March 2006.

<sup>167</sup> Avery Goldstein, "An Emerging China's Emerging Grand Strategy: A Neo-Bismarckian Turn?" in G. John Ikenberry and Michael Mastanduno (eds.), *International Relations Theory and the Asia Pacific*. (New York: Columbia University Press, 2003), pp. 173-209.

<sup>168</sup> G. John Ikenberry, "The Rise of China: Power, Institutions, and the Western Order," in Robert S. Ross and Zhu Feng (eds.), *China's Ascent: Power, Security, and the Future of International Politics*, op. cit, p. 109.

<sup>169</sup> Gerald Segal, "Tying China into the International System," *Survival* 37 (1995), pp. 60-73.

Unis précisément « parce qu'elle reconnaît jusqu'à quel point elle est faible en comparaison avec les États-Unis et leurs alliés. De ce point de vue, la grande stratégie de la Chine reflète son effort de jouer la main faible. Les États-Unis, au contraire, détiennent les cartes d'atout ». Selon Goldstein, dans la période post-guerre froide, les élites dirigeantes chinoises ont pris conscience du fait que,

contrary to the belief when the Cold War ended, the world was not quickly going to become multipolar. Instead, unipolarity would last for decades, with the U.S. remaining the world's sole superpower. ... Although China's economic and military capabilities were growing as a result of the reform program in place since 1979, it still lagged far behind the world's leading states, especially the U.S. Perhaps most significantly, China's leaders ... more clearly recognized just how far they had to go before their armed forces were in the same league as those of the U.S. and its allies<sup>170</sup>.

Il en ressort que la question de savoir si la Chine est une menace pour d'autres pays ne peut pas être répondue en projetant les capacités matérielles de la Chine -son taux de croissance économique, ses progrès technologiques ou dépenses militaires- comme le font beaucoup d'analystes. « La force n'est qu'une partie de l'équation. Les intentions- comment la Chine choisit d'utiliser sa puissance- fait la différence entre la guerre et la paix<sup>171</sup> ». Mais c'est là une démarche à laquelle la plupart des théoriciens matérialistes se sont toujours refusé. Barry Posen pourrait se targuer de parler au nom de beaucoup d'entre eux lorsqu'il dit : « Les États et hommes d'État ne sont pas censés exprimer leurs actions en termes d'équilibre<sup>172</sup> ». Et pourtant, insiste l'universitaire américaine Susan Shirk, ancienne diplomate et spécialiste des questions chinoises, ces théoriciens ont tout à fait tort. Dans son livre *China : A Fragile Superpower*, elle déclare : « Notre meilleure chance d'éviter l'antagonisme avec la Chine est

---

<sup>170</sup> Avery Goldstein, *China's Grand Strategy and U.S. Foreign Policy*. Foreign Policy Research Institute, November 27, 2005 (www.fpri.org).

<sup>171</sup> Susan L. Shirk, *China: Fragile Superpower*, p. 10.

<sup>172</sup> Barry Posen, "European Union Security and Defense Policy: Response to Unipolarity?" *Security Studies* 15, no. 2 (2006): 149-86 (p. 184). Cité par Frédéric Mérand, "Pierre Bourdieu and the Birth of European Defense," *Security Studies*, Vol. 19, No. 2, Security Studies, Vol. 19, No. 2 (2010), pp. 342-374 (p. 346).

d'ouvrir la boîte noire de la politique intérieure chinoise, regardez à l'intérieur et comprendre ce qui fait agir la Chine comme elle le fait sur la scène mondiale<sup>173</sup> ».

Ce point de vue n'est pas celui d'une universitaire coupée de la réalité de terrain. Shirk combine une rare érudition académique, pour avoir été (comme elle le rappelle elle-même) parmi les premiers étudiants américains à arriver en Chine (après le rapprochement entre les deux pays dans les années 1970) avant de devenir à son tour professeure des universités américaines, avec en sus une expérience comme fonctionnaire du Département d'État chargé des relations américaines avec la Chine sous l'administration Clinton. Elle ne fait pas non plus partie des *panda kissers*, termes utilisés dans les milieux stratégiques à Washington pour désigner ceux qui préfèrent s'accommoder de l'émergence de la Chine. Comme Assistante-Secrétaire d'État adjoint chargée des relations des États-Unis avec la Chine dans l'administration Clinton, Shirk rappelle qu'elle était « constamment préoccupée par les risques de guerre entre les deux puissances nucléaires ». Une réaction énergique ne dépasse donc pas son entendement. D'autant que, reconnaît-elle volontiers aujourd'hui encore, les points chauds pour des affrontements militaires entre la Chine et les États-Unis se sont multipliés et que la Chine et les États-Unis sont venus au bord de la guerre en 1996 lorsque, pour démontrer leur fureur suite à la décision de Washington d'accueillir en visite officielle le président taïwanais d'alors, les Chinois ont lancé des exercices militaires massifs dans le détroit de Taiwan et tiré des missiles en direction de l'île rebelle, amenant Washington à envoyer un porte-avion dans les eaux maritimes chinoises.

Des crises de ce genre sont survenues dans le passé et pourraient éclater à l'avenir. Et si, comme le dit d'ailleurs Shirk, Taipei est le foyer de tensions le plus sensible entre Pékin et

---

<sup>173</sup> Susan L. Shirk, *China: Fragile Superpower*, op. cit, p. 5.

Washington, il est loin d'être le seul<sup>174</sup>. Les relations entre la Chine et un autre proche allié américain en Asie, le Japon, sont devenues de plus en plus acrimonieuses au cours des dernières années. Les navires de la marine de l'Armée de Libération de la Chine ont commencé à patrouiller dans les eaux de la mer de Chine orientale près des îles Diaoyu, qui sont revendiquées par la Chine et le Japon. Un incident maritime pourrait aisément dégénérer si les politiciens chinois et japonais se sentent poussés par une opinion publique hostile. Un autre irritant au potentiel hautement explosif entre Pékin et Washington concerne le voisin et ancien allié de la Chine, la Corée du Nord, qui a testé de manière répétée des armes nucléaires et missiles de longue portée, outrepassant avec une sérénité déconcertante les mises en garde américaines. Jusqu'à présent, des négociations n'ont pas réussi à résoudre ce problème, tandis que des sanctions économiques internationales sont en train de presser le régime. Si, comme ne s'interdisent désormais de l'invoquer de plus en plus d'analystes, la Corée du Nord s'effondrait violemment et envoyait des milliers de réfugiés vers le nord-est de la Chine, Pékin ne se priverait pas d'envoyer des troupes dans le pays pour rétablir l'ordre malgré les éventuelles objections de la Corée du Sud et des États-Unis<sup>175</sup>. Dans l'un comme l'autre des scénarios précédents, les dirigeants chinois pourraient céder aux pressions internes et être précipités dans une confrontation avec les États-Unis.

Mais au terme de ses nombreuses années passées à étudier la Chine sur les plans intérieur et international, Shirk arrive à la conclusion selon laquelle, un « danger beaucoup plus grave à mesure que la Chine monte en puissance, est que les États-Unis la mésinterprètent et la gèrent incorrectement, de sorte que nous nous enlisons dans une relation hostile avec elle ». Le titre du

---

<sup>174</sup> Ces points litigieux sont en partie synthétisés par Shirk dans le livre cité ci-dessus. Voir, en ce qui concerne l'Asie en particulier, p. 4.

<sup>175</sup> Ibid.



premier chapitre de son livre rend d'ailleurs très bien cette conviction lorsque Shirk fait valoir avec force que la Chine est « forte à l'étranger mais fragile à l'intérieur ».

### 1.7 Chine, une menace « construite »

D'où vient alors l'idée si répandue en Occident, et en particulier aux États-Unis, d'une menace chinoise ? Pourquoi la puissance chinoise est-elle souvent décrite en des termes qui contrastent avec la réalité interne et le comportement international de la Chine ? Il est utile d'analyser, comme le fait le politologue Barthélémy Courmont, l'attitude défensive de Washington à l'égard de Pékin sous l'angle du concept de sécurisation, développé dans les années 1980 à Copenhague, et qui prit son envol au milieu des années 1990.

Plutôt que de présenter les menaces auxquelles font face les États comme une réalité objective, [Barry] Buzan, [Ole] Waever et [Jaap] de Wilde avancent qu'une menace est toujours une construction effectuée par un ou des acteurs qui utilisent le langage de la sécurité pour tenter de convaincre l'auditoire ciblé de la nécessité de recourir à des mesures extraordinaires. La menace en question n'a pas à être réelle, mais doit simplement être construite et/ou présentée comme telle<sup>176</sup>.

Suivant une logique similaire, le politologue Michael Barr suggère de considérer « le noyau des théoriciens de la menace chinoise qui influencent les politiques occidentales, en particulier les politiques américaines<sup>177</sup> ». Dans un livre sur la « surestimation » de la « menace militaire chinoise », un aspect déterminant dans les relations sino-américaines, Jean-Loup Samaan a suivi la même démarche. Il établit un parallèle clair entre l'émergence de la problématique chinoise et la publication d'une série de rapports commandés par la cellule de prospective d'Andrew Marshall du Département de la Défense américain à partir du début des

---

<sup>176</sup> « Cette théorie, comme le rappelle Barthélemy Courmont citant Alexander Wendt, s'inscrit fermement dans la mouvance constructiviste des relations internationales, selon laquelle les structures fondamentales de la politique mondiale sont sociales plutôt que strictement matérielles. » Voir Barthélemy Courmont, « La question chinoise dans les débats partisans à Washington », *Monde chinois* 2014/4 (N° 40), pp. 71-81 (p. 73).

<sup>177</sup> Michael Barr, « Mythe et réalité du *soft power* de la Chine, » op.cit, p. 506.

années 90, c'est-à-dire juste après l'effondrement de l'URSS, à un moment où le budget de la défense américain faisait l'objet de débats houleux au Congrès. Tout en reconnaissant qu'« il ne s'agit pas complètement d'une invention au sens où la Chine serait au-dessus de tout soupçon et que le Pentagone serait en train de monter de toutes pièces une menace bien commode en Asie », il remet en cause la thèse selon laquelle la puissance militaire de la Chine représenterait une menace réelle pour les États-Unis.

C'est une invention, ou une construction, au sens où le regard contemporain de l'armée américaine sur la Chine se fonde sur des présupposés qui posent problème et surtout qui déforment la réalité de ce que représente cette « menace »<sup>178</sup>.

A un niveau théorique, souligne Samaan, le discours actuel du Département de la Défense révèle le biais déterministe et pessimiste de ses décideurs sur le système international.

Sur la 'menace chinoise', le discours stratégique américain repose sur un postulat simple : tout changement dans la distribution de puissance au sein du système international engendre des conflits. Par conséquent, la montée en puissance de la Chine conduirait inexorablement à l'affaiblissement des États-Unis et donc à un affrontement entre les deux. Il y a donc bien une vision stratégique du Pentagone mais ses fondements sont discutables<sup>179</sup>.

En fait, ce que ces auteurs nous apprennent, c'est que la thèse de la menace chinoise est consubstantielle à discours sur la « sécurisation » aux États-Unis. Par ailleurs, le fait même qu'il existe « deux visions radicalement divergentes de la montée en puissance [de la Chine] et des défis qui l'accompagnent » en dit long sur la crédibilité de la thèse de la menace chinoise<sup>180</sup>. Comme le dit en substance le politologue britannique Michael Barr, « ceux qui voient la Chine comme respectant les normes mondiales pointent sa volonté de résoudre bon nombre de ses différends frontaliers de manière pacifiste, son acceptation du régime commercial international et

---

<sup>178</sup> « Quand le Pentagone surveille la Chine. Entretien de Barthélémy Courmont avec Jean-Loup Samaan à propos de son livre, *La menace chinoise: une invention du Pentagone*, aux éditions Vendémiaire », *Monde chinois* 2012/4 (N° 32), p. 66-70 (p. 66).

<sup>179</sup> Ibid.

<sup>180</sup> Barthélémy Courmont, « La question chinoise dans les débats partisans à Washington, » op. cit, p. 74.

sa coopération générale dans de nombreuses organisations multilatérales. Ceux qui sont plus sceptiques ont tendance à souligner la perception d'une 'menace' que représente la Chine pour les intérêts occidentaux –souvent américains<sup>181</sup> ». Bien que la première vision présente une remarquable compatibilité avec la doctrine chinoise du *heping jueqi* (littéralement, « émergence pacifique soudaine »), il est en même temps plus difficile à « vendre » à l'électorat des États-Unis où « il existe une longue tradition de sinophobie<sup>182</sup> ». L'universitaire canadien, et théoricien des relations internationales, Robert Cox, partageait la conviction que tout savoir « sert *et* à quelque'un *et* à quelque chose<sup>183</sup> » et ce double discours théorique sur la menace chinoise paraît offrir une excellente illustration de sa maxime.

### 1.8 *Le défi chinois au-delà du hard power*

L'argument des partisans d'une 'menace chinoise' basée sur la puissance dure n'est pas pour ainsi dire dénué de tout fondement, même s'ils ont tort de tomber dans le "piège de Thucydide", en faisant une lecture mécanique de l'histoire telle qu'appliquée à la politique internationale contemporaine. Le profil de la Chine, au regard de son évolution comme puissance émergente au cours des dernières décennies, est loin de celui d'une "puissance organique", si l'on peut appliquer la distinction classique des intellectuels d'Antonio Gramsci aux relations internationales, c'est-à-dire une puissance dont l'émergence et l'élite dirigeante viendraient valider la "classe dominante" mondiale en cautionnant l'idéologie sur laquelle repose leur domination. A l'opposé de ce profil, pour le dire de manière un peu mécanique, émerge celui

---

<sup>181</sup> Michael Barr, « Mythe et réalité du *soft power* de la Chine, » op. cit, p. 503.

<sup>182</sup> Giovanni Arrighi, Adam Smith à Pékin. Les promesses de la voie chinoise, op. cit, p. 371.

<sup>183</sup> Robert W. Cox, « Social Forces, States and World Order : Beyond International Relations Theory », *Millenium*, Vol. 10, No. 2 (1981), pp. 126-155 (p. 128).

d'une "puissance critique" dont la posture remet fermement en question la légitimité des puissances dominantes, diverge radicalement de la *doxa*, mais aussi, parfois, est habitée par une idéologie prométhéenne distinctive, marquant pour ainsi dire un tournant dans la politique internationale. Or, l'histoire des relations internationales nous enseigne à propos des issues dangereuses et fatales auxquelles de telles idéologies dissidentes nous exposent. Mais il s'agit probablement d'une vision "tragique" de la politique des grandes puissances qui appartient davantage au 20ème siècle marqué par des rivalités épiques entre idéologies meurtrières et un idéal démocratique ancrés dans des contradictions et bonnes intentions, une vision tragique somme toute moins pertinente pour le monde d'aujourd'hui.

En Chine, aujourd'hui, écrit Xulio Ríos, un "magma idéologique hétéroclite contraste avec la réalité du libéralisme économique". Le marxisme reste le fondement idéologique du Parti Communiste Chinois (PCC). Au fil du temps, la Chine a incorporé dans son bagage idéologique le léninisme, le maoïsme, le denguisme entre autres additifs théoriques récents, allant de la théorie des "Trois Représentations" de Jiang Zemin à celle du "développement scientifique" de Hu Jintao<sup>184</sup>. En d'autres termes, nous avons assisté à une forme de "sécularisation" à la chinoise. Cela, en soi, n'est pas surprenant. Comme Hans Morgenthau observait jadis, la Chine impériale ne reposait pas sur l'expansion militaire mais plutôt sur "l'établissement de relations tributaires subtiles et complexes entre elle-même et ses voisins<sup>185</sup>". A l'époque impériale, un ordre moral chinois était ainsi basé sur une vision confucéenne selon laquelle l'état "naturel" d'une société en est un d'harmonie et non de conflit.

---

<sup>184</sup> Xulio Ríos, "¿En qué cree China?" *El País*, 6 enero, 2014.

<sup>185</sup> US Congress Committee on Foreign Relations, *Hearings: U.S. Policy with Respect to Mainland China* Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1966), p. 551.

Comme les théories des études stratégiques l'ont montré, une manière de corriger cet écueil dans les approches conventionnelles en RI est d'accorder une plus grande attention aux cultures et civilisations nationales. Saisir l'«esprit des nations», comme l'a formulé Laurent Murawiec<sup>186</sup>, en ce que cela renseigne sur les visions des acteurs, est crucial si l'on veut capter intégralement le défi de la Chine émergente dans un monde globalisé<sup>187</sup>. Il est vrai, comme l'a soutenu Henry Kissinger, qu'« aucune nation n'a jamais connu une telle augmentation de sa puissance sans chercher à la traduire en influence mondiale<sup>188</sup> ». Mais la question est de savoir quel rôle a joué l'action humaine. Les spécialistes des relations internationales appliquent généralement différents niveaux d'explication et ont tendance à écarter le niveau qui repose sur les choix individuels.

Par exemple, analysant l'émergence de la Chine et le défi que cette émergence pose pour la puissance américaine et l'ordre mondial occidental contemporain, beaucoup de chercheurs sous-estiment un élément essentiel qui est pourtant inhérent à la culture traditionnelle chinoise : l'attraction morale. Cette compréhension tirée de l'histoire chinoise présente une compatibilité remarquable avec celle d'observateurs occidentaux eux-mêmes. Il y en a, en effet, qui soutiennent que « la diplomatie de la Chine, sa culture politique et ses structures socio-économiques internes suggèrent qu'elle ne sera pas nécessairement une menace pour ses voisins,

---

<sup>186</sup> Bien entendu, si toute prétention à l'universel est un ethnocentrisme hypertrophié, comme l'a soutenu Tzevan Todorov pour l'ensemble des grands penseurs français, alors, il conviendrait de faire le tour des pensées politiques occidentales et non-occidentales pour embrasser toutes les visions du monde. Toutefois, en matière de relations internationales, les théories sont plutôt rares et presque toujours d'origine anglo-américaine. Cela réduit le spectre. Le souci de corriger ce regrettable défaut explique que les politologues redécouvrent ces derniers temps les cultures nationales et les civilisations. C'est que la connaissance de « l'esprit des nations », en ce qu'il infère sur les visions des acteurs, constitue une donnée de plus en plus essentielle à la compréhension des enjeux d'un monde qui ne cesse de se globaliser. Voir, à ce sujet, Laurent Murawiec, *L'Esprit des nations. Cultures et géopolitique*, Paris, Odile Jacob, 2002.

<sup>187</sup> Gérard Dussouy, *Théories de l'interétatique*, tome I, 2009, p. 15.

<sup>188</sup> Henry Kissinger, *Diplomacy*. New York: Simon & Schuster, 1994, p. 37.

mais pourrait même apporter une contribution positive à l'«équilibre des puissances» en Asie<sup>189</sup> ». Henry Kissinger, principal artisan du rapprochement entre la Chine et les États-Unis dans les années 1970, et dont les analyses font autorité dans les milieux stratégiques à Washington, rejette catégoriquement l'idée selon laquelle, tout comme le défi soviétique, le défi chinois est au fond de nature militaire, et nécessite de jouer sur un système d'alliances militaires désormais axée sur la zone Pacifique. Dans un article publié dans le *Washington Post* en 2005, il reconnaît certes que le « centre de gravité des affaires du monde est en train de passer de l'Atlantique [...] au Pacifique », mais remettait en cause dans le même temps la thèse selon laquelle une confrontation stratégique avec la Chine était inévitable<sup>190</sup>.

Cette idée est aussi dangereuse que fautive. Le système européen du XIXe siècle reposait sur le principe que ses grandes puissances pourraient au final imposer leurs intérêts par la force. Chaque nation pensait que toute guerre serait de courte durée et lui permettrait, au bout du compte, d'améliorer sa position stratégique<sup>191</sup>.

A l'instar de John Muller, Kissinger soutient que de tels calculs ont perdu toute signification dans un monde globalisé muni d'armes nucléaires. « Une guerre entre grandes puissances serait une catastrophe pour tous ses participants : personne n'en sortirait vainqueur. » Mais, plus important encore, soutient par ailleurs Kissinger, la forme d'impérialisme militaire pratiquée par l'Allemagne, qui chercha à rivaliser avec la Grande Bretagne sur le terrain naval,

---

<sup>189</sup> Il existe une vaste littérature sur cette thématique qu'elle ne saurait être citée ici de manière exhaustive. Pour quelques-unes des références couramment citées, voir Zhu Feng, "China's Rise Will Be Peaceful: How Unipolarity Matters," op.cit; Alastair Johnson, « Is China a Status Quo Power? » *International Security* Vol. 27, No. 4 (Spring 2003), pp. 5-56; Evan S. Medeiros and M. Taylor Fravel, "China's New Diplomacy," *Foreign Affairs*, Vol. 82 (November/December 2003), pp. 22-35; David L. Shambaugh, "Return to the Middle Kingdom? China and Asia in the Twenty-first Century," in David L. Shambaugh (ed.), *Power Shift: China and Asia's New Dynamics* (Berkeley: University of California Press, 2005); William W. Keller and Thomas G. Rawski (eds.), *China's Rise and the Balance of Influence in Asia* (Pittsburgh: University of Pittsburgh Press, 2007).

<sup>190</sup> Giovanni Arrighi, *Adam Smith à Pékin*, op.cit, p. 364.

<sup>191</sup> H.A. Kissinger, "China: Containment Won't Work," *Washington Post*, June 13, 2005.

ou encore à humilier la Russie sur la question bosniaque en 1908, mais aussi la France, au cours des crises marocaines de 1905 et 1911, « n'est pas dans le style de la Chine ».

Clausewitz, le plus grand théoricien occidental de la stratégie militaire, s'intéresse à la préparation et à la conduite d'une bataille centrale. Sun Tzu, son équivalent chinois, se concentre sur l'affaiblissement psychologique de l'adversaire. La Chine poursuit ses objectifs par une étude soigneuse, patiente, et des plus nuancées -il est très rare qu'elle prenne le risque d'un affrontement direct où le vainqueur raflera la mise<sup>192</sup>.

Pour des raisons similaires, les penseurs et décideurs contemporains de la Chine semblent embrasser à l'unisson cette ligne de pensée comme source d'inspiration. Yan Xuetong, une figure de proue de l'intelligentsia chinoise et professeur des relations internationales à l'Université Tsinghua à Pékin, dans un effort en vue de trouver des moyens de concilier ce qu'il conçoit comme les traditions éthiques anciennes de la Chine, a développé l'idée selon laquelle la puissance contemporaine chinoise devrait reposer sur ce qu'il appelle une « autorité morale (*humane authority*)<sup>193</sup> ». Selon Yan, une part intégrale de la « course à la suprématie mondiale » consistera en une « conquête des cœurs et des esprits » des populations du monde, ce qui « déterminera qui prévaudra<sup>194</sup> ». Dans une veine similaire à celle de Yan Xuetong, Zhao Tingyang de l'Académie chinoise des sciences sociales est devenue une étoile de la scène intellectuelle de Pékin grâce à une série de travaux sur le concept de *Tania* – littéralement, “all under heaven” – une autre idée issue de la philosophie classique chinoise qui tente de définir une vision internationale de l'harmonie<sup>195</sup>. La réhabilitation par les autorités de Pékin de Confucius et leurs appels réitérés en faveur d'une « société [internationale] harmonieuse » sont largement perçus comme faisant écho à cette logique.

---

<sup>192</sup> Ibid.

<sup>193</sup> Xuetong Yan, *Ancient Chinese Thought, Modern Chinese Power*, 312 p.

<sup>194</sup> Geoff Dyer, *The Contest of the Century: The New Era of Competition with China –and How America Can Win*. New York: Alfred A. Knopf, 2014, pp. 178-9.

<sup>195</sup> Cité par Geoff Dyer, *The Contest of the Century*, *ibid.*

Ce ‘pacifisme’ chinois a, certes, ses détracteurs. Certains réalistes, comme Yuankang Wang, ont fait des inférences à partir de périodes spécifiques de l’histoire chinoise même (la Dynastie des Song, 960-1279 ; la Dynastie des Ming, 1368-1644) pour défendre l’idée inverse que la Chine contemporaine pourrait se comporter comme une « puissance offensive ». Ce qui manque toutefois à cet argument est une explication convaincante de la raison pour laquelle la politique étrangère de la Chine contemporaine emprunterait à certaines périodes historiques spécifiques plutôt qu’à d’autres<sup>196</sup>.

En effet, la thèse d’une « ascension pacifique » de la Chine ne manque pas d’arguments historiques. Ses tenants citent par exemple généralement à témoin les premières années de la dynastie Ming, entre 1405 et 1433, période durant laquelle la Chine se lança dans ce qui est considéré communément comme étant l’une des entreprises navales les plus remarquables et audacieuses de l’histoire, sans pour autant manifester d’ambition territoriale. C’est en ce sens que les explorations de l’amiral Zheng He, qui incarna le mieux cette période, retiennent souvent l’attention. Il prit la mer avec la « flotte des trésors », équipée de navires d’une supériorité technologique sans égale, pour gagner des destinations aussi lointaines que Java, l’Inde, la Corne de l’Afrique et le détroit d’Ormuz. Bien que, comme le rappellent certains auteurs, les historiens débattent toujours du véritable motif des missions chinoises, il semble exister un consensus sur l’attitude pacifique de la Chine.

Deux exemples plaident en faveur d’un tel consensus. D’une part, il est vrai que, à chaque étape de ses voyages, Zheng He « proclama en bonne et due forme la magnificence du nouvel empereur de Chine, accorda des présents somptueux aux souverains qu’il rencontra et les invita à

---

<sup>196</sup> Qianqian Liu, “China’s Rise and Regional Strategy: Power, Interdependence and Identity,” *Journal of Cambridge Studies*, Vol. 5, No. 4 (2010), pp. 77-92.



se rendre en personne dans son pays ou à y envoyer des émissaires, afin de reconnaître leur place dans l'ordre du monde sino-centrique en accomplissant le '*kowtow*' la prosternation rituelle qui symbolisait la supériorité de l'Empereur<sup>197</sup> ». Cependant, les historiens s'entendent généralement à reconnaître qu'au-delà de l'affirmation de la grandeur de la Chine et de la remise d'invitations à ce rituel, Zheng He ne manifesta aucune ambition territoriale. « Il ne rapporta en Chine que des présents, considérés comme un « tribut » ; il ne revendiqua aucune colonie, aucune ressource, se contentant de la prime métaphysique que constituait l'élargissement de Tout ce qui est sous les Cieux<sup>198</sup> ». Frederick W. Mote propose une analyse similaire lorsqu'il écrit qu'« on peut tout au plus alléguer qu'il créa des conditions favorables pour les marchands de son pays par une forme d'exercice de « *soft power* » à la chinoise<sup>199</sup> ».

Mais, deuxièmement, ce qui retient encore davantage l'attention, est le fait que les explorations de Zheng He « s'interrompirent brutalement en 1433 » et qu'elles « ne furent jamais renouvelées » : « technologiquement capable de dominer le monde, la Chine se retira volontairement du domaine de l'exploration navale au moment même où l'intérêt occidental commençait à se manifester »<sup>200</sup>. Autrement dit, la conclusion que la Chine sera une menace pour les États-Unis et ses voisins se fonde sur des analogies historiques sélectives de l'expérience chinoise.

Le débat n'est pour ainsi dire pas tranché. D'autant que, comme le font valoir souvent les sceptiques, à l'exception des États-Unis remplaçant la Grande Bretagne, les relations entre les plus grandes puissances du monde et les plus grandes puissances émergentes ont toujours été

---

<sup>197</sup> Henry Kissinger, *De la Chine*. Fayard, 2012, p. 31.

<sup>198</sup> Ibid.

<sup>199</sup> Frederick W. Mote, *Imperial China: 900-1800*. Cambridge: Harvard University Press, 1999, pp. 614-615. Cité dans *ibid.*

<sup>200</sup> Henry Kissinger, *De la Chine*, *ibid.*, p. 32.

difficiles, pour dire un euphémisme. Aucune grande puissance ne cède sa place aisément, comme l'a démontré la réticence de la Grande Bretagne et de la France à abandonner leurs sièges anachroniques au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Mais, jugé là encore à l'aune de cette vision passéiste figée, il peut au contraire être remarquable jusqu'à quel point les tensions entre les États-Unis, la seule superpuissance, et la Chine, la plus grande puissance émergente du monde, ont jusqu'ici été contenues. Et que l'Asie est loin d'être en proie au cataclysme géopolitique annoncé. A certains égards, cette vision pessimiste a même été contredite dans le mesure où il a été donné d'observer que la région est actuellement engagée dans une dynamique de développement de son interdépendance économique et de coopération en matière de sécurité. En outre, la Chine est de plus en plus perçue comme une puissance bégnine, ce qui dissuade d'autres petits États asiatiques d'entreprendre de former une coalition d'équilibrage pour la contenir<sup>201</sup>.

Cet état apparemment inhabituel des affaires peut être attribuable à la pure chance. Ou il pourrait être le résultat de l'extraordinaire doigté d'un ou des deux pays. « A n'en pas douter, les deux peuvent revendiquer le crédit, mais toute étude objective en arrivera à la conclusion que cet état inhabituel résulte plutôt de la compétence géopolitique de Pékin surclassant l'incompétence géopolitique de Washington. En effet, Washington pourrait apprendre beaucoup de l'exemple de Pékin<sup>202</sup> ». En effet, depuis 2001, ce qui est communément décrite comme étant la « Nouvelle Diplomatie » de la Chine envers les institutions régionales et les pays de sa périphérie, y compris

---

<sup>201</sup> Yinan He, "Ripe for Cooperation or Rivalry? Commerce, Realpolitik, and War Memory in Contemporary Sino-Japanese Relations," *Asian Security*, Vol. 4, No. 2, 2008, pp. 162-197

<sup>202</sup> Kishore Mahbubani, *Can Asians Think?*. Singapore: Marshall Cavendish Editions, 2009, pp. 199-200.

certains anciens ennemis comme la Corée du Sud , le Vietnam et l'Inde, a effectivement apaisé la peur de la région que pouvait inspirer la montée en puissance chinoise<sup>203</sup>.

Enfin, ce qui nous semble aussi incontestable, c'est que notre époque ne saurait se satisfaire d'une lecture cynique de la transition de puissances où l'émergence de chaque grande puissance se construirait sur la ruine d'une autre, par exemple sous la forme d'un « choc des civilisations ». Or, développée en 1993, l'analyse simpliste mais politiquement correcte de Samuel P. Huntington continue de fournir aux décideurs ainsi qu'aux idéologues de Washington et d'ailleurs une « couverture utile »<sup>204</sup>. Conçue comme une réponse à la thèse de la « fin de l'histoire » de Francis Fukuyama, la thèse de Huntington reconnaît que « la défaite de l'Union soviétique avait mis fin à toutes les querelles idéologiques, mais pas à l'histoire. La culture –et non la politique ou l'économie –allait dominer le monde ». « Le monde n'est pas un. Les civilisations unissent et divisent l'humanité... Le sang et la foi : voilà ce à quoi les gens s'identifient, ce pour quoi ils combattent et meurent<sup>205</sup>. » En foi de quoi, Huntington exhortait l'Ouest (c'est-à-dire les États-Unis) à se « préparer militairement à affronter les civilisations rivales, et notamment les deux plus dangereuses : l'islam et le confucianisme, qui, si elles devaient s'unir, menaceraient le cœur de la civilisation<sup>206</sup> ».

« A ce schéma, suggère l'intellectuel français Yves Charles Zarka en référence par exemple au modèle diachronique du choc des civilisations de Huntington, il faut substituer un schéma synchronique de la coexistence plus ou moins paisible, plus ou moins hostile de

---

<sup>203</sup> Evan S. Medeiros and M. Taylor Fravel, "China's New Diplomacy," *Foreign Affairs* (November/December 2003), pp. 22–35; David Shambaugh, "China Engages Asia: Reshaping the Regional Order," *International Security* Vol. 29, No. 3 (Winter 2004/05), pp. 64–99; Bates Gill, *Rising Star: China's New Security Diplomacy* (Washington, DC: Brookings Institution Press, 2007).

<sup>204</sup> Tariq Ali, « Au nom du 'choc des civilisations', » *Le Monde diplomatique*, le 1<sup>er</sup> octobre 2001.

<sup>205</sup> Samuel P. Huntington, *Le Choc des civilisations*. Odile Jacob, Paris, 1997.

<sup>206</sup> Tariq Ali, « Au nom du 'choc des civilisations', » op.cit.

civilisations distinctes par leur origine et leurs systèmes sémiotiques autant que matériels<sup>207</sup> ». Et Zarka d'ajouter : « Plus que d'un choc des civilisations, on devrait donc parler d'un choc de certaines lectures politiques déterminées des civilisations<sup>208</sup> ». C'est en tout cas la lecture que propose aussi Peter Katzenstein, auteur de plusieurs recherches séminales sur la question, qui ont contribué à faire avancer notre compréhension des affaires mondiales. Dans *Civilizations in World Politics : Plural and Pluralist Perspectives*, publié sous sa direction en 2009, lui et ses collègues soutiennent que « les civilisations sont plurielles, et non primordiales ; elles reflètent les multiples acteurs, normes et pratiques. Elles ne s'affrontent pas ; elles se rencontrent et se mêlent<sup>209</sup> ».

Son plus récent volume porte justement sur la civilisation chinoise ou *Sinicization*. Dans un chapitre introductif, Katzenstein identifie ce qu'il nomme le « rythme de l'histoire chinoise ». L'émergence de la Chine, analyse-t-il, ne risque pas de mener à un « retour » au passé impérialiste de la Chine, comme le postulent les réalistes, ni à une rupture des traditions chinoises et son émergence en tant qu'épicentre d'une économie asiatique et mondiale transformée, comme l'espèrent les libéraux. Plutôt, suggère-t-il, s'adossant en cela à la longue histoire de la Chine, il en résultera une hybridation d'anciens et de nouveaux éléments. Cette lecture des civilisations n'est pas impeccable<sup>210</sup>. Il reste que l'éditeur offre une troisième voie,

---

<sup>207</sup> Yves Charles Zarka, *La destitution des intellectuels*, Paris, Presses Universitaires de France, 2010, p. 143.

<sup>208</sup> Ibid., p. 145.

<sup>209</sup> Peter Katzenstein, *Civilizations in World Politics: Plural and Pluralist Perspectives*. New York: Routledge, 2009, 248p.

<sup>210</sup> Par exemple, Katzenstein semble vouloir placer les civilisations au-dessus de la politique, comme si les civilisations étaient uniquement 'contextes' et non 'contenus', 'structures' et non 'agents', alors que si les motivations et les comportements des acteurs politiques ne différaient pas entre les civilisations, celles-ci seraient dénuées de sens. Voir Henry R. Nau, "Sinicization and the Rise of China: Review," *Perspectives on Politics*, Vol. 11, No. 3 (Sept. 2013), pp. 97-99.

analogue à celle suivie dans cette recherche, pour envisager le monde des civilisations : une approche constructiviste plutôt que le choc réaliste ou la consolidation libérale<sup>211</sup>.

Il en résulte que, si les théories des relations internationales peuvent être pertinentes pour expliquer la politique étrangère de la Chine à un certain moment donné, cela ne signifie pas qu'elles puissent capter une image intégrale de la politique contemporaine et stratégie régionale chinoise<sup>212</sup>. Comme l'indique Alastair I. Johnston, les « analogies historiques sont des analogies, non des causes ou des explications. Les arguments analogiques tendent à élire et choisir au hasard les similitudes sur lesquelles se concentrer, tout en ignorant des différences potentiellement importantes<sup>213</sup>. » En fait, les États ont leurs caractéristiques distinctives qui les différencient des autres<sup>214</sup>.

Il est généralement admis que les caractéristiques de la politique étrangère chinoise sont influencées par l'expérience historique unique de la Chine. Par exemple, fait remarquer un analyste chinois, la perception de la façon dont les Chinois perçoivent la position de la Chine dans le monde résulte d'une attitude mixte controversée de la Chine à la fois comme grande puissance et comme puissance faible<sup>215</sup>. En effet, d'une part, en raison de son histoire et de sa culture, la Chine se conçoit généralement comme grande puissance (*daguo jueqi*) et revendique ce statut dans ses relations internationales (*Daguo guanxi*). D'autre part, dans certaines occasions, comme lors de la demande de l'adhésion de la Chine à l'OMC, les dirigeants chinois

---

<sup>211</sup> Ibid.

<sup>212</sup> Qianqian Liu, « China's Rise and Regional Strategy: Power, Interdependence and Identity, » *Journal of Cambridge Studies*, Vol. 5, No. 4, pp. 76-92 (p. 79).

<sup>213</sup> Alastair Iain Johnston, "Is China a Status Quo Power?" op.cit, p. 28.

<sup>214</sup> Qianqian Liu, « China's Rise and Regional Strategy: Power, Interdependence and Identity, » op. cit.

<sup>215</sup> Ibid.

ne s'embarrassaient pas de scrupule pour demander des privilèges particuliers en raison du sous-développement économique de leur pays<sup>216</sup>.

Pour évaluer autrement qu'en termes déterministes et matérialistes les défis posés par la Chine émergente dans le système international, il est préférable de concevoir la politique internationale en termes d'une lutte doxique ou symbolique. Une telle conception est compatible avec les travaux de plusieurs auteurs, en particulier constructivistes, qui, constatant que les identités et les intérêts des acteurs sociaux se définissent à travers le langage, ont montré comment la politique est une affaire de discours et de débats<sup>217</sup>. Les luttes doxiques sont définies comme des luttes pour la transformation du monde (*worldmaking battles*) en ce sens que les agents qui y participent s'efforcent d'acquérir le pouvoir d'imposer la version légitime du monde social et ses divisions<sup>218</sup> « *dans une situation dans laquelle la doxa existante a perdu son pouvoir de structurer le champ*<sup>219</sup> ». Dans un tel contexte, les conventions admises ne sont plus acceptées par les acteurs. « Et les mouvements stratégiques tels que les conversions, redéfinitions et l'avènement de nouveaux acteurs stimuleront souvent des changements profonds. Ainsi, les luttes doxiques sont analysées comme la mobilisation de différents types de capital dans un champ où les postulats fondamentaux (doxa) ont été/sont remis en question<sup>220</sup> ».

Ce mouvement analytique a plusieurs implications théoriques. Par exemple, du point de vue des théories matérialistes, il peut être tentant de penser que le rôle nouveau mondial d'une puissance émergente comme la Chine découle uniquement de son *hard power*. Pourtant,

---

<sup>216</sup> Ibid.

<sup>217</sup> Jean-Philippe Thérien, « Le monde se divise-t-il entre la gauche et la droite? », dans *La politique en questions*. Par les professeurs de l'Université de Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2008, p. 102.

<sup>218</sup> David Swartz, *Culture and Power. The Sociology of Pierre Bourdieu*. Chicago & London: University of Chicago Press, 1997, p. 89.

<sup>219</sup> Trine Villumsen, Capitalizing on Bourdieu. Boundary-Setting, Agency, and Doxic Battles in IR. Paper prepared for the Dansk Selskab for Statskundkab (4-5 November, 2010), p. 24.

<sup>220</sup> Ibid.

lorsqu'on analyse les fondements de la puissance chinoise, les discours officiels et semi-officiels chinois, il en ressort des différences marquées dans la façon dont les élites dirigeantes chinoises appréhendent la notion de puissance et celle d'autorité en politique internationale et dans la façon dont ils formulent des stratégies de légitimation de la puissance chinoise. Ces observations exigent que nous sachions dévoiler la face 'symbolique' du pouvoir ou, pour reprendre les termes de Pierre Bourdieu (cités en introduction), que nous sachions « découvrir [le pouvoir] là où il est le plus parfaitement méconnu, donc reconnu<sup>221</sup> ».

## **2. Chine, soft power mondial ?**

La crainte d'un « nouveau péril jaune », cette obsession dont nombre d'analyses de la puissance chinoise en Occident ont du mal à s'émanciper, n'est pas seulement l'apanage des théories matérialistes. Comme le résume bien le politologue Barthélémy Courmont, citant l'exemple des relations sino-américaines, « l'obsession chinoise de Washington ne se limite pas au champ du militaire et aux arcanes du Pentagone, qui fournit chaque année des rapports détaillés sur l'état des forces armées chinoises, et fait mention d'une menace grandissante, fut-elle réelle ou construite. La Chine s'invite en effet aujourd'hui dans toutes les réflexions sur la puissance américaine, que ce soit dans ses aspects politiques, stratégiques, économiques, environnementaux ou même culturels<sup>222</sup>. ». Pessimistes et idéalistes des relations internationales se réunissent ainsi dans le rejet du régime chinois contemporain. Pour emprunter à Aaron

---

<sup>221</sup> Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, préface de John B. Thompson [1991], Paris, Seuil), p. 202.

<sup>222</sup> Barthélémy Courmont, « La question chinoise dans les débats partisans à Washington », p. 71.

Friedberg son élégante métaphore, on peut dire que « pour les libéraux l'histoire est une courbe légèrement ascendante tandis que pour les réalistes, elle est un cercle vicieux<sup>223</sup> ».

Bien que certains tenants des approches idéalistes qui s'intéressent à l'émergence de la Chine l'abordent également en termes d'une menace, ils développent un argumentaire radicalement différent de celui des adeptes des approches matérialistes. Pour bon nombre d'entre eux, le réel défi posé par la Chine émergente vient de son soft power. L'« offensive de charme » de la Chine fait ainsi partie d'une grande stratégie visant à contester la seule superpuissance du monde et cette idée a trouvé une résonance particulière auprès de beaucoup d'analystes et décideurs<sup>224</sup>. La « menace chinoise » opèrerait donc à un niveau plus idéationnel, c'est-à-dire la façon dont les autres États apprécient la culture de la Chine, son idéologie et son système politique. Cela implique la projection par la puissance chinoise d'un ensemble de normes et leur appropriation par les dirigeants d'autres pays.

Ceux qui épousent une telle perspective définissent généralement le soft power en termes d'un jeu à somme nulle. Le soft power de la Chine est en train de croître proportionnellement à son 'hard power' et cette croissance se réalise au détriment des États-Unis<sup>225</sup>. Dans un article publié en 2005, Joseph Nye faisait référence à un sondage de la British Broadcasting Corporation (BBC) dans 22 pays, selon lequel presque la moitié des répondants ont vu l'influence de Pékin comme positive contre seulement 38 % qui disait la même chose à propos des États-Unis, pour en conclure qu'« il est clair que l'émergence du soft power de la Chine -aux dépens des États-

---

<sup>223</sup> Aaron Friedberg, "The Future of U.S.-China Relations: Is Conflict Inevitable?", *International Security*, Vol. 30, No. 2 (Autumn 2005), pp. 7-45 (voir p. 16-17).

<sup>224</sup> Joseph S. Nye, "The Rise of China's Soft Power", *Wall Street Journal*, 29 décembre, 2005; Jean A. Garrison, "China's Prudent Cultivation of 'Soft Power' and Implications for U.S. Policy in East Asia", *Asian Affairs: An American Review*, Vol. 32, No. 1 (2005), pp. 25-50.

<sup>225</sup> Michael Elliott, "China Takes on the World," *Time*, January 11, 2007; Joshua Kurlantzick, "China's Charm: Implications of Chinese Soft Power," *Policy Brief* 47 (June 2006), Carnegie Endowment for International Peace.



Unis est une question qui doit être abordée de toute urgence<sup>226</sup> ». A sa suite, plusieurs auteurs ont fait du soft power leur champ de prédilection dans la compétition opposant la Chine aux États-Unis pour la suprématie mondiale. Dans les mots d'un analyste, la rivalité entre la Chine et les États-Unis est « plus féroce sur les problèmes de soft power » qui détermineront le jeu de l'économie mondiale d'ici à la prochaine génération<sup>227</sup>.

Dans son livre récent "The Contest of the Century", Geoff Dyer observe que le soft power de la Chine est à la fois un miroir de ses ambitions expansionnistes et un foyer émotionnel dans la rivalité émergente avec les États-Unis. "If the feeling takes root in the U.S., explique-t-il, that China is presenting a world view that will be attractive to large parts of the world, this will add real political edge to the competition. The temptation will grow in the U.S. to elevate the rivalry to a form of ideological contest, with echoes of the Cold War<sup>228</sup>." En effet, note Dyer, beaucoup de dirigeants américains sont inconfortables et inquiets à propos du soft power chinois. "During the Cold War we did a great job in getting America's message out. After the Berlin Wall fell we said, 'Okay, fine, enough of that, we are done,' and unfortunately we are paying a big price for it," déplorait Hillary Clinton devant le Congrès américain en 2011<sup>229</sup>.

Le problème, comme déjà indiqué, est que la thèse de la menace chinoise basée sur le soft power se fonde sur une définition discutable du concept, qui explique que les spécialistes tendent à confondre les formes de *hard power* et de *soft power*, ignorant du même coup les limites du soft power chinois.

---

<sup>226</sup> Joseph S. Nye Jr., "The Rise of China's Soft Power," op.cit.

<sup>227</sup> Joel Rosenthal, "China Goes Global: Implications for the United States," *The National Interest*, September/October 2006.

<sup>228</sup> Geoff Dyer, *The Contest of the Century*, op.cit, p. 177.

<sup>229</sup> Ibid.

## 2.1 *Le soft power chinois mal défini*

Au cours des deux décennies écoulées, le nombre de publications académiques et politiques traitant du soft power de la Chine a augmenté de manière exponentielle, et rivalise désormais valablement avec les études sur la puissance économique et militaire chinoise. Quel que soit l'aspect de l'ascension chinoise prise en compte, les auteurs tendent à y voir l'effet magique de son soft power, quitte pour cela à amender radicalement la définition originelle de Nye du soft power. Le cas de Joshua Kurlantzick est à cet égard emblématique. Auteur d'un livre abondamment cité sur le *soft power* chinois, il écrit que « le *soft power* a changé... Pour les Chinois, le *soft power* signifie toute chose en dehors des domaines militaires et de la sécurité, incluant non seulement la culture populaire et la diplomatie publique, mais aussi les leviers économiques coercitifs et diplomatiques comme l'aide et l'investissement<sup>230</sup> ».

On peut, bien sûr, trouver pareille affirmation contestable parce que non appuyée sur aucune référence, mais là n'est pas le plus gros problème. La tentative de subsumer le *hard* et le *soft power* amoindrit l'utilité de ce concept à un point tel que celui-ci a finalement une faible valeur analytique, ce qui ne manque pas non plus, nous l'avons vu, de soulever des interrogations sur la pertinence de telles catégorisations<sup>231</sup>.

Cette nouvelle définition du « soft power avec des caractéristiques chinoises » se trouve malgré tout au fondement de presque toutes les analyses du soft power chinois. Par exemple, selon un rapport du Service de recherche du Congrès américain, le *soft power* chinois en Asie du Sud-est « tient en grande partie à son rôle comme source majeure de l'aide étrangère, du

---

<sup>230</sup> Joshua Kurlantzick, *Charm Offensive. How China's Soft Power Is Transforming the World*, Cambridge, Yale University Press, 2007, p. 6.

<sup>231</sup> Michael Barr, « Mythe et réalité du *soft power* de la Chine, » op.cit, p. 505.

commerce et de l'investissement<sup>232</sup> ». En outre, le rapport souligne que « l'utilisation croissante du *soft power* de la Chine en Asie du Sud-est –des incitations non militaires, y compris la culture, la diplomatie, l'aide étrangère, le commerce et l'investissement– a soulevé de nouveaux défis pour la politique étrangère américaine<sup>233</sup> ». Il s'agit ici d'une révision claire de ce qu'est le *soft power* –les incitations faisant maintenant partie de la définition. "En accord avec cette nouvelle définition élargie, l'étude fournit des preuves tangibles en documentant le statut de [la Chine] comme étant le nouveau « patron économique » de la région, qui prescrit certaines politiques pour les États-Unis sur la base du *soft power* en expansion de la Chine<sup>234</sup>."

De façon plus significative, on peut déceler la même confusion dans une autre étude sur le *soft power* chinois réalisée par le Centre d'études stratégiques et internationales à Washington qui comprend de grandes sections sur l'importance du commerce et de l'investissement comme des stratégies de *soft power*. L'étude indique qu'« il n'est pas rare de voir la Chine prêter à des taux préférentiels, sans stipulations claires sur comment ou quand les emprunteurs devront rembourser les prêts et sans exigences strictes en matière contractuelle sur la façon dont l'argent est utilisé<sup>235</sup>. » Un auteur de l'étude suggère même deux façons de concevoir la dimension du *soft power* des activités d'investissement de la Chine : séduire les États à travers la diplomatie du dollar ou se faire des amis par l'attrait de la non-interférence<sup>236</sup>". En amalgamant *soft power* et *investissements*, pour employer l'intéressante métaphore de Barr, les partisans de la théorie de la menace chinoise ont tendance à confondre l'action de laisser un pourboire dans un restaurant et

---

<sup>232</sup> Thomas Lum, Wayne M. Morrison and Bruce Vaughn, « China's Soft Power in Southeast Asia », *Congressional Research Services Report Congress*, Washington, DC, CRS, 2008, p. 1.

<sup>233</sup> Ibid.

<sup>234</sup> Ibid.

<sup>235</sup> Carola McGiffert, (ed.), *Chinese Soft Power and Its Implications for the United States. Competition and Cooperation in the Developing World*, Washington, DC, Center for Strategic and International Studies, 2009, p. 4.

<sup>236</sup> Ibid, p. 4.

l'obtention du résultat souhaité à la prochaine visite. Conséquence : « il demeure difficile de déterminer dans quelle mesure l'essor de la Chine est basé sur la promotion d'une nouvelle position idéationnelle plutôt que sur des sources de *hard power* et d'influence<sup>237</sup> ».

Pourtant, comme le reconnaissent généralement les analystes, si l'on s'en tient à la définition originelle de Nye du *soft power*, à laquelle ont d'ailleurs adhéré bon nombre de spécialistes, la Chine a des arguments de poids à faire valoir : « une histoire plurimillénaire, une culture raffinée et capable de rivaliser avec l'Occident, et une démographie active qui lui permet de disposer de relais aux quatre coins du monde<sup>238</sup> ». En plus de sa culture, de l'histoire d'une des plus anciennes civilisations du monde, « le raffinement de ses arts et de sa calligraphie ou encore son héritage » sont autant d'aspects souvent cités comme faisant partie des piliers incontournables du *soft power* de la Chine<sup>239</sup>.

De fait, au cours des dernières années, la Chine a poursuivi une diplomatie culturelle dont la réhabilitation de figures historiques comme Confucius ou encore l'explorateur Zheng He de la dynastie Ming (début du 15<sup>e</sup> siècle) peut se concevoir comme l'un des axes principaux. Ce faisant, la Chine ambitionne, entre autres objectifs stratégiques, de renforcer l'idée selon laquelle la puissance chinoise est « différente » des puissances occidentales précédentes et raviver l'idée d'un ordre historique régional qui a prospéré quand la Chine était forte et qu'elle occupait une position de leader<sup>240</sup>.

---

<sup>237</sup> Michael Barr, « Mythe et réalité du *soft power* de la Chine, » op. cit, p. 508.

<sup>238</sup> Barthélémy Courmont, *Chine, la grande séduction*, op. cit, p. 11.

<sup>239</sup> Ibid, p. 15.

<sup>240</sup> Michael Barr, « Mythe et réalité du *soft power* de la Chine, » op. cit, pp. 510-513.

Il en est de même des Instituts Confucius (IC) qui essaient çà et là, visant à promouvoir l'étude de la langue et de la culture chinoise au niveau international<sup>241</sup>. D'émanation récente, la Chine compte déjà sur un dense réseau de plusieurs centaines d'IC dans le monde entier. Le recrutement des étudiants étrangers en Chine a également augmenté à 240 000 en 2011 de seulement 36 000 il y a une dizaine d'années, et la Radio Chine internationale est maintenant diffusée en anglais en temps réel. En 2009-2010, Pékin a investi \$8,9 milliards dans des activités de marketing international, y compris une chaîne d'information câblée émettant 24 heures sur 24<sup>242</sup>.

Même Joseph Nye, père du soft power dans sa conception moderne, note dans un article récent dans le *Wall Street Journal* sur le soft power chinois que « la Chine dépense des milliards de dollars pour accroître son soft power ». Pour étayer sa thèse, Nye souligne les investissements dans la culture chinoise et s'attarde sur les « programmes d'aide [de la Chine] à l'Afrique et l'Amérique latine [qui] ne sont pas limités par les préoccupations institutionnelles ou de droits de l'homme qui limiteraient l'aide occidentale ». Il fait encore observer que le « style chinois met l'accent sur les gestes notoires, tels que la construction des stades », tandis que les Jeux olympiques de Pékin de 2008, minutieusement mis en scène, ont amélioré la réputation de la Chine à l'étranger, de même que l'Expo de Shanghai 2010 a attiré plus de 70 millions de visiteurs<sup>243</sup>.

---

<sup>241</sup> Zhongying Pang, "The Export of Confucianism and Use of Soft Power » (Kongzi Sixiang de « Chukou » he Ruan Liliang de Shiyong),” *Shijie Zhishi*, No 17, 2006.

<sup>242</sup> Joseph S. Nye Jr., "China's Soft Power Deficit," *The Wall Street Journal*, May 8, 2012.

<sup>243</sup> Joseph S. Nye Jr., "China's Soft Power Deficit," op. cit.

La Chine est également vantée pour avoir exercé son soft power avec des « compétences consommées » dans la politique mondiale<sup>244</sup>. Ce qu'elle aurait démontré dans sa manière particulièrement efficace de courtiser ses voisins en Asie du Sud-est avec ses politiques de bon voisinage. La participation désormais active de la Chine dans les opérations de maintien de la paix internationale sous l'égide de l'ONU et son adhésion au multilatéralisme dans un large éventail d'institutions internationales et son implication active dans les organisations régionales telles que le Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) sont également considérées comme autant d'investissements ayant amélioré le soft power de la Chine, en insufflant une dose de légitimité et d'autorité morale à la politique étrangère chinoise<sup>245</sup>. Il en va de même de l'adhésion de la Chine aux normes et règles internationales dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et au-delà. Le plus récent plaidoyer de la diplomatie mondiale de la Chine en faveur d'un « monde harmonieux » nous ramène à la culture chinoise traditionnelle, qui est considérée comme une autre tentative de projeter le soft power de la Chine<sup>246</sup>.

Sans nécessairement nier la justesse de telles déclarations, on peut les trouver toutefois discutables pour les raisons déjà invoquées. En effet, si « la Chine accorde souvent (mais pas toujours) des prêts à faible intérêt, en stipulant parfois que les fonds doivent être utilisés pour acheter des marchandises ou des services d'entreprises chinoises, beaucoup d'entre elles étant contrôlées par l'État », on peut douter que ce soit « toutefois guère un exemple de *soft power*

---

<sup>244</sup> Kuan Yew Lee, "China's Soft Power Success," *Forbes*, June 18, 2007.

<sup>245</sup> Yongjin Zhang, "The Discourse of China's Soft Power and its Discontents," in Mingjiang Li (ed.), *Soft Power: China's Emerging Strategy in International Politics*, Lexington Books, Plymouth, 2009, pp. 45-60 (voir p. 72).

<sup>246</sup> *Ibid.*

pour toutes les raisons décrites plus haut<sup>247</sup> ». Alors d'où vient cette confusion, se demande Barr? « Pourquoi le *soft power* chinois est-il conçu en des termes qui démentent la définition originale de Nye -une définition à laquelle la plupart des universitaires adhèrent ? ». La meilleure approche consiste à faire la sociogenèse du concept. A la suite de Jean-Loup Samaan en ce qui concerne le hard power chinois, Barr croit qu'il est utile de considérer le noyau des théoriciens de la menace chinoise qui influencent les politiques occidentales, en particulier les politiques américaines.

Il semble alors légitime de se demander comment la propre histoire de l'Occident avec ce questionnement influe sur sa réponse à la Chine. Peut-être voit-on dans la réaction à la Chine les propres insécurités de l'Occident ainsi que le fossé culturel qui se creuse ; et c'est peut-être la raison pour laquelle l'Occident continue d'exprimer sa propre confusion morale par une attitude incohérente à l'égard de la Chine, voire par une crainte de la Chine<sup>248</sup>.

Barr n'est d'ailleurs pas le seul chercheur à suggérer l'existence d'un lien entre la réaction de l'Occident à la Chine, formée par ses propres insécurités, et le mythe du *soft power* chinois utilisé comme levier économique et d'incitation. Car, « plus large est la définition de ce qu'est en fait le *soft power* chinois, plus augmente la quantité de pouvoir que la Chine semble avoir, et plus sérieuse est la menace qui plane sur les États-Unis<sup>249</sup> ». Il s'agit, comme dans le cas du hard power chinois d'une invention, non pas au sens où le soft power de la Chine serait nul ou que Pékin n'y verrait aucune valeur stratégique. C'est un « statut imaginé », ou un mythe, où la thèse de la menace chinoise axée sur le soft power se fonde sur une définition discutable du concept, caractérisée par une confusion entre les sources soft et hard de la puissance. D'autant que, lorsqu'on analyse le vaste débat en Chine quant aux sources du soft power et les motifs du

---

<sup>247</sup> Michael Barr, « Mythe et réalité du *soft power* de la Chine, » op.cit, p. 506.

<sup>248</sup> Ibid, p. 507.

<sup>249</sup> Voir, par exemple, Shaun Breslin, « Understanding China's Regional Rise: Interpretations, Identities, and Implications », *International Affairs*, Vol. 85, No. 4, 2009, pp. 817-835.

pays pour l'utiliser, la conclusion est que Pékin ne dispose pas encore d'une stratégie nationale coordonnée de soft power et considère cette forme de puissance comme défensive et en grande partie réactive, un outil destiné à apaiser les craintes dans d'autres États d'une menace chinoise<sup>250</sup>.

## 2.2 *Les ambiguïtés du discours chinois sur le soft power*

Mais ce raisonnement n'est probablement pas la seule raison pour les *China watchers* de défendre l'idée d'une menace chinoise basée sur le soft power. Séduits malgré eux par la légende du soft power, les Chinois en font à leur tour une vraie obsession. Dans les milieux politiques d'abord, ensuite dans les cercles académiques chinois, la thèse de la "menace chinoise" et les craintes d'une stratégie occidentale d'endiguement qu'elle inspire alimentent un pacifisme officiel, source d'un nouveau consensus national. Dans la foulée, la Chine découvre la vertu du soft power, dernière pièce pour compléter son puzzle stratégique. L'universitaire crédité d'avoir inscrit le concept sur l'agenda public en Chine se nomme Wang Huning, un proche de Jiang Zemin qui l'a désigné directeur adjoint du Policy Research Office du PCC, avant d'être promu à la tête du bureau et nommé à l'influent Secrétariat du Comité Central du PCC. Écrivant dans le journal de l'Université Fundan où il enseignait alors, Wang évaluait la théorie de Nye en ce qui concerne les ressources du soft power : culture, valeurs politiques et idées et politique étrangère. Il considérait néanmoins la culture comme la principale source du soft power : "si un pays a une

---

<sup>250</sup> Carola McGiffert, (ed.), *Chinese Soft Power and Its Implications for the United States*, op.cit, p. v.



culture et un système idéologique admirable, d'autres pays auront tendance à le suivre. Il n'a ainsi pas besoin d'utiliser son hard power, qui est coûteux et inefficace<sup>251</sup>".

L'idée de Wang fait depuis recette et rallie un nombre important d'intellectuels chinois. Comme lui, beaucoup d'entre eux pensent que les valeurs chinoises de bienveillance et de respect gagné par la vertu présentent un intérêt certain à l'ère de la mondialisation et de la diversité culturelle. L'importance que les penseurs chinois accordent à la notion de soft power découle aussi de leur lecture selon laquelle l'ordre mondial occidental est en grande partie à blâmer pour les problèmes mondiaux et la culture traditionnelle chinoise offrirait une solution de rechange. Zheng Biao, par exemple, a émis l'hypothèse selon laquelle l'Occident, en tant que concept politique, est en déclin, mais que le « choc des civilisations » est une simple phase de transition qui sera supplantée par un plus grand dialogue et une meilleure coopération une fois que les pays commenceront à adopter la valeur traditionnelle chinoise de l'établissement d'une harmonie entre la nature et l'homme<sup>252</sup>."

Cependant, s'ils s'entendent sur l'utilité du soft power, des voix dissidentes se font aussi entendre quand, par exemple, à l'idée que la culture devrait être la principale source d'offensive de charme de la Chine. Yan Xuetong, dont les analyses sur la politique étrangère américaine et la stratégie militaire chinoise font une grande autorité en Chine et au-delà, fait ainsi valoir que la politique et la bonne gouvernance peuvent attirer davantage d'autres pays en agissant comme un modèle idéal d'une société juste et équitable<sup>253</sup>. D'autres auteurs qui partagent cette compréhension soutiennent que la Chine doit se doter d'institutions crédibles en conformité avec

---

<sup>251</sup> Wang Huning, « Culture as National Soft Power: Soft Power, » *Journal of Fudan University* (March 1993).

<sup>252</sup> Biao Zheng, *Chinese Soft Power. Two Approaches in Deciding China's Destiny* (*Zhongguo ruanshili. Jueding zhongguo mingyun de liangzhong silu*), Beijing, Zhongyang Bianyi Chubanshe, 2008.

<sup>253</sup> Xuetong Yan, « The Core of Soft Power is Political Power » (Ruan Shili de Hexin Shi Zhengzhi Shili), *Huanqiu Shibao*, 22 mai, 2007.

les normes internationales et s'intégrer plus pleinement dans la diplomatie multilatérale, les programmes d'aide à l'étranger et les opérations de maintien de la paix.

Cette idée est défendue d'ailleurs par Yan Xuetong, Au cours des dernières années, il a conduit un important projet de recherche dont l'ambition avouée est de réconcilier les traditions éthiques de la Chine, en particulier l'idée que la Chine et le monde devraient être gouverné par ce qu'il appelle une "autorité morale" (*humane authority*). Selon lui, la Chine doit rétablir un sens de la moralité qui a traditionnellement guidé son comportement à l'interne et à l'étranger. L'appel de Yan se fonde sur la conviction que la récupération de la tradition éthique chinoise fait partie intégrale de la bataille pour le soft power que la Chine doit livrer face aux États-Unis. Les États-Unis et la Chine sont dans une "course à la suprématie mondiale" et une composante intégrale de cette bataille est une "lutte pour la conquête des cœurs et des esprits" à travers le monde qui "déterminera qui prévaudra ultimement". Cette incursion dans les traditions philosophiques de la Chine n'est par conséquent pas un simple exercice académique, mais fait partie d'un effort conjugué afin de promouvoir la Chine et les idées d'inspiration chinoise susceptibles de remettre en question l'ordre actuel. Car Yan, à l'instar de beaucoup de Chinois, croient que "l'idéologie américaine est encore beaucoup plus influente à travers le monde que celle de la Chine"<sup>254</sup>.

Au début des années 2000, les discussions autour du soft power devenaient très en vogue. Les différentes versions du soft power développées par les chercheurs chinois, capitalisant sur la conceptualisation initiale de Nye, ont retenu l'attention du leadership communiste et du public en général, au point que le soft power est même devenu un sujet viral en Chine. Dans les débats

---

<sup>254</sup> Geoff A. Dyer, *The Contest of the Century: The New Era of Competition with China -and How America Can Win* (New York: Alfred A. Knopf, 2014), p. 179.

animés qui ont présidé à la formulation des politiques intérieures et étrangères nécessaires à la construction de la « puissance intégrale nationale » de la Chine, le soft power- entendu au sens du poids combiné de la puissance économique, diplomatique et militaire nécessaire pour garantir à la Chine ce qu'elle qualifie de l'« influence adéquate sur la scène mondiale » - a figuré en bonne place. Soft power est ainsi devenu un dénominateur commun éclairant tous les débats concernant le présent et l'avenir de la Chine sur les plans interne et externe. Il existe un consensus à présent à l'effet que le soft power est crucial pour la Chine.

Mais, « ce qui est encore plus étonnant, fait encore remarquer Mingjiang Li, éditeur d'un livre collectif récent sur le soft power chinois, c'est l'importance que les dirigeants chinois attribuent de manière non équivoque au soft power dans la stratégie internationale de la Chine<sup>255</sup>. » Par exemple, lors d'une réunion du Central Foreign Affairs Leadership Group le 4 janvier 2006, le chef du PCC et président Hu Jintao notait que l'accroissement du statut international de la Chine et son influence dépendaient aussi bien du hard power (comme l'économie, la science et la technologie et la défense) que du soft power, comme la culture<sup>256</sup>. En octobre 2007, dans son rapport devant le 17<sup>ème</sup> Congrès du Parti communiste, Hu soulignait encore l'importance du soft power, faisant ressortir la nécessité de promouvoir le soft power de la Chine en réponse à certains besoins intérieurs et défis internationaux croissants<sup>257</sup>.

Chercheurs et praticiens des relations internationales s'étonnent aujourd'hui des progrès réalisés par la Chine dans la promotion de son soft power. Des départements d'université en Chine sont maintenant entièrement consacrés au soft power, et le ministère des affaires

---

<sup>255</sup> Mingjiang Li (ed.), *Soft Power: China's Emerging Strategy in International Politics*. (Lanham, MD: Lexington Books, 2009), p. 1.

<sup>256</sup> Hu Jintao, Preliminary thoughts on accelerating China's soft power building, January 4, 2007.

<sup>257</sup> Hu Jintao, *Report to the 17th Party Congress*, October 15, 2007.

étrangères a ouvert un département spécial pour améliorer l'image du pays. Il y a même un nouveau musée à Pékin célébrant la diplomatie publique, l'art de promouvoir l'image nationale<sup>258</sup>. Certains parlent même d'une obsession chinoise du soft power qui s'expliquerait par plusieurs raisons, analysées par plusieurs auteurs dont Geoff A. Dyer dans son livre cité ci-dessus sur la compétition entre la Chine et les États-Unis.

Il existe donc plusieurs raisons pour lesquelles la Chine embrasse le soft power. D'abord, le soft power est pour Pékin un outil afin de projeter une image moins menaçante au monde, d'apaiser les inquiétudes inhérentes à l'ascension du pays. Le soft power doit également faire partie d'un projet intégral afin de défier les États-Unis. Dyer cite Shen Jiru, un chercheur à l'Académie chinoise des sciences sociales, qui défend l'idée selon laquelle le soft power avait été essentiel dans la victoire des États-Unis dans la guerre froide, l'attrait massif de sa culture populaire ayant aidé à réduire le soutien international en faveur des Russes. L'Union Soviétique a été pendant un temps l'égal des États-Unis, dit-il, mais « lost the whole game due to a flaw in its soft power ». Il exhorte le leadership communiste chinois à ne pas commettre la même erreur. Pour beaucoup de partisans d'un soft power chinois, il s'agit davantage qu'une simple campagne de relations publiques ; pour eux, le soft power fait partie d'une lutte plus vaste pour l'influence et le respect. En un mot, « la Chine s'en prend aux États-Unis dans leur propre jeu dans une compétition culturelle mondiale<sup>259</sup> ».

Ceux qui sont de cet avis croient généralement que la Chine devrait exporter son modèle de développement économique, en particulier dans certaines régions du monde en développement, en vue d'accroître l'influence du pays. Il y en a même qui vont jusqu'à suggérer

---

<sup>258</sup> Geoff A. Dyer, *The Contest of the Century*, op.cit, p. 177.

<sup>259</sup> Ibid.

que la Chine envisage d'exporter son système politique, même si l'essentiel des discussions sur le soft power en Chine s'est concentré sur la culture et l'idée selon laquelle la meilleure façon de rendre le pays attrayant au monde extérieur est à travers le magnétisme potentiel de la civilisation chinoise<sup>260</sup>.

En outre, comme nous l'avons déjà vu, la montée en puissance militaire de Pékin préoccupe beaucoup d'analystes en Occident qui la jugent "potentiellement dangereuse pour la stabilité régionale et internationale et dont les intentions sont encore trop floues et inquiétantes". Mais si la montée en puissance de la Chine inquiète parfois les puissances occidentales, elle est dans le même temps perçue comme un modèle pour le reste du monde. « Plus qu'un panda inoffensif et affectueux, mais peu conquérant, le dragon chinois, à l'aspect parfois menaçant, veut désormais s'affirmer comme un dragon bienveillant, et rencontre déjà un écho favorable dans plusieurs régions du monde », explique B. Courmont, reprenant à son compte les références animalières les plus répandues pour qualifier la Chine<sup>261</sup>. Mais, comme il le dit encore, "pour que ce modèle s'impose sur le long terme, la Chine doit offrir un visage acceptable ... et bienveillant". C'est aussi en ce sens qu'il faut admettre avec Courmont que, pour la Chine émergente, le soft power est une stratégie de puissance plus que la simple reconnaissance de la culture chinoise<sup>262</sup>.

Au regard de ce qui précède, il pourrait sembler que la stratégie de soft power mise en œuvre par la Chine donne raison aux théoriciens de la menace chinoise. Là encore, on peut douter du potentiel prêté au soft power chinois. En effet, la capacité de la Chine à influencer le monde par le soft power est pour le moment, au moins, limitée par une absence de consensus sur

---

<sup>260</sup> Ibid, p. 178.

<sup>261</sup> Barthélémy Courmont, *Chine, la grande séduction*, op. cit, p. 9.

<sup>262</sup> Ibid, p. 13.

ce qui constitue la culture et les valeurs chinoises. Par exemple, Fareed Zakaria soutient que « la Chine a utilisé le soft power uniquement au sens où elle a utilisé sa puissance seulement. Elle l'a fait consciemment pour montrer qu'elle n'est pas intimidante ». Et Zakaria d'ajouter que les États-Unis peuvent aisément « surclasser le charme de la Chine (out-charm China)<sup>263</sup> ». Une étude conduite en 2008 tend à lui donner raison. Elle a révélé que la Chine se classait nettement "en-dessous des États-Unis" en termes d'influence de soft power en Asie, où pourtant le soft power chinois était supposé être le plus fort<sup>264</sup>.

Dans plusieurs articles publiés sur le soft power chinois, Joseph Nye en arrive à des conclusions tout à fait similaires. Tout en affirmant qu'« il est clair que l'émergence du soft power de la Chine –aux dépens de l'Amérique- est une question qui doit être abordée de toute urgence » et qu'il était temps pour « les États-Unis d'accorder une plus grande attention à l'équilibre du soft power en Asie », il tempérait en faisant remarquer que tout comme la puissance économique et militaire de la Chine est loin de rattraper celle des États-Unis, le soft power de la Chine a encore un long chemin à parcourir.

La Chine n'a pas d'industries culturelles comme Hollywood et ses universités sont loin d'être égales à celles de l'Amérique. Elle manque les nombreuses organisations non-gouvernementales qui génèrent une grande partie du soft power de l'Amérique. Politiquement, la Chine souffre de la corruption, de l'inégalité et d'un manque de démocratie, de droits de l'homme et d'État de droit. Alors que cela peut rendre le 'Consensus de Pékin' attrayant dans des pays en développement autoritaires et semi-autoritaires, cela amoindrit le soft power chinois en Occident<sup>265</sup>.

Cet optimisme de Nye ne fait toutefois pas l'unanimité. Certains analystes (en particulier, dans la droite américaine) demeurent sceptiques et croient que, à mesure que la Chine étend ses

---

<sup>263</sup> Fareed Zakaria, "The U.S. Can Out-Charm China," *Newsweek*, December 12, 2005. Cité dans Mingjiang Li (ed.), *Soft Power: China's Emerging Strategy in International Politics*, op. cit, p. 2.

<sup>264</sup> Christopher B. Whitney and David Shambaugh, "Soft Power in Asia: Results of a 2008 Multinational Survey of Public Opinion," The Chicago Council on Global Affairs in partnership with East Asian Institute, 2008.

<sup>265</sup> Joseph S. Nye, Jr., "The Rise of China's Soft Power," op. cit.

tentacules dans le monde en développement, son émergence est une menace pour les intérêts géopolitiques des États-Unis dans ces régions du monde et que l'influence croissante de la Chine risque d'y saper les fondements de la démocratie et du libéralisme politique. Ici, le problème est que la Chine a affiché une croissance économique remarquable au cours des dernières décennies, sans pour autant avoir mis en place un 'État de droit' et des droits de propriétés claires et applicables<sup>266</sup>. Le succès de la Chine remettrait ainsi en question la convention qui veut qu'on dépense des milliards de dollars dans la promotion de l'État de droit et de la bonne gouvernance inspirés des systèmes légaux et institutions politiques propres à l'Europe et l'Amérique.

Pour d'autres, cependant, le défi chinois est de nature politique. La Chine n'a pas été touchée par la 'troisième vague' de démocratisation et demeure officiellement un État socialiste, même s'il s'agit d'une version unique au vingt-et-unième siècle d'un État socialiste qui a embrassé l'économie de marché. Il y en a qui craignent qu'"en devenant un pays de plus en plus important et influent dans les affaires mondiales, la diplomatie 'antidémocratique' de la Chine n'ait des effets pervers sur la diffusion... de la démocratie à travers le monde<sup>267</sup>". Déjà, certains croient que l'inclinaison récente de la Russie vers l'autoritarisme reflète l'influence du modèle de « marchés sans démocratie » de la Chine<sup>268</sup>.

Cette interprétation considère l'implication croissante de la Chine dans des régions comme l'Afrique et l'Amérique latine comme potentiellement nocive pour les efforts de la puissance américaine et de ses alliés occidentaux visant à promouvoir les réformes politiques, les

---

<sup>266</sup> Donald Clarke, "Economic Development and the Rights Hypothesis: The China Problem," *American Journal of Comparative Law*, Vol. 51 (Winter 2003), pp. 89-111.

<sup>267</sup> Barret McCormick, "Introduction," in Edward Friedman and Barret McCormick (eds.), *What If China Doesn't Democratize? Implications for War and Peace*. New York: M.E. Sharpe, 2000, p. 5.

<sup>268</sup> Michael Bernstam and Alvin Rabushka, *Beijing Consensus for Russia?* Hoover Institution Public Policy Inquiry, The Russian Economy, 2002.

droits de l'homme et le libre-échange et voient cette implication comme fournissant un soutien idéologique pour les leaders de pays peu sympathiques vis-à-vis des États-Unis, de la démocratie et du libre-marché<sup>269</sup>.

### 2.3 *Déconstruire le mythe du soft power chinois*

Même si la conceptualisation élastique du soft power énoncée par Kurlantzick (et ceux qui pensent comme lui) peut être causalement liée aux initiatives de politique étrangère chinoise et même si le soft power de la Chine est réel et se développe pour de vrai et que la Chine est en train de devenir un 'super soft power', d'un point de vue analytique, deux questions doivent être abordées<sup>270</sup>. Le soft power de la Chine importe-t-il ? Dans l'affirmative, dans quel sens ?

Afin d'y répondre, il est utile d'analyser le concept de soft power en termes de son incidence sur la définition des priorités au plan international (*agenda-setting*). Lorsqu'il inventa le concept de soft power au début de la décennie 1990, Nye entendait contrer l'«hérésie décliniste», autrement dit ce pessimisme ambiant à propos du déclin inexorable de la puissance américaine à la fin de la guerre froide avec la disparition de la menace soviétique, période marquée aussi par la montée en puissance de nouveaux acteurs sur la scène mondiale comme le Japon et l'Union Européenne. D'où la question, en apparence banale, qu'il se posait alors : « Comment évolue la puissance dans la politique internationale moderne ?<sup>271</sup> ». Dans l'ordre mondial post-guerre froide, soutenait Nye, le nouveau visage de la puissance est particulièrement

---

<sup>269</sup> Ngaire Woods, "Whose aid? Whose influence? China, emerging donors and the silent revolution in development assistance," *International Affairs*, Vol. 84, No. 6 (2008), pp. 1205-1221; Evan Ellis, "The Military-Strategic Dimensions of Chinese Initiatives in Latin America" (University of Miami, Center for Hemispheric Policy, China-Latin America Task Force, 2006), p. 9.

<sup>270</sup> Yongjin Zhang, "The Discourse of China's Soft Power and its Discontents," *op. cit.*, p. 53.

<sup>271</sup> Joseph Nye, *Bound to Lead: the Changing Nature of American Power* (New York: Basic Books, 1990), p. ix.



visible dans l'importance croissante de ce qu'il appelait « cooptation ou soft power » - « obtenir que d'autres veuillent ce que vous voulez<sup>272</sup>».

Or, compte tenu de l'avantage global des États-Unis en matière des ressources du soft power -attraction culturelle et idéologique et des normes et institutions internationales, Nye concevait bien qu'ils ratisseraient large : contrairement à la perception répandue, il en concluait que les États-Unis disposaient à la fois des ressources traditionnelles de puissance et de soft power pour répondre aux défis de façonner l'ordre post-guerre froide s'ils sont disposés à assumer le leadership mondial. Nye précisera plus tard la façon dont opère le soft power, indiquant qu'« un pays peut obtenir des résultats qu'il souhaite sur la scène politique, parce que d'autres pays -admirant ses valeurs, imitant son exemple, aspirant à son niveau de prospérité et d'ouverture- veut s'y conformer<sup>273</sup> ». Comme l'explique Pierre Guerlain,

L'idée est que puisque le monde entier réclame des productions culturelles américaines ou plutôt achète volontiers des produits culturels en matière de cinéma ou de musique populaire, les États-Unis jouissent d'un pouvoir accru sur la scène internationale. Ce *soft power* permettrait, ..., de façonner les goûts et attentes des populations mondialisées. Ceci se traduisait en pouvoir sur la scène internationale<sup>274</sup>.

On peut toutefois trouver un tel argumentaire simpliste. En effet, ajoute Guerlain, tout le monde semble avoir confondu attirance culturelle ou domination commerciale dans un secteur avec puissance géopolitique. Car, fait-il encore remarquer, « [l']achat de produits culturels américains peut très bien cohabiter avec des oppositions critiques vis à vis des États-Unis voire même des formes d'antiaméricanisme, un autre concept souvent problématique ». Il cite le cas de l'Iran qui peut aimer les séries américaines (*Homeland* par exemple, lequel peut se lire, en partie,

---

<sup>272</sup> Ibid, p. 188.

<sup>273</sup> Joseph Nye, *Soft Power: The Means to Success in World Politics* (New York: Public Affairs, 2004), p. 5.

<sup>274</sup> Pierre Guerlain, "Soft power: la fin d'une légende et la mort d'un concept," *Huffington Post*, 8 avril 2014 (<http://www.huffingtonpost.fr/>). Page consultée le 12 avril 2015.

comme une critique de la politique étrangère américaine) sans pour autant apprécier les décisions politiques des États-Unis à son égard.

Que peut le soi-disant soft power américain en Ukraine actuellement ? Pas grand 'chose, même si Kiev présente un grand nombre de films américains dans ses cinémas et si les Ukrainiens dits de l'Ouest raffolent de musique américaine. Le *hard power* américain ne peut pas grand' chose non plus car la puissance et l'armement de la Russie interdisent d'envisager une guerre<sup>275</sup>.

Le cas de la Chine, analysé également par Guerlain, est tout aussi instructif. « La Chine adore tellement la culture populaire américaine que les films hollywoodiens sont copiés sur DVD et mis en vente illégale parfois avant même leur sortie dans les cinémas américains. Cet engouement n'a bien évidemment aucun impact politique ». Il en est de même de la conversion de la Chine à la mondialisation. « Les Chinois se sont convertis au marché lit-on dans la presse. Ce mot 'converti' est bien adapté car il s'agit d'une religion, celle du néolibéralisme mais cette 'conversion' n'a pas mis fin au contrôle du parti communiste sur la vie des Chinois. Pas de conversion au système politique américain, pas de prolongement politique à la consommation de culture américaine<sup>276</sup> ».

Bien que le paradigme du soft power soit utile pour comprendre l'approche de la Chine à l'endroit du monde en développement<sup>277</sup>, la Chine séduit pour des raisons différentes. En effet, si les Instituts Confucius sont censés avoir promu l'agenda politique « de présenter une image plus tendre et plus gentille de la Chine au monde extérieur » et « de servir à avancer l'objectif de la politique étrangère de la Chine, de marginaliser l'influence internationale de Taïwan », sur le plan économique, c'est surtout l'idée d'un « consensus de Pékin », le succès de la Chine dans la promotion d'une croissance économique rapide qui semble avoir beaucoup plus d'attraction

---

<sup>275</sup> Ibid.

<sup>276</sup> Ibid.

<sup>277</sup> Voir à ce sujet Mamoudou Gazibo and Olivier Mbabia, « How China Seduces Africa, » op. cit, p. 24.

parmi les pays en développement. Le cas du président du Sénégal, Abdoulaye Wade, cité en introduction, peut aider à bien étayer cette assertion.

Wade parlait sans aucun doute au nom de beaucoup de dirigeants du monde en développement quand il écrivait dans le *Financial Times* en 2008 que, avec moins de conditions, moins de bureaucratie et beaucoup plus de diligence, « l'approche de la Chine à nos besoins est simplement mieux adaptée que l'approche postcoloniale lente et parfois condescendante des investisseurs européens, des organisations donatrices et des organisations non-gouvernementales ». Comme l'expliquait Wade, « j'ai trouvé qu'un contrat qu'on a mis cinq ans à discuter, négocier et signer avec la Banque mondiale prend trois mois du début à la conclusion avec les autorités chinoises ».

J'ai atteint plus lors de ma réunion d'une heure avec le Président Hu Jintao dans une suite exécutive à mon hôtel à Berlin au cours de la récente réunion du G8 à Heiligendamm que j'ai fait lors de la réunion entière, orchestrée, des dirigeants mondiaux lors du sommet –où l'on n'a guère dit plus aux dirigeants africains si ce n'est que les nations du G8 respecteraient les engagements existants<sup>278</sup>.

Ce sont des considérations de cet ordre qui poussent Mark Leonard à affirmer que le modèle de développement alternatif présenté par Pékin représente « la plus grande menace idéologique à laquelle l'Occident a fait face depuis la fin de la guerre froide<sup>279</sup> ». Ce modèle de développement, baptisé comme étant une libéralisation économique pilotée par l'État avec une libéralisation politique minimale, est considéré comme ayant une réelle attraction<sup>280</sup>. Ce développement économique rapide « mène à une remise en question de l'économie du développement et de la relation entre les libertés économiques et politiques<sup>281</sup> ». Il est évident

---

<sup>278</sup> Abdoulaye Wade, "Time for the West to Practise What It Preaches," *Financial Times*, 24 janvier 2008.

<sup>279</sup> Mark Leonard, "The Road Obscured," *Financial Times*, July 8, 2005.

<sup>280</sup> Yongjin Zhang, "The Discourse of China's Soft Power and its Discontents," op. cit, p. 52.

<sup>281</sup> Bates Gill and Yanzhong Huang, "Sources and limits of Chinese 'soft power'," *Survival: Global Politics and Strategy*, Vol. 48, No. 2, 2006, pp. 17-36 (p. 21).

que le soft power ne s'applique aux exemples ci-dessus qu'au risque de confondre les formes hard, soft et symbolique de la puissance. Comme on l'a vu, l'attrait de la puissance chinoise découle moins de sa culture ou de son idéologie, qu'il est le fait de la capacité de la Chine à proposer, dans ce cas, des solutions pertinentes aux problèmes d'organisation économique du monde en développement.

A la lumière de ces commentaires, il devient évident que l'argument de la menace axée sur le "soft power" est lui aussi loin d'offrir une explication complète du défi posé par la Chine émergente. Cela explique aussi pourquoi cette perspective a constamment été critiquée y compris par certains chercheurs chinois qui doutent de la valeur heuristique du concept de soft power. Zhu Feng, par exemple, soutient que soft power détermine seulement dans quelle mesure la communauté internationale accepte les politiques et choix stratégiques d'une nation et dans quelle mesure ces choix sont compatibles avec les intérêts de la plupart des nations. Une autre étude menée par des universitaires chinois en arrive à la conclusion que, dépendamment du contexte, n'importe quelle source de puissance peut être à la fois 'hard' ou 'soft', et que le soft power de la Chine est mieux illustré par le "modèle de la Chine" : le multilatéralisme, la diplomatie économique, et une "politique de bon voisinage"<sup>282</sup>. Ces études suggèrent que nous devons faire attention à ne pas traiter hard power et soft power séparément sur la base des ressources dont ils proviennent respectivement. En somme, on serait peu fondé à accrédi-ter l'hypothèse inverse : celle d'un lien de causalité entre soft power et l'expansion mondiale de l'influence et des intérêts de la Chine.

---

<sup>282</sup> Cité par Mingjiang Li, "Soft Power: Nurture Not Nature," in Mingjiang Li (ed.), *Soft Power: China's Emerging Strategy in International Politics*, op.cit.

## Conclusion

L'émergence de la Chine dans la période post-guerre froide a mis en lumière de vieilles ambiguïtés dans les théories des relations internationales concernant les sources de puissance et d'influence en politique internationale<sup>283</sup>. Les théories matérialistes ont souligné à juste titre la croissance de la puissance économique et militaire de la Chine ainsi que les potentiels effets déstabilisateurs de son émergence sur le système international. Les approches idéalistes ont enrichi notre compréhension du défi chinois, notamment en démontrant comment des processus idéationnels, en particulier la croissance simultanée du soft power de la Chine, s'insère dans une lutte plus vaste pour la suprématie mondiale.

Cependant, ce chapitre a démontré les limites de ces perspectives à résoudre l'énigme de la puissance chinoise dans la période post-guerre froide. Du fait qu'ils écartent l'influence de nouvelles contraintes systémiques (interdépendance complexe, institutions et normes internationales) et des motivations des acteurs sur le comportement international des États, les tenants des approches matérialistes ont décrit une "menace chinoise" que la réalité empirique tend à contredire. Dans ce cas, leurs hypothèses d'un mouvement traditionnel d'"équilibre des puissances" ou d'une "guerre hégémonique" reflètent davantage les syndromes de la "tragédie de la politique de grandes puissances" dans le passé qu'elles ne paraissent rendre compte des dynamiques contemporaines et, en particulier, de la stratégie d'"ascension pacifique" de la Chine<sup>284</sup>.

Ainsi, sans nier certaines appréhensions légitimes suscitées par l'ascension de la Chine, a-t-on vu que la thèse d'une « menace chinoise » est avant tout une construction savante élaborée

---

<sup>283</sup> R. Evan Ellis, "Chinese Soft Power in Latin America: A Case Study," *National Defense University*, Issue 60, 1<sup>st</sup> Quarter 2010. [http://www.ndu.edu/press/lib/images/jfq-60/JFQ60\\_85-91\\_Ellis.pdf](http://www.ndu.edu/press/lib/images/jfq-60/JFQ60_85-91_Ellis.pdf), p. 85.

<sup>284</sup> Zheng Bijan, "China's Peaceful Rise to Great-Power Status," *Foreign Affairs*, Vol. 84, No. 5, 2005.

par les stratèges et décideurs américains après la disparition de l'ennemi soviétique dans la période post-guerre froide. Elle a été gravée dans les esprits à la faveur du présumé discutable que tout changement dans la distribution de puissance au sein du système international engendre des conflits. Dès la confirmation de l'émergence de la Chine, dans les années 1990, on a rapproché sa puissance et son comportement international avec ceux d'autres puissances émergentes par le passé telles l'Allemagne nazie et le Japon. Pour certains spécialistes, cette Chine communiste représente le plus grand danger pour la « paix démocratique » à l'échelle mondiale.

Puis la théorie dite du *soft power*, apparue dans les années 1990, a soutenu que la menace chinoise découlait plutôt de l'attraction de sa culture et de son système politique dans certaines régions du monde en développement aux dépens de ceux de l'Occident, en particulier des États-Unis. Malheureusement, ces analyses se fondent sur une définition discutable du concept, les adeptes du *soft power* confondant souvent les sources 'hard' et 'soft' de la puissance. De la sorte, ce qui reste du *soft power* tel que Nye l'a conçu est juste une « coquille conceptuelle sans l'âme originale<sup>285</sup> ». Pire, ils n'ont pas réussi à proposer une explication convaincante de la manière dont les États traduisent l'attraction supposée de leur culture, idéologie et politique étrangère en puissance réelle susceptible d'influencer l'agenda international. Ce qui fait dire à Guerlain que "le *soft power* ressemble à un conte de fées que les Américains se sont raconté à eux-mêmes avant de l'exporter, un peu comme une série ou un film hollywoodien<sup>286</sup>". La sociologie de Pierre Bourdieu, comme nous l'avons démontré, offre des clés en vue de dévoiler un aspect essentiel de l'énigme de la puissance chinoise : la puissance symbolique.

---

<sup>285</sup> Yongjin Zhang, "The Discourse of China's Soft Power and its Discontents," op. cit, p. 72.

<sup>286</sup> Pierre Guerlain, "Soft power: la fin d'une légende et la mort d'un concept," op. cit.

## Chapitre 2 : Dévoiler la face ‘symbolique’ de la puissance

L’argumentaire présenté jusqu’ici peut faire croire que toutes les approches conventionnelles sont imparfaites et insatisfaisantes. Pourtant ce n’est pas au bout du compte la conclusion que nous voulons tirer. Il est vrai que les postulats matérialistes ont prévalu dans la littérature conventionnelle sur la politique de puissance pendant la guerre froide et que le concept de soft power a offert une critique radicale de cette manière étroite de mesurer la puissance en politique internationale. Mais le fait est que ces deux approches sont loin d’épuiser toutes les grilles d’analyse dans le champ. Ce n’est pas le lieu de procéder à un examen exhaustif des grands débats au sein de la discipline académique des relations internationales, ce que d’autres auteurs ont déjà fait avec succès<sup>287</sup>. Au cours des 10 dernières années au moins, l’étude des relations internationales a encore connu un autre « tournant » théorique : le « tournant de la pratique<sup>288</sup> ». Si des théoriciens des sciences sociales tels que Heidegger, Wittgenstein, Foucault et Latour ont été au centre de ce nouveau tournant, l’importation de Bourdieu a également constitué une partie importante de celui-ci<sup>289</sup>. Les internationalistes ont souligné l’importance de regarder en direction de Bourdieu en quête d’outils pour mieux comprendre l’international au-delà des conceptions matérialistes de la puissance et des postulats structuralistes de l’équilibre des puissances entre acteurs unitaires<sup>290</sup>.

---

<sup>287</sup> David A. Lake, “Theory is dead, Long Live Theory: The End of the Great Debates and the Rise of Eclecticism in International Relations,” *European Journal of International Relations*, Vol. 19, No. 3, 2013, pp. 567–587.

<sup>288</sup> T. R. Schatzki et. al., (eds.), *The Practice Turn in Contemporary Theory*. London & New York: Routledge, 2001.

<sup>289</sup> Voir Trine Villumsen, “Capitalizing on Bourdieu,” op. cit.

<sup>290</sup> Kenneth Waltz, *Theory of International Politics*, op. cit.

De même, l'importance excessive accordée aux normes, la négligence relative du rôle de la puissance<sup>291</sup> et l'absence d'une conceptualisation de l'agent (*agency*)<sup>292</sup> à l'intérieur du constructivisme conventionnel ont été critiquées. Cette thèse s'inscrit dans cette littérature émergente et soutient que les RI peuvent bénéficier de l'ajout à la boîte à outils conceptuels d'analyses empiriques de types spécifiques de ressources de puissance. En outre, les pratiques et la mobilisation stratégique des différents types de capital peuvent utilement être conceptualisées comme la pierre de touche de la discipline des relations internationales. Concrètement, et afin d'éclairer les relations entre la théorie et la pratique dans l'étude de la politique de puissance dans l'après-guerre froide, cette recherche démontre que le concept de capital peut être mobilisé de manière stratégique ou, pour parler comme Bourdieu, dans le cadre de « luttes doxiques ».

Ce qui, du point de vue de cette recherche, est particulièrement attrayant dans la formulation de Bourdieu d'une théorie symbolique du pouvoir est la façon dont il a consciemment utilisé les meilleures idées issues d'autres perspectives des sciences sociales<sup>293</sup>. Il était habité par la conviction que la sociologie ne peut progresser « qu'à condition de faire communiquer des théories opposées, qui sont souvent dressées les unes contre les autres<sup>294</sup> ». Par exemple, à Karl Marx il emprunte sa « vision du monde faisant de la domination, des rapports de force et des conflits des données fondamentales et irréductibles des sociétés humaines<sup>295</sup> ». Envers Émile Durkheim, la dette intellectuelle de Bourdieu n'est pas moins significative : de lui,

---

<sup>291</sup> Michael. C. Williams, *Culture and Security. Symbolic Power and the Politics of International Security*. London & New York: Routledge, 2007.

<sup>292</sup> Niilo Kauppi, "Bourdieu's political sociology and the politics of European integration," *Theory and Society*, Vol. 32, 2003, pp. 775-789.

<sup>293</sup> Frédéric Mérand et Vincent Pouliot, "Le monde de Pierre Bourdieu: éléments pour une théorie sociale des relations internationales," op. cit, p. 604.

<sup>294</sup> Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie*. Paris: Minit, 1980, p. 24. Cité par Frédéric Mérand et Vincent Pouliot, "Le monde de Pierre Bourdieu," ibid.

<sup>295</sup> Frédéric Mérand et Vincent Pouliot, "Le monde de Pierre Bourdieu," ibid.



il « retient surtout la sociologie des formes symboliques (schèmes de pensée, culture) et le holisme méthodologique<sup>296</sup> ». Enfin, Max Weber « inspira les travaux de Bourdieu, notamment par rapport à l'économie des phénomènes sociaux (par exemple, la religion) et à la dimension cognitive des principes structurants tels que la puissance, la hiérarchisation et la légitimité)<sup>297</sup> ».

Pour ces raisons, et bien d'autres encore qui deviendront évidentes au fil de cette étude, nous pensons que ce cadre analytique axé sur la puissance symbolique constitue le *point de départ* le plus approprié pour résoudre l'énigme de la puissance chinoise. Mais, nous le disons bien, il constitue seulement un *point de départ* dans la mesure où l'idée ici n'est pas d'élaborer une théorie unique qui se proposerait de répondre à toutes les questions posées par l'émergence de la Chine. Démêler l'écheveau de problèmes sociaux complexes requiert nécessairement qu'on s'inspire de sources variées. En plus de Bourdieu, la théorie critique de Jürgen Habermas, et en particulier son diagnostic de la « crise de légitimation » dans les sociétés capitalistes avancées, constitue une deuxième source d'inspiration<sup>298</sup>. S'inspirant de l'usage avec succès de méthodes éclectiques de recherches en sciences sociales, cette étude a également emprunté à d'autres domaines du savoir, à la recherche d'idées additionnelles<sup>299</sup>. Par exemple, les théories conventionnelles des relations internationales gagneraient en valeur heuristique à emprunter à un corpus de recherche encore embryonnaire mais fort instructif sur les « États faibles » qui analysent les stratégies asymétriques de puissances mineures dans un monde dominé par les superpuissances<sup>300</sup>. Elles devaient aussi être sensibles aux conclusions d'un nombre de travaux marquants dans les domaines de la sociologie et de l'anthropologie, qui analysent les différentes

---

<sup>296</sup> Ibid.

<sup>297</sup> Ibid

<sup>298</sup> Jürgen Habermas, *Raison et légitimité. Problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé*, Paris, Payot, 1978.

<sup>299</sup> Voir à ce sujet l'ouvrage de Stephen Walt, *Pourquoi le monde n'aime plus l'Amérique*, op.cit.

<sup>300</sup> Ibid, p. 20.

stratégies observées dans des organisations sociales extrêmement déviantes (les sociétés esclavagistes, le monde féodal, etc.), dans lesquelles les puissants exercent apparemment un contrôle total sur les faibles<sup>301</sup>. Car, comme le dit fort justement James C. Scott, « les relations de domination sont aussi des relations de résistance<sup>302</sup> ». S'il est vrai que ces travaux ne sont « ni inspirés par les problèmes de politique internationale ni orientés vers eux, ils offrent souvent des vues intrigantes sur les stratégies, que peuvent adopter les États les plus faibles lorsqu'un pays occupe seul le sommet du pouvoir mondial<sup>303</sup> ».

Les difficultés à résoudre l'énigme de la puissance chinoise tiennent en grande partie aux ambiguïtés concernant le sens de la puissance dans les théories des relations internationales<sup>304</sup>. Les débats concernant la nature de l'émergence de la Chine et des implications de cette ascension sont conceptuellement limités, parce qu'informés essentiellement par des postulats réducteurs, c'est-à-dire la capacité des États à utiliser leurs ressources matérielles ou idéelles pour amener les autres États à faire ce qu'ils n'auraient pas fait autrement<sup>305</sup>. L'essentiel des discussions sur la montée en puissance de la Chine dans la période post-guerre froide, par exemple, a mis l'accent sur ses ressources militaires et économiques ou le regain d'intérêt pour sa culture, en comparaison avec celles des États-Unis, et ont cherché à déterminer si la Chine fera contrepoids (*balancing*) à la puissance américaine ou s'alignera (*bandwagoning*) sur elle. Toutes considérations pertinentes sur la politique internationale, à n'en pas douter, doivent inclure ces questions. En même temps, elles peuvent produire des œillères théoriques qui

---

<sup>301</sup> Pour un excellent exemple de telles recherches, voir James C. Scott, *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*. Éditions Amsterdam, 2008.

<sup>302</sup> Ibid, p. 59.

<sup>303</sup> Stephen Walt, *Pourquoi le monde n'aime plus l'Amérique*, op.cit., p. 20.

<sup>304</sup> Voir Zaki Laïdi, "Sens et puissance dans le système international," op.cit.

<sup>305</sup> Michael Barnett and Raymond Duvall, "Power in International Politics," p.40.

poussent les chercheurs à négliger d'autres formes et effets de la puissance en politique internationale.

M'inspirant de la sociologie de Pierre Bourdieu, et considérant donc les limites des notions conventionnelles de la puissance dans l'étude des relations internationales, je développe dans ce chapitre un cadre conceptuel axé sur la puissance symbolique qui me semble d'une grande valeur heuristique. La notion de puissance symbolique offre un moyen original de conceptualiser la façon dont l'*idéologie* et l'*identité*, en tant que systèmes symboliques prééminents, reflètent et constituent simultanément la puissance. D'une part, afin d'appréhender le monde social, Bourdieu le concevait en termes de sous-systèmes sociaux ou champs au sein desquels les classes dominantes sont engagées dans une lutte symbolique afin d'imposer la définition du monde social la plus conforme à leurs intérêts. L'idéologie, ou la *doxa* selon sa terminologie (ensemble des conventions tenues pour évidentes à l'intérieur d'une situation sociale, etc.), participe des stratégies visant à renforcer la croyance dans la légitimité des classes dominantes. D'autre part, en référence à l'environnement social, quand les acteurs s'y affrontent, ils le font généralement à l'intérieur de ce que Bourdieu assimile à un vaste 'marché linguistique' dans le cadre duquel les protagonistes assoient la légitimité de leur domination selon la 'logique de la différence'<sup>306</sup>. Prises dans ces acceptions, l'idéologie et l'identité sont constitutives de la puissance symbolique, laquelle peut être conçue comme un genre de « worldmaking power », nous renseignant sur les modalités de construction de la vision légitime du monde social et de ses divisions<sup>307</sup>.

---

<sup>306</sup> Pierre Bourdieu, « The Social Space and the Genesis of Group, » p.730.

<sup>307</sup> Pierre Bourdieu, "What Makes Social Class? On the Theoretical and Practical Existence of Groups," *Berkeley Journal of Sociology*, 32 (1987), 1-18.

Ce chapitre est organisé comme suit. D'abord, je procède à une analyse des origines du pouvoir symbolique des États et explique en quoi ce type de pouvoir est pertinent dans l'étude de la politique internationale. Ensuite, j'analyse la notion de pouvoir symbolique en comparaison avec celles conventionnelles de hard power (puissance dure) et soft power (puissance douce) pour en démontrer la valeur analytique. En outre, en vue du déploiement de la théorie du pouvoir symbolique de Bourdieu et des autres théories mobilisées dans le cadre de cette thèse, aux fins d'analyse empirique, j'extrais de la sociologie trois concepts (contexte, capital, lieux communs) qui constituent les trois variables principales du cadre d'analyse proposé. Ces développements me permettront, par ailleurs, de mieux préciser les hypothèses et la démarche méthodologique autour desquelles s'articule l'analyse entreprise dans cette thèse. Enfin, dans la conclusion, je reviens brièvement sur la pertinence du cadre théorique qui sera ainsi développé.

### **1. Le pouvoir symbolique des États**

Le fait que la Chine est aujourd'hui un acteur dominant en politique mondiale dépend de ce que Bourdieu appelle le pouvoir symbolique<sup>308</sup>. Il s'agit de l'imposition de perceptions particulières aux agents sociaux qui en viennent alors à considérer l'ordre social comme juste. Ainsi défini, le pouvoir symbolique est beaucoup plus puissant que la puissance physique car il est intégré aux modes d'action des citoyens et aux structures de cognition, imposant un sentiment de légitimité de l'ordre social existant. Le pouvoir symbolique n'opère pas au niveau des intentions conscientes. Il renvoie aux dynamiques de pouvoir qui ne reposent pas sur les intérêts (égoïstes).

---

<sup>308</sup> Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, op.cit. Pour une analyse du pouvoir symbolique au sein de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Union européenne, voir respectivement Matthew Eagleton-Pierce, *Symbolic Power in the World Trade Organization* (Oxford: Oxford University Press, 2013) et Rebecca Adler-Nissen, "Symbolic Power in European Diplomacy: The Struggle between National Foreign Services and the EU's External Action Service," *Review of International Studies*, May 2014, pp 1-25.

En effet, « son caractère tacite implique qu'il ne peut fonctionner qu'avec la complicité des dominés et même de ceux qui ne savent pas qu'ils le pratiquent<sup>309</sup> ».

Mais Bourdieu emploie le terme de « pouvoir symbolique » pour désigner non pas tant une forme spécifique de pouvoir qu'un aspect de nombreuses formes de pouvoir qui sont couramment à l'œuvre dans la vie sociale<sup>310</sup>. Bourdieu rend encore plus clairement cette compréhension lorsqu'il affirme que le pouvoir symbolique est un pouvoir « invisible » qui est « méconnu » en tant que tel et dès lors « reconnu » comme légitime<sup>311</sup>. Les termes de « reconnaissance » et « méconnaissance », essentiels si l'on veut saisir la façon dont opère le pouvoir symbolique dans les pratiques sociales, mettent en relief le fait que l'exercice du pouvoir à travers l'échange symbolique s'appuie toujours sur une croyance partagée. Comme l'explique ici John B. Thompson, faisant écho à Bourdieu,

...l'efficacité du pouvoir symbolique présuppose ces formes de connaissance et de croyance à travers lesquelles ceux-là mêmes qui profitent le moins de l'exercice du pouvoir sont amenés à participer, jusqu'à un certain point, à leur assujettissement. Ainsi, reconnaissent-ils, ou admettent-ils implicitement, la légitimité du pouvoir, ou des relations hiérarchiques de pouvoir dans les rets desquels ils sont pris, et se montrent-ils inévitablement impuissants à comprendre que la hiérarchie est avant tout une construction sociale arbitraire qui sert les intérêts de certains groupes plutôt que d'autres<sup>312</sup>.

Autrement dit, « pour bien saisir la nature du pouvoir symbolique, il est essentiel de comprendre qu'il présuppose une sorte de *complicité active* de la part de ceux qui y sont soumis ». Cela revient à reconnaître que « les individus dominés ne constituent pas des corps passifs sur lesquels le pouvoir symbolique s'applique, à la manière, pour ainsi dire, d'un scalpel sur un cadre. Le

---

<sup>309</sup> Kirsti Stuvøy, "Symbolic Power and (In)Security: The Marginalization of Women's Security in Northwest Russia," *International Political Sociology*, Vol. 4, No. 4 (2010), p. 403.

<sup>310</sup> Ce paragraphe et celui qui suit s'inspirent de John B. Thompson, « Préface, » dans Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, op. cit, p. 39.

<sup>311</sup> Ibid.

<sup>312</sup> Ibid, p. 40.

pouvoir symbolique présuppose bien plutôt, comme une condition de son succès, que les individus qui y sont soumis croient à la légitimité de ce pouvoir et de ceux qui l'exercent<sup>313</sup> ».

Dans ce contexte, la particularité de l'État en tant qu'organisation, née et orientée vers la concentration de pouvoir, n'est pas matérielle<sup>314</sup>. La spécificité de l'État n'est donc pas l'accumulation de la violence physique légitime (comme l'entendait Weber), mais plutôt la monopolisation du pouvoir symbolique légitime<sup>315</sup>. L'État est d'abord et avant tout « une banque centrale de crédit symbolique », qui rend la division sociale, les privilèges et la domination universellement valables sur un territoire donné et pour une population donnée<sup>316</sup>. S'il n'y a aucun État ou que l'État est essentiellement contesté, l'État ne peut produire cette puissance symbolique<sup>317</sup>.

Mais, vu que Bourdieu a inventé sa notion de pouvoir symbolique dans le contexte et les limites de l'État-nation, et que le concept n'a été appliqué à l'analyse de phénomènes internationaux que dans une mesure relativement limitée, la question devient alors de savoir comment le « jeu symbolique » se joue dans un système international où, selon une convention admise, l'absence d'une autorité supranationale au-dessus des États tend à défier toute notion d'autorité. Si, en effet, traditionnellement, « la science politique a opposé la politique intérieure, dont on disait qu'elle était ordonnée et régulée par le droit, et la politique internationale, supposément anarchique et dominée par des rapports de force<sup>318</sup> », il convient de reconnaître que la mondialisation a rendu cette distinction de plus en plus caduque, poussant d'ailleurs de plus en

---

<sup>313</sup> Ibid.

<sup>314</sup> Rebecca Adler-Nissen, "Symbolic Power in European Diplomacy," op.cit, p. 5.

<sup>315</sup> Pierre Bourdieu, "Social Space and Symbolic Power," *Sociological Theory*, Vol. 7, No. 1 (1989), pp. 14–25. (voir p. 21).

<sup>316</sup> Pierre Bourdieu, *La noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*. Paris: Minuit, 1989.

<sup>317</sup> Rebecca Adler-Nissen, "Symbolic Power in European Diplomacy," op.cit, p. 5.

<sup>318</sup> Jean-Philippe Thérien, « Le monde se divise-t-il entre la gauche et la droite? », op. cit, p. 101.

plus de spécialistes à appeler à « une meilleure intégration des théories de la politique nationale et de la politique internationale<sup>319</sup> ».

Même si, comme il vient d'être indiqué, le concept de pouvoir symbolique a été initialement conçu et associé au contexte de l'État-nation, nous soutenons tout de même qu'il est tout à fait possible de l'appliquer aux RI et même qu'il propose une piste de solution quant à savoir comment mieux intégrer les théories de la politique nationale et de la politique internationale. En effet, les notions de pouvoir symbolique et de violence symbolique sont, à l'instar de nombre d'idées développées par Bourdieu, des notions souples ayant fait leur preuve dans des contextes de recherche spécifiques<sup>320</sup>. Il a d'abord développé la notion de violence symbolique lorsqu'il s'est livré à l'analyse de la nature de l'échange de dons dans la société kabyle<sup>321</sup>. Au lieu d'analyser l'échange de dons à partir de la structure formelle de la réciprocité, à la manière de Levi-Strauss, Bourdieu l'envisageait comme un mécanisme de pouvoir à travers lequel le pouvoir est déguisé dans le geste même par lequel il s'exerce<sup>322</sup>. Le monde en développement, à l'instar de la Kabylie, offre l'exemple de sociétés où les institutions qui donnent prise à des formes de rapport de domination stables et objectives sont, dans l'ensemble, relativement peu nombreuses, et où les acteurs doivent recourir à des moyens relativement personnalisés d'exercer leur pouvoir sur autrui<sup>323</sup>.

La dette, comme le rappelle John B. Thompson, constitue l'un de ces moyens : « un individu peut asseoir sa domination sur un autre en faisant valoir les obligations qui découlent de

---

<sup>319</sup> Ibid.

<sup>320</sup> John B. Thompson, « Préface, » dans Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, op. cit, p. 40.

<sup>321</sup> Pierre Bourdieu, *Le sens pratique*, op. cit, pp. 202 et 210.

<sup>322</sup> John B. Thompson, « Préface, » dans Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, op. cit, p. 40.

<sup>323</sup> Ibid.

l'usure. Mais on assiste aussi au recours à des manières d'exercer le pouvoir plus « douces » et plus subtiles, comme le don de présents<sup>324</sup>.

Autrement dit, en offrant un présent –en particulier s'il est particulièrement généreux et ne peut être rétribué par des contre-dons d'une valeur comparable– le donateur crée une obligation durable et lie le destinataire du don par une relation d'endettement personnel. Mais, comme le dit par ailleurs Thompson, le don est aussi une forme d'appropriation : « c'est une manière de lier autrui tout en développant ce lien dans un geste de générosité<sup>325</sup> ». En effet, selon Bourdieu, cette « violence symbolique », « douce, invisible, méconnue comme telle, choisie autant que subie », est « celle de la confiance, de l'obligation, de la fidélité personnelle, de l'hospitalité, du don, de la dette, de la morale de l'honneur<sup>326</sup> », et s'oppose en tout point à la violence déclarée de l'usurier et du maître sans merci<sup>327</sup>.

Dans beaucoup de pays du monde en développement où la domination s'appuie avant tout sur des relations entre personnes plutôt que sur des institutions, la violence symbolique exercée par la Chine « apparaît comme un moyen aussi nécessaire qu'efficace d'exercer le pouvoir. Elle permet en effet aux relations de domination de s'établir et d'être maintenues à travers des stratégies adoucies et déguisées, dissimulant la domination sous le voile d'une relation enchantée<sup>328</sup> ». C'est pourquoi, pour donner du sens aux relations fusionnelles et investissements de la Chine avec, en particulier, le monde développement, il est utile de faire appel à la notion de pouvoir symbolique de Bourdieu ou encore de violence symbolique, deux concepts qu'il a parfois utilisés de manière interchangeable.

---

<sup>324</sup> Ibid.

<sup>325</sup> Ibid.

<sup>326</sup> Pierre Bourdieu, *Le sens pratique*, op. cit, p. 219.

<sup>327</sup> John B. Thompson, « Préface, » op. cit, p. 40.

<sup>328</sup> Ibid.



Au-delà du cas de la Chine, ces notions de Bourdieu demeurent pertinentes pour l'analyse des relations de puissance dans le système international. Ceci étant dit, la pleine importation de la théorie du pouvoir symbolique de Bourdieu dans le contexte international peut seulement se faire en référence à certains concepts clés de sa boîte à outils, tels que doxa, orthodoxie, hétérodoxie, habitus, champ, crise, capital et lieux communs. Avant d'expliquer comment ces concepts peuvent analytiquement nous aider à résoudre l'énigme de la puissance chinoise, il convient de démontrer la valeur analytique de la notion bourdieusienne de pouvoir symbolique par rapport aux deux autres notions conventionnelles de la puissance dans les théories des relations internationales : hard power et soft power.

## **2. Puissance *hard*, *soft* ou symbolique ?**

Hard power renvoie à l'utilisation par un acteur de moyens militaires et économiques pour influencer le comportement ou les intérêts d'autres acteurs. Cette forme de puissance est souvent agressive et est plus efficace lorsqu'elle est exercée sur des acteurs dotés de moindres ressources militaires ou économiques<sup>329</sup>. Le hard power est la capacité d'amener les autres à faire ce que vous voulez par la coercition et il résulte en grande partie de la puissance militaire ou économique d'un pays. Le système international du 21<sup>e</sup> siècle se caractérise par un ensemble des tendances émergentes qui semblent militer en faveur d'une altération de cette forme traditionnelle de puissance en politique internationale. D'une part, les avantages économiques de la mondialisation ont accru le pouvoir de l'État national et ont renforcé l'idée d'un monde

---

<sup>329</sup> Daryl Copeland, "Hard Power vs. Soft Power," *The Mark News*, Feb 2, 2010; Joseph S. Nye, "The Changing Nature of World Power," *Political Science Quarterly*, Vol. 105, No. 2 (Summer, 1990), pp. 177-192.

multipolaire, voire apolaire, dans lequel la puissance est de plus en plus diffuse<sup>330</sup>. D'autre part, l'autorité de l'État s'est vue remise en question par des acteurs non-étatiques et les institutions internationales exercent une influence croissante sur le comportement de l'État à travers les régimes et règlements internationaux<sup>331</sup>.

En outre, la désintégration de la bipolarité et l'émergence de défis de sécurité non-conventionnels ont ouvert aux États de nouvelles fenêtres d'opportunités en matière de coopération entre puissances, leur donnant de nouvelles raisons et motivations pour se tisser un dense réseau d'amitiés internationales<sup>332</sup>. Dans un tel contexte, les concepts traditionnels de puissance coercitive ne sont plus suffisants pour poursuivre les intérêts nationaux. Dans *La société en réseaux*, dont Manuel Castells nous présente les conséquences drastiques sur nos mœurs et coutumes à tous les niveaux, les États pratiquent ce qui est désigné couramment comme une 'diplomatie intelligente' (*skillful diplomacy*), plutôt que le hard power dans leur quête d'influence et de prestige sur la scène internationale<sup>333</sup>.

Hard power (puissance dure) = puissance militaire + puissance économique

Figure 1 : les ressources du hard power.

C'est dans ce contexte que le concept de soft power a été introduit comme reflétant mieux les actions et stratégies gagnantes d'un État afin de faire avancer ses intérêts nationaux. Inventé par Joseph Nye, le *soft power* réside dans la capacité à « former les préférences des

---

<sup>330</sup> Christian Wagner, "India's Soft Power: Prospects and Limitations," *India Quarterly: A Journal of International Affairs*, Vol. 66, No. 4 (2010), pp. 333-42.

<sup>331</sup> Ibid.

<sup>332</sup> Seyom Brown, "The Changing Essence of Power," *Foreign Affairs*, Vol. 51, No. 2 (Jan., 1973), p. 287.

<sup>333</sup> Manuel Castells, *La société en réseaux* (T. 1 de L'ère de l'information), Fayard, 1998 et 2001.

autres » par l'attrait de ses valeurs, de sa culture et de ses politiques<sup>334</sup>. Il est souvent mis en opposition avec le *hard power*. Le *soft power* consiste à amener les autres à « vouloir ce que vous voulez » par la persuasion et la capacité à choisir au lieu de la contrainte. Ici, Nye s'appuie sur le théoricien marxiste, Antonio Gramsci, et sur son analyse de l'idéologie. Cette filiation est par exemple manifeste lorsque Nye souligne qu'« il y a une façon indirecte d'exercer le pouvoir. Un pays peut obtenir les résultats escomptés parce que les autres pays veulent suivre ses traces, admirant ses valeurs, imitant son exemple, aspirant à son niveau de prospérité et d'ouverture<sup>335</sup> ».

D'après Nye, le soft power d'un pays repose essentiellement sur trois sources : sa culture (là où elle est attrayante à d'autres), ses valeurs politiques (lorsque ses valeurs rayonnent au niveau national et au-delà), et sa politique étrangère (toutes les fois qu'elle est perçue comme légitime)<sup>336</sup>. Nye écrit aussi que les sources du soft power sont « l'attraction » des idées, la capacité à influencer l'élaboration de normes internationales d'une manière conforme aux normes sociales et le leadership à l'ère de l'information<sup>337</sup>. De sorte que les idées deviennent ainsi l'élément central de la conceptualisation du soft power de Nye.

L'approche de Nye a suscité plusieurs objections majeures que nous avons déjà synthétisées dans le chapitre précédent<sup>338</sup>. Pour l'historien britannique Niall Ferguson, le soft power est trop « mou » pour être une puissance<sup>339</sup>. Les puissances tentent toujours de légitimer

---

<sup>334</sup> Joseph S. Nye Jr., *Soft Power*, PublicAffairs, New York, 2004, p. 5-15.

<sup>335</sup> Joseph S. Nye, Jr., *The Paradox of American Power: Why the World's Only Super-power Can't Go It Alone*. New York: Oxford University Press, 2003, p. 30.

<sup>336</sup> Ibid, pp. 1-2.

<sup>337</sup> Joseph S. Nye Jr., "Ignoring Soft Power Carries a High Cost," *Chicago Tribune*, May 16, 2004.

<sup>338</sup> Voir aussi Javier Noya, "El Poder Simbólico de las Naciones," *Real Instituto Elcano de Estudios Internacionales y Estratégicos*, N. 35, 29/07/2005.

<sup>339</sup> Niall Ferguson, "Power," *Foreign Policy*, No. 134 (2003), pp. 18-24; Niall Ferguson, *Coloso. Auge y decadencia del imperio americano*, Debate, Barcelona, 2005.

leur *Realpolitik* avec des valeurs altruistes, mais n'hésitent pas à avoir recours à leur hard power pour atteindre leurs objectifs. Par conséquent, le soft power est seulement un « gant de velours enveloppant un poing de fer<sup>340</sup> ». D'autres auteurs soulignent que les contradictions inhérentes à la culture font que le soft power peut parfois être une extension du hard power, mais que d'autres fois il peut se révéler contre-productif dans la poursuite de ses fins. Le soft power peut devenir une contre-puissance<sup>341</sup>. Enfin, pour d'autres auteurs, le soft power n'est pas un autre type de pouvoir, mais, simplement, de la puissance coercitive, seulement lorsqu'elle est intériorisée et devenue une idéologie. Pour reprendre les mots d'un analyste, le soft power est « un loup déguisé en brebis<sup>342</sup> ».

Une conclusion implicite au regard de l'analyse qui précède est que le soft power n'est pas une forme spécifique de puissance, mais n'importe quelle ressource, y compris les capacités militaires, peut être soft, tant qu'elle est socialement légitimée dans un but. Ceci fait que l'aspect de la perception devient l'élément-clé de la puissance. Il en est de même de la délégitimation. Une ressource se traduit en puissance lorsqu'elle est reconnue comme telle et est jugée légitime. L'exemple des tsunamis dans l'océan indien en 2004 permet de bien illustrer ce point.

A l'occasion, les États-Unis ont mis en œuvre un dispositif d'aide humanitaire d'urgence presque sans précédent. Le geste de Washington de détourner sans délai le porte-avion *Abraham-Lincoln* et ses milliers d'hommes d'équipage, en route pour l'Irak, afin de porter secours aux victimes des tsunamis, a retenu l'attention des médias du monde entier. La flotte d'hélicoptères transportée sur ce bâtiment a ainsi été mise à disposition pour apporter des rations alimentaires

---

<sup>340</sup> Niall Ferguson, *Coloso. Auge y decadencia del imperio americano*, ibid., p. 75.

<sup>341</sup> T. Gitlin, "El poder blando, una estrategia desestimada," *Vanguardia Dossier*, Vol. 7, 2003, pp. 79-81.

<sup>342</sup> N. Rosendorf, "Social and Cultural Globalization," in J. Nye y J. Donahue (eds.), *Governance in a Globalizing World*, Brookings Institution, Washington, 2000, pp. 109-134.

aux populations sinistrées isolées dans des zones encore inaccessibles par voie terrestre. D'autres bâtiments ont également pris la route de cette région, pour amener des équipements médicaux, notamment des hôpitaux de campagne et sanitaires<sup>343</sup>. Les réponses des États-Unis suite à la tragédie étaient unanimement saluées comme positives et leurs soldats accueillis en héros.

A ce propos, un article publié en 2005 dans le *New York Times* comportait ce commentaire :

Where, in this taxonomy, do we put the images we saw in recent weeks of United States Navy helicopter pilots aboard the aircraft carrier Abraham Lincoln ferrying supplies to victims of the tsunami in the Indonesian province of Aceh? Is that hard power with human face? Soft power in flat jacket? Whatever it is, it produces an inherently attractive narrative.... And the use of our immense hard power for soft purposes has the traditional benefit of humanizing the fierce image inevitably projected by that power: the same military that shocks and awes can also save and heal<sup>344</sup>.

Ce sont des considérations de cet ordre qui ont poussé plusieurs auteurs, dont l'historien britannique de Yale University, Paul Kennedy, à recourir à l'exemple de l'aide militaire apportée par les États-Unis pour la reconstruction des pays asiatiques touchés par les tsunamis pour démontrer l'inanité de la distinction entre hard power et soft power<sup>345</sup>. L'utilisation de la force militaire à des fins humanitaires dans cette crise a récolté une large légitimité, comme en témoigne une étude menée par le *Pew Global Attitudes Project*, qui démontrait que l'image des États-Unis s'était améliorée dans les pays musulmans de la région. Dans ce cas, la différence entre hard power et soft power s'estompe, étant donné que ce qui justifie une action militaire (hard), ce sont les fins humanitaires (soft). Le hard power peut donc avoir une face soft<sup>346</sup>.

---

<sup>343</sup> "Humanitaire et politique font bon ménage," Radio France Internationale ([http://www1.rfi.fr/actu/fr/articles/061/article\\_33042.asp](http://www1.rfi.fr/actu/fr/articles/061/article_33042.asp)). Page consultée le 6 juillet 2015.

<sup>344</sup> James Traub, "The New Hard-Soft Power," *New York Times*, January 30, 2005.

<sup>345</sup> Paul Kennedy, "¿Poder duro contra soft power?," *El País*, Disponible à l'adresse: <[http://elpais.com/diario/2005/02/19/opinion/1108767607\\_850215.html](http://elpais.com/diario/2005/02/19/opinion/1108767607_850215.html)>. Consulté le 6 juillet 2015.

<sup>346</sup> Javier Noya, "El Poder Simbólico de las Naciones," op.cit, No. 35.

Sur un autre plan, les ressources du soft power mentionnées par Nye consistent en un certain nombre de facteurs intangibles que l'État n'est pas en mesure de contrôler -la plupart d'entre celles-ci, principalement parce qu'elles sont des produits dérivés de l'économie de marché et de la société civile, des médias, des ONG, des entreprises, etc., par opposition à la puissance dure telle que la force militaire qui, bien entendu, est contrôlée par l'État<sup>347</sup>.

C'est à la lumière des idées décrites ci-dessus, où l'on voit clairement que l'aide militaire des États-Unis à la reconstruction des pays d'Asie touchés par le tsunami en 2004 comme un moyen d'utiliser le hard power à des fins humanitaires, faisant en sorte que la distinction entre hard power et soft power s'efface, que Noya propose d'utiliser de préférence le concept de 'pouvoir symbolique', dérivé de la sociologie de Pierre Bourdieu<sup>348</sup>.

Soft power (puissance douce) = culture + idéologie + diplomatie

Figure 2 : les ressources du soft power.

En effet, le problème de la distinction entre hard power et soft power est similaire à celui auquel le sociologue français a eu à faire face dans sa théorie des ressources sociales ou 'capital'. Bourdieu distingue trois types de capital : économique (argent), culturel (éducation) et social (relations et contacts). A ces trois premières espèces, il ajoutait le « capital symbolique », qui est n'importe quelle ressource, n'importe quelle forme de capital « dans la mesure où elle est représentée, c'est-à-dire, appréhendée symboliquement, dans une relation de connaissance ou, plus précisément, de méconnaissance et de reconnaissance<sup>349</sup> ».

---

<sup>347</sup> Ibid.

<sup>348</sup> Ibid.

<sup>349</sup> Pierre Bourdieu, "Las formas del capital. Capital económico, capital cultural y capital social", in P.

Mais Bourdieu a finalement admis que tout capital peut fonctionner comme capital symbolique, « quand vous obtenez une reconnaissance explicite ou la pratique (...) En d'autres termes, le capital symbolique (...) n'est pas une espèce particulière de capital. » Strictement parlant, reconnaît Bourdieu lui-même, il est plus approprié de parler d'«effets symboliques du capital<sup>350</sup>». Le capital symbolique est finalement la légitimité et donc n'est pas un type semblable à d'autres ressources. Le pouvoir symbolique en tant qu'effet de ce capital est « le pouvoir de faire des choses avec des mots<sup>351</sup> ». Le pouvoir symbolique renvoie à l'autorité de dire la vérité et de définir les causes et les remèdes à certains problèmes et crises<sup>352</sup>.

Nye lui-même semble finalement admettre cette possibilité en insinuant que le soft power est n'importe quelle ressource, hard ou soft, à condition qu'elle soit revêtue de la légitimité. Celle-ci s'obtient « lorsque les pays font en sorte que leur puissance soit légitime aux yeux des autres<sup>353</sup> ». Une compréhension qui s'est dégagée ces dernières années dans nombre d'analyses des relations internationales -l'idée sous-jacente, à laquelle on a parfois donné le nom de *smart power*<sup>354</sup> sans réellement la mener au bout, étant que la puissance nationale intégrale des États repose sur une combinaison de l'ensemble des ressources nationales, y compris celles normatives. Cela a conduit Michael Barr à suggérer : « si l'on cherche à subsumer le *hard* et le *soft power*, alors que la coercition fait désormais partie du *soft power*, alors l'utilité de ce concept est tellement amoindrie que celui-ci a une faible valeur analytique<sup>355</sup> ».

---

Bourdieu, *Poder, derecho y clases sociales*, Desclee de Brouwer, Bilbao, 2000, pp. 17-18.

<sup>350</sup> Pierre Bourdieu, "The forms of capital," dans J. Richardson (Ed.), *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education* (New York, Greenwood), 1986, pp. 241-258.

<sup>351</sup> Pierre Bourdieu, "Social space and symbolic power," op.cit, p. 23.

<sup>352</sup> Martin Senn and Christoph Elhardt, "Bourdieu and the Bomb: Power, Language, and the Doxic Battle over the Value of Nuclear Weapons," *European Journal of International Relations*, Vol. 20, No. 2, 316-340.

<sup>353</sup> Joseph Nye, *Soft Power*, op. cit., p. 10.

<sup>354</sup> Joseph S. Nye, *The Future of Power*, Public Affairs, 2011.

<sup>355</sup> Michael Barr, « Mythe et réalité du *soft power* de la Chine, » op. cit, p. 505.

Introduire la notion de pouvoir symbolique dans la littérature sur les relations internationales apporte un éclairage nouveau sur notre façon de concevoir la politique internationale. La notion de pouvoir symbolique aide en particulier à découvrir les mécanismes et processus de légitimation en politique internationale.

$$\text{Pouvoir symbolique} = [(PM) + (PE) + (PC) + (PI) + (PP)] \times L$$

Figure 3 : les ressources du pouvoir symbolique

Dans la formule ci-dessus, PM et PE représentent respectivement la puissance militaire et la puissance économique qui sont les deux principales ressources du hard power dans les théories conventionnelles des relations internationales. Conformément à la théorie du soft power de Nye, PC, PI et PP représentent respectivement la puissance culturelle, la puissance idéologique et la puissance politique (ou diplomatie) qui sont les trois principales composantes du soft power. Enfin, L est mis pour légitimation. La représentation graphique de cette formule indique que le pouvoir symbolique peut découler de n'importe laquelle des ressources (hard ou soft) de la puissance, pour autant qu'elle soit perçue comme légitime<sup>356</sup>.

En résumé, le débat qui précède dénote la quête de la part des chercheurs de nouvelles constructions théoriques susceptibles de mettre en perspective historique et comparative l'essence distinctive de la puissance telle qu'elle est exercée dans le système international émergent. Notre analyse porte plus particulièrement sur la conversion de la puissance –qu'elle soit matérielle ou idéale– dans l'atteinte des résultats escomptés. Cette démarche requiert, par conséquent, une distinction fondamentale entre puissance comme ressources matérielles ou

---

<sup>356</sup> Voir, pour une analyse de la puissance nationale intégrale, Yan Xuetong, « The Rise of China and its Power Status, » *Chinese Journal of International Politics*, Vol. 1, 2006, pp. 5-33.



idéelles et puissance en tant que capacité à réaliser ses objectifs<sup>357</sup>. Conformément à la pratique de nombreux spécialistes, nous utilisons la notion de puissance dans cette recherche pour désigner n'importe quelle ressource mobilisée par un gouvernement qui lui permet de parvenir à ses fins<sup>358</sup>. Steven Lukes résume mieux que quiconque cette ligne de réflexion lorsqu'il fait remarquer que « posséder les ressources de la puissance n'est pas la même chose qu'être puissant<sup>359</sup> ». La façon dont nous concevons la puissance influe sur la façon dont nous pensons et agissons en général et en particulier dans des contextes politiques<sup>360</sup>.

Dit autrement, notre analyse ne cherche pas à montrer que la Chine détient une plus grande part de puissance que les États-Unis, ou plus que tout autre État dans le système international actuel. Le point de départ de notre analyse –à savoir que le pouvoir symbolique de la Chine repose sur la perception largement répandue que, en raison de son succès incontestable à l'intérieur du cadre national, elle propose des solutions pour certains problèmes et crises– est une prémisse de base partagée par spécialistes. De toutes les conceptions généralement admises de la puissance, celle de pouvoir symbolique est en effet la plus appropriée, et celle qui propose la distinction la plus nette entre puissance en tant que ressources et puissance en tant que source d'influence. Cela dit, comme déjà indiqué, le plein déploiement de la théorie du pouvoir symbolique de Bourdieu dans l'analyse des relations internationales nécessite un double mouvement cognitif. D'une part, un examen des notions d'orthodoxie et d'hétérodoxie et ce qu'elles renseignent sur la façon dont les acteurs s'y prennent dans l'organisation des idées,

---

<sup>357</sup> Stephen G. Brooks and William C. Wohlforth, *World out of balance*, op.cit, p. 11.

<sup>358</sup> Ibid.

<sup>359</sup> Steven Lukes, "Power and the Battle for Hearts and Minds," op.cit, p. 478. Pour une analyse des différentes manières dont on peut concevoir la puissance dans les recherches en relations internationales, voir Stefano Guzzini, "The Concept of Power : A Constructivist Analysis," *Millennium: Journal of International Studies*, Vol.33, No.3 (2005), pp. 495-521.

<sup>360</sup> Steven Lukes, "Power and the Battle for Hearts and Minds," p. 477

intérêts et pratiques politiques. D'autre part, l'analyse de la nécessaire interaction entre le contexte historique, le capital symbolique et la mobilisation stratégique de celui-ci dans l'émergence du pouvoir symbolique des acteurs en politique internationale.

### **3. Pouvoir symbolique, hégémonie et la bataille entre orthodoxie et hétérodoxie**

L'un des enseignements utiles de la sociologie de Bourdieu est l'observation selon laquelle, au sein d'un champ univers social, il existe une tendance à avoir une lutte entre, d'une part, des opinions orthodoxes, et, d'autre part, des points de vue hétérodoxes<sup>361</sup>. Transposé dans le contexte de la politique internationale, ce couplage présuppose que le système international (en tout cas, le plus souvent ses membres les plus puissants) peut articuler une « convention » particulière, communiquer cette conception et, plus important encore, faire en sorte de manipuler les acteurs qui chercheraient à en dévier. En même temps, cela présuppose aussi que le système international est suffisamment différencié afin de permettre l'émergence d'opinions hérétiques entre ses membres.

L'orthodoxie tend généralement à se représenter comme offrant la vision 'légitime' des pratiques et doctrines sociales. A cet égard, ce qui intéressait le plus Bourdieu était de découvrir la manière dont l'orthodoxie privilégie un point de vue particulier et, en outre, comment ce point de vue existe en relation avec une *doxa* ou systèmes idéologiques. Par ailleurs, ces acteurs qui bénéficient de la vision orthodoxe, qui ont par conséquent un intérêt en sa pérennité, disposent souvent des ressources matérielles pour s'assurer que leur vue acquière une légitimité reconnue. De fait, comme l'explique Matthew Eagleton-Pierce dans son analyse d'inspiration

---

<sup>361</sup> Ce développement s'inspire de Matthew Eagleton-Pierce, *Symbolic Power in the World Trade Organization*, op. cit.

bourdieusienne, une des principales caractéristiques de l'orthodoxie est la façon dont elle tente (quoique sans jamais y parvenir entièrement) de monopoliser la légitimité par la vérification empirique.

En ce qui concerne le système international, on peut concevoir l'orthodoxie en termes de la conception, dissémination et application d'un ensemble d'idées sur la meilleure manière d'organiser les relations sociales, politiques et économiques et le rôle que les acteurs, en particulier les États, joueront dans ces processus. Dans l'économie politique internationale, l'émergence du libéralisme exemplifie notre définition de l'orthodoxie, une des conventions généralement admises étant par exemple que « la libéralisation du commerce est essentielle pour la croissance économique et la productivité » dans le cadre national et au niveau mondial. C'est cette croyance partagée qui confère à ces idées et à leurs promoteurs leur légitimité<sup>362</sup>. Ces « quasi-vérités », qui s'appuient souvent sur des liens intellectuels forts (la théorie ricardienne néoclassique, dans le cas du néolibéralisme) peuvent être considérées comme les pierres angulaires sur lesquelles reposent les arguments et politiques mis de l'avant. Et la légitimation de telles idées provient principalement des milieux académiques, étatiques et des organisations internationales.

Sauf que, comme l'explique encore Eagleton-Pierce, l'orthodoxie n'existe qu'en termes d'une relation objective à l'hétérodoxie, un système alternatif de connaissances. L'opinion hérétique est au moins contraire à l'orthodoxie et, dans sa formulation la plus explicite, est une

---

<sup>362</sup> Pour l'exemple de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), voir Matthew Eagleton-Pierce, *Symbolic Power in the World Trade Organization*, op.cit; Michael Moore, *Ten Years of the WTO: A Success Story of Global Governance* (Bonn: Friedrich-Ebert-Stiftung, 2005); Jagdish Bhagwati, *In Defense of Globalization* (Oxford: Oxford University Press, 2004); Jagdish Bhagwati, *Free Trade Today* (Princeton: Princeton University Press, 2003); and Michael Moore, *A World Without Walls: Freedom, Development, Free Trade and Global Governance* (Cambridge: Cambridge University Press, 2003).

critique qui a le potentiel de remettre en question l'orthodoxie, révélant ses aspects arbitraires<sup>363</sup>. En général, l'hétérodoxie tend à se focaliser sur l'idée d'articuler un choix (alternatif), quelque chose qui se démarque de l'opinion supposément « correcte » de l'orthodoxie<sup>364</sup>. Dans le système international, cette thèse définit l'hétérodoxie en termes des idées illibérales. Comme nous le verrons plus loin, beaucoup de pays du monde en développement tendent à former un pôle dans un effort de se distinguer de l'orthodoxie libérale, qu'il s'agisse de l'organisation socioéconomique sur le plan national ou de leur insertion dans le système international. Cela les amène souvent à adopter différentes approches. Par exemple, certains, soulignant les faiblesses des prescriptions orthodoxes libérales, prôneront un plus grand rôle de l'État dans la gestion des économies nationales, ou dénonceront les injustices de l'ordre mondial libéral, mis en place à l'initiative et au profit (quasi-exclusif) des puissances libérales occidentales. En un mot, les agents hétérodoxes ont le potentiel à la fois découvrir le caractère arbitraire de l'orthodoxie, ainsi que le potentiel de réorganiser le discours dominant d'une manière qui pourrait mieux favoriser leurs intérêts<sup>365</sup>.

L'orthodoxie et l'hétérodoxie cohabitent, pour ainsi dire, dans une relation dynamique, l'orthodoxie ne possédant pas, contrairement à ce que prétendent souvent ses défenseurs (par exemple, les théoriciens du consensus de Washington), des « vérités indiscutables ». Elle évolue de préférence dans une logique dialectique avec l'hétérodoxie, un point sur lequel s'est appesanti Bourdieu. L'orthodoxie cherche non seulement à contrôler la production symbolique des ressources matérielles et à articuler les points de vue « légitimes », mais aussi à identifier les

---

<sup>363</sup> Pierre Bourdieu, *Esquisse d'une théorie de la pratique, précédé de trois études d'ethnologie Kabyle* (Genève: Droz, 1972).

<sup>364</sup> Ibid.

<sup>365</sup> Voir Matthew Eagleton-Pierce, *Symbolic Power in the World Trade Organization*, op. cit.

points de vue « illégitimes » et institutionnaliser les « hérétiques » qui se sont écartés de la convention. L'orthodoxie devient vulnérable lorsqu'elle ne parvient pas à contrôler les postulats et agents hérétiques. Dans le cas qui nous concerne, la vulnérabilité de l'orthodoxie libérale est rendue manifeste par la fascination paradoxale exercée par le régime communiste chinois et son discours illibéral sur l'organisation politique et économique nationale et internationale.

Il en ressort que les mobilisations stratégiques (nous y reviendrons) ayant cours au sein d'un champ ont le potentiel de modifier les postulats établis. Ces pratiques stratégiques peuvent être définies comme des « luttes doxiques » (ou prises de positions), au sens où les agents impliqués dans ces luttes s'affrontent pour acquérir le pouvoir d'imposer la version légitime du monde social et ses divisions, c'est-à-dire une situation dans laquelle la *doxa* (c'est-à-dire, l'ensemble des règles que l'on prend pour acquises et qui constituent « l'ordre des choses » du milieu<sup>366</sup>) a perdu de son pouvoir de structurer le champ<sup>367</sup>. En politique internationale, comme d'ailleurs dans l'univers sociale en général, les mouvements stratégiques, comme les conversions, les redéfinitions et l'avènement de nouveaux acteurs, induira souvent de profonds changements. De la sorte, comme nous le verrons plus bas, les luttes doxiques peuvent être envisagées en tant que la mobilisation de différents types de capital dans un champ au sein duquel les conventions établies (*doxa*) ont été remises en question<sup>368</sup>.

Ainsi définies, les luttes doxiques s'apparentent aux luttes hégémoniques, au cœur des théories réalistes et des approches néo-gramsciennes, mais elles procèdent différemment. Traditionnellement, les réalistes assimilent l'hégémonie à la domination matérielle (économique et militaire) d'un État sur les autres, mais il manque chez les réalistes une préoccupation pour les

---

<sup>366</sup> Frédéric Mérand et Vincent Pouliot, “Le monde de Pierre Bourdieu,” op. cit, p. 608.

<sup>367</sup> Trine Villumsen, *Capitalizing on Bourdieu. Boundary-Setting, Agency, and Doxic Battles in IR*, op. cit, p. 24.

<sup>368</sup> *Ibid.*

mécanismes indirects de la domination, une lacune palliée par les tenants de la perspective néogramscienne. Ceux qui travaillent dans la tradition gramscienne définissent en effet l'hégémonie comme résultant de la combinaison de la coercition et du consentement, et l'hégémonie n'est pas uniquement exercée par l'État, mais aussi la société civile<sup>369</sup>. Autrement dit, les réalistes insistent sur l'importance du hard power, tandis que Nye dont l'inspiration gramscienne est manifeste souligne l'importance du soft power comme un élément crucial de l'hégémonie<sup>370</sup>.

Dans une veine similaire, Robert Cox conçoit la suprématie mondiale actuelle des États-Unis à la fois comme une projection sur le plan international de sa puissance matérielle par l'idéologie du néolibéralisme<sup>371</sup>. C'est précisément ce que Gramsci rendait par l'expression « bloc historique », manière de désigner « les rapports réciproques et mutuellement fortifiants entre la base socio-économique (l'infrastructure) et les pratiques politiques et culturelles (la superstructure) qui sous-tendent ensemble un ordre donné<sup>372</sup> ». Si la prise en considération de la dimension invisible de la domination met notre conception du pouvoir symbolique au voisinage de celle néogramscienne de l'hégémonie telle qu'on la trouve chez des auteurs influents comme Stephen Gill et Robert Cox, un tel parallèle se justifie aussi par l'accent que Gramsci a mis sur l'interaction entre le matériel et l'idéal. En effet, pour le penseur marxiste italien et ceux qui se

---

<sup>369</sup> R. Howson and K. Smith, "Hegemony and the Operation of Consensus and Coercion," dans R. Howson and K. Smith (eds.) *Hegemony. Studies in Consensus and Coercion*. New York: Routledge, 2008.

<sup>370</sup> Joseph Nye, "Limits of American Power," *Political Science Quarterly*, Vol. 117, No. 4 (2002), pp.545-559.

<sup>371</sup> Robert W. Cox, "Gramsci, Hegemony and International Relations: An Essay in Method," *Millennium – Journal of International Studies*. [e-journal] Vol. 12, No. 162 (1983); Robert W. Cox, "Critical Political Economy," dans B. Hettne (eds.), *International Political Economy. Understanding Global Disorder*. London & New Jersey: Zed Books, 1995, pp. 31-45; Robert W. Cox (with Michael G. Schechter), *The Political Economy of a Plural World: Critical Reflections on Power, Morals and Civilization*. New York: Routledge, 2002. 256p.

<sup>372</sup> Stephen Hobden et Richard Wyn Jones, « Les théories marxistes des relations internationales, » dans John Baylis, Steve Smith et Patricia Owen (sous la dir.), *La globalisation de la politique mondiale: Une introduction aux relations internationales*, pp. 139-156 (p. 147).

placent dans sa perspective, « il est profondément erronée de réduire l'analyse à la prise en considération des rapports économiques uniquement ou des facteurs politiques et des idées exclusivement. Ce sont les interactions qui comptent<sup>373</sup>. » Proche donc de la conception gramscienne de l'hégémonie, les luttes doxiques dont parle Bourdieu ont pour principal enjeu l'imposition de la vision légitime du monde social et ses principes de division.

Il en ressort que, pour Bourdieu, comme pour Gramsci, « le pouvoir de l'État n'est pas seulement coercitif mais [...] il se nourrit de l'approbation de ceux qui le subissent parce qu'ils considèrent comme légitime l'ordre qu'il fait régner<sup>374</sup> ». Le fait même de tenter de définir le pouvoir symbolique en faisant correspondre son efficacité à sa légitimité place ainsi clairement Bourdieu du côté d'auteurs critiques tels Gill et Law dont la notion de « *covert power* » se définit comme « un pouvoir indirect, persuasif, qui s'exerce à travers le contrôle des représentations ». Ce pouvoir dissimulé, qui accompagne l'« *overt power* », déclaré et évident, n'est par ailleurs rien d'autre que la « troisième dimension de la puissance » théorisée par Steven Lukes<sup>375</sup>.

#### **4. Contexte, capital, lieux communs et le pouvoir symbolique des grandes puissances**

Compte tenu de la difficulté d'attribuer une priorité causale à un seul élément responsable de l'expansion de la Chine, cette recherche a plutôt envisagé la question du défi posé par son émergence comme « l'ouverture d'une serrure à combinaison<sup>376</sup> » dont trois concepts extraits de

---

<sup>373</sup> Ibid.

<sup>374</sup> Gérard Dussouy, *Les théories de la mondialité. Traité des relations internationales, tome 3*, Paris, L'Harmattan, coll. Pouvoirs comparés, 2009, p. 41.

<sup>375</sup> Steven Lukes (edited by) *Power*, Oxford, Basil Blackwell, 1986.

<sup>376</sup> Formule empruntée à Robert Wade, "East Asian Economic Success: Conflicting Perspectives, Partial Insights, Shaky Evidence," *World Politics*, Vol. 44, No. 2 (Jan., 1992), pp. 270-320 (p. 312).

la sociologie de Bourdieu représentent autant de tours essentiels : contexte, capital, rhétorique (lieux communs ou récits). Ces trois concepts –contexte, capital, lieux communs– sont particulièrement utiles pour analyser l'émergence de la Chine et le défi que son ascension fulgurante pose pour la position stratégique des États-Unis dans le monde et l'ordre mondial occidental. Aux fins de clarté, le tableau suivant récapitule les types de contextes, les formes de capital et les lieux communs (récits) qui sont particulièrement utiles pour expliquer le succès des grandes puissances dans les « luttes doxiques » pour le pouvoir.

	<b>Luttes symboliques</b>	<b>Exemples</b>
Contexte	Crise, guerre, développements historiques, découvertes scientifiques, etc.	Guerres hégémoniques, déclin de la puissance économique et politique, crise de légitimation.
Capital	Luttes pour l'accumulation du capital (à la fois matériel et symbolique), y compris les luttes de redéfinir ou imposer la vision légitime du monde social et ses divisions	Ressources économiques, puissance militaire, réseaux d'alliés, notoriété, réputation, expertise, idéologie.
Lieux communs	Catégorisations, schèmes cognitifs, discours identitaires	Orthodoxie/hétérodoxie, gauche/droite, nord/sud, centre/périphérie

*Tableau 1. La lutte pour le pouvoir symbolique*

### *Contexte*

Quoiqu'absente des théorisations conventionnelles sur l'émergence de la Chine, la notion bourdieusienne de contexte a inspiré un certain nombre de chercheurs dans leurs analyses des facteurs qui déterminent le succès d'un acteur dans une « lutte doxique », encore une fois, au sens bourdieusien du terme. La notion de contexte réfère ici essentiellement à des développements historiques tels que le déclenchement de guerres ou des découvertes



scientifiques qui permettent aux agents de rendre leurs récits plus plausibles<sup>377</sup>. Bourdieu réfère encore plus clairement au contexte historique en termes des « conditions de possibilité<sup>378</sup> ». Emmanuel Adler est peut-être celui qui explique le mieux l'opérationnalisation de ce concept en politique internationale. Comme il le fait remarquer dans le cas des communautés épistémiques, le succès de telles communautés est « historiquement contingent ». Ces contingences historiques sont fournies par « l'état des technologies, la répartition de la puissance dans le système international, les structures politiques et procédures administratives nationales et les événements politiques, économiques et militaires<sup>379</sup> ». Les événements historiques tels que les crises internationales, les guerres, les nouvelles technologies introduites dans l'économie ou le militaire, et les changements perçus dans la puissance économique, politique et militaire peuvent aider les décideurs à voir ce qu'ils n'étaient pas en mesure de voir avant<sup>380</sup>.

Cet argument, Adler l'explique bien lorsqu'il souligne que, « à mesure que le contexte historique change, les théories ou propositions de politiques qui auparavant ne faisaient aucun sens [aux yeux] des politiciens peuvent acquérir tout à coup un sens politique (peut-être même urgent), devenant ainsi politiquement viables<sup>381</sup> ».

Frédéric Mérand propose une interprétation similaire de l'émergence de la politique commune de défense de l'Union européenne. Il en vient à la conclusion instructive selon laquelle « les entrepreneurs politiques sont susceptibles d'émerger surtout quand il y a un choc externe, très probablement une crise », ajoutant au passage qu'une telle « crise opère à un niveau

---

<sup>377</sup> Martin Senn and Christoph Elhardt, "Bourdieu and the bomb," op.cit.

<sup>378</sup> Voir Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, op.cit.

<sup>379</sup> Emmanuel Adler, "Cognitive evolution: A dynamic for the study of international relations and their progress," in Emmanuel Adler (ed.), *Communitarian International Relations: The Epistemic Foundations of International Relations*. London and New York: Routledge, 2005 [1991], pp. 65–88 (Citation: p.82).

<sup>380</sup> Ibid.

<sup>381</sup> Adler Emmanuel, "Cognitive evolution," ibid, p.82.

idéationnel général<sup>382</sup> ». Les choses, écrit-t-il, deviennent plus fluides lorsque, pour quelque raison, les relations de domination et de représentations symboliques sont compromises par un choc externe. « La crise au sein d'un champ ouvre la possibilité pour l'action et les changements structurels. Les acteurs disposant de ressources spécifiques peuvent être en mesure de remodeler stratégiquement le champ à leur avantage<sup>383</sup> ».

C'est en cela que le sociologue et philosophe allemand Jürgen Habermas peut aussi être une source d'inspiration complémentaire féconde. Ici n'est certainement pas le lieu indiqué pour procéder à une exégèse complète de la pensée d'Habermas. Au risque de caricaturer, il convient toutefois de souligner plusieurs similitudes entre sa théorisation et la perspective du pouvoir symbolique développée dans cette thèse. Pour Habermas, tout comme pour Bourdieu, le pouvoir politique est intimement lié à, et repose sur, la légitimité. Se référant à l'État, en particulier, il écrit que « l'activité gouvernementale peut trouver une limite *nécessaire* seulement dans les légitimations disponibles<sup>384</sup> ». Habermas insiste, par ailleurs, que la légitimité s'enracine ultimement dans les significations intersubjectives, les structures normatives et les institutions sociales qui favorisent l'intégration sociale<sup>385</sup>. En effet, « le déficit de légitimation signifie qu'il n'est pas possible de maintenir et d'établir, par le biais de mesures administratives les structures normatives effectives requises<sup>386</sup> ».

---

<sup>382</sup> Frédéric Mérand, "Pierre Bourdieu and the Birth of European Defense," op.cit, p. 349.

<sup>383</sup> Ibid, p. 352.

<sup>384</sup> Jürgen Habermas, *Raison et légitimité*, op.cit.

<sup>385</sup> Christian Reus-Smit, "International Crises of Legitimacy," *International Politics*, Vol. 44, No. 2, pp. 157-174 (Citation: p. 167).

<sup>386</sup> Ibid, p. 47.

Habermas définit les crises systémiques sociales comme des crises de légitimation<sup>387</sup>. «Les perturbations du système d'intégration, dit-t-il, mettent en danger l'existence continue (du système social) dans la mesure où l'*intégration sociale* est en jeu, c'est-à-dire lorsque les bases consensuelles des structures normatives sont tellement affaiblies que la société devient anémique<sup>388</sup> ».

Malgré la richesse des idées développées par Habermas, cette thèse s'intéresse exclusivement à ses réflexions sur les crises de légitimation qui affectent les systèmes sociaux, en particulier ceux du 'capitalisme avancé'. Ses réflexions illuminent les liens entre 'crise' et d'autres concepts d'inspiration bourdieusienne mobilisés dans cette recherche. Par exemple, comme faisant écho aux idées de Bourdieu, Habermas soutient que la légitimité est une sorte de façade ou d'écran qui est nécessaire à l'entretien d'un ordre social stable, particulièrement en termes de gestion des tensions entre le capitalisme et la démocratie<sup>389</sup>. « Les crises naissent, écrit-il encore, lorsque la structure d'un système social affronté à un problème admet moins de possibilités de solutions que le système n'en réclame pour se maintenir<sup>390</sup>. » Selon Habermas, « dans le capitalisme libéral, les crises apparaissent sous la forme de problèmes de régulation économique du système non résolus<sup>391</sup> ».

### *Capital*

Selon Bourdieu, dans les relations sociales, « le poids des différents agents dépend de leur capital symbolique, c'est-à-dire de la *reconnaissance*, institutionnalisée ou non, qu'ils reçoivent d'un

---

<sup>387</sup> Christian Reus-Smit, "International Crises of Legitimacy," op. cit.

<sup>388</sup> Jürgen Habermas, *Raison et légitimité*, p.13.

<sup>389</sup> Ibid.

<sup>390</sup> Ibid.

<sup>391</sup> Ibid, p. 47.

groupe<sup>392</sup> ». Il définit le capital symbolique comme « la forme qu'épousent diverses espèces de capital lorsqu'elles sont perçues et reconnues comme légitimes<sup>393</sup> ». Le pouvoir symbolique en tant qu'effet de ce capital est « le pouvoir de faire des choses avec des mots<sup>394</sup> ». Selon Bourdieu, un champ est caractérisé par la répartition de capital valorisé, qui détermine si des agents ont accès au champ, c'est-à-dire s'ils sont acceptés comme des acteurs légitimes et jouissent d'un certain degré de puissance/influence au sein du champ. Mais aussi le capital fonctionne comme le critère le plus important pour définir la position de l'agent dans la hiérarchie au sein d'un champ<sup>395</sup>. Le capital est de ce point de vue une 'arme' ou une 'ressource de pouvoir' qui peut être utilisée dans les luttes dans un champ particulier.

Analytiquement, le concept de capital peut être mis en œuvre de trois manières différentes<sup>396</sup>. Au lieu d'affirmer la primauté d'un type particulier de ressources de puissance en politique internationale, le concept de capital peut constituer le point de départ d'une discussion fructueuse sur les *points d'accès* à un domaine (ou champ). Par exemple, analysant le champ de la sécurité européenne, Trine Villumsen a trouvé que, lorsque le capital militaire était valorisé, certains acteurs dotés de grandes capacités militaires ont été reconnus comme des locuteurs performants dans le champ et ont acquis une position élevée dans la hiérarchie (le cas de l'OTAN pendant la guerre froide). De manière analogue, remarque-t-elle, lorsque de nouvelles formes de capital scientifiques se sont appréciées, une autre catégorie d'acteurs a été acceptée comme des intervenants légitimes dans le champ. De la sorte, la sélection par défaut de hauts

---

<sup>392</sup> Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, op. cit, 107. (Italique de l'auteur.)

<sup>393</sup> Pierre Bourdieu, "Social Space and Symbolic Power," op. cit, p. 17; Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, ibid, pp. 113-117 ; 241-243.

<sup>394</sup> Pierre Bourdieu, "Social Space and Symbolic Power," ibid., p. 23.

<sup>395</sup> Trine Villumsen, « Capitalizing on Bourdieu, » op.cit.

<sup>396</sup>Ibid, p. 2.

fonctionnaires pouvait se faire en réponse à la question de savoir quels acteurs détiennent les types de capital valorisé dans un champ<sup>397</sup>.

Deuxièmement, et à la lumière de ce qui précède, une attention soutenue à la notion de capital permet d'identifier et d'établir les frontières d'un champ, c'est-à-dire les critères de participation à ses activités et aux processus de prise de décision (*boundary-setting*)<sup>398</sup>. Troisièmement, le capital opère aussi comme le critère le plus important déterminant la position d'un acteur dans la hiérarchie au sein d'un champ<sup>399</sup>. Avec cet arrière-plan, cette recherche examine la façon dont différents types de capital sont devenus des ressources de pouvoir (valorisées) en politique internationale. En effet, comme l'écrivent Mérand et Pouliot,

Peu de gens en RI contestent l'existence d'une hiérarchie des États, certains riches en capital économique, d'autres en capital militaire et d'autres, finalement, en capital culturel (*soft power*). Ces formes de capital possèdent un taux de change qui permet, par exemple, à un pays comme les États-Unis de transformer sa suprématie économique et militaire en influence culturelle, mais aussi à un petit pays comme la Norvège d'utiliser sa réputation en « bons offices » qui rehaussent son capital politique au sein de la communauté internationale. Quant aux dizaines d'États qui sont dépourvus de ressources, ils ne peuvent que se plier aux règles du jeu<sup>400</sup>.

L'idée que les formes variées de capital possèdent un taux de change soulève, par ailleurs, la question de savoir comment leur convertibilité est assurée en premier lieu. En d'autres termes, par quels mécanismes transactionnels un acteur parvient à convertir, mettons, son capital militaire ou économique en capital politique ? Là réside peut-être l'une des faiblesses du cadre théorique de Bourdieu (ou, d'aucuns diront, l'un de ses avantages), dans la mesure où il ne propose pas de réponses précises concernant la fongibilité des ressources de puissance ou encore pourquoi certaines d'entre celles-ci seront plus valorisées que d'autres. Selon Bourdieu, la

---

<sup>397</sup> Ibid, p. 19.

<sup>398</sup> Ibid.

<sup>399</sup> Ibid.

<sup>400</sup> Frédéric Mérand et Vincent Pouliot, « Le monde de Pierre Bourdieu, » op. cit, p. 619.

classification et la fongibilité des ressources doivent être considérées dans le contexte du champ. Aucune classification ne peut a priori être déterminée, et aucune ressource n'a de qualités inhérentes qui en feraient *ipso facto* une ressource de puissance qui primerait les autres<sup>401</sup>. Comme l'a dit très justement un chercheur à ce sujet, employant la métaphore du jeu de cartes, « ce qui constitue une « bonne main » dans les jeux de cartes dépend de si l'on joue au poker ou au bridge<sup>402</sup> ». Prenons encore une fois l'exemple de l'OTAN : elle avait une bonne main en termes d'équilibre des puissances et de dissuasion –mais dans la nouvelle société à risque, il est devenu moins évident jusqu'à quel point la main de l'alliance est bonne<sup>403</sup>.

Il en résulte que la valeur des différentes ressources et l'objet des luttes au sein d'un champ sont déterminés par les règles historiquement constituées du jeu. Par exemple, dans l'après-guerre froide, les règles du jeu de la sécurité internationale ont évolué d'un mode externe de poursuite de la sécurité (basé sur l'équilibre) à un mode interne caractérisé par la paix démocratique et les droits de l'homme<sup>404</sup>. Ce changement doxique a considérablement modifié la valeur relative de ressources militaires vs symboliques comme, par exemple, la légitimité démocratique<sup>405</sup>.

La notion de Bourdieu de capital, en tant que principale ressource de pouvoir, jette un éclairage nouveau sur celle d'hégémonie en politique internationale. L'hégémonie, prise dans cette acception bourdieusienne, renvoie non seulement aux capacités matérielles concentrées et

---

<sup>401</sup> Ibid.

<sup>402</sup> D. A. Baldwin, "Power and International Relations," in W. Carlsnaes, T. Risse, and B. A. Simmons (eds.), *Handbook of International Relations*. London: Sage, 2002, pp. 177-191.

<sup>403</sup> Trine Villumsen, *Capitalizing on Bourdieu*, op. cit, p. 19.

<sup>404</sup> Alexandra Gheciu, *NATO in the 'New Europe': The Politics of International Socialization after the Cold War* (Stanford: Stanford University Press, 2005); Vincent Pouliot, *International Security in Practice: The Politics of NATO-Russia Diplomacy*. New York: Cambridge University Press, 2010, pp. 150–55.

<sup>405</sup> Iver B. Neumann and Vincent Pouliot, "Untimely Russia: Hysteresis in Russian-Western Relations over the Past Millennium," *Security Studies*, Vol. 20, No. 1, 2011, pp. 105-137 (voir pp. 110-111).

processus de domination physique, mais aussi au contrôle idéologique au moyen du quasi-monopole de la puissance hégémonique sur la production de capital social (réseaux d'alliés), culturel (soft power) et capital symbolique (légitimité)<sup>406</sup>. Grâce à ces mécanismes immatériels de la domination sociale et de la reproduction, l'hégémon s'assure que le caractère arbitraire de l'ordre social est ignoré ou posé comme naturel, ce qui justifie la légitimité des structures sociales existantes<sup>407</sup>.

Déterminer si un agent a une « bonne main » dépend donc de la nature du jeu en train de se jouer et de la fongibilité de son capital. Le cas de l'OTAN déjà cité mérite qu'on y revienne un instant car il peut être instructif pour notre analyse. Mise sur la défensive lorsque le capital militaire a été dévalué après 1990, l'alliance a quand même pu mettre à profit ses structures de prise de décision et atouts institutionnels dont elle a fait des ressources de puissance qui pouvaient être facilement converties et opérer dans les nouveaux paramètres de sécurité. « Cela a été l'atout le plus puissant de l'OTAN lorsque l'alliance a tenté de convertir sa capacité militaire de la guerre froide en capacités de gestion de crise ou de capital humanitaire pendant la crise du Kosovo et plus tard, quand l'OTAN et l'Union européenne (UE) se disputèrent la position de leader dans la sécurité européenne<sup>408</sup> ». Il en va de même de la suprématie militaire de la puissance américaine dont l'utilité politique a été remise en question après son invasion de l'Afghanistan en 2001 et de l'Irak en 2003. Les États-Unis se sont mués à nouveau en un acteur important de la sécurité internationale grâce à une stratégie de reconversion et de redéfinition.

---

<sup>406</sup> Randall L. Schweller and Xiaoyu Pu, "After Unipolarity," op. cit, p. 49.

<sup>407</sup> Voir, en particulier, Pierre Bourdieu, *Esquisse d'une théorie de la pratique, précédé de trois études d'ethnologie Kabyle* (Genève: Droz, 1972); Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, op.cit.

<sup>408</sup> Trine Villumsen, *Capitalizing on Bourdieu*, op. cit.

Les relations internationales (et en particulier le domaine de la sécurité) ont longtemps été structurées autour du capital militaire (secondé par le capital économique) et du capital scientifique (réaliste), mais ces types de capital ont fait l'objet d'une reconfiguration depuis les années 1990. En matière de sécurité européenne, par exemple, d'autres formes de capital sont devenues importantes : de nouvelles formes de capital scientifique et de capital social ont joué un rôle de plus en plus important et ont contribué à un remaniement de la hiérarchie.

Suivant cette ligne de réflexion, cette thèse s'intéresse à la manière dont l'idéologie et l'approche illibérale chinoise (chapitre 4) est devenue une forme de capital valorisée dans la période post-guerre froide aux côtés d'autres types de capital. « Idéologie » s'entend ici au sens bourdieusien de l'ensemble des idées, des normes et d'autres connaissances qui sont généralement acceptées comme évidentes à l'intérieur d'une situation sociale, ce que Bourdieu désignait par la notion de *doxa*. « Invisible, non dite, la doxa est peut-être le principal facteur d'inertie au sein des champs, puisqu'elle renforce le statu quo qui profite aux dominants », expliquent Mérand et Pouliot<sup>409</sup>. Ce qui leur fait dire, à la suite de plusieurs auteurs, que « Bourdieu n'est pas très éloigné d'autres penseurs critiques en RI, notamment [Stephen] Gill et [Robert] Cox avec leur conception néo-gramscienne de l'hégémonie<sup>410</sup>. ».

La doxa, ainsi définie, est réminiscente de celle de Karl Marx de l'idéologie, décrite comme « *the illusion of that epoch* ». Pour citer Michael C. Williams, dans une veine similaire, « [m]odern politics places a premium on the realm of ideas, on 'ideology' in its broadest sense, because it is inseparable from competing visions of the future, the good, and how to get

---

<sup>409</sup> Frédéric Mérand et Vincent Pouliot, «Le monde de Pierre Bourdieu: éléments pour une théorie sociale des relations internationales,» op. cit, p. 620.

<sup>410</sup> Ibid.



there<sup>411</sup>. » William cite Irving Kristol qui émet l'hypothèse selon laquelle la politique moderne est inévitablement idéologique

en ce sens qu'elle se compose de croyances politiques dont l'attitude envers l'avenir est mélioristique, ou "progressiste" comme l'on dit. Il est impossible à n'importe quel ensemble de croyances politiques, à l'époque actuelle, de mobiliser des sentiments populaires sans une telle orientation fondamentale. En ce sens, toutes les sociétés modernes, de quelque façon qu'elles se conçoivent elles-mêmes, se tiennent pour progressistes. La rare exception –un régime ouvertement « réactionnaire », s'inspirant du passé révolu –est à juste titre perçue comme absurde et comme anachronisme passager, le plus souvent répugnant<sup>412</sup>.

La raison pour laquelle la politique moderne est si essentiellement idéologique, fait encore remarquer Kristol, est que la réalité moderne –économique, sociale, technologique, intellectuelle, politique –ne permet pas qu'il en soit autrement<sup>413</sup>. Les théories conventionnelles des relations internationales, à de rares exceptions près, laissent pourtant en jachère ce terrain essentiel sur lequel se déploient les luttes doxiques de la politique moderne. Elle est, dans les termes de Kristol, "an intrinsic and indispensable part of the broad struggle over 'the key question: who owns the future?'<sup>414</sup>".

Les luttes doxiques ou symboliques, dans le contexte de cette thèse, concernent des questions fondamentales de l'économie politique, englobant les débats sur les mérites de différents types de capitalisme, différentes stratégies de développement et différents modes de gouvernance. Elle s'étend aussi, comme l'observe Anthony Payne, sur le terrain de la politique étrangère et des relations internationales<sup>415</sup>. Par conséquent, afin de dresser un tableau complet des luttes doxiques dans l'ordre mondial contemporain, nous devons examiner l'attraction et la

---

<sup>411</sup> Michael C. Williams, *Culture and Security. Symbolic Power and the Politics of International Security*. London: Routledge, 2009, p.94.

<sup>412</sup> Irving Kristol, *Réflexions d'un néo-conservateur*. Paris: PUF, 1987, p.8

<sup>413</sup> Ibid.

<sup>414</sup> Ibid, p. 253-6 (Cité dans Michael C. Williams, *Culture and Security*, op.cit, p.95.).

<sup>415</sup> Anthony Payne, *The Global Politics of Unequal Development*. Hampshire: Palgrave Macmillan, 2005, p. 73.

cohérence des idéologies conventionnelles sur lesquelles celui-ci s'appuie et l'émergence d'idéologies qui visent à les contester<sup>416</sup>.

### *Lieux communs*

Bourdieu s'entendait avec Weber pour affirmer constamment que les pratiques sociales exigent presque toujours une forme quelconque de justification et que des « figures » ou structures de pouvoir sont intimement liées aux stratégies de légitimation<sup>417</sup>. Dans ce contexte, le concept du pouvoir symbolique vise à expliquer le fonctionnement des techniques et mécanismes de légitimation. Par rapport aux notions conventionnelles de la puissance (les formes 'overt' en particulier), cela représente une qualité distinctive indéniable. En effet, comme déjà indiqué, les analyses basées sur le hard power et le soft power ne sont souvent pas efficaces pour révéler les moyens précis par lesquels la légitimité de certaines formes de puissance et de certains intérêts est générée<sup>418</sup>. Un examen explicite de la relation entre langage et pouvoir et les mécanismes par lesquels les idées sont légitimées sont négligés dans les recherches axées sur le hard power et le soft power<sup>419</sup>.

Bien que Bourdieu admettait que l'évaluation du processus de légitimation dans l'exercice du pouvoir symbolique ne relève pas d'un mouvement automatique, il suggérait trois pistes de solutions : une attention soutenue (1) aux propriétés d'un discours « autorisé », (2) aux propriétés de l'énonciateur du discours, et (3) aux propriétés des institutions qui fournissent

---

<sup>416</sup> Ibid, p. 95.

<sup>417</sup> Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, op.cit; Matthew Eagleton-Pierce, *Symbolic Power in the World Trade Organization*, op.cit.

<sup>418</sup> Voir, pour une analyse similaire, Matthew Eagleton-Pierce, *Symbolic Power in the World Trade Organization*, ibid.

<sup>419</sup> Ibid.

l'ancrage à l'énonciateur à son discours<sup>420</sup>. Car, pour Bourdieu, les mots en soi ne portent aucun pouvoir intrinsèque. Autrement, comme le souligne Matthew Eagleton-Pierce, le pouvoir symbolique est généré uniquement quand il y a « une croyance dans la légitimité des mots et de la personne qui les profère, une croyance que les mots eux-mêmes ne peuvent pas produire ». En résumé, c'est uniquement lorsque l'on étudie la légitimité de certaines formes de langage qu'on peut mieux saisir comment certains intérêts politiques, idées, et pratiques deviennent reconnus comme « acceptables », alors que d'autres sont tout simplement « ignorés »<sup>421</sup>.

Cela m'amène au dernier concept central à l'analyse entreprise dans cette recherche, celui de lieux communs, qui est particulièrement utile pour étudier le rôle mondial émergent de la Chine. Les lieux communs sont des récits que les gens inventent afin de donner du sens à leur vie et leurs environnements<sup>422</sup>. Quelques exemples de lieux communs en politique internationale concernent les causes principales du sous-développement des pays du Sud, les solutions appropriées à leurs problèmes (voir chapitres 4 et 5), et l'idée selon laquelle les pays du Nord sont en grande partie responsables du sort des pays du Sud. Les lieux communs comprennent un cadre (cognitif) central ou une combinaison d'images<sup>423</sup>. Comme l'expliquent plusieurs auteurs tels que Barnett et Finnemore, « les cadres sont des objets sociaux ». Ils existent dans l'esprit des individus, mais ils sont également intégrés dans les institutions, les pratiques, les discours, les technologies et les routines sociales. Ils peuvent consister en des idéologies (comme le

---

<sup>420</sup> Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, op. cit; Matthew Eagleton-Pierce, *Symbolic Power in the World Trade Organization*, op.cit.

<sup>421</sup> Matthew Eagleton-Pierce, *Symbolic Power in the World Trade Organization*, op.cit.

<sup>422</sup> Severine Autesserre, *Peaceland: Conflict Resolution and the Everyday Politics of International Intervention*. Cambridge: Cambridge University Press, 2014, p. 33.

<sup>423</sup> Ibid, p. 34.

libéralisme), postulats et définitions qui sont tenus pour vrais, ou des définitions partagées de l'environnement.

Les récits ou lieux communs sont socialement construits sur de longues périodes de temps. Les lieux communs interagissent avec les pratiques. Mais, comme le relève Autesserre, les lieux communs découlent parfois des pratiques. (Exemple : l'idée que la coopération entre pays du sud depuis Bandung est solidaire...). En outre, les pratiques renforcent les récits et soutiennent les récits dominants qui existent déjà. A l'inverse, certains récits dominants favorisent aussi et justifient des pratiques spécifiques<sup>424</sup>.

Les lieux communs alimentent ce que Bourdieu appelait *illusio*, ou la « raison d'être » qui structure les clivages importants traversant un champ donné, ou dans ses termes propres, « les principes de vision et de division ». « Every field stimulates a certain interest, an *illusio*, in the shape of an explicit recognition of what is at stake in the field and how the actors in the field play the field power game<sup>425</sup>. » Dans le champ politique, l'*illusio* serait l'aspiration du politicien à se faire élire, tandis que les dimensions progressive-conservative et gauche-droite en seraient les clivages les plus importants<sup>426</sup>. Alain Noël et Jean-Philippe Thérien offrent une explication similaire des lignes de fracture de la politique internationale, lorsqu'ils soutiennent l'hypothèse selon laquelle « la politique mondiale est d'abord un débat entre la gauche et la droite<sup>427</sup> ». Autrement dit, afin de comprendre comment opère un champ et ce qui motive les acteurs à y

---

<sup>424</sup> Ibid.

<sup>425</sup> Pierre Bourdieu, *The Social Structures of the Economy*. Cambridge: Polity Press, 2005, p.9. Voir également Richard Swedberg, « The Economic Sociologies of Pierre Bourdieu, » *Cultural Sociology*, Vol. 5, No. 1 (2011), p. 67–82 (Citation: p.78).

<sup>426</sup> Frédéric Mérand, « Pierre Bourdieu and the Birth of European Defense, » op.cit, p.351.

<sup>427</sup> Alain Noël et Jean-Philippe Thérien, *La gauche et la droite: un débat sans frontières*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 2010.

jouer un rôle, on doit observer simultanément les structures de puissances et les schèmes de perception et d'action qu'elles produisent<sup>428</sup>.

Il découle de ce qui précède que les acteurs doivent faire une mobilisation stratégique de leur capital, par exemple sous la formes de lieux communs rhétoriques, s'ils veulent l'emporter dans une « lutte doxique ». En plus d'un capital symbolique qui leur procure d'être *écouté*, les protagonistes doivent également pouvoir emballer leurs discours d'une manière qui les rende attrayants aux auditoires pertinents. Et, pour être attrayants et opérer comme vecteurs de changement, les récits doivent intégrer les significations déjà établies au sein d'un champ ou des 'connaissances doxiques'<sup>429</sup>.

De cette compréhension découle une autre prémisse centrale de cette recherche, à savoir que l'interprétation du monde social produit des significations à la fois objectives et subjectives<sup>430</sup>. Selon la plupart des chercheurs, les premières sont des propriétés susceptibles d'être interprétées de la même manière par tous, tandis que les secondes sont « le produit de luttes symboliques antérieures et expriment, sous une forme plus ou moins transformée l'état des rapports de force symboliques<sup>431</sup> » qui reflètent des relations de pouvoir objectives.

Plus concrètement, les luttes symboliques pour interpréter le monde social, « pour imposer la vision du monde légitime », renvoie souvent à un passé idéalisé ou à une projection dans le futur<sup>432</sup>. Karl Marx disait que « les philosophes n'ont fait qu'interpréter diversement le

---

<sup>428</sup> Frédéric Mérand, "Pierre Bourdieu and the Birth of European Defense," op. cit.

<sup>429</sup> Voir Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, op.cit.

<sup>430</sup> Julie M. Feinsilver, *Healing the Masses: Cuban Health Politics at Home and Abroad*. Berkeley, CA: University of California Press, 1993, p. 22.

<sup>431</sup> Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, op. cit, p. 300.

<sup>432</sup> Ibid, p. 301.

monde », mais que « ce qui importe, c'est de le transformer<sup>433</sup> ». Sauf que, nous rappelle David Apter, « la façon de changer le monde est de le réinterpréter<sup>434</sup> ». C'est aussi ce que dit Bourdieu lorsqu'il affirme que « pour changer le monde, il faut changer les manières de le façonner, autrement dit, la vision du monde et les opérations pratiques par lesquelles les groupes sont produits et reproduits<sup>435</sup> ». Bourdieu va jusqu'à souligner que la forme par excellence du pouvoir symbolique réside dans le pouvoir d'« inventer des groupes (qui sont déjà établis et doivent être consacrés ou qui ne sont pas encore constitués comme le prolétariat marxiste)<sup>436</sup> ».

Dans le cas de la Chine, ses relations avec la plupart des régions du monde en développement s'enracinent dans une histoire aux racines parfois très anciennes<sup>437</sup>. Cette histoire a constamment été réécrite et réinterprétée à des fins idéologiques et politiques, et à la lumière des objectifs de la Chine qui entend se projeter sur la scène mondiale comme une puissance bienveillante, c'est-à-dire différente de celles occidentales passées et présentes<sup>438</sup>. Comme le disait Bourdieu,

Les catégories de perception du monde social sont, pour l'essentiel, le produit de l'incorporation des structures objectives de l'espace social. En conséquence, elles inclinent les agents à prendre le monde social tel qu'il est, à l'accepter comme allant de soi, plutôt qu'à se rebeller contre lui, à lui proposer de possibles différents, voire antagonistes<sup>439</sup>.

---

<sup>433</sup> Karl Marx, "Theses on Feuerbach," in Robert C. Tucker (ed.), *The Marx-Engels Reader* (New York: Norton, 1972), p. 109.

<sup>434</sup> David Apter, "The New Mytho/Logics and the Specter of Superfluous Man," *Social Research*, Vol. 52, No. 2 (Summer 1985), pp. 269-307 (pp. 269-270).

<sup>435</sup> Pierre Bourdieu, "Social space and symbolic power," op.cit, p. 23.

<sup>436</sup> Ibid.

<sup>437</sup> Chris Alden and Cristina Alves, "History and Identity in the Construction of China's Africa Policy," *Review of African Political Economy*, Vol. 35, No. 115, 2008, pp. 43-58; Chris Alden and Daniel Large, "China's Exceptionalism and the Challenges of Delivering Difference in Africa," *Journal of Contemporary China*, Vol. 20, No. 68 (2011), pp. 21-38; Philip Snow, *The Star Raft: China's Encounter with Africa*, London: Weidenfeld & Nicholson, 1988.

<sup>438</sup> Voir, dans le cas de l'Afrique, Mamoudou Gazibo et Olivier Mbabia, "How China Seduces Africa," op. cit, p. 24).

<sup>439</sup> Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, op. cit, p. 300.

Il disait encore :

La connaissance du monde social et, plus précisément, les catégories qui la rendent possible sont l'enjeu par excellence de la lutte politique, lutte inséparablement (sic) théorique et pratique pour le pouvoir de conserver ou de transformer le monde social en conservant ou en transformant les catégories de perception de ce monde<sup>440</sup>.

Ces explications m'amènent à considérer les relations entre les notions d'*identité* et de *pouvoir symbolique*. Dans la pensée de Bourdieu, la question de l'identité est rendue en particulier à travers le concept d'*habitus*, lequel opère comme un dépositaire de la mémoire collective dans un champ, soudant les acteurs dans leur comportement social. Comme l'écrit Stefano Guzzini, "since agents are part and positioned in different fields, their multiple habitus allow for a wider understanding of this identity or subjectivity<sup>441</sup>."

Capitalisant sur une des hypothèses centrales aux analyses constructivistes, cette recherche partage la conviction que l'identité et l'action sont inextricablement liées. Plutôt que d'être figées et intrinsèquement données, les identités sont ainsi définies comme étant variables et constituées à travers des processus sociaux relationnels. Comme l'écrit Michael C. Williams, "[p]erceptions of the situation in which actors find themselves and the courses of action which they view as reasonable to pursue are constructed in the context of their identities<sup>442</sup>." Les identités sont donc, par définition, liées à des relations de pouvoir. « A specific identity, écrit encore Williams, especially one tied to claims of expertise and/or legitimate authority, is not only a source of identity-constitution, it is in a very direct sense a source of social power<sup>443</sup>."

---

<sup>440</sup> Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, pp. 302-303.

<sup>441</sup> Stefano Guzzini, "Applying Bourdieu's Framework of Power Analysis to IR: Opportunities and Limits," Paper presented at International Studies Association Convention, San Diego, CA, March 22-25, 2006, p.9.

<sup>442</sup> Michael C. Williams, *Culture and Security*, op. cit, p.68.

<sup>443</sup> Ibid.

Une façon de s'en rendre compte, suggère Williams, est d'observer les récits. Comme le dit en effet Ringmar, « narrative conceptions focus on the ways in which identities are constructed, maintained and transformed through the telling of 'constitutive stories'<sup>444</sup> ».

These narratives provided a context of meaning within which an actor's identity, the situation within which they are located, and the actions deemed reasonable or appropriate to both, are knitted together within a coherent (if multi-variant and open-ended) whole<sup>445</sup>.

Difficile d'imaginer meilleure expression de la notion d'identité et de son rôle dans les relations sociales qu'en politique internationale, et en particulier dans la période post-guerre froide. En dépit du discours libéral très à la mode sur la globalisation et l'hypothèse qu'il engendre quant à la disparition des frontières étatiques, la littérature conventionnelle, comme le note Anthony Payne, est toujours parsemée de ces références à la position des « pays en développement », l'intransigeance des pays du « nord » ou les problèmes de la « périphérie ».

Dans la pensée conventionnelle, à la fois conservatrice et libérale, poursuit-il, la dichotomie favorite du moment est devenue celle de « l'Occident contre le Reste ». Il cite en appui Samuel Huntington dont une section entière du fameux article « The Clash of Civilizations ? » proclame précisément que l'Occident s'est hissé à « an extraordinary peak of power in relation to other civilizations », avec ses pays dominants maintenant « extraordinary close relations with each other to the exclusion of lesser and largely non-Western countries<sup>446</sup> ».

Dans la même veine, Robert Kagan « a tracé une distinction encore plus dramatique entre, d'une part, le monde des États libéraux « occidentaux », bien confortablement établis, pacifiques et le « dark world » de « gangster states » minés sous la pression combinée des

---

<sup>444</sup> Erik Ringmar, *Identity, Interest and Action*. Cambridge: Cambridge University Press, 1996, p.76. (Cité dans Williams, *ibid.*)

<sup>445</sup> Michael C. Williams, *Culture and Security*, op. cit, p.69.

<sup>446</sup> Samuel P. Huntington, "The Clash of Civilizations," *Foreign Affairs*, Vol. 72, No. 3 (1993), pp.22-49.



problèmes de croissance démographique, d'urbanisation, de dégradation de l'environnement et du sous-développement. Payne mentionne enfin Martin Wolf, le célèbre chroniqueur du *Financial Times* qui nous exhorte : « [to] think of limousine driving through an urban ghetto ». « Inside, dit Wolf, is the post-industrial world of Western Europe, North America, Australia, Japan and the emerging Pacific Rim. Outside are all the rest<sup>447</sup>. » L'image dans tout cela, commente Payne, est très claire :

Interestingly, much the same mind-set, albeit from a diametrically opposed moral stance, can be seen in the thinking that has lately identified and made fashionable the notion of a “Global South”. Beloved by the NGO movement and some of its academic followers despite the obvious linguistic contradiction at the heart of the term, the concept the “Global South” also sweep up a mass of divergent cultures, histories and predicaments into the problematic, which is then distinguished, at least implicitly, from the historic role and responsibilities of the “Global North”<sup>448</sup>.

Ainsi, le dernier des trois théorèmes du ‘consensus de Pékin’, résumés par Joshua Cooper Ramo, s'éclaire-t-il mieux à la lumière de ces points de vue convergents qui ne peuvent être considérés comme de simples outils analytiques ou revendications empiriques. En se faisant le chantre d'une “auto-détermination qui souligne la nécessité d'isoler les grandes puissances hégémoniques qui peuvent être tentées de marcher sur nos orteils”, le consensus de Pékin prétend parler au nom de tous ces peuples du monde en développement qui peuvent, à un titre ou à un autre, s'identifier facilement sous le concept-parapluie de « Sud global ». Cet usage sémantique est à la fois une puissante stratégie symbolique et une stratégie de pouvoir symbolique, pour emprunter à Michael C. Williams son élégante formulation<sup>449</sup>. En effet, rappelait Bourdieu dans sa conceptualisation du pouvoir symbolique :

Toute une série d'effets symboliques qui s'exercent tous les jours dans la politique reposent sur cette sorte de ventriloquie usurpatrice, consistant à faire parler ceux au

---

<sup>447</sup> Martin Wolf, “The View from the Limousine,” *Financial Times*, 7 November 2001.

<sup>448</sup> Anthony Payne, *The Global Politics of Unequal Development*, op. cit, p.232.

<sup>449</sup> Michael C. Williams, *Culture and Security*, op. cit, p.110.

nom de qui on parle, à faire parler ceux au nom de qui on a le droit de parler, à faire parler le peuple, au nom de qui on est autorisé à parler<sup>450</sup>.

Autrement dit, pour faire éprouver la nécessité dans son rôle de « mandataire » du Sud global, la Chine recourt à une stratégie que Bourdieu, citant Nietzsche dans *L'Antéchrist*, appelle une stratégie du « dévouement impersonnel ». Ou, mieux, c'est ce que Bourdieu appelle l'« effet d'oracle », « grâce auquel le porte-parole fait parler le groupe au nom duquel il parle, parlant ainsi avec toute l'autorité de cet absent insaisissable<sup>451</sup>... ».

Le mérite de ces remarques de Bourdieu réside moins dans une quelconque invalidation des « formes manifestes » (*overt*) du pouvoir que dans un effort original de démasquer la dimension symbolique du discours politique (*covert*). Il faisait remarquer à ce propos :

Dans le domaine symbolique, les coups de force se traduisent par des *coups de forme* [son italique] –et c'est à condition de le savoir que l'on peut faire de l'analyse linguistique un instrument de critique politique, et de la rhétorique une science des pouvoirs symboliques<sup>452</sup>.

En prétendant parler au nom des pays du Sud global, les idéaux du consensus de Pékin ne sont pas justes ceux d'un pays, en l'occurrence la Chine : ils reflètent les desiderata de toute une catégorie de pays, des prescriptions qui doivent être tenues pour vraies et être suivies si ceux-ci veulent réaliser le progrès et ainsi s'affranchir du joug de l'impérialisme. Ainsi, le consensus de Pékin non seulement prétend-il refléter les aspirations d'un groupe, il démontre aussi une dimension classique de l'identité comme stratégie politique dans laquelle la prétention à l'« authenticité » –la position unique qui habilite à connaître réellement le Sud global et à lui parler et à parler en son nom en opposition à ceux qui le font tout en l'ignorant– devient un véritable enjeu d'une action politique. Dans le contexte de la politique intérieure américaine, ces

---

<sup>450</sup> Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, ibid., p. 269.

<sup>451</sup> Ibid.

<sup>452</sup> Ibid. p. 271.

conceptions de l'identité et des structures de représentations ont été cruciales dans la production du capital culturel et du pouvoir symbolique et de l'impact du néo-conservatisme sur la politique étrangère et les politiques de sécurité<sup>453</sup>.

## 5. Clarification des hypothèses

En introduction, nous avons esquissé trois hypothèses en lien avec les trois variables autour desquelles s'articule le cadre théorique développé dans ce chapitre. Il est maintenant possible de les énoncer plus clairement, en gardant à l'esprit la principale question qui guide cette recherche, à savoir : qu'est-ce qui explique qu'un consensus sur les effets positifs de la puissance chinoise et de son discours illibéral a pu émerger dans le monde dans la période post-guerre froide y compris dans certaines sociétés démocratiques et poser un défi à l'hégémonie américaine, alors même que la Chine demeure un pays en développement dirigé par un régime autoritaire ?

Compte tenu de la difficulté d'attribuer une priorité causale à un seul élément responsable de l'expansion de la Chine et du défi qu'elle pose, cette recherche a plutôt envisagé la question comme « l'ouverture d'une serrure à combinaison<sup>454</sup> » dont les trois concepts extraits de la sociologie de Bourdieu représentent autant de tours essentiels : contexte, capital, rhétorique (lieux communs ou récits).

### 4.1 *Hypothèse 1 : le contexte historique ou les conditions de possibilité*

Lorsqu'elle émerge, l'affirmation d'une puissance rivale dépend d'un contexte international favorable qui conduit à une délégitimation de l'autorité mondiale de la puissance hégémonique et

---

<sup>453</sup> Michael C. Williams, *Culture and Security*, op. cit, p.111.

<sup>454</sup> Formule empruntée à Robert Wade, "East Asian Economic Success: Conflicting Perspectives, Partial Insights, Shaky Evidence," *World Politics*, Vol. 44, No. 2 (Jan., 1992), pp. 270-320 (p. 312).

de l'ordre mondial existant. Cette phase de délégitimation, qui apparaît normalement avant le point d'inflexion d'une transition de puissance, crée les conditions pour l'émergence à terme d'une coalition anti-hégémonique révisionniste.

Au cours de cette phase, la puissance émergente exprime son insatisfaction vis-à-vis de l'ordre existant ainsi que les revendications qui seront au fondement d'un nouvel ordre mondial. Cette phase s'insère dans le modèle cyclique plus vaste décrit par les réalistes et qui peut comprendre plusieurs étapes<sup>455</sup>.

Les actions entreprises par la puissance émergente (la Chine, qui a exprimé ses ambitions ainsi que sa vision d'un nouvel ordre mondial) pour contester l'autorité de l'hégémon peuvent se situer à deux niveaux : une rhétorique de délégitimation (discours de résistance) et adoption de stratégies (la pratique de la résistance) qui rendent difficiles et coûteuses les actions de la puissance hégémonique. Le discours et la pratique de délégitimation se rétro-alimentent et sont nécessaires à une prochaine phase d'équilibrage.

#### 4.2 *Hypothèse 2 : le capital symbolique*

La projection nationale et internationale de la puissance émergente dépend aussi de l'accumulation d'une énorme quantité de capital symbolique qui lui permet d'être écoutée sur la scène internationale. Dans le système international, les grandes puissances sont celles qui détiennent la plus grande quantité de capital symbolique. Leur capital symbolique découle de la perception favorable selon laquelle elles ont la « capacité d'apporter des réponses à des

---

<sup>455</sup> A la suite de Modelski, les réalistes distinguent généralement cinq phases classiques: (1) un ordre stable, (2) la déconcentration et la délégitimation de la puissance de l'hégémon, (3) la modernisation militaire et la construction d'alliances, (4) la résolution de crise internationale à travers la guerre hégémonique, et (5) le renouvellement du système. Voir Randall L. Schweller and Xiaoyu Pu, "After Unipolarity: China's Visions of International Order in an Era of U.S. Decline," *op.cit.*, p. 44.

problèmes d'organisation politique, économique ou sociale sans réelle volonté d'en étendre les 'bienfaits' au reste du monde, mais dont le succès à l'intérieur du cadre national conduit des acteurs extérieurs à vouloir s'en inspirer<sup>456</sup> ».

Dans la période post-guerre froide, le pouvoir symbolique de la Chine vient de la perception répandue qu'elle est une puissance « capable d'apporter une réponse globale et cohérente à l'énigme du monde' et de déployer les ressources symboliques et matérielles indispensables à sa résolution<sup>457</sup> ».

La présente thèse se concentre, à cet effet, principalement sur le sens de la puissance chinoise, c'est-à-dire l'incroyable ascension de la Chine depuis le lancement des politiques de « réforme et d'ouverture » et l'idée d'un « consensus de Pékin » qu'elle inspire dans le monde en développement en particulier comme capital symbolique.

#### 4.3 *Hypothèse 3 : les lieux communs ou la mobilisation stratégique du capital*

Pour projeter efficacement leur puissance, les États émergents doivent la légitimer et dans l'acte de légitimation de leur puissance, ils doivent faire une mobilisation stratégique de leur capital, par exemple sous la forme de lieux communs rhétoriques. D'autres États doivent reconnaître leur puissance sur eux vu que la légitimation peut uniquement être conférée par autrui.

Les discours officiels et semi-officiels<sup>458</sup> chinois ont historiquement fait largement usage de lieux communs, tant sur le plan national qu'international, pour légitimer la puissance chinoise.

---

<sup>456</sup> Zaki Laïdi, "Sens et puissance dans le système international," op.cit, p. 18.

<sup>457</sup> Ibid, p. 15.

<sup>458</sup> Cette expression renvoie ici à tout discours qui peut être produit par des voies autorisées (medias chinois, personnalités proches du régime chinois, livres produits par des intellectuels tolérés par le régime communiste) qui, tout en n'étant pas nécessairement officielles, traduisent une position qui est partagée par le leadership chinois ou, du moins, à laquelle il se montre sympathique.

De manière nécessairement arbitraire, cette recherche se concentre en particulier sur la valeur stratégique, dans les discours chinois, de notions comme l'histoire, l'identité, ainsi que celles de puissance du Sud, de pays en développement ou de coopération 'gagnant-gagnant'.

#### 4.4 Méthode d'analyse

Plus souvent qu'autrement, les théories des relations internationales ont mis l'accent sur la forme 'manifeste' (*overt*) de la puissance<sup>459</sup>, au détriment de la forme 'déguisée' (*covert*). Tenant compte des contraintes et exigences de la sociologie de la pratique de Bourdieu, cette thèse utilise une approche basée sur une combinaison de méthodes (*mixed methods*) afin de 'dévoiler' la face symbolique ou 'cachée' (*covert*) de la puissance chinoise dans les relations internationales<sup>460</sup>. Une telle tâche requiert de l'inventivité. En effet, selon Bourdieu, la connaissance pratique peut être produite de manière interprétative au moyen d'une variété de méthodes: les pratiques peuvent être « vues » (observation participante), « dites » (entretiens) ou « lues » (analyse textuelle)<sup>461</sup>. Cette recherche privilégie, sans toutefois s'y limiter, cette dernière méthode de recherche (analyse textuelle) à travers l'analyse du discours et des décisions de politique internationale de la Chine. Il est généralement admis que les « déclarations officielles des autorités de Pékin sont chargées d'un poids sémantique et symbolique rarement laissé au hasard », d'où l'idée de les utiliser « comme autant de signes d'évolution et surtout des intentions de ce pays »<sup>462</sup>. Seront également mobilisées aux fins d'analyse les nombreuses études

---

<sup>459</sup> Voir Michael Barnett and Raymond Duvall, "Power in International Politics," op. cit. Pour une des rares exceptions, voir: Steven Lukes (edited by), *Power*, op.cit.

<sup>460</sup> Voir, à ce sujet, Vincent Pouliot, "Methodology: Putting Practice Theory into Practice," dans Rebecca Adler-Nissen (ed.), *Bourdieu in International Relations: Rethinking Key Concepts in IR*. London and New York: Routledge, 2013, pp. 45-58.

<sup>461</sup> Ibid, 48.

<sup>462</sup> Jean-Pierre Cabestan, *La politique internationale de la Chine*, op. cit, p. 36.

fournies par les experts chinois en politique étrangère ou sur les questions de sécurité, lesquelles peuvent constituer « autant d'indications supplémentaires des changements d'approche comme des débats au sein des cercles dirigeants<sup>463</sup> ».

Néanmoins, comme le font observer très judicieusement certains chercheurs, « décortiquer le discours ne suffit pas, surtout en Chine, une société où, plus encore qu'ailleurs, le langage est un habillage mouvant et éphémère de la réalité ». C'est pourquoi, il est primordial de comprendre tant les décisions que les actes du gouvernement de Pékin, dans la mesure où « ceux-ci laissent apparaître la prudence, les hésitations, et aussi les vulnérabilités d'un pouvoir bien moins sûr de lui-même et de son avenir qu'il ne le laisse croire ». A cet effet, les travaux sur la Chine par les chercheurs occidentaux seront utilisés comme autant de sources complémentaires<sup>464</sup>.

Par ailleurs, la plupart des spécialistes qui s'intéressent à l'émergence de la Chine et aux implications de sa puissance tendent à se concentrer sur une région en particulier<sup>465</sup>. Cette thèse utilise la méthode comparative pour comparer différentes régions géographiques afin de

---

<sup>463</sup> Ibid. Cela dit, « [i]l faut, comme le suggère Jean-Pierre Cabestan, garder à l'esprit que l'indépendance d'opinion de ces experts reste variable, pour ne pas dire limitée, à la fois parce que les sujets qu'ils discutent demeurent sensibles en République populaire, mais aussi parce que ces analystes continuent de se placer le plus souvent dans la position de 'conseiller du prince' plutôt que d'intellectuel... », pp. 36-37.

<sup>464</sup> Ibid, p. 37.

<sup>465</sup> Pour quelques exemples, voir: Adam P. Liff and G. John Ikenberry, "Racing toward Tragedy? China's Rise, Military Competition in the Asia Pacific, and the Security Dilemma," *International Security*, Vol. 39, No. 2 (Fall 2014), pp. 52–91; Aaron L. Friedberg, "Ripe for Rivalry: Prospects for Peace in a Multipolar Asia," *International Security*, Vol. 18, No. 3 (Winter 1994/93), pp. 5–33; Aaron L. Friedberg, *A Contest for Supremacy: China, America, and the Struggle for Mastery in Asia* (New York: W.W. Norton, 2012). Thomas J. Christensen, "China, the U.S.-Japan Alliance, and the Security Dilemma in East Asia," *International Security*, Vol. 23, No. 4 (Spring 1999), pp. 49–80; Thomas J. Christensen, "The Contemporary Security Dilemma: Preventing Conflict across the Taiwan Strait," *Washington Quarterly*, Vol. 25, No. 4 (Autumn 2002), pp. 7–21; Yinan He, "Ripe for Cooperation or Rivalry? Commerce, Realpolitik, and War Memory in Contemporary Sino-Japanese Relations," *Asian Security*, Vol. 4, No. 2, 2008, pp. 162–197; Richard K. Betts, "Wealth, Power, and Instability: East Asia and the United States after the Cold War," *International Security* Vol. 18, No. 3 (Winter 1993/94), pp. 34–77; Denny Roy, "Hegemon on the Horizon? China's Threat to East Asian Security," *International Security* Vol. 19, No. 1 (Summer 1994), pp. 149–168; Barry Buzan and Gerald Segal, "Rethinking East Asian Security," *Survival* Vol. 36 No. 2 (Summer 1994), pp. 3–21.

comprendre comment et pourquoi un consensus sur les effets positifs de la puissance chinoise et de son discours illibéral sur la politique nationale et internationale a pu émerger comme discours dominant dans des pays aussi différents par leur histoire, culture et géographie et systèmes politiques. L'analyse comparative se concentre plus particulièrement sur l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine (qui fait l'objet d'une étude de cas) et le Moyen-Orient, mais ne se limite pas à ces régions. Le concept de pouvoir symbolique (pris ici au sens de légitimité) permet de subsumer des cas aussi différents que ceux susmentionnés. En présence de cas présentant inévitablement des différences, la notion de légitimité assure une indispensable homogénéisation conceptuelle qui s'impose en raison de l'hétérogénéité d'un tel échantillon<sup>466</sup>.

La théorie du pouvoir symbolique propose une lecture originale en relations internationales. Si le réalisme et le libéralisme, les deux théories les mieux abouties en relations internationales, ont d'importantes différences ontologiques, elles s'entendent toutes deux à expliquer l'issue des relations internationales du point de vue des forces et des bénéfices matériels<sup>467</sup>. Plus récemment, le constructivisme et la psychologie politique internationale ont émergé en réponse aux critiques suscitées par le déterminisme matériel des théories conventionnelles des relations internationales, mettant les idées et la perception au centre de leurs efforts de théorisation, mais ces deux théories n'ont pas encore atteint un degré de maturité empirique suffisant et demeurent pour le moment au niveau des débats académiques<sup>468</sup>.

La théorie du pouvoir symbolique offre un moyen original de formuler des questions de recherche et d'y répondre d'une manière analytique qui permet d'échapper à la dichotomie

---

<sup>466</sup> Voir Mamoudou Gazibo et Jane Jenson, *La politique comparée: fondements, enjeux et approches théoriques*. Montréal, Presses de l'Université de Montreal, 2004, p. 62.

<sup>467</sup> Yan Xuetong, *Ancient Chinese Thought, Modern Chinese Power*, op. cit, p. 9.

<sup>468</sup> Ibid.



matérielle/idéelle<sup>469</sup>. Cette recherche valorise l'influence des idées en tant que « feuilles de route » pour le comportement des acteurs, mais reconnaît en même temps que les intérêts, autant que celles-ci, ont des effets de causalité sur le comportement humain<sup>470</sup>. Comme l'ont fait valoir les théoriciens néolibéraux, « tant la conscience (les idées) que les faits matériels (les intérêts)<sup>471</sup> » déterminent le comportement des acteurs. « Les idées sont ainsi liées de manière complexe avec les intérêts des acteurs<sup>472</sup>. » De la sorte, tester jusqu'à quel point les idées ou les intérêts déterminent le comportement n'est pas une préoccupation au cœur de cette thèse<sup>473</sup>. Elle cherche plutôt à étudier comment les idées sont liées aux faits matériels pour occasionner des changements de comportements observables<sup>474</sup>.

Par ailleurs, étant donné le choix théorique opéré ici, il est évident que l'analyse privilégie les questions liées à la forme 'déguisée' (*covert*) de la puissance qui sont habituellement perçues comme secondaires par rapport à celles concernant la forme 'manifeste' (*overt*) de la puissance. Selon cette thèse, le jeu de la politique de puissance dans un cadre hégémonique est un exemple du phénomène plus général des relations de domination et résistance. Or, comme le dit Bourdieu, dans le flux routinier de la vie quotidienne, le pouvoir est rarement exercé à travers l'usage déclaré de la force physique : « il est bien plutôt transmué en

---

<sup>469</sup> Frédéric François Mérand, "Soldiers and Diplomats: The Institutionalization of the European Security and Defense Policy, 1989-2003" (University of California, Berkeley, PhD Dissertation, 2003), p. 56.

<sup>470</sup> Ce point a été défendu de manière convaincante par les néolibéraux en théories des relations internationales. Voir à ce sujet Marie-Eve Desrosiers et Justin Massie, « Le néolibéralisme et la synthèse néo-néo », dans Alex Macleod et Dan O'Meara, dir., *Théories des relations internationales. Contestations et résistances*, 2e édition revue et augmentée, Montréal, Athéna Éditions, 2010, pp. 153-175 (p. 169).

<sup>471</sup> Ibid, p. 170.

<sup>472</sup> Robert O. Keohane, « Ideas Part-Way Down », *Review of International Studies*, Vol. 26, No. 1 (Jan., 2000), pp. 125-130 (p. 126), cité dans ibid.

<sup>473</sup> En effet, proche en cela encore une fois de la conception gramscienne de l'hégémonie, cette thèse soutient qu'il serait profondément erroné de réduire l'analyse à la prise en considération des rapports matériels uniquement ou des facteurs idéels exclusivement, mais reste attentive aux interactions entre les deux. Voir à ce sujet Stephen Hobden et Richard Wyn Jones, « Les théories marxistes des relations internationales, » op. cit, p. 147.

<sup>474</sup> Ibid, p. 130.

une forme symbolique, se trouvant de ce fait investi d'une sorte de *légitimité* qu'il n'aurait pas autrement<sup>475</sup> ».

Les internationalistes s'intéressent trop souvent à l'« *overt power* », déclaré et évident, au détriment du « *covert power* » qui est un pouvoir indirect, persuasif, qui s'exerce à travers le contrôle des représentations symboliques. Employant une démarche méthodologique interprétative, cette thèse montre que, bien que les ressources matérielles soient à l'origine de toutes les grandes puissances, en réalité, ce sont les processus de la légitimation internationale qui finissent par jouer le rôle crucial dans leur justification et le maintien de l'ordre hégémonique. Cette démarche est nécessaire si l'on veut restituer les groupes dominants et dominés dans un cadre d'analyse unifié de la puissance.

## **Conclusion**

L'ambition théorique de cette thèse est d'offrir un cadre pour expliquer comment et pourquoi un consensus a émergé sur les effets positifs de la puissance chinoise et le discours illibéral de la Chine sur la modernisation et la politique internationale et aborde la question du défi que ce consensus pose pour la position stratégique des États-Unis dans le monde. Ce cadre axé sur le pouvoir symbolique s'articule autour des notions de contexte, capital et lieux communs. Il rend compte d'une dimension que les explications conventionnelles ont négligée. L'explication qui en résulte n'illumine pas tout sur l'énigme de la puissance chinoise dans la période post-guerre froide ou les résultats dans les relations entre grandes puissances. Mais elle met l'accent sur une dimension que les explications conventionnelles ont à tort négligée. Par conséquent, elle nous permet d'avoir une compréhension plus complète et, par conséquent, plus précise de la politique

---

<sup>475</sup> Ibid.

internationale. Les chercheurs doivent dépasser leur approche dichotomique habituelle qui les amène trop souvent à mettre l'accent sur une dimension de la puissance aux dépens d'une autre dans leur analyse de la politique internationale. Sans une attention soutenue à l'importance d'une ontologie relationnelle, toute explication de la politique internationale est incomplète.

L'analyse qui suit capitalise sur le cadre théorique développé dans ce chapitre pour expliquer les mécanismes de projection de la puissance chinoise dans le monde en développement dans la période post-guerre froide. L'analyse se limite à la période comprise entre la fin des années 1970 à nos jours. Elle porte plus particulièrement aussi sur les relations de la Chine avec les pays du monde en développement. Bien que cette étude se limite à la stratégie chinoise, ses trouvailles ont, comme je le soutiendrai dans la conclusion, des implications plus larges.

### **Chapitre 3 : La crise de légitimation des États-Unis : une condition de possibilité pour la Chine**

Sur la scène internationale, l'irruption de la Chine au cours des années 2000 fut un phénomène totalement inattendu. En 2001, la Chine a officiellement lancé sa stratégie dite « Going Global » qui, en l'espace de moins d'une décennie, lui a permis de forger des liens privilégiés avec de nombreux en Afrique, en Amérique latine et, dans une moindre mesure, au Moyen Orient<sup>476</sup>. En 2008, la Chine a lancé une campagne culturelle mondiale tous azimuts, en vue d'améliorer son image internationale et renforcer son soft power<sup>477</sup>. Au plan militaire, au cours de la même décennie, l'Armée populaire de libération (APL) a intensifié ses échanges internationaux, réalisant plus de quatre cents échanges annuels<sup>478</sup>.

Certes, les origines du nouveau rôle mondial de la Chine remontent à plusieurs décennies. Elles sont issues des politiques gouvernementales lancées en décembre 1978 à la troisième session plénière du 11<sup>e</sup> Comité Central du Parti communiste, lesquelles visaient à engager le pays sur la voie de la « réforme et de l'ouverture »<sup>479</sup>. Dans les années 1980, la Chine a « invité le monde » à la découvrir et a commencé ses pas hésitants sur la scène mondiale –en particulier avec des échanges dans l'éducation, la science et la technologie. Au début des années 1990, il y avait une politique claire du gouvernement lancée dans le dessein d'encourager les firmes commerciales chinoises à « sortir » du pays et les communautés et organisations chinoises plus

---

<sup>476</sup> Martin Jacques, *When China Rules the World: The Rise of the Middle Kingdom and the End of the Western World*. Penguin Books, 2009, pp. 319-320.

<sup>477</sup> David Shambaugh, *China Goes Global: The Partial Power*. Oxford: Oxford University Press, 2013, p. 4.

<sup>478</sup> Ibid, pp. 4-5.

<sup>479</sup> Ibid, p. 4.

généralement à « se mondialiser »<sup>480</sup>. Cependant, la stratégie chinoise « Going global » ne s'est véritablement matérialisée qu'à partir de 2001.

Comme le fait ainsi observer le journaliste et universitaire britannique Martin Jacques, « le début du vingt-et-unième siècle a marqué le moment où la Chine est arrivée dans l'esprit global ». Jusque-là, explique-t-il, pour une bonne partie de l'humanité, elle avait été en grande partie l'histoire d'un pays lointain dont les gens savaient peu de choses. « Maintenant, en l'espace de quelques années, son influence est devenue réelle et tangible, elle n'est plus un ensemble de statistiques ou la chasse gardée de décideurs, mais est en train d'avoir un impact considérable sur la conscience populaire dans le monde entier », à un moment où les « programmes de télévision et articles de journaux sur la Chine sont devenus monnaie courante<sup>481</sup> ».

Après tout, émergeant péniblement d'une série de convulsions politiques et sociales qui ont caractérisé l'ère Mao, la Chine était « censée avoir ses mains bien remplies avec son propre développement<sup>482</sup> ». Dans ce contexte, l'exhortation de Deng Xiaoping –l'architecte des « Trente Glorieuses » chinoises– à « garder un profil bas » et à « attendre son temps » deviendra naturellement le nouveau mantra de la politique étrangère du pays. Alors que Mao se plaçait dans l'hypothèse stratégique *zhazheng yu geming* (guerre et révolution), Deng évitera généralement le conflit en faveur du développement, avec une doctrine des affaires étrangères de *heping yu fazhan* (paix et développement)<sup>483</sup>. Même la version évoluée de Jiang Zemin ne dérogera pas à

---

<sup>480</sup> Ibid.

<sup>481</sup> Martin Jacques, *When China Rules the World: The Rise of the Middle Kingdom and the End of the Western World*. Penguin Books, 2009, p. 319.

<sup>482</sup> Joshua Cooper Ramo, *The Beijing Consensus*, op. cit.

<sup>483</sup> Ibid, p. 38.

cette règle doctrinale : *zengjia xinren, jianshao mafan, fazhan hezuo, bu gao duikang* –(bâtir la confiance, diminuer les problèmes, développer la coopération et éviter la confrontation)<sup>484</sup>.

Pourtant, stratèges et dirigeants chinois sentent clairement qu'une nouvelle doctrine est maintenant nécessaire. Ce changement constitue un des grands paradoxes de la politique étrangère contemporaine chinoise. De fait, soutenons-nous, bien que le rôle mondial de la Chine pouvait sembler à terme inévitable compte tenu de l'extraordinaire croissance de sa puissance économique depuis au moins trois décennies, la projection mondiale de sa puissance résulte de la conjonction sans précédent de trois développements historiques au tournant du nouveau millénaire. Premièrement, le déclin relatif de la puissance économique américaine<sup>485</sup>, aggravé par l'émergence de nouvelles puissances dans le système international et leur volonté assumée de s'affranchir de la tutelle hégémonique des États-Unis, a été une précondition fondamentale. Deuxièmement, une politique extérieure agressive durant la décennie 2000, exemplifiée par la guerre en Irak, a achevé de ternir l'image des États-Unis dans le monde, ouvrant un vaste espace aux puissances émergentes comme la Chine, en quête d'une plus grande visibilité sur la scène internationale. Troisièmement, les promesses déçues du libéralisme démocratique en Occident et dans le monde, et l'application par certaines des puissances émergentes depuis les années 1980 de politiques « hétérodoxes » au regard du paradigme libéral, ont mis à mal les normes libérales établies par les États-Unis à travers des institutions multilatérales comme la Banque mondiale et le FMI, favorisant du même coup un regain d'intérêt pour des idées et visions alternatives de l'ordre mondial. Ensemble, ces trois évolutions ont plongé la puissance américaine dans une

---

<sup>484</sup> Ibid, pp. 38-39.

<sup>485</sup> Jill Hamburg Coplan, "12 signs America is on the decline," *Fortune*, Jul. 20, 2015 (<http://fortune.com/2015/07/20/united-states-decline-statistics-economic/>). Consulté le 10 janvier 2015.

crise de légitimation, laquelle a également mené à un rôle mondial sans précédent de la Chine sur la scène mondiale.

Le but de ce chapitre est de s'appuyer sur la littérature existante qui traite de ces transformations cruciales dans la distribution mondiale de la puissance afin d'en esquisser les conséquences pratiques et théoriques induites pour l'analyse de la politique mondiale et, en particulier, la politique étrangère de puissances émergentes comme la Chine. Le chapitre propose de ces développements une lecture qui contraste avec celle des paradigmes de transition traditionnels. Ce faisant, au lieu de chercher à savoir, comme le font généralement les tenants des approches traditionnelles, si ces puissances sont *révisionnistes* ou *favorables* au statu quo, notre analyse démontre plutôt comment, en agissant en dehors de l'ordre mondial occidental, ces nouveaux acteurs géopolitiques ont contribué à sa délégitimation ainsi que de la puissance américaine autour de laquelle cet ordre était articulé, ouvrant du même coup une fenêtre d'opportunités inédite en vue d'une plus grande visibilité pour des puissances émergentes comme la Chine.

### **1. Le déclin relatif de la puissance économique des États-Unis**

L'économie américaine est toujours la plus grande et, technologiquement, indiscutablement la plus dynamique au monde, avec un produit intérieur brut (PIB) par habitant de \$54800<sup>486</sup>. Les entreprises américaines sont dans l'ensemble à l'avant-garde des progrès technologiques, notamment dans l'informatique, les produits pharmaceutiques, le matériel médical, aérospatial et

---

<sup>486</sup> Selon les données de l'Agence Centrale du Renseignement (CIA) des États-Unis, World Factbook 2015 (<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/us.html>). Consulté le 10 décembre 2015.

militaire<sup>487</sup>. Cependant, il existe des signes persistants qui convergent vers un déclin relatif de la puissance économique du pays. Ce déclin, couplé à l'ascension spectaculaire simultanée de nouvelles puissances d'envergure mondiale comme celle de la Chine, est un des éléments de contexte qui a préparé le terrain pour une refonte fondamentale de la politique mondiale, et du même coup remis en question la puissance américaine comme seule force capable de refaçonner le monde à son image<sup>488</sup>. Le recul de l'économie américaine a, par ailleurs, ouvert devant les puissances émergentes un vaste espace dans lequel elles n'ont pas hésité à s'engouffrer.

### *1.1 Des indicateurs économiques au rouge*

Une première indication du déclin de la puissance économique américaine concerne le recul de son PIB. Basé sur une comparaison des PIB mesurés au taux de conversion de parité du pouvoir d'achat (PPA), l'économie américaine, après avoir été la plus robuste au monde depuis plus d'un siècle, a glissé en 2014 à la deuxième place (17.35 trillion de dollars) derrière la Chine qui a plus que triplé le taux de croissance des États-Unis pour chaque année au cours des quatre dernières décennies<sup>489</sup>. Bien sûr, parce que la population chinoise est de quatre fois plus grande que celle des États-Unis, son PIB par habitant, établi à 12900 dollars, équivaut à moins d'un quart du PIB américain, ce qui explique aussi des niveaux de vie beaucoup plus élevés aux États-Unis<sup>490</sup>. Une autre indication de ce déclin est fournie par la dette nationale exponentielle américaine. En

---

<sup>487</sup> Ibid.

<sup>488</sup> Voir à ce sujet l'analyse de Randall Schweller, "Emerging Powers in an Age of Disorder," *Global Governance*, Vol. 17, No. 3 (2011), pp. 285–297.

<sup>489</sup> Agence Centrale du Renseignement (CIA) des États-Unis, *World Factbook* 2015, op. cit.

<sup>490</sup> Jeffrey Sachs, "China's New Global Leadership," *Project Syndicate*, Nov. 21, 2014 (<http://www.project-syndicate.org/commentary/china-global-leadership-by-jeffrey-d-sachs-2014-11>). Consulté le 14 décembre 2014.



décembre 2008, le montant total de la dette externe des États-Unis a atteint 17.26 mille milliards de dollars, ce qui en a fait le 19<sup>e</sup> pays le plus endetté au monde<sup>491</sup>.

Par ailleurs, les guerres en Irak et en Afghanistan ont exigé des changements importants dans la réallocation des ressources civiles à des fins militaires<sup>492</sup> et ont contribué à la croissance du déficit budgétaire et de la dette publique. En 2013, les coûts directs des guerres en Irak et en Afghanistan ont été estimés à entre 4 et 6 mille milliards de dollars<sup>493</sup>. En mars 2010, le président Obama a signé le Patient Protection and Affordable Care Act (plus connu sous le nom d'Obamacare), une assurance santé qui vise à étendre la couverture médicale à environ 32 millions de citoyens américains en 2016. A la suite de cette mesure, les dépenses totales des soins de santé (publiques et privées) ont fait grimper la dette nationale américaine à 18 mille milliards de dollars en décembre 2015<sup>494</sup>.

Les indications de déclin économique américain sont également confirmées par les données relatives aux salaires, lesquelles ont largement été stagnantes au cours des dernières années. Au cours des trente dernières années, les disparités des revenus ont augmenté et les États-Unis se rangeaient en 2008 comme le pays avec les plus hauts niveaux d'inégalité entre les pays de l'Organisation pour la coopération économique et de développement économique (OCDE)<sup>495</sup>.

---

<sup>491</sup> Agence Centrale du Renseignement (CIA) des États-Unis, World Factbook 2015, op.cit.

<sup>492</sup> Voir Ngaire Woods, "Whose aid? Whose influence? China, emerging donors and the silent revolution in development assistance," op.cit.

<sup>493</sup> Ernesto Londoño, « Study: Iraq, Afghan war costs to top \$4 trillion, » *The Washington Post*, March 28, 2013 ([www.washingtonpost.com](http://www.washingtonpost.com)). Consulté le 20 mai 2013.

<sup>494</sup> Mark Patton, "National Debt Tops \$18 Trillion: Guess How Much You Owe?", *Forbes* (<http://www.forbes.com>). Consulté le 2 janvier 2016.

<sup>495</sup> Voir Thomas Piketty, *Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Seuil, 2013; Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), *Growing Unequal? Income Distribution and Poverty in OECD Countries*. Paris: OECD, 2008, p. 3.

Un coup d'œil prospectif sur l'évolution de l'économie américaine au cours des prochaines décennies donne davantage de raisons de s'inquiéter. Le 21 janvier 2013, pour l'entame officielle de son second mandat, le président Barack Obama a trouvé sur son bureau de la Maison Blanche un document confidentiel sous le titre *Tendances mondiales 2030 : nouveaux mondes possibles* (*Global Trends 2030. Alternative Worlds*), la version actualisée du rapport que publie tous les quatre ans le *National Intelligence Council* (NIC), bureau d'analyse et d'anticipation géopolitique et économique de la CIA. Le rapport s'ouvre sur le constat du déclin des États-Unis. Même s'ils demeureront l'une des principales puissances planétaires, ils perdront leur hégémonie économique en faveur de la Chine. Les États-Unis n'exerceront plus leur « hégémonie militaire solitaire » comme ils le font depuis la fin de la guerre froide en 1989. Selon les auteurs du rapport, nous allons vers un monde multipolaire dans lequel les nouveaux acteurs (la Chine, l'Inde, le Brésil, la Russie, l'Afrique du Sud) ont vocation à constituer de solides pôles régionaux et à disputer la suprématie internationale à Washington et à ses alliés historiques (Royaume Uni, France, Allemagne, Japon)<sup>496</sup>.

### 1.2 Les États-Unis et les « autres » : une évolution inversement proportionnelle

La perception de ce déclin relatif de la puissance économique américaine est encore plus prononcée lorsqu'il est mis en contraste avec ce que Fareed Zakaria a appelé à la fin des années 2000 « l'ascension des autres », pour souligner le fait que, depuis le tournant du millénaire, plusieurs pays du monde en développement ont connu des taux de croissance économique spectaculaires. En particulier, la renaissance économique de l'Asie de l'Est est souvent citée

---

<sup>496</sup> “Global Trends 2030: Alternative Worlds,” *National Intelligence Council* (NIC), (<https://globaltrends2030.files.wordpress.com/2012/11/global-trends-2030-november2012.pdf>).

comme le premier signe annonçant qu'une émancipation en politique internationale y est en cours. En effet, si, comme le souligne Giovanni Arrighi à la suite de Gilbert Rozman, plusieurs analystes parlent de « renaissance », c'est pour rappeler que « l'Asie de l'Est fut par le passé une grande région, qui joua un rôle de premier plan dans le développement du monde pendant au moins deux mille ans, jusqu'aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, si ce n'est même jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, avant de connaître une éclipse relativement brève mais particulièrement douloureuse<sup>497</sup> ».

Depuis, l'Asie semble avoir retrouvé sa place centrale dans l'économie mondiale, grâce à un enchaînement de « miracles » économiques interdépendants dans plusieurs pays d'Asie de l'Est en particulier : « entamé au Japon au début des années cinquante et soixante, [cette renaissance] s'est étendue à la Corée du Sud, à Taïwan, à Hongkong, à Singapour, à la Malaisie et à la Thaïlande au cours des années soixante-dix et quatre-vingt, avant d'atteindre son apogée dans les années 1990 et 2000, lorsque la Chine devint le foyer le plus dynamique de l'expansion économique et commerciale du monde<sup>498</sup> ». Écrivant en 2003, le professeur d'économie, Terotumo Ozawa –considéré comme étant le premier à avoir qualifié de boule de neige la montée en puissance de l'Asie de l'Est– soulignait en particulier le miracle chinois : « bien qu'il n'en soit qu'à ses débuts, le miracle chinois sera sans aucun doute [...] le plus spectaculaire du point de vue de son impact sur le reste du monde [...], et tout particulièrement sur les pays voisins<sup>499</sup> ». Dans un article publié la même année dans *Financial Times*, Martin Wolf a émis un point de vue similaire :

---

<sup>497</sup> Gilbert Rozman, *The East Asian Region: Confucian Heritage and its Modern Adaptation*. Princeton: New Jersey, Princeton University Press, 1991, p. 6.

<sup>498</sup> Giovanni Arrighi, *Adam Smith à Pékin: les promesses de la voie chinoise.*, Paris, Max Milo Éditions, 2009, p. 28.

<sup>499</sup> Terutomo Ozawa, “Pax Americana-Led Macro-Clustering and Flying-Greese-Style Catch-Up in East Asia: Mechanisms of Endogenous Regionalized Growth,” *Journal of Asian Economics*, 13, 2003, p. 700.

Si [l'ascension de l'Asie] devait se poursuivre comme elle l'a fait au cours des dernières décennies, elle mettrait alors un terme à deux siècles de domination européenne, puis nord-américaine. Le réveil du Japon n'était que le signe avant-coureur d'un futur asiatique. Ce pays s'est révélé être trop petit et trop replié sur lui-même pour pouvoir transformer le monde. Ce qui lui succède –au premier chef, la Chine– ce ne sera ni l'un ni l'autre [...]. L'Europe était le passé, les États-Unis sont le présent, et une Asie dominée par la Chine sera l'avenir de l'économie mondiale. Cet avenir paraît certain. La grande question est de savoir quand il se produira, et si la transition se passera en douceur<sup>500</sup>.

Ces prédictions se sont avérées. En effet, plusieurs analystes, à l'instar de Martin Jacques, s'entendent aujourd'hui pour constater un changement assez radical dans l'équilibre des forces dans ce qui est aujourd'hui la plus importante région économique du monde, l'Asie de l'Est ayant dépassé à la fois l'Amérique du Nord et l'Europe. « Rien de décisif n'est arrivé, mais néanmoins la Chine a sensiblement renforcé sa position, y compris avec les alliés établis des États-Unis comme le Singapour et les Philippines maintenant se protégeant et cherchant un lien plus étroit avec la Chine<sup>501</sup> ». Selon Jacques, qui écrivait en 2009, seuls deux pays –le Japon et Taïwan– ont pour le moment résisté à la tentation de tisser des liens plus étroits avec la Chine, quoiqu'ils sont déjà très intégrés économiquement. La situation pourrait très vite évoluer dans le cas de Taïwan, après la poignée de main historique et les mots chaleureux échangés début novembre 2015 entre les présidents chinois et taïwanais après des décennies de rivalités, lors d'un premier sommet depuis la violente séparation de la Chine continentale et de l'île de Taiwan il y a 66 ans<sup>502</sup>.

Mais, convient-il de souligner, si cette croissance a été surtout perceptible en Asie, elle n'est plus confinée à ce seul continent. C'est pourquoi, de l'avis de certains auteurs comme Zakaria, évoquer l'« essor de l'Asie » n'est plus suffisant aujourd'hui. Les chiffres disponibles

<sup>500</sup> Martin Wolf, "Asia Is Awakening," *Financial Times*, 22 septembre, 2003.

<sup>501</sup> Martin Jacques, *When China Rules the World*, p. 353.

<sup>502</sup> Benoit Finck, « Poignée de main historique entre les présidents chinois et taïwanais », *Le Devoir*, le samedi 7 novembre 2015 ([www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)).

pour les années 2006 et 2007 paraissent lui donner amplement raison. Au cours de cette courte période, pas moins de 124 pays ont connu un rythme de croissance de 4% ou plus. Et dire que, parmi ceux-ci, il y avait 30 pays d'Afrique, comptant pour les deux tiers du continent. Ce constat valait aussi pour les grandes compagnies mondiales. L'Américain Antoine van Agtmael, ancien économiste de la Banque mondiale devenu gestionnaire de fonds financiers, et créateur de la formule « marchés émergents », a identifié 25 compagnies qui, selon ses projections, seront « sans doute les prochaines grandes multinationales planétaires. Sa liste comprend respectivement quatre entreprises pour le Brésil, le Mexique, la Corée du Sud et Taïwan, trois pour l'Inde, deux pour la Chine et une pour l'Argentine, le Chili, la Malaisie et l'Afrique du Sud<sup>503</sup> ».

Des données publiées au cours des deux dernières décennies font également état d'une baisse considérable de la pauvreté dans le monde, malgré la persistance de fortes inégalités entre territoires et à l'intérieur de ceux-ci. Selon la Banque mondiale, le nombre de personnes dans le monde vivant sous le seuil d'extrême pauvreté (1,25 dollar par jour et par personne) s'est réduit de 1,9 à 1 milliard entre 1981 et 2011. Cette évolution est jugée d'autant plus positive que, dans le même temps, la population mondiale est passée de 4,5 à 7 milliards d'individus. On calcule ainsi que le taux d'extrême pauvreté a été divisé par trois : « 16,7% de la population des pays en voie de développement ou émergents vit aujourd'hui avec moins de 1,25 dollar par jour, contre 52,8% il y a 30 ans ».

Même en prenant un seuil un peu plus élevé à deux dollars par jour, les progrès sont là aussi très nets : on compte près de 2,1 milliards de personnes pauvres, soit certes un gros tiers de la population mondiale en 2011, mais contre près de 70 % en 1981. Tendence plus significative

---

<sup>503</sup> Fareed Zakaria, *L'Empire américain: l'heure du partage*, Paris, Saint-Simon, 2009, p. 32.

encore, toutes les régions du monde ont vu l'extrême pauvreté reculer au cours des trente dernières années. En Asie de l'Est et Pacifique, notamment sous l'impulsion de la Chine, la réduction est spectaculaire, comme en attestent toutes statistiques combinées. En 2011, 161 millions de personnes vivent avec moins de 1,25 dollar par jour dans cette région du monde (soit 7,9 % de la population), alors qu'elles étaient plus d'un milliard en 1981 (78 % de la population).

Cette croissance est à l'origine d'un transfert de puissance des États-Unis et de l'Europe vers de nouvelles puissances en émergence. Parmi celles-ci, il existe de grandes puissances régionales qui exercent une suprématie dans leurs régions géographiques respectives, sans pour autant pouvoir étendre leurs intérêts et capacités globalement à l'instar des États-Unis. En font partie notamment le duopole Allemagne-France en Europe, la Russie en Eurasie, la Chine et, potentiellement le Japon en Asie de l'Est, l'Inde en Asie du Sud, l'Iran en Asie du Sud-Est, le Brésil en Amérique latine, et l'Afrique du Sud et le Nigeria en Afrique. À un niveau en-dessous, en troisième lieu, il y a des puissances secondaires dont les intérêts entrent souvent en conflit avec ceux des grandes puissances régionales. Ces puissances incluent la Grande-Bretagne et d'autres États comme l'Ukraine et la Corée du Sud<sup>504</sup>. Dans ce monde éclaté, la réponse à toute question internationale cruciale requiert que la superpuissance mondiale agisse en concertation avec les autres grandes puissances. Après être passée d'un système bipolaire de la guerre froide à un moment unipolaire (mis en évidence par la Guerre du Golfe), prédisait déjà Samuel Huntington au tournant de la décennie 2000, la politique mondiale évoluerait maintenant vers une ou deux décennies d'un système uni-multipolaire avant d'entrer dans une ère véritablement multipolaire au vingt-et-unième siècle où les grandes puissances vont se concurrencer, se rivaliser et s'allier les unes avec les autres. Zakaria confirmera dix ans plus tard :

---

<sup>504</sup> Samuel P. Huntington, "The Lonely Superpower," *Foreign Affairs*, March-April 1999.

Il y a cent ans, il existait un ordre mondial multipolaire dirigé par une série de gouvernements européens, avec des alliances en recomposition constante, des rivalités, des erreurs de calculs et des guerres. Ensuite ce fut l'avènement du duopole bipolaire de la guerre froide, plus stable à bien des égards, mais avec des superpuissances agissant et réagissant de manière excessive à chaque mouvement de l'adversaire. Depuis 1991, nous vivons sous un *imperium* américain, un monde unique, unipolaire, dans lequel l'économie ouverte a connu une expansion et une accélération spectaculaires. Cette expansion alimente désormais le prochain changement de nature de l'ordre international<sup>505</sup>.

« Au niveau politico-militaire, souligne-t-il encore, nous restons dans le monde d'une superpuissance unique. Mais dans toutes les autres dimensions –industrielles, financière, éducative, sociale, culturelle–, la distribution du pouvoir se déplace, échappe à la domination américaine ». Les opportunités et défis dont ces changements sont porteurs, discutées dans la dernière section de ce chapitre, sont un autre trait caractéristique de cette nouvelle ère.

Si l'on cherche une mesure plus complète des implications de la montée en puissance de ces pays, il suffit d'examiner le cas de la Chine. Comme l'explique en effet Arrighi :

L'ascension chinoise possède des implications gigantesques. La Chine n'est pas une vassale des États-Unis, comme l'est Taïwan ou le Japon, et elle n'est pas non plus une simple ville-État comme le sont Taiwan et Singapour. Bien que, sur le plan militaire, elle fasse pale figure face aux États-Unis, bien que la croissance de son industrie manufacturière dépende encore des exportations sur le marché américain, la richesse et la puissance états-uniennes dépendent tout autant, sinon plus, des importations de marchandises chinoises bon marché, mais aussi de l'achat par la Chine de bons du Trésor américain. Mais surtout, cette dernière prend de plus en plus le pas sur les États-Unis comme moteur de l'expansion commerciale et économique en Asie de l'Est et au-delà<sup>506</sup>.

En effet, les deux superpuissances du début du nouveau millénaire connaissent une évolution inversement proportionnelle. Comme nous venons de le voir, les États-Unis sont empêtrés dans une crise budgétaire chronique, consécutive aux guerres contre le terrorisme qu'ils

---

<sup>505</sup> Ibid, pp. 33-34.

<sup>506</sup> Giovanni Arrighi, *Adam Smith à Pékin*, op. cit, p. 35.

mènent depuis les années 2000 en Irak et en Afghanistan. Ces conflits controversés ont posé le problème de la légitimité de la puissance américaine, ouvrant en même temps une fenêtre d'opportunité pour les puissances émergentes en vue d'une plus grande visibilité plus conforme à leur nouveau statut international. Si la nature et les caractéristiques de l'ordre international émergent sont encore sujettes à controverses, nul ne conteste en revanche qu'il sera différent de ceux qui l'ont précédé. Comme le soutiennent à cet égard Randall Schweller et Xiayou Pu, « l'unipolarité, qui semblait étrangement durable il y a quelques années, se présente aujourd'hui comme un 'moment éphémère' ». Selon eux, les États-Unis « ne sont plus une hyperpuissance planant au-dessus de leurs potentiels concurrents. Le reste du monde se rattrape<sup>507</sup> ».

Les plus récents rapports du *National Intelligence Council* (NIC), du bureau d'analyse et d'anticipation géopolitique et économique de la Central Intelligence Agency (CIA), rendent bien compte de cette évolution majeure. Si celui de 2005 prédisait que les États-Unis demeureraient « l'acteur le plus puissant économiquement, technologiquement et militairement<sup>508</sup> », le rapport de 2009 envisageait désormais « un monde dans lequel les États-Unis jouent un rôle prééminent dans les événements mondiaux, mais...comme un parmi beaucoup d'acteurs globaux<sup>509</sup> ». Alors que le président Barack Obama a dit que son but est de faire en sorte que l'Amérique reste numéro un, Gideon Rachman de Financial Times pointe dans la direction opposée : « Si l'Amérique était capable de reconnaître ouvertement que sa puissance mondiale est en déclin, il serait beaucoup plus facile d'avoir un débat rationnel sur ce qu'il convient de faire à ce sujet ».

---

<sup>507</sup> Randall Schweller and Xiaoyu Pu, "After Unipolarity: China's Vision of International Order in an Era of US Decline," *International Security*, Vol. 36, No. 1 (2011), p. 41.

<sup>508</sup> "Mapping the Global Future. Report of the National Intelligence Council's 2020 Project" (December 2004), National Security Council, p. 8, [www.au.af.mil/au/awc/awcgate/dni/global\\_trends\\_mapping\\_the\\_global\\_future\\_2020.pdf](http://www.au.af.mil/au/awc/awcgate/dni/global_trends_mapping_the_global_future_2020.pdf).

<sup>509</sup> "Global Trends 2025: A Transformed World" (November 2008), National Intelligence Council, p. 2, [www.aicpa.org/research/cpahorizons2025/globalforces/downloadabledocuments/globaltrends.pdf](http://www.aicpa.org/research/cpahorizons2025/globalforces/downloadabledocuments/globaltrends.pdf).



Rachman s'en tient au fait que « de nouvelles puissances sont en ascension » et qu'« elles ont chacune leurs propres préférences de politique étrangère, qui contraignent collectivement la capacité de l'Amérique à façonner le monde<sup>510</sup> ».

## 2. Le déclin de la puissance politique américaine

La crise de légitimation de la puissance américaine n'est pas seulement la conséquence du déclin relatif de sa puissance économique et du changement systémique induit par l'émergence de nouvelles puissances dans l'ordre mondial. Cette crise, comme le rappelle l'universitaire américain Stephen Walt, reflète aussi « ce qu'ont fait et ce que font les États-Unis<sup>511</sup> » dans le monde. Lorsque la guerre froide a pris fin au tournant de la décennie 1990, de nombreux analystes ont déclaré que les États-Unis étaient une « superpuissance solitaire ». D'autres ont salué le début d'un « moment unipolaire » dans la politique internationale<sup>512</sup>. Durant toutes les années 1990, la primauté mondiale des États-Unis semblait en effet incontestée. Et si certains pays se sont plaints de la domination outrageuse des États-Unis, la plupart semblait toutefois s'en accommoder et accepter même à contrecœur que les États-Unis étaient, dans les termes de la secrétaire d'État Madeleine Albright, « la nation indispensable ».

Dans le nouveau millénaire, cependant, le ressentiment mondial à l'égard de la puissance américaine a vite grandi à mesure que l'administration de George W. Bush a répondu aux attaques terroristes du 11 septembre 2001 par une série d'actions unilatérales et militaires jugées

---

<sup>510</sup> Gideon Rachman, "Think Again: American Decline," *Foreign Policy* January–February 2011, [www.foreignpolicy.com/articles/2011/01/02/think\\_again\\_american\\_decline](http://www.foreignpolicy.com/articles/2011/01/02/think_again_american_decline).

<sup>511</sup> Pour une revue utile du lien entre l'héritage de la politique étrangère passée et présente des États-Unis, voir Stephen Walt, *Pourquoi le monde n'aime plus les États-Unis*, op.cit.

<sup>512</sup> Sean M. Lynn-Jones, "Preface," in Michael e. Brown et. al., *Primacy and its Discontent: American Power and International Stability*. Cambridge: The MIT Press, 2008, p. xiii.

largement illégitimes. Dans de nombreux pays, les populations et les gouvernements ont cherché des moyens pour lutter contre l'usage excessif de la puissance américaine<sup>513</sup>.

Le gouvernement des États-Unis s'étonne de l'antiaméricanisme grandissant dans le monde que plusieurs auteurs ont bien documenté. Comme l'explique Stephen Walt, une telle réaction vient de la « croyance selon laquelle la primauté américaine est positive pour le monde et devrait réjouir les autres nations » et que « les États-Unis sont une superpuissance inhabituellement bienveillante ». Au cours des dernières années, cette conviction a été défendue avec vigueur par des commentateurs influents comme Charles Krauthammer pour qui « la revendication américaine de mansuétude n'est pas simplement de l'autosatisfaction ». « Nous avons fait nos preuves », martèle-t-il<sup>514</sup>. A bien considérer, Krauthammer et ceux, nombreux, qui pensent comme lui n'ont pas tout à fait tort. Le leadership mondial des États-Unis a entraîné nombre de succès importants, parmi lesquels on peut citer la reconstruction de l'Europe et du Japon après la Deuxième Guerre mondiale, la création d'institutions multilatérales pour la gestion économique mondiale, l'endiguement et la défaite finale de l'Union soviétique (sans guerre entre superpuissances), et l'adhésion croissante de l'ensemble du monde à la démocratie et aux droits de l'homme.

Les États-Unis ne peuvent pas s'attribuer tout le mérite de ces événements, mais ils ont certainement joué un rôle majeur. La puissance américaine a empêché un conflit sur la péninsule coréenne, calmé les rivalités en Europe et en Asie, contribué à ramener la paix en Bosnie et au Kosovo, et apaisé le conflit qui couve entre l'Inde et le Pakistan. Et, à l'inverse des superpuissances précédentes, les États-Unis ont fait tout cela sans se doter d'un vaste empire outre-mer, sans gouverner par la force de vastes colonies et des millions de gens<sup>515</sup>.

---

<sup>513</sup> Ibid.

<sup>514</sup> Charles Krauthammer, "The Unipolar Moment Revisited," *The National Interest*, Winter 2002/2003.

<sup>515</sup> Stephen Walt, *Pourquoi le monde n'aime plus les États-Unis*, op. cit, p. 95.

Or, il existe désormais des preuves flagrantes que les politiques passées et actuelles des États-Unis ébranlent leur statut dans le monde<sup>516</sup>. De plus en plus d'auteurs, et pas seulement les critiques invétérés dont la principale préoccupation serait d'attaquer les États-Unis, soulignent ce point avec à-propos. Par exemple, Stephen Walt déjà cité est lui-même un Américain et universitaire influent. Comme l'écrit Pascal Boniface à son propos (dans sa préface du livre de Walt), « il ne s'agit pas d'un contestataire traditionnel et radical de la politique étrangère américaine, du type Michael Moore ou Noam Chomsky ». Et pourtant, s'appuyant sur de nombreux auteurs, la lecture que propose Walt de la conduite des États-Unis dans le monde est sans appel.

### *2.1 Le lourd passif de la politique étrangère américaine*

Ici, ce qui est surtout en cause, c'est parfois l'usage qui est fait de la force, de manière dure et égoïste, bien que cela soit surtout survenu dans le monde occidental<sup>517</sup>. Durant la guerre froide, par exemple, il est souvent reproché aux États-Unis d'avoir soutenu des rebellions armées au Nicaragua, en Afghanistan, en Angola et dans d'autres pays, et de s'être activement employés à ébranler les régimes communistes quand et où ils le voulaient. Dans une étude publiée en 1990, Stephen Van Evera a montré que les États-Unis ont au passage renversé au moins neuf gouvernements issus d'élections libres, tout en faisant mine d'ignorer la conduite brutale d'un assortiment peu recommandable de dictateurs anticomunistes, parmi lesquels certains de ses alliés autoritaires au Moyen-Orient et dans le golfe Persique<sup>518</sup>.

---

<sup>516</sup> Ibid.

<sup>517</sup> Ibid, p. 96.

<sup>518</sup> Stephen Van Evera, « Why Europe Matters; Why the Third World Doesn't, » *Journal Of Strategic Studies*, Vol. 13, No. 2 (June 1990).

Tableau 2 : Liste de pays dont les gouvernements démocratiques ont été renversés avec l'aide des États-Unis.

Gouvernement	Année
Iran	1953
Guatemala	1954
Guyana	1953-1964
Indonésie	1957
Equateur	1963
Brésil	1964
République dominicaine	1965
Costa Rica	1950
Chili	1973
Haïti	1991, 2004

Sources : Van Evera, *op. cit.* et les informations compilées par l'auteur.

Sortis victorieux de la guerre froide, les États-Unis ne se sont pourtant pas montrés moins impitoyables vis-à-vis des vaincus, leur imposant une série d'accords inéquitables. Entre autres actions incriminées, « ils ont tiré des missiles de croisière contre le Soudan et l'Afghanistan dans l'espoir déçu de prévenir des attaques terroristes ; ils ont maintenu des sanctions économiques écrasantes et effectué d'innombrables frappes aériennes contre l'Irak ; ils ont enfin continué à financer l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Ils ont également renversé des gouvernements en Afghanistan, en Haïti, Serbie, et plus récemment en Irak, tuant au passage des milliers de civils<sup>519</sup> ».

Même si, comme l'explique Walt, chacune de ses actions était entièrement défendable, cette histoire fournit un terreau propice à l'antiaméricanisme. « Quand un pays trouve que les agissements américains ont été par le passé particulièrement hostiles ou durs, il est alors enclin à

<sup>519</sup> Stephen Walt, *Pourquoi le monde n'aime plus les États-Unis*, *op. cit.*, p. 94.

être encore plus soupçonneux à l'égard des États-Unis<sup>520</sup> ». Il y a à cela au moins deux bonnes raisons. D'abord, les États peuvent voir dans le comportement passé d'un autre pays un indicateur de sa conduite future<sup>521</sup>. « Ceux qui se sont conduits avec bienveillance apparaîtront (ou au moins avec un certain degré de retenue) sous un jour plus favorable ; ceux qui ont mal agi seront considérés plus suspicieusement<sup>522</sup> ». Ensuite, même si les victimes ne tiennent pas nécessairement les agissements passés pour une indication de la conduite future, les crimes anciens peuvent aussi engendrer un désir de vengeance. Par exemple, le désir de vengeance semble avoir joué un rôle dans les Balkans et le conflit israélo-palestinien, et c'est une composante clé de la violence terroriste actuelle<sup>523</sup>.

## 2.2 *Les griefs contre la politique étrangère actuelle américaine*

Si, comme nous venons de le voir, l'anti-américanisme a des racines anciennes, il reflète aussi les agissements actuels des États-Unis, sur le plan à la fois de leurs ambitions explicites et du contenu de leur politique. En particulier, dans la foulée des attaques terroristes du 11 septembre, le gouvernement des États-Unis a commencé à changer sa stratégie nationale, qui, jusque-là, avait souligné son rôle de défenseur de la souveraineté des États. L'approche stratégique de l'administration Bush est devenue plus offensive et quasi-impériale avec l'adoption d'une doctrine dite « préventive » en vertu de laquelle les États-Unis se réservent le droit d'attaquer les États qui seraient soupçonnés de développer ou d'avoir l'intention d'utiliser des armes de

---

<sup>520</sup> Ibid.

<sup>521</sup> David M. Edelstein, "Managing Uncertainty: Beliefs about Intentions and the Rise of Great Power," *Security Studies*, Vol. 12, No. 1, 2002.

<sup>522</sup> Stephen Walt, *Pourquoi le monde n'aime plus les États-Unis*, op. cit, p. 97.

<sup>523</sup> Neta Crawford, "The Passion of World Politics: Propositions Emotion and Emotional Relationships," *International Security*, Vol. 24, No. 4 (Spring 2000), pp. 150-153.

destruction massive. Dans un document intitulé « *la Stratégie nationale de sécurité des États-Unis d'Amérique* », l'administration Bush affirmait que les États-Unis n'hésiteront pas à agir seuls et, le cas échéant, « de façon préventive » pour contrer ces menaces. Dans un article important publié en 2005, T. V. Paul, qui enseigne les relations internationales à l'Université McGill au Canada, rappelait que la doctrine préventive de George W. Bush a été recyclée de l'ébauche du plan directeur de défense préparée en 1992 par quelques individus qui occupaient de hautes fonctions dans l'administration George H.W. Bush. Ce plan, ajoute-t-il, se proposait d'élever l'objectif de la stratégie de défense des États-Unis pour « empêcher la réémergence d'un nouveau rival ». Ces doctrines, prévient encore Paul, si elles étaient pleinement appliquées, défieraient considérablement tant la souveraineté que les normes de l'intégrité territoriale des États<sup>524</sup> ».

C'est pourtant précisément ce qu'ont fait les États-Unis qui sont passés de la parole aux actes. Depuis janvier 2001, les États-Unis ont unilatéralement abandonné les accords de Kyoto sur le réchauffement climatique, refusé leur participation à la Cour pénale internationale et se sont retirés du Traité de défense antibalistique (ABM), entre autres actions de politique étrangère unilatéralistes. Mais, à bien des égards, c'est la guerre en Irak et l'occupation consécutive du pays par les États-Unis en 2003 qui ont offert l'exemple emblématique de l'application de cette doctrine préemptive et de la façon dont sa mise en œuvre a conduit à la délégitimation de la puissance des États-Unis dans le monde. Bien que les États-Unis ont gagné beaucoup de sympathie internationale après les attentats terroristes du 11 septembre 2001, l'administration Bush a choisi de mener des opérations militaires contre le régime des talibans en Afghanistan

---

<sup>524</sup> T. V. Paul, « Soft Balancing in the Age of U.S. Primacy, » *International Security*, Vol. 30, No. 1 (Summer 2005), pp. 46-71 (voir p. 57).

avec l'aide d'un seul pays : le Royaume-Uni. En 2002, l'administration américaine a annoncé qu'elle remplacerait le régime baasiste en Irak, un pays qui ne posait aucune menace observable d'attaquer les États-Unis et de le faire avec une force militaire « unilatéralement » si nécessaire. Les États-Unis ont envahi l'Irak au début de 2003 en dépit des efforts énergiques consentis par bon nombre de grandes puissances mondiales en vue de faire échec aux plans de guerre et réduire le nombre de pays qui combattraient aux côtés des États-Unis. Depuis lors, les États-Unis ont menacé l'Iran et la Syrie et réaffirmé leur volonté de construire un système de défense antimissile ambitieuse<sup>525</sup>.

L'unilatéralisme américain a suscité une réprobation générale dans le monde. « Les États-Unis sont en train de devenir pour le monde un problème », s'indigne l'intellectuel français Emmanuel Todd. « Nous étions plutôt habitués à voir en eux une solution ». Inscrivant les actions unilatérales américaines sous l'administration de George W. Bush dans ce qu'il qualifie de « stratégie du fou », qui recommande d'apparaître irresponsable pour mieux intimider, Todd s'étonne de la tournure dramatique qu'a prise la stratégie de sécurité des États-Unis depuis le 11 septembre. « Tout se passe comme si les États-Unis recherchaient, pour une raison obscure, le maintien d'un certain niveau de tension internationale, une situation de guerre limitée mais endémique<sup>526</sup> ».

---

<sup>525</sup> Robert A. Pape, "Soft Balancing against the United States," *International Security*, 30 (2005), pp. 7-45.

<sup>526</sup> Emmanuel Todd, *Après l'empire: essai sur la décomposition du système américain*. Editions Gallimard, 2002, pp. 10-11.

### 2.3 *L'hypocrisie de la puissance américaine et ses conséquences*

Une autre cause du ressentiment qu'éprouvent les autres pays vis-à-vis des États-Unis provient du fait avéré que le gouvernement américain agit de manière hypocrite, appliquant à sa propre conduite des critères différents de ceux qu'il attend des autres.

Les dirigeants américains insistent souvent sur leur engagement en faveur de « l'État de droit », et ont vite fait de condamner les autres lorsqu'ils violent les principes légaux établis. Comme la plupart des autres pays, les États-Unis n'ont pourtant pas hésité à contourner (ou violer) le droit international quand leur intérêt le commandait<sup>527</sup>.

Walt cite trois exemples qui illustrent bien l'hypocrisie américaine. Les États-Unis ont refusé de reconnaître le verdict d'une Cour pénale internationale de justice qui condamnait leur campagne clandestine contre le Nicaragua dans les années 1980. De même, ils ont été largement critiqués pour leur projet de faire juger les membres présumés d'al-Qaida par des tribunaux secrets. La décision américaine de maintenir – indéfiniment – les terroristes présumés, en tant qu'« ennemis combattants », a également été controversée, et renforce le sentiment que l'engagement de l'Amérique en faveur de l'État de droit est par trop fluctuant<sup>528</sup>. « L'hypocrisie, écrivaient ainsi récemment Henry Farrell et Martha Finnemore, est au cœur du *soft power* de Washington – sa capacité à amener d'autres pays à accepter la légitimité de ses actions – et pourtant peu d'Américains se rendent compte de l'importance de son rôle ».

Dans un article récent, ces deux universitaires américains influents notaient que les États-Unis ont longtemps prêché les vertus de la non-prolifération nucléaire, par exemple, et ont contraint certains États à abandonner leurs ambitions atomiques. Dans le même temps, soulignent-ils, ils ont accepté tacitement la nucléarisation d'Israël et, en 2004, ont signé un

---

<sup>527</sup> Stephen Walt, *Pourquoi le monde n'aime plus les États-Unis*, op. cit, p. 106.

<sup>528</sup> Ibid, p. 107.



accord formel en affirmant le droit de l'Inde à l'énergie nucléaire civile en dépit d'avoir bafoué le traité de non-prolifération nucléaire par l'acquisition d'armes nucléaires. Il en va de même de l'insistance de Washington sur la vertu de la démocratie, tandis qu'il a soutenu l'armée égyptienne qui a renversé un gouvernement élu en juillet, refusant d'appeler le coup d'État par son nom. Ensuite, il y a la guerre contre le terrorisme : « Washington exerce de fortes pressions sur les gouvernements étrangers sur les questions des droits humains mais demande à bénéficier de larges dérogations pour elle-même lorsqu'elle se sent menacée ».

Quoiqu'elle était déjà bien connue, ce sont surtout, comme le rappellent Farrell et Finnemore, les récentes révélations sur l'ampleur des programmes de surveillance de masse des États-Unis qui ont étalé à la face du monde l'usage de doubles critères dans la politique étrangère américaine, des révélations qui n'ont évidemment pas été étrangères à la délégitimation du leadership américain dans le monde. Le 5 juin 2013, un article révélant un vaste programme de surveillance téléphonique mis en place par la *National security agency* (NSA) paraissait sur le site du *Guardian*. Le premier d'une longue série de révélations qui proviennent d'une somme impressionnante de documents, fournis par Edward Snowden, un ancien sous-traitant de l'agence choqué par les libertés prises par son pays avec le droit à la vie privée<sup>529</sup>.

Chelsea Manning, un soldat alors connu sous le nom de Bradley Manning, a transmis quelques centaines de milliers de câbles diplomatiques classifiés au groupe anti-secret WikiLeaks. Les autorités américaines ont emprisonné le soldat sous des conditions que le rapporteur spécial de l'ONU sur la torture a qualifiées de cruelles et dégradantes. Peu après, le

---

<sup>529</sup> Martin Untersinger, "Deux ans après ses révélations, les premières victoires d'Edward Snowden," *Le monde*, le 2 juin 2015 (Article consulté le 11 novembre 2015).

sénateur Républicain, Mitch McConnell, à l'émission *Meet the Press*, a qualifié le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, de « *terroriste high-tech* ».

La menace plus grave que posent des lanceurs d'alerte comme Manning et Snowden est plus subtile qu'une attaque directe sur la sécurité nationale des États-Unis : ils sapent la capacité de Washington d'agir hypocritement et de s'en tirer à bon compte. Le danger qu'ils représentent ne réside pas dans les nouvelles informations qu'ils révèlent mais dans les documents qu'ils fournissent et qui confirment ce que les États-Unis font réellement et pourquoi. Lorsque ses actes s'avèrent en contradiction avec la rhétorique publique du gouvernement, comme c'est souvent le cas, il devient plus difficile pour les alliés des États-Unis de fermer les yeux sur le comportement secret de Washington et plus facile pour ses adversaires de justifier le leur<sup>530</sup>.

Si les États-Unis ont pu agir ainsi, c'est que leur puissance leur procure beaucoup d'avantages, et offre de nombreuses options à leurs dirigeants –des options qu'aucun autre État ne pourrait envisager<sup>531</sup>. C'est ce qu'expliquent Farrell et Finnemore lorsqu'ils font remarquer que si les États-Unis ont pu jusqu'à présent s'en sortir à si bon compte avec une telle hypocrisie, c'est parce que les autres États ont tout intérêt à fermer les yeux.

Étant donné combien ils profitent des produits globaux fournis par Washington, ils ont peu intérêt à interpellier la puissance hégémonique sur son comportement. Une critique publique risquerait de pousser le gouvernement des États-Unis vers des positions égoïstes qui saperaient l'ordre mondial général. En outre, les États-Unis peuvent punir ceux qui soulignent l'incohérence de ses actions par une baisse des relations commerciales ou d'autres formes de représailles directes. Les alliés formulent donc généralement leurs préoccupations en privé. Les adversaires peuvent montrer du doigt, mais peu sont en position de pouvoir donner de leçons. Les plaintes formulées par la Chine et la Russie n'inspirent guère de sympathie à l'égard de leurs propres politiques<sup>532</sup>.

Pourtant, comme l'affirment plusieurs analystes, la primauté ne veut pas dire que tous les États doivent invariablement s'accommoder des désirs de Washington. Même si les États-Unis jouissent d'une asymétrie de puissance sans précédent, les autres États disposent encore de

---

<sup>530</sup> Henry Farrell and Martha Finnemore, "The End of Hypocrisy -American Foreign Policy in the Age of Leaks," *Foreign Affairs* (Nov./Dec. 2013).

<sup>531</sup> Stephen Walt, *Pourquoi le monde n'aime plus les États-Unis*, op. cit, p. 130-1.

<sup>532</sup> Henry Farrell and Martha Finnemore, "The End of Hypocrisy," op. cit.

solutions<sup>533</sup>. Par conséquent, bien qu'il n'y ait guère de doute que les États-Unis bénéficient encore d'un large avantage en termes de puissance matérielle, il y a maintenant néanmoins beaucoup plus d'incertitudes concernant les intentions américaines<sup>534</sup>. Si la fin de la guerre froide a modifié sensiblement de nombreuses caractéristiques clés de la politique mondiale, d'un point de vue théorique, les penseurs réalistes se plaisent souvent à rappeler que les changements intervenus n'ont pas pour autant affecté la nature du système international. La vie internationale est toujours en proie à l'anarchie, faute d'un gouvernement mondial qui protège les États les uns contre les autres. Les États sont de ce fait enclins à s'inquiéter lorsque l'un d'eux devient plus puissant que les autres, surtout s'il devient si fort qu'il peut impunément imposer sa volonté.

Dans le cas des États-Unis, plusieurs raisons incitent à encore plus de prudence. D'une part, la manière dont la puissance américaine a fait un usage immodéré de son 'hard power' au cours des dernières années, au détriment de son 'soft power', sur la scène internationale n'a pas aidé à dissiper les craintes sur ses intentions futures. Les autres États, y compris parfois les alliés traditionnels mêmes des États-Unis, craignent qu'ils n'utiliseront pas leur puissance pour menacer leurs intérêts. Or, d'autre part, dans la politique mondiale, les conflits d'intérêt sont inévitables. Comme l'expliquent Stephen Walt, à défaut d'équilibrer matériellement la puissance américaine,

Les ennemis de la primauté des États-Unis la présenteront en revanche en des termes beaucoup plus hostiles. Plutôt que de considérer l'Amérique comme une puissance hégémonique bienveillante, ses opposants chercheront à la décrire comme égoïste, vénale, capricieuse, manquant de sagesse et de vertu, et d'une manière générale, inapte à diriger le monde. Autrement dit, ils dépeindront la primauté des États-Unis et leur politique étrangère comme essentiellement illégitimes, afin de persuader les autres pays qu'il convient d'y résister<sup>535</sup>.

---

<sup>533</sup> Stephen Walt, *Pourquoi le monde n'aime plus les États-Unis*, op. cit, p. 131.

<sup>534</sup> Sean M. Lynn-Jones, « Preface », in Michael E. Brown et al., *Primacy and Its Discontents: American Power and International Stability*. MIT Press, 2009, p. xxiv.

<sup>535</sup> Stephen Walt, *Pourquoi le monde n'aime plus les États-Unis*, op. cit, p. 17.

Comme l'explique Walt, une telle stratégie de *dé légitimation* ne vise pas à défier directement la puissance américaine –en formant une coalition visant à la contrer– mais plutôt à miner la croyance selon laquelle la primauté des États-Unis va de soi ou est moralement acceptable. « La dé légitimation cherche essentiellement à pousser plus de gens à s'indigner de la domination américaine, afin qu'ils deviennent plus déterminés à agir contre les États-Unis, et que ces derniers fassent davantage d'efforts pour s'assurer de leur soutien<sup>536</sup> ».

En outre, même s'il était vrai que, comme le revendiquent certains analystes (libéraux en particulier), les États-Unis ont, par le passé, toujours agi avec bienveillance, ce ne serait nullement un guide sûr de leur comportement futur. Enfin, comme nous le rappelait Lord Acton, si le pouvoir corrompt, le pouvoir absolu corrompt absolument. Raison pour laquelle aucun État avisé ne peut être tout à fait à l'aise devant une telle concentration de pouvoir entre les mains des États-Unis.

Il en ressort que, comme l'explique Pape, parce que les États-Unis sont déjà si puissants, même un changement insignifiant dans la façon dont les autres perçoivent l'agressivité de leurs intentions peut pousser ces derniers à avoir des préoccupations au sujet de leur propre sécurité<sup>537</sup>. Cette lecture permet de comprendre pourquoi la fin de la guerre froide et l'arrivée de la seconde administration Bush ont été accompagnées de tensions croissantes entre les États-Unis et leurs alliés européens. Qu'on pense au ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine qui, pendant les années 1990, s'est plaint à de multiples reprises de la position des États-Unis comme une 'hyperpuissance', et qui a déclaré que toute la politique étrangère de la France a pour but d'obtenir que le monde soit composé de plusieurs pôles, plutôt que d'un pôle unique. Le

---

<sup>536</sup> Ibid.

<sup>537</sup> Robert A. Pape, "Soft Balancing against the United States," op. cit.

chancelier allemand Gerhard Schroeder ne semblait dire autre chose lorsqu'il déclarait que le danger d'« unilatéralisme » de la part des États-Unis était indéniable. Selon les analystes, Schroeder doit sa réélection en 2002 au fait d'avoir pris ses distances avec les États-Unis à propos de la guerre en Irak. « Même l'intégration réussie de plusieurs nouveaux membres de l'Otan en 2003 n'a pas pu dissimuler le fossé qui se creusait entre les deux rives de l'Atlantique<sup>538</sup> ». Les enquêtes d'opinion révèlent que les populations des autres pays, y compris parmi les alliés traditionnels des États-Unis, tels que la Grande Bretagne, la France, l'Allemagne et l'Italie, ont désormais une image nettement moins favorable des États-Unis en raison de l'unilatéralisme de l'ère Bush<sup>539</sup>.

### **3. Les problèmes de légitimation des États-Unis, aggravés par la crise du modèle libéral**

La crise de légitimation des États-Unis est par ailleurs éclairée par l'exemple du cycle de crises dans le capitalisme libéral. Les changements actuels dans la distribution du pouvoir mondial et les conséquences de l'unilatéralisme américain décrits précédemment indiquent que le projet néolibéral s'est essoufflé, ouvrant ainsi la voie à des modèles alternatifs<sup>540</sup>.

D'abord, contrairement aux prédictions d'un nombre important de chercheurs au tournant de la décennie 1990, les promesses de progrès économiques et d'équité sociale que sous-tendait le paradigme économique et politique libéral ont largement été déçues. Ensuite, la crise économique et financière de 2008 a achevé d'enterrer ce modèle comme inapte à résoudre les

---

<sup>538</sup> Voir à ce sujet les conclusions d'un rapport de 2004 d'un groupe de travail du Council on Foreign Relations *Renewing Partnership, Report of an Independent Task Force*, Council on Foreign Relations, 2004, p. 1.

<sup>539</sup> Sean M. Lynn-Jones, "Preface," *op. cit.*, p. xxiv.

<sup>540</sup> Sarah Babb, "The Washington Consensus as Transnational Policy Paradigm: Its Origins, Trajectory and Likely Successor," *Review of International Political Economy*, Vol. 20: No.2 (2013), pp. 268-297, p. 268.

énigmes politiques et économiques du monde. Enfin, l'émergence dans le monde en développement de modèles alternatifs aiguise la curiosité de nombreux pays, désireux d'essayer autre chose que le modèle occidental dysfonctionnel.

### 3.1 *Remise en question du fondement idéationnel de l'hégémonie américaine*

En tant que puissance hégémonique, les États-Unis ont, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, façonné avec succès la politique mondiale grâce à l'idée que « le capitalisme est mieux que le socialisme » et que « la démocratie vaut mieux que la dictature<sup>541</sup> ». En juin 1989, peu avant la chute du mur de Berlin, qui sera suivie de l'implosion deux ans plus tard de l'Union soviétique, l'universitaire américain Francis Fukuyama prédisait la fin imminente de l'Histoire, convaincu que la démocratie libérale et le libre-marché étaient en train de gagner la victoire ultime de la guerre des idéologies<sup>542</sup>. C'est aussi dans ce contexte que l'économiste John Williamson du *Peterson Institute of International Economics* se chargera de proposer une synthèse des solutions néolibérales, baptisée depuis comme le consensus de Washington. Ces solutions proposées visaient à orienter les réformes économiques et sociales en Amérique latine et dans d'autres pays du Sud<sup>543</sup>. « Toutefois, les solutions néolibérales prônées par ce 'consensus' ont presque mené à l'effondrement économique en Argentine et ont entraîné des régressions économiques sévères, entre autres en Indonésie, en Russie et en Europe de l'Est dans les années 1990<sup>544</sup> ». Comme l'a souligné Stewart Patrick, « récemment, [...] les puissances

---

<sup>541</sup> Bruce W. Jentleson and Steven Weber, "America's Hard Sell," *Foreign Policy*, No. 169 (November/December, 2008), pp. 43-49 (p. 43).

<sup>542</sup> Francis Fukuyama, "The End of History?" *The National Interest* (summer 1989).

<sup>543</sup> John Williamson, "What Washington Means by Policy Reform," in John Williamson (ed.), *Latin American Adjustment: How Much Has Happened?* (Washington: Institute for International Economics), 1990.

<sup>544</sup> Zhiming Chen, "La voie chinoise de développement," *Études internationales*, vol. 41, n° 4, 2010, p. 455-483 (pp. 458-9).

émergentes non occidentales ont fait savoir qu'elles ne partagent pas les vues des États-Unis sur ces questions<sup>545</sup> ». Se ralliant à ce constat, les politologues Bruce Jentleson et Steven Weber soutiennent qu'« en dehors des États-Unis, les gens ne croient plus que l'alternative à l'ordre [mondial] dirigé par Washington est le chaos... Le reste du monde n'a pas peur d'expérimenter des solutions de rechange<sup>546</sup> ». A cela s'ajoute la crise de la démocratie dans les pays développés ou ses échecs dans le monde en développement qui nourrit des doutes persistants dans l'opinion mondiale sur son statut hégémonique comme idéologie.

### 3.2 *Les promesses déçues de croissance économique*

Pour cause, le retrait de l'État des économies nationales a plutôt entraîné une série de crises sociales, économiques et financières d'une ampleur mondiale. En particulier, l'écart entre pays développés et pays en développement s'est dangereusement creusé et, dans le monde en développement, les pays ont au mieux suivi des trajectoires divergentes<sup>547</sup>. Par exemple, en comparaison avec l'hyper-croissance expérimentée par les pays nouvellement industrialisés d'Asie, l'Amérique latine dans les années 1980 et l'Afrique subsaharienne durant cette même décennie et la suivante ont tiré de l'arrière<sup>548</sup>. Un grand nombre de pays africains stagnaient ou enregistraient une croissance économique négative pendant cette période. Quant aux pays de

---

<sup>545</sup> Stewart Patrick, "Irresponsible Stakeholders? The Difficulty of Integrating Rising Powers," *Foreign Affairs*, Vol. 89, No. 6 (November/December 2010), pp. 44–53.

<sup>546</sup> Jentleson and Weber, "America's Hard Sell," op.cit, pp. 46–47.

<sup>547</sup> Voir à ce sujet Robert Skidelsky, *Keynes, the Return of the Master*. New York: Public Affairs, 2009 et Ziya Öniş and Fikret Şenses, "Rethinking the emerging Post-Washington Consensus", *Development and change*, Vol. 36, Oxford, Blackwell Publishing, 2005, pp. 263-290.

<sup>548</sup> Voir Ziya Öniş and Fikret Şenses, "Rethinking the emerging Post-Washington Consensus", op. cit.

l'Amérique latine, après une performance similaire dans les années 1980, ils ont ensuite montré des signes de relance, mais celle-ci allait être de courte durée<sup>549</sup>.

Ensuite, la croissance rapide et soutenue de pays comme l'Inde et la Chine, et le fait reconnu que ces pays n'ont pas suivi les diktats néolibéraux à outrance, a influencé un nouveau débat sur la pertinence du paradigme néolibéral. L'Inde et la Chine ont maintenu un contrôle sur leur système financier, ce qui, de l'avis de nombre de spécialistes, leur a permis d'échapper aux crises financières récurrentes<sup>550</sup>. De même, les deux pays procèdent à des redistributions sur le plan domestique afin de résorber l'inégalité.

### 3.3 *La montée des inégalités dans le monde*

La mise œuvre des politiques néolibérales s'est accompagnée d'une croissance accrue des inégalités sociales dans les pays concernés au cours des trois dernières décennies<sup>551</sup>. James Galbraith, qui dirige l'Inequality Project (UTIP), mesurant les inégalités entre groupes et régions, rend bien compte de cette évolution. Ses recherches démontrent que, parmi les pays de l'OCDE, tous, à l'exception du Danemark, ont vu un accroissement de l'inégalité depuis le début des années 1960. Parmi les pays ne relevant pas de l'OCDE, une tendance similaire est observée. Aux États-Unis, si l'inégalité entre les salaires a chuté, celle entre les revenus a crû.

---

<sup>549</sup> Ibid.

<sup>550</sup> Comme indiqué en introduction, des incertitudes planent actuellement sur le système financier chinois, mais les avis sont partagés quant aux causes et conséquences éventuelles des problèmes expérimentés actuellement par la Chine. Pour une idée des deux points de vue, voir: Paul Krugman, "Hitting China's Wall," *The New York Times*, July 19, 2013 ([www.nytimes.com](http://www.nytimes.com)) et Anatole Kaletsky, "China is not Collapsing," *Project Syndicate*, October 12, 2015.

<sup>551</sup> Voir Thomas Piketty, *Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Seuil, 2013.



The best-off have been getting relatively richer on the back of ‘extra income’. Globally, inequality was stable in the Bretton Woods age, but it rose sharply in the Washington Consensus years from 1982 and all the way into the new millennium<sup>552</sup>.

Selon l’UTIP, l’Amérique du Sud constitue à cet égard une exception surprenante. Le projet a en effet enregistré une baisse des inégalités dans le sud du continent depuis la crise financière de la fin de 1990 et du début des années 2000. Mais, selon Galbraith, cette baisse s’explique par « le retrait de cette région de l’orthodoxie néolibérale <sup>553</sup> ».

Aux États-Unis, durant la campagne présidentielle de 2008, le candidat démocrate à la Maison Blanche, Barak Obama, mettra à profit ses temps d’antenne pour lancer une attaque en règle contre les politiques néolibérales qu’il tient pour responsables d’avoir conduit la première puissance mondiale au bord du précipice. Il s’attaquera à toutes les composantes de l’idéologie néolibérale, du système politique au système socioculturel en passant par le système économique. En ce qui concerne le système économique, les critiques les plus sévères d’Obama ciblaient les politiques de dérégulation durant les années de George Bush.

I believe this is a final verdict on the failed economic policies of the last eight years, strongly promoted by President Bush and supported by Sen. McCain, that essentially said that we should strip away regulations, consumer protections, let the market run wild, and prosperity would rain down on all of us. It hasn’t worked out that way. And so now we’ve got to take some decisive action<sup>554</sup>.

Obama s’en est également pris à l’idée d’un « gouvernement minimal » de l’*establishment* néolibéral. En lieu et place des vieux principes « trickle down » dont la précédente administration républicaine a fait son champ de bataille politique, Obama déclare : “if

---

<sup>552</sup> James Galbraith, “Inequality, Unemployment and Growth: New Measures of Old Controversies,” *Journal of Economic Inequality*, Vol. 7, No. 2 (June 2009).

<sup>553</sup> James Galbraith, “Inequality, Unemployment and Growth,” op. cit.

<sup>554</sup> Transcript of second McCain, Obama debate, October 7, 2008 (Cité dans Aditya Habbu, “The Neoliberal Legitimation Crisis,” op. cit.)

the economy's good for folks from the bottom up, it's gonna be good for everybody. I think when you spread the wealth around, it's good for everybody<sup>555</sup>.”

Enfin, Obama questionnait l'un des postulats sacrés de l'idéologie néolibérale : la responsabilité individuelle. Au lieu d'accréditer la thèse que chacun est responsable de son propre destin, il suggère que certains peuvent être exclus de la prospérité et nécessiter une aide supplémentaire. Obama attribue cette vision de la responsabilité individuelle aux politiques néolibérales de la précédente administration.

For over two decades, [McCain] subscribed to that old, discredited Republican philosophy - give more and more to those with the most and hope that prosperity trickles down to everyone else. In Washington, they call this the Ownership Society, but what it really means is - you're on your own. Out of work? Tough luck. No health care? The market will fix it. Born into poverty? Pull yourself up by your own bootstraps - even if you don't have boots. You're on your own. Well it's time for them to own their failure. It's time for us to change America<sup>556</sup>.

Comme l'observe Aditya Habbu, « en attaquant la philosophie néolibérale dans ses trois sous-systèmes, Obama remet en question l'idéologie néolibérale sur laquelle reposait le système social américain. Compte tenu de l'impressionnante victoire d'Obama et du succès du Parti démocrate en 2008, il semble clair que la population adhère à ses principes anti-néolibéraux<sup>557</sup> ».

#### **4. La Chine animée par un sentiment de possibilités historiques**

Comme notre théorie du pouvoir symbolique le postule, au plan international, le défaut de légitimité crée d'importantes opportunités pour les opposants et adversaires potentiels de la

---

<sup>555</sup> Charles Hurt, “Obama Fires a ‘Robin Hood’ Warning Shot,” *New York Post*, October 15, 2008. (Cité dans Habbu, *ibid.*, p. 12).

<sup>556</sup> Barack Obama, *The American Promise*, Acceptance Speech at the Democratic Convention, Mile High Stadium, Denver Colorado, August 28, 2008. (Cité dans Habbu, *ibid.*).

<sup>557</sup> Habbu, *ibid.*, p. 13.

puissance hégémonique<sup>558</sup>. Dans le même temps, les opportunités pour un équilibre matériel conventionnel dans le système international émergent sont limitées en raison de contraintes systémiques et pratiques déjà évoquées (chapitre 1). Toutefois, cela ne signifie pas que les États plus faibles doivent se conformer à tous les désirs de la puissance hégémonique. En guise de stratégie, les puissances de second ordre pratiquent les « arts de la résistance », dans la mesure où « les relations de domination sont aussi des relations de résistance<sup>559</sup> ». En particulier, les attaques sur la légitimité de la puissance régnante fait partie des « armes des faibles<sup>560</sup> ». Autrement dit, le jeu de la politique de puissance dans le contexte post-guerre froide est un exemple d'un phénomène plus général de relations de domination et de résistance<sup>561</sup>.

Les changements structurels susmentionnés ont renforcé la tendance à un transfert du centre de gravité de la puissance mondiale de l'Occident vers les puissances émergentes du BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Ce mouvement d'équilibre de la puissance matérielle a eu pour principal effet de modifier le paysage de l'influence diplomatique et de l'ordre normatif. Alors que les doutes se sont accumulés sur la puissance américaine et son modèle libéral, les regards se sont tournés de plus en plus vers la Chine pour tirer l'économie mondiale au cours des années 2000 et des décennies à venir. Par exemple, l'idée d'un « modèle chinois » a connu un regain d'intérêt pendant et depuis la crise financière mondiale<sup>562</sup>.

Même si, comme nous le verrons au prochain chapitre, le gouvernement chinois évite de soutenir publiquement l'idée d'un « consensus de Pékin », décrit communément comme

---

<sup>558</sup> Martha Finnemore, "Legitimacy, Hypocrisy, and the Social Structure of Unipolarity: Why Being a Unipole Isn't All It's Cracked Up to be," *World Politics*, Vol. 61, No. 1 (January 2009), pp. 58–85 (p. 65).

<sup>559</sup> James C. Scott, *La domination et les arts de la résistance*, op. cit, p. 59.

<sup>560</sup> James C. Scott, *Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance* (New Haven: Yale University Press, 1985); Stephen Walt, *Pourquoi le monde n'aime plus les États-Unis*, op. cit, pp. 177-200.

<sup>561</sup> Randall L. Schweller and Xiaoyu Pu, "After Unipolarity," op. cit, p. 47.

<sup>562</sup> Shaun Breslin, "The 'China Model' and the Global Crisis: From Friedrich List to a Chinese Mode of Governance?", *International Affairs*, Vol. 87, No. 6 (2011), pp. 1323.

contrepoin et contrepoids idéologiques au consensus de Washington, plusieurs évidences tendent à montrer que Pékin cherche tout de même à mettre en avant sur la scène internationale son propre modèle de développement économique et politique. « C'est une idée populaire parmi les élites politiques chinoises, y compris certains dirigeants nationaux, que le modèle de développement de la Chine constitue une alternative à la démocratie et aux expériences occidentales pour que d'autres pays en développement s'en inspirent, alors que de nombreux pays en développement qui ont introduit les valeurs et systèmes politiques occidentaux connaissent des troubles et le chaos<sup>563</sup> ». Sont cités en particulier les noms d'intellectuels officiels comme Yu Keping, parmi d'autres, qui estiment que l'expérience chinoise peut aider de nombreux pays en développement à relever le défi de la modernisation<sup>564</sup>. En raison du mouvement de puissance et des perceptions, les puissances émergentes comme la Chine sont ainsi apparues aguerries sur la scène mondiale<sup>565</sup>. Dans le cas de la Chine, elle « a vu dans le succès des jeux Olympiques de Pékin de 2008 et ses propres résultats sportifs –elle y a obtenu plus de médailles d'or que les États-Unis– l'illustration de la consolidation de son *soft power*, de la force d'attraction que sa réussite économique a pu susciter<sup>566</sup>. »

Une bonne partie de la raison pour laquelle il y a eu un changement dans l'attitude envers les puissances occidentales, et en particulier la puissance hégémonique américaine, de la part des élites chinoises (incluant le gouvernement, les intellectuels, et parfois les citoyens ordinaires, etc.) a beaucoup à voir avec les changements mentionnés plus haut dans le système international

---

<sup>563</sup> Kenneth Lieberthal and Wang Jisi, *Addressing U.S.-China Strategic Distrust* (Washington, DC: Brookings Institution, 2012), p. 10.

<sup>564</sup> Jean-Pierre Cabestan, *La politique internationale de la Chine*, op. cit, p. 102.

<sup>565</sup> Pu Xiaoyu, "Socialisation as a Two-way Process: Emerging Powers and the Diffusion of International Norms," *The Chinese Journal of International Politics*, 2012, pp. 1-27 (p. 3).

<sup>566</sup> Jean-Pierre Cabestan, *La politique internationale de la Chine*, op. cit.

et l'impact que ces changements ont eu sur la perception de la Chine de son propre rôle historique dans les affaires mondiales<sup>567</sup>. Cette lecture, quoiqu'inspirée de la théorie du pouvoir symbolique de Bourdieu, n'est pas très éloignée de celle proposée par certains penseurs réalistes des relations internationales, notamment Robert Gilpin dans sa conception du changement dans le système international. Comme il l'écrit, « c'est le développement différentiel ou inégal de la puissance entre les États dans un système qui encourage des efforts de la part de certains États à changer le système pour faire avancer leurs intérêts [...] Les changements dans la puissance relative parmi les acteurs principaux du système sont des précurseurs du changement politique<sup>568</sup>. »

Dans son analyse de la politique internationale de la Chine, Jean-Pierre Cabestan souligne la période allant des années 2000 jusqu'à nos jours comme ayant été marquée par un changement de ton important. Il cite en exemple que, mettant à profit les jeux Olympiques de 2008, et plus encore la crise financière qui leur a succédé, la République populaire a infléchi sa politique internationale.

Dès 2005, le PCC n'a pas hésité à instrumentaliser de nouveau, alors contre le Japon, le nationalisme qu'il inculqué à la société avec une ardeur et une constance sans faille. Plus important sans doute, à compter de 2007, imbue d'une puissance économique et diplomatique jamais goûtée depuis la fin du règne de l'empereur Qianlong au XVIIIe siècle, la Chine a été tentée de discrètement remettre en question la diplomatie dite de « profil bas » recommandée par Deng et d'affirmer plus nettement, et sans trop se soucier des réactions négatives à cette nouvelle politique, son influence dans les affaires mondiales<sup>569</sup>.

La même tendance s'observe à la fin de la décennie dominée par Hu Jintao, lorsque « cette stratégie s'est manifestée non seulement dans le domaine maritime que Pékin revendique face à Tokyo (Senkaku-Diaoyu) ou en mer de Chine méridionale (îles Paracels et Spratlys), mais aussi

---

<sup>567</sup> Chris Alden, *China in Africa*. London, New York: Zed Books, 2007, p. 114.

<sup>568</sup> Robert Gilpin, *War and Change in World Politics*, op. cit., 93.

<sup>569</sup> Jean-Pierre Cabestan, *La politique internationale de la Chine*, op. cit., p. 31.

à l'égard de l'ensemble de ses partenaires, que ce soit Bruxelles, Paris, Londres, Delhi ou même Washington<sup>570</sup>.

Idem avec l'accession au pouvoir de Xi Jinping en 2012 quand, de l'avis de Cabestan, « cette évolution s'est confirmée et même accélérée ». Il en veut pour preuve le fait que, « [à] nouveau, la Chine paraît préférer être crainte qu'aimée, respectée qu'attentive aux autres. Elle incline à coopérer avec les pays qui connaissent des dérives autoritaires, comme la Russie, plutôt qu'avec les Occidentaux<sup>571</sup>. » Il souligne enfin, comme nous le verrons aussi dans le prochain chapitre, l'assurance retrouvée de la Chine qui la pousse à demander aux pays occidentaux « une place chaque jour plus grande dans les organisations interétatiques mises en place après la seconde guerre mondiale » et qui explique, en outre, qu'elle s'efforce de conclure des accords commerciaux ou de sécurité régionaux de nature à concurrencer les projets américains<sup>572</sup>.

Pour reprendre les termes de Bourdieu, on peut affirmer que cette période est caractérisée par la fréquence avec laquelle le leadership communiste, les intellectuels et citoyens chinois ordinaires ont été animés par un sentiment de « possibilités historiques » les poussant à agir. Dans sa conception du changement invoquée plus haut, Gilpin relève qu'à travers l'histoire, le moyen principal pour régler le problème du déséquilibre entre la structure du système et la répartition de la puissance est la guerre, et notamment la guerre « hégémonique », qui « détermine qui gouvernera le système international et les intérêts de qui seront servis principalement par le nouvel ordre international<sup>573</sup>. »

---

<sup>570</sup> Ibid, pp. 31-32.

<sup>571</sup> Ibid, p. 32.

<sup>572</sup> Ibid.

<sup>573</sup> Robert Gilpin, *War and Change in World Politics*, op. cit, 198.

Pour leur part, le leadership et les intellectuels chinois n'ont, à certains égards, pas encore directement et ouvertement contesté les fondements idéologiques dominants de la *Pax Americana*, mais, comme les chapitres 4 et (en particulier) 5 tenteront de l'expliquer plus en détails, ils ont tout de même commencé à réfléchir au-delà de l'ordre occidental existant<sup>574</sup>. C'est une lecture sur laquelle s'alignent la plupart des analystes : « à ce jour, et probablement pour longtemps, la Chine n'entend pas défier, de manière ouverte et directe, les États-Unis, qu'elle continue de considérer comme la première puissance politique et militaire de la planète. Le PCC pense qu'il est dans son intérêt de poursuivre à l'égard du numéro un mondial une stratégie indirecte –certains diront « digne du jeu de go »– qui privilégie l'affaiblissement de ses systèmes d'alliance ainsi que de sa position économique et diplomatique en Asie comme dans le reste du monde<sup>575</sup>. »

Dans l'intervalle, la Chine a trouvé des manières plus subtiles de résister à l'unipolarité des États-Unis –une résistance qui s'apparente à ce que James C. Scott décrit comme la stratégie de « rédacteurs en chefs prudents de publications d'opposition opérant dans des conditions de censure assez stricte, dans lesquelles les groupes dominés doivent trouver différentes manières de faire passer leur message sans enfreindre la loi ». Une telle approche, explique Scott, « nécessite un certain esprit expérimental et la capacité de tester et d'exploiter toutes les failles, les ambiguïtés, les silences et les défaillances possibles du système<sup>576</sup> ». En effet,

One ne trouvera la part principale de la vie en politique des groupes dominés ni dans les actes ostensibles de défi collectif à l'égard des détenteurs du pouvoir, ni dans une obéissance complète face à l'hégémonie, mais plutôt dans un vaste territoire, encadré par ces deux bornes. La carte de ce territoire ainsi borné risque de donner l'impression

---

<sup>574</sup> Randall L. Schweller and Xiaoyu Pu, "After Unipolarity: China's Visions of International Order in an Era of U.S. Decline," op. cit, p. 52.

<sup>575</sup> Ibid.

<sup>576</sup> James C. Scott, *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*. Éditions Amsterdam, 2008, p. 156.

qu'il ne consiste que, d'un côté, en des performances convaincantes (même si éventuellement trompeuses) jouées sur scène, et, d'un autre côté, en un discours relativement désinhibé en coulisse. Cette impression conduit à commettre une lourde erreur<sup>577</sup>.

La Chine a opéré au sein du système international mis en place par l'Occident pour développer son économie et accroître sa visibilité et son statut comme un acteur politique mondial, tout en évitant les actions qui contestent directement l'hégémonie américaine<sup>578</sup>. En même temps, la Chine cherche à accroître son influence politique et son prestige en participant activement à l'ordre existant, et non en le confrontant, lorsque son intérêt national l'exige, tout en s'appuyant sur les mêmes canaux institutionnels existants comme rampe de lancement de sa puissance afin de contester l'hégémonie des États-Unis<sup>579</sup>. Une stratégie subtile mais efficace qui semble directement contredire les théories de la « fin de l'histoire<sup>580</sup> » et de la Chine émergente comme « puissance du statu quo »<sup>581</sup>.

Au contraire, les nombreuses tactiques employées par la Chine érigent un monument aux arts chinois de la résistance : (1) dénonciations de l'unilatéralisme américain et promotion du concept (sinon toujours la pratique) du multilatéralisme; (2) création et participation à de nouvelles organisations internationales; (3) poursuite d'une diplomatie symbolique proactive dans les pays en développement; (4) vote contre les États-Unis dans les institutions internationales; et (5) définition de l'ordre du jour au sein des organisations internationales et régionales. Comme l'écrivent Randall L. Schweller and Xiaoyu Pu, « à court terme, la Chine

---

<sup>577</sup> Ibid, p. 153,

<sup>578</sup> Randall L. Schweller and Xiaoyu Pu, "After Unipolarity: China's Visions of International Order in an Era of U.S. Decline," op. cit, p. 53.

<sup>579</sup> Ibid.

<sup>580</sup> Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*. Paris: Flammarion, 1992; Francis Fukuyama, "The End of History," op. cit.

<sup>581</sup> Alastair Iain Johnston, "Is China a Status Quo Power?" op. cit, p. 28.



cherche une modification graduelle de la *Pax Americana*, non pas une remise en question directe<sup>582</sup> ». C'est donc en prenant ces comportements pour argent comptant que l'analyste risque d'assimiler abusivement à une conduite de *statu quo* « ce qui ne relève en fait que de la seule tactique<sup>583</sup> ». D'une manière générale, l'analyse qui suit entend suggérer qu'il est possible de décoder des relations et stratégies de pouvoir souvent déguisées avec plus de succès que ce n'est actuellement le cas dans les approches conventionnelles.

#### 4.1 *Entre la recherche de l'harmonie et l'affirmation de puissance*

Tout d'abord, une façon dont la Chine a profité de la crise de légitimation des États-Unis au cours des dernières années a été la conduite d'une diplomatie plus affirmée, ce qui a non seulement augmenté l'influence politique de la Chine dans les affaires régionales asiatiques, mais a également contribué à gonfler son image globale. Il est ainsi généralement admis que, depuis 2008, si la diplomatie du « profil bas » recommandée par Deng Xiaoping après 1989 reste officiellement en vigueur, en réalité le « développement pacifique » de la Chine s'accompagne d'une affirmation de puissance sans précédent, laquelle, à compter de 2013-2014, s'est faite plus radicale, incitant Xi Jinping à officiellement abandonner les préceptes du père des réformes.

La rupture d'avec la politique de « profil bas » n'est cependant pas nouvelle : on peut la faire remonter aux années 1990, c'est-à-dire lorsque Jiang Zemin, qui succéda à Deng Xiaoping, rompit progressivement avec cette approche de prudence chère à ce dernier après 1989. Sans l'abandonner officiellement, il lui substitua une diplomatie et une stratégie de « grand pays » (*daguo waijiao*, *daguo zhanlie*) qui, à la fois, relevaient la stature de la Chine et la conduisaient

---

<sup>582</sup> Ibid.

<sup>583</sup> James C. Scott, *La domination et les arts de la résistance*, op. cit, p. 12.

à influencer plus directement les affaires mondiales, en y « apportant plus souvent sa contribution » (*yousuo zuowei*)<sup>584</sup>. C'est aussi une telle stratégie qui, découlant de l'approche multipolaire adoptée en 1992, amena la Chine non seulement à « consolider le pôle qu'elle constituait elle-même, mais aussi à privilégier les relations avec les grands pays (États-Unis, Japon, Russie, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Inde, Brésil) ou ensemble d'États (Union européenne, ASEAN), au détriment de ses rapports avec les autres pays en développement et les nations qui ne contribuaient guère à la préservation de ses intérêts immédiats<sup>585</sup>. » Depuis Jiang Zemin donc, on pouvait déjà percevoir une République populaire « plus sûre d'elle », qui hésita moins à s'opposer ouvertement aux États-Unis, à l'Occident ou même à ses voisins sur un plus grand nombre de dossiers<sup>586</sup>. »

Quant à Hu Jintao, les analystes mettent généralement à son actif son plaidoyer en faveur d'un « monde harmonieux », mais on pourrait tout aussi bien souligner sa politique de rupture d'avec celle de « profil bas » de Deng. Lorsque, à son tour, il succède à Jiang, Hu fera preuve de prudence, dans une tentative évidente de restaurer l'orthodoxie « denguiste », la Chine se trouvant sous une pression internationale qui ne cesse de s'intensifier pour que, selon les termes fameux du secrétaire d'État adjoint américain d'alors, Robert Zoellick, elle devienne un *responsible stakeholder*. C'est pourquoi, tout en « cherchant à influencer plus nettement les affaires mondiales par un nombre croissant d'initiatives », il exhorte le Parti à continuer à rester fidèle à la ligne fixée par Deng Xiaoping.

Mais cela ne l'empêchera pas de saisir les conditions de possibilités qui s'offrent à lui vers la fin des années 2000 en vue d'une plus grande affirmation de puissance de la Chine. Ainsi,

---

<sup>584</sup> Jean-Pierre Cabestan, *La politique internationale de la Chine*, op. cit., p. 51.

<sup>585</sup> Ibid, pp. 51-52.

<sup>586</sup> Ibid.

au lendemain du XVIIe Congrès du PC chinois (octobre 2007), et en particulier après les jeux Olympiques de Pékin de 2008, Hu Jintao changea à nouveau l'ordre des priorités dans la politique internationale qu'il mettra en œuvre. Un nombre croissant d'analystes, parmi lesquels Bonnie Glaser et Benjamin Dooley, observent ainsi que, tandis que le *taoguang yanghui* cher à Deng continuait d'être évoqué, *yousuo zuowei* reprit préséance, et cela de manière plus nette et plus durable<sup>587</sup>.

La rupture d'avec la politique de « profil bas » de la Chine, observée vers la fin de la décennie 2000, n'a donc rien de nouveau. Cependant, ce qui devient manifeste est la préséance de plus en plus nette de l'affirmation de puissance sur la recherche de l'harmonie dans la politique internationale de la Chine, ce qui ne s'était pas observé depuis Deng, si l'on omet de rares épisodes conflictuels, par exemple, la crise dans le détroit de Formose en 1996, causée par les manœuvres militaires à grande échelle et les tirs de missiles à quelques encablures des ports de Kaohsiung et de Keelung, manœuvres dont Washington dénonçait le caractère provocateur et « imprudent ».

L'homme qui incarne le mieux cette nouvelle inflexion de la politique internationale de la Chine reste sans conteste Xi Jinping. Après son intronisation fin 2012, il va mettre à profit un débat animé sur le bien-fondé de la stratégie de Deng pour « pousser à son terme l'évolution engagée par Jiang Zemin, puis prudemment gérée par Hu Jintao ». Comme l'explique ici Cabestan, l'abandon plus ou moins officiel, fin 2014, de la politique qui consistait à fuir la lumière et à rechercher l'obscurité » (le sens littéral de *taoguang yanghui*) et son remplacement

---

<sup>587</sup> Jean-Pierre Cabestan, *La politique internationale de la Chine*, op. cit., p. 109; Bonnie Glaser et Benjamin Dooley, "China's 11th Ambassadorial Conference Signals Continuity and Change in Foreign Policy," *China Brief*, Vol. 9, No. 22, 4 novembre 2009, pp. 8-12; Willy Lam, "Hu Jintao Unveils Major Foreign Policy Initiative," *China Brief*, Vol. 9, No. 24, 3 décembre 2009, pp. 2-4.

par la formule « apporter sa contribution avec enthousiasme » (*fenfa youwei*) n'en sont que l'aboutissement ». En fait, comme il l'écrit encore, dès le printemps 2012, Xi a été associé à la stratégie de grignotage en mer de Chine du Sud en prenant la tête d'un nouveau groupe dirigeant spécifiquement chargé de gérer l'espace maritime revendiqué par son pays. Puis, après sa prise de fonctions lors du XVIIIe congrès, à la fois à la direction du Parti et à celle de l'Armée, il s'est montré bien résolu à utiliser toutes les initiatives des voisins de la Chine pour prendre l'avantage. En d'autres termes, si l'un de ces derniers avance d'un pas, Pékin décide désormais de réagir en progressant de deux pas. C'est aussi dans ce contexte qu'il voit la nouvelle stratégie qui pas permis à la Chine de prendre le contrôle du récif de Scarborough au printemps 2012 et, depuis l'automne de la même année, de contester plus ouvertement, du moins sur mer et dans les airs, l'administration du Japon des îles Senkaku-Diaoyou.

Plus fondamentalement encore, Xi veut faire de la Chine une puissance maritime, attribut *sine qua non* à ses yeux de toute grande puissance. C'est un objectif ambitieux, car l'empire du Milieu est traditionnellement une puissance continentale, qui plus est engoncée à l'intérieur de deux chaînes d'îles encore largement contrôlées par les États-Unis et leurs alliés. Mais s'inspirant des thèses d'un Alfred Thayer Mahan et annoncée par Hu lors du XVIIIe congrès, cette ambition met en lumière une volonté de concurrence stratégique plus ouverte avec la première puissance mondiale<sup>588</sup>.

Cette puissance de plus en plus affirmée, à partir des années 2000, n'a pas remis pour autant en cause le caractère pacifique de l'émergence de la Chine promis depuis Deng Xiaoping. Car, cette nouvelle posture sur la scène internationale, qui inquiète parfois, a incité les dirigeants chinois à se montrer inventifs, et à mettre au point des stratégies afin de 'masquer' leur révisionnisme, à la manière du rédacteur en chef dont parle Scott. Par exemple, la rhétorique diplomatique de Pékin est toujours truffée de références aux notions d'harmonie et de solutions

---

<sup>588</sup> Jean-Pierre Cabestan, *La politique internationale de la Chine*, op. cit., p. 110.

gagnant-gagnant. Une autre preuve convaincante vient de la poursuite sans répit par la République populaire de son processus d'intégration aux organisations internationales, de même que sa propension à la coopération sur les grandes questions mondiales, dont l'accord sur le climat trouvé entre les présidents américains et chinois en 2014 est l'une des illustrations indiscutables. Pékin maintient toutefois le cap sur ses nouvelles ambitions.

Faire de la Chine la puissance dominante en Asie et un « grand » aussi influent que les États-Unis dans le reste du monde, modifier le fonctionnement des normes et des institutions internationales, mettre en avant les intérêts fondamentaux ou tout simplement nationaux, telles sont clairement les priorités de la politique étrangère de la Chine de Xi Jinping. En conséquence, plus encore que son prédécesseur, ce dernier est disposé à accepter les conflits, que ceux-ci soient diplomatiques, commerciaux ou territoriaux, et à gérer les crises qui en découlent, se préoccupant bien moins des conséquences de cette stratégie extérieure sur les relations entre son pays et ses principaux partenaires et voisins<sup>589</sup>.

Et, comme nous le verrons dans le prochain chapitre, « plus largement, Xi entend que la Chine se comporte déjà comme une grande puissance et mette en place une diplomatie en rapport avec ce nouveau statut<sup>590</sup>. » Dans un discours important sur la politique étrangère en novembre 2014, à l'intention d'officiels du Parti communiste, Xi Jinping a indiqué que la Chine serait aimable avec ses voisins en Asie, mais qu'il poursuivrait une politique étrangère active et serait implacable dans la promotion du rajeunissement de la Chine sur la scène mondiale. A cette occasion, Xi n'a pas cité le nom des États-Unis mais a décroché une flèche dont les analystes ont unanimement fait de la première puissance mondiale la cible privilégiée: « la tendance croissante vers un monde multipolaire ne changera pas », une déclaration qui reflète la vision chinoise que le rôle américain dans la période post-Guerre froide en tant que seule superpuissance tire à sa fin. Xi d'ajouter que la Chine avait maintenant la puissance afin de transformer les crises mondiales

---

<sup>589</sup> Ibid, p. 72.

<sup>590</sup> Christopher K. Johnson, "Thoughts from the Chairman: Xi Jinping Unveils his Foreign Policy Vision," CSIS, 8 décembre 2014 ([https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/legacy\\_files/files/publication/141208\\_ThoughtsfromtheChairmanDEC2014.pdf](https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/legacy_files/files/publication/141208_ThoughtsfromtheChairmanDEC2014.pdf)).

en sa faveur, une autre déclaration qui, de l'avis des analystes, reflète la perception de Xi de la prééminence grandissante de la Chine<sup>591</sup>. En fait, ce que Xi dit à l'auditoire, analyse Christopher Johnson dans le *New York Times*, est que « la Chine est une grande puissance et devrait commencer à agir comme telle ». Selon lui qui cite Xi, la Chine ne s'en tiendrait plus à la maxime de Deng Xiaoping, selon laquelle la Chine doit attendre patiemment son tour sur la scène mondiale et « se cacher et attendre », une idée qui reste populaire parmi cadre du Parti<sup>592</sup>.

En adoptant en 2000 une politique étrangère qualifiée de « révisionnisme masqué », Pékin n'a pas seulement cherché à se prémunir contre tout risque futur –le fameux *hedging* évoqué depuis 2003 par un nombre croissant d'experts américains–, mais à utiliser une montée en puissance qui ne peut que remettre en question le *statu quo* pour transformer progressivement et en sa faveur les rapports de forces internationaux...Et l'on peut se demander si la quête affichée encore aujourd'hui de l'harmonie avec le monde n'est pas l'une des méthodes privilégiées par la direction chinoise pour mieux masquer le profond révisionnisme de sa politique étrangère et pour affirmer ainsi de manière plus efficace sa puissance, tendances devenues plus manifestes à compter de 2008 et plus encore depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping quatre ans plus tard<sup>593</sup>.

Enfin, à l'instar de leurs dirigeants, les intellectuels chinois interprètent diversement les nouvelles conditions de possibilités qui se présentent à la Chine et la façon dont leur pays devrait les mettre à profit. Cependant, la prudence reste de mise, l'anti-hégémonie (反霸) constituant un pilier intellectuel du discours en Chine sur les relations avec les autres grandes puissances, et en

---

<sup>591</sup> Jane Perez, "Leader Asserts China's Growing Importance on Global Stage," *The New York Times*, 30 novembre 2014 ([http://www.nytimes.com/2014/12/01/world/asia/leader-asserts-chinas-growing-role-on-global-stage.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2014/12/01/world/asia/leader-asserts-chinas-growing-role-on-global-stage.html?_r=0)).

<sup>592</sup> Ibid.

<sup>593</sup> Jean-Pierre Cabestan, *La politique internationale de la Chine*, op. cit, pp. 73-74.

particulier les États-Unis. L'idée rallie qui veut que Pékin entreprenne sans relâche de rappeler au monde que la Chine ne « poursuivra jamais l'hégémonie » après qu'elle émerge comme une grande puissance. Mais s'ils s'entendent sur l'idée que la Chine doit s'abstenir de toute quête d'hégémonie, certains intellectuels chinois discutent de plus en plus ouvertement de la possibilité que leur pays assume un rôle de premier plan dans les affaires mondiales. Ce que l'un d'entre eux résume en ces termes : « La Chine n'a pas l'ambition ou la vocation à devenir une puissance hégémonique. Mais nous voulons certainement être un leader<sup>594</sup> ». Enhardis par la perception qu'ils ont de l'affaiblissement de l'Occident en crise et par la résilience de leur pays, les intellectuels chinois se lancent à leur tour dans le débat<sup>595</sup>. Bien qu'ils soient comme les analystes occidentaux sur la puissance chinoise et ses implications pour le monde, l'angle d'approche est différent: très sino-centriques, ils font de l'identité internationale de la Chine le fil directeur de sa politique étrangère. Leurs débats s'inscrivent dans le droit fil de deux qui opposent en Occident partisans d'une Chine révisionniste et *statu quo*, mais révélant une complexité qui défie parfois tout effort de classification rigide<sup>596</sup>.

Ceux qu'on peut décrire comme des réalistes semblent être bien en phase avec les dernières évolutions de la politique internationale de la Chine. Ils veulent que la Chine emploie sa puissance retrouvée, même s'ils voient en même temps des contraintes à cet effet. On retire aussi de la lecture de ces réalistes un certain sentiment de vengeance et de représailles (lorsqu'elle sera en mesure, la Chine devra faire aux autres ce qu'ils lui ont fait dans le passé). On a ainsi pu noter un triomphalisme parmi certains intellectuels chinois après la crise financière

---

<sup>594</sup> David Shambaugh, *China Goes Global*, op. cit, pp. 21-22.

<sup>595</sup> Marie-Claire Bergère, *Chine, le nouveau capitalisme d'État*, op. cit, 208, sur la question du modèle chinois qui sera abordée dans le prochain chapitre.

<sup>596</sup> David Shambaugh, *China Goes Global*, op. cit, p. 22.

mondiale de 2008-2010. Selon eux, le modèle de développement chinois de capitalisme d'État et de socialisme a été confirmé, tandis que le *laissez-faire* occidental a été vaincu. La plupart d'entre eux, à l'instar de Ian Xuetong de Tsinghua et Zhang Ruizhuang de l'Université Nankai, se disent aussi contre l'idée de développement pacifique, au motif que l'« ascension pacifique » est une théorie dangereuse, car elle donne aux adversaires potentiels (incluant Taiwan) le message que la Chine n'utilisera pas la force pour protéger sa souveraineté et intérêts nationaux<sup>597</sup>.

#### 4.2 *Changements systémiques et le rayonnement international de la Chine*

En raison de l'équilibre mouvant des puissances et des nouvelles perceptions qu'il a entraînées, les puissances émergentes ont entrepris une diversification de leur diplomatie. Les rencontres internationales offrent à cet égard un bon aperçu de cette nouvelle réalité internationale. Ce fut, par exemple, le cas à Copenhague en 2009, où il est apparu évident que le leadership mondial de l'Occident s'érodait et que de nouvelles puissances comme la Chine, l'Inde et le Brésil ont démontré un rare unanimisme dans leur rejet plus ou moins radical de l'ordre du jour de l'Occident. Le sommet de Copenhague sur le changement climatique est devenu un forum dans lequel des compréhensions différentes en termes de responsabilité globale se sont affrontées<sup>598</sup>. À l'occasion de ce sommet, Wen Jiabao, alors premier ministre chinois, soulignait le principe de « responsabilités communes mais différenciées », une façon de dire que des puissances émergentes comme la Chine devaient être traitées comme des pays en développement. Le premier ministre Wen disait encore qu'il était injustifié de demander aux pays en développement

---

<sup>597</sup> David Shambaugh, *China Goes Global*, op.cit, pp. 21-22.

<sup>598</sup> Pu Xiaoyu, "Socialisation as a Two-way Process: Emerging Powers and the Diffusion of International Norms," *The Chinese Journal of International Politics*, 2012, pp. 1-27 (p. 3).



de « réaliser des objectifs de réduction des émissions [de gaz à effet de serre] au-delà de leurs obligations et capacités et au mépris des responsabilités historiques, des émissions par tête d'habitant et des différents niveaux de développement<sup>599</sup> ». La Chine a aussi réclamé un plus grand rôle pour les pays en développement vis-à-vis des pays développés<sup>600</sup>. Dans ce contexte, nul doute que le sommet de Copenhague a symbolisé l'ascension fulgurante des puissances émergentes sur la scène mondiale<sup>601</sup>, emmenées par la Chine.

Un autre sommet, témoin du déplacement du centre de gravité de la puissance mondiale en direction des pays émergents, fut celui du G20, qui se tenait à Londres le 2 avril 2009. Créé en 1999 à la suite des crises financières, ce groupe rassemble les principaux pays développés (le G8) et les principaux pays émergents<sup>602</sup>. Comme l'écrivait alors *Le Monde Diplomatique*, ce fut avant tout la tourmente qui ébranla l'économie internationale depuis l'automne 2008 qui avait amené pour la première fois les chefs d'État et de gouvernement du G20 à se réunir le 15 novembre à Washington. « Jusque-là, note le journal, les réunions rassemblaient les ministères des affaires étrangères<sup>603</sup> ». Cette année 2009, et en particulier le sommet de Londres, aurait bien pu se lire aussi comme celle de la projection définitive de la puissance chinoise sur la scène mondiale. Dans un article dans le *New York Times* le jour de l'inauguration du sommet, Michael Wines et Edward Wong écrivaient :

---

<sup>599</sup> "Premier Expresses China's Sincerity at UN Climate Conference," December 18 2009, [http://www.china.org.cn/environment/Copenhagen/2009-12/18/content\\_19094086\\_4.htm](http://www.china.org.cn/environment/Copenhagen/2009-12/18/content_19094086_4.htm) (Cité dans Pu Xiaoyu, "Socialisation as a Two-way Process," op.cit.).

<sup>600</sup> Gregory Chin and Ramesh Thakur, "Will China Change the Rules of Global Order?" *Washington Quarterly*, Vol. 33, No. 4 (2010), pp. 119-38.

<sup>601</sup> Pu Xiaoyu, "Socialisation as a Two-way Process," *ibid.*

<sup>602</sup> Liste des pays membres: Allemagne, Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée du Sud, États-Unis, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Royaume-Uni, Russie, Turquie. A ces 19 pays, il faut ajouter l'Union européenne. Voir "G20, le sommet de Londres," *Le Monde Diplomatique*, 1er avril 2009 (<http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2009-04-01-G20>).

<sup>603</sup> *Ibid.*

China arrives at the meeting with a sense of momentum, riding a wave of nationalism and boasting an economy that, more than any other, is surfing the trough of a crippling recession. While other major economies shrink this year, China's is expected by some economists to pass Japan's as the world's second largest, if it has not already<sup>604</sup>.



Le président Obama, Hillary Rodham Clinton et Timothy F. Geithner à Londres avec le président Hu Jintao, serrant la main de Mme Clinton, et d'autres officiels chinois. Photo /The New York Times.

Selon les auteurs de l'article, l'un des livres dont tout le monde parlait le plus lors de la rencontre portait le titre « China is Unhappy », un nouveau livre écrit par un groupe d'auteurs chinois dont les griefs sont nés de la façon dont la Chine est traitée dans le monde aujourd'hui. Le livre est un mélange d'hyper-nationalisme et de critiques mordantes contre la mauvaise gestion de l'Occident et de la réticence de la Chine à embrasser sa place historique.

#### 4.3 *L'éclosion de la coopération entre la Chine et le monde en développement*

Ensuite, la Chine a mis à profit le déclin relatif de la puissance économique et politique américaine pour donner une nouvelle impulsion à la coopération sud-sud, particulièrement en ce qui concerne la création d'institutions intra-sud avec, en arrière-plan, la mise en équilibre de la puissance américaine. En effet, bien que l'Occident continue d'être un partenaire commercial majeur pour les économies émergentes et le monde en développement, les pays émergents ont trouvé que leurs homologues étaient des partenaires commerciaux plus importants au cours des

---

<sup>604</sup> Michael Wines et Edward Wong, "An Unsure China Steps Onto the Global Stage" *New York Times*, April 1, 2009 ([http://www.nytimes.com/2009/04/02/world/asia/02china.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2009/04/02/world/asia/02china.html?_r=0)).

25 dernières années. Une étude récente menée par des universitaires américains a constaté que cette tendance est d'autant significative qu'elle montre que l'augmentation des échanges commerciaux entre ces pays va bien au-delà de ce qu'auraient pu prédire les théories conventionnelles, surtout à partir de 2000<sup>605</sup>. En outre, l'étude démontre que cette interconnectivité commerciale s'accompagne d'une affiliation politique entre ces pays, ceux-ci affichant, par exemple dans leurs manières de voter à l'ONU, leurs préférences pour une série de règles et de normes en politique internationale qui sont dans l'ensemble distinctes de celles défendues par les États-Unis et l'Occident<sup>606</sup>.

The biggest story in international politics today is not whether Beijing will be seduced, incentivized, or even compelled to sign onto or buy into the existing international system. Nor is it about how the United States and China are headed into a downward spiral toward World War III—although, as areas of competition intensify, the traditional (assimilate vs. challenge) mindset forces analysts, wrongly, to see conflict as the only and likely alternative. What is happening instead is a concerted effort by the emerging powers to construct parallel multilateral architectures that route around the liberal order and will likely reshape international politics and economics in fundamental ways<sup>607</sup>.

Bien que plusieurs puissances émergentes ont pu mettre cette situation à profit afin de faire avancer leur propre agenda économique et politique, c'est surtout la Chine qui est considérée comme en ayant été le principal bénéficiaire. A mesure que les puissances émergentes continuent d'approfondir leur interdépendance, la Chine a pu utiliser leurs transactions mutuelles pour former un ordre international alternatif qui, à plusieurs égards, sapent les principes au fondement de l'ordre international libéral. Le cas qui illustre le mieux cette tendance émergente est peut-être les relations entre la Chine et les autres pays du BRICS, un acronyme inventé il y a plus de dix ans par l'analyste de Goldman Sachs, Jim O'Neill, pour alors désigner le Brésil, la

---

<sup>605</sup> Naazneen Barma, Ely Ratner and Steven Weber, "A World without the West," op. cit, p. 532.

<sup>606</sup> Ibid.

<sup>607</sup> Naazneen Barma, Ely Ratner and Steven Weber, "Welcome to the World Without the West," *The National Interest*, Nov. 12, 2014.

Russie, l'Inde et la Chine auxquels l'Afrique du Sud a été ajoutée plus récemment. Ce regroupement est généralement perçu comme étant un instrument au service principalement de la diplomatie chinoise<sup>608</sup>.

Un autre exemple, le plus récent et typique de cette dynamique émergente, est offert par la nouvelle Banque asiatique d'investissement en infrastructures (BAII), qui vise à fournir une alternative aux institutions emblématiques de Bretton Woods, la Banque mondiale et le Fonds monétaire International et leur contrepartie régionale, la Banque asiatique de développement, dominée par le Japon. « L'AIIB, rappelle Barma et ses collègues, est une progéniture de Pékin et demeurera probablement fermement sous la coupe de la Chine. L'Inde et vingt autres pays en développement se sont déjà inscrits comme membres fondateurs<sup>609</sup> ».

L'AIIB n'est toutefois qu'une parmi de nombreuses autres institutions internationales émergentes de cette espèce qui s'inscrivent dans une logique de contournement de l'ordre mondial dirigé par l'Occident et qui sont complémentaires ou parallèles à celles qui existent déjà, mais rarement les contestent de manière frontale. D'autres exemples incluent des organisations politiques telles que l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), les initiatives de développement comme la nouvelle route de la soie de la Chine et des groupements économiques tels que le partenariat économique global régional.

---

<sup>608</sup> Minghao Zhao, "China's BRICS Balancing Act," *Project Syndicate*, Jul. 17, 2015.

<sup>609</sup> [Naazneen Barma](#), [Ely Ratner](#) and [Steven Weber](#), "Welcome to the World Without the West," *The National Interest*, Nov. 12, 2014.

#### 4.4 *L'émergence de modèles alternatifs*

Mais, enfin, c'est dans le débat académique et politique qui voit le jour depuis les années 2000 sur les mérites relatifs de nouveaux modèles alternatifs au paradigme néolibéral que l'on voit le mieux notre thèse des « conditions de possibilités » historiques pour la Chine. Et, comme on le verra bien dans l'analyse qui suit, ce débat est loin de se limiter au monde en développement. En avril 2009, le président français d'alors Nicolas Sarkozy déclarait au sommet du G-20 que « le marché tout-puissant qui a toujours raison, c'est fini » et affirmait que « la page a été tournée » sur le capitalisme anglo-américain. « The old Washington consensus is over », renchérissait le premier ministre du Royaume-Uni, Gordon Brown, prêtant sa voix à l'idée de plus en plus répandue que des changements étaient nécessaires à la gestion de l'économie mondiale. Plus ironique encore est l'aveu d'Alan Greenspan, ancien président de la Réserve fédérale américaine, jadis considéré comme le « maître de l'univers financier », dans lequel il admettait que sa « croyance dans la dérégulation a été ébranlée », admettant aussi que « les organismes gouvernementaux de régulation n'étaient pas mieux que les marchés à imposer de la discipline<sup>610</sup>. » Compte tenu du décalage décrit précédemment entre les recommandations du consensus de Washington et les pratiques en cours dans le monde en développement, il devient de plus en plus fréquent d'entendre de telles observations. La question, néanmoins, est de savoir s'il existe un modèle alternatif capable de remplacer le paradigme libéral.

Dans une analyse qui rappelle fort bien celle de Bourdieu à propos du rôle des contingences historiques dans l'émergence de discours dominants, Thomas Kuhn soutient que la remise en question d'un paradigme commence lorsqu'interviennent des anomalies entre les

---

<sup>610</sup> Cités dans David Rothkopf, *Power, Inc. The Epic Rivalry between Big Business and Government –and the Reckoning that Lies Ahead*. New York: Farrar, Straus and Giroux, 2012, p.345.

attentes paradigmatiques et la tournure des événements, et que des modifications ad hoc sont apportées afin de maintenir l'ancien paradigme avant que l'accumulation des anomalies ne requière –et la disponibilité de paradigmes alternatifs supérieurs ne provoque– un changement radical de paradigme. On peut observer un tel processus à l'œuvre actuellement. David Rothkopf, directeur exécutif et éditeur-en-chef international du magazine *Foreign Policy*, publiait en 2012 un livre intitulé “Power, Inc.” à propos de la rivalité épique entre “big business” et “gouvernement” qui traduit, à plusieurs égards, la crise de l'internationalisme libéral promu par les États-Unis depuis la fin de la deuxième guerre mondiale<sup>611</sup>. Le livre s'interroge sur l'avenir du ‘capitalisme’ et pose la question de savoir s'il sera façonné aux États-Unis ou ailleurs.

D'après Rothkopf, tandis que pour la majeure partie du 20<sup>e</sup> siècle la grande bataille sur la scène internationale était entre le capitalisme et le communisme, que remportait le capitalisme, la grande bataille du 21<sup>e</sup> siècle sera de déterminer quelle version du capitalisme gagnera, se révélera la plus efficace à générer de la croissance et sera la plus émulée. “Will it be Beijing's capitalism with Chinese characteristics? Will it be the democratic development capitalism of India and Brazil? Will it be entrepreneurial small-state capitalism of Singapore and Israel? Will it be European safety-net capitalism?”, s'est-il interrogé.

Sarah Babb apporte des éléments de réponse aux interrogations de Rothkopf. Après avoir souligné qu'il y a vingt ans, les pays en développement adhéraient largement au modèle libéral, elle fait remarquer que seuls persistent aujourd'hui les vestiges de cette domination idéologique occidentale, de plus en plus de pays émergents endossant des visions plus interventionnistes sur

---

<sup>611</sup> David Rothkopf, *Power, Inc. The Epic Rivalry between Big Business and Government –and the Reckoning that Lies Ahead*. New York: Farrar, Straus and Giroux, 2012, p. 345.

la manière de renforcer les économies en développement<sup>612</sup>. Pour Markus Jaeger, un analyste de la Deutsche Bank cité par Babb, « il est indéniable que le ‘consensus de Pékin’ et ses cousins à Brasilia, Moscou et New Delhi ont jeté le gant . . . au ‘consensus de Washington’<sup>613</sup>. » Plus surprenant encore, un article de 2008 du *New York Times* citant un cadre de la Banque mondiale affirmait que « le consensus de Washington est mort<sup>614</sup> ». En 2010, observait Katrin Bennhold dans *The International Herald Tribune*, “as developing countries everywhere look for a recipe for faster growth and greater stability than that offered by the now-tattered ‘Washington consensus’ of open markets, floating currencies and free elections, there is growing talk about a ‘Beijing consensus’<sup>615</sup>.”

À la fin de la décennie 2000, affichant un rare unanimité politique, plusieurs dirigeants européens parmi les plus proches alliés des États-Unis et des voies autorisées du monde en développement invoquaient une crise du « modèle américain » pour affirmer la nécessité pour leurs pays respectifs de commencer à tracer une voie plus indépendante quant à la manière de gérer leur propres économies et politiques. Au plus fort de la crise économique et financière, le ministre allemand des finances, Peter Steinbrück, prédisait en 2008 que “the U.S. will lose its status as the superpower of the world financial system. This world will become multipolar... The

---

<sup>612</sup> Sarah Babb, “The Washington Consensus as transnational policy paradigm: Its origins, trajectory and likely successor,” *Review of International Political Economy*, vol. 20: no.2, p. 268.

<sup>613</sup> Cité dans Sarah Babb, *ibid.*

<sup>614</sup> Helene Cooper and Charlie Savage, “A Bit of ‘I Told You So’ Outside World Bank Talks,” *The New York Times*, October 10, 2008 (<http://www.nytimes.com/2008/10/11/business/11scene.html>). Page consultée le 8 novembre 2013.

<sup>615</sup> Katrin Bennhold, “As China Rises, Conflict With West Rises Too,” *The International Herald Tribune*, January 26, 2010.

world will never be the same again... When we look back 10 years from now, we will see 2008 as a fundamental rupture<sup>616</sup>.”

Dans une analyse de l'impact de cette « Grande Récession » sur les approches modernes du développement, Nancy Birdsall et Francis Fukuyama observaient pour leur part que la crise n'a pas mené à un rejet du capitalisme, mais a eu un effet pervers sur l'attrait du modèle de capitalisme américain. Ils soulignent que les pays ne seront plus soumis à ce que l'économiste Arvind Subramanian nommait « the foreign finance fetish », à savoir l'idée que « developing countries could benefit substantially from greater inflows of foreign capital ». Ils prévoient un rôle accru pour l'État et une plus grande efficacité pour les gouvernements. En outre, ils croient que nous entrons dans un monde multipolaire, avec le remplacement du G7 par le G20 dans le système international comme le symbole le plus visible de ce changement<sup>617</sup>.

Joseph Stiglitz parle d'une crise de l'hégémonie américaine. “People around the world admired us for our economy, and we told them if you wanted to be like us, here's what you have to do –hand over power to the market. The point now is that no one has respect for that kind of model anymore given the crisis. And of course it raises question about our credibility. Everyone feels they are suffering now because of us<sup>618</sup>.” La présidente du Chili, Michelle Bachelet, capte encore mieux cet état d'esprit. « For us, déclarait-elle au magazine américain Newsweek en 2009, this economic crisis was no surprise ». « You need strong markets, but the market cannot do it alone; the crisis shows the necessary role that state policies must have in overseeing financial markets and economies as whole. » La présidente Bachelet soulignait aussi qu'au-delà

---

<sup>616</sup> Cité dans David Rothkopf, *Power, Inc. The Epic Rivalry between Big Business and Government –and the Reckoning that Lies Ahead*. New York: Farrar, Straus and Giroux, 2012, p. 345.

<sup>617</sup> Nancy Birdsall and Francis Fukuyama, “The Post-Washington Consensus,” *Foreign Affairs*, Vol. 90, No. 2, 2011, pp. 45-53.

<sup>618</sup> Cite dans David Rothkopf, *Power, Inc.*, *ibid.*



du monde occidental, il y a un consensus croissant sur le besoin de restructurer les institutions de Bretton Woods de Bretton Woods, le FMI et la Banque mondiale, qui « ont été créées dans une autre époque<sup>619</sup> ».

Bachelet d'ajouter : ces institutions n'ont pas seulement besoin de nouveaux flux de capitaux, mais de nouvelles stratégies et une réforme dans leur gouvernance, en y assurant par exemple une plus grande représentation des pays en développement qu'elles prétendent servir. Bachelet conclut : « We cannot repeat the errors of the Washington Consensus<sup>620</sup> ».

Les astronomes pré-modernes de la Chine ont été des pionniers dans leur élaboration d'une notion du temps et de précision par le système calendaire<sup>621</sup>. Décrivant le contexte systémique ayant présidé à l'émergence d'un consensus dans le monde en développement sur les effets positifs de la puissance chinoise et de son discours illibéral, Stephan Halper souligne que, à l'instar de leurs prédécesseurs, les dirigeants modernes du pays ont apparemment gardé leur sens aigu du temps juste<sup>622</sup>. En effet, expliquant que les idées et institutions occidentales concernant la manière de gérer de l'économie traversent une crise de confiance dans l'espace mondial, il souligne que la montée en puissance de la Chine sur la scène mondiale coïncide avec un moment où l'attrait du capitalisme libéral et de la démocratie occidentale –tels qu'incarnés par le modèle américain– connaissent un dédain généralisé à travers le monde dont ils peinent à se remettre<sup>623</sup>.

---

<sup>619</sup> Michelle Bachelet, "Ending the Washington Consensus," op. cit.

<sup>620</sup> Michelle Bachelet, "Ending the Washington Consensus," *Newsweek*, 25 avril 2009.

<sup>621</sup> Chun-chieh Huang and John B. Henderson (eds), *Notions of Time in Chinese Historical Thinking*. Hong Kong: Hong Kong Chinese University Press, 2006, p. 223.

<sup>622</sup> Stefan Halper, *The Beijing Consensus: How China's Authoritarian Model Will Dominate the Twenty-First Century*. Basic Books, 2010, p. 33.

<sup>623</sup> Ibid.

Ainsi, après avoir fourni un soutien « inespéré » au miracle économique chinois, les États-Unis, notamment sous l'administration Bush, contribuent au succès de Pékin sur le plan politique –et peut-être plus encore que sur le plan économique, de l'avis de la plupart des analystes. En effet, observe Barthélémy Courmont à la suite de plusieurs auteurs, dans certaines régions, l'explosion du soft power chinois a coïncidé avec le recul de l'influence américaine, victime du rejet de l'unilatéralisme de l'administration républicaine. « En faisant de mauvais choix, la Maison-Blanche a directement servi les intérêts diplomatiques de la Chine, qui s'est substituée à Washington. Dans un tel contexte, et en réaction au hard power américain et ses limites, Pékin ne pouvait que privilégier le soft power, et c'est donc en grande partie le résultat d'un moment de l'histoire qui explique la voie aujourd'hui suivie par la Chine ».

Cette stratégie diplomatique, qualifiée de « consensus de Pékin », se caractérise par une attitude plus souple sur certains dossiers, de manière à pouvoir se concentrer sur d'autres, et renforcer dans le même temps son image. En clair, une stratégie à contre-courant de ce qu'a fait Washington au cours des dernières années, en s'empêtrant dans un universalisme douteux et contre-productif. Un moment de l'histoire que n'ont pas laissé filer les dirigeants chinois, qui multiplient depuis quelques années les réflexions sur les orientations à suivre pour utiliser de la meilleure des manières le soft power chinois<sup>624</sup>.

Ces auteurs ont ainsi mis le doigt sur un des facteurs ayant propulsé la Chine au-devant de la scène mondiale à partir de la décennie 2000. Les Chinois ont fait leur apparition à un moment où la réputation de la doctrine de développement économique, ainsi que de son corollaire le consensus de Washington, a été ternie. « Les investissements et projets chinois, quoiqu'ils ne renforcent guère la gouvernance, ont laissé une succession de projets d'infrastructure –routes, ponts, systèmes de transport et de télécommunications– à travers le

---

<sup>624</sup> Barthélémy Courmont, *Chine, la grande séduction*, op. cit, pp. 48-49.

monde en développement qui n'auraient pas été construits sans le savoir-faire et les fonds chinois<sup>625</sup> ».

Les déclarations qui précèdent ont en commun de souligner plus ou moins clairement les conditions de possibilités historiques de la Chine dont on ne peut exagérer l'importance dans le contexte de la lutte doxique avec les États-Unis. En effet, disait Bourdieu, « la rupture hérétique avec l'ordre établi et avec les dispositions et les représentations qu'il engendre chez les agents façonnés selon les structures suppose elle-même la rencontre entre le discours critique et une crise objective, capable de rompre la concordance immédiate entre les structures incorporées et les structures objectives dont elles sont le produit et d'instituer une sorte d'*epochè* pratique, de mise en suspens de l'adhésion première à l'ordre établi<sup>626</sup> ».

## Conclusion

Dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Karl Marx cherchait à déterminer comment, dans la France de 1848 à 1852, il est devenu possible qu'un « personnage médiocre et grotesque » a pu faire « figure de héros ». Sa conclusion était que la prise du pouvoir par Bonaparte était occasionnée par une réaction bourgeoise née d'une crise, mais que l'occurrence d'un tel événement ne pouvait pas s'expliquer entièrement par des circonstances matérielles, de la même façon qu'elle n'était non plus attribuable aux seules qualités intrinsèques de Louis Bonaparte. Dans une large mesure, suggérait Marx, Bonaparte conquiert le pouvoir parce qu'il était en mesure de parvenir à une reconnaissance parmi les Français, et il a réussi à obtenir cette reconnaissance

---

<sup>625</sup> Ibid, op. cit, p. 36.

<sup>626</sup> Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, op. cit, p. 188.

parce que, au milieu de la crise, il a pu faire en sorte que « le fantôme de la vieille révolution marche à nouveau ».

...les Français, tant qu'ils firent leur révolution, ne purent se débarrasser des souvenirs napoléoniens, comme l'a prouvé l'élection du 10 décembre. Ils éprouvaient le désir d'échapper aux dangers de la révolution en retournant aux marmites de l'Égypte, et le 2 décembre 1851 fut la réponse. Ils n'ont pas seulement caricaturé le vieux Napoléon lui-même, tel qu'il lui faut se conduire au milieu du XIXe siècle<sup>627</sup>.

Ce chapitre a proposé une interprétation similaire afin de rendre compte de l'improbable ascension de la Chine dans la période post-guerre froide. Comme dans l'ascension de Bonaparte, cette émergence peut sans doute être en partie expliquée comme une réaction à la crise de légitimation de la puissance américaine et son discours néolibéral, provoquée par la conjonction sans précédent de trois développements (économique, politique et idéologique) depuis la décennie 2000 et qui conduit du même coup à une remise en question du leadership mondial des États-Unis. C'est donc ce contexte qui a créé les conditions de possibilités pour un nouveau rôle mondial de la Chine.

D'abord, si l'économie américaine demeure la plus dynamique au monde d'un point de vue technologique et devance toutes autres grandes économies mondiales en termes du produit par tête d'habitant, de nombreuses incertitudes planent en même temps sur son évolution. Certaines d'entre elles sont liées à la croissance exponentielle de la dette publique américaine, conséquence entre autres de guerres budgétivores en Irak et en Afghanistan ; d'autres étant la résultante de la montée sans précédent des inégalités aux États-Unis. En même temps que la puissance économique américaine a diminué, plusieurs régions du monde en développement sont entrées dans une ère de succès économique, politique et diplomatique sans précédent, exprimant leur volonté de s'affranchir de la tutelle hégémonique des États-Unis.

---

<sup>627</sup> Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, op. cit., pp. 15-16.

Ensuite, au plan politique, plusieurs actions unilatérales des États-Unis et des révélations récentes sur la mise en écoute de plusieurs pays alliés ont mis en évidence l'arrogance et l'hypocrisie de la puissance américaine, contribuant ainsi au déclin de la puissance politique des États-Unis dans le monde et aggravant sa crise de légitimation. Enfin, la principale menace qui pèse sur la domination mondiale américaine vient, au plan idéologique, de la remise en question de son modèle libéral comme paradigme politique et économique transnational. En effet, les promesses déçues de croissance économique et de progrès social de ce paradigme et le fait que les pays émergents ont plutôt mis en œuvre des politiques « hétérodoxes » au regard de ce paradigme ont entamé la capacité des États-Unis et des institutions internationales comme la Banque mondiale et le FMI à poursuivre l'agenda libéral, aiguissant en même temps une curiosité internationale pour des modèles alternatifs.

Dans l'ensemble des régions du monde au cours des dernières années, les États-Unis ont ainsi vu leur influence décliner. Les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine cherchent de plus en plus des solutions entre eux, formant leurs propres organisations régionales qui excluent les États-Unis et cherchent des amis et des occasions à l'extérieur de l'orbite de Washington. Même certains des alliés traditionnels des États-Unis reconsidèrent dans la foulée leur foi en la primauté des relations avec les États-Unis. Bien que des puissances émergentes comme l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud aient pu mettre à profit le déclin relatif de l'influence mondiale des États-Unis, il existe un consensus sur le fait que c'est surtout la Chine qui en a été le plus grand bénéficiaire. De la sorte, une question centrale de cette recherche est d'expliquer pourquoi.

Le prochain chapitre tentera d'apporter des éléments de réponse à cette question. Il reviendra sur la deuxième condition du succès d'un acteur dans une lutte doxique qui est sa capacité d'être écouté, ou son capital symbolique.

#### Chapitre 4 : Idéologie, capital symbolique et le nouveau rôle mondial de la Chine

A l'automne 2013, à Bali, le président chinois Xi Jinping avait surpris ses hôtes indonésiens en proposant, au forum de la Coopération économique pour l'Asie Pacifique (APEC), la création d'une nouvelle banque de développement pour la région, en soutien du grand projet chinois des «routes de la Soie<sup>628</sup>». De hauts officiels américains ont émis des réserves vis-à-vis de la Banque asiatique d'investissement en infrastructures, à l'effet que les objectifs poursuivis par la Chine souffraient de sérieuses ambiguïtés. Bien que plusieurs puissances émergentes aient choisi d'ignorer les exhortations américaines, accueillant plutôt l'initiative chinoise avec enthousiasme, certains hauts fonctionnaires de l'administration Obama semblaient convaincus qu'au moins les plus proches alliés américains s'en abstiendraient.

Ainsi, grande fut la surprise lorsque la Grande-Bretagne a annoncé en mars 2015 qu'elle allait devenir la première nation occidentale à rejoindre la Banque chinoise, un rival potentiel de la Banque mondiale dominée par les États-Unis. Londres, le plus proche allié de Washington en Occident, semble parvenir à un nouveau calcul stratégique, lequel l'amène à attacher maintenant plus d'importance à ses relations avec la Chine, malgré la primauté de ses liens historiques avec les États-Unis. Au 31 mars 2015, échéance fixée par la Chine, près d'une quarantaine de pays, du Brésil à la Russie en passant par l'Allemagne, la France et le Danemark, ont fait part de leur volonté de participer au projet chinois en tant que membres fondateurs<sup>629</sup>. L'Australie et la Corée du Sud devraient suivre.

Pour le *New York Times*, la décision de ces pays ne laissait pas l'ombre d'un doute. Elle « était la preuve que même les plus grandes économies européennes, de pays fondateurs avec les

---

<sup>628</sup> Harold Thibault et Brice Pedroletti, "Comment la Chine dessine la finance mondiale," *Le monde*, le 31 mars 2015 ([www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)). Consulté le 6 décembre 2015.

<sup>629</sup> Ibid.

États-Unis de l'ordre économique mondial d'après-guerre, ne peuvent résister à la nouvelle ruée vers l'or, en Chine, la deuxième économie mondiale et un important marché d'exportation et d'investissement<sup>630</sup> ». Car, comme le souligne d'ailleurs le journal, la décision britannique, en particulier, a été perçue comme « un affront aux États-Unis ». Pour toute explication, la Grande-Bretagne a déclaré que la décision est dans son intérêt national. Mais, pour le *New York Times*, avec l'argent russe tarissant en raison des sanctions liées à l'Ukraine et une baisse des revenus pétroliers, le chancelier britannique, George Osborne, a courtisé les investissements chinois dans les centrales nucléaires en Grande-Bretagne. Selon le journal londonien *The Guardian*, il aurait promis aux Chinois que la ville de Londres, un centre financier mondial connu pour ses réglementations permissives, deviendrait la base pour le premier centre d'information sur le Yuan en dehors de l'Asie.

Dans une explication alternative du geste britannique, qui rappelle fort bien notre définition du pouvoir symbolique, le *New York Times* indique : « En se précipitant pour s'allier avec la Chine, qui a l'une des économies les plus opaques, l'une des plus dirigées et des moins réglementées, le premier ministre David Cameron de la Grande-Bretagne peut espérer résister à une pression américaine pour contrôler ses échanges spéculatifs et préserver les marges de manœuvre de Londres malgré les risques pour la stabilité financière mondiale. Il fait face à la réélection le 7 mai et il fait de la croissance économique la principale attraction de sa campagne<sup>631</sup> ».

Le cas de la Grande-Bretagne illustre bien l'influence grandissante de la Chine qui atteint des sommets sans précédent dans presque toutes les régions du monde. La Chine est maintenant

---

<sup>630</sup> “U.S. Allies, Lured by China’s Bank,” *New York Times*, March 2015 ([www.nytimes.com](http://www.nytimes.com)). Consulté le 6 décembre 2015.

<sup>631</sup> Ibid.

un partenaire économique et politique privilégié pour de nombreux pays en Asie, en Afrique et en Amérique latine, incluant non seulement des États communistes et autoritaires, mais également des États post-communistes et certaines démocraties libérales<sup>632</sup>. Certes, la Chine séduit pour des raisons différentes. Avec ce que l'ancien ambassadeur américain en Afrique du Sud et au Nigeria, Princeton Lyman, a appelé le « forfait complet » –commerce et investissement, aide militaire, projets d'aide à haute visibilité, allègement de la dette, expertise technique et échanges éducatifs et culturels, le tout soutenu par l'influence de la Chine dans des organismes internationaux comme le Conseil de sécurité de l'ONU<sup>633</sup>–, chacun trouve son compte : des régimes voyous régulièrement mis sur le ban de la communauté internationale aux démocraties faibles ou semi-démocraties richement dotées de matières premières et démocraties avec des économies diversifiées<sup>634</sup>.

Gardant à l'esprit –et inspiré par– l'insistance de Bourdieu sur la dimension symbolique du pouvoir, ce chapitre poursuit notre analyse du rôle mondial de la Chine dans la lutte symbolique qui l'oppose aux États-Unis dans la période post-guerre froide. Il démontre que si la crise de légitimation de la puissance américaine a été une condition préalable essentielle à l'extraordinaire ascension de la Chine, l'accumulation d'une énorme quantité de capital symbolique y a également joué un rôle important. En retour, Pékin a pu mobiliser ce capital symbolique reconverti en capital économique (accès aux matières premières nécessaires à sa croissance économique), politique (acquisition d'alliés) et diplomatique (prestige).

---

<sup>632</sup> Yanzhong Huang and Sheng Ding, "Dragon's Underbelly: An Analysis of China's Soft Power," *East Asia*, Winter 2006, Vol. 23, No.4, pp. 22-44 (Citation: p. 28).

<sup>633</sup> Cité par Naazneen Barma and Ely Ratner, "China's Illiberal Challenge," *Democracy Journal* (Fall 2006), pp. 56-68, (p. 64).

<sup>634</sup> Chris Alden, *China in Africa*, op. cit, chap. 3, pp. 59-92.



## 1. Puissance économique et pouvoir symbolique

Il est difficile de nier l'attrait du succès chinois. Depuis qu'elle a entrepris les politiques de « réforme et d'ouverture », les chiffres affichés par la Chine sont tout simplement renversants. Au cours des trente dernières années, l'économie chinoise a affiché en moyenne un taux de croissance annuel de 9 pour cent. Lorsque la Chine a commencé à ouvrir son économie à la fin des années 1970, le pays était parmi les plus pauvres au monde. Pékin devait alors courtiser investisseurs et multinationales logiquement réticents. L'une des premières multinationales à risquer son entrée en Chine fut l'American Motors Corporation, qui a construit une usine à Pékin. Le projet visait initialement la production de Jeeps aux fins d'exportation vers l'Australie, plutôt que de construire des voitures pour les consommateurs chinois, qui se déplaçaient encore largement à bicyclette<sup>635</sup>. Le marché chinois semblait sans importance lorsqu'elle se déployait en Chine, déclarait en 2015 dans un article dans le New York Times Gerald Meyers, chef exécutif de la compagnie automobile. A l'époque, il n'avait même pas daigné visiter la Chine car, à ses yeux, cela n'en valait pas la peine. « Nous ne lui avons pas consacré beaucoup de nos discussions en réunions exécutives<sup>636</sup> », se rappelle-t-il.

Rien à voir avec la Chine d'aujourd'hui qui représente 16,5% de l'économie mondiale en termes de pouvoir d'achat réel, devant les 16,3% des États-Unis. Une mise en perspective des statistiques économiques chinoises avec celles des pays en développement et des pays développés montre que la Chine se compare avantageusement avec les nations les plus prospères car, comme le montre le tableau suivant, ses indicateurs économiques sont sans équivalent dans l'histoire.

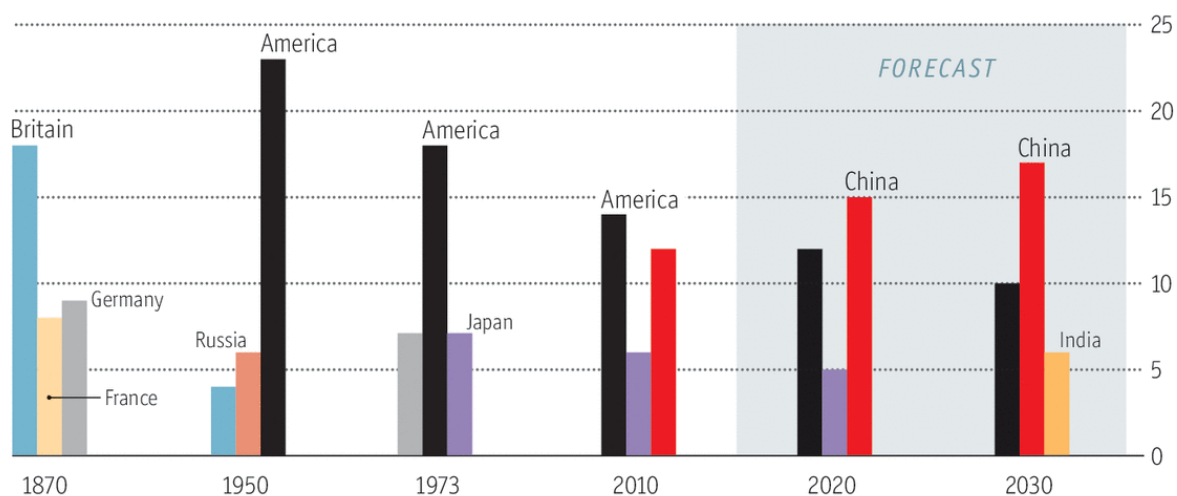
---

<sup>635</sup> Ibid.

<sup>636</sup> Ibid.

## The ebbs and flows of power

% share\* of global economic power



Source: "Eclipse: Living in the Shadow of China's Economic Dominance", by Arvind Subramanian, 2011

Economist.com

\*Weighted by share of world GDP, trade and net capital exports

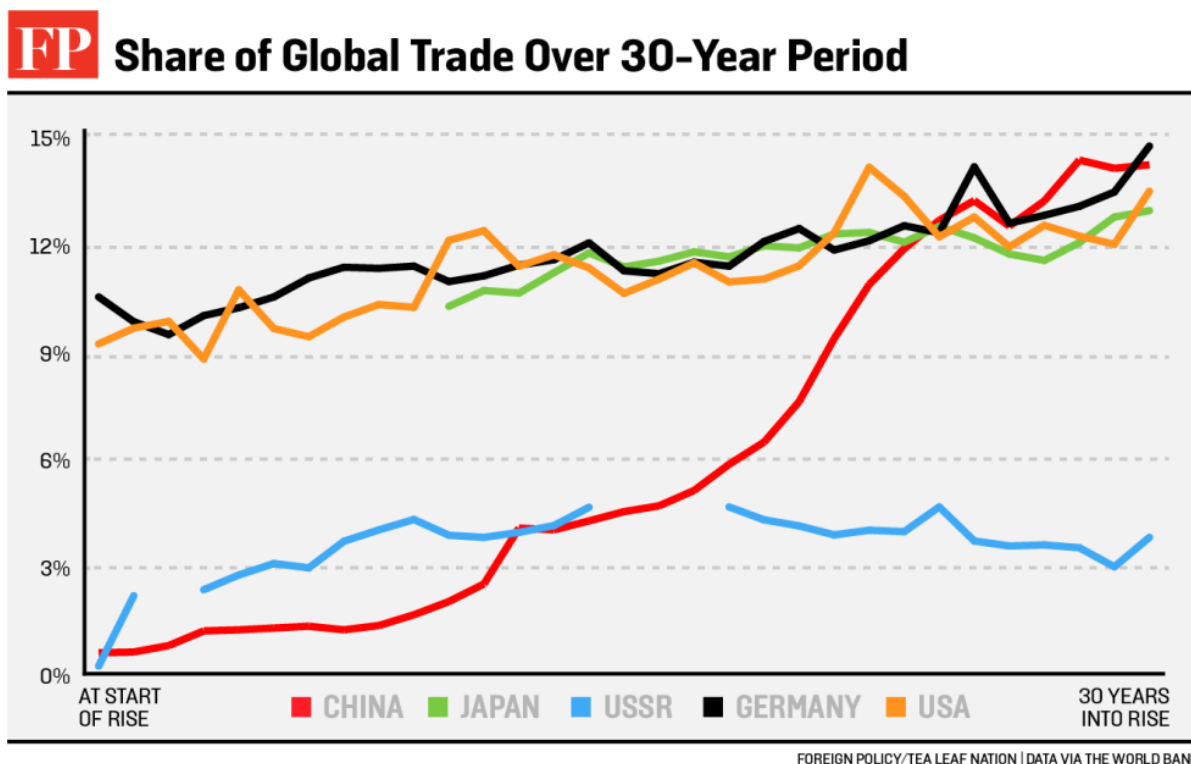
### Graph 1 : L'évolution économique des grandes puissances dans une perspective historique

Par exemple, mesuré en termes de « parité de pouvoir d'achat » (PPA), ce qui permet de mieux prendre en compte ce que permettent d'acheter localement les devises de chaque pays, le produit intérieur brut (PIB) chinois frôlait les 17 400 milliards de dollars en 2014, contre 17 170 milliards de dollars pour le PIB américain<sup>637</sup>. La Chine a ainsi augmenté sa part du PIB mondial plus rapidement que toute autre puissance émergente de 1870 à nos jours<sup>638</sup>. Lorsqu'en 1982, Deng Xiaoping a inauguré ses politiques de réformes économiques, la Chine représentait

<sup>637</sup> Anne Eveno, "L'économie de la Chine devant celle des Etats-Unis ? Une histoire d'indicateurs," *Le monde*, le 9 décembre 2014 ([www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)). Consulté le 20 décembre 2014.

<sup>638</sup> Bien que de nouvelles puissances ont émergé depuis des millénaires –qu'on pense à Athènes après la victoire grecque sur la Perse en 479 av. J.-C. et à Rome en 264 av. J.-C. au début de ses guerres avec Carthage– une masse critique de données mesurant l'ampleur et la rapidité de la montée en puissance d'une nation couvre seulement la période s'étendant du milieu du 19e siècle à nos jours. Durant cette période, cinq États ont émergé comme puissances mondiales: les États-Unis et l'Allemagne à partir de 1870; l'Union soviétique à partir de 1945; le Japon à partir de 1960 ; et la Chine à partir des 1982. Voir Daniel M. Kliman, "Is China the Fastest-Rising Power in History?" *Foreign Policy*, May 2014.

seulement 2,2 pour cent de la production mondiale. Trente ans plus tard, en 2012, le pays produisait 14,6 % du PIB mondial. Le tableau suivant indique que la rapidité de l'ascension de la Chine comme une puissance commerciale est encore plus impressionnante :



**Graph 2 : L'évolution commerciale des grandes puissances dans une perspective historique**

La part de la Chine du commerce mondial a littéralement explosé plus vite que celle de toute autre puissance émergente dans le passé. On calcule ainsi qu'en 30 ans, la Chine a élargi sa part du commerce mondial par un coefficient de plus de 22. À l'aube de sa période de réformes, la Chine représentait seulement 0,6 pour cent du commerce mondial<sup>639</sup>. La Chine a également

<sup>639</sup> A titre de comparaison, les États-Unis à l'an zéro de son ascension représentaient déjà 9,3 % du commerce mondial. De son côté, l'Allemagne au début de son ascension représentait pas moins de 10,7 pour cent du commerce international. Seule l'Union soviétique à la fin de la seconde guerre mondiale avait moins d'une présence dans le

réalisé des progrès remarquables en matière de réduction de la pauvreté. Durant les 15 dernières années, plus de 600 millions de Chinois sont sortis de la pauvreté<sup>640</sup>. La Chine est ainsi le premier pays en développement à avoir réduit de moitié sa population pauvre avant fin 2015, soit l'un des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) fixés par les Nations Unies<sup>641</sup>. Si la stratégie capitaliste illibérale élaborée par les dirigeants chinois a démontré son efficacité, le leadership communiste a en même temps réussi l'exploit d'atteindre son objectif de croissance économique et de réduction de la pauvreté sans causer d'importantes fissures dans leur contrôle autoritaire<sup>642</sup>. Ce dernier aspect est généralement décrit comme un élément essentiel du succès chinois, compte tenu du fait que l'économie et le politique sont indissociables. Rompant les liens présumés entre le libre-marché et les libertés politiques dans la quête de la modernité et du progrès économique et social, le régime chinois a remis en question les fondements de la théorie de la modernisation, élevée au statut de loi historique en Occident<sup>643</sup>.

En outre, toujours au plan interne, la Chine a pu maintenir sa légitimité en reformulant la poursuite de la libéralisation économique et de la croissance dans un projet nationaliste, présentant les réformes (comme l'introduction de mesures incitatives lucratives pour les entreprises publiques) comme nécessaires à la poursuite de la compétitivité nationale dans l'économie mondiale<sup>644</sup>. Bien que les analystes occidentaux ont souvent prétendu voir en Chine les bourgeons de la liberté –comme lors du soulèvement de la place de Tiananmen de 1989, la propagation de l'utilisation de l'Internet depuis le milieu des années 1990 et la résurgence

---

commerce mondial que la Chine au début de son ascension. Daniel M. Kliman, "Is China the Fastest-Rising Power in History?" *Foreign Policy*, May 16, 2014.

<sup>640</sup> "Xi Jinping promet davantage d'efforts pour éliminer la pauvreté en Chine d'ici à 2020," (<http://fr.cntv.cn/2015/10/16/ARTI1444984251419516.shtml>).

<sup>641</sup> Ibid.

<sup>642</sup> Andrew J. Nathan, "Authoritarian Resilience," *Journal of Democracy*, Vol. 14, No. 1 (January 2003), pp. 6-17.

<sup>643</sup> Naazneen Barma and Ely Ratner, "China's Illiberal Challenge," op.cit, p. 62.

<sup>644</sup> Ibid.

récente des protestations sociales dans les milieux ruraux– l’emprise du régime sur le pouvoir tarde encore à se fissurer et la liberté à s’épanouir.

Toutes ces données et réalisations suggèrent que la Chine est en train de résorber, en un temps record, l’écart abyssal qui la séparait des grandes nations industrialisées occidentales, et en particulier les États-Unis et, ce faisant, a pu accumuler un capital symbolique considérable. L’ascension fulgurante de la Chine a favorisé un sens primordial que les pays –en particulier, ceux du monde en développement– devraient attacher leurs fortunes à l’avenir chinois plutôt qu’au passé occidental<sup>645</sup>.

Ainsi, le pouvoir symbolique de la Chine repose-t-il principalement sur son rôle en tant que force compensatoire permettant aux pays avec lesquels Pékin tisse d’étroites relations de s’affranchir tant des conditionnalités dont est généralement assortie la coopération occidentale, que de l’aide étrangère et sources d’investissements de l’Occident dont dépendaient jadis cruellement les pays en développement<sup>646</sup>. En outre, à mesure que les médias vulgarisent les prouesses d’une Chine qui dépasse à vive allure les économies française, britannique, allemande et maintenant (ou bientôt -car cela dépend des critères pris en compte) américaine, les élites dirigeantes, les intellectuels et les entreprises des pays en développement ont cru de plus en plus que l’exemple chinois est plus adapté à leur situation et peut servir de source d’inspiration pour leur propre développement<sup>647</sup>.

---

<sup>645</sup> Voir, par exemple, pour le cas de l’Afrique Chris Alden, *China in Africa*, op.cit, p. 59; et concernant l’Amérique latine, R. Evan Ellis, “Chinese Soft Power in Latin America,” p. 86.

<sup>646</sup> Ibid.

<sup>647</sup> Ibid.

### 1.1 La « voie chinoise » comme capital symbolique

Si, calculée en termes de PPA, l'économie de la Chine est devenue en 2014 la première mondiale, devant celle des États-Unis, le revenu annuel par habitant du géant d'Asie de l'Est et du Pacifique, qui s'élevait en 2014 à 7400 dollars, appartient encore au groupe des pays à revenus intermédiaires de la tranche supérieure<sup>648</sup>. En particulier, le développement chinois est marqué par de profondes inégalités, lesquelles constituent une réelle menace pour la stabilité de la société chinoise, dont dépend dans une large mesure la pérennité du pouvoir communiste. On peut ainsi constater que la prospérité des villes, situées surtout dans les régions côtières, contraste avec la pauvreté, parfois la misère, des campagnes. « Si, dans les villes, le revenu moyen atteint plus de 1000 dollars par an, il dépasse à peine 300 dollars dans les campagnes et le différentiel de développement s'accroît<sup>649</sup> ». A cela s'ajoute le problème de la pollution qui n'a cessé de prendre de l'ampleur au cours des dernières années et de l'extinction des terres agricoles qui se raréfient. Il y a enfin « la question du vieillissement accéléré de la population alors que le pays n'a pas achevé sa phase de développement, ce qui découle de la politique de l'enfant unique mise en œuvre dans les années 1980<sup>650</sup> ».

Ces quelques limites ne semblent toutefois remettre en question le pouvoir symbolique de la Chine. Constat corroboré par l'idée d'un « consensus de Pékin » et son attrait croissant dans le monde. En effet, les mésaventures avec le modèle libéral occidental et les besoins urgents de développement ont conduit un certain nombre de pays à regarder en direction de Pékin. L'idée d'un tel consensus n'est pas née en Chine, mais en Occident. Elle a été introduite en 2004 par

---

<sup>648</sup> Claire Guélaud, « Inde-Chine : le match, » *Le monde*, le 20 janvier 2016 ([www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)). Consulté le 2 février 2016.

<sup>649</sup> Valérie Niquet, « Chine, Les limites du modèle chinois », dans *Ramses : Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies*. 2007, p. 219.

<sup>650</sup> Philippe Marchesin, *Introduction aux relations internationales*. Paris : Éditions Karthala, 2008, p. 162.

John Cooper Ramo<sup>651</sup>. A sa suite, plusieurs auteurs dont Stefan Halper<sup>652</sup> l'a reprise et approfondie, et la décrivent en termes d'un « autoritarisme de marché » ou d'un « capitalisme libéral ». Mais, comme nous le verrons plus loin, l'idée d'un modèle chinois reste controversée, ses implications théoriques, sa nature, ses capacités d'adaptation et de rayonnement faisant depuis « l'objet de nombreux débats qui, de l'Occident, se sont propagés en Chine<sup>653</sup> ».

En particulier, deux événements ont stimulé l'éclosion des discussions à propos du « modèle chinois » en Chine<sup>654</sup>. Le premier a été la publication en 2004 par Joshua Cooper Ramo de son analyse *The Beijing Consensus*, qui suscita des nombreuses réactions dans les milieux intellectuels chinois. Dans cette étude succincte, Cooper Ramo a essentiellement soutenu que le mélange iconoclaste de la Chine d'une politique autoritaire et d'un modèle économique mixte État/marché a offert au monde en développement une alternative attrayante au « consensus de Washington », lui-même basé sur la démocratie et le capitalisme du libre-marché. Le second événement a été la crise financière globale qui a frappé l'économie mondiale après 2008, alimentant des incertitudes sur la viabilité du modèle capitaliste occidental, mais provoquant beaucoup d'euphorie et de curiosité vis-à-vis du modèle de développement État/marché de la Chine. Les auteurs constatent que c'est précisément à ce moment qu'une certaine « admiration pour les performances chinoises et pour le capitalisme d'État auquel en est attribué le mérite s'est développée en Occident à la faveur de la crise de 2008<sup>655</sup> ». Il en fut de même en Chine où

---

<sup>651</sup> Joshua Cooper Ramo, *The Beijing Consensus*, op.cit.

<sup>652</sup> Stefan Halper, *The Beijing Consensus*, op.cit.

<sup>653</sup> Marie-Claire Bergère, *Chine, le nouveau capitalisme d'État*, op.cit.

<sup>654</sup> David Shambaugh, *China Goes Global*, op.cit, p. 171.

<sup>655</sup> Marie-Claire Bergère, *Chine, le nouveau capitalisme d'État*, op.cit, pp. 222-223.

il y avait un fort sentiment de triomphalisme parmi les penseurs réalistes dans le sillage de la crise financière mondiale de 2008 à 2010<sup>656</sup>.

Ce que les Occidentaux jugent positif dans le modèle chinois, c'est un type de gouvernance qui, s'exerçant du haut vers le bas, accélère le processus de décision et facilite l'application des priorités. Ce nouveau type de capitalisme, un capitalisme d'État rénové grâce à divers emprunts faits à l'économie de marché, se révèle en effet parfois plus performant que le capitalisme libéral<sup>657</sup>.

Les Chinois désignent diversement le consensus de Pékin : ils y réfèrent en termes du « modèle chinois (中国模式), de l'« expérience chinoise » (中国经验), de la « voie chinoise » (中国道路) ou de l'« exemple chinois » (中国例子)<sup>658</sup>. Bien que ces concepts sont très fréquemment utilisés dans les discours populaires, le gouvernement chinois ne les a officiellement pas endossés. A tout le moins, le gouvernement a désavoué l'idée au motif que « la voie de développement » de chaque pays est unique et reflète le contexte national, ne peut être transférée et ne doit pas être exportée au-delà des frontières<sup>659</sup>. Par exemple, en 2009, une publication de l'École centrale du parti mettait en garde contre un concept jugé « très dangereux », conduisant à « l'autosatisfaction et à un optimisme aveugle »<sup>660</sup>. Le Premier ministre Wen Jiabao niait l'existence d'un modèle chinois. Les analystes s'entendent à voir dans ces réserves des officiels chinois « un souci de ne pas poser officiellement la Chine en rivale des États-Unis, dont on veut éviter de susciter la crainte ou la colère ». Pourtant, l'idée d'exporter éventuellement le modèle chinois persiste et la littérature sur le sujet en pullule significativement.

---

<sup>656</sup> David Shambaugh, *China Goes Global*, op.cit, p. 27.

<sup>657</sup> Marie-Claire Bergère, *Chine, le nouveau capitalisme d'État*, op. cit, p. 225.

<sup>658</sup> David Shambaugh, *China Goes Global*, op.cit, p. 27.

<sup>659</sup> Ibid.

<sup>660</sup> Joseph Fewsmith, "Debating the Chinese Model," *China Leadership Monitor*, Hoover Institution, Stanford University, no. 35, septembre 2011.



Certains aspects du modèle chinois ont en effet fait des émules dans une variété de contextes<sup>661</sup>. Et, plus encore que les pays industrialisés, la plupart des experts s'accordent à reconnaître l'attrait du modèle chinois dans les pays émergents ou en voie de développement, des pays qui, comme l'affirme Bergère, « ont encore bien de progrès à accomplir pour élever leur PIB ». Par exemple, sous l'autorité de Vladimir Poutine, c'est ce type de capitalisme qui est pratiqué en Russie au tournant du nouveau Millénaire, après l'expérience déçue de la thérapie de choc laquelle, une décennie durant, a amené le pays à mettre en œuvre des privatisations sauvages ayant induit un véritable chaos social. Il en est de même en Arabie saoudite, dans les Émirats arabes unis, où les pouvoirs traditionnels –claniques, monarchiques–, grâce à la rente pétrolière, mènent une politique de développement qui s'apparente fort bien à celle expérimentée en Chine, c'est-à-dire qui « s'appuie sur le marché et améliore le niveau de vie de la population sans que celle-ci soit associée à la prise des décisions »<sup>662</sup>. Ces pays émergents sont bien conscients qu'ils sont tardivement arrivés sur un marché mondial que les puissances occidentales ont créé à leur initiative et profit. Ils sont par conséquent prédisposés à tisser des liens de plus en plus étroits entre eux, alimentant déjà la thèse d'un « axe du capitalisme d'État »<sup>663</sup>.

Le cas de la Chine et la Russie exemplifie ce rapprochement. Comme l'écrit Adrian Wooldridge dans *The Economist*, ces deux pays ont pu plus facilement développer des rapports mutuels comme capitalistes d'État qu'ils n'ont jamais pu en tant que communistes. « Ces dix dernières années, fait ainsi observer Wooldridge, Moscou et Pékin ont augmenté leurs échanges bilatéraux, conclu une gamme d'accords économiques et commerciaux et forgé une nouvelle institution politique en Asie centrale, l'Organisation de coopération de Shanghai », tandis que

---

<sup>661</sup> Voir par exemple Marie-Claire Bergère, *Chine, le nouveau capitalisme d'État*, op. cit, pp. 225-236.

<sup>662</sup> Ibid.

<sup>663</sup> Adrian Wooldridge, "State Capitalism", Special Report, *The Economist*, 21 janvier 2012.

« des géants de l'énergie telles que Gazprom et PetroChina sont entrelacés de différentes manières inextricables »<sup>664</sup>. Autre exemple, celui du roi Abdullah d'Arabie saoudite. Après qu'il est monté sur le trône en 2005, sa première visite à l'étranger n'était pas réservée aux États-Unis d'Amérique, allié de longue date de son pays, mais en Chine. Pour sa part, le président Hu est un fréquent visiteur au Moyen Orient<sup>665</sup>.

L'intérêt pour le modèle illibéral de développement chinois a ainsi été particulièrement prononcé parmi les pays ayant en commun l'idéologie socialiste et un régime autoritaire parce qu'un tel modèle fournit des moyens raisonnables d'atteindre les objectifs de développement qui légitimeraient alors un tel régime. Des pays en Asie, Afrique, Amérique latine, entre autres, ont tenté d'adapter des éléments spécifiques du modèle chinois à leur situation nationale. Le modèle chinois est à cet égard symboliquement important car il indique qu'un pays en développement peut aspirer à se développer en suivant sa propre voie. Cette signification, ainsi que les investissements étrangers massifs de la Chine, les programmes d'aide au développement, les bourses aux étudiants étrangers, entre autres, contribuent notamment au prestige politique de la Chine sur la scène internationale, en particulier dans les organisations internationales où le capital symbolique (influence) accumulé dans un champ (dans ce cas, par exemple, un forum) peut-être être utilisé dans un autre.

Beaucoup de pays en développement, en particulier ceux qui ont été déçus par le consensus de Washington, ont montré beaucoup d'intérêt pour l'expérience de réforme de la Chine<sup>666</sup>. De nombreux dirigeants africains voient en effet le modèle chinois comme plus adapté à leurs économies que les modèles occidentaux, compte tenu du fait que la Chine et l'Afrique

---

<sup>664</sup> Ibid.

<sup>665</sup> Ibid.

partagent des points communs en ce qui concerne leur fondement agricole et leurs populations rurales<sup>667</sup>. Le cas du président zimbabwéen Robert Mugabe offre une parfaite illustration de cette attractivité. Mugabe, dont le slogan de politique étrangère « Look East » (regarder vers l'Est) est devenu célèbre, a déclaré que « la Chine a réussi à développer son économie sans piller les autres pays, et [que] le miracle économique chinois est en effet une source de fierté et d'inspiration<sup>668</sup> ». Le pays a d'ailleurs décidé en décembre 2015 d'accepter le Yuan comme monnaie légale de transaction après une importante remise de dette consécutive à la visite du président chinois à Harare<sup>669</sup>.

Au cours de la visite du président Hu Jintao au Nigéria en 2005, le président du Sénat Ken Nnamani a prononcé une allocution dans laquelle il a salué la performance économique remarquable de la Chine. Comme il a également expliqué :

La Chine est devenue un bon modèle pour le Nigéria dans sa quête d'une idéologie de développement authentique et stable... La Chine est une leçon pour le Nigéria sur le bien immense qu'un leadership focalisé et patriotique peut faire pour réaliser les rêves de prospérité et de sécurité pour ses citoyens<sup>670</sup>.

Meles Zenawi, le dirigeant éthiopien de 1995 jusqu'à sa mort en 2012, était peut-être le plus franc défenseur d'un système qui met l'accent sur la promotion économique aux dépens de la démocratie. S'exprimant à l'ouverture du siège de l'Union africaine à Addis-Abeba en janvier 2012, M. Zenawi a été plus loin dans son éloge de la Chine. Louant Pékin pour son aide dans la construction du Siège de l'UA, il a déclaré que « le peuple chinois et

<sup>667</sup> Eric Teo Chu Cheow, "China's growth is an example for Africa," Nov. 1<sup>st</sup>, 2006 ([www.china.org.cn/international/opinion/2006-11/01/content\\_1187184.htm](http://www.china.org.cn/international/opinion/2006-11/01/content_1187184.htm)). Consulté le 13 mars 2014.

<sup>668</sup> Antoaneta Bezlova, "China keeps its purse open for Africa," *Asian Times*, 11 novembre 2009 ([http://www.atimes.com/atimes/China\\_Business/KK11Cb01.html](http://www.atimes.com/atimes/China_Business/KK11Cb01.html)).

<sup>669</sup> <http://www.theguardian.com/world/2015/dec/22/zimbabwe-to-make-chinese-yuan-legal-currency-after-beijing-cancels-debts>, page consultée le 9 janvier 2015.

<sup>670</sup> Cité par Chuks Akunna, "China unfolds five-point agenda for Africa," April 28, 2006 ([www.fahamu.org/downloads/cia\\_download.pdf](http://www.fahamu.org/downloads/cia_download.pdf)). Consulté le 23 octobre 2015.

l'Afrique partagent des points communs qui les ont aidés à converger maintenant vers un seul but, qui est le développement économique<sup>671</sup> ». D'autres dirigeants africains, de Paul Kagame du Rwanda à Ali Bongo au Gabon, parlent en des termes similaires. L'économiste zambienne Dambisa Moyo, pense que les puissances occidentales devraient être plus attentives à l'admiration grandissante pour le miracle économique chinois sur le continent africain. Soulignant la réussite de Pékin qui a extrait des millions de gens de la pauvreté, elle ajoute : « c'est non seulement l'économie, mais aussi [le relèvement du] niveau de vie. Nous voyions que dans la Chine [d'hier] 28% de la population avait accès à l'école secondaire. Aujourd'hui, c'est proche de 82 %<sup>672</sup> ».

Le développement économique de la Chine lui-même sert ainsi de modèle et de source d'inspiration pour les pays africains. Comme le résume un analyste africain : « Ainsi, le débat sur les voies d'accès appropriées pour le développement de l'Afrique a vu une fois de plus une mise au point nette, basée sur la perspective optimiste que l'émergence économique de la Chine peut être répétée ici<sup>673</sup> ».

Au cours des dernières années, des délégations en provenance du monde entier se sont succédé à Pékin pour discuter, étudier et voir de leurs propres yeux les bénéfices de l'approche de la Chine des réformes. C'est aussi dans cette logique qu'en 2004, la Chine et la Banque mondiale ont conjointement organisé la conférence « Shanghai Learning Process », à laquelle ont pris part plus de 1200 participants en provenance de 117 pays pour discuter de ce que d'autres pays pourraient apprendre de l'expérience de la Chine et partager

---

<sup>671</sup> Ibid.

<sup>672</sup> Ibid.

<sup>673</sup> Garth Shelton and Farhana Paruk, *The Forum on China-Africa Cooperation: A Strategic Opportunity*. Institute for Security Studies, 2008, p. 25.

leurs propres expériences<sup>674</sup>. D'autres moyens de persuasion déployés par le gouvernement chinois incluent les programmes d'aide et les investissements étrangers, tout comme son initiative d'ouvrir près d'une trentaine d'Instituts Confucius à travers le monde avec, en perspective, une centaine supplémentaire, pour un coût annuel de 200 millions de dollars afin d'enseigner la langue et la culture. Par ailleurs, le gouvernement chinois offre de plus en plus de bourses d'études aux étudiants des pays en développement pour des études en Chine. Enfin, Pékin a intégré un large éventail d'accords bilatéraux et multilatéraux pour promouvoir des échanges et fournir de l'assistance technique au développement<sup>675</sup>.

Dans le cadre de la contribution de la Chine à l'Afrique au sein du Forum sur la coopération Chine-Afrique (FOCAC), le Centre de réduction de la pauvreté de Pékin entraînera 300 spécialistes de la lutte contre la pauvreté chaque année, dont la plupart viendront de l'Afrique. Ils seront ainsi en mesure de restituer des expériences de la Chine à l'Afrique en vue d'appliquer, lorsque c'est possible, les facteurs de succès qui ont permis à la Chine de surmonter la pauvreté<sup>676</sup>. En mai 2008, le ministère des Finances de la Chine, le ministère du Commerce et le Conseil d'État pour la lutte contre la pauvreté et le développement ont parrainé un programme à l'intention de visiteurs d'Angola, du Soudan, du Burundi, de la République démocratique du Congo (RDC), de l'Éthiopie et du Rwanda, en vue de s'enquérir des efforts d'allègement de la pauvreté en Chine pendant les deux dernières décennies. L'économiste en chef de la Banque mondiale, Justin Lin, a contribué au

---

<sup>674</sup> Voir Randall Peerenboom, *China Modernizes: Threat to the West or Model for the Rest*, op. cit.

<sup>675</sup> Ibid.

<sup>676</sup> Garth Shelton and Farhana Paruk, *The Forum on China-Africa Cooperation: A Strategic Opportunity*, op. cit, p. 25.

programme avec une présentation intitulée « L'expérience de développement économique de la Chine : défis, approches et ce que nous avons appris »<sup>677</sup>.

Une autre consécration inattendue du « modèle chinois » est intervenue au sommet du Forum sur la coopération Chine-Afrique de 2006 lorsque Kofi A. Annan, alors secrétaire général des Nations Unis, a endossé l'engagement de la Chine en Afrique, en particulier en ce qui concerne ses programmes d'aide<sup>678</sup>. En outre, il a invité le leadership africain à profiter de l'expérience économique de la Chine, et en particulier du succès de la Chine à maintenir une croissance et réduire la pauvreté<sup>679</sup>. Lorsque le *Wall Street Journal* a demandé à dix économistes récipiendaires du Prix Nobel d'économie quel était le pays dans le monde avec la meilleure politique économique, la plupart désignaient la Chine. Joseph Stiglitz souligne par exemple que « [si la comparaison est] basée sur la performance économique globale, la Chine est évidemment le meilleur, et elle a aussi montré des capacités de gestion économique excellente pendant la crise financière asiatique. Du point de vue de la croissance économique et de la flexibilité, la Chine a été très impressionnante<sup>680</sup>. »

Comme l'explique Marie-Claire Bergère, « la principale originalité d'un tel modèle réside dans la dissociation qu'il opère entre économie de marché et institutions démocratiques ».

La Chine ... a poursuivi une réforme qui libère certains mécanismes de marché tout en maintenant en place un régime politique autoritaire. Amené à reconnaître l'efficacité d'une telle formule, l'Occident s'interroge sur le monopole de la modernité qu'il pensait détenir jusqu'alors<sup>681</sup>.

---

<sup>677</sup> Ibid, pp. 24-25.

<sup>678</sup> Ibid, p. 25.

<sup>679</sup> Ibid.

<sup>680</sup> Jasper Becker, *Dragon rising: an inside look at China today*, Chicago, Ill: National Geographic Press, 2006, p. 32.

<sup>681</sup> Marie-Claire Bergère, *Chine, le nouveau capitalisme d'État*, op. cit, 206.

De la sorte, « bien que le modèle chinois semble concerner au premier chef les pays en quête de développement, il remet aussi en cause la vision que l'Occident peut avoir de lui-même, de l'évolution du monde et des rapports entre individus, société et État<sup>682</sup> ».

Ceci étant dit, il y a ceux qui pensent qu'on manque encore de recul pour parler d'un modèle chinois et de son évolution, arguant qu'il faudrait que le capitalisme illibéral aujourd'hui pratiqué par le gouvernement de Pékin perdure au-delà de la phase préalable de réforme et de rattrapage.

À bien des égards, le débat sur le modèle chinois est une récurrence des débats antérieurs sur les mérites relatifs du capitalisme et du socialisme, entre autres alternatives idéologiques<sup>683</sup>. Le modèle de développement autoritaire chinois marquerait ainsi une nouvelle étape dans le grand débat sur l'avenir du capitalisme et de la démocratie libérale<sup>684</sup>. On peut faire remonter ce débat à la Révolution industrielle. Alors, la question était de savoir s'il pouvait exister de multiples modernités ou qu'une seule voie d'accès au progrès – et, dans ce dernier cas, quelle était cette voie. Plusieurs théoriciens influents, notamment Adam Smith, Karl Marx et Max Weber, ont offert des perspectives alternatives concernant les systèmes politiques et socio-économiques qui leur paraissaient les plus viables, compte tenu des contraintes et opportunités inhérentes à la Révolution industrielle. La question de savoir qui était du « bon côté de l'histoire » demeurait cependant ouverte<sup>685</sup>. Jusque dans les années 1940, l'Allemagne nazie n'incarnait pas seulement l'alternative autoritaire, mais elle

---

<sup>682</sup> Ibid, p. 206.

<sup>683</sup> Joseph Fewsmith, "Debating the Chinese Model," op. cit.

<sup>684</sup> Ce débat est résumé par Azar Gat, "The Return of Authoritarian Great Powers," *Foreign Affairs*, Vol.86, No. 4 (Jul./Aug.) 2007 et Daniel Deudney and G. John Ikenberry, "The Myth of the Autocratic Revival: Why Liberal Democracy Will Prevail," *Foreign Affairs*, Vol. 88, No. 1 (Jan./Feb. 2009).

<sup>685</sup> Daniel Deudney and G. John Ikenberry, "The Myth of the Autocratic Revival," ibid.

était décrite par certains théoriciens des sciences sociales comme le meilleur modèle garantissant la modernité industrielle<sup>686</sup>. Et durant toute la Guerre froide, la question demeurait posée s'agissant de savoir si l'alternative communiste n'offrait pas une meilleure alternative au modèle libéral. Ce n'est donc que l'effondrement inattendu du bloc communiste au tournant des années 1990 qui a semblé trancher le débat une fois pour toutes en faveur du camp libéral.

Au début 21<sup>e</sup> siècle, cette victoire du camp libéral s'est cristallisée dans l'idée du « consensus de Washington ». Là encore, si l'expression date de 1989, ses racines remontent aux années 1990, c'est-à-dire quand à l'interventionnisme d'État prôné par John Maynard Keynes succède le néolibéralisme de Milton Friedman. En effet, « s'inscrivant dans le sillage de d'Adam Smith, celui-ci associe à ses préconisations économiques sur le libre jeu du marché une philosophie politique qui donne à la liberté individuelle –garantie par des institutions démocratiques– priorité sur la recherche d'un bien commun confié à un parti unique ou à un État autoritaire<sup>687</sup> ». Et, à la faveur de l'effondrement du camp socialiste, la démocratie s'impose comme seul système politique compatible avec la poursuite de la modernisation économique<sup>688</sup>. Si, au fil du temps, certains régimes autoritaires et interventionnistes d'Asie orientale –Japon, Corée du Sud, Taïwan, Singapour– ont pratiqué le capitalisme illibéral, ils n'ont cependant pas contredit le consensus de Washington, dans la mesure où, comme l'explique encore Bergère, « une fois acquis un certain niveau de développement économique, la quasi-totalité de ces régimes se sont démocratisés ».

---

<sup>686</sup> Ibid.

<sup>687</sup> Marie-Claire Bergère, *Chine, le nouveau capitalisme d'État*, op. cit, 206.

<sup>688</sup> Ibid, p. 207.



C'est l'exemple du développement chinois fondé sur une (relative) libéralisation économique et sur le maintien d'un régime politique autoritaire qui, au début des années 2000, va saper l'idée de la convergence et dresser le « consensus de Pékin » face à celui de Washington<sup>689</sup>.

D'où « l'idée avancée que la Chine pourrait offrir à certains pays en cours de modernisation un modèle plus satisfaisant que celui proposé par l'Occident : un modèle efficace sur le plan économique et en même temps plus respectueux des cultures, des traditions et de l'indépendance des uns et des autres ».

Les louanges que la Chine reçoit pour ses accomplissements nationaux et internationaux ont évidemment augmenté son prestige et son capital symbolique, donc son influence dans les instances internationales. Les résultats peuvent être vus dans le fait que la Chine est élue, soit à titre de membre soit à titre d'observateur, dans les principales institutions internationales et régionales à travers le monde. Ainsi, même si le modèle chinois n'a pour le moment pas formellement été adopté par les institutions internationales comme paradigme de développement, ces louanges démontrent que les accomplissements de la Chine sont loin de les laisser indifférents.

### *1.2 Une source de financement illibérale*

Cependant, contrairement à l'Union soviétique au siècle dernier, la Chine n'est pas particulièrement réputée pour son prosélytisme idéologique. C'est plutôt la façon dont elle poursuit ses intérêts nationaux –poursuivre ses objectifs économiques et se faire des alliés politiques sans tenir compte des pratiques de gouvernance interne– qui facilite l'exportation et la

---

<sup>689</sup> Ibid, p. 208.

pérennité de son modèle illibéral à l'étranger<sup>690</sup>. Cela crée un espace important dans lequel les pays avec lesquels traite la Chine peuvent développer leurs propres stratégies endogènes avec plus d'autonomie qu'il ne serait possible s'ils n'avaient pas d'autre choix que de traiter uniquement avec les grandes puissances occidentales<sup>691</sup>. Pour séduire les régimes autoritaires, la Chine fournit une aide étrangère et des investissements privés affranchis des conditionnalités liées à la « bonne gouvernance », sapant ainsi les mécanismes conventionnels à travers lesquels les États-Unis et leurs alliés occidentaux ont cherché à promouvoir les pratiques libérales dans le monde entier. La Chine offre ainsi aux pays en développement une précieuse alternative aux capitaux occidentaux qui sont souvent liés à des réformes libérales douloureuses. Elle représente aussi un allié idéologique pour aider à protéger ces pays des pressions occidentales<sup>692</sup>.

Les relations de la Chine avec l'Angola fournissent, à cet égard, un cas d'école<sup>693</sup>. Au début des années 2000, la reprise économique de la nation africaine après des décennies de guerre civile avait été alimentée par une croissance rapide dans le secteur pétrolier, qui comptait alors pour près de la moitié de son PIB. Pourtant, comme beaucoup d'autres pays en développement riches en ressources, le pays se trouvait dans une situation précaire, gouverné d'une main de fer par Eduardo Jose dos Santos. La communauté internationale, principalement par le biais du FMI, a cherché à faire pression sur l'Angola pour qu'elle mette en œuvre des réformes internes jugées alors indispensables. Juste au moment où il paraissait que le FMI était en train d'avoir raison de Luanda, le gouvernement angolais a signé une ligne de crédit de 2

---

<sup>690</sup> Naazneen Barma and Ely Ratner, "China's Illiberal Challenge," op. cit, p. 63.

<sup>691</sup> Shaun Breslin, "The 'China Model'," op. cit and "The Global Crisis: from Friedrich List to a Chinese Mode of Governance?" *International Affairs*, Vol. 87, No. 6 (2011), pp. 1323–1343 (p. 1338).

<sup>692</sup> Naazneen Barma and Ely Ratner, "China's Illiberal Challenge," op. cit, p. 63.

<sup>693</sup> *Ibid*, pp. 63-64.

milliards de dollars avec l'Eximbank de Chine<sup>694</sup>. Avec l'argent chinois en perspective, l'accord de prêt du FMI est tombé à l'eau, laissant le FMI avec un petit levier pour recommander des réformes lorsque sollicité par le gouvernement angolais. A l'issue d'une réunion avec le premier ministre chinois Wen Jiabao en juin 2006, le président dos Santos décrivait fièrement comment la Chine a formé un partenariat sans précédent avec l'Afrique en favorisant une coopération réciproque sans conditions préalables<sup>695</sup>.

Comme on le voit bien dans le cas de l'Angola, les abondantes ressources de la Chine ont considérablement réduit la capacité de l'Occident à utiliser les conditionnalités dont était assortie son aide étrangère afin de pousser les pays en développement à appliquer les réformes économiques et politiques d'inspiration libérale. En retour, l'économie chinoise a pu tirer des bénéfices de cette relation : dans la première moitié de 2006, l'Angola a dépassé l'Arabie saoudite comme premier fournisseur de pétrole de la Chine<sup>696</sup>. La Chine a pu ainsi convertir ses relations en capital économique.

Si des régimes autoritaires comme l'Angola constituent une part importante des relations d'affaires de la Chine, celles-ci ne s'y limitent pas. Après la crise financière de 2007-2008 affectant les économies des puissances occidentales, et conduisant à une raréfaction des ressources financières internationales, la Chine est devenue une source financière de plus en plus précieuse. Par exemple, début décembre 2015, la Chine a promis 60 milliards de dollars au titre de l'aide publique au développement à l'Afrique, promettant d'élever ses relations avec le continent au-delà d'une relation centrée sur l'extraction des matières premières pour aider les

---

<sup>694</sup> Ibid.

<sup>695</sup> Ibid.

<sup>696</sup> Comme l'étude de cas sur les relations sino-latino-américaines (chapitre 6) le montrera, le cas de l'Angola est emblématique du modèle de relations que la Chine développe avec de nombreux gouvernements dans le monde en développement, au-delà de l'Afrique.

pays à s'industrialiser. Cette enveloppe, annoncée par le président Xi Jinping alors qu'il s'exprimant devant la plupart des dirigeants du continent lors d'une séance du sommet sino-africain, correspondait au triple du montant promis lors de la dernière réunion, trois ans auparavant. L'engagement chinois ne pouvait tomber à un meilleur moment : il est venu rassurer l'auditoire de l'engagement de la Chine à un moment où l'Afrique était en proie à une sévère récession économique dont les effets pervers ont provoqué des ondes de choc à travers tout le continent cette année-là<sup>697</sup>.

### *1.3 L'« économie de la bonne foi » et l'accumulation du capital symbolique*

Le Forum sur la coopération Chine-Afrique, un sommet diplomatique qui a eu lieu tous les trois ans depuis l'an 2000, avec la participation de presque la totalité des plus de 50 chefs d'État africains, est généralement une vitrine idéale pour la diplomatie symbolique chinoise. Lors de celui de 2015 à Johannesburg, M. Xi n'a pas dérogé à cette règle. La Chine, a-t-il dit, « a maintenant la technologie, l'équipement, le personnel professionnel et compétent et les capitaux nécessaires pour aider l'Afrique à réaliser le développement durable<sup>698</sup>. » M. Xi a promis que beaucoup de ces choses seraient réalisées grâce au nouveau montant de \$60 milliards, dont \$5 milliards seront décaissés sous forme de subventions et de prêts sans intérêt et une autre tranche de \$35 milliards le seront à titre de prêts et de crédits à l'exportation.

A l'occasion, les medias soulignaient que la visite de M. Xi intervenait alors que l'optimisme n'était pas au beau fixe sur le continent en raison d'un déclin relatif de sa croissance économique. Affichant auparavant une croissance rapide, de nombreuses économies étaient en

---

<sup>697</sup> Norimitsu Onishi, "China Pledges \$ Billion to Aid Africa's Development," *The New York Times*, Dec. 4, 2015 (www.times.com).

<sup>698</sup> Ibid.

effet en 2015 sur le point de s'effondrer en raison d'un ralentissement économique de la Chine, qui a entraîné une diminution de son appétit pour les matières premières et une chute des prix, du pétrole, du fer et du cuivre de l'Afrique. L'économie du Nigeria, la plus grande du continent, se développait à un rythme lent depuis le tournant du siècle, et l'Afrique du Sud, la deuxième plus grande économie africaine, se trouvait au bord d'une récession. Dans ce contexte, inutile de dire que les annonces du président chinois Xi Jinping ont résonné comme de la bonne musique aux oreilles de ses interlocuteurs africains, qui ont alors utilisé l'expression « gagnant-gagnant », chère à Pékin, pour décrire ses plans à l'aide à l'Afrique.

Dans les semaines précédant la réunion au sommet, les médias ici se focalisaient sur les attentes économiques africaines de la Chine. En revanche, une grande partie de l'attention accordée à la visite du président Obama en Afrique en juillet [2015] était centrée sur sa promotion des droits des homosexuels, avec beaucoup d'Africains le mettant en garde d'aborder le sujet<sup>699</sup>.

Dans une veine similaire, fait observer Francis Fukuyama :

China's development model is different from the one currently fashionable in the West. It is based on massive state-led investments in infrastructure – roads, ports, electricity, railways, and airports – that facilitate industrial development. American economists abjure this build-it-and-they-will-come path, owing to concerns about corruption and self-dealing when the state is so heavily involved. In recent years, by contrast, US and European development strategy has focused on large investments in public health, women's empowerment, support for global civil society, and anti-corruption measures<sup>700</sup>.

Comme il dit encore:

Laudable as these Western goals are, no country has ever gotten rich by investing in them alone. Public health is an important background condition for sustained growth; but if a clinic lacks reliable electricity and clean water, or there are no good roads

---

<sup>699</sup> Ibid.

<sup>700</sup> Francis Fukuyama, « Exporting the Chinese Model, » *Project Syndicate*, Janv. 12, 2016 ([www.project-syndicate.org/](http://www.project-syndicate.org/)).

leading to it, it won't do much good. China's infrastructure-based strategy has worked remarkably well in China itself, and was an important component of the strategies pursued by other East Asian countries, from Japan to South Korea to Singapore<sup>701</sup>.

« Aujourd'hui, conclut Fukuyama, les États-Unis ont relativement peu de choses à offrir aux pays en développement à cet égard<sup>702</sup> », tandis que, avec en particulier ses multiples initiatives économiques, la Chine détient de plus en plus le monopole du pouvoir symbolique légitime. Il n'est dès lors par surprenant que les dirigeants chinois, à l'instar de Xi Jinping, aient à plusieurs reprises voulu puiser dans le profond ressentiment de l'Afrique contre les politiques de l'Occident envers le continent, en particulier ce que beaucoup perçoivent comme son ingérence dans leurs affaires intérieures et ses tentatives d'imposer ses valeurs. « La Chine croit fermement que l'Afrique appartient au peuple africain et que les affaires africaines devraient être décidées par le peuple africain<sup>703</sup> », a déclaré M. Xi.

Pour voir un autre symbole de la projection de la puissance chinoise en Afrique, il suffit de se rendre à Addis Abeba, la capitale de l'Éthiopie. Là se trouve le nouveau siège de l'Union africaine (UA), qui s'élève au-dessus de tous les autres bâtiments. Offert par la Chine, ce geste symbolise à lui tout seul la montée en puissance chinoise sur le continent. En effet, comme l'ont souligné plusieurs experts, le cadeau de Pékin montre également que les autorités chinoises ne veulent plus paraître se concentrer uniquement sur l'exploitation des matières premières, la construction d'infrastructures et les relations bilatérales en Afrique. « La Chine est toujours apparue moins apte à dialoguer avec les régions et les organisations continentales », relève Alex Vines, directeur pour l'Afrique au centre londonien d'études de Chatham House. « La

---

<sup>701</sup> Ibid.

<sup>702</sup> Ibid.

<sup>703</sup> Norimitsu Onishi, "China Pledges \$ Billion to Aid Africa's Development," op. cit.

construction du bâtiment de l'UA prend de façon spectaculaire le contre-pied de cette impression<sup>704</sup> », ajoute-t-il.



Siège de l'UA/Photo AFP

La Chine a investi 200 millions de dollars pour ériger le bâtiment de 99,9 mètres de haut et de trente étages, le plus élevé de la ville selon ses concepteurs. Les Chinois ont payé jusqu'au mobilier, fourni la plus grande partie du matériel de construction, et mobilisé une équipe de 1200 ouvriers chinois et éthiopiens qui se sont relayés depuis janvier 2009 afin de terminer l'ouvrage dans les temps. Le site, avec ses trois centres de conférences, ses bureaux pour 700 personnes, son hélicoptère et sa statue en bronze de Kwame Nkrumah, ancien président du Ghana et chantre de l'unité africaine, a été inauguré en janvier 2012 par le dignitaire chinois Jia Quinglin, avant d'héberger le 18<sup>e</sup> sommet de l'UA le même mois<sup>705</sup>.

---

<sup>704</sup> « La Chine offre un nouveau siège à l'Union africaine pour cimenter ses amitiés africaines, » *AFP*, 27 janvier 2012.

<sup>705</sup> *Ibid.*

En outre, Pékin avait déjà promis 4,5 millions de dollars à la force de paix de l'UA qui protège les institutions de transition somaliennes contre les islamistes shebab. La Chine a également apporté une contribution de poids aux missions de paix des Nations Unies au Soudan et au Burundi, selon l'organisation non gouvernementale Safe World<sup>706</sup>.

Comme le soulignait une dépêche de l'Agence France Presse, « quant à l'UA, elle ne peut que se féliciter de trouver un nouveau mécène, en particulier depuis l'inconnu suscité par la chute de Mouammar Kadhafi en Libye et de Hosni Moubarak en Egypte, deux pays qui contribuaient jusqu'à présent au budget de l'organisation à hauteur de 15% chacun, selon les chiffres officiels<sup>707</sup> ». Pour le coordonnateur du projet immobilier cité par l'AFP, l'Éthiopien Fantalun Michael, les nouveaux bâtiments permettront à l'UA d'accueillir des manifestations internationales de premier plan, de donner une meilleure image de l'Afrique et de cimenter l'amitié sino-africaine.

La Chine a également fourni un appui très apprécié au Kenya qui souhaite renforcer sa position de hub logistique en Afrique de l'Est, avec la construction d'une nouvelle ligne de fer reliant la ville côtière de Mombasa à la capitale Nairobi lancée fin novembre 2013. C'est, selon les analystes, le premier tronçon d'un ambitieux projet ferroviaire qui prévoit le prolongement de cette ligne jusqu'à Kampala, en Ouganda, puis Kigali, au Rwanda, et potentiellement jusqu'à Djouba au Soudan du Sud, soit un total de 2900 kilomètres. Financé par la China Exim Bank et construit par la China Road and Bridge Corporation (CRBC), le coût de ce chemin de fer est estimé à 10 milliards d'euros au total, dont près de 3 milliards pour la première tranche Mombasa-Nairobi. La construction de cette première branche du réseau devrait être achevée

---

<sup>706</sup> Ibid.

<sup>707</sup> Ibid.



d'ici à 2017 selon les autorités kényanes. Celle de la ligne entière n'est pas attendue avant 2018<sup>708</sup>.

Au Nigeria, la Chine appuie la construction d'un réseau ferroviaire à grande vitesse. D'une longueur de 3200 kilomètres, ce réseau reliera Lagos, Kano, Kaduna, Warri, Bauchi, Abuja et Port Harcourt. Financé par la Banque d'import-export de Chine et construit par China Railway Construction Corporation (CRCC), ce réseau devrait compter 45 gares. En novembre 2014, le gouvernement nigérian et China Railway Construction Corporation ont signé un contrat de 12 milliards de dollars pour la construction d'un tronçon de 1 402 kilomètres reliant la capitale économique nigériane, Lagos, à la ville de Calabar (est). C'est le plus gros contrat individuel signé par une entreprise chinoise pour un projet unique, a indiqué l'agence de presse Chine nouvelle<sup>709</sup>. En un mot, la Chine apporte des réponses concrètes aux « grandes énigmes » (problèmes socioéconomiques des pays du continent), à un moment où la plupart des puissances occidentales répondent aux abonnés absents.

Mais, comme on l'a déjà vu, le pouvoir symbolique chinois ne se limite pas à l'Afrique ou aux seuls pays du monde en développement. Après la crise financière de 2007-2008 qui a frappé les États-Unis et les puissances européennes, la presse occidentale regorgeait de titres en Une du genre « La Chine à la rescousse de l'Europe<sup>710</sup> » pour souligner les achats chinois de la dette européenne. L'échange du capital symbolique, cette fois, pour du 'capital de prestige' est bien représenté sur la photo ci-après, illustrant un article publié sur le site Internet de la BBC en 2011, lequel faisait écho aux appels désespérés des puissances occidentales à l'aide financière à

---

<sup>708</sup> « Afrique: 10 projets d'infrastructures qui ont marqué 2014, » *Senenews*, 20 décembre 2014 ([www.senenews.com](http://www.senenews.com)). Consulté le 15 novembre 2015.

<sup>709</sup> Ibid.

<sup>710</sup> Martine Bulard, "La Chine à la rescousse de l'Europe... sous condition," *Le monde diplomatique*, 30 le septembre 2011.

l'endroit de la Chine. L'auteur, Ian Morris, y écrivait en légende: "Eurozone leaders have brought their begging bowl to China, looking for help in boosting their bailout fund. So what does this say about the shift in the global balance of power?<sup>711</sup>"



Ici, la crise financière est utilisée pour rappeler que, après avoir été un siècle plus tôt un État failli, la Chine émerge aujourd'hui comme la 'banque de l'Occident' et que cela lui dévolue un certain contrôle et droit de regard sur les politiques mises en œuvre par les puissances occidentales. Mais, comme pour toutes les autres formes de capital symbolique, la nature purement économique des transactions est masquée. Comme le note Bourdieu,

Le capital symbolique est ce *capital dénié*, reconnu comme légitime, c'est-à-dire méconnu comme capital (la reconnaissance au sens de gratitude suscitée par les bienfaits pouvant être un des fondements de cette reconnaissance) qui constitue sans

<sup>711</sup> Ian Morris, "Eurozone crisis: What it means for East and West," *BBC*, November 7, 2011 (<<http://www.bbc.co.uk/news/magazine-15619946>>). Consulté le 10 juin 2014.

doute, avec le capital religieux, la *seule forme possible d'accumulation* lorsque le capital économique n'est pas reconnu<sup>712</sup>.

De fait, la mobilisation du capital économique d'une puissance autoritaire par des puissances libérales est vécue en Occident comme un suprême affront, digne de l'humiliation que connut la Chine elle-même lorsqu'elle fut contrainte en 1911 d'en appeler à l'aide de l'Occident pour se reconstruire et relancer son économie<sup>713</sup>. En Chine, l'orgueil de voir les financiers occidentaux se tourner vers l'Est le disputait à l'inquiétude<sup>714</sup>. Le symbolisme d'un pays en voie de développement appelé à la rescousse de pays développés, qui d'ailleurs n'ont même pas été capables de s'entraider, est extraordinaire, et sa valeur de propagande (ou l'accumulation du capital symbolique) est énorme. Bien qu'il soit difficile de mesurer l'investissement en capital symbolique par la stricte analyse des coûts-bénéfices, si l'on se place dans une perspective de long terme, la stratégie d'investissement de la Chine peut être jugée rationnelle, compte tenu des objectifs du pays d'atteindre un statut mondial à travers l'accumulation d'un énorme capital symbolique.

En effet, malgré ses réalisations considérables, le président chinois, Xi Jinping, rappelait récemment que « la Chine reste le plus grand pays en développement au monde, et [que] réduire l'écart entre régions urbaines et rurales reste un grand défi pour nous<sup>715</sup> ». Et Xi disait vrai. Selon un bilan établi fin 2014, la Chine comptait toujours 70,17 millions d'habitants dans les milieux ruraux vivant sous le seuil de pauvreté national de 2.300 yuans (376 dollars) de revenus annuels<sup>716</sup>. Par ailleurs, la croissance économique a ralenti sensiblement en Chine, passant de

---

<sup>712</sup> Pierre Bourdieu, *Le sens pratique*. Paris, Ed. de Minuit, 1980, p. 200. (Italiques de Bourdieu.)

<sup>713</sup> Ibid.

<sup>714</sup> Ibid.

<sup>715</sup> «Xi Jinping promet davantage d'efforts pour éliminer la pauvreté en Chine d'ici à 2020,» op. cit.

<sup>716</sup> Ibid.

10% par an ces dernières décennies à moins de 7 % aujourd'hui (et peut-être plus bas)<sup>717</sup>. Les dirigeants du pays s'activent sur tous les fronts en réponse à cette situation, et cherchent à accélérer le passage d'un modèle de croissance économique orienté vers l'exportation avec des effets pervers pour l'environnement basé sur l'industrie lourde à un modèle axé sur les services et la consommation interne<sup>718</sup>.

En 2013, le Président Xi Jinping a annoncé l'initiative massive appelée « One Belt, One Road » (évoquée en introduction de ce chapitre) qui, de l'avis des analystes, a le potentiel de transformer radicalement l'Eurasie au plan économique. La composante « One Belt » du projet se compose de liaisons ferroviaires qui partent de l'ouest de la Chine vers l'Asie centrale jusqu'à l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie du Sud. La composante dite « One Road » comprend des ports et infrastructures en vue d'accroître le trafic maritime de l'Asie de l'Est et connecter ces pays à la composante « One Belt », leur donnant un moyen de transporter leurs marchandises par voie terrestre, plutôt qu'en enjambant deux océans, comme ils le font actuellement<sup>719</sup>.

Compte tenu du ralentissement économique en Chine, la priorité accordée à ces investissements étrangers et à l'aide au développement (annulation de la dette, entre autres actions) risque provoquer des bouleversements économiques importants au niveau national. De tels investissements ne sont pas pour autant des calculs irrationnels : ils peuvent être interprétés comme le nécessaire prix d'une politique symbolique. Autrement dit, même si les coûts pourraient pour le moment l'emporter sur les bénéfices économiques, sur les plans politique et symbolique, les retombées internationales semblent largement l'emporter sur les coûts, si l'on prend en compte l'influence grandissante de la Chine auprès des bénéficiaires de ses

---

<sup>717</sup> Francis Fukuyama, "Exporting the Chinese Model," *op. cit.*

<sup>718</sup> *Ibid.*

<sup>719</sup> *Ibid.*

programmes (investissements étrangers massifs, réduction de la dette, soutien politique, etc.). En effet, comme le souligne Bourdieu :

Si l'on sait que le capital symbolique est *un crédit*, mais au sens le plus large du terme, c'est-à-dire une espèce d'avance, d'escompte, de créance, que la *croissance* du groupe peut seule accorder à ceux qui lui donnent le plus de *garanties* matérielles et symboliques, on voit que l'exhibition du capital symbolique (toujours fort coûteuse sur le plan économique) est un des mécanismes qui font (sans doute universellement) que le capital va au capital<sup>720</sup>.

C'est donc, poursuit Bourdieu, « à condition d'établir une *comptabilité totale* (ses propres termes) des profits symboliques, tout en ayant à l'esprit l'indifférenciation des composantes symboliques et des composantes matérielles du patrimoine, que l'on peut saisir la rationalité de conduites que l'on peut trouver *a priori* ruineuses<sup>721</sup>. Autrement dit, « la défense du capital 'symbolique' peut ainsi déterminer des conduites ruineuses 'économiquement'<sup>722</sup>.

Cela revient à reconnaître, comme le souligne encore une fois Bourdieu, que « capital économique et capital symbolique sont si inextricablement mêlés, que l'exhibition de la force matérielle et symbolique représentée par des alliés prestigieux est de nature à apporter par soi des profits matériels, dans une économie de la bonne foi où une bonne renommée constitue la meilleure sinon la seule garantie économique<sup>723</sup>.

## 2. Une approche illibérale de la politique internationale

L'approche illibérale de la Chine de la politique internationale est un autre facteur tout aussi crucial garantissant l'attrait de sa puissance et de son modèle. Contrairement aux États-Unis et à l'Europe, la Chine ne souscrit pas aux normes internationales d'intervention multilatérale fondée sur les droits de l'homme et des libertés politiques. Par exemple, la Chine n'est pas membre du

---

<sup>720</sup> Pierre Bourdieu, *Le sens pratique*, op. cit, p. 202.

<sup>721</sup> Ibid.

<sup>722</sup> Ibid., p. 205.

<sup>723</sup> Pierre Bourdieu, *Le sens pratique*, op. cit, p. 202.

Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation pour la coopération et le développement (OCDE), qui centralise les informations relatives à l'aide publique dans le cadre de la coopération internationale. De même, étant un régime autoritaire, elle se démarque généralement du messianisme démocratique occidental, et ne demande pas l'ouverture des marchés à ses partenaires commerciaux, ni ne préconise les violations sélectives de la souveraineté des pays même dans les cas extrêmes de génocide et d'hébergement de terroristes. Au contraire, les dimensions internationales du modèle illibéral de la Chine sont définies par une politique étrangère permissive fondée sur les principes de la souveraineté absolue et de la non-intervention<sup>724</sup>. Cette approche a naturellement une résonance particulièrement auprès des gouvernements des pays en développement qui possèdent ainsi un pouvoir ultime à l'intérieur de leurs frontières et ne relèvent pas des normes externes de la communauté internationale. Cette conception illibérale de la souveraineté est décrite comme « le premier défi cohérent pour l'ordre mondial libéral depuis le communisme soviétique<sup>725</sup> ».

Ce qui rend cette approche encore plus populaire est le contexte international de désaffection des pays en développement vis-à-vis des pays riches. En particulier, depuis la décennie 2000, les pays riches ont promis d'augmenter significativement leur aide en faveur des pays en développement, s'engageant par exemple lors du sommet du G8 à Gleneagles en 2005 à doubler leur aide à l'Afrique à l'horizon 2010<sup>726</sup>. Toutefois, bien qu'il y a eu un important allègement de la dette des pays en développement, de nouveaux flux d'aide en provenance des

---

<sup>724</sup> Naazneen Barma and Ely Ratner, "China's Illiberal Challenge," op.cit, p. 26.

<sup>725</sup> Ibid.

<sup>726</sup> "Gleneagles communiqué," G8, 8 juillet 2005 (<http://www.g8.utoronto.ca/summit/2005gleneagles/>). Consulté le 4 décembre 2015.

pays du G8 n'ont pas augmenté depuis que cet engagement a été pris<sup>727</sup>. En 2006, par exemple, le CAD reconnaissait dans un rapport que l'« aide à l'Afrique subsaharienne a stagné<sup>728</sup> ». Cette donnée a été confirmée par la Banque mondiale dont une évaluation la même année montrait que les décaissements au titre de l'aide publique au développement (APD) avaient diminué de 3 milliards de dollars en 2006, après une hausse record en 2005.

La principale explication en est que les flux d'aide ont été grandement influencés par les guerres en Irak et en Afghanistan et les « impératifs » de sécurité dans l'ère post-11 septembre. Cette situation a produit un énorme effet de diversion. Ainsi, les budgets initialement alloués à l'aide au développement ont-ils été réaffectés pour refléter les nouvelles priorités internationales en matière de politique étrangère. Le cas des États-Unis –le plus grand fournisseur mondial d'aide au développement, avec 25,4% de l'aide au développement en 2004/2005– illustre bien cette tendance émergente. En 2004, les premiers bénéficiaires de l'aide américaine étaient devenus l'Irak, l'Afghanistan, l'Égypte, le Soudan, l'Éthiopie, la Jordanie et la Colombie<sup>729</sup>. Les chiffres concernant l'aide américaine plus largement sont encore plus révélateurs. Par exemple, bien que le Proche-Orient (y compris le Liban, le Maroc et la région du Moyen-Orient) a reçu environ US\$ 10 millions d'APD des États-Unis, 600 fois ce montant a été dépensé sur d'autres formes d'aide –des fonds de soutien économiques et dépenses militaires étrangères, qui ne sont pas admissibles comme APD au regard des définitions de l'OCDE<sup>730</sup>.

Le Royaume-Uni est un autre exemple éloquent de la diversion de l'aide au développement dans la période post-11 septembre. Bien avant, ce pays a affichait la plus forte

---

<sup>727</sup> Ngaire Woods, “Whose aid? Whose influence?” op. cit, p. 1213.

<sup>728</sup> OCDE/CAD, *Coopération pour le développement: Rapport 2006*. Résumé, février 2007 (Paris: OCDE, 2007).

<sup>729</sup> Ngaire Woods, “Whose aid? Whose influence?” op. cit, p. 1213.

<sup>730</sup> Ibid.

croissance de l'APD dans le monde, passant de 5,9 milliards de livre sterling en 2005 à 6,8 milliards en 2006. En 2005, 16,4 pour cent de l'APD bilatérale totale britannique allait à l'Irak (contre 0,39 % en 2002). Parallèlement, la part de l'assistance multilatérale du Royaume-Uni à l'Irak est passée de 13,6 % en 2004, à 4,5 pour cent en 2005. Au regard de ce qui précède, il est évident que, si les élites dirigeantes du G8 ont aspiré à accroître l'aide aux pays plus pauvres, ces promesses ne sont pas traduites dans de nouveaux flux d'aide. Aujourd'hui, la crainte existe que la crise financière de 2008 et le ralentissement économique consécutif observé dans les pays de l'OCDE n'entraînent des effets encore plus graves sur le régime d'aide au développement. En outre, une grande désillusion entoure le régime d'aide des bailleurs, en raison des conditionnalités dont elle est assortie. Le « consensus » des bailleurs a été considéré comme étant en décalage avec leurs priorités des pays bénéficiaires.

Les économies émergentes s'insèrent insidieusement dans cette brèche, commençant à modifier les règles du jeu. La Chine, les Émirats Arabes Unis, l'Arabie saoudite, la Corée du Sud, le Venezuela, l'Inde, le Koweït et le Brésil, entre autres, ont augmenté leur aide aux pays pauvres. En même temps, ils donnent l'aide à des conditions qu'ils ont eux-mêmes définies, n'étant pas membres du CAD<sup>731</sup>. À la tête de ce groupe de bailleurs émergents se trouve donc la Chine, qui combine prêts, crédits et annulations de dettes avec des arrangements commerciaux spéciaux et des investissements commerciaux massifs<sup>732</sup>.

---

<sup>731</sup> Pour cette raison, il est très difficile de se faire une idée exacte du volume total d'aide de ces pays. Par exemple, dans le cas de la Chine, les médias parlent souvent de milliards de dollars d'aide à l'Afrique, confondant l'aide au développement et les investissements. Voir à ce sujet David Roodman, *Net aid transfers data set 1960–2005* (Washington DC: Center for Global Development, 2005), [www.cgdev.org/content/publications/detail/5492/](http://www.cgdev.org/content/publications/detail/5492/). Ce qu'on sait de l'aide chinoise, en revanche, est que, à la différence de beaucoup de celle de bailleurs conventionnels à l'Afrique subsaharienne, elle est fortement soutenue par des politiques d'investissement et d'affaires. Chris Alden, *China in Africa*, op. cit.

<sup>732</sup> Ibid, p. 1205.



En 2014, le premier ministre Li Keqiang a dévoilé une enveloppe supplémentaire pour un total d'au moins \$ 12 milliards pour l'Afrique, élargissant ainsi des lignes de crédit de \$ 10 milliards et renforçant le Fonds de développement Chine-Afrique de \$ 2 milliards<sup>733</sup>. Selon les analystes, la majeure partie de ce financement de la Chine devrait prendre la forme de financement d'infrastructures, qui font cruellement défaut sur le continent ; le gouvernement central chinois, y compris ses banques d'État, annonçant qu'il fournira 1000 milliards de dollars dans le financement destiné à l'Afrique d'ici à 2025, encore une fois une grande partie devant être consacrée à l'infrastructure, y compris les aéroports, chemins de fer et autoroutes transnationales<sup>734</sup>.

En guise de conditionnalités, la Chine emballe plutôt son aide dans une rhétorique empreinte de respect de la souveraineté des autres gouvernements. Par exemple, depuis la visite du premier ministre Zhou Enlai en Afrique en 1964, la Chine a encadré l'aide autour de huit principes qui mettent l'accent sur la souveraineté, l'égalité et le respect mutuel<sup>735</sup>. Grâce à un large éventail d'arrangements bilatéraux et multilatéraux, le gouvernement chinois a commencé à construire une structure internationale alternative ancrée dans des normes non libérales. Son approche sur le continent africain représente un cas typique. Pékin a fait une percée sur le continent grâce à ce qu'un ancien diplomate a appelé un « forfait complet » : commerce et investissement, aide militaire, projets d'aide hautement visibles, allègement de la dette, expertise

---

<sup>733</sup> “China to extend over \$12 bln in aid to Africa,” *Reuters*, May 9, 2014 (<http://www.reuters.com/article/us-china-africa-idUSBREA4802320140509>). Consulté le 10 septembre 2014.

<sup>734</sup> “China to provide Africa with US\$1tr financing,” *South China Morning Post*, Nov. 18, 2013 (<http://www.scmp.com/business/banking-finance/article/1358902/china-provide-africa-us1tr-financing>). Consulté le 16 octobre 2014.

<sup>735</sup> Ngairé Woods, “Whose aid? Whose influence?” op. cit, p. 1217.

technique et échanges éducatifs et culturels, plus le soutien de la Chine dans des organismes internationaux comme le Conseil de sécurité de l'ONU<sup>736</sup>.

Le cas du Soudan exemplifie cette logique d'opération chinoise. Le gouvernement chinois a cherché à y protéger ses investissements massifs dans le secteur pétrolier en empêchant le Conseil de sécurité des Nations Unies de prendre des mesures trop punitives pour arrêter le génocide au Darfour, faisant valoir qu'il n'est pas du ressort de la communauté internationale d'intervenir dans la vie politique soudanaise<sup>737</sup>. Le vice-ministre des affaires étrangères de la Chine a déclaré aux journalistes en 2004 que « la situation interne au Soudan est une affaire intérieure, et nous ne sommes pas en mesure de nous imposer à eux<sup>738</sup> ». La Chine avait exhorté le nouveau Conseil des droits de l'homme de l'ONU à éviter la confrontation politique et respecter les différences entre les pays, en mettant l'accent sur les droits économiques, sociaux et culturels. Sans surprise, les régimes illibéraux du monde entier ont applaudi cette redéfinition de la norme libérale. L'échec de la communauté internationale à trouver une stratégie internationale cohérente concernant le Soudan, l'Iran ou la Corée du Nord peut être, au moins en partie, attribué à la Chine, accusée d'avoir mis à mal les efforts visant à construire des coalitions efficaces pour gérer ces problèmes urgents.

Ce qui a commencé comme de l'opportunisme économique et la consécration du bénéfice mutuel s'installe lentement comme une nouvelle série de normes dans le monde entier. Ces normes sont renforcées grâce à une architecture institutionnelle alternative. Bien que nous devons encore voir un bloc cohérent anti-occidental similaire au Pacte de Varsovie, les Chinois ont commencé à créer de nouvelles structures multilatérales établies pour mieux servir leurs besoins les plus pressants<sup>739</sup>.

---

<sup>736</sup> Naazneen Barma and Ely Ratner, "China's Illiberal Challenge," op. cit, p. 64.

<sup>737</sup> Ibid, p. 65.

<sup>738</sup> Ibid.

<sup>739</sup> Ibid.

Le commerce de la Chine avec l'Afrique a augmenté considérablement au point où la Chine est devenue le plus important partenaire de l'Afrique devant les États-Unis et la France. Dans les années 1990 le commerce sino-africain a augmenté de 700 %. Entre 2002 et 2003 le commerce entre la Chine et l'Afrique a doublé à \$ 18,5 milliards. En 2015, il est estimé à plus de 220 milliards de dollars.

Pour se rendre compte du potentiel défi que pose cette approche illibérale de la Chine, il suffit d'observer ce qui se passe en Asie. La Chine est rapidement en train de devenir le plus important partenaire commercial de l'Asie du Sud-Est. En 2006, lors d'un sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai, cofondée par la Chine en 2001, les pétro-États de l'Asie ont mis à profit cette rencontre pour, entre autres, exprimer leur désapprobation collective de la norme d'intervention libérale. Comme le soulignent unanimement les rapports de presse sur la rencontre, l'importance fondamentale de la souveraineté nationale a été un thème dominant à la rencontre, ponctuée par une déclaration de principes. Celle-ci affirme : « Des différences dans les traditions culturelles, les systèmes politiques et sociaux, les valeurs et les modèles de développement formés au cours de l'histoire ne doivent pas être comme des prétextes pour s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres pays<sup>740</sup> ».

Le rejet de la norme d'intervention libérale est également devenu un trait d'union entre les membres du Forum sur la coopération sino-africaine, mis en place en 2000. Au terme de leur plus récent sommet tenu à Johannesburg en Afrique du Sud début décembre 2015, les représentants de la quasi-totalité des 54 pays africains ont adopté une déclaration dans laquelle ils se sont prononcés en faveur d'un « système international de gouvernance qui [soit] juste, équitable, représentatif et mieux adapté aux réalités politiques du monde afin de maintenir la

---

<sup>740</sup> Ibid.

paix, la stabilité et la prospérité ». « Par conséquent, écrivent-ils, nous sommes engagés envers les principes du multilatéralisme, tout en s’opposant à l’ingérence dans les affaires intérieures des pays et l’utilisation ou la menace de la force dans les affaires internationales<sup>741</sup> ».

La même année, les pays du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), le regroupement des plus importantes puissances émergentes, cofondé par la Chine, se rencontraient en Russie. Ils ont profité de l’occasion pour souligner leur insistance « sur l’importance cruciale des principes du droit international consacrés dans la Charte des Nations Unies, notamment l’indépendance politique, l’intégrité territoriale et l’égalité souveraine des États, la non-ingérence dans les affaires intérieures d’autres États et le respect des droits de l’homme et des libertés fondamentales ». Sur le dossier de la Syrie, les pays du BRICS se sont dits en faveur d’un « règlement pacifique du conflit syrien » entre tous les protagonistes, mais « sans conditions préalables et ingérences extérieures », ce qui signifie un rejet explicite de la norme d’intervention libérale<sup>742</sup>. Ils ont également adopté une position similaire sur le conflit iraquien.

Avec l’aide de la Chine, les puissances émergentes sont en train d’envoyer un message fort à l’Occident, leur disant de « cesser de nous dire comment nous comporter<sup>743</sup> ». Les nouvelles relations sino-russes fournissent un bon exemple de cette tendance émergente. En février 2012, la Chine a rejoint la Russie pour opposer son veto à une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la Syrie. Le veto de la Russie et de la Chine a mis en échec la dernière

---

<sup>741</sup> « Declaration of the Johannesburg Summit of the Forum on China-Africa Cooperation,» <http://www.thepresidency.gov.za/pebble.asp?relid=21196> .

<sup>742</sup> “Ufa Declaration,” VII BRICS Summit, (Ufa, the Russian Federation, 9 July 2015), [http://www.brics.utoronto.ca/docs/150709-ufa-declaration\\_en.pdf](http://www.brics.utoronto.ca/docs/150709-ufa-declaration_en.pdf) .

<sup>743</sup> Charlotte Epstein, “Stop Telling Us How to Behave: Socialization or Infantilization?”, *International Studies Perspectives*, Vol. 13, No. 2 (2012), pp. 135–45.

tentative de pression sur le régime Assad pour mettre fin à sa répression. Mais, plus important encore, il a mis en évidence la fracture normative dans la société internationale<sup>744</sup>. La Chine a également été un concepteur de norme dans le domaine de l'intervention humanitaire, et non un étudiant passif des normes internationales. Par exemple, la Chine a pleinement participé au débat des Nations Unies sur le développement du concept de « Responsabilité de protéger » (R2P)<sup>745</sup>.

Examiner l'attrait des préférences normatives de la Chine devient, par conséquent, un exercice crucial si l'on veut mesurer toute la portée symbolique de son modèle et, par ricochet, du défi que l'émergence chinoise pose à l'ordre mondial libéral. Pendant des siècles, les puissances occidentales ont imposé leurs normes aux pays non-occidentaux au sein d'une « société internationale » dont elles ont largement façonné la confection<sup>746</sup>. Dans ce processus de socialisation, les puissances occidentales ont pris l'habitude de dicter la manière appropriée dont les pays non-occidentaux devaient se comporter et définir les « standards de civilisation<sup>747</sup> ». Depuis la chute de l'empire soviétique, l'ordre démocratique libéral a proposé les seules normes et institutions de mise au sein du système international<sup>748</sup>. Même si elle en est encore à ses balbutiements et vaguement définie, une alternative comme celle proposée par la Chine et ses « amis illibéraux » représente un véritable défi<sup>749</sup>. Cela prouve encore une fois que ceux qui, comme les théoriciens libéraux, assimilent l'attitude de coopération de la Chine sur certains

---

<sup>744</sup> Minxin Pei, "Why Beijing Votes With Moscow," *New York Times*, February 7 2012, <http://www.nytimes.com/2012/02/08/opinion/why-beijing-votes-with-moscow.html> .

<sup>745</sup> Rosemary Foot, "The Responsibility to Protect (R2P) and its Evolution: Beijing's Influence On Norm Creation in Humanitarian Areas," *St Antony's International Review*, Vol. 2, No. 6 (2011), pp. 47–66.

<sup>746</sup> Pu Xiaoyu, "Socialisation as a Two-way Process," op. cit, p. 3.

<sup>747</sup> Gerrit W. Gong, *The Standard of 'Civilization' in International Society* (Oxford: Clarendon Press, 1984).

<sup>748</sup> Naazneen Barma and Ely Ratner, "China's Illiberal Challenge," op. cit, p. 66.

<sup>749</sup> Ibid.

dossiers à une position du statu quo négligent la façon dont elle est en train d'installer un système parallèle à elle<sup>750</sup>.

Au demeurant, la question est de savoir comment le fait de devenir une puissance symbolique (dans ce cas, une puissance normative) cadre-t-il avec l'ambition plus large de la Chine d'affirmation de puissance sur la scène internationale ? Capitalisant sur la conceptualisation de Bourdieu du pouvoir symbolique, la section suivante aborde cette question, et analyse en particulier la signification symbolique et les implications stratégiques pour la Chine de devenir une puissance normative.

### **3. Le capital symbolique de la Chine et ses implications**

La diplomatie symbolique a été négligée dans les analyses de la politique étrangère chinoise, mais, comme nous avons pu le voir dans l'analyse qui précède, elle a été une partie intégrante de presque tous les accords de coopération, programmes d'assistance et projets d'investissement que la Chine a utilisés pour renforcer les liens économiques, politiques et diplomatiques avec les autres pays du monde en développement. Des douzaines de pays ont reçu une assistance économique chinoise à long terme, et beaucoup d'autres ont bénéficié d'une aide à court terme dont ils ont désespérément besoin en réponse à certaines situations d'urgence. Les programmes d'assistance de la Chine affectent chaque année des millions de gens dans le monde en développement par le biais d'investissements directs massifs, les annulations de dette, la fourniture de prêts à faible taux d'intérêt, la mise en œuvre de mégaprojets d'infrastructure tant en Chine qu'à l'étranger. L'impact positif de ces actions de la Chine sur les populations des pays concernés a considérablement amélioré les relations de Pékin avec les élites dirigeantes d'autres

---

<sup>750</sup> Ibid.

pays et a augmenté le capital symbolique de la Chine auprès de gouvernements, d'organisations internationales et régionales et des intellectuels qui, dans le monde en développement, jouent souvent un rôle important dans la formation de l'opinion publique et des politiques publiques<sup>751</sup>.

La Chine a été particulièrement apte à utiliser la diplomatie symbolique pour promouvoir ses objectifs politiques et économiques et accumuler du capital symbolique. La diplomatie symbolique ou, comme l'appelle la Chine, la coopération 'gagnant-gagnant' (voir chapitre 5) entre pays sur les questions économiques et politiques aux fins de l'amélioration des relations avec les uns et les autres produit des bénéfices mutuels tout en permettant simultanément l'amélioration des relations. Car, comme nous l'avons vu au chapitre 1, les pays considèrent aujourd'hui la croissance économique nécessaire (*illusio*) pour le développement national mais aussi sociétal, la coopération à cette fin peut être un puissant instrument de politique étrangère plus efficace que les autres, plus traditionnels.

Bien que, officiellement, la Chine se défende toujours d'exporter son modèle, son succès national dans le domaine économique a conduit récemment les dirigeants communistes chinois à s'appuyer sur son capital symbolique accumulé et faire de son approche une partie importante de sa politique étrangère.

### 3.1 *Le capital symbolique au service des ambitions globales de la Chine*

La Chine aspire naturellement à devenir une puissance mondiale. Déjà en son temps, Mao promettait la renaissance de l'empire céleste. Cette aspiration se reflétait également dans les slogans de Jiang Zemin et de Hu Jintao : les « Trois Représentations » pour le premier et le

---

<sup>751</sup> Voir l'analyse de Julie M. Feinsilver, "Cuba as a 'World Medical Power': The Politics of Symbolism," *Latin American Research Review*, Vol. 24, No. 2 (1989), pp. 1-34.

« Développement scientifique et harmonieux » pour le second. Mais, comme l'affirme l'universitaire français, Claude Meyer, mieux que ses deux prédécesseurs, c'est Xi Jinping, qui a su le mieux incarner aujourd'hui le « rêve chinois ». L'expression a été lâchée par le nouvel homme fort de la Chine dans son discours inaugural du 17 mars 2013 devant l'Assemblée nationale populaire (ANP). Jouant sans doute sur l'allusion au « rêve américain », le slogan de Xi fait également écho à celui attribué à Deng Xiaoping : « Enrichissez-vous », ici l'idée que chaque citoyen chinois puisse réaliser son rêve de réussite matérielle et d'ascension sociale. Un rêve, de ce point de vue, en train d'être réalisé : on compte des dizaines de milliardaires en dollars parmi les trois mille délégués de l'Assemblée nationale populaire<sup>752</sup>.

« Grande puissance jusqu'au début du XIXe siècle, l'empire du Milieu représentait alors un tiers de la production mondiale, contre 23% pour l'Europe ; au XVIIIe siècle, le jésuite Jean-Baptiste du Halde puis Adam Smith notaient que l'Europe ne pouvait pas rivaliser avec la Chine pour la richesse et le dynamisme<sup>753</sup> ». Dans ce contexte, ce qu'il est convenu d'appeler les « Trente Glorieuses » du géant chinois est considéré comme une première étape dans une perspective de renaissance économique pleinement justifiée par la taille du pays, ses ressources naturelles et son capital humain<sup>754</sup>. Xi le répète à l'envi : il veut un « nouveau modèle de relations entre grandes puissances », ce qui signifierait qu'il n'accepte plus l'ancien modèle représenté par le statu quo. « Il veut un nouvel ordre dans lequel la Chine joue au moins un rôle égal avec les États-Unis et peut-être plus<sup>755</sup> ».

---

<sup>752</sup> Voir Claude Meyer, *La Chine, banquier du monde*. Paris: Fayard, 2014, pp. 11-20.

<sup>753</sup> Ibid, p. 13.

<sup>754</sup> Ibid.

<sup>755</sup> Hugh White, Chen Weihua and Wu Jianmin, "A New Type of Great Power Dialogue?", *Foreign Policy*, Nov. 3, 2014.





Le capital symbolique accumulé de la Chine lui donne les moyens de ses ambitions globales, ouvrant devant elle la perspective de pouvoir défier l’hyperpuissance américaine, voire lui ravir le leadership mondial. Par exemple, la coopération sino-africaine répond à un triple objectif : il s’agit pour Pékin d’assurer un accès aux matières premières pour l’industrie lourde chinoise et d’offrir des perspectives de développement aux entreprises chinoises mais aussi d’asseoir l’influence chinoise et gagner de nouveaux alliés<sup>756</sup>. Au regard de ces objectifs, la présence africaine de la Chine revêt une énorme importance. Déjà, son influence en pleine croissance suggère qu’à terme, la Chine va probablement devenir l’acteur dominant sur le continent et s’affirme déjà comme une déclaration audacieuse des intentions plus globales de la Chine<sup>757</sup>. Alors que l’Occident s’échine à trouver les signes conventionnels d’une « menace chinoise », c’est plutôt la vitesse avec laquelle la Chine s’implante en Afrique et son succès à

---

<sup>756</sup> Claire Guélaud, “Chine-Afrique, le désenchantement,” *Le monde*, 4 décembre 2015 ([www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)). Consulté le 6 décembre 2015.

<sup>757</sup> Martin Jacques, *When China Rules the World*, op. cit, p. 333.

courtiser les élites africaines, qui a placé l'Occident sur la défensive sur un continent où il a de mauvais antécédents historiques<sup>758</sup>.

Grâce à son énorme capital symbolique, la Chine jouit aujourd'hui d'une influence qui contraste parfois avec celle déclinante de l'Occident. Par exemple, en 2008, les États-Unis ont échoué à trouver un pays africain désireux d'héberger leur commandement militaire pour l'Afrique (AFRICOM), ce qui a alors obligé Washington à installer provisoirement son siège à Stuttgart en Allemagne. Mis à part les termes plutôt plus attrayants que la Chine offre aux pays africains, l'une des raisons de ses progrès remarquables sur le continent est qu'il ne traîne pas le même genre de bagage historique de l'Occident<sup>759</sup>.

La Chine a un intérêt stratégique indiscutable pour le Moyen-Orient, les deux-tiers de la réserve de pétrole du monde étant concentrés dans le golfe Persique, avec l'Arabie saoudite contrôlant plus du quart, et l'Irak et le Koweït partageant un peu moins d'un quart. A eux seuls, ces trois pays possèdent près de la moitié de la réserve de pétrole mondiale connue. L'Iran, un autre grand producteur potentiel dans la région, compte pour un peu moins du dixième de la réserve de pétrole mondiale. Les pays du Golfe sont responsables de la production de presque 40 pour cent des exportations mondiales de pétrole brut, avec la part de l'Arabie Saoudite qui se situe aux alentours de 12 pour cent et 7 pour cent pour l'Iran. La Chine est devenue un importateur net de produits pétroliers en 1993 et de pétrole brut en 1996. Il est établi que d'ici à 2020 la Chine devra importer dans l'ordre des 57-73 pour cent des ressources en pétrole dont elle aura besoin pour soutenir sa croissance économique et poursuivre sa modernisation. Dans cette perspective, il est logique que la Chine cultive des relations amicales avec les pays du Moyen-

---

<sup>758</sup> Chris Alden, *China in Africa*, op. cit, pp. 102, 106-7, 118, 129.

<sup>759</sup> Martin Jacques, *When China Rules the World*, op. cit, p. 333.

Orient. Mais, à la différence de l'Afrique, la région est considérée par les Américains comme leur sphère d'influence. En effet, les États-Unis sont devenus de plus en plus impliqués au Moyen-Orient au cours des trente dernières années, tissant des relations très étroites avec Israël et l'Arabie saoudite en particulier et s'impliquant dans les deux guerres du Golfe avec l'Irak, le deuxième plus grand producteur de pétrole, avec l'invasion américaine de 2003 qui a abouti à l'occupation du pays. Les Chinois, en conséquence, arrivent dans la région sur la pointe des pieds par crainte de provoquer les États-Unis qui en ont fait une priorité stratégique au-dessus de leurs relations avec toutes les autres régions du monde<sup>760</sup>. Ainsi, contrairement à l'Afrique, qui a clairement revêtu une importance centrale dans sa politique étrangère, la Chine considère le Moyen-Orient comme ayant uniquement une signification stratégique secondaire<sup>761</sup>.

Cela dit, au cours des dernières années, la Chine a essayé, à travers différentes stratégies, de mettre à profit son capital symbolique pour sécuriser ses approvisionnements en pétrole dans la région. Elle a cherché à négocier des ententes d'approvisionnement en énergie à long terme, en particulier un « partenariat stratégique de pétrole » avec les Saoudiens en 1999<sup>762</sup>. Les compagnies pétrolières chinoises ont également essayé d'obtenir des droits afin d'investir dans des champs pétrolifères dans la région. Enfin, la Chine a encouragé des entreprises dans le Golfe à investir dans les raffineries chinoises afin d'essayer de promouvoir des liens plus étroits<sup>763</sup>.

En échange de leurs soutien et ressources, la Chine offre aux pays du Moyen-Orient une source de revenus affranchie de l'influence des États-Unis. L'opposition nationale aux États-

---

<sup>760</sup> Ibid.

<sup>761</sup> Voir John W. Garver, *China and Iran: Ancient Partners in a Post-Imperial World*. University of Washington Press, 2007, p. 293.

<sup>762</sup> Hassan M. Fattah, "Avoiding Political Talk, Saudis and Chinese Build Trade," *New York Times*, 23 April 2006.

<sup>763</sup> Phar Kim Beng and Vic Y. W. Li, "China's Energy Dependence on the Middle East: Boon or Bane for Asian Security?", *China and Eurasia Forum Quarterly*, Vol. 3, No. 3 (Nov. 2005), pp. 19-26 (p. 24).

Unis est forte dans la plupart des pays du Moyen-Orient, avec une majorité de personnes dans les pays majoritairement musulmans s'inquiétant du fait que la puissance américaine ne se retourne finalement contre eux<sup>764</sup>. Développer des liens plus forts avec la Chine fait sens non seulement dans une perspective d'affaires, mais cela permet également d'améliorer la légitimité des gouvernements du Moyen-Orient aux yeux des populations nationales en réduisant la dépendance des États-Unis. A mesure que l'influence chinoise se développe, les pays du Moyen-Orient deviendront moins enclins à coopérer avec les États-Unis, réduisant la capacité de Washington à agir unilatéralement<sup>765</sup>.

Plusieurs auteurs ont documenté comment, grâce aux échanges commerciaux, la Chine a pu développer de solides relations avec certains États clés au Moyen-Orient. Par exemple, note Joshua Kurlantzick, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a été invité à s'adresser à l'OCS en 2008 et a parlé des « vues identiques » de l'Iran et de la Chine<sup>766</sup>. Ce rapprochement peut se lire comme le résultat des investissements massifs des entreprises chinoises grâce auxquels le commerce entre les deux pays est passé d'un niveau négligeable dans les années 1990 à 10 milliards de dollars en 2007<sup>767</sup>. Les liens de la Chine avec l'Iran sapent les efforts américains pour l'isoler de la communauté mondiale en réduisant son incitation à respecter les règles, réduisant ainsi la légitimité de celles-ci.

Un autre exemple, qui illustre bien la stratégie de mise en équilibre douce de la Chine basée sur son capital symbolique, est celui de l'Arabie saoudite, le plus grand fournisseur d'énergie de la Chine. Les exportations chinoises vers ce pays se sont mises à augmenter de

---

<sup>764</sup> Stephen M. Walt, "Taming American Power," *Foreign Affairs*, Vol. 84, No. 5 (Sep. - Oct., 2005), pp. 105-120 (p. 107).

<sup>765</sup> Stephen M. Walt, "Taming American Power," p. 107.

<sup>766</sup> Kurlantzick, *Charm Offensive*, op. cit, p. 54.

<sup>767</sup> Ibid.

façon spectaculaire grâce à l'octroi par l'Arabie saoudite de nombreux accords d'exploration aux entreprises chinoises. Une manière dont les relations sino-saoudiennes sapent la suprématie des États-Unis a trait aux efforts conjugués du pays et de la Chine visant à réduire progressivement le volume des paiements qui sont effectués en dollars, minant ainsi la force du dollar<sup>768</sup>. Autre symbole fort de la vitalité des nouvelles relations sino-saoudienne, l'Arabie saoudite a également envisagé de créer une réserve stratégique de pétrole en Chine, semblable à la réserve américaine.

En Asie centrale, la Chine a été le co-directeur de l'Organisation de coopération de Shanghai, fournissant une aide financière importante et hébergeant son siège, tout en insistant sur le fait que les États-Unis soient exclus de cette institution<sup>769</sup>. « Par le biais de l'OCS, la Chine et la Russie ont cherché à contrebalancer l'influence des États-Unis dans la région d'Asie centrale poursuivant, comme l'affirme l'organisation dans sa charte, une « multipolarité politique<sup>770</sup> ». Ensemble ils ont soutenu la demande de l'Ouzbékistan pour que les forces américaines quittent le pays en 2005, et l'OCS a fait des déclarations appelant les États-Unis à quitter la région<sup>771</sup> ». En outre, la Chine et la Russie ont effectué un exercice militaire près de la côte chinoise, conçu comme une démonstration de force. « Ces actes, analyse Stephan Gill, peuvent être interprétés comme des signaux envers les États-Unis que l'OCS est prête à porter à un autre niveau son alliance si nécessaire, et transformer son équilibre doux en équilibre dur<sup>772</sup> ». En somme, conclut-il, les préoccupations de la Chine au sujet de l'influence des États-Unis dans la région et

---

<sup>768</sup> Flynt Leverett and Jeffrey Bader, "Managing China-US Energy Competition in the Middle East," *The Washington Quarterly*, Vol. 29, No. 1 (Winter 2005-2006), pp. 187-201 (pp. 196-7).

<sup>769</sup> Robert G. Sutter, *Chinese Foreign Relations: Power and Policy since the Cold War* (Lanham: Rowman & Littlefield, 2008), p. 121.

<sup>770</sup> Charter of the Shanghai Cooperation Organization, June 7, 2002 (<http://www.sectsco.org/EN123/show.asp?id=69>). Consulté le 10 septembre 2015.

<sup>771</sup> Stephan Gill, "China's Soft Balancing Strategy and the Role of Resource Investment," op. cit, p. 124.

<sup>772</sup> Ibid.

sa demande de ressources se conjuguent à expliquer sa motivation pour la formation d'une institution multilatérale qui a facilité la réalisation des objectifs déclarés de la Chine.

Le parallèle entre l'intégration économique grandissante entre la Chine et le monde en développement et la puissance déclinante des États-Unis nous ramène à l'idée maîtresse de cette recherche, absente du débat conventionnel : la Chine constitue une menace sérieuse et à long terme pour l'Occident, mais non pas en vertu de ses capacités militaires terrestres, aériennes ou maritimes. Au lieu de tout cela, la Chine est devenue le catalyseur-en-chef d'un processus plus subtil mais à la fois plus profond : « tout comme la mondialisation est en train de rétrécir le monde, explique Halper, la Chine est en train de rétrécir l'Occident. La Chine, dit-il encore, est tranquillement en train de refaçonner le paysage du développement international, de l'économie, de la communauté, et, par ricochet, la politique mondiale. Elle le fait de manière à limiter progressivement la projection de l'influence occidentale et ses valeurs au-delà du bloc de l'OTAN<sup>773</sup>. A cet effet, elle peut compter sur l'accumulation d'un énorme capital symbolique.

## **Conclusion**

L'ascension de la Chine dans le système international pose un sérieux défi à la position stratégique des États-Unis dans le monde. Si la crise de légitimation de la puissance américaine a été une condition préalable essentielle à l'extraordinaire ascension de la Chine, l'accumulation d'une énorme quantité de capital symbolique a aussi joué un rôle important dans le leadership mondial émergent de la Chine. Sur le plan idéologique, la croissance économique spectaculaire de la Chine et l'idée qu'elle y est parvenue en suivant sa propre voie a permis au régime

---

<sup>773</sup> Stefan Halper, *The Beijing Consensus*, op. cit, p. 26.

communiste chinois de renforcer considérablement sa légitimité interne et d'acquérir un prestige international et une grande influence qui s'est traduite en un nouveau rôle mondial.

Sur le plan politique, la puissance économique retrouvée de la Chine en a fait un grand argentier du monde, soit à travers des investissements directs étrangers massifs (financement de la dette souveraine des pays développés, annulation de la dette pour les pays pauvres, projets d'investissement dans les infrastructures, programmes de bourses pour étudiants étrangers, etc. Cela a permis à Pékin de se tisser un dense réseau d'amitiés dans le monde. En outre, la Chine a adopté une approche illibérale des questions internationales (respect strict de la souveraineté des États et absence presque totale de conditionnalités associées à ses relations) qui a contribué à la fascination exercée par le régime communiste non seulement sur des gouvernements autoritaires, mais également sur de larges franges dans les pays démocratiques.

Enfin, sur le plan stratégique, l'énorme capital symbolique de la Chine lui a servi de monnaie d'échange convertible en trois types de bénéfices : (1) économique (accès privilégié aux ressources premières nécessaires des pays partenaires, importants contrats pour les entreprises chinoises, etc.), (2) politique (appui à sa politique d'une « seule Chine », soutien dans les organisations internationales, etc.), et (3) symbolique (reconnaissance publique de dirigeants politiques et universitaires, adhésion à certaines prestigieuses organisations internationales). Ce chapitre confirme ainsi notre hypothèse de la dimension symbolique de la puissance chinoise, aspect absent des perspectives axées sur « hard power » et le « soft power ».

## **Chapitre 5 : Identité, lieux communs et la stratégie de légitimation de la puissance chinoise dans le Sud global**

Ce chapitre complète la revue des facteurs suggérés dans notre cadre d'analyse comme déterminant le succès d'un acteur dans une « lutte symbolique » comme celle que se livrent les États-Unis et la Chine dans la période post-guerre froide sur les voies et moyens susceptibles de mener à la modernité économique et au progrès social. Il considère la troisième condition identifiée par Bourdieu comme cruciale dans l'émergence historique d'un discours hégémonique : l'identité. Bourdieu ne précise pas –du moins, dans les détails– sa définition de la notion d'identité. Il est vraisemblable qu'il l'entendait au double sens conventionnel d'« identité corporative » et d'« identité sociale » comme déterminant le comportement des États, plutôt que de considérer ces deux catégories conceptuelles comme mutuellement exclusives, comme c'est souvent le cas dans la littérature conventionnelle en relations internationales<sup>774</sup>. Bourdieu faisait valoir que le « pouvoir sur le groupe qu'il s'agit de porter à l'existence en tant que groupe est inséparablement un pouvoir de faire le groupe en lui imposant des principes de vision et de division communs, donc une vision unique de son identité et une vision identique de son unité<sup>775</sup>. » Cela, il le dit encore plus nettement quand il souligne que « le monde social est aussi représentation et volonté, et (qu') exister socialement, c'est aussi être perçu, et perçu comme distinct<sup>776</sup>. »

Bourdieu observait par ailleurs que « la théorie la plus résolument objectiviste doit intégrer la représentation que les agents se font du monde social et, plus précisément, la

---

<sup>774</sup> Richard Price and Christian Reus-Smit, "Dangerous Liaisons?: Critical International Theory and Constructivism," *European Journal of International Relations*, Vol. 4, No.3 (1998), pp. 259–294 (p. 268).

<sup>775</sup> Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, op. cit, pp. 286-7.

<sup>776</sup> Ibid.



contribution qu'ils apportent à la construction de la vision de ce monde, et, par là, à la construction même de ce monde, à travers le *travail de représentation* (à tous les sens du terme) qu'ils ne cessent d'accomplir pour imposer leur vision du monde ou la vision de leur propre position dans ce monde, de leur identité sociale<sup>777</sup> ».

Ces observations de Bourdieu ouvrent une heureuse perspective sur l'importance de l'identité dans la constitution du pouvoir symbolique de la Chine, mais, à l'évidence, ne nous renseignent guère sur la manière dont elle opère comme stratégie d'affirmation de puissance.

Du point de vue de cette recherche, nous pouvons mieux déployer la théorisation de Bourdieu en l'insérant dans les différents cadres d'interprétation de la politique internationale du développement, c'est-à-dire, la mesure dans laquelle les approches théoriques conventionnelles prennent généralement appui sur des catégorisations très basiques et assez sommaires des pays concernés<sup>778</sup>. Ces catégorisations conceptuelles jouent un rôle éminemment important dans l'analyse de l'émergence des discours paradigmatiques comme celui qui fait l'objet de cette étude. J'ai déjà invoqué le clivage « nord-sud » en introduction et esquissé une explication de la manière dont, en tant que cadre d'interprétation de la politique internationale contemporaine, elle a façonné les idées sur l'économie politique internationale dans la période post-guerre froide. Dans le chapitre théorique, un accent particulier a été mis sur le « sud global », utilisé de plus en plus couramment pour désigner officiellement l'ensemble des pays en voie de développement comme formant un nouveau « bloc historique ». Cependant, ce que nous n'avons pas encore fait est une analyse systématique des affinités électives soudant la Chine à ce groupe.

---

<sup>777</sup> Ibid (italiques de l'auteur.)

<sup>778</sup> Anthony Payne, *The Politics of Unequal Development*, op. cit, p. 12.

En passant en revue la littérature conventionnelle au cours des dernières décennies, il est possible de synthétiser ces principales catégorisations en les divisant sommairement en deux vastes champs rhétoriques de la politique internationale, correspondant à une distinction entre le Consensus de Washington, perçu comme représentant les intérêts du ‘nord’, à l’origine de l’ordre économique et politique hégémonique libéral post-guerre froide, et le Consensus de Pékin, émanant symboliquement du ‘sud’ et constituant un défi normatif aux fondements théoriques et idéologiques de l’ordre international libéral<sup>779</sup>. Cette démarche requiert, cependant, que nous jetions préalablement un regard sur l’émergence du Sud global comme acteur prééminent de la politique internationale.

### **1. Le Sud global ou emballer les relations internationales dans des ‘lieux communs rhétoriques’**

L’attrait pour la Chine et son discours illibéral dans le monde en développement met en évidence une autre dimension symbolique cruciale de sa stratégie de puissance : le Sud global comme ‘lieu commun rhétorique’<sup>780</sup>. Paradoxalement, cette nouvelle conceptualisation n’émane pas du Sud global, mais est un concept occidental vulgarisé pour la première fois dans les années 1980 par deux rapports dits de la Commission Brandt, qui recommandaient de grandes infusions de capitaux du nord au sud afin de donner une nouvelle impulsion à la modernisation du monde en

---

<sup>779</sup> Voir Zhiming Chen, « La voie chinoise de développement, » op. cit, pp. 455-483.

<sup>780</sup> Cette expression est empruntée à Patrick Thaddeus Jackson qui l’a utilisée dans son livre pour analyser la construction de l’« Occident » dans les décennies après la guerre froide. Patrick Thaddeus Jackson, *Civilizing the Enemy: German Reconstruction and the Invention of the West*. Ann Arbor, MI: University of Michigan Press, 2006. Cité dans Vincent Pouliot, “The Materials of Practice: Nuclear Warheads, Rhetorical Commonplaces and Committee Meetings in Russian-Atlantic Relations,” *Cooperation and Conflict*, Vol. 45, No. 3 (2010), pp. 294–311.

développement<sup>781</sup>. En 2003, l'initiative du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), « Forging a Global South<sup>782</sup> », a joué un rôle important dans la vulgarisation de ce concept, qui s'est ainsi définitivement imposé dans la grammaire de la politique mondiale.

Quoique constamment remis en question à l'effet que la mondialisation, et plus particulièrement l'émergence du « système manufacturier mondial », rendait « désespérément obsolète le clivage nord-sud<sup>783</sup> » ou que la fin de la guerre froide avait débouché sur un monde « privé de sens<sup>784</sup> », le « Sud global » comme représentation symbolique garde une grande valeur heuristique et est couramment utilisé dans ce sens par bon nombre de chercheurs dans leurs études des relations internationales contemporaines. En tant que tel, il constitue un « outil linguistique » dont, au niveau de la pratique, on ne peut se passer dans l'analyse des relations de la Chine avec le monde en développement.

Environ quatre décennies depuis son invention par la Commission Brandt, le clivage nord-sud demeure une dimension fondamentale de dynamiques mondiales contemporaines<sup>785</sup>. Quoique contesté au regard de son évolution dans l'espace et le temps, l'expression « Sud global » contribue à perpétuer des « structures intersubjectives du passé dans le présent<sup>786</sup> ».

Cette compréhension est rendue évidente dans les théories critiques qui, si elles n'embrassent pas explicitement le débat nord-sud, à travers son accent sur l'hégémonie et le rôle

---

<sup>781</sup> Arif Dirlik, « Global South: Predicament and Promise, » *The Global South*, Vol. 1, No. 1 (Winter, 2007), pp. 12-23.

<sup>782</sup> United Nations Development Programme. Special issue: « Forging a Global South. » United Nations Day for South-South Cooperation, 19 December 2004.

<sup>783</sup> Nigel Harris, *The End of the Third World: Newly Industrializing Countries and the Decline of an Ideology*, (Harmondsworth: Penguin, 1987), pp. 200-2.

<sup>784</sup> Zaki Laïdi, *Un monde privé de sens*, Paris, Hachette, 1998 (1994). (Cité dans Noël et Thérien, op. cit, p. 23.)

<sup>785</sup> Giovanni Arrighi, Beverly J. Silver, and Benjamin D. Brewer, « Industrial Convergence, Globalization, and the Persistence of the North-South Divide, » *Studies in Comparative International Development*, Spring 2003, Vol. 38, No. 1, pp. 3-31 (Citation: p. 4).

<sup>786</sup> Voir à ce sujet l'analyse stimulante déjà citée de Vincent Pouliot, « The Materials of Practice, » op. cit.

des institutions internationales dans ce processus, ont tout de même développé une critique substantielle du système international, laquelle situe le Sud dans une position de dépendance vis-à-vis du Nord d'une manière qui fait écho au triptyque centre/semi-périphérie/périphérie de Wallerstein et de l'école de la dépendance (*Dependencia School's*<sup>787</sup>). L'insistance de Robert Cox sur les notions d'idéologie et d'hégémonie est particulièrement intéressante s'agissant d'analyser le rôle contradictoire de certaines élites du Sud qui promeuvent activement l'agenda néolibéral du Nord aussi bien au sein de leurs économies qu'à travers le monde.

La même observation vaut pour les tenants des approches matérialistes des relations internationales qui, à l'instar de Stephen Krasner, soulignent l'importance des mécanismes institutionnels du Sud global qui « créent une convergence d'intérêts et amplifient le pouvoir de négociation d'États autrement faibles et inefficaces<sup>788</sup>. »

Le problème, néanmoins, est que l'absence d'une différenciation interne au sein de ces paradigmes tend à conduire à une simplification abusive de la gamme variée des motivations, intérêts, ainsi que des sources de légitimation politique et du comportement des États du Sud<sup>789</sup>. Or, comme l'ont démontré Robert Keohane et Joseph Nye, la notion d'hégémonie, chère au néo-réalisme, s'applique aussi parfaitement au Sud en cela qu'elle fournit une description et une explication du comportement des États sur la scène internationale<sup>790</sup>. Et les exemples allant dans ce sens ne manquent pas : l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud ont respectivement été décrits

---

<sup>787</sup> Philip Nel, Ian Taylor and Janis Van der Westhuizen (eds) *South Africa's Multilateral Diplomacy and Global Change: the limits of reformism*, Aldershot: Ashgate, 2001.

<sup>788</sup> Stephen Krasner, *Structural Conflict: The Third World Against Global Liberalism*, Berkeley/Los Angeles/London: UCP, 1985, p. 4.

<sup>789</sup> Chris Alden, Sally Morphet, and Marco Antonio Vieira, *The South in World Politics*. Palgrave Macmillan, 2010., p. 11.

<sup>790</sup> Robert O. Keohane and Joseph S. Nye, *Power and Interdependence*, 3rd edition, London: Longman, 2001, pp. 40-2.

comme des hégémons régionaux, ce qui revient à dire que, à travers la prépondérance de leur *hard* et *soft power*, ils ont été capables d'exercer une influence déterminante sur d'autres États dans leurs sphères d'influence respectives.

En dépit du fait avéré que les lignes spatiales entre les identités 'nord' et 'sud' tendent à devenir de plus en plus ténues, des recherches récentes démontrent que les principaux États du monde en développement revendiquent constamment leur « South credentials » comme moyen de se définir eux-mêmes et de comprendre leurs rôles dans le système international post-guerre froide. Comme l'expliquent ici Alden et ses collègues, "traditional leaders of the South, such as Egypt and India, have been eager to (re)define a new 'South' identity for states facing similar foreign policy challenges in a complex and more diffuse international order<sup>791</sup>."

L'identité marque le comportement de presque tous les pays. « La droite et la gauche, expliquent par exemple Noël et Thérien, n'ont pas la même conception de la mondialisation, elles n'ont pas réagi de la même façon à la guerre en Irak, et elles défendent des positions différentes sur l'énergie nucléaire, l'avenir de l'Union européenne et le mariage entre conjoints de même sexe<sup>792</sup>. » De même, les pays du « Sud » et du « Nord » n'ont pas la même appréciation de la valeur du consensus de Washington et ils n'ont pas réservé le même accueil à l'idée d'un consensus de Pékin. En d'autres termes, "between the rich nations of the former First World and poor nations of the former Third World--the North-South divide--remains a fundamental dimension of contemporary global dynamics<sup>793</sup>."

---

<sup>791</sup> Chris Alden, Sally Morphet and Marco Vieira, *The South in World Politics*, op. cit, p. 15.

<sup>792</sup> Noël et Thérien, *La gauche et la droite*, op. cit, p. 25.

<sup>793</sup> Giovanni Arrighi, Beverly J. Silver, and Benjamin D. Brewer, "Industrial Convergence, Globalization, and the Persistence of the North-South Divide," op. cit, p. 4).

Plus proche du constructivisme et de l'École anglaise, notre analyse axée sur le pouvoir symbolique offre une grille de lecture originale pour comprendre la logique interne guidant le comportement du Sud. En particulier, nous mettons l'accent, d'une part, sur le rôle constitutif joué par l'« identité Sud » dans la conception de la politique étrangère des États du Sud global en leur fournissant une « feuille de route ». D'autre part, en lien avec l'École anglaise<sup>794</sup>, nous évaluons le Consensus de Beijing comme une interprétation alternative de l'économie du développement et de l'ordre mondial dans le contexte unipolaire post-guerre froide ainsi qu'une source de changement normatif dans le contexte de la société internationale émergente.

Comme l'analyse qui suit tendra à le démontrer, dans une perspective du Sud global, le discours chinois concorde avec le postulat bourdieusien d'une connaissance doxique de quatre manières. Premièrement, le discours de politique étrangère de la Chine s'est employé à recourir à l'histoire et à son identité de pays du Sud global comme moyen de légitimation de ses nouvelles relations avec les pays du monde en développement. Deuxièmement, sur le plan économique, la voie peu orthodoxe empruntée par la Chine depuis le lancement de ses politiques de réforme et d'ouverture est en soi attrayante aux yeux des élites dirigeantes du Sud global. Plus précisément, la réussite chinoise tend à accentuer le danger qui consiste à suivre la « thérapie de choc » prônée par le consensus de Washington des puissances du Nord et qui a été à l'origine des désastres économiques et politiques dans de nombreux pays dans le monde en développement. Troisièmement, sur le plan politique, l'engagement de la Chine à l'auto-détermination et au respect des souverainetés entre très fortement en résonance avec le discours du refus du néo-colonialisme et de l'impérialisme prédominant dans le Sud global. Enfin, l'idée de la Chine

---

<sup>794</sup> Hedley Bull, *The Anarchical Society: a Study of Order in World Politics* (London: Macmillan, 1977).

d'une « société harmonieuse » traduit la volonté de bien de pays en développement d'une politique internationale alternative en rupture avec l'unilatéralisme des États-Unis.

## **2. Le recours à l'histoire et à l'identité comme instruments de légitimation**

Le premier lieu commun qui joue un rôle crucial dans la projection de la puissance chinoise dans le monde en développement est un recours systématique à l'histoire et à l'identité de la Chine comme pays du Sud en tant qu'instruments de légitimation des nouvelles relations qu'elle développe avec de nombreux pays dans différentes régions du monde en développement. D'une part, ceux qui s'intéressent aux discours de politique étrangère chinois soulignent généralement comment ils situent à l'unanimité la rencontre de la Chine avec la plupart des régions du monde en développement dans un passé lointain<sup>795</sup>. De fait, font remarquer Gazibo et Mbabia dans le cas de l'Afrique, la Chine peut à bon droit revendiquer une longue tradition de contacts avec le continent africain. Comme ils l'expliquent,

La Chine moderne a une série de sources, conservées par les différentes dynasties, qui permettent aux esprits curieux de retracer les liens que la Chine s'est forgée avec les peuples étrangers tout au long de l'histoire. Aux yeux des dirigeants chinois, ces textes historiques justifient le maintien de tels liens aujourd'hui. Pour cette raison, chaque fois que les Chinois parlent de leurs relations avec l'Afrique, ils se réfèrent toujours au contexte historique, car cela renforce sa relation actuelle<sup>796</sup>.

Pékin affirme qu'elle veut promouvoir une « mémoire africaine » mais, comme l'expliquent encore Gazibo et Mbabia, on peut affirmer que cette évocation participe clairement d'une stratégie symbolique dans laquelle le gouvernement chinois instrumentalise l'histoire en guise

---

<sup>795</sup> Voir à ce sujet Chris Alden and Cristina Alves, "History and Identity in the Construction of China's Africa Policy," *op. cit.*, pp. 43-58; Mamoudou Gazibo et Olivier Mbabia, "How China Seduces Africa," *op. cit.*, p. 24.

<sup>796</sup> Mamoudou Gazibo et Olivier Mbabia, "How China Seduces Africa," *ibid.*, p. 24.

d'«outil de ralliement en insistant sur un « passé commun » (p. ex., le colonialisme et le racisme) et les « valeurs communes » (p. ex., tiers-mondisme et anti-hégémonie)<sup>797</sup> ».

Ainsi, est-il guère surprenant que, en 2009, dans son discours à la cérémonie d'ouverture de la quatrième Conférence ministérielle sur la coopération sino-africaine à Charm el-Cheikh, le Premier ministre chinois, Wen Jiabao, a déclaré: « Je tiens à souligner ici que ni la présence chinoise en Afrique, ni le soutien des pays africains à la Chine sont des phénomènes récents. Déjà, dans les années 50 et 60 du siècle écoulé, la Chine et l'Afrique ont combattu côte à côte dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonie et avancent main dans la main sur le chemin rocailleux de la reprise économique<sup>798</sup> ».

C'est aussi dans ce contexte que la Chine se fait un point d'honneur de souligner régulièrement que les expéditions du célèbre Amiral chinois Zheng He vers l'Afrique au début du XVe siècle ne visaient pas à conquérir des territoires et ne se sont pas soldées par l'asservissement des populations autochtones, contrairement à celles européennes. Ce qui est encore plus important, au cours de la période maoïste, la Chine était, contrairement à l'Occident, un fervent partisan des mouvements indépendantistes africains, ce qui lui vaut un crédit considérable. Ainsi, la Chine, avec sa propre expérience de la colonisation, son militantisme anticolonial et son statut de pays en développement, a plus de légitimité et jouit d'une plus grande affinité avec les pays africains que l'Occident<sup>799</sup>.

L'Afrique offre, autrement dit, une parfaite illustration d'une stratégie symbolique plus vaste de la Chine vis-à-vis du monde en développement<sup>800</sup>. Comme nous l'avons expliqué au

---

<sup>797</sup> Ibid.

<sup>798</sup> Cité dans *ibid.*

<sup>799</sup> Chris Alden, *China in Africa*, op. cit, pp. 9-10, 15, 18-20, 31.

<sup>800</sup> Voir, par exemple, chapitre 6 pour le déploiement d'une stratégie symbolique similaire.



chapitre 2, la valeur symbolique de telles références à l'histoire peut difficilement être exagérée. Pour reprendre les termes de Grahame Clark, « les sociétés humaines existent en dernier ressort parce que leurs membres sont conscients de leur appartenance à elles, et un facteur majeur à cela est une conscience de partager un passé commun<sup>801</sup> ». En réponse à la question de savoir comment certains types de capital obtiennent leur légitimité, se transforment par conséquent en capital symbolique et donc en pouvoir, Bourdieu référerait aux « luttes antérieures ». Dans une formulation qui ne souffre à cet égard d'aucune ambiguïté, il faisait remarquer:

Les relations objectives de pouvoir ont tendance à se reproduire dans les relations de pouvoir symbolique. Dans la lutte symbolique pour la production de sens commun ou, plus précisément, le monopole légitime sur le nommage, les agents mettent en action le capital symbolique qu'ils ont acquis dans des luttes antérieures<sup>802</sup>.

Il dit encore :

Le pouvoir d'imposer aux autres esprits une vision, ancienne ou nouvelle, des divisions sociales dépend de l'autorité sociale acquise dans des luttes antérieures<sup>803</sup>.

En résumé, dans les relations sociales, le pouvoir symbolique des agents découle en partie de la façon dont ils ont utilisé dans le passé leur capital économique, culturel ou social afin de proposer des définitions et visions légitimes du monde social et ses divisions<sup>804</sup>.

Dans le cas de la Chine, cet appel à l'histoire se double souvent d'une référence tout aussi systématique à l'identité de la Chine comme pays du Grand Sud. Comme le font observer Samuel S. Kim et Lowell Dittmer, "China's twin identifications with the Third World and as a socialist country together constitute one of the most enduring themes in Chinese foreign policy

---

<sup>801</sup> Grahame Clark, *Archeology and Society*. London: Methuen, 1939, p. 255.

<sup>802</sup> Pierre Bourdieu, "Social space and symbolic power," op. cit, p. 21.

<sup>803</sup> Ibid, p. 23.

<sup>804</sup> Martin Senn and Christoph Elhardt, "Bourdieu and the bomb," op. cit.

prononcements<sup>805</sup>.” Les relations entre cette identité nationale revendiquée et le succès ou l’échec d’une ligne particulière de politique étrangère en lien avec cette affirmation d’identité ont été explorées par plusieurs auteurs, parmi lesquels Van Ness qui propose une interprétation diachronique de quarante ans de politique étrangère de la Chine. « Pour le leadership chinois, explique-t-il, une ligne de politique étrangère représente une conception intégrale, unifiée, théoriquement articulée pour faire face au système mondial, et elle comprend quatre composantes : la vision du monde du leadership du Parti communiste chinois (PCC) ; la composante politico-stratégique ; la composante économique ; et un sens du rôle mondial de la Chine<sup>806</sup> ». En un mot, une ligne de politique étrangère reflète l’identité nationale officielle que le leadership chinois voudrait adopter sur la scène internationale –l’image qu’il souhaite projeter sur la scène mondiale. “It is the official CCP answer to the questions Who we are, what do we collectively aspire to, what is special about being Chinese, and what most distinguishes us from the rest of the world?<sup>807</sup>”

Ce lieu commun, loin d’être un élément nouveau, se trouve au fondement même de la politique étrangère de la République populaire de Chine dès sa fondation. Comme l’explique Peter Van Ness, “during the 1960s, the Maoist leadership put forward China as a model of Third World revolution that other countries in Asia, Africa, and Latin America might emulate.” Dans cette perspective, “to be ‘third world’ meant to share a common sense of deprivation and exploitation at the hands of the rich and powerful<sup>808</sup>.” Mel Gurtov semble accrédi-ter cette thèse

---

<sup>805</sup> Samuel S. Kim and Lowell Dittmer, “Whiter China’s Quest for National Identity,” dans Samuel S. Kim and Lowell Dittmer (ed.), *China’s Quest for National Identity*. Cornell University Press, 1993, pp. 237-289 (Citation: p. 279).

<sup>806</sup> Cité dans Samuel S. Kim and Lowell Dittmer, “Whiter China’s Quest for National Identity,” *ibid.*

<sup>807</sup> *Ibid.*

<sup>808</sup> Peter Van Ness, “China as a Third World State: Foreign Policy and Official National Identity,” dans Samuel S. Kim and Lowell Dittmer (ed.), *China’s Quest for National Identity*. Cornell University Press, 1993, p. 197.

quand il affirme que “the Chinese perception was that the country’s extreme poverty, class differences, and history of capitalist penetration as well as resistance to imperialism all created special ties with the developing world. This view also lent itself to the belief that China was a more appropriate developing model for Third World countries than the Soviet Union<sup>809</sup>.”

Durant les années Mao, la Chine s’est vue comme le modèle le plus approprié et l’ami le plus fiable des pays sous-développés. “The path taken by the Chinese people in defeating imperialism and its lackeys and in founding the People’s Republic of China is the path that should be taken by peoples of many colonial and semi-colonial countries in their fight for national independence and people’s democracy<sup>810</sup>”, déclarait Liu Shaoqi. Il disait encore : “The Chinese revolution has a great attraction for peoples in all the backward countries that have suffered, or are suffering, from imperialist oppression. They feel that they should also be able to do what the Chinese have done<sup>811</sup>.” De telles déclarations, comme l’ont souligné plusieurs auteurs, ne sont pas seulement l’apanage de dirigeants sous l’emprise d’un idéalisme postrévolutionnaire, mais reflétaient une dimension morale de la politique étrangère de la Chine qui lui sert encore aujourd’hui de fil directeur : la conviction, partagée par les pionniers de la RPC, selon laquelle le modèle chinois de la politique internationale, déclinée en termes des cinq principes de coexistence pacifique, représentent une alternative viable et éthique aux modèles occidentaux basés sur la politique de puissance, l’usage de la force et le non-respect de l’égalité souveraine<sup>812</sup>. C’est une telle logique qui est à l’origine de la « théorie des trois mondes » de

---

<sup>809</sup> Mel Gurtov, “Changing Perspectives and Policies,” in Lowell Dittmer and George T. Yu (ed.), *China, the Developing World, and the New Global Dynamic*. London: Lynne Rienner Publishers, 2010, pp. 13-36 (pp. 13-14).

<sup>810</sup> Cité dans John Gittings, *The World and China, 1922-1972* (New York: Harper & Row, 1974), p. 159.

<sup>811</sup> Liu Shaoqi, *Ten Glorious Years* (Beijing: Foreign Languages Press, 1950), p. 1.

<sup>812</sup> John Cranmer-Byng, “The Chinese View of Their Place in the World: An Historical Perspective,” *The China Quarterly*, No. 53 (January-March 1973), pp. 67-79 (p. 69).

Mao en 1960 dont la thèse centrale s'appuyait sur l'idée selon laquelle la paix globale était fragilisée par les deux projets hégémoniques rivaux qu'incarnaient à ses yeux les superpuissances américaine (capitaliste) et soviétique (communiste). « Entre ces deux 'mondes' se tenait le reste de l'humanité avec pour seul fiable interprète : la République populaire de Chine !<sup>813</sup> ».

La référence à l'identité de pays du Sud, quant à elle, fait également allusion à un autre lieu commun qui consiste à distinguer entre pays du Nord et pays du Sud. Ici, la stratégie chinoise a consisté à souligner la pauvreté et l'arriération qui l'unissent au monde en développement comparé aux pays capitalistes prospères, mettant au passage en garde contre le danger d'une nouvelle emprise coloniale sous la forme d'un « impérialisme économique ». Comme l'écrit encore Van Ness, “the Chinese argued that each country of Asia, Africa, and Latin America should develop its own unique way of maintaining its national heritage and identity, free from the shiffling influence of ‘American culture’<sup>814</sup>”

Plus près de nous, Deng Xiaoping, artisan des politiques de réforme et d'ouverture qui catalyseront la réémergence de la Chine au tournant de la décennie 1980, capitalisera lui aussi sur des lieux communs bien établis, faisant en particulier des relations nord-sud un thème central de son discours de politique étrangère. “North-South relations are the key question”, disait-il, car “unless their economic problems are solved, it will be hard for all the Third World countries to develop and for the developed countries to advance further.” Parallèlement, Deng mettait un

---

<sup>813</sup> Dan O'Meara, « La théorie marxiste », dans Alex Macleod et Dan O'Meara, dir., *Théories des relations internationales. Contestations et résistances*, 2e édition revue et augmentée, Montréal, Athéna Éditions, 2010, pp. 208-9.

<sup>814</sup> Peter Van Ness, “China as a Third World State: Foreign Policy and Official National Identity,” in Samuel S. Kim and Lowell Dittmer (ed.), *China's Quest for National Identity*. Cornell University Press, 1993, op. cit, pp. 194-214 (p. 205).

accent tout aussi fort sur l'importance des relations Sud-Sud : "The developed countries should appreciate that greater development of their economies is impossible without growth in the economies of the Third World countries<sup>815</sup>." Sur l'identité de la Chine comme un pays du Sud global, Deng tenait à préciser :

China is a major country as well as a minor one... China is one of the permanent members of the Security Council of the United Nations. Its vote belongs firmly to the Third World, to the underdeveloped countries. We have said more than once that China belongs to the Third World. It will still belong to the Third World even in the future, after it is developed. China will never become a superpower<sup>816</sup>.

Cette voie tout tracée sera sans surprise celle suivie également par un des successeurs de Deng, Hu Jintao. En avril 2005, devant l'Asia-Africa Business Forum, le président chinois d'alors s'est livré à une véritable offensive de charme : « As a developing country itself, China takes the strengthening of its friendship and cooperation with developing countries as the cornerstone of its foreign policy and always attaches great importance to enhancing its economic and trade cooperation with Asian and African countries<sup>817</sup> ». Hu Jintao a dénoncé au passage la politique hégémonique américaine.

Dans le cas de l'Afrique, en particulier, les dirigeants chinois ont pris l'habitude de mettre l'accent sur les fondements historiques des liens qui unissent la Chine avec le continent noir, se considérant comme membre à part entière de la communauté du tiers-monde : la Chine est « le plus grand pays en développement dans le monde et très attaché à la paix et au développement, [et] poursuit une politique extérieure d'indépendance et de la paix ». De même, l'Afrique est « le

---

<sup>815</sup> Mel Gurtov, "Changing Perspectives and Policies," op. cit, p. 19.

<sup>816</sup> Deng Xiaoping, *Fundamental Issues in Present-Day China* (Beijing Foreign Languages Press, 1987), p. 83.

<sup>817</sup> Joshua Eisenman, Eric Heginbotham and Derek Mitchell (eds), *China and the Developing World: Beijing's Strategy for the Twenty-First Century*. M.E. Sharpe, Armonk, 2007, p. 34.

continent regroupant le plus grand nombre de pays en développement, [et] constitue une force importante dans la réalisation de la paix et du développement dans le monde entier<sup>818</sup> ».

Cependant, comme notre théorie du pouvoir symbolique le suggérerait, l'évocation avec insistance de l'histoire et de l'identité du Sud par la Chine obéit davantage à une stratégie de légitimation qu'elle ne reflète la réalité d'une solidarité et coopération sud-sud. De fait, vu la nature économique des nouvelles relations de la Chine avec les pays du monde en développement, qui font écho à plusieurs égards au schéma classique d'échange de matières premières contre des produits manufacturiers, la rhétorique chinoise prend une forme qui parfois semble à peine se différencier de relations classiques Nord-Sud. Cet aspect du nouvel engagement de la Chine dans le monde en développement pose un défi important à la perception que la Chine entend projeter d'elle-même comme argument de politique étrangère.

Dans ce contexte, la promotion par la Chine de l'histoire et de l'identité de pays Sud revêt une importance cruciale. Cette stratégie n'est d'ailleurs pas nouvelle. Depuis la fondation de la RPC en 1949, font ainsi observer Gazibo et Mbabia, la Chine a souvent utilisé ses relations avec le tiers-monde, en particulier l'Afrique, pour améliorer sa position vis-à-vis des États-Unis ou de l'Union soviétique. Par exemple, expliquent-ils, la théorie des 'Trois mondes' de Mao et son opposition à l'hégémonie américaine après la guerre froide visait la création de coalitions susceptibles de limiter l'influence de la superpuissance. Cette approche est devenue nécessaire depuis les années 1990 dans le contexte unipolaire induit par la disparition de la puissance soviétique. L'histoire est instrumentalisée en réponse à un dilemme auquel fait face généralement les puissances émergentes<sup>819</sup>.

---

<sup>818</sup> Mamoudou Gazibo et Olivier Mbabia, "How China Seduces Africa," p. 24.

<sup>819</sup> Mamoudou Gazibo et Olivier Mbabia, "How China Seduces Africa," p. 24.

Cette stratégie, si elle comporte ses limites, a incontestablement donné des fruits. La puissance symbolique de la Chine s'est traduite dans le fait que dans le Pew Global Attitudes Survey, par exemple, les répondants dans les pays africains ont eu des attitudes beaucoup plus favorables vis-à-vis de la Chine qu'envers les États-Unis<sup>820</sup>. En effet, beaucoup dans le monde en développement partagent l'opinion de ce membre du parti au pouvoir à Djibouti en 2006 lorsque, se réjouissant que la Chine démontre du respect pour la souveraineté et liberté des Africains, il affirmait : "That's why we African people always keep a friendly feeling toward China<sup>821</sup>". C'est que, aux yeux de la plupart des élites dirigeantes dans le monde, la Chine a élevé la critique la plus sévère contre l'imposition du modèle libéral, qu'elle assimile à du néo-impérialisme :

For some among the Africa's contemporary rulers, China is living proof of 'successful' alternatives to Western political and economic models...For many of Africa's ruled, who are physically and intellectually exhausted by two decades of economic 'reform' supposedly adopted by African governments but driven by Western governments, donors and the IFIs [international financial institutions], China represents the hope that another world is possible, in which bread comes before the freedom to vote<sup>822</sup>.

Ce discours de la Chine mérite donc quelque attention si l'on veut saisir non pas la popularité de la Chine dans le monde en développement qui n'est guère contestable, mais l'effort de ses élites dirigeantes afin de masquer les nouvelles mutations de la puissance chinoise sur la scène internationale, dans le cadre de stratégies symboliques que n'ont pas su toujours détecter les théories axées exclusivement sur le hard power et le soft power. Comme le disait Bourdieu, « [d]ans la lutte pour l'imposition de la vision du monde social, [...], les agents détiennent un

---

<sup>820</sup> Martin Jacques, *When China Rules the World*, op. cit, p. 333.

<sup>821</sup> "African Officials Affirm China's Aid for Development," *Xinhua*, June 14, 2006 ([http://news.xinhuanet.com/english/2006-06/14/content\\_4698030.htm](http://news.xinhuanet.com/english/2006-06/14/content_4698030.htm)). Consulté le 18 avril 2013.

<sup>822</sup> Ndubisi Obiorah, *Rise and Rights in China-Africa Relations*. Centre for Law and Social Action, 2008, p. 38.

pouvoir proportionné à leur capital symbolique, c'est-à-dire à la reconnaissance qu'ils reçoivent d'un groupe<sup>823</sup> ».

Le lieu commun rhétorique vise à remplir une telle fonction. Il participe des stratégies par lesquelles la Chine tend à s'auto-consacrer mandataire du Sud global, conformément à la théorie de la *représentation unifiante* décrite de façon convaincante par Thomas Hobbes dans *Léviathan*<sup>824</sup>, voisine de celle du pouvoir symbolique de Bourdieu –théorie en vertu de laquelle la Chine serait l'image constitutive de l'unité du monde en développement, entendue à la fois comme plénipotentiaire et comme symbole du groupe. C'est donc le sens qu'il convient de prêter rétroactivement au passage précédent de Deng Xiaoping, dont les propos seront relayés à l'envi par ses successeurs chinois et leaders du monde en développement confondus : « son vote [la Chine] appartient au tiers-monde, aux pays sous-développés. Nous l'avons dit plus d'une fois, la Chine appartient au tiers-monde », disait-il.

Par ailleurs, pour mieux faire éprouver la nécessité de sa puissance, le mandataire du Sud global qu'est devenue la Chine recourt aussi à ce que Bourdieu, citant Nietzsche dans *L'Antéchrist*, appelle la stratégie du « dévouement impersonnel » : « la Chine ne sera jamais une superpuissance », promettait encore Deng. En se définissant donc comme un (éternel) pays en développement et une puissance du Sud global (ce qu'elle est en réalité), alors même que certains indicateurs conventionnels de la puissance tendent à le situer à mi-chemin entre les puissances du Nord et les pays du Sud, Pékin cherche à promouvoir un type de puissance en continuité avec le Sud qui suppose en règle générale la solidarité de ces pays les uns vis-à-vis des autres.

---

<sup>823</sup> Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, op. cit, 107.

<sup>824</sup> Thomas Hobbes, *Léviathan*, intr., trad. et notes de F. Tricaud, Paris, Éd. Sirey, 1983, pp. 166-169 et 177-178. Cité par Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, op. cit, p. 267.



De la sorte, est mise en œuvre une stratégie semblable à une psycho-théologie, et qui mime à la perfection, dans le contexte international, la théologie de la libération<sup>825</sup>. Avec une conséquence pratique indéniable: une stratégie de la séduction qui consiste à jouer constamment sur une identification entre la Chine, les pays en développement, leur histoire commune d'esclavagisme et elle-même. Pour en trouver une preuve, on pourrait citer à témoin, à l'instar de Deng Xiaoping, n'importe quels dirigeants chinois pris au hasard depuis Mao. Impossible de penser une dissidence dans cette perspective, dans la mesure où, historiquement, la Chine s'est présentée comme le porte-parole du tiers-monde qui parle légitimement au nom des pays qui en sont issus.

Comme l'explique encore Bourdieu, « l'effet d'oracle, forme limite de la performativité, est ce qui permet au porte-parole autorisé de s'autoriser du groupe qui l'autorise pour exercer une contrainte reconnue, une violence symbolique, sur chacun des membres isolés du groupe ». Cela, il le rend encore mieux lorsqu'il fait remarquer que, « dans le domaine symbolique, les coups de force se traduisent par des *coups de forme* –et c'est à condition de le savoir que l'on peut faire de l'analyse linguistique un instrument de critique politique, et de la rhétorique une science des pouvoirs symboliques<sup>826</sup> ». Autrement dit :

Le pouvoir sur le groupe qu'il s'agit de porter à l'existence en tant que groupe est inséparablement un pouvoir de faire le groupe en lui imposant des principes de vision et de division communs, donc une vision unique de son identité et une vision identique de son unité<sup>827</sup>.

En résumé, bien qu'il appartienne strictement au domaine des idées et du langage, on peut affirmer que le Sud global comme « lieu commun rhétorique » s'est inventé une vie propre au

---

<sup>825</sup> Courant de pensée religieuse né au sein du catholicisme en Amérique latine, dans les années 1950-1960. Son nom provient du livre *Théologie de la libération*, publié en 1973 par le théologien péruvien Gustavo Gutiérrez, l'un des fondateurs de ce courant. Gustavo Gutiérrez, *Théologie de la libération*, Lumen Vitae, Bruxelles, 1974.

<sup>826</sup> Ibid, p. 271.

<sup>827</sup> Ibid, pp. 286-287.

point qu'il devient indispensable de parler des relations internationales des pays concernés sans y faire référence dans un sens quelconque. C'est que, comme le suggère Vincent Pouliot dans une analyse inspirée de Bourdieu, « dans la pratique, des mots simples peuvent devenir des objets tout aussi réels que des objets physiques » et, ajoute-t-il, « ils forment les matériaux des pratiques diplomatiques ». En devenant réalité, c'est-à-dire, des formulations récurrentes dans et à travers la pratique, les lieux communs rhétoriques tels que le « Sud global » peuvent capter les dynamiques évolutives intersubjectives et les verrouiller (*lock them*) dans un contexte historique d'interaction. Bien sûr, ce n'est pas le lieu commun rhétorique en soi qui cause le succès ; néanmoins, il fournit un moyen efficace qui peut être manipulé aisément dans toutes sortes de contextes et à toutes fins utiles<sup>828</sup>.

En résumé, notre thèse principale est que l'histoire et l'identité opèrent comme *capital symbolique*<sup>829</sup> au sens d'une stratégie discursive de légitimation ou, pour utiliser un concept voisin mis au point par Anthony Giddens, comme *ressource de pouvoir* (authoritative resource) dans le monde en développement<sup>830</sup>. Ce capital symbolique est souvent échangé contre du capital économique (quoique de façon subtile) ou au profit de l'intérêt national chinois. Si l'illibéralisme économique antidémocratique de la Chine s'enracine dans le sentiment d'insécurité inhérent au gouvernement chinois au niveau intérieur et la nécessité d'étouffer toute velléité démocratique, il s'est tout de même révélé très attrayant aux « Robert Mugabe et Omar al-Béchar » de ce monde. « Naturally, this is very attractive to autocrats, proliferators, and madcap, monarchical personality

---

<sup>828</sup> Vincent Pouliot, "The Materials of Practice," op. cit, pp. 294–311.

<sup>829</sup> Bourdieu, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, op. cit; Bourdieu, *Le sens pratique*, op.cit.

<sup>830</sup> Anthony Giddens, *The Constitution of Society: Outline of the Theory of Structuration*. Cambridge: Polity Press, 1984.

cults that have raw materials to sell or the money to buy Chinese consumer goods<sup>831</sup>.” Ce qui fait dire à Peter Rogers que l’ascension de la Chine reflète une tendance historique récurrente –c’est-à-dire, « ideas travel along the arteries of commerce and power<sup>832</sup> ».

### 3. La Chine comme « exportatrice de normes » illibérales partagées

Le deuxième « lieu commun », tout aussi puissant, qui permet à la Chine de légitimer sa puissance est, comme nous l’évoquions déjà au chapitre précédent, l’examen critique des mérites relatifs du consensus de Washington qu’offre son expérience de développement depuis le lancement de ses réformes à la fin des années 70. En effet, en dépit de quelques succès qui sont les siens, nous avons démontré (voir chapitre 3) que le consensus de Washington a largement été décrié comme étant à l’origine de multiples crises et d’un phénomène d’inégalités économique et sociale exacerbé. Nous avons aussi montré que cette contre-performance contraste avec celle du consensus de Pékin, crédité d’avoir permis à la Chine de tirer son épingle du grand jeu de la mondialisation et de résister à plusieurs crises majeures au tournant du millénaire, tout extirpant de la pauvreté de centaines de millions de ses habitants. La Chine jouerait à cet égard le rôle d’« exportatrice de normes<sup>833</sup> » dans un monde en développement de moins en moins friand de

---

<sup>831</sup> Halper, *The Beijing Consensus*, pp. 31-32.

<sup>832</sup> Peter Rogers, Unpublished Typescript in Correspondence with Joel Rogers. Cambridge, September 2008. Cité dans Halper, *The Beijing Consensus*, *ibid*, pp. 31-32.

<sup>833</sup> L’idée s’inspire des travaux de certains constructivistes, ceux de Martha Finnemore en particulier, pour qui certaines organisations internationales (OI) et certains États peuvent jouer le rôle de “teachers of norms” (Martha Finnemore, “International Organizations as Teachers of Norms: The United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization and Science Policy,” *International Organization*, Vol. 47, No. 4, 1993, pp. 565–97). À sa suite, plusieurs auteurs ont investigué le rôle joué par certains acteurs transnationaux dans la promotion de normes, d’où l’invention de concepts dérivés comme “norm entrepreneurs”, “norm leaders”, “norm maker/norm taker”, etc. Parmi les exemples couramment cités, figurent M. E. Keck and K. Sikkink, *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca/London: Cornell University Press, 1998; Jeffrey Checkel, “Norms, Institutions and National Identity in Contemporary Europe,” *International Studies Quarterly*, Vol. 43, No. 1 (1999), pp. 83-114; et Ethan Naldeman, “Global Prohibition Regimes: The Evolution of Norms in International Society,”

celles libérales contenues dans le consensus de Washington. Comme le résumait bien Barma et Ratner, « [b]y demonstrating the viability and achievements of an illiberal capitalist model for growth, China has become an exporter of ideas to a developing world weary of democratic liberalism –and a financier for those eager to play copycat<sup>834</sup>. »

Si les dirigeants chinois ne nient pas la valeur du modèle néolibéral, ils insistent néanmoins pour que son application tienne compte des contextes spécifiques et situations particulières de chaque pays. C'est d'ailleurs cette approche prudente qui est mise de l'avant comme ayant garanti le succès de la Chine. En effet, la voie chinoise des réformes et d'ouverture a pris appui sur plusieurs piliers distincts de ceux du consensus de Washington analysés par Randall Peerenboom<sup>835</sup>, dont au moins deux méritent notre attention ici. Premièrement, le gouvernement chinois a adopté une approche pragmatique des réformes. Si, certes, elle embrasse avec jusqu'à un certain enthousiasme les réformes de marché, il est généralement admis que la Chine a en même temps résisté aux tentatives des institutions financières internationales et de leurs « intellectuels organiques » de lui imposer la « thérapie de choc » qui a mené au désastre économique et politique que l'on sait, par exemple en Union soviétique, au Mexique et en Argentine. A cette démarche imprudente, la Chine a préféré un libéralisme à la carte, où le gouvernement a adapté comme bon lui semblait certains principes de base de l'économie de marché à la situation et aux conditions qui sont celles de la Chine contemporaine. Et avec le succès que l'on connaît aujourd'hui. John Williamson lui-même, géniteur du consensus de Washington, reconnaît que “China has done well. Its performance is impressive... (and) its

---

*International Organization*, Vol. 44, Vol. 4, 1990, pp. 479–526. L'exemple de la Chine s'insère bien dans ce cadre d'analyse constructiviste.

<sup>834</sup> Naazneen Barma and Ely Ratner, “China’s Illiberal Challenge,” op. cit, p. 61.

<sup>835</sup> Voir Randall Peerenboom, *China Modernizes: Threat to the West or Model for the Rest*.

success has stimulated the ambitions of other countries<sup>836</sup>.” Le lauréat du prix Nobel d’économie, Joseph Stiglitz, et le professeur d’économie à Harvard University, Dani Rodrik, parmi d’autres éminents économistes, ont fait l’éloge de la Chine pour ses « wise policy choices and measured approach<sup>837</sup> ».

Deuxièmement, contrairement aux prescriptions néolibérales, la Chine doit en grande partie son éclatant succès à l’intervention actif de l’État dans l’économie nationale, en jouant un rôle crucial dans la formulation des politiques économiques, la mise en place d’institutions gouvernementales fonctionnelles, la régulation des investissements directs étrangers et l’atténuation des effets pervers de la mondialisation sur les marchés nationaux. Ces deux points, véritable socle du consensus de Pékin, constituent une importante dérogation aux prémisses de base du consensus de Washington promu par les États-Unis et les puissances occidentales. À cet égard, ce qui préoccupe particulièrement l’Occident, comme le soulignent certains analystes, c’est que les ingrédients à l’origine des succès de l’économie chinoise sont incompréhensibles à la lumière de la plupart des conventions établies au sein des théories économiques occidentales. Ce dilemme est parfaitement résumé par l’universitaire Fareed Zakaria dans son analyse qui suit :

It might be time to admit that we really don’t understand China. The country simply does not conform to our most basic beliefs about what makes nations grow. Hernando de Soto, the Peruvian scholar, has argued persuasively that clear and strong property rights are the prerequisites for economic growth. Except that China, the fastest-growing country in human history, has an extremely unclear and weak system of property rights. Alan Greenspan has argued that the rule of law is the linchpin of market economics. Except that China has a patchy set of laws, unevenly enforced.

---

<sup>836</sup> John Williamson, “Is the ‘Beijing Consensus’ Now Dominant?,” *Asia Policy*, No. 13 (Jan. 2012), pp. 1-16 (p. 5).

<sup>837</sup> Sergio Godoy and Joseph Stiglitz, *Growth, Initial Conditions, Law and Speed of Privatization in Transitions Countries: 11 Years Later*. NBER Working Paper No. W11992, 2006; Joseph Stiglitz, *La grande désillusion*, Paris, Fayard, 2002; Dani Rodrik, “Economic Reforms without Rules of the Thumb,” 2003, (<http://farmaciacentral.files.wordpress.com/2008/01/economic-reform-without-rules-of-thumb.pdf>).

The Washington Consensus that the World Bank and the IMF have peddled across the globe claims that if currencies don't float freely, they will produce huge distortions in the economy. China declined that advice and yet prospers. So, instead of learning from facts and revising theory, we assume that the facts are wrong, that China is one grand charade<sup>838</sup>.

Enfin, le consensus de Pékin se distingue aussi par sa conviction que l'essence même du développement consiste à améliorer la qualité de vie des gens, faisant en cela la preuve de l'inanité de la philosophie néolibérale du consensus de Washington qui fait de la croissance du PIB sa principale finalité. Compte tenu de la taille de sa population, il reste à la Chine d'énormes défis à relever à ce niveau. Néanmoins, comme nous venons de l'indiquer, au cours des trente dernières années, le régime communiste a extrait de la pauvreté plusieurs millions de ses habitants, performance qui conduit certains chercheurs et analystes à comparer le rôle de l'économie chinoise –l'atelier du monde– avec celui de la Grande Bretagne au 19<sup>ème</sup> siècle et celui des États-Unis au 20<sup>ème</sup><sup>839</sup>.

Mais on comprendra mieux la portée symbolique de l'exemple chinois si l'on note que la nécessité de mettre les gens au cœur des efforts du développement devient en soi un « lieu commun » dans les discours scientifiques et politiques. Ainsi, Michael Todaro, un éminent économiste du développement, rappelle les expériences des années 1950 et 1960 lorsque beaucoup de régions du Sud global ont réalisé leurs objectifs de relever leur croissance économique au détriment de la qualité de vie des gens ordinaires qui demeurait inchangée. Il rejette la faute sur les mesures traditionnelles du développement en termes de croissance annuelle du PIB et souligne que “the reduction and elimination of poverty, inequality, and unemployment within the context of a growing economy” devient un important indicateur du

---

<sup>838</sup> Fareed Zakaria, “The Sky isn't Falling in China”, *Newsweek*, March 12, 2007.

<sup>839</sup> Fareed Zakaria, “Does the Future Belong to China?”, *Newsweek*, September 2, 2006.

développement économique depuis les années 1970<sup>840</sup>. Même la Banque Mondiale qui, comme nous l'avons déjà souligné (chapitre 2), fait partie des 'intellectuels organiques' (au sens gramscien de l'expression) du Consensus de Washington, a également minimisé l'importance de la croissance économique sans une amélioration proportionnelle de la qualité des vies.

The challenge of development, in the broadest sense, is to improve the quality of life. Especially in the world's poor countries, a better quality of life generally calls for higher incomes - but also involves much more. It encompasses as ends in themselves better education, higher standards of health and nutrition, less poverty, a cleaner environment, more equality of opportunity, greater individual freedom, and a richer cultural life<sup>841</sup>.

Il n'est peut-être par surprenant que, en raison de certaines affinités électives décrites plus haut entre la Chine et les pays en développement, ces derniers embrassent une vision optimiste de la Chine et de son émergence.

Pour les pays qui n'ont toujours pas expérimenté la croissance économique promise par le modèle libéral, la réduction de la pauvreté et le développement industriel, observent Barma et Ratner, le capitalisme illibéral de la Chine est une alternative attrayante, surtout pour les élites dirigeantes désireuses de renforcer leur mainmise sur le pouvoir, notant que « l'illibéralisme chinois est devenu rapidement une exportation populaire à travers le monde en développement, y compris auprès de ceux qui ne s'attendent pas à reproduire son succès dramatique<sup>842</sup> ». Le modèle chinois ne manque pas de sympathisants dans le monde. En Amérique latine, exemplifient Barma et Ratner, Hugo Chavez du Venezuela et Evo Morales de la Bolivie ont tous deux embrassé le modèle de la Chine. Ce dernier visitait la Chine en janvier 2006 moins d'un mois après avoir été élu et, interrogé sur les motifs de son voyage, Morales expliquait qu'il

---

<sup>840</sup> Michael P. Todaro, *Economic Development. Fifth Ed.* New York and London: Longman, 1994. Cité dans Ifeanyi Ezeonu, "Nollywood Consensus: Modeling a Development Pathway for Africa," *The Global South*, Vol. 7, No. 1 (Spring 2013), pp. 179-199 (Citation: p. 188).

<sup>841</sup> (World Bank "World Development Report 1991: The Challenge of Development" 14). (Cité dans *ibid*).

<sup>842</sup> Naazneen Barma and Ely Ratner, "China's Illiberal Challenge," *op. cit*, p. 62.

considérait la Chine comme un « allié politique, idéologique et programmatique » du peuple bolivien<sup>843</sup> ».

#### **4. Un discours politique axé sur l'autodétermination et le respect des souverainetés attractif aux élites du Sud global**

Le troisième lieu commun, qui renforce l'attrait de la puissance chinoise et de son discours illibéral, est l'accent qu'il met sur l'engagement de la Chine à l'autodétermination et au respect des souverainetés, loin de la « pensée unique » véhiculée par le consensus de Washington. Largement influencé par l'école de pensées de la modernisation, l'Occident nourrissait en effet la ferme conviction que les réformes économiques de la Chine depuis la fin des années 1970 conduiraient le pays à la libéralisation économique, laquelle se traduirait ultimement en une libéralisation politique<sup>844</sup>. Cette thèse, très répandue dans les réflexions d'une majorité de théoriciens occidentaux, faisait du capitalisme illibéral pratiqué vers la fin du 20<sup>e</sup> siècle par certains régimes autoritaires et interventionnistes d'Asie orientale –Japon, Corée du Sud, Taïwan, Singapour– un argument empirique essentiel, en ce sens que leurs expériences ne contredisaient pas le consensus de Washington. En effet, une fois qu'ils ont acquis un certain niveau de développement économique, ces régimes se sont démocratisés. Au contraire, « c'est l'exemple du développement chinois fondé sur une (relative) libéralisation économique et sur le maintien d'un régime politique autoritaire qui, au début des années 2000, va saper l'idée de la convergence et dresser le 'consensus de Pékin' face à celui de Washington. L'idée est avancée que les Chine pourrait offrir à certains pays en cours de modernisation un modèle plus

---

<sup>843</sup> Ibid. (voir chapitre 6.)

<sup>844</sup> Li Xing, « The Rise of China and the Capitalist World Order: The "Four China" Nexus, » in Li Xing (ed.), *The Rise of China and the Capitalist World Order*. Ashgate, 2010, p. 1-24.



satisfaisant que celui proposé par l'Occident : un modèle efficace sur le plan économique et en même temps plus respectueux des cultures, des traditions et de l'indépendance des uns et des autres<sup>845</sup> ».

Pris dans cette acception politique, le « modèle chinois », qui est enchâssé dans des dimensions historiques spécifiques, éléments culturels uniques et des discours idéologiques affirmatifs, paraît donc attractif aux pays en développement. Comme l'écrit encore Li Xing, « it is attractive to developing countries in terms of how to manage state-market-society relations and international political economy », notant au passage que le « modèle chinois » théorisé par Ramo comme le « consensus de Pékin » est une notion « coined with distinct attitudes to politics, development and global balance-of-power ».

The formation of such a theoretical notion is driven by China's three-decade success in economic development with relative political stability, by a determinant desire of China to innovate an alternative development path, by string belief in state sovereignty and global multilateralism, and by a strategy to accumulate the tools of "asymmetric power projection", i.e. how to achieve and maintain power in an asymmetric power relation to Western superpowers and to transnational capitals<sup>846</sup>.

Arif va encore plus loin quand il écrit :

... there is nevertheless something quite important in the Chinese commitment to autonomy, equity and social justice -if only at the level of an ideology of global relationships that counters a hegemonic neoliberal order that would place the fate of humanity in the marketization of society itself, and the privatization of its lifelines. And it is here that what has been called a Beijing consensus may point to possibilities for global reorganization led by a Southern covenant, in cooperation with all the forces of the North born of the "southernization" of the North itself. It is not so much a model that Chinese developments provides as a paradigm, in which the apparent defense of self- determination goes hand-in-hand with successful globalization, as Chinese commentators would have it. It may be here that a Beijing consensus offers a genuine alternative to the Washington Consensus, not in the economy or social policy, but in reshaping the global political environment that is the context for economic development.

---

<sup>845</sup> Marie-Claire Bergère, *Chine, le nouveau capitalisme d'État*. Fayard, 2013, p. 208.

<sup>846</sup> Li Xing, « The Rise of China and the Capitalist World Order: The "Four China" Nexus, » op. cit, p. 13.

“China, observe encore Li Xing, simply does not confirm to some of the most basic beliefs in the West about what makes nations grow and to the set of mutually dependent relations between property rights and economic growth, between the rule of law and market economy, between free currency flow and economic order, and, most importantly, between political system and popular sentiment<sup>847</sup>.” Chris Patten, le dernier gouverneur de Hong Kong, déclarait dans une entrevue sur BBC que le succès de la Chine a promu l’idée qu’une nation peut devenir riche sans avoir besoin de démocratie –et qu’une telle idée constituait une menace pour l’Occident. « China is the first example of a country which has done astonishingly well in the international system, but challenges its basic foundations<sup>848</sup>.”

Ici, le symbolisme d’un pays en développement proposant un modèle déjà d’autres pays en développement, partageant la même histoire et les mêmes conditions que lui, lesquels ont par ailleurs été bafoués par les puissances occidentales et desservis par leur modèle, est extraordinaire, et sa valeur de propagande (ou l’accumulation du capital symbolique) est énorme.

### **5. Un modèle international de « société harmonieuse » axé sur la puissance symbolique**

Un dernier lieu commun consiste à voir le consensus de Pékin comme un discours alternatif révolutionnaire sur la politique internationale et l’équilibre des puissances. Dans la période post-guerre froide, experts et décideurs ont rivalisé d’inventivité dans leur tentative de décrire le monde émergent et leurs conceptions vont d’un ordre ‘multipolaire’, ‘polycentrique’, ‘non polaire’, ‘néo-polaire’, ‘apolaire’, ‘post-américain’, ‘G-zéro’ et un ‘monde éclaté’ (no one’s

---

<sup>847</sup> Ibid, p. 15.

<sup>848</sup> Cité dans Li Xing (ed.), *The Rise of China and the Capitalist World Order*, ibid, p. 15.

world)<sup>849</sup>. Comme l'observe Amitav Acharya, cette quête conceptuelle traduit les incertitudes à propos de la position stratégique et du rôle des États-Unis dans les affaires mondiales<sup>850</sup>. Cette section n'aborde pas la question du déclin relatif de la puissance américaine, mais celle du déclin de la vision de l'ordre mondial dont elle a été à l'origine après la fin de la guerre froide. Il existe, comme le suggère Acharya, une différence entre le déclin de la puissance américaine (analysée au chapitre 3) et l'avenir de l'ordre mondial américain<sup>851</sup>. En effet, conformément à l'approche symbolique suivie dans cette recherche, l'ordre mondial américain peut toucher à son terme indépendamment du déclin de la puissance des États-Unis elle-même<sup>852</sup>.

De fait, comme nous l'avons montré au chapitre 3, la perception du déclin relatif de la puissance américaine et une politique étrangère américaine jugée largement erratique alimentent depuis les années 2000 un débat sur la nécessité d'un nouvel ordre mondial. Et ce sont en grande partie les dérives de la puissance américaine qui ont permis à certaines puissances émergentes comme la Chine d'entreprendre d'établir le bien-fondé d'un ordre mondial différent de celui que les États-Unis en sont venus à incarner au cours des dernières années.

Il est par conséquent peu surprenant que, à cet égard, la nouvelle posture de la Chine sur la scène internationale ait pris forme au milieu des années 2000. En septembre 2005, s'arcboutant derrière une conception néo-westphalienne, le président chinois Hu Jintao a prononcé à la tribune des Nations Unies un discours qui a depuis été salué comme un discours majeur de politique étrangère des temps modernes. Devant l'Assemblée générale, Hu a introduit un

---

<sup>849</sup> Amitav Acharya, *The End of American World*. Cambridge: Polity Press, 2014, p. 1.

<sup>850</sup> Ibid.

<sup>851</sup> J'utilise l'expression l'«ordre mondial américain» au sens de l'ordre mondial économique et politique libéral promu par les États-Unis depuis la fin de la guerre froide. John Ikenberry, *Liberal Leviathan : The Origins, Crisis, and Transformation of the American World Order*. Princeton University Press, 2011.

<sup>852</sup> Ibid.

« monde harmonieux » comme un nouveau concept de la politique mondiale, expliquant que son but était celui de « construire un monde harmonieux d'une paix durable et de prospérité commune ». Dans ce nouvel ordre mondial, différentes civilisations coexisteraient dans la communauté mondiale, ce qui rendrait « l'humanité plus harmonieuse et notre monde plus coloré<sup>853</sup> ».

Après que Hu l'a annoncée à l'ONU, son idée d'un monde harmonieux a été expliquée avec un luxe de détails dans deux documents officiels : « China's Peaceful Development Road » (2005) et le « Rapport au 17<sup>ème</sup> Congrès du Parti communiste (2007)<sup>854</sup>. Le premier document précise que le monde harmonieux proposé par la Chine sera construit à travers des « dialogues mutuels, échanges et coopération » qui « conduisent au bénéfice mutuel et développement commun ». Le Livre blanc explique que « poursuivre la tolérance et l'ouverture pour réaliser le dialogue entre les civilisations » est nécessaire, car la « diversité des civilisations est une caractéristique fondamentale de la société humaine, et une force motrice importante du progrès de l'humanité ». L'objectif est de bâtir un monde qui soit plus « démocratique, harmonieux, équitable et tolérant ».

La politique étrangère chinoise présente ainsi une nouvelle façon de penser le monde –et le futur : « paix, ouverture, coopération, harmonie et gagnant-gagnant sont notre politique, notre

---

<sup>853</sup> Hu Jintao, “Making an effort to build a sustainable, peaceful, and united prosperous harmonious world,” speech at the Summit for the 60<sup>th</sup> anniversary of the United Nations, *People's Daily*, September 2005, p. 1.

<sup>854</sup> PRC State Council, “China's Peaceful Development Road,” White Paper (Beijing: Xinhua, December 22, 2005); Hu Jintao, “Hold High the Great Banner of Socialism with Chinese Characteristics and Strive for New Victories in Building a Moderately Prosperous Society in All Respects: Report to the Seventeenth National Congress of the Communist Party of China on Oct. 15, 2007 (<http://www.china.org.cn/english/congress/229611.htm>).

idée, notre principe et notre quête ». Le texte reflète ce que certains auteurs appellent l'exceptionnalisme chinois<sup>855</sup>.

Devant le Congrès du PCC, Hu insiste sur le fait qu'un monde harmonieux était nécessaire en raison de « l'interconnexion sans précédent entre le futur et le destin de la Chine et ceux du monde ». Il promet que le peuple chinois continuera de travailler inlassablement avec les peuples d'autres pays pour apporter un monde plus démocratique et égalitaire parce que, soutient-il : « Nous soutenons que tous les pays, grands et petits, puissants et faibles, riches et pauvres, sont égaux<sup>856</sup> ».

Comme le soulignent plusieurs analystes, l'objectif chinois d'un monde harmonieux est en soi louable –car, après tout, qui se prononcerait contre la paix globale, la prospérité et l'harmonie ? Sauf que, en dépit des indications convergeant vers un déclin relatif de la puissance américaine, plusieurs analystes sont aussi d'avis que les États-Unis demeureront à plusieurs égards vraisemblablement l'acteur prépondérant dans les affaires mondiales pour les prochaines décennies. Le discours chinois revêt toute son importance dans la mesure où, comme l'indique Claude Meyer à la suite de nombreux autres observateurs, la question de la suprématie de la Chine se posera tôt ou tard<sup>857</sup>. Il cite, à cet égard, certaines prévisions des plus prudentes selon lesquelles, « en 2050, la taille de l'économie chinoise sera quatre fois supérieure à celle des États-Unis ; le PIB américain ne représentera plus que 9% du PIB mondial, contre 12% pour l'Europe et 34% pour la Chine<sup>858</sup> ». Si ces prévisions se réalisent, à l'horizon 2050, la Chine aura

---

<sup>855</sup> William A. Callahan, "China's Harmonious World and Post-Western World Orders: Official and Citizen Intellectual Perspectives," in Rosemary Foot (ed.), *China across the Divide: The Domestic and Global in Politics and Society*. Oxford: Oxford University Press, 2013, pp. 19-42 (p. 23).

<sup>856</sup> Ibid.

<sup>857</sup> Claude Meyer, *La Chine, banquier du monde*, op. cit, p. 274.

<sup>858</sup> Ibid.

donc enfin retrouvé la place qui était la sienne dans l'économie mondiale en 1820<sup>859</sup>. La question demeure toutefois de savoir l'usage qu'elle fera des attributs de la puissance qu'elle aurait alors en main. Rien n'est moins sûr, pour peu que l'histoire de la politique des grandes puissances soit un guide<sup>860</sup>.

Lui suffira-t-il d'avoir retrouvé sa « juste place » –c'est-à-dire la première– au centre d'un monde qui resterait multipolaire, comme elle le dit le souhaiter aujourd'hui ? Saura-t-elle résister à la tentation hégémonique de toute superpuissance ?<sup>861</sup>.

Dans cette recherche, nous avons récusé le prisme d'un supposé dessein hégémonique de la Chine qui fascine tant les analystes pour analyser la dimension symbolique de sa puissance<sup>862</sup>. C'est à cet égard, croyons-nous, qu'il convient aussi d'analyser le discours officiel chinois sur l'ordre mondial. Car, d'un point de vue symbolique, il montre que les responsables et intellectuels chinois commencent déjà à penser au-delà du système mondial actuel afin de proposer un ordre mondial post-occidental<sup>863</sup>. Vu ainsi, l'impact peut être destructeur pour l'ordre établi : même si cet ordre mondial alternatif ne se matérialise pas, l'idée même de sa faisabilité et la façon dont elle est reçue peuvent tout de même servir à délégitimer les normes libérales à l'origine de l'influence européenne et américaine dans le monde<sup>864</sup>.

De fait, d'aucuns pensent que la vision de la Chine d'un « monde harmonieux » a sapé la légitimité de l'hégémonie américaine à plusieurs égards. Tout d'abord, ce qui explique l'attrait de cette vision réside dans le fait qu'elle conteste fondamentalement l'idée que les normes et la

---

<sup>859</sup> Angus Maddison, *L'économie chinoise: une perspective historique, 960-2030*, OCDE, 2007.

<sup>860</sup> Mamoudou Gazibo et Olivier Mbabia, «How China Seduces Africa», op. cit, p. 25.

<sup>861</sup> Claude Meyer, *La Chine, banquier du monde*, op. cit, p. 274.

<sup>862</sup> Voir aussi Meyer, *ibid.*, dans son analyse de la dimension financière de la puissance chinoise.

<sup>863</sup> William A. Callahan, "China's Harmonious World and Post-Western World Orders: Official and Citizen Intellectual Perspectives," in Rosemary Foot (ed.), *China across the Divide: The Domestic and Global in Politics and Society*. Oxford: Oxford University Press, 2013, pp. 19-42.

<sup>864</sup> Randall L. Schweller and Xiaoyu Pu, "After Unipolarity," op. cit, pp. 57-62.

culture occidentales soient supérieures à celles du reste du monde. Ensuite, à l’instar du philosophe contemporain chinois Zhao Tingyang, la plupart des intellectuels chinois considèrent que ce qu’ils appellent l’‘empire’ américain est un modèle de gouvernance contradictoire de la politique mondiale. Les États-Unis, estime Zhao, se lancent souvent dans des guerres au nom de la paix, mettent en péril la liberté au nom de la liberté et rejettent l’éthique au nom de raisons éthiques. Zhao fait valoir que la principale caractéristique des empires occidentaux (dont celui des États-Unis d’Amérique) est la « domination » dans le but de maximiser les intérêts de leurs peuples ; ils n’offrent pas d’« ordre » afin maximiser les intérêts de tous les peuples. En conséquence, affirme-t-il, les ordres impériaux occidentaux reposent toujours sur les revendications d’une légitimité douteuse et insoutenable.

A l’opposé, à la fois dans son discours à l’ONU et dans son rapport au 17<sup>ème</sup> Congrès du PCC, Hu a souligné que la Chine utiliserait le multilatéralisme, la Charte des Nations Unies, le droit international et les normes universellement reconnues des relations internationales pour bâtir un monde harmonieux<sup>865</sup>. Or, la Chine n’est pratiquement pas le seul dans la poursuite d’une diplomatie multilatérale sur la scène internationale lorsqu’on compare, par exemple, son discours avec le multilatéralisme affirmé de l’Union européenne. De la sorte, pour apprécier l’impact de la vision chinoise d’un monde harmonieux, comme le suggère Callahan, il est nécessaire de l’examiner dans le contexte international dans lequel elle a été formulée.

When we remember what was going on in 2005 –the United States-United Kingdom war in Iraq was spiraling into insurgency and civil war– it is easy to see why global opinion may well have welcomed Hu’s new concept. To a world largely weary of American unilateralism and incensed at the Bush doctrine of regime change, Hu’s

---

<sup>865</sup> William A. Callahan, “China’s Harmonious World and Post-Western World Orders, p. 24.

policy of world harmony may well have been compelling. In outlining this strategy, Hu Jintao did not even need to mention George W. Bush, the United States, or Iraq; it was enough to simply criticize “hegemonism” and “power politics,” while supporting multilateralism, international law, and the United Nations. Beijing had been trying to change China’s global image for years; Hu was responsibly successful in this endeavor at that time by drawing a clear distinction between a bellicose America and a peace-loving China<sup>866</sup>.

La Chine peut ne pas être en mesure d’équilibrer effectivement la puissance matérielle américaine dans la politique mondiale contemporaine, mais son discours a soulevé des questions concernant le leadership des États-Unis et la légitimité des politiques américaines, en particulier la propension des États-Unis à l’unilatéralisme. La Chine n’est en effet pas seule dans ce combat. Par exemple, exploitant la légitimité du multilatéralisme comme une forme d’action, les efforts des Français depuis la fin des années 1990 pour étiqueter les États-Unis comme une ‘hyperpuissance’ et promouvoir une vision plus multilatérale, voire multipolaire, du monde politique visent clairement à contraindre les États-Unis en portant atteinte à la légitimité de toute action intentée par Washington qui ne reçoive pas un large soutien international et ne se conforme pas aux normes internationales du « multilatéralisme »<sup>867</sup>. En 2003, le président russe Vladimir Poutine a déclaré que « nous croyons, ici, en Russie, exactement comme le croit Jacques Chirac, le président français, que l’architecture future de la sécurité internationale doit être fondée sur un monde multipolaire. C’est le lien principal qui nous unit aujourd’hui. Je suis absolument certain que le monde ne sera prévisible et stable que s’il est multipolaire<sup>868</sup> ».

---

<sup>866</sup> Ibid.

<sup>867</sup> Craig R. Whitney, “France Presses for a Power Independent of the U.S.,” *New York Times*, November 7, 1999.

<sup>868</sup> Cité par Stephen Walt, *Pourquoi le monde n’aime plus l’Amérique*, op. cit, p. 121.



Pour des raisons similaires, Romano Prodi, l'ancien président de la Commission européenne, expliquait la coopération entre l'Union européenne et la Chine : « Nous construisons de nouvelles relations, et c'est clairement un engagement pour nous et pour la Chine. Nous voulons tous deux un monde multipolaire où interviennent de nouveaux protagonistes. C'est une priorité pour la Chine, et l'intérêt de l'Europe ». L'emblématique dirigeant sud-africain Nelson Mandela émet le même point de vue lorsqu'il affirme que l'Afrique du Sud ne peut pas accepter qu'un État « ait l'arrogance de nous dire où nous devrions aller, ou quels pays devraient être nos amis. [...] Nous ne pouvons pas accepter qu'un État assume le rôle de gendarme du monde. Même des États moins puissants voudraient voir limitée la primauté américaine. En 2000, le président vénézuélien Hugo Chavez a que « le XXI<sup>e</sup> siècle devrait être multipolaire, et nous devrions tous œuvrer pour le développement d'un tel monde. Longue vie, donc, à l'Asie unie, l'Afrique unie et l'Europe unie<sup>869</sup> ».

En d'autres termes, la Chine a été en mesure de tirer profit des interventions controversées américaines en Irak et en Afghanistan pour s'affirmer comme un centre alternatif de pouvoir en Asie. En effet, conformément à notre définition du pouvoir symbolique, les puissances émergentes dépeignent souvent leur vision de l'ordre en termes de solutions universelles aux problèmes du monde. Au cours de l'histoire, certains dirigeants de puissances émergentes ont cru sincèrement en cette rhétorique, tandis que d'autres ont cyniquement fait ces déclarations à des fins égoïstes<sup>870</sup>. C'est pourquoi, alors que la vision du monde de la Chine

---

<sup>869</sup> Ibid.

<sup>870</sup> Randall L. Schweller and Xiaoyu Pu, "After Unipolarity," op. cit, pp. 57-62.

prétend offrir un ordre post-hégémonique, elle peut parfois donner l'impression que la Chine cherche à imposer ses vues sur le monde<sup>871</sup>.

Il n'empêche que son discours, fondé sur ce que Bourdieu appellerait une « connaissance doxique » dans le monde en développement, trouve parfois une résonance particulière. A cet égard, Arrighi a soutenu que l'ascension économique de la Chine signifie un nouveau « commencement de l'histoire » plutôt que la « fin de l'histoire » envisagée par Fukuyama, suggérant que l'ordre mondial connaîtra peut-être un « changement de paradigme » avec l'émergence de la Chine. Déployant la vision d'Adam Smith d'une « société-marché-monde » (world-market-society) basée sur une plus grande équité entre les civilisations du monde, il suggère l'idée que la Chine devienne à terme ce que Smith a décrit comme une « économie illibérale de marché qui défie les normes politiques et idéologiques conventionnelles établies par l'hégémonie capitaliste<sup>872</sup> ». Plusieurs chercheurs se placent déjà dans cette hypothèse, concevant bien que l'impact de l'émergence de la Chine sur les dimensions normatives et structurelles du système international puisse inspirer y compris le développement de nouvelles théories des relations internationales non seulement en Chine, sinon également en Occident même<sup>873</sup>.

Barma et Ratner parlent judicieusement de « souveraineté illibérale » pour caractériser l'approche de politique étrangère et des relations internationales de la Chine, soulignant le caractère permissif de la vision de la Chine qui, contrairement aux États-Unis et à l'Europe, ne souscrit pas à l'évolution des normes internationales en matière d'intervention multilatérale pour violation de droits humains et de libertés politiques, n'exporte pas la démocratie, n'exige pas le

---

<sup>871</sup> Ibid.

<sup>872</sup> Ibid.

<sup>873</sup> Jeremy Paltiel, « The Rise of China as a Challenge to International Relations Theory, » a paper prepared for delivery at International Relations Studies Associations, Honolulu, Hawaii, March 1-5, 2005.

libre marché à ses partenaires et n'encourage pas les violations sélectives de la souveraineté des nations, même dans les cas extrêmes de génocide et d'hébergement de terroristes<sup>874</sup>. À ce niveau, l'impact international des structures multilatérales auxquelles adhère la Chine peut aisément être remis en question à l'effet que celles-ci n'ont pas encore la valeur d'un bloc anti-hégémonique de la veine du Pacte de Varsovie. Malgré tout, l'approche illibérale de la politique étrangère et de la politique internationale trouve un écho favorable au sein de certaines organisations multilatérales régionales à l'instar de l'influente Organisation de Coopération de Shanghai en matière de sécurité, cofondée par la Chine en 2001, et dont l'importance fondamentale de la souveraineté nationale était le thème dominant d'un récent sommet qui a débouché en ce sens sur une déclaration de principe. "Differences in cultural traditions, political and social systems, values and models of development formed in the course of history should not be taken as pretexts to interfere in other countries' internal affairs<sup>875</sup>." La participation à de telles organisations permet à certains –même certains États dits voyous comme l'Iran– de s'abriter derrière la puissance stellaire retrouvée de la Chine. En effet, concluent Barma et Ratner : "Diplomatic efforts like the SCO, with its charter goal of 'developing political multi-polarity', give a glimpse of what could be one pillar in an alternative international architecture in which the United Nations, NATO, and the Bretton Woods institutions no longer set the principles that govern international politics<sup>876</sup>."

---

<sup>874</sup> Naazneen Barma and Ely Ratner, "China's Illiberal Challenge," op. cit, p. 64.

<sup>875</sup> Ibid, p. 66.

<sup>876</sup> Ibid.

## Conclusion

L'argument central de ce chapitre repose sur l'affirmation selon laquelle l'arsenal théorique de Pierre Bourdieu nous renseigne adéquatement sur l'efficacité des « armes rhétoriques » utilisées par la Chine dans la lutte symbolique qui l'oppose aux États-Unis sur la valeur relative du modèle libéral cristallisé par le consensus de Washington. Cette valeur heuristique dérive de la conceptualisation de Bourdieu du pouvoir symbolique et, en particulier, de la manière dont la notion d'identité, déclinée en termes de « lieux communs », reflète et constitue la puissance. Bien que cette perspective du pouvoir symbolique ne se prête aisément au jeu de la quantification des forces matérielles (puissance militaire et richesse économique) central aux théories conventionnelles des relations internationales<sup>877</sup>, elle constitue tout de même un excellent point de départ pour une analyse qui relie les variables internes (idéelles) et externes (structurelles) dans la compréhension des facteurs ayant mené à la popularité de la puissance chinoise et de son discours illibéral comme paradigme économique et politique. S'il est une thèse centrale à ce chapitre, c'est que la notion de pouvoir symbolique nous exhorte à diriger notre attention vers les agents investis de l'autorité qui les habilite à 'résonner' comme 'vrais' et à définir les causes et les remèdes pour certains problèmes<sup>878</sup>. Il en résulte que, pour 'dévoiler' les sources d'influence et d'autorité en politique internationale, il importe d'identifier préalablement les 'locuteurs légitimes' (authoritative speakers) dans le domaine de l'économie politique internationale et, ce faisant, comprendre la *doxa* sur laquelle ils capitalisent pour produire des énoncés performants en faveur ou à l'encontre d'une certaine idée établie.

---

<sup>877</sup> Zaki Laïdi, «Sens et puissance dans le système international, », op. cit, p. 16.

<sup>878</sup> Martin Senn and Christoph Elhardt, «Bourdieu and the bomb,» op. cit.

Nous avons donc démontré l'avantage d'appliquer l'arsenal conceptuel de Bourdieu dans notre étude de cas concernant la prépondérance du discours illibéral de la Chine dans le monde en développement. Concevant son plaidoyer comme une tentative de remettre en question l'hégémonie américaine et le consensus de Washington dominant, nous avons exploré comment elle a réussi à résonner auprès de certaines élites dirigeantes dans le monde en développement. Nous avons démontré que cette résonance provient d'une combinaison de lieux communs rhétoriques, inspirés de conditions matérielles historiques d'existence communes et renforcés par de nouvelles compréhensions théoriques, rendant le discours illibéral de la Chine attrayant à certaines élites dirigeantes du monde en développement.

## Chapitre 6 : La projection de la puissance chinoise en Amérique latine

Bien que l'Amérique latine continue d'être l'objet de la convoitise des grandes puissances mondiales, rares sont celles qui peuvent se targuer d'avoir réussi à lui conquérir le cœur et les esprits<sup>879</sup>. Il en va autrement de la Chine dont la croissance exponentielle à travers l'hémisphère occidental au cours des deux dernières décennies inspire déjà la thèse d'un 'grand bond en avant latin'<sup>880</sup>. Les dirigeants chinois prédisent que le 21ème siècle, promis à la Chine, pourrait être aussi celui de l'Amérique latine et, en conséquence, ont conçu une politique qui vise à « développer et maintenir des bonnes relations » avec les pays de la région dont ils veulent faire un « modèle de coopération sud-sud<sup>881</sup> ». Quoique handicapée dans une certaine mesure par le « pouvoir paralysant des océans » et les barrières culturelles, linguistiques et religieuses, la Chine a néanmoins pu augmenter significativement sa présence, multipliant ses investissements au grand dam des puissances occidentales, les États-Unis en tête.

La Chine se trouve en effet au premier rang des affaires latino-américaines, à en juger par le volume commercial, la diplomatie de haut niveau et les efforts en vue de la promotion de la culture et de l'image de la Chine dans la région<sup>882</sup>. Elle a intégré à titre d'observateur l'organisation des États américains (OEA), le groupe régional le plus important ; elle a aussi un statut d'observateur à la Banque interaméricaine de développement (BID), la plus grande

---

<sup>879</sup> Gonzalo Paz, "China, United States and Hegemonic Challenge in Latin America: An Overview and Some Lessons from Previous Instances of Hegemonic Challenge in the Region," *The China Quarterly*, Vol. 209, 2012, pp. 18-34.

<sup>880</sup> Joshua Kurlantzick, "China's Latin Leap Forward," op. cit, pp. 33-41.

<sup>881</sup> Jiang Shixue, "A New Look at the Chinese Relations With Latin America," *Nueva Sociedad*, No 203 (May-June 2006).

<sup>882</sup> Adrian H. Hearn and Jose Luis Leon-Manriquez (ed.), *China Engages Latin America. Tracing the Trajectory*. Lynne Rienner Publishers, London, 2011, p. 24; He Li, "China's Growing Interest in Latin America and its Implications," *Journal of Strategic Studies*, Vol. 30, No. 4-5, pp. 833-862 et Robert Devlin, Antoni Estevadeordal, and Andres Rodriguez (ed.), *The Emergence of China: Opportunities and Challenges for Latin America and the Caribbean* (Cambridge, MA: Harvard UP 2006).

institution financière internationale en Amérique latine ; et elle a signé un accord en vue d'approfondir ses relations avec la Communauté Andine<sup>883</sup>. À la fin de l'année 2008, Pékin a d'ailleurs publié son premier livre blanc « éclairant ses objectifs envers l'Amérique latine et les Caraïbes ». Compte tenu de l'indifférence historique de la Chine vis-à-vis d'une région avec laquelle un rapprochement n'a guère été envisagé au-delà de relations éphémères en temps de crise, la question se pose alors de savoir ce qui explique aujourd'hui le succès de la Chine en Amérique latine. En outre, qu'est-ce qui pourrait expliquer ce qui est interprété dans les milieux stratégiques occidentaux comme une volonté de la Chine de défier la puissance hégémonique américaine dans son « arrière-cour » ? Comment la politique latino-américaine de la Chine s'insère-t-elle dans sa stratégie plus vaste afin de devenir une grande puissance ?

Ce chapitre applique le cadre théorique axé sur la puissance symbolique développé précédemment à l'analyse des nouvelles relations sino-latino-américaines. Il s'intéresse à la lutte (doxique) symbolique opposant la Chine aux États-Unis dans la période post-guerre froide, en particulier l'attrait grandissant du consensus de Pékin en Amérique latine (en le comparant avec l'influence déclinante du consensus de Washington), le contexte historique de son émergence et les lieux communs rhétoriques mobilisés par la Chine dans sa conquête des cœurs et des esprits dans l'hémisphère occidental. Contexte historique, capital symbolique et lieux communs rhétoriques interagissent à créer la fascination exercée par la puissance chinoise et son discours illibéral sur de nombreux pays en Amérique latine, parmi lesquels certaines démocraties libérales. Ce chapitre analyse ces trois facteurs dans le contexte des nouvelles dynamiques économiques, politiques et sociales dans le système international, c'est-à-dire l'émergence de nouvelles puissances dans le « Sud global » et le renforcement de la coopération entre celles-ci et

---

<sup>883</sup> Joshua Kurlantzick, *Charm Offensive*, op. cit, p. 51.

la crise de légitimation entourant la puissance américaine et son agenda néolibéral du consensus de Washington.

### 1. De l'indifférence à l'omniprésence

Les analystes s'entendent pour reconnaître que les relations de la Chine avec l'Amérique latine n'ont jamais été aussi intenses et multidimensionnelles qu'elles le sont aujourd'hui<sup>884</sup>. Pourtant, jusqu'au début des années 1990, la Chine n'a exercé qu'une influence marginale en Amérique latine, comme d'ailleurs dans le reste du monde<sup>885</sup>. Durant la majeure partie du 20<sup>ème</sup> siècle, par exemple, l'Amérique latine a traité la Chine comme une destination étrangère et lointaine, avec laquelle un resserrement des liens n'a guère été envisagé<sup>886</sup>. Certains spécialistes présentent en général les différences linguistiques, culturelles, religieuses et sociales comme trop abyssales pour permettre un réel approfondissement des liens non-économiques entre la Chine et l'Amérique latine au-delà de liens commerciaux éphémères en périodes de crise<sup>887</sup>. En outre, depuis la proclamation au 19<sup>ème</sup> siècle de la doctrine Monroe, revendiquant « l'Amérique aux Américains », les États-Unis se sont toujours opposés à l'émergence de puissances rivales dans une sphère d'influence et d'intérêt vital<sup>888</sup>.

---

<sup>884</sup> Jiang Shixue, "Ten Key Questions," in Adrian H. Hearn and Jose Luis Leon-Manriquez (ed.), *China Engages Latin America. Tracing the Trajectory*. Lynne Rienner Publishers, London, 2011, pp. 51-66 (Référence: p. 52).

<sup>885</sup> Joshua Kurlantzick, « China's Growing Influence in Southeast Asia, » in Riordan Roett and Guadalupe Paz (ed.), *China's Expansion into the Western Hemisphere. Implications for Latin America and the United States*. Brookings Institution Press, Washington D.C., 2008, pp. 193-212.

<sup>886</sup> He Li, "China's growing interest in Latin America and its implications," op. cit, p. 851.

<sup>887</sup> Adrian H. Hearn and José Luis León-Manriquez (ed.), *China Engages Latin America. Tracing the Trajectory*. London: Lynne Rienner Publishers, 2011, p. 26.

<sup>888</sup> Denny Roy, "Rising China and U.S. Interests: Inevitable vs. Contingent Hazards," *Orbis: a Journal of World Affairs*, Vol.47, No. 1 (Winter 2003), pp. 195-211 (Citation: p.195).



Cette tendance commence à s'inverser à partir des années 1990. Alors, la croissance économique effrénée que connaît la Chine se traduit en un regain de confiance du peuple chinois et du leadership communiste en eux-mêmes. En outre, après le massacre de Tiananmen en 1989 et les sanctions consécutives de Washington qui ont eu pour principale conséquence d'isoler la Chine, les décideurs chinois ont compris qu'ils ne pouvaient plus dépendre uniquement de leurs relations avec les États-Unis, mais qu'ils se devaient aussi d'entreprendre de développer des liens plus étroits avec leurs voisins asiatiques et d'autres régions vitales du globe, incluant l'Amérique latine. Enfin, Pékin s'est trouvé dans l'obligation d'entreprendre de diversifier ses options en matière d'approvisionnement en pétrole, gaz et autres ressources naturelles indispensables au maintien de sa boulimique croissance économique<sup>889</sup>.

Cela étant dit, les relations sino-latino-américaines ont des racines beaucoup plus anciennes. Celles-ci remontent au moins aux années 1570, lorsque le commerce sino-latino-américain à travers le Pacifique a commencé à s'épanouir. La Chine exporte alors de la soie, de la porcelaine et du fil de coton au Mexique et au Pérou en échange notamment de pièces d'argent. Au 19<sup>e</sup> siècle, les habitants du sud de la Chine voyagent vers l'Amérique du Sud et les Caraïbes comme ouvriers pour travailler dans les plantations et les mines<sup>890</sup>. Mais jusqu'à tout récemment, il est généralement admis que l'Amérique latine est une région en grande partie inconnue des Chinois. Les barrières culturelles, géographiques, linguistiques et politiques significatives, invoquées précédemment, couplées à une faible couverture médiatique de la

---

<sup>889</sup>Joshua Kurlantzick, « China's Growing Influence in Southeast Asia, » op. cit, p. 195.

<sup>890</sup>Jiang Shixue, "Ten Key Questions," op. cit, p. 27.

région, expliqueraient dans une certaine mesure pourquoi le contact entre la Chine et l'Amérique latine est restée historiquement limitée<sup>891</sup>.

Il faut donc attendre le début des années 2000 pour voir la Chine revenir en force dans l'hémisphère occidental, rompant ainsi avec plusieurs décennies d'une politique sino-latino-américaine marquée du sceau de l'indifférence. Tout a véritablement commencé avec la visite sur le sous-continent en 2001 du dirigeant chinois Jiang Zemin, suivie de celle encore plus remarquée de son successeur Hu Jintao en 2004. Ce retour en force de la Chine en Amérique latine à partir du début de la décennie 2000 coïncidait avec la conception et la mise en œuvre de sa stratégie dite « Going Global » déjà mentionnée, laquelle tient compte du rôle significatif que le monde en développement joue dans la politique mondiale<sup>892</sup>. Ce rôle, les décideurs chinois croient qu'il est appelé à se renforcer à mesure que les puissances occidentales perdront progressivement de leur capacité à dicter les normes globales. L'expansion de la Chine dans l'hémisphère occidental s'inscrit donc de cette stratégie plus vaste.

L'Amérique latine fait depuis l'objet de visites récurrentes d'officiels chinois, ce qui illustre aux yeux des Latino-Américains toute l'importance que Pékin leur accorde. Symbole fort de cette vitalité des nouvelles relations sino-latino-américaines, Gonzalo S. Paz notait que Hu Jintao mettait plus de temps à voyager en Amérique latine que le président George W. Bush et que beaucoup de président latino-américains – parmi lesquels, Lula da Silva du Brésil, Nestor

---

<sup>891</sup> Ibid.

<sup>892</sup> Cette stratégie, lancée dès le début de la décennie 2000, marque une nouvelle étape dans la stratégie d'affirmation de puissance du gouvernement chinoise qui, émergeant d'une longue période de repli et de diplomatie défensive, encourage activement ses entreprises nationales à se déployer agressivement dans le monde. Si cette politique cherche à promouvoir les investissements chinois dans le monde, elle vise également à satisfaire des objectifs diplomatiques et d'intérêts nationaux chinois. Voir Joshua Kurlantzick, *Charm Offensive: How China's Soft Power is Transforming the World*, op. cit; Fernanda Ilhéu, « The Role of China in the Portuguese Speaking African Countries: The Case of Mozambique (Part I) », *Global Economics and Management Review*, Vol. 15, No. 3 (2010), pp. 27-41 et Fernanda Ilhéu, « The Role of China in the Portuguese Speaking African Countries: The Case of Mozambique (Part II) », *Global Economics and Management Review*, Vol. 16, No. 1 (2010), pp. 41-59.

Kirchner de l'Argentine et Hugo Chavez du Venezuela– passaient plus de temps à Pékin qu'à Washington<sup>893</sup>. Ces visites se soldent à chaque fois par la signature d'importants engagements, au total 121 accords bilatéraux et initiatives de coopération avec les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes depuis 2000, selon les chiffres compilés en 2010 par la BID<sup>894</sup>. L'essentiel de ces accords portent sur des domaines d'importance variable, allant de la culture à l'économie et au commerce, la protection de l'environnement, l'administration publique et consulaire, la science et les technologies et le tourisme<sup>895</sup>. Bien que l'impact de ces accords varie selon les cas, pour les analystes il ne fait pas de doute que tant le nombre total de ceux-ci que la fréquence des visites de haut niveau traduisent un effort clair de la Chine en vue de s'engager durablement dans la région<sup>896</sup>. Dans les termes de certains spécialistes chinois, pourtant généralement soucieux de ne pas provoquer Washington, les relations sino-latino-américaines sont entrées dans leur « meilleure période de l'histoire<sup>897</sup> ».

Les analystes ne cessent de s'interroger sur les raisons de ce regain d'intérêt de la part de la Chine pour l'Amérique latine. À première vue, celles-ci sont nombreuses. Une première est d'ordre économique. À mesure que la Chine s'efforce de consolider son statut de grande puissance, les dirigeants du PCC restent bien conscients que l'essor mondial de la Chine est intimement lié à la pérennité de sa puissance économique. Depuis 1989, la Chine a affiché une croissance annuelle moyenne de 9,3 et en 2010 l'économie chinoise, estimée US5.88 trillion de dollars, correspondait au tiers de l'économie américaine, permettant à la Chine de surclasser le

---

<sup>893</sup> Ibid.

<sup>894</sup> “Ten Years After the Take-off: Taking Stock of China-Latin America and the Caribbean Economic Relations,” *Inter-American Development Bank*, October 2010, pp. 35-37.

<sup>895</sup> Ibid.

<sup>896</sup> Katherine Koleski, *China in Latin America*. Backgrounder, U.S.-China Economic and Security Review Commission, May 27, 2011, pp. 1-18 (p. 14).

<sup>897</sup> He Li, “China’s Growing Interest in Latin America and its Implications,” *op. cit.*, p. 834.

Japon comme deuxième plus grande économie mondiale. Avant la crise financière mondiale de 2008, l'économie de la République Populaire de Chine affichait même une croissance de 11 pour cent par an. Si ce taux a baissé à 7.9% ou US8.28 trillion de dollars en 2012, la Chine demeurait tout de même en pole position pour devenir la première économie mondiale d'ici à 2027, selon les statistiques de O'Neill de Goldman Sachs<sup>898</sup>, voire beaucoup plutôt encore à en croire les projections du FMI. Dans cette perspective, le monde en développement, et l'Amérique latine tout particulièrement, revêt une importance stratégique capitale pour la Chine.

Quelques chiffres suffiraient à en rendre compte. De 2000 à 2009, le commerce annuel entre la Chine et les pays de l'Amérique latine a crû de plus de 1,200 pour cent, passant de \$US10 milliards à \$US130 milliards, selon des statistiques rendues publiques par les Nations Unies reprises dans le *Financial Times*<sup>899</sup>. Surfant sur cette vague commerciale, la Chine a désigné le Brésil, le Mexique, l'Argentine et le Venezuela comme ses « partenaires stratégiques » dans la région, tandis que la puissance asiatique est devenue le troisième plus grand partenaire de l'Amérique latine derrière les États-Unis et l'Union Européenne<sup>900</sup>. Mais, du train où ça va, on s'attend à ce que ces chiffres soient vite dépassés.

Au-delà des motivations économiques, la politique latino-américaine de la Chine recèle une dimension politique incontestable. Pour le moment, 12 des 23 pays ayant des relations diplomatiques avec Taipei sont localisés dans la région. Le Paraguay et 11 autres pays de l'Amérique centrale et des Caraïbes constituent ainsi le groupe de pays le plus significatif

---

<sup>898</sup> Jim O'Neill, "Welcome to a Future Built in BRICs," *The Telegraph*, November 19, 2011 (<http://www.telegraph.co.uk/finance/financialcrisis/8900851/Jim-ONeill-Welcome-to-a-future-built-in-BRICs.html>.)

<sup>899</sup> John Paul Rathbone, "China is now region's biggest partner," *Financial Times*, April 26, 2011.

<sup>900</sup> House Committee on Foreign Affairs, *Hearing on The New Challenge: China and the Western Hemisphere*, testimony of Daniel P. Erikson, 110th Congress, 2nd session, June 11, 2008; and R. Evan Ellis. *China in Latin America*. (Boulder, Colorado: Lynne Rienner Publishers, 2009), p. 107; "Latin America and the Caribbean," *European Commission*, March 21, 2011. <http://ec.europa.eu/trade/creating-opportunities/bilateral-relations/regions/latin-america-caribbean/>.

soutenant, au plan international, le statut de Taiwan comme État indépendant, ce qui contrarie pour le moment le projet tant cher à Pékin d'une « seule Chine ». Ces pays, qui se trouvent donc majoritairement en Amérique centrale et dans les Caraïbes, incluent le Belize, la République Dominicaine, Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras, Nicaragua, Panama, Paraguay, Saint Christophe et Nevis., St. Lucia et St. Vincent et les Grenadines. Si Taiwan devait de perdre leur soutien, il n'aurait de liens qu'avec le Saint-Siège et 10 minuscules pays pauvres d'Afrique et du Pacifique Sud, ce qui affaiblirait considérablement la prétention de Taipei à la souveraineté<sup>901</sup>. Pour encourager ces pays à renoncer à leur soutien à Taiwan en faveur de la Chine continentale, Pékin a emboîté le pas à Taipei dans la 'diplomatie du carnet de chèque' popularisé par celui-ci, offrant à ces pays un paquet parfois encore plus attractif d'aide, d'autres incitatifs économiques et de protection diplomatique qu'ils pourraient difficilement se permettre de refuser.

Enfin, la présence de la Chine en Amérique latine se manifeste également à travers l'expansion de ses liens militaires dans la région<sup>902</sup>. R. Evan Ellis notait en 2009 qu'autant de pays que l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa-Rica, Cuba, l'Équateur, le Mexique, l'Uruguay et le Venezuela avaient des relations militaires avec la Chine sous une forme ou une autre<sup>903</sup>. Ces liens militaires prennent souvent la forme de visites d'officiers militaires de haut rang, d'échanges d'officiers de l'armée, mais aussi de ventes d'armes limitées<sup>904</sup>. Par exemple, le Venezuela, la Bolivie et l'Équateur ont commencé à acheter des armes chinoises et des équipements militaires tels que des radars et des avions. En outre, la

---

<sup>901</sup> Cynthia Watson, « Adios Taiwan, Hola Beijing: Taiwan's Relations with Latin America, » *China Brief*, Vol. 4, No. 11, May 27, 2004.

<sup>902</sup> Pour une revue actualisée, voir Katherine Koleski, *China in Latin America*, op. cit, pp. 14-15.

<sup>903</sup>R. Evan Ellis, *China in Latin America*, op. cit.

<sup>904</sup>Ibid, p. 242.

Bolivie a solidifié ses relations militaires croissantes en signant en mars 2011 un accord de coopération militaire avec le Chine<sup>905</sup>.

En se faufilant progressivement comme un acteur incontournable à travers la région, en termes économiques, politiques, militaires, culturels, voire institutionnels, la Chine a induit un nouvel équilibre des puissances dans la région. Cette présence a contribué à une revalorisation géoéconomique et géopolitique de l'Amérique latine qui, en retour, suscite un intérêt renouvelé des puissances occidentales, à commencer par les États-Unis. À bien des égards, se dessine une tendance plus globale, similaire à celle observée par des analystes dans d'autres régions du monde, du décentrage progressif du pouvoir mondial. Ce décentrage (j'y reviendrai plus tard) et l'exploitation qu'en a faite la Chine est, à plusieurs égards, similaire à l'équilibre des puissances qui prévalait durant la guerre froide.

## **2. Le débat sur les relations sino-latino-américaines**

La percée spectaculaire de la Chine en Amérique latine et les Caraïbes est à l'origine de débats houleux, inspire une pléthore de nouvelles études académiques et, par-dessus tout, attire l'attention des plus importants médias en Chine, en Amérique latine et aux États-Unis<sup>906</sup>. Dans une large mesure, ces études ont été informées par les deux principales approches théoriques sur l'émergence de la Chine : 'hard power' et 'soft power'. Premièrement, beaucoup des analyses conduites dans une perspective réaliste décrivent l'engagement croissant de la Chine en

---

<sup>905</sup> "Bolivia and China sign military co-operation agreement," *Jane's Intelligence Weekly*, March 9, 2011.

<sup>906</sup> Ariel C. Armony, "The China-Latin-America Relationship: Convergences and Divergences," in Adrian H. Hearn and Jose Luis Leon-Manriquez (ed.), *China Engages Latin America. Tracing the Trajectory*. Lynne Rienner Publishers, London, 2011, pp. 23-50 (p. 24).

Amérique latine sur les plans économique, politique et militaire en termes d'une menace significative pour les États-Unis<sup>907</sup>.

L'implication de la Chine dans la région se trouvant encore à un stade embryonnaire, les analyses tendent à s'intéresser à ses objectifs qui, en plus d'être économiques, sont souvent décrits comme « stratégiques et expansionnistes<sup>908</sup> » et à ses capacités, invoquant au passage les pires répercussions possibles pour les États-Unis dans la mesure où Pékin est dépeint comme étant « mécontent du rôle des États-Unis comme superpuissance globale<sup>909</sup> ». D'où, ils sont nombreux ceux qui en arrivent à la conclusion que Pékin « cherche in fine à défier la puissance mondiale des États-Unis<sup>910</sup> ».

À Washington, ceux qui se placent dans une telle hypothèse l'ont apparemment emporté sur ceux qui tendent à voir en la présence chinoise dans la région l'opportunité d'une coopération triangulaire, c'est-à-dire impliquant la Chine, les États-Unis et l'Amérique latine. Dans une déclaration devant le sous-comité de la Chambre des représentants sur l'hémisphère occidental, le député Dan Burton mettait en garde en ces termes :

Until we know the definitive answer to this question of whether China will play by the rules of fair trade and engage responsibly on transnational issues, I believe we should be cautious and view the rise of Chinese power as something to be counterbalanced or contained, and perhaps go as far as to consider China's actions in Latin America as the movement of hegemonic power into our hemisphere<sup>911</sup>.

---

<sup>907</sup> Voir Rhys Jenkins, "China's Global Expansion and Latin America," *Journal of Latin American Studies*. Vol. 42, No. 4 (Nov 2010), pp. 809-837.

<sup>908</sup> June Teufel Dreyer, "From China with love: P.R.C. Overtures in Latin America," 2006, p.88.

<sup>909</sup> Ibid, p. 89.

<sup>910</sup> Congressional Research Service Library of Congress, *China's foreign policy and "soft power" in South America*, 2008, p.4

<sup>911</sup> Dan Burton, "Opening Statements," hearing, China's Influence in the Western Hemisphere," Subcommittee on International Relations, U.S. House of Representatives, April 6, 2005.

Faisant écho à ses préoccupations, la secrétaire d'État Hillary Clinton mentionnait en 2009 la Chine parmi quelques pays comme l'Iran et la Russie qui, à ses yeux, faisaient des gains « troublants » dans la région<sup>912</sup>. L'année suivante, Peter Hakim, président de l'influent « think tank » Inter-American Dialogue basé à Washington, publiait pour sa part un article dans *Foreign Affairs* dans lequel il se demandait « si Washington était en train de perdre l'Amérique latine », soulignant au passage que « beaucoup de gens en Amérique latine se tournaient vers la Chine en guise d'alternative économique et politique à l'hégémonie des États-Unis<sup>913</sup> ». Les médias américains, dans l'ensemble, présentent également une vue assez apocalyptique de l'intérêt de la Chine en Amérique latine. Par exemple, le *Wall Street Journal* déclarait que « l'émergence de la Chine dans la région pourrait compliquer les efforts américains pour contrôler l'immigration clandestine, la livraison d'armes, le trafic de drogue et le blanchiment d'argent, vu que la Chine coopère avec des pays latino-américains qui ne sont pas réputés particulièrement enthousiastes envers ces efforts. L'idée sous-jacente ici est que certains de ces pays peuvent essayer d'utiliser l'alternative chinoise pour contester l'hégémonie américaine<sup>914</sup>.

Une deuxième perspective, quoique moins dominante, rejette l'idée d'une 'menace chinoise' axée sur le 'hard power'. A contrario, ses tenants semblent épouser la ligne chère à Pékin d'une émergence 'pacifique' de la Chine, qu'ils mettent à l'actif de la politique de retenue pratiquée par les décideurs chinois, généralement soucieux d'éviter toutes actions politiques et militaires qui pourraient être perçues comme étant 'menaçantes' par les États-Unis et leurs alliés. Selon eux, le défi chinois tient davantage aux batailles économiques, institutionnelles et

---

<sup>912</sup> Antonio C. Hsiang, "China Rising in Latin America: More Opportunities than Challenges," *Journal of Emerging Knowledge on Emerging Markets*, Vol. 1, No. 1 (November 2009), pp. 1-16.

<sup>913</sup> Peter Hakim, "Is Washington Losing Latin America?" *Foreign Affairs*, Vol. 85, No. 1, (Jan./Feb.) 2006, pp. 39-53, p.46.

<sup>914</sup> Antonio C. Hsiang, "China Rising in Latin America: More Opportunities than Challenges," op. cit, pp. 1-16.



culturelles par lesquelles la Chine a pu promouvoir ses intérêts et, ce faisant, contribuer à ‘équilibrer’ la position stratégique des États-Unis globalement<sup>915</sup>. Un récent rapport du Congrès américain sur l’émergence du soft power chinois en Amérique latine en arrivait à une conclusion similaire lorsqu’il décrit la Chine comme “trying to project soft power by portraying its own system as an alternative model for economic development, one based on authoritarian governance and elite rule without the restrictions and demands that come with political liberalization<sup>916</sup>”.

Le cas de l’Amérique latine renvoie encore une fois manifestement dos-à-dos les spécialistes des relations internationales sur les réelles motivations de la Chine émergente et les implications de son engagement croissant avec le monde extérieur pour la puissance hégémonique américaine et l’ordre mondial. Comme déjà indiqué, cette étude n’a nullement pour ambition de résoudre un débat qu’il appartient peut-être à l’avenir de trancher. S’inspirant de la sociologie de la pratique de Pierre Bourdieu, notre analyse propose toutefois une grille de lecture pour mieux comprendre la logique systémique et cognitive dans laquelle s’enracinent les nouvelles relations sino-latino-américaines. L’analyse des interactions entre la Chine et l’Amérique latine confirme notre intuition de départ selon laquelle « contexte, capital et rhétorique » sont des variables qu’il faut considérer sérieusement lors qu’il vient d’analyser les causes et les implications de la montée en puissance de la Chine, et que la « politique symbolique » peut fournir des renseignements utiles sur le comportement des États sur la scène internationale.

---

<sup>915</sup> R. Evan Ellis, “Chinese Soft Power in Latin America: A Case Study,” op. cit, pp. 89-90.

<sup>916</sup> Congressional Research Service Library of Congress, *China’s foreign policy and ‘soft power’ in South America*, 2008, p.3.

Les approches axées sur le ‘hard power’ et le ‘soft power’ ne sont pas pour ainsi dire dénuées de tous fondements, mais leur contribution à notre compréhension des relations sino-latino-américaines demeure limitée. Premièrement, suivant une logique dichotomique (hard power/soft power), elles échouent à fournir un cadre intégral pour analyser les différentes facettes des relations entre la Chine et l’Amérique latine. L’essentiel de la littérature sur cette problématique demeure descriptif et n’a guère contribué au développement conceptuel. Deuxièmement, ces approches, manifestement influencées par la logique guerrière de la guerre froide, tendent à faire de l’Amérique latine un acteur secondaire assujéti à la compétition géopolitique entre la superpuissance américaine et la puissance émergente de la Chine. Troisièmement, la littérature conventionnelle sur les relations sino-latino-américaines combine rarement les niveaux d’analyse domestique et systémique, manquant ainsi une excellente opportunité de comprendre la façon dont les propriétés nationales façonnent les relations internationales. Notre démarche axée sur la puissance symbolique participe d’un nécessaire effort en vue de combler ces lacunes.

### **3. Le contexte de l’émergence de la Chine en Amérique latine**

Pour bien saisir la réalité de la puissance chinoise en Amérique latine, il faut en premier lieu comprendre le contexte de son émergence. Celui-ci, comme le rappelle *The Economist*, consiste à mettre en relief deux développements majeurs qui vont modifier les rapports de forces dans l’hémisphère occidental en ce début du 21<sup>ème</sup> siècle. Le premier est le déclin relatif de la prééminence économique et politique des États-Unis après un bref moment d’une hégémonie incontestée à la fin de la guerre froide, le second est que de nombreux pays d’Amérique latine

sont devenus plus confiants et plus enclins à affirmer leur indépendance diplomatique<sup>917</sup>. *The Economist* repère ainsi les prémices d'un changement profond sans lequel les avancées de la Chine n'auraient peut-être pas été concevables.

Remis dans le contexte post-guerre froide, les deux développements susmentionnés semblaient pourtant improbables. En effet, si avec l'effondrement de l'Union soviétique, les États-Unis ont émergé comme la seule superpuissance mondiale, l'Amérique latine a sans doute été la région la plus affectée par la nouvelle distribution internationale de la puissance ainsi induite<sup>918</sup>. Aucune nation ne s'est montrée désireuse ou capable de contester l'influence américaine dans l'hémisphère, où la large diffusion des politiques économiques néolibérales au cours des deux décennies précédentes a créé un environnement propice aux investissements américains<sup>919</sup>. Pourtant, en dépit du statut de superpuissance incontestée des États-Unis, au tournant de la décennie 2000, l'Administration américaine allait découvrir une Amérique latine étonnamment résistante à l'affirmation de l'hégémonie américaine<sup>920</sup>.

Les analystes parlent de plus en plus d'une mutation du paysage politique latino-américain dont l'une des manifestations concrètes est le passage de l'hémisphère d'un régime hégémonique à une ère « post-américaine<sup>921</sup> ». « L'Amérique latine, faisait remarquer en 2010 l'anthropologue américain d'origine colombienne Arturo Escobar, est la seule région au monde où certains processus anti-hégémoniques d'importance pourraient avoir lieu à l'heure

---

<sup>917</sup> "The dragon in the backyard," *The Economist*, Aug. 13, 2009.

<sup>918</sup> Andrew Hurrell, "Latin America in the New World Order: A Regional Bloc of the Americas?" *International Affairs*, Vol. 68, No. 1 (January, 1992), pp. 121-139.

<sup>919</sup> William LeoGrande, "A Poverty of Imagination: George W. Bush's Policy in Latin America," *Journal of Latin American Studies*, Vol. 39, pp. 355-385 (p. 356).

<sup>920</sup> Ibid. p. 357.

<sup>921</sup> Voir à ce sujet de Russell Crandall, "The Post-American Hemisphere: Power and Politics in an Autonomous Latin America," *Foreign Affairs*, Vol. 90, No. 3 (May/June 2011), pp. 83-95 et Pía Riggirozzi and Diana Tussie (eds.), *The Rise of Post-Hegemonic Regionalism: The Case of Latin America*. Netherlands: Springer, 2012.

actuelle<sup>922</sup>». Cette mutation est elle-même le résultat de la coïncidence de trois évolutions distinctes mais qui renvoient toutes à la même conséquence : une crise de légitimation de la puissance américaine, ce qui va constituer, au sens bourdieusien de l'expression, une première « condition de possibilité » propice à l'émergence de nouveaux acteurs comme la Chine.

La première évolution concerne le transfert de puissance des États-Unis et de l'Europe vers les pays émergents comme la Chine, l'Inde et le Brésil qui a rendu le monde post-guerre froide moins occidental et idéologiquement plus diversifié<sup>923</sup>. En effet, le processus de libéralisation de leurs économies nationales qu'ont entrepris ces pays dans la période post-bipolaire s'est traduit par des taux de croissance élevés et soutenus, variant selon les cas de 5% à 10%<sup>924</sup>. À l'inverse, la puissance jusque-là illimitée des États-Unis s'est essoufflée, conséquence directe d'actions militaires coûteuses et jugées irréflechies. Ces actions ont précipité l'ordre mondial libéral dans une crise de légitimation, ouvrant ainsi une fenêtre d'opportunité pour les puissances émergentes en quête d'une visibilité plus conforme à leur nouveau statut sur la scène internationale<sup>925</sup>. La crise financière qui a éclaté aux États-Unis en 2008 a aggravé la crise de légitimité affectant la puissance américaine au tournant du millénaire ainsi que l'agenda néolibéral qui a prospéré sous ses auspices depuis la fin de la guerre froide.

Cette première évolution s'est accompagnée d'une deuxième aux conséquences tout aussi désastreuses pour le leadership américain : l'émergence de la Chine a en effet coïncidé avec le désengagement diplomatique des États-Unis de la région. Au cours des dernières années, les

---

<sup>922</sup> Arturo Escobar, "Latin America at a Crossroads: Alternative Modernization, post-Neoliberalism or post-Development," *Cultural Studies*, Vol. 24, No. 1, pp. 1-65 (Citation: p. 1).

<sup>923</sup> Randall Schweller, "Emerging Powers in an Age of Disorder," op. cit, p. 285.

<sup>924</sup> Sebastian Santander, *L'Afrique, nouveau terrain de jeu des émergents*. Paris, Karthala, 2014, p. 10.

<sup>925</sup> Oliver Stuenkel, "The Financial Crisis, Contested Legitimacy, and the Genesis of the Intra-BRICS Cooperation," *Global Governance*, Vol. 19 (2013), pp. 611-630 (p. 614).

dirigeants américains ont sans cesse réaffirmé leur volonté d'améliorer leurs relations avec l'Amérique latine, reléguée à un plan secondaire depuis la fin de la guerre froide. Cependant, dans la foulée du déplacement du centre focal des intérêts stratégiques américains, ces promesses ont été largement déçues. Pour citer un correspondant basé en Amérique latine de la *National Public Radio*, principal réseau de radiodiffusion non commercial et de service public des États-Unis, « c'était comme si l'Amérique latine avait été précipitée dans une sorte de crépuscule permanent, à moitié oubliée alors même que des événements extraordinaires s'y déroulaient<sup>926</sup> ». Un assistant au congrès américain reconnaissait d'ailleurs explicitement ce fait lors qu'il déclarait au *New York Times*: "For years and years, the hemisphere has been a low priority for the U.S., and the Chinese are taking advantage of it. They're taking advantage of the fact that we don't care as much as we should about Latin America<sup>927</sup>."

C'est donc dans ce contexte que, cherchant à tirer profit des nouvelles dynamiques, la Chine précise ses objectifs stratégiques dans la région, publiant pour la première fois en novembre 2008 un Livre Blanc sur sa politique en Amérique Latine et dans les Caraïbes. Si la publication du document comme telle n'était en rien surprenante –Pékin ayant déjà pris des initiatives similaires en ce qui concerne l'Europe (en 2003) et l'Afrique (en 2006) –, en revanche, le moment de sa parution incite à l'analyse.

En effet, comme l'ont relevé plusieurs analystes, la publication du document stratégique intervenait dans le contexte de la crise financière et des difficultés économiques qui ont touché de plein fouet les États-Unis et l'Europe. Sa publication coïncidait également délibérément avec la réunion d'urgence du G-20 pour discuter de la crise économique qui était sur le point de se

---

<sup>926</sup> Gerry Hadden, "After 9/11, U.S. left Latin America at the Altar," CNN Editorial, le 7 septembre 2011 (<http://www.cnn.com/2011/OPINION/09/06/hadden.latin.america.9.11/index.html>). Consulté le 10 janvier 2015.

<sup>927</sup> Juan Forero, "China's Oil Diplomacy in Latin America," *The New York Times*, March 1, 2005.

tenir à Washington. Plus important encore, sa sortie a précédé la visite du président chinois Hu Jintao au Pérou pour le Sommet de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) de novembre 2008, au cours duquel il devait officiellement présenter la politique étrangère de la Chine envers l'Amérique latine. Comme le souligne le « Conseil des affaires hémisphériques », une ONG basée à Washington et dédiée à la promotion des affaires latino-américaines, « cette congruence des événements a permis à la Chine d'étendre son influence dans cette région quelque peu négligée sans s'attirer le venin durable des États-Unis ».

Ces deux premières évolutions doivent être couplées à une troisième mais qui relève d'un phénomène d'un ordre différent : celle-ci concerne les victoires politiques de partis de gauche latino-américains. Celles-ci incluent les élections de Hugo Chávez au Venezuela (1998), Néstor Kirchner (2003) et Cristina Fernández de Kirchner (2007 et 2011) en Argentine, Luis Inácio (Lula) da Silva (2002 et 2006) et Dilma Rousseff (2011) au Brésil, Ricardo Lagos et Michelle Bachelet au Chili (2000 et 2005 respectivement), Evo Morales de la Bolivie (2005 et 2009), Daniel Ortega du Nicaragua (2006 et 2011), Rafael Correa de l'Équateur (2007 et 2013). Si beaucoup de ces dirigeants se sont montrés pragmatiques et partisans d'une version de la gauche moins radicale que celle, par exemple, épousée par Chávez, pourfendeur emblématique de l'impérialisme américain, le « virage à gauche » du sous-continent ne facilitera pas moins l'expansion des liens économiques et stratégiques privilégiés avec des pays comme la Russie, l'Iran et la Chine, manière de dire que l'Amérique latine, en tant que région, n'a plus besoin des États-Unis pour prospérer. Plusieurs de ces dirigeants pourraient se reconnaître aisément dans les déclarations de Morales lorsqu'il affirme : "Je suis pleinement convaincu que si en Amérique latine nous reprenons contrôle et exploitons de nos ressources, nous vivrons une meilleure vie que celle basée sur notre dépendance des États-Unis, de la Banque Mondiale et du FMI". Il a par

ailleurs exprimé son désir de voir les troupes américaines quitter son pays, mais parle de la Chine en termes d'"allié politique, idéologique et programmatique du peuple bolivien"<sup>928</sup>«. Une bonne partie des politiciens actuellement aux commandes estiment que leur pays n'ont plus à se soucier, comme au temps de la guerre froide, de ménager les susceptibilités de la puissance américaine dès lorsqu'il s'agit d'intérêt national. Autrement dit, résume William LeoGrande, "à mesure qu'accèdent au pouvoir les dirigeants de la « nouvelle gauche », Washington s'est retrouvé avec de moins en moins d'amis dans l'hémisphère"<sup>929</sup>. »

Si ces développements récents sont les causes immédiates de la perte d'influence des États-Unis en Amérique latine, ils sont toutefois loin d'en être les seules. Ils viennent s'ajouter à la liste déjà bien longue d'erreurs diplomatiques des États-Unis sur la scène latino-américaine. A quelques exceptions près, les travaux des latino-américanistes confirment un « héritage de politique étrangère du ressentiment » qui expliquerait une « disposition profondément ancrée<sup>930</sup> » chez la plupart des citoyens latino-américains à l'encontre des États-Unis et un « réflexe anti-américain instinctif<sup>931</sup> ». « Depuis l'époque de l'indépendance jusqu'au milieu du 20e siècle, explique ainsi Alan McPherson, le sentiment anti-américain a touché chaque groupe social majeur en Amérique latine<sup>932</sup>. » Au cours des deux derniers siècles, Washington a commis une série de graves erreurs diplomatiques dans la région : celles-ci vont de l'annexion de territoires, la colonisation et l'occupation d'États indépendants, à l'imposition d'embargos commerciaux,

---

<sup>928</sup> "Bolivian President-Elect Criticizes Bush, US Policy in al-Jazeera Interview," BBC Worldwide Monitoring, December 27, 2005; Jack Chang, "Morales is Talking to the World State," *The Miami Herald*, January 11, 2006.

<sup>929</sup> William LeoGrande, "A Poverty of Imagination: George W. Bush's Policy in Latin America," op. cit, p. 357.

<sup>930</sup> Michael Radu, "A Matter of Identity: The Anti-Americanism of Latin American Intellectuals," in *Understanding Anti-Americanism: Its Origins and Impact at Home and Abroad*, edited by Paul Hollander. Chicago: Ivan R. Dee, 2004, pp. 144–164 (Citation: p. 162).

<sup>931</sup> Julia E. Sweig, *Friendly Fire: Losing Friends and Making Enemies in the Anti-American Century*. New York: Public Affairs, 2006, pp. 3, 8-9.

<sup>932</sup> Alan McPherson, "Antiyanquismo: Nascent Scholarship, Ancient Sentiments," In Alan McPherson (ed.), *Anti-Americanism in Latin America and the Caribbean*, New York: Berghahn Books, 2006, pp. 1-34.

l'orchestration de coups d'État, le renversement de dirigeants démocratiques élus, l'appui à des despotes brutaux, l'expropriation de terres, ce qui le rend difficile pour les États-Unis d'obtenir ce qu'ils veulent en Amérique latine<sup>933</sup>.

La guerre froide, qui a transformé l'Amérique latine en champ de bataille idéologique entre Washington et Moscou, a aussi laissé un héritage indélébile. Durant toute cette période, les États-Unis ont constamment fourni leur appui aux gouvernements et guérillas qui luttaient contre ce qui était alors perçu à Washington comme des factions gauchisantes susceptibles de basculer dangereusement dans le giron soviétique et d'étendre à travers toute la région l'embryon communiste que Castro et ses camarades avaient établi à Cuba en 1959. Après la fin de la guerre froide, le commerce a joué un rôle plus essentiel dans l'extension de l'influence des États-Unis en Amérique latine<sup>934</sup>. Mais, qu'il s'agisse de la doctrine Monroe, du « destin manifeste » ou encore de l'idée selon laquelle les pays se trouvant au sud constituent l'« arrière-cour » des États-Unis, la politique latino-américaine des États-Unis a toujours reposé sur ce que Abraham F. Lowenthal appelait dans les années 1970 la « présomption hégémonique » – l'idée que l'Amérique latine est le domaine réservé des États-Unis et que Washington a le droit, sinon l'obligation, de s'immiscer dans les affaires politiques et économiques hémisphériques<sup>935</sup>. Si au vingt-et-unième siècle, cette présomption n'a pas été exprimée aussi ouvertement comme à l'époque de la Doctrine Monroe, le corollaire Roosevelt ou la promesse de

---

<sup>933</sup> Voir Peter H. Smith, *Talons of the Eagle: Latin America, the United States, and the World*. 3rd ed. Oxford: Oxford University Press, 2008.

<sup>934</sup> Hal Weitzman, *Latin Lessons: How South America Stopped Listening to the United States and Started Prospering*. Hoboken, NJ: John Wiley and Sons, 2012, p. 13.

<sup>935</sup> Abraham E. Lowenthal, "The United States and Latin America: Ending the Hegemonic Presumption," *Foreign Affairs*, 55 (1976), pp. 199–213.



Woodrow Wilson d'aider l'Amérique latine à "élire de bons hommes", il reste qu'elle fait encore partie de l'ADN de la politique étrangère des États-Unis<sup>936</sup>.

À ces erreurs diplomatiques, il faut aussi ajouter le fait que, dans l'imaginaire collectif latino-américain, Washington s'est taillé la réputation d'être à la fois un agent et un symbole d'une version déclinante du capitalisme mondial, celle qui à leurs yeux serait responsable des échecs répétés du développement et du néolibéralisme sur leur propre sol. En tant qu'agent, l'essentiel de la politique étrangère des États-Unis viserait à promouvoir ou imposer -à travers le FMI et la Banque Mondiale, le consensus de Washington et leurs propres corporations multinationales- les politiques de libre-échange en Amérique latine et, historiquement, 'sous-développer' la région. En tant que symbole, la mondialisation économique est considérée comme indissociable de l'influence des États-Unis<sup>937</sup>. Ces sentiments, loin de se dissiper, se sont renforcés au cours des dernières années.

« [En] Amérique latine, la méfiance et les préjugés [à l'égard des États-Unis] ont augmenté rapidement au cours des dernières années à mesure que des gouvernements de gauche prennent les rênes du pouvoir dans un contexte de désenchantement généralisé causé par les effets des politiques néolibérales supportées par les États-Unis<sup>938</sup> ».

La prise en compte de l'anti-américanisme ambiant dans l'analyse de la montée en puissance de la Chine est importante à deux égards. D'une part, de telles perceptions peuvent

---

<sup>936</sup> William LeoGrande, "A Poverty of Imagination: George W. Bush's Policy in Latin America," p. 384.

<sup>937</sup> Andy Baker and David Cupery, "Anti-Americanism in Latin America: Economic Exchange, Foreign Policy Legacies, and Mass Attitudes toward the Colossus of the North," *Latin American Research Review*, Vol. 48, No. 2, pp. 106-130 (voir p. 108).

<sup>938</sup> Peter J. Katzenstein and Robert O. Keohane, "The Political Consequences of Anti-Americanism," In Peter J. Katzenstein and Robert O. Keohane (eds.), *Anti-Americanisms in World Politics*. Ithaca, NY: Cornell University Press, 2007, pp. 273-305.

opérer comme des ‘marqueurs d’identité’ avec le potentiel de souder les nations entre elles<sup>939</sup>. Par conséquent, les perceptions négatives des États-Unis peuvent aider à définir une identité commune qui sert de source de liaison entre la Chine et l’Amérique latine, rétrécissant ainsi la distance géographique et leurs vastes différences culturelles<sup>940</sup>.

En effet, dans leur quête d’un dénominateur commun, certains pays de l’Amérique latine ont vite compris que l’émergence de la Chine offrait une opportunité unique aux pays émergents qui devaient se rallier autour d’elle s’ils veulent faire avancer des questions qui leur tiennent à cœur comme leur insertion dans le système international. Dans une déclaration adoptée à Pékin en janvier 2015, à l’issue de leur première réunion tenue autour du thème « Nouvelle plateforme, nouveau point de départ, nouvelle opportunité –efforts conjoints pour promouvoir un partenariat de coopération intégrale Chine-Amérique latine et Caraïbes », les pays membres du Forum Chine-CELAC (Communauté d’États latino-américains et caribéens) ont clairement exprimé cette volonté :

La Chine et les pays de l’Amérique latine, en tant que pays en développement et économies émergentes, sont des forces importantes pour la réalisation de la paix et la prospérité mondiale ainsi que la promotion du multilatéralisme et un monde multipolaire, et une plus grande démocratie dans les relations internationales<sup>941</sup>.

Le forum Chine-Amérique latine et Caraïbes, qui exclut les États-Unis, semble fournir une excellente plateforme à cet effet. L’ancien ministre brésilien, José Dirceu, admet publiquement que « la Chine sera un facteur déterminant pour le développement de l’Amérique latine »<sup>942</sup> tandis que le ministre péruvien des affaires étrangères, José Antonio García Belaunde opine,

---

<sup>939</sup>Katzenstein and Keohane, *Anti-Americanism in World Politics*, p. 13.

<sup>940</sup> Ibid.

<sup>941</sup> China-CELAC Forum, “Beijing Declaration,” January 23, 2015

(<http://www.chinacelacforum.org/chn/zywj/t1230938.htm>). Consulté le 20 février 2015.

<sup>942</sup> Cité dans Antonio Castillo, “Latin America welcomes ‘Beijing Consensus’,” *China Daily*, 19 mars 2010.

pour sa part, que « les centres de la puissance se déplacent et le 21<sup>ème</sup> siècle est celui du Pacifique »<sup>943</sup>.

Ce n'est donc pas un hasard si, comme nous l'avons établi à la section précédente, l'éclosion des relations sino-latino-américaines a tout d'abord commencé en matière économique et financière, un domaine particulièrement négligé par les États-Unis et les pays de l'OCDE en raison de la crise financière qui continuait de les affecter. D'où aussi la décision du président chinois Xi Jinping, annoncée lors de la rencontre de Pékin en janvier 2015, de pratiquement décupler les ressources financières chinoises mises à la disposition des pays de la région, promettant notamment d'augmenter à 250 milliards de dollars le montant des investissements directs étrangers chinois.

Le « Conseil des affaires hémisphériques » a bien capté l'esprit du temps lorsqu'il écrit que le moment de la publication du Livre Blanc chinois sur l'Amérique latine et les Caraïbes « était particulièrement important pour les pays cherchant à diversifier leurs marchés d'exportation et réduire leur dépendance des investissements directs étrangers des États-Unis et de l'Europe en baisse », ajoutant qu'avec les vastes réserves en devises étrangères accumulées par la Chine –qui s'élevaient à US\$1,95 trillion en décembre 2008– la région avait de bonnes raisons de suivre les développements du sommet<sup>944</sup>. Evan Ellis, professeur des études latino-américaines, souligne, lui aussi, le contexte de l'émergence de la Chine en Amérique latine lorsqu'il écrit : « Pour l'Amérique latine, le contexte de l'arrivée des investissements chinois a

---

<sup>943</sup> Cité dans "The dragon in the backyard," op.cit.

<sup>944</sup> "China's Policy Paper on Latin America and the Caribbean," July 29, 2009 (<http://www.coha.org/china%E2%80%99s-policy-paper-on-latin-america-and-the-caribbean/>).

amplifié son impact... à un moment où plusieurs sources de financement traditionnelles dans la région ont été gelées en raison de la crise financière mondiale<sup>945</sup>.”

En somme, l'idée de Bourdieu d'une « condition de possibilité » prend toute sa place. Le nouvel agencement des forces socio-économiques sur le double plan global et hémisphérique a plongé la puissance américaine et son discours néolibéral dans une crise de légitimation, entamant les efforts de Washington en vue d'atteindre ses objectifs stratégiques dans une région qui entend s'affranchir de la tutelle hégémonique. Et à mesure que les États-Unis se retirent de la région pour se concentrer sur la guerre contre le terrorisme au Moyen-Orient, le jeu d'influences s'est ouvert au profit de nouveaux acteurs. La Chine s'est insinuée inexorablement dans ce puzzle en pleine reconfiguration<sup>946</sup>. Comme le résume ici David Fleischer, politologue à l'Université de Brasilia: “...Latin America was totally forgotten...A lot of Latin Americans thought that was great: better to be forgotten than be taken care of too much. The U.S. opened a void, and the Chinese came right in<sup>947</sup>.”

#### **4. Capital : le pouvoir symbolique de l'exemple chinois**

Les pages qui précèdent ont montré comment Pékin, adossé à sa nouvelle puissance financière, a mis à profit la crise de légitimation affectant la puissance américaine et son discours néolibéral pour nouer de nouvelles relations avec les pays de l'Amérique latine et, ce faisant, bouleverser l'équilibre mondial des puissances. Comme celles qui suivent suggèrent, cependant, la projection de la puissance chinoise en Amérique latine recèle une dimension symbolique tout aussi

---

<sup>945</sup> R. Evan Ellis, “Chinese soft power in Latin America,” op. cit, p. 87.

<sup>946</sup> Pour une analyse similaire dans le cas de l'Afghanistan, voir l'analyse de Frédéric Bobin, “L'Afghanistan à l'heure de la tentation chinoise,” *Le monde*, le 7 janvier 2015 (<http://www.lemonde.fr>). Consulté le 20 février 2015.

<sup>947</sup> Vincent Bevins, “Brazil's Commodities-Heavy Trade With China Gives Some Pause,” *Los Angeles Times*, le 16 juillet 2011, <http://articles.latimes.com/2011/jul/16/world/la-fg-brazil-china-20110716>.

importante. Il s'agit de l'attrait grandissant de ce qui est couramment désigné comme le consensus de Pékin.

En effet, tout en rejetant l'idée d'un tel consensus, dans leurs relations avec le monde en développement, les dirigeants chinois dépeignent leur pays comme un modèle de développement économique axé sur l'État qui est à l'origine de plusieurs décennies de croissance. Ce fait avéré résonne particulièrement en Amérique, où le modèle économique néolibéral vanté par les institutions financières internationales -le consensus de Washington- a échoué à livrer la croissance économique promise au cours des années 1990<sup>948</sup>. Après l'effondrement du consensus de Washington, la rupture des négociations de l'OMC et l'implosion de l'économie de l'Argentine, explique Joshua Cooper Ramo, une grande partie du monde ne savait pas à quoi ressemblerait un nouveau paradigme de développement<sup>949</sup>. Comme l'écrivent aussi Alex E. Fernández Jilberto et Barbara Hogenboom, suite à l'accession au pouvoir de nombreux gouvernements de gauche en Amérique latine, une intéressante convergence pragmatique avec la Chine a vu le jour : « il est accordé à l'État un rôle important dans l'économie (à nouveau) [...]. La Chine et l'Amérique latine se sont tous orientés dans le sens d'un modèle de développement dans lequel il y a réconciliation entre l'État et le marché<sup>950</sup>. » Aux yeux des Latino-Américains, la Chine exemplifie un tel modèle.

Plusieurs études conduites au cours des années 2000 confirment l'attrait du modèle chinois en Amérique latine. En 2002, seulement 35% des Latino-Américains déclaraient que l'État devrait permettre au secteur privé de contrôler l'activité économique, ce qui de l'avis de

---

<sup>948</sup> Joshua Kurlantzick, "China's Latin Leap Forward," op. cit, p. 36.

<sup>949</sup> Joshua Cooper Ramo, *The Consensus de Beijing*, op. cit, p.60.

<sup>950</sup> Alex E. Fernández Jilberto and Barbara Hogenboom, "Latin America –From Washington Consensus to Beijing Consensus?" in: Alex E. Fernández Jilberto and Barbara Hogenboom (eds.), *Latin America Facing China. South-South Relations beyond the Washington Consensus*, New York and Oxford: Berghan Books, 2010, pp. 181-194.

plusieurs analystes traduit le degré de frustration vis-à-vis de l'économie libérale. L'expression de cette frustration est concomitante de l'éclosion de mouvements populistes, pro-État et anti-américains, comme on a pu en observer au Venezuela, en Bolivie et dans d'autres pays<sup>951</sup>. Une autre étude, encore plus significative, a montré que l'appui populaire à la démocratie déclinait sérieusement, plus de 50% des Latino-Américains exprimant leur accord avec l'affirmation selon laquelle « I wouldn't mind if a non-democratic government came to power if it could solve economic problems », un sentiment que plusieurs auteurs attribuent à l'impact du modèle de la Chine qui combine l'ouverture économique et l'autoritarisme politique<sup>952</sup>.

Selon les analystes, il existe plusieurs raisons pour lesquelles la voie chinoise de développement propose un ensemble de politiques qui constituent un modèle attrayant pour l'Amérique latine<sup>953</sup>. La Chine a connu la transformation la plus remarquable dans l'histoire moderne. Tandis que les économies de l'Amérique latine périssaient sous l'effet des politiques néolibérales du consensus de Washington, la Chine a atteint des taux de croissance annuels moyens d'au moins 8-10 %<sup>954</sup>.

En même temps, les Latino-Américains se souviennent qu'il y a à peine une trentaine d'années, la Chine était de loin plus pauvre que la majorité d'entre eux<sup>955</sup>. Non seulement a-t-elle réussi une performance spectaculaire, celle-ci vient mettre à mal les normes établies par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et le département américain du trésor. La Chine (tout comme d'ailleurs d'autres pays dits émergents qui ont connu du succès) ne s'est pas pliée

---

<sup>951</sup> Voir Joshua Kurlantzick, "China's Latin Leap Forward," op. cit, p. 36.

<sup>952</sup> Michael Shifter, "The US and Latin America through the Lens of Empire," *Current History*, Vol. 103, No. 670 (February 2004), pp. 61-67. Cité dans Joshua Kurlantzick, "China's Latin Leap Forward," op. cit, p. 36.

<sup>953</sup> Ariel C. Armony, "The China-Latin-America Relationship: Convergences and Divergences," op. cit, p. 28).

<sup>954</sup> Robert Devlin, Antoni Estevadeordal, and Andres Rodriguez (ed.), *The Emergence of China: Opportunities and Challenges for Latin America and the Caribbean*, op. cit, p. 3.

<sup>955</sup> Suisheng Zhao, "The China Model: Can it Replace the Western Model of Modernization?" *Journal of Contemporary China*, Vol. 19, No. 65, pp. 419-436 (citation: p. 432).

en matière financière, commerciale ou macroéconomique aux canons du Consensus de Washington. Au contraire, c'est à travers des politiques « hétérodoxes » au regard de ce consensus que ces pays, au premier rang desquels se trouve la Chine, se sont développés depuis la fin des années 1980<sup>956</sup>.

Quant à l'Amérique latine, elle n'aurait pas pu suivre une trajectoire plus contrastée. Si elle servait de modèle positif de développement pour la Chine dans les années 1970, la région a depuis expérimenté une série de politiques erratiques, qui ont entraîné des conséquences fâcheuses. « Deux décennies de libéralisation généralisée, communément appelée le consensus de Washington, ont apporté peu de productivité et de croissance économique en Amérique latine<sup>957</sup> », écrit ainsi Eva Paus. En dépit de quelques succès qui sont les siens, il existe en effet peu de gens pour contester l'idée selon laquelle, dans l'ensemble, le consensus de Washington a largement échoué en Amérique latine<sup>958</sup>. « Après vingt ans de propositions de politiques néolibérales par le FMI et la Banque mondiale, renchérit Xiang Lanxin, les Latino-Américains restent affectés par la pauvreté et l'endettement<sup>959</sup>. » Comme l'expliquent Riordan Roett et Guadalupe Paz,

Beginning with the election of Hugo Chavez in Venezuela in 1998, political leaders have criticized both the philosophy and implementation of the Washington consensus. They argue not only that it failed to achieve its goals but also that it may actually have made the social and economic condition of many of the region's citizen worse. The rhetoric in some countries has become increasingly and jarringly anti-market and globalization. In fact, the World Bank and the IMF, two

---

<sup>956</sup> Laurence Tubiana, « Les pays émergents bousculent le jeu multilatéral », *Les Echos*, lundi 2 juillet 2007.

<sup>957</sup> Eva Paus, « The Rise of China: Implications for Latin American Development », *Development Policy Review*, Vol. 27, No. 4 (2009), pp. 419-456. Voir aussi Eva Paus, « Productivity Growth in Latin America: The Limits of Neoliberal Reforms », *World Development*, Vol. 32, No. 3, 2004, pp. 427-445 et Nola Reinhardt and Wilson Peres, « Latin America's New Economic Model: Micro Responses and Economic Restructuring », *World Development*, Vol. 28, No. 9, 2000, pp. 1543-66.

<sup>958</sup> Kevin P. Gallagher and Roberto Porzecanski, *The Dragon in the Room. China and the Future of Latin American Industrialization*. Stanford: Stanford University Press, 2010, p. 9.

<sup>959</sup> Cité dans Ariel C. Armony, « The China-Latin-America Relationship: Convergences and Divergences », op. cit, p. 27).

institutions in which the United States is the major decision-maker, are accused of adopting Washington consensus policies to benefit U.S. economic and financial interests<sup>960</sup>.

En Amérique latine, les performances de la Chine ne laissent personne indifférent, y compris dans les milieux académiques. Alicia Bárcela, secrétaire exécutive de la renommée Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), explique ainsi que le modèle de la Chine est diversifié et que son système financier est étroitement lié à l'«économie réelle». “China has saved wisely (though it was often criticized for doing so) and thus has reserves for periods of crisis. The exception is that Latin America can learn from China’s ability to approach its economic development with long-term strategy, and to exercise firm control over its financial resources<sup>961</sup>.” Tout en gardant à l’esprit que le développement de la Chine depuis 1978 résulte de circonstances uniques, certains auteurs persistent donc à penser qu’il peut bien en ressortir plusieurs leçons et que d’autres pays du monde en développement peuvent aussi apprendre de cette expérience<sup>962</sup>.

Bien que le modèle chinois continue de recevoir des louanges considérables de toutes parts, l’idée de son exportation en Amérique latine ne semble toutefois pas plus plausible qu’ailleurs. Parmi les raisons invoquées par les sceptiques, viennent en tête ce qu’ils considèrent comme les conditions endogènes préalables qui auraient expliqué le succès spectaculaire de la Chine au cours des trois dernières décennies, conditions qui auraient également fait de son expérience des réformes quelque chose d’unique en son genre. Il serait donc illusoire de penser,

---

<sup>960</sup> Riordan Roett and Guadalupe Paz, “Assessing the Implications of China’s Growing Presence in the Western Hemisphere,” in Riordan Roett and Guadalupe Paz (ed.), *China’s Expansion into the Western Hemisphere. Implications for Latin America and the United States*. Brookings Institution Press, Washington D.C., 2008, pp. 1-23 (Citation: p. 10).

<sup>961</sup> Citée dans Ariel C. Armony, “The China-Latin-America Relationship: Convergences and Divergences,” *op. cit.*, p. 27.

<sup>962</sup> Minglu Chen and David S. G. Goodman, “The China Model: one country, six authors,” *Journal of Contemporary China*, Vol. 21, No. 73 (2012): pp. 169-185 (citation: p. 170).



nonobstant les similitudes revendiquées entre la Chine et certaines régions du monde en développement, que ces conditions –l'étendue du pays et les trois décennies précédentes du socialisme d'État– puissent être répliquées y compris en Amérique latine<sup>963</sup>. En outre, comme Wu Bangguo, président du Comité permanent de l'Assemblée Nationale populaire, le rappelait à la Conférence de coopération des affaires au Caire en mai 2007, la Chine fait face à l'interne à ses propres défis à soutenir son développement<sup>964</sup>.

Si ces notes de prudence sont généralement bien venues, elles ne sont pas pour autant de nature à dissuader les élites latino-américaines. L'un des traits distinctifs du consensus de Pékin est le pragmatisme<sup>965</sup>. Une deuxième caractéristique est le rôle central de l'État dans le processus de développement économique<sup>966</sup>. Suivant l'exemple de la Chine, suggèrent ainsi certains analystes, les pays d'Amérique latine feraient bien d'adopter une approche pragmatique de développement économique qui prenne en compte les expériences d'autres pays qui ont réussi, d'adapter les enseignements d'autres pays aux conditions locales, de mettre en œuvre des réformes graduellement et progressivement et d'ajuster et étendre les réformes à la lumière des résultats obtenus<sup>967</sup>.

Partant de ces deux considérations, il est possible d'identifier trois leçons susceptibles d'intéresser les pays de la région. Tout d'abord, les réformes économiques de la Chine n'ont pas été déterminées par des objectifs politiques définis à l'avance, mais dépendait d'« instruments de

---

<sup>963</sup> Barry Naughton, "China's Distinctive System: Can it be a Model for Others?" *Journal of Contemporary China*, June 2010, pp. 437-460.

<sup>964</sup> Wu Bangguo, discours prononcé lors de la "China-Africa Business Cooperation Conference in Cairo," *Xinhua*, 21 mai 2007.

<sup>965</sup> James Angresano, "China's Development Strategy: A Game of Chess That Countered Orthodox Development Advice," *Journal of Socio-Economics* 34(2005), pp. 471-498.

<sup>966</sup> Randall Peerenboom, *China Modernizes*, op. cit, p. 5.

<sup>967</sup> Carmen G. Gonzalez, "China's Engagement with Latin America: Partnership or Plunder?" in E. Blanco and J. Razzaque (eds.), *Natural Resources and the Green Economy: Redefining the Challenges for People, States, and Corporations* (Leiden: Martinus Nijhoff Publishers, 2012), pp. 37-79 (p. 48).

politiques innovants », qui ont tenu compte des différences régionales, encouragé une diversité d'expériences politiques et appliqué plusieurs modèles simultanément. Les Latino-Américains seraient intéressés à apprendre de cette approche pour voir si elle peut être adaptée à leur réalité<sup>968</sup>.

Ensuite, le consensus de Washington a préconisé un ensemble de mesures conçues sans égard au contexte local, calquées sur des principes « rationnels » qui bannissaient les stratégies dites 'trial-and-error' (essais-et-erreurs), et caractérisées par un mépris pour les politiques hétérodoxes, les approches séquentielles et le pragmatisme. A ce niveau aussi, l'expérience des réformes de la Chine offrirait à l'Amérique latine un modèle différent. L'une des clés de la réussite de l'expérience chinoise réside dans son intérêt pour l'innovation, l'hétérodoxie et une expérimentation constante, des caractéristiques qui auraient brillé par leur absence dans l'expérience des réformes en l'Amérique latine<sup>969</sup>. Au président du Ghana, Jerry Rawlings, qui lui rendait visite en septembre 1985, Deng Xiaoping aurait lancé cette mise en garde : « S'il vous plaît, ne copiez pas notre modèle. S'il y a une expérience de notre part, c'est de formuler des politiques à la lumière de ses propres conditions nationales<sup>970</sup>. »

Le modèle chinois est néanmoins symboliquement important en cela qu'il indique que les pays en développement peuvent non seulement aspirer au développement, mais aussi le réaliser en suivant leur propre voie. Cette signification, ainsi que les investissements directs étrangers massifs de la Chine, ses programmes d'études pour des étudiants étrangers, et son soutien

---

<sup>968</sup> Voir Ariel C. Armony, "The China-Latin-America Relationship: Convergences and Divergences," op. cit, p. 27.

<sup>969</sup> Ibid.

<sup>970</sup> Propos rapportés par Wei-Wei Zhang, « The Allure of the Chinese Model, » *International Herald Tribune*, November 2, 2006.

presqu'inconditionnel sur la scène internationale aux pays en développement, contribue considérablement à son capital symbolique (prestige politique)<sup>971</sup>.

Les sondages démontrent qu'un nombre croissant des Latino-Américains pensent que l'influence de la Chine sur leur économie est une bonne chose en comparaison avec ceux, moins nombreux, qui peuvent en dire autant de l'influence américaine<sup>972</sup>. Ces pourcentages varient significativement dans des pays comme l'Argentine (16%), le Venezuela (22%), le Chili (27%) et la Bolivie (28%)<sup>973</sup>. Ces chiffres renseignent adéquatement sur le nouveau rôle de la Chine en Amérique latine. S'ils ne traduisent pas forcément un soutien public au consensus de Pékin comme modèle pour la région, ils suggèrent tout au moins une tendance à accepter la Chine comme nouveau-venu dans l'hémisphère et, probablement, une volonté de saluer tout approfondissement des relations avec le pays d'Asie de l'est<sup>974</sup>.

Une étude similaire menée auprès de parlementaires dans 13 pays latino-américains montre que la Chine arrive derrière les États-Unis et l'Union Européenne comme partenaire commercial et investisseur préféré. Dans certains pays, cependant, les législateurs affichent une plus nette préférence envers la Chine que la moyenne générale. C'est le cas, par exemple, du Chili, où un quart des parlementaires expriment leur préférence pour la Chine comme partenaire commercial. Au niveau hémisphérique, certains auteurs parlent même d'une propension à élire la Chine comme partenaire commercial et investisseur de choix. Ces données suggèrent que la crise

---

<sup>971</sup> Julie M. Feinsilver, "Cuba as a 'World Medical Power'," op. cit, p. 23.

<sup>972</sup> Ariel C. Armony, "The China-Latin-America Relationship," op. cit, p. 31.

<sup>973</sup> Pew Global Attitudes Project, *47-Nation Pew Global Attitudes Survey*, 2007.

<sup>974</sup> Ariel C. Armony, "The China-Latin-America Relationship," op. cit, p. 31.

financière et l'animosité envers le FMI pourraient pousser les pays Latino-Américains à cultiver des relations plus étroites avec la Chine<sup>975</sup>.

Enfin, comme il a déjà été dit au chapitre 4, l'une des caractéristiques de l'expérience chinoise qui lui a valu une reconnaissance internationale est l'importance accordée au respect des droits sociaux économiques en Chine. Au cours des dernières années, cet aspect est devenu un lieu commun en Amérique latine, l'idée étant que les droits civils sont multidimensionnels et qu'ils vont au-delà du seul aspect politique. Dans la plupart des pays d'Amérique latine, l'expansion des droits civils et politiques n'a pas été suivie d'une égale attention aux droits socioéconomiques. L'accent mis sur ces questions a ainsi présenté une plate-forme idéologique commune pour une convergence entre la Chine et l'Amérique latine<sup>976</sup>.

Les chercheurs chinois vantent eux aussi les complémentarités qu'ils voient entre la Chine et l'Amérique latine. Le fait, historiquement avéré, qu'il n'ait jamais existé de conflits d'intérêts importants ou d'animosités entre la Chine et l'Amérique latine serait, aux yeux de certains d'entre eux, une autre précondition favorable. Ils soulignent, par ailleurs, le caractère complémentaire des économies des deux régions<sup>977</sup>.

Plusieurs internationalistes et spécialistes de Cuba se demandent dans quelle mesure la « leçon de Chine » peut inspirer la transition post-Castro à Cuba. La présence dans l'île communiste caribéenne d'entreprises chinoises contrôlées par l'État est ainsi jugée politiquement attrayante pour le gouvernement cubain. Expression de cet intérêt, des membres influents de l'élite politique, militaire cubaine et des affaires, parmi lesquels Fidel et Raul Castro, ainsi que

---

<sup>975</sup> Inés Amezaga, "La nueva dinámica de las relaciones entre América Latina y la República Popular China," *Boletín Datos de Opinión*, número 2, marzo 2009, Universidad de Salamanca.

<sup>976</sup> *Ibid.*

<sup>977</sup> Antonio C. Hsiang, "China Rising in Latin America," *op. cit.*, p. 41.

deux-tiers des membres du Politburo du parti communiste, ont visité la Chine et fait avec beaucoup d'intérêt des commentaires sur l'expérience de réforme chinoise<sup>978</sup>.

Mais, comme le font remarquer plusieurs analystes, le modèle chinois résonne bien au-delà de Cuba. Pour s'en rendre compte, il suffit de se référer à la campagne présidentielle brésilienne de 2006. Les deux candidats qualifiés pour le second tour du scrutin se sont dits fortement intéressés par certains aspects du modèle de développement économique de la Chine, en particulier son taux de croissance moyen de 9.6 pour cent, mais aussi son succès à attirer les investissements directs étrangers. Le Brésil, en revanche, affichait une croissance moyenne de 2,3 % au cours de la présidence de Fernando Henrique Cardoso de 1995 à 2002 et n'avait guère fait mieux depuis avec une croissance moyenne de 2,7 %. Pour convaincre de leur capacité à inverser cette tendance, quoi de plus rassurant que de se tourner vers la Chine en quête d'inspiration ?

Luiz Inácio Lula da Silva, le candidat du Parti des Travailleurs et président sortant, promettait alors qu'il prendrait du modèle chinois son « accent sur la croissance de l'investissement et la croissance de l'exportation, car c'est la voie d'accès à une croissance rapide et durable<sup>979</sup> ». Son rival, Geraldo Alckmin, candidat du parti social-démocrate brésilien, déclarait aux médias locaux que « nous pouvons apprendre à préserver et à générer davantage d'emplois, face à la population active qu'ils ont ». La Chine « ne permet pas aux taux d'intérêt et de change de causer des préjudices aux entreprises locales et fait de son mieux pour attirer les

---

<sup>978</sup> William Ratliff, *China's 'Lessons' for Cuba's Transition?* (University of Miami: Cuba Transition Project, Institute for Cuban and Cuban-American Studies 2004), <http://ctp.iccas.miami.edu>.

<sup>979</sup> "Brazil Presidential Candidates Look to China's Economic Model," *People's Daily*, [http://english.peopledaily.com.cn/200610/17/text20061017\\_312614.html4](http://english.peopledaily.com.cn/200610/17/text20061017_312614.html4). Consulté le 12 décembre 2014.

investissements étrangers afin de stimuler la production », ajoutait Alckmin<sup>980</sup>. Si les deux candidats reconnaissaient qu'il n'existait pas de modèle unique qui pourrait être imité par toutes les nations, ils ajoutaient tout de même que leurs programmes économiques s'inspiraient de certains des aspects réussis du modèle chinois<sup>981</sup>.

Hormis le symbolisme de son modèle, le financement international de la Chine est devenu encore plus important en Amérique latine dans le contexte international caractérisé par une raréfaction des ressources financières internationales. Ces dernières années, les pays de l'OCDE se sont engagés à augmenter leur aide aux pays en développement<sup>982</sup>. Cependant, même s'il y a eu une certaine amélioration, il est généralement admis que, dans l'ensemble, ces promesses n'ont pas toujours été suivies d'effet et que les flux d'aide des pays du G8 n'ont guère augmenté. À cela s'ajoute le fait que les pays en développement doivent souvent remplir un ensemble de conditions très exigeantes pour pouvoir accéder au régime d'aide financière bilatérale et multilatérale des puissances et institutions occidentales. En dépit de l'impopularité des mesures imposées, et surtout de la preuve de leur inefficacité, les bailleurs occidentaux sont toutefois restés accrochés à ces conditionnalités décriées, alimentant ainsi une désillusion grandissante dans le monde en développement<sup>983</sup>.

La popularité du consensus de Pékin dans le monde en développement peut, par conséquent, être attribuée à l'échec du régime d'aide occidental. La Chine emballe son aide dans une rhétorique respectueuse de la souveraineté des gouvernements récipiendaires<sup>984</sup>. Depuis les années 1960, la Chine a articulé son aide autour de huit principes qui mettent l'accent sur la

---

<sup>980</sup>Ibid.

<sup>981</sup> Ibid.

<sup>982</sup> G8, "Greanagles G8 communiqué," op. cit.

<sup>983</sup> Ngaire Woods, "Whose Aid? Whose Influence?" p. 1216.

<sup>984</sup> Ibid.

souveraineté, l'égalité et le respect mutuel. Ces principes ont eu une résonance particulière en Amérique latine<sup>985</sup>. Comme l'explique Xiang Lanxin, "foreign direct investment has taken a downward spiral in Latin America, leaving the region in urgent need of financial support. China's arrival is thus timely<sup>986</sup>."

Les investissements directs étrangers chinois ont atteint environ 15 milliards USD en Amérique latine et les Caraïbes en 2010, soit 9 pour cent du total de la région. Si les États-Unis continuent de fournir le plus grand pourcentage d'IDE dans la région, soit 17 % des 113 milliards USD en 2010, l'écart s'est rapidement résorbé<sup>987</sup>. En 2012, les prêts de la Chine à l'Amérique latine depuis 2005 était estimés à \$US75 milliards de dollars. Les gouvernements du Venezuela, du Brésil, de l'Argentine et de l'Équateur en recevaient 91% du total. Une comparaison de cette estimation aux précédentes disponibles concernant les prêts chinois suggère que l'Amérique latine compte pour une large part des prêts chinois à l'étranger. Le *Financial Times* estime le total des prêts chinois durant 2009-2010 à \$US110 milliards. Plus de la moitié de ce montant irait ainsi à l'Amérique latine<sup>988</sup>.

Certains observateurs s'émeuvent du fait que, quoiqu'elle commence à peine à fournir du financement à l'Amérique latine, dès 2010 la Chine avait déjà prêté davantage que la Banque mondiale, la BID et l'agence américaine de crédit aux exportations l'Ex-Im Bank combinées. Avant 2008, les prêts annuels de la Chine n'avaient jamais dépassé \$US1 milliard. Mais en 2008,

---

<sup>985</sup> Lowell Dittmer and George T. Yu (ed.), *China, the Developing World, and the New Global Dynamic*. Lynne Rienner Publishers, London, 2010, pp. 20-21.

<sup>986</sup> Xiang Lanxin, "An Alternative Chinese View," in Riordan Roett and Guadalupe Paz, eds., *China's Expansion into the Western Hemisphere: Implications for Latin America and the United States* (Washington, DC: Brookings Institution Press), pp. 44-58 (p. 55).

<sup>987</sup> Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC), *Foreign Direct Investment in Latin America and the Caribbean*, Santiago de Chile, May, 2011.

<sup>988</sup> Kevin Gallagher, Amos Irwin, and Katherine Koleski, *The New Banks in Town: Chinese Finance in Latin America*. Inter-American Dialogue. February 2012, p. 5.

les prêts ont grimpé jusqu'à \$US6 milliards. En 2009, les prêts ont triplé à nouveau passant à \$US18 milliards. En 2010, les prêts ont doublé une fois de plus atteignant le montant record de \$US37 milliards, bien au-dessus des niveaux de prêt de la Banque mondiale (\$US14 milliards) et la BID (\$US12 milliards). La Chine a dépassé la Banque mondiale et la BID, malgré le fait que, entre 2006 et 2010, ces deux banques aient doublé leurs prêts à la région. Depuis 2005, l'Ex-Im Bank de la Chine a dépassé le financement de l'Ex-Im Bank américaine par un coefficient de près de quatre, soit \$ 8,3 milliards pour \$ 2,2 milliards<sup>989</sup>.

Alors que les États-Unis restent empêtrés dans une grave crise financière, l'Amérique latine exemplifie une intensification de la stratégie dite 'going global' de la Chine. Ainsi, plus récemment, la Chine s'est engagée à investir 250 milliards de dollars dans la région au cours des 10 prochaines années. Certains analystes se sont interrogés sur les raisons de tels engagements en même temps que les perspectives économiques chinoises, quoique dans l'ensemble bonnes, affichent un net ralentissement. La théorie du pouvoir symbolique de Bourdieu permet d'apporter des éléments de réponse à cette question. L'acquisition d'alliés ou d'une clientèle exige d'investir à la fois du capital matériel et symbolique sous la forme d'aide économique, technique ou de sécurité et du soutien politique et moral. Bien que l'accumulation du capital symbolique s'avère toujours coûteuse en termes économiques, il est nécessaire à l'accumulation à plus ou moins long terme de capital sous ses formes variées. Par conséquent, les efforts de la Chine en vue de devenir un leader du monde en développement peuvent être vus en partie comme une stratégie en vue d'accumuler du capital symbolique<sup>990</sup>.

---

<sup>989</sup> Ibid.

<sup>990</sup> Voir Pierre Bourdieu, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, op. cit.



L'exemple de la Chine illustre bien cette explication bourdieusienne. Certains auteurs notent ainsi que plusieurs compagnies chinoises ont pu obtenir des contrats en Amérique latine, étant donné la facilité qu'elles ont à obtenir des fonds supplémentaires auprès des banques chinoises<sup>991</sup>. Par exemple, la capacité de la compagnie chinoise SinoHidro d'autofinancer à 85 pour cent la construction de l'usine hydroélectrique Coca Codo Sinclair grâce à des prêts de banques chinoises a aidé cette compagnie chinoise à contourner les exigences du partenaire local et conclure un prêt de \$US1.7 milliards de dollars avec le gouvernement équatorien<sup>992</sup>.

Sur le plan politique, la Chine a également récolté des dividendes importants. La diplomatie de Pékin mobilise un large éventail d'outils symboliques pour parvenir à ses fins, en particulier isoler Taiwan sur la scène latino-américaine. Sa propension à délier les cordons de la bourse fait partie de cette stratégie en vue d'accroître son influence en Amérique latine et dans les Caraïbes dans l'espoir d'obtenir des pays encore liés diplomatiquement à Taipei qu'ils changent d'allégeance<sup>993</sup>.

D'une manière indirecte, la diplomatie du 'carnet de chèque' a contribué à remettre en question l'hégémonie américaine, par exemple, en aidant les pays en développement à travers le financement de leur dette gouvernementale. En Amérique latine, les cas du Costa Rica et de l'Argentine, cités dans un article du *New York Times* paru en 2009, sont révélateurs à cet égard. Vers la fin de 2008, Pékin s'est engagé à fournir \$US130 millions en aide au Costa Rica et à acquérir \$US300 millions en bons du trésor dans le cadre d'un paquet incitatif à la suite de la décision du Costa Rica de rompre les relations avec Taiwan. La rupture du Costa Rica, sous la

---

<sup>991</sup> Katherine Koleski, *China in Latin America*, op. cit, p. 14.

<sup>992</sup> R. Evan Ellis, "Chinese Soft Power in Latin America," op.cit, pp. 89-90.

<sup>993</sup> Voir Jorge Domínguez, *China's Relations with Latin America: Shared Gains, Asymmetric Hopes*. Working Paper (Washington, DC: Inter-American Dialogue, June 2006).

deuxième présidence de Óscar Arias, et l'alignement traditionnel de l'Amérique centrale avec Taïwan, au profit de l'ouverture de relations avec la Chine peuvent se concevoir comme un tournant bien représentatif du changement en Amérique latine ces dix dernières années en ce qui concerne le rôle joué par la Chine dans une région où les pays du Pacifique ne sont pas les seuls concernés<sup>994</sup>. La Chine a mis à profit ces arrangements afin de promouvoir ses objectifs politiques et diplomatiques<sup>995</sup>.

En 2009, la Chine a conclu un arrangement monétaire similaire avec l'Argentine, mais dans le cadre d'une initiative plus vaste qui s'étendait également à l'Indonésie, la Corée du Sud, la Malaisie, le Belarus et Hong Kong. Un article paru la même année dans *China Daily*, le plus important quotidien de langue anglaise contrôlé par le gouvernement chinois, qualifiait l'intention des autorités chinoises de contourner le dollar comme monnaie d'échange d'étape symbolique', démarche qui participerait des efforts de Pékin afin d'équilibrer la puissance économique des États-Unis en donnant au yuan un statut de monnaie internationale<sup>996</sup>.

L'accord avec l'Argentine d'un montant record de \$US10.24 milliards a retenu l'attention en raison de sa dimension symbolique. La nation sud-américaine venait d'être jugée par les marchés de capitaux américains comme peu fiable ou, comme l'a écrit le *Wall Street Journal*, un pays avec un « record of misrepresentation, debt defaults and debt repudiation<sup>997</sup> ». L'objectif de l'entente avec la Chine était d'aider au financement des exportations à un moment où les pays importateurs faisaient face à des difficultés financières. Bien que Pékin justifiait l'entente au

---

<sup>994</sup> Manuel Alcántara y Cristina Rivas, "Élites Parlamentarias Latinoamericanas. ¿Son ajenos los políticos latinoamericanos a la importancia de China en sus países?", *Élites*, Universidad de Salamanca, n° 49, abril 2013, [http://americo.usal.es/iberoame/sites/default/files/alcantara\\_rivas\\_boletin\\_opinion49.pdf](http://americo.usal.es/iberoame/sites/default/files/alcantara_rivas_boletin_opinion49.pdf).

<sup>995</sup> Graham Bowley, "Cash Helped China Win Costa Rica's Recognition," *New York Times*, September 13, 2009.

<sup>996</sup> Neel Chowdhury, "China Takes a Small Step Away from the Dollar," *China Daily*, 9 avril, 2009.

<sup>997</sup> Robert Shapiro and Nancy Soderberg, "Argentina Has a Bond It Wants to Sell You," *Wall Street Journal*, 27 février 2009.

motif qu'elle faisait partie de sa politique de coopération sud-sud, les analystes y voyaient plutôt une ambition politique inavouée, similaire à celle concernant le Costa Rica : « China was challenging the global primacy of the dollar, promoting broader international use of the yuan, and seeking to expand its political clout in the US sphere of influence<sup>998</sup> ».

Depuis quelques années, ceux qui observent l'émergence de la Chine n'ont cessé de mettre en garde contre la « menace chinoise », mais ces avertissements ne tiennent pas en compte les implications de cette stratégie chinoise qui consiste en l'accumulation du capital symbolique. Comme l'explique encore Bourdieu, le capital symbolique est créé en investissant du capital matériel et du temps dans un projet. Les avantages à court terme, qui sont symboliques, peuvent sembler dépouillés d'objectifs économiques et donc désintéressés. Cependant, le mode de circulation du capital symbolique indique que le capital matériel est investi dans le dessein d'acquérir du capital symbolique, lequel peut ultimement être reconverti en capital matériel. Capital symbolique et capital matériel deviennent ainsi interchangeables.

### **5. Rhétorique : le poids symbolique des lieux communs**

Enfin, un examen attentif des sociétés chinoise et latino-américaine révèlent certains lieux communs qui seraient passés inaperçus dans des études axées exclusivement sur le *hard power* et le *soft power*. En d'autres termes, la *mobilisation stratégique* de différentes espèces de capital fournit des *points d'accès*<sup>999</sup> à un champ qui ont été négligés dans les analyses conventionnelles des relations sino-latino-américaines. On ne peut comprendre le comportement des acteurs dans les relations sociales sans une attention soutenue à la façon dont le discours contribue à définir

---

<sup>998</sup> Carlos Pagni, "El texto del acuerdo con China justifica el temor de la UIA," *La Nacion*, 11 april, 2009.

<sup>999</sup> Trine Villumsen, *Capitalizing on Bourdieu: Boundary-setting, Agency, and Doxic Battles in International Relations*, op. cit, p. 3.

leurs identités et leurs intérêts<sup>1000</sup>. Cette démarche constructiviste a le mérite de replacer les interactions sociales (qu'elles soient économiques, politiques, militaires ou autres) dans leur contexte intersubjectif<sup>1001</sup>. Les 'lieux communs rhétoriques' opèrent comme des « codes de significations » au sein d'une société et constituent pour les acteurs « une base d'action politique et de reconnaissance de leurs revendications<sup>1002</sup>».

Tant en Amérique latine qu'en Chine, les acteurs économiques et politiques naviguent dans les « eaux profondes » de lieux communs rhétoriques. À travers l'Amérique latine, le rôle significatif que joue le discours politique dans les transactions économiques et politiques quotidiennes est bien connu et sérieusement documenté. Ce rôle s'est amplifié au cours des dernières années avec l'accession au pouvoir de dirigeants progressistes qui se sont montrés de moins en moins permissifs aux influences de la modernisation telle qu'elle est promue par les grandes puissances occidentales. Soulignant la place de la rhétorique dans la stratégie de ces dirigeants, l'universitaire latino-américain Jorge Castañeda fait ainsi observer,

For them, rhetoric is more important than substance, and the fact of power is more important than its responsible exercise. The despair of poor constituencies is a tool rather than a challenge, and taunting the United States trumps promoting their countries' real interests in the world<sup>1003</sup>.

Il en va de même en Chine où la légitimation des réformes repose sur la capacité du parti communiste à créer un récit convaincant qui les justifie<sup>1004</sup>. Au plan national, la politique

---

<sup>1000</sup> Cette thèse a été défendue de manière convaincante par les constructivistes qui ont montré que la politique internationale est une affaire de débats. Voir à ce sujet Jean-Philippe Thérien, « Le monde se divise-t-il entre la 'gauche' et la 'droite'? », op.cit.

<sup>1001</sup> Vincent Pouliot, "'Subjectivism': Toward a Constructivist Methodology," *International Studies Quarterly*, Vol. 51, No. 2, 2007, pp. 359–384 (Citation: p. 372).

<sup>1002</sup> Cette interprétation est empruntée à l'approche culturelle en politique comparée. Voir Mamoudou Gazibo et Jane Jenson, *La politique comparée: fondements, enjeux et approches théoriques*, op. cit, pp. 269-270.

<sup>1003</sup> Jorge G. Castañeda, "Latin America's Left Turn," *Foreign Affairs*, Vol. 85, No. 3 (2006), pp. 28-43 (Citation: p. 38).

<sup>1004</sup> Voir Alan R. Kluver, *Legitimizing the Chinese Economic Reforms: A Rhetoric of Myth and Orthodoxy*. Albany: State University of New York Press, 1996.

chinoise s'appuie sur un « jeu de langage<sup>1005</sup> » et l'utilisation du langage est dans son essence rhétorique en cela que la rhétorique est « enracinée dans une fonction essentielle du langage même, ...l'utilisation comme moyen symbolique afin d'impulser la coopération des gens qui, par nature, répondent aux symboles<sup>1006</sup> ». Au plan international, la base morale de la puissance chinoise est rendue par le concept d'« exceptionnalisme », exprimé et codifié dans le langage, le cadrage (au niveau cognitif) et la conduite des relations officielles entre États, concept qui, comme le rappellent Chris Alden et Daniel Large dans leur étude du cas des relations sino-africaines, se nourrit d'un double discours de différence et de similitude.

China's exceptionalism is a modality of engagement that structures relations such that they may remain asymmetrical in economic content but equal in terms of recognition of economic gains and political standing<sup>1007</sup>.

Ce rappel théorique permet de mieux comprendre le poids des 'lieux communs rhétoriques' dans les relations sino-latino-américaines. En particulier, la rhétorique officielle et semi-officielle de la Chine est une façon d'organiser, au sens bourdieusien, la réalité et d'imposer '[sa] vision et [ses] principes de division' du monde social. Elle est essentielle si l'on veut comprendre le large éventail de relations que la Chine entretient aujourd'hui avec le monde en développement. Pris dans cette acception, le discours politique chinois est en soi une forme de « prière laïque » au sens où il remplit une fonction corrective, faisant en sorte que des politiques drastiques deviennent tout à fait acceptables, et des politiques insignifiantes tout à fait radicales<sup>1008</sup>.

---

<sup>1005</sup> Perry Link, *Evening Chat in Beijing*. (New York: W.W. Norton, 1992), p. 177.

<sup>1006</sup> Kenneth Burke, *A Rhetoric of Motives*. (Berkeley: University of California Press, 1969), p. 342.

<sup>1007</sup> Chris Alden and Daniel Large, "China's Exceptionalism and the Challenges of Delivering Difference in Africa," *op.cit.*, pp. 27-28.

<sup>1008</sup> Alan R. Kluver, *Legitimizing the Chinese Economic Reforms*, *op. cit.*, p. 8.

Un des défis symboliques que doit relever la Chine dans son engagement avec l'Amérique latine, comme d'ailleurs dans le reste du monde en développement, est d'éviter d'être associée aux précédentes grandes puissances comme les États-Unis. Le discours officiel et semi-officiel de la Chine insiste sur le fait que ses échanges commerciaux avec la région sont guidés par une politique basée sur l'égalité et le bénéfice mutuel. Si certaines statistiques tendent à prouver que ces prétentions ne sont pas tout à fait inexactes, elles masquent en même temps certains déséquilibres dans plusieurs secteurs. A quelques exceptions près, l'Amérique latine, à l'instar de l'Afrique, produit à destination de la Chine essentiellement des matières premières, alors que les exportations chinoises en direction de ces régions consistent en des produits manufacturés, souvent à prix modique défiant toute concurrence. Si, comme dans le cas des pays africains, beaucoup de Latino-Américains ont salué les échanges avec la Chine en termes d'opportunités, il y en a aussi qui expriment de sérieuses préoccupations face à la nature asymétrique des relations commerciales avec Pékin, en même temps que persistent de fortes perceptions d'inégalité en termes d'influence. « Dans beaucoup de pays africains et latino-américains, fait ainsi observer Julia Strauss, l'influence de la Chine est visible et dramatique, alors qu'en Chine l'impact de ces pays reste diffus et muet ». Elle souligne encore qu'en Afrique et en Amérique latine, il y a une grande complexité dans la réponse à l'engagement de plus en plus visible de la Chine, qui a son lot de partisans et de détracteurs, de gagnants et de perdants, et nourrit l'ambivalence de ceux qui hésitent à virer dans un de ces deux camps<sup>1009</sup>.

Aussi peut-on mieux saisir la stratégie rhétorique de la Chine vis-à-vis de l'Amérique latine qui s'est précisée depuis 2001. Cette stratégie emprunte beaucoup aux « Cinq principes »

---

<sup>1009</sup> Julia C. Strauss and Martha Saavedra, "Introduction," in *China Quarterly Series, China and Africa: Emerging Partners of Globalization and Development* (Cambridge: Cambridge University Press, 2009), pp. 1-11.

de coexistence pacifique au fondement du consensus de Pékin. Même si leur élaboration remonte à plus d'un demi-siècle, ces principes demeurent aujourd'hui encore le mantra de la politique étrangère chinoise. Tout comme l'Afrique et le monde arabe, l'Amérique latine constitue pour le gouvernement chinois une région dans laquelle ces principes doivent s'appliquer : respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté absolue des États, non-agression, non-ingérence dans les affaires intérieures, égalité et recherche d'avantages mutuels et coexistence pacifique<sup>1010</sup>.

En plus d'insister sur ces cinq principes, le gouvernement chinois a également constamment précisé une série de principes additionnels qui concourent tous à un seul et même objectif : positionner la Chine, au moins implicitement, comme fondamentalement *différente*, et même parfois *meilleure*, que l'Occident dans ses relations avec le monde en développement. Dans les années 1960, la Chine a par exemple annoncé les fameux « Huit Principes pour l'Aide Économique et Technique » dans le cadre de son assistance au monde en développement. Les modalités du nouvel engagement de la Chine avec le monde en développement ne varient guère : équité et bénéfice mutuel plutôt que l'aumône; non-conditionnalités et respect strict de la souveraineté plutôt que l'attachement à des conditionnalités; de l'aide sous la forme de prêts sans intérêts ou à faibles taux d'intérêt assortis d'un échelonnement des remboursements afin de prévenir le ré-endettement des pays récipiendaires; et habiliter les pays bénéficiaires à devenir autonomes plutôt que dépendants...

Trois documents, élaborés entre 2004 et fin 2008, par le ministère des affaires étrangères chinois, adaptent ces principes au cas latino-américain<sup>1011</sup>. Premièrement, en novembre 2004, le

---

<sup>1010</sup> Christophe Ventura, « Quand Washington observe Pékin en Amérique latine, » *Le grand soir*, 6 janvier 2013 ([www.legrandsoir.info](http://www.legrandsoir.info)).

<sup>1011</sup> Ces trois documents s'intitulent « Foreign Minister Li Zhaoxing's comments on the fruitful results of President Hu Jintao's trip to Latin America » (24 novembre 2004), « Vice-Minister Zhou Wenzhong talks about Vice-President

ministre chinois des affaires étrangères, Li Zhaoxing, publia ses commentaires sur les « résultats fructueux de la tournée du président Hu Jintao en Amérique latine », qui incluait la participation du dirigeant chinois au sommet de l'APEC et des visites d'États au Brésil, en Argentine, au Chili et à Cuba. Le document souligne l'engagement de la Chine au multilatéralisme et son intérêt à consolider l'amitié, renforcer la confiance politique mutuelle et à explorer le développement commun.

Pour mieux cerner les contours de la rhétorique chinoise sur l'Amérique latine, il faudra toutefois attendre la visite du vice-président chinois, Zeng Qinghong, environ deux mois plus tard. Zhou Wenzhong, alors vice-ministre des affaires étrangères chinois, précise l'ambition de la Chine dans un rapport d'information sur la visite. Les ingrédients essentiels de son discours officiel réitéraient que la coopération amicale impliquait

mutual beneficial, win-win results (sic) and common development ... [in order to] ... build a new international political and economic order and promote multilateralism. China's development means opportunities, instead of threat ... equality and mutual respect ... and that China never imposes its own will on others ... its support for other countries is always sincere, without any political conditions attached<sup>1012</sup>.

Même la nouveauté des relations sino-latino-américaines n'empêche pas les dirigeants chinois d'aller recycler de vieilles figures rhétoriques d'un passé qu'on croirait révolu, et qui font la part belle aux « souffrances passées, [à] leur sous-développement », et soulignent le caractère unique de la voie chinoise. Ainsi, dans les propos qui lui ont été attribués, Zeng Qinghong déclarerait-il que « dans une perspective historique et stratégique la Chine et les cinq pays (Pérou, Mexique, Venezuela, Trinidad and Tobago et Jamaïque) ont les mêmes expériences

---

Zeng Qinghong's visit to five Latin American and Caribbean countries" (5 février 2006), « Policy Paper on Latin America and the Caribbean » (5 novembre 2008). Cités dans « Framing and Claiming: Contemporary Globalization and « Going Out » in China's Rhetoric towards Latin America », *The China Quarterly Special Issues*, op. cit.

<sup>1012</sup> "Vice-Foreign Minister Zhou Wenzhong talks about Vice-President Zeng Qinghong's visit to the Five Latin American and Caribbean countries."



historiques et s'évertuent aujourd'hui à promouvoir le développement ». Il ajoute plus loin que les dirigeants des pays latino-américains « ont exprimé leur admiration pour ... l'expérience réussie de la Chine qui a suivi sa propre voie. » Selon lui : « La Chine et l'Amérique latine et les Caraïbes ont une demande pour des échanges de technologie, d'investissement, ressources et matières premières et peuvent se compléter de manière à réaliser un résultat gagnant-gagnant et mutuellement bénéfique. »

Les idéaux des « Huit Principes » d'équité et de bénéfice mutuel, fil directeur de l'aide étrangère chinoise, ont aussi été réitérés à l'envi, sur lesquels est venu toutefois se superposer la nouvelle notion de « développement commun ». Analysant ces déclarations, Julia C. Strauss souligne que l'idée d'un « développement commun » doit être vue comme la charnière qui lie les notions antérieures de sous-développement dans le monde et les efforts en vue d'articuler un discours convaincant sur la Chine et l'Amérique latine<sup>1013</sup> ».

La campagne rhétorique chinoise prit une tournure encore plus dramatique en 2008, lorsque la Chine publia son premier Livre Blanc sur l'Amérique latine et les Caraïbes, dans lequel Pékin lie ouvertement le développement à la mondialisation. « En tant que plus grand pays en développement dans le monde, la Chine s'engage à la voie du développement pacifique et la stratégie gagnant-gagnant de l'ouverture. Elle est prête à développer une coopération amicale avec tous les pays sur la base des cinq principes de coexistence pacifique et construire un monde harmonieux. » Le potentiel de développement de l'Amérique latine y est souligné en des termes presque identiques à ceux qu'on trouve dans le Livre Blanc sur l'Afrique : « L'Amérique latine et les Caraïbes ont une longue histoire, un vaste territoire et des ressources abondantes, et la région

---

<sup>1013</sup> Julia C. Strauss, "Framing and Claiming: Contemporary Globalization and 'Going Out' in China's Rhetoric toward Latin America," *op. cit.*, pp. 134-156.

bénéfice d'une bonne base pour la croissance économique et sociale et un vaste potentiel de développement. »

Si elle se fonde sur le statut de puissance émergente, la diplomatie chinoise sait jouer habilement sur différents tableaux, un jour exhibant son sous-développement, le lendemain se posant plutôt en grand frère bienveillant des pays du Sud<sup>1014</sup>. Ainsi, contrairement à l'Afrique, qui (comme l'Amérique latine) possède un vaste territoire et des ressources abondantes tandis que la Chine a le savoir-faire technique et la capacité managériale, la Chine et l'Amérique latine « se trouvent à des stades similaires de développement et font face à la tâche commune de réaliser le développement ». En outre, soulignant la complémentarité entre la Chine et l'Amérique latine, Pékin soutient que les « deux parties [peuvent] tirer parti de leurs atouts respectifs et chercher à devenir des partenaires les uns pour les autres dans la coopération économique et commerciale pour le bénéfice mutuel et le développement commun ».

Cette stratégie rhétorique suscite toutefois des controverses. D'une part, l'affirmation de la Chine de son appartenance au monde en développement sied de plus en plus mal à sa reconnaissance internationale contemporaine comme superpuissance économique mondiale<sup>1015</sup>. De fait, si les dirigeants du monde en développement peuvent théoriquement accepter de telles formulations, les raisons qu'ils donnent généralement pour coopérer avec la Chine reflètent leur reconnaissance du statut de la Chine comme puissance globale émergente, un pays doté de ressources financières, technologiques et politiques supérieures aux leurs<sup>1016</sup>. Comme le dit Evans Ellis, la perception largement répandue que la Chine, en raison de ses taux de croissance

---

<sup>1014</sup> « L'intérêt croissant de Pékin pour l'Amérique latine, » *Le figaro*, 20 mars 2009 ([www.lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr)).

<sup>1015</sup> Voir He Wenping, "The Balancing Act of China's Africa Policy," op. cit, pp. 23-40.

<sup>1016</sup> Pour le cas de l'Afrique, voir Chris Alden and Cristina Alves, "History and Identity in the Construction of China's Africa Policy," op. cit, p. 46.

économique élevés et soutenus, son développement de la technologie, présentera des débouchés considérables à l'avenir et sera une puissance incontournable dans le monde, explique partiellement le nouveau rôle de la Chine en Amérique latine<sup>1017</sup>.

En outre, la nature asymétrique des relations sino-latino-américaines déjà soulignée tend à rendre caduque la rhétorique de la Chine d'une coopération inscrite dans une logique de solidarité sud-sud, « mutuellement bénéfique » et « gagnant-gagnant ». Faisant référence, entre autres tendances préoccupantes, au "fait que dans certains secteurs – par exemple tout ce qui touche au textile et à la confection –, « l'inondation » du marché latino-américain par des produits chinois moins chers que ceux produits localement entraîne l'éviction des produits et travailleurs locaux", la CEPAL soulignait en 2012 les risques d'une 'reprimarisation' de l'économie des pays concernés par les relations sino-latino-américaines.

Si les dirigeants latino-américains en sont bien conscients, ils ne semblent pas pourtant préoccupés par ce rapport déséquilibré, voire préfèrent s'en accommoder. La Chine est moins soucieuse de promouvoir les changements politiques internes, et la démocratisation est loin de primer sur la liste de ses objectifs. Dès lors, en plus de l'aide financière promise, sa politique de non-interférence dans les affaires internes d'États souverains a une résonance particulière auprès des dirigeants latino-américains. Les dirigeants chinois ont aussi énoncé une doctrine de relations 'gagnant-gagnant, soulignant que lors même que la Chine émerge au statut de grande puissance, elle n'interférera pas ou ne s'immiscera pas dans les affaires internes d'autres pays -ce qui offre un contraste saisissant avec les États-Unis qui ont une histoire d'interventions dans la région. Au contraire, insistent les dirigeants chinois, Pékin restera à l'écoute des besoins des autres pays. Durant le sommet de coopération économique Asie-Pacifique de 2004 (qui inclut

---

<sup>1017</sup> R. Evan Ellis, "Chinese Soft Power in Latin America: A Case Study," op. cit, p. 86.

plusieurs nations latino-américaines) au Chili, le président George W. Bush mettait l'accent sur la coopération anti-terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive tandis que, à grands coups de tocsin, la Chine dénombrait ses nouveaux investissements en Amérique latine, générant une abondante couverture médiatique dans la région<sup>1018</sup>.

Formulé donc dans une région où les perceptions de la domination et des interventions répétées des États-Unis ont fait de la souveraineté un sujet délicat, le discours de 'similitude et de différence' de la Chine a eu une résonance particulière. Corroborant ce point, plusieurs auteurs notent qu'une tendance récurrente dans les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine depuis le 19<sup>ème</sup> siècle a été cette mentalité américaine qui consiste à traiter l'Amérique latine comme étant intrinsèquement inférieure<sup>1019</sup>. Cette orientation culturelle a joué un rôle important dans la formulation de la politique de Washington envers la région dans la poursuite de ses objectifs économiques et de sécurité et en réponse aux problèmes de politiques intérieures. En outre, durant toute la guerre froide, Washington a déployé sa 'puissance dure' pour soutenir des dictateurs, des régimes militaires et des mouvements contre-insurrectionnels, sous le prétexte de 'défendre la démocratie' contre le communisme en Amérique latine. Ainsi, pendant près de quatre décennies, les États-Unis se sont-ils ligüés avec les forces les plus réactionnaires dans la région et ont joué un rôle important dans leur appui à la répression politique.

La politique latino-américaine des États-Unis sous George W. Bush s'est par exemple fondée sur ce que, dans une formule célèbre, Abraham F. Lowenthal a appelé dans les années 1970 la « prétention hégémonique » – l'idée que l'Amérique latine est le domaine réservé des

---

<sup>1018</sup> Hu Jintao, "Advancing Win-Win Cooperation for Sustainable Development," speech to APEC CEO Summit, Santiago, Chile, November 19, 2004. Cité dans Joshua Kurlantzick, "China's Latin Leap Forward," op. cit, p.35.

<sup>1019</sup> Lars Schoultz, *Beneath the United States: A History of U.S. Policy toward Latin America*. Cambridge, MA: Harvard University Press, 1998.

États-Unis et que Washington a le droit, sinon l'obligation, de gérer les affaires politiques et économiques hémisphériques<sup>1020</sup>. En 2011, des sondages d'opinion réalisés aux États-Unis et en Chine dans le cadre du *Pew Global Attitudes Project* ont montré que des tensions croissantes persistaient entre les deux pays sur une série de questions. Celles-ci incluent une méfiance mutuelle et des inquiétudes sur des problèmes économiques et politiques<sup>1021</sup>. Ces données prouvent que, malgré une nette amélioration de l'image internationale des États-Unis sous la présidence de Barack Obama, il existe une « suspicion et hostilité à l'égard de la politique étrangère des États-Unis dans les deux régions » qui répond à un cadre cognitif relativement stable.

Aussi, l'arrivée d'un nouvel acteur dans le jeu, "vierge de toute histoire coloniale" en Amérique latine, et de surcroît peu exigeant dans l'octroi de ses financements est-elle envisagée comme la possibilité de dénouer les liens de dépendance et d'élargir l'étroite marge de manœuvre dont disposent les pays latino-américains<sup>1022</sup>. Dans cette perspective la présence chinoise en Amérique latine, en plus d'apporter aux pays de la région de "nouvelles ressources financières dans un contexte de rareté relative", leur ouvre de "nouveaux espaces politiques" susceptibles à terme de leur permettre d'échapper aux diktats des puissances occidentales.

Les effets performatifs du discours chinois sont donc bien visibles. Dans le nouveau contexte post-guerre froide, les élites dirigeantes latino-américaines ont compris que leur désir d'exercer un meilleur contrôle sur les modalités d'insertion de leurs pays dans la politique mondiale était indissociable des stratégies visant à faire contrepoids à la puissance hégémonique

---

<sup>1020</sup> Abraham E. Lowenthal, "The United States and Latin America," op. cit.

<sup>1021</sup> "How Americans and Chinese View Each Other," *Pew Research Global Attitudes Project*, Nov. 1, 2012, <http://www.pewglobal.org/2012/11/01/how-americans-and-chinese-view-each-other/>. Consulté le 7 janvier 2015.

<sup>1022</sup> Pour le cas de l'Afrique, voir Laurent Delcourt, "La Chine en Afrique: enjeux et perspectives," *alternatives sud*, vol. 18-2011 / 7, p. 19.

des États-Unis. Leur rencontre avec la Chine donc a permis aux gouvernements latino-américains d'obtenir une plus grande indépendance politique et économique des États-Unis. La doctrine de sécurité du consensus de Pékin, qui privilégie l'autodétermination, a eu une résonance particulière en Amérique latine. Avec les Chinois, nombre de Latino-Américains partagent la compréhension que leur aspiration à exercer un contrôle sur ce que Peter Katzenstein et Robert Keohane désignent comme les « modalités selon lesquelles les entités politiques s'insèrent dans la politique mondiale<sup>1023</sup> » est en fait indissociable des politiques visant à contrer la puissance hégémonique des États-Unis<sup>1024</sup>. Les nouvelles relations sino-latino-américaines ont été cruciales pour les gouvernements latino-américains dans leurs efforts d'obtenir une plus grande indépendance politique et économiques vis-à-vis des États-Unis.

Les exemples de l'Argentine et du Brésil peuvent être vus comme étant une bonne illustration de cet aspect. L'Argentine, mettant à profit ses exportations de soja en plein essor vers la Chine, a utilisé ses réserves financières pour rembourser sa dette de \$US9 milliards au Fonds monétaire international au début de 2006, un geste interprété alors comme l'expression de la volonté de Buenos-Aires de s'affranchir des diktats économiques du FMI et de son principal actionnaire, les États-Unis. Idem pour le Brésil, puissance émergente sur la scène mondiale, qui a cherché à utiliser son alliance stratégique avec la Chine (dont il est le premier partenaire commercial dans la région, la Chine elle-même en étant le premier partenaire commercial dans le monde), pour équilibrer l'influence des États-Unis, et peser d'un plus grand poids dans la balance des affaires hémisphériques et relations internationales<sup>1025</sup>.

---

<sup>1023</sup> Peter J. Katzenstein and Robert O. Keohane, *Anti-Americanism in World Politics*. Ithaca and London: Cornell University Press, 2007, p. 32.

<sup>1024</sup> Ariel C. Armony, "The China-Latin-America Relationship," op. cit, p. 35.

<sup>1025</sup> Ibid, p. 35.

Unis, ces pays le sont aussi dans leur volonté d'obtenir une réforme en profondeur du FMI, suite notamment à la décision affirmée de Pékin d'acquiescer plus de poids au centre du système de prise de décision de la principale institution financière internationale. Selon Sun Lijan, doyen de la Faculté économique de l'université de Fudan, « une réforme significative (du FMI) devrait non seulement augmenter le droit de vote des pays en développement, mais aussi mettre fin au droit de veto *de facto* des États-Unis<sup>1026</sup> ». Faute de quoi, il n'y aura guerre de changement dans le système financier international. Selon un rapport de la société privée américaine qui œuvre dans le domaine du renseignement Stratfor, la Chine veut non seulement réformer le système de vote au sein du FMI (dans lequel les États-Unis et d'autres puissances occidentales détiennent la part du lion), mais aussi obtenir plus d'influence « over the process of scrutinizing, granting and distributing loans<sup>1027</sup>. » Sur ce point, les analystes s'accordent pour reconnaître que, à la fois en Asie du Sud et du Sud-est et en Amérique latine, le FMI a été perçu comme un instrument de la puissance hégémonique occidentale (principalement des États-Unis)<sup>1028</sup>.

Au cours des dernières années, l'ancien président du Venezuela, Hugo Chavez, Rafael Correa, président de l'Équateur, et Evo Morales, président de la Bolivie, ont été parmi les fervents partisans de la présence chinoise en Amérique latine. “They’ve viewed China as a necessary counterweight to the United States and other Western institutions that they see as imposing their morality, politics, and agendas on Latin America<sup>1029</sup>”. Beaucoup de dirigeants

---

<sup>1026</sup> Cité dans Wang Xu, “Nation May Have Bigger Say in Restructured IMF,” *China Daily*, 14 mai 2009, p. 1.

<sup>1027</sup> “China, Saudi Arabia, and the IMF Quota and Voting System,” Stratfor Geopolitical Intelligence Report, March 31, 2009, <http://www.stratfor.com>.

<sup>1028</sup> Graham Bowley, “Cash Helped China Win Costa Rica’s Recognition,” op. cit.

<sup>1029</sup> Alan Refkin and Scott Cra, *Conducting Business in the Land of the Dragon: What Every Businessperson Needs to Know About China*. Bloomington, 2013, p. 152.

d'Amérique latine voient ainsi en la Chine une alternative aux États-Unis au niveau mondial. Certains analystes soulignent le fait que le statut historique de la Chine comme « leader du monde en développement » la situe dans une position avantageuse en tant qu'allié naturel d'une nouvelle génération de leaders populistes latino-américains, tels que Hugo Chavez décédé le 5 mars 2013, Rafael Correa et Evo Morales. R. Evan Ellis rappelle ainsi que lors d'une visite à Pékin, après avoir été élu, Morales s'est proclamé un « fervent admirateur de Mao », tandis que Chavez s'exclamait souvent que Mao et l'icône révolutionnaire sud-américaine Simón Bolívar auraient été de « grands amis ». Si certains réalistes en théories des relations internationales peuvent légitimement objecter que ces dirigeants latino-américains sont principalement motivés par les potentiels investissements chinois, il reste que, comme le mentionne aussi Ellis, la position de la Chine comme « alternative » géopolitique aux États-Unis influence la façon dont ils courtisent les Chinois.

C'est particulièrement le cas du Brésil qui partage avec la Chine le désir de réorienter l'influence économique et politique des États-Unis au profit d'un système multipolaire, un objectif inscrit sur l'agenda de la coopération sino-brésilienne. Le Brésil a longtemps convoité un siège au Conseil de sécurité en tant que représentant de l'Amérique latine et beaucoup de Brésiliens jugent cette quête compatible avec l'engagement de la Chine de renforcer les capacités des États anciennement non-alignés du 'tiers-monde'<sup>1030</sup>. En contrepartie, la Chine a toujours exprimé sa volonté de voir l'émergence d'un ordre mondial juste et harmonieux et l'Amérique latine est un partenaire potentiel dans cette quête. *People's Daily*, l'organe officiel du Comité central du Parti communiste chinois, souligne : “Chinese policy towards Latin America is to

---

<sup>1030</sup> Riordan Roett and Guadalupe Paz, “Assessing the Implications of China’s Growing Presence in the Western Hemisphere,” op. cit, p. 10.



establish and nurture good relations with Latin American countries and set an example for the rest of the world to see how a model of South-South cooperation can succeed<sup>1031</sup>.” Ce quotidien, dont les éditoriaux ont eu longtemps la réputation de révéler les dernières orientations du pouvoir, exprime l’importance de l’Amérique latine dans la stratégie d’ascension de la Chine.

En somme, un tour d’horizon des discours officiels et semi-officiels de la Chine permet d’identifier le cadre cognitif dans lequel s’inscrivent les relations sino-latino-américaines. Loin de revendiquer son statut de grande puissance que procure à la Chine son émergence contemporaine, le discours chinois s’articule autour de la ‘similitude’ avec les pays en développement, ce qui évoque par ricochet une ‘différence’ avec les grandes puissances du Nord. Comme nous l’avons vu, cette rhétorique, qui emprunte largement à un passé commun, insiste également avec succès sur le « développement pacifique », « partenariats stratégiques » et « gagnant-gagnant des solutions » comme solution de rechange à l’hégémonie économique et politique occidentale<sup>1032</sup>. La Chine a ainsi pu forger des alliances prometteuses, comme celle avec le Brésil, l’Inde et la Russie pour exiger une plus grande voix aux pays en développement dans les affaires économiques et politiques internationales<sup>1033</sup>.

## Conclusion

S’appuyant sur notre grille de lecture basée sur la puissance symbolique, ce chapitre a proposé une explication des relations sino-latino-américaines articulée autour de trois facteurs : contexte, capital, rhétorique. Premièrement, le contexte est important parce qu’il crée les ‘conditions de

---

<sup>1031</sup> *People’s Daily*, Beijing, November 8, 1988, p. 1.

<sup>1032</sup> C. Fred Bergsten et al., *China’s Rise: Challenges and Opportunities*. Washington: Institute for International Economics, 2008, p. 214.

<sup>1033</sup> Tyler Bridges, “China Makes Big Moves in Latin America,” *The Miami Herald*, August 10, 2009. Cité dans Carmen G. Gonzalez, “China’s Engagement with Latin America: Partnership or Plunder?” op. cit, p. 38.

possibilités' nécessaires aux changements paradigmatiques au sein d'un champ<sup>1034</sup>. Les actions passées et présentes des États-Unis en Amérique latine alimentent un 'anti-américanisme' qui prédispose les pays de la région à diversifier leurs relations. Les relations sino-latino-américaines se sont aussi renforcées à la faveur de la crise économique et financière qui frappé le monde occidental en 2008 et 2009, plongeant la puissance américaine dans une crise de légitimation.

Dans ce contexte, caractérisé par une chute libre des prix des matières premières et une raréfaction des ressources financières internationales, la Chine a représenté une source précieuse alternative de prêts qui ont permis à l'Amérique latine de garder la perspective d'une croissance économique quoique modeste. En contrepartie, l'Amérique latine fournit à la Chine matières premières et ressources énergétiques indispensables au maintien de sa croissance économique boulimique. En un mot, au lieu de les éloigner, la crise mondiale a servi à rapprocher davantage l'Amérique latine et la Chine.

Deuxièmement, si la crise de légitimation affectant la puissance américaine et son agenda néolibéral a été une condition préalable nécessaire à l'extraordinaire percée de la Chine en Amérique latine, l'accumulation du capital symbolique a joué aussi un rôle très important<sup>1035</sup>. A un moment où l'on parle d'un post-consensus de Washington, le consensus de Pékin émergent propose une série de politiques pour réaliser la croissance économique, renforcer les droits économiques et sociaux des citoyens et gérer les relations internationales<sup>1036</sup>. Bien qu'elle soit toujours au stade d'un pays en développement, les réalisations économiques de la Chine au cours des dernières décennies lui ont valu d'être auréolée de louanges généralement réservées aux

---

<sup>1034</sup>Voir Frédéric Mérand, "Pierre Bourdieu and the Birth of the European Defense," op. cit, p. 352.

<sup>1035</sup> Pour une revue, voir Julie M. Feinsilver, "Cuba as a 'World Medical Power': The Politics of Symbolism," op. cit.

<sup>1036</sup> Ariel C. Armony, "The China-Latin-America Relationship," op. cit, p. 42.

grandes puissances. Cet accomplissement est symboliquement important car il habilite la Chine à projeter une image d'elle-même en tant qu'un pays capable d'apporter une réponse à l'« énigme du monde » et pourvu des moyens matériels et symboliques nécessaires à cet effet. Ce symbole confère de la légitimité, du prestige et de l'influence (capital symbolique) tant sur le plan intérieur que dans les fora internationaux, en particulier parce que d'autres pays souhaitent profiter de l'expertise de la Chine. Bien que ce capital soit symbolique, il peut ultimement être converti en capital matériel (sous la forme de contrats et accords commerciaux, appui de la part des pays en développement, etc.) et peut être dépensé et réinvesti symboliquement dans la poursuite des objectifs de politique étrangère de la Chine.

Cette fascination pour le modèle chinois, dans l'acception la plus consensuelle de cette notion, fait partie de ce que, dans une perspective bourdieusienne, on peut appeler le pouvoir symbolique de la Chine. Comme tout paradigme, le consensus de Pékin menace par la seule perception de son existence et de sa supériorité le libéralisme américain connu comme le consensus de Washington<sup>1037</sup>. Et, comme tend à le démontrer le cas de l'Amérique latine, même si la Chine n'essaie pas de répandre ses idéaux à l'étranger, d'autres États qui sont convaincus de leurs bienfaits militent en faveur de leur diffusion spontanée. Plus la Chine est auréolée de succès au niveau domestique et que sa puissance se consolide globalement, plus grande est l'ombre qu'elle projette sur les autres, et plus le pouvoir de l'exemple chinois menace les fondements idéationnels de l'hégémonie américaine et de l'ordre mondial libéral<sup>1038</sup>.

---

<sup>1037</sup> Voir Stephen Walt, *Pourquoi le monde n'aime pas les États-Unis*, p. 177. Voir aussi Stephen Walt, *Revolution and War*. Cornell University Press, Ithaca, 1996 (en particulier le chapitre 2).

<sup>1038</sup> Pour approfondir ces questions, voir Stephen Walt, "Fads, Fevers and Firestorms: Understanding Political Contagion," *Foreign Policy*, No. 121, Nov./Dec 1999; Daniel W. Drezner, "Globalization and Policy Convergence," *Mershon International Studies Review*, Vol. 3, No. 1 (Spring 2001).

Troisièmement, le discours officiel et semi-officiel chinois, axé sur la ‘similitude’ et la ‘différence’, est également important pour comprendre certains aspects des relations sino-latino-américaines. L’asymétrie qui caractérise ces relations a par exemple été compensée en grande partie par l’usage rhétorique de l’histoire et de l’identité sud-sud, créant ainsi un espace symbolique propice au développement de ces relations. En dépit d’un manque d’attention de la part des chercheurs occidentaux à la place de la rhétorique dans la stratégie d’ascension de la Chine, l’exemple de l’Amérique latine montre clairement que cette stratégie accorde une primauté absolue au langage et à la rhétorique. C’est donc, pour reprendre les termes d’un analyste, à leurs « risques et périls » que les chercheurs ignorent la rhétorique dans la stratégie d’ascension de la Chine<sup>1039</sup>.

Ce chapitre a cherché à contribuer à un cadre d’analyse qui tente de comprendre la politique et les relations sociales dans une perspective symbolique. Il a montré que la politique est enracinée dans des activités symboliques et que, pour ainsi dire, elle est autant (sinon davantage) le fait de la manipulation de la puissance matérielle (militaire ou économique) ou de facteurs sociologiques qu’elle est le fait de toute la construction symbolique qui l’entoure.

---

<sup>1039</sup>Voir Alan R. Kluver, *Legitimizing the Chinese Economic Reforms*, op. cit .

## **Conclusion – Pouvoir symbolique et émergence des grandes puissances dans le système international au regard du cas de la Chine après la guerre froide**

Cette thèse est née de la volonté de contribuer à résoudre ce qui s'apparente à l'une des grandes énigmes des relations internationales des temps modernes : qu'est-ce qui explique la fascination exercée par la puissance chinoise et le régime communiste sur de larges fractions du monde, y compris dans les sociétés démocratiques et développées, et la menace perçue pour la position hégémonique des États-Unis, alors que la Chine est toujours un régime autoritaire et un pays en développement ? Cette recherche a montré qu'un élément crucial, quoiqu'encore peu étudié dans la littérature conventionnelle, dans la projection de la puissance chinoise concerne son pouvoir symbolique. Capitalisant sur la sociologie de la pratique de Bourdieu, nous avons formulé un cadre théorique pour démontrer comment opère efficacement le pouvoir symbolique comme source d'autorité dans le système international.

Cette thèse a montré que le hard power de la Chine représente difficilement une menace pour les États-Unis et l'ordre mondial occidental. Bien que sa puissance économique retrouvée fait de la Chine un acteur de plus en plus important dans la politique mondiale, certains indicateurs économiques comme son produit per capita rangent la Chine parmi les pays les plus pauvres au monde. Et, même s'il n'y a aucun doute que la Chine a amélioré considérablement sa puissance militaire et qu'elle continuera de le faire, jusqu'à ce que les contraintes pesant sur son budget national en décident autrement, les dépenses militaires de la Chine représentent seulement une infime fraction des dépenses américaines. Tout cela démontre que la Chine a encore un long chemin à parcourir avant qu'elle ne puisse effectivement remettre en question

l'hégémonie américaine dans toutes les principales composantes de la puissance matérielle<sup>1040</sup>. Les États-Unis sont et resteront longtemps le seul État capable de projeter la puissance militaire dans le monde<sup>1041</sup>. Cette capacité provient de ce que Barry Posen appelle la « maîtrise des espaces », autrement dit, une domination militaire incontestable sur la mer, dans les airs et dans l'espace, qui « donne aux États-Unis un potentiel militaire qui peut être mobilisé au service d'une politique étrangère hégémonique à un point qu'aucune puissance maritime n'a connu dans le passé<sup>1042</sup> ».

De fait, la thèse d'une « menace chinoise » basée sur la puissance matérielle s'inspire principalement d'une comparaison entre la montée en puissance de la Chine et celle d'autres grandes puissances ou encore sur le comportement de la Chine elle-même dans le passé. Mais, là encore, cette thèse a remis en question la pertinence de l'histoire à rendre compte de la réalité internationale contemporaine pour au moins deux raisons. D'abord, la mondialisation entraîne l'interconnexion croissante des économies et rend moins probable la confrontation entre grandes puissances. Dans le cas de la Chine et des États-Unis, liés par une interdépendance économique et financière complexe, l'hypothèse d'une guerre paraît peu crédible, même si elle n'est pas dénuée de tout fondement en raison notamment de foyers de tensions bien réels entre Washington et Pékin comme l'exemplifie le cas de Taïwan.

Mais aussi, la Chine émerge dans un contexte différent de celui des autres grandes puissances par le passé. Ce contexte, caractérisé par l'interdépendance économique entre les États et l'émergence d'un ensemble de défis non conventionnels comme le changement

---

<sup>1040</sup> Stephen G. Brooks and William C. Wohlforth, *World out of balance*, op. cit, p. 42.

<sup>1041</sup> Keir A. Lieber and Daryl G. Press, "The End of MAD? The Nuclear Dimension of U.S. Primacy," *International Security*, Vol. 30, No. 4 (2006), pp. 7-44.

<sup>1042</sup> Barry Posen, "La maîtrise des espaces, fondement de l'hégémonie des États-Unis," *Politique étrangère*, N°1, 2003 (68e année), pp. 41-56 (p. 43).

climatique et la lutte contre le terrorisme transnational, oblige les États à collaborer en vue de la réalisation de leurs intérêts nationaux et rend la confrontation militaire indésirable, sinon improbable. C'est pourquoi l'histoire peut être de peu de secours lorsqu'il s'agit d'expliquer la nature du défi que la montée en puissance de la Chine pose à la position hégémonique des États-Unis et à l'ordre mondial occidental. Par ailleurs, le cap des « réformes et [de] l'ouverture » – souvent instrumentalisé par les autorités chinoises pour renforcer leur légitimité– a pris, aux côtés du patriotisme chinois, le relais de l'idéologie communiste qui ne trouve plus le même écho dans la population.

Cette thèse a aussi considéré le soft power comme explication alternative du défi posé par la Chine à la position stratégique des États-Unis et à l'ordre mondial. D'un point de vue stratégique, les références du président Hu Jintao à la puissance douce et culturelle dans son discours inaugural au XVIIe Congrès du Parti communiste en 2007 ont grandement contribué à stimuler un intérêt pour le sujet en Chine et dans l'opinion internationale pour le rôle que ce type de puissance pourrait jouer dans la stratégie chinoise d'affirmation. Comme le disait Hu : « le grand rajeunissement de la nation chinoise s'accompagnera certainement par la prospérité de la culture chinoise.... Nous devons renforcer la culture comme composante de la puissance douce de notre pays.... Nous ferons également connaître les fines traditions de la culture chinoise et renforcerons les échanges culturels internationaux afin de renforcer l'influence de la culture chinoise dans le monde entier<sup>1043</sup> ». Pourtant, l'attrait de la culture chinoise, à lui tout seul, ne peut expliquer l'intensité des engagements internationaux de la Chine et la fascination que la puissance chinoise et le régime communiste exercent sur presque toutes les régions du monde.

---

<sup>1043</sup> “Full Text of Hu Jintao’s Report to the 17th Party Congress,” [http://www.xinhuanet.com/english/2007-10/24/content\\_6938749\\_6.html](http://www.xinhuanet.com/english/2007-10/24/content_6938749_6.html).

Des cas comme celui de la Chine sont uniques pour comprendre quels facteurs favorisent ou empêchent la traduction de ressources de pouvoir en autorité internationale, car c'est précisément dans les moments de contestation des « visions et divisions légitimes » du monde social que la contingence historique du pouvoir symbolique des acteurs est offerte. L'intersection entre la théorie et la pratique confirme nos trois hypothèses principales.

Tout d'abord, la thèse a démontré que, au plan international, le succès des efforts en vue de définir et d'imposer sa vision légitime du monde social et ses divisions dépend largement du contexte dans lequel ces efforts se produisent. En effet, comme le postule la sociologie de Bourdieu, c'est à la faveur de crises que les nouveaux acteurs articulent un nouvel ensemble de normes et ce sont les « conditions de possibilités » politiques, économiques et sociales qui rendent les élites nationales plus susceptibles d'y adhérer. Dans la période post-guerre froide, l'attrait de la puissance chinoise et de son discours illibéral est intimement lié à la crise de légitimation (économique, politique et idéologique) de la puissance hégémonique américaine. La Chine, comme l'exemple de l'Amérique latine l'a clairement démontré, a été en mesure de faire progresser ses intérêts nationaux parce que les pays en développement sont maintenant en train de chercher des solutions entre eux, formant leurs propres organisations régionales qui excluent les États-Unis et se font des amis loin de l'orbite de Washington. Même certains alliés traditionnels des États-Unis ont été amenés à reconsidérer leur croyance en la primauté des relations avec les États-Unis.

Ensuite, la thèse a montré que, si le contexte joue un rôle important, le capital symbolique est tout aussi, sinon encore plus, crucial. Le capital symbolique est ce qui détermine si des agents ont accès à un champ, c'est-à-dire si les acteurs sont acceptés comme des acteurs légitimes et de quelle puissance et influence jouissent-ils dans un champ. La résonance du discours illibéral de



la Chine dans le monde en développement, y compris dans certaines sociétés démocratiques, découle en grande partie de son succès au plan national, ce qui lui procure un énorme capital symbolique. En retour, la Chine a été en mesure de convertir ce capital symbolique en capital économique (accès aux ressources et matières premières indispensables à sa croissance économique), social (réseaux d'amitiés), politique (l'isolement de Taïwan, défense internationale de la Chine, blocage de sanctions pour violations de droits de l'homme) et diplomatique (adhésion à des organisations régionales prestigieuses).

Enfin, la thèse démontre que pour réussir à imposer leur définition du monde social, les acteurs ont non seulement besoin d'un contexte favorable et de capital symbolique qui leur permet de se faire entendre en premier lieu, ils doivent aussi utiliser un discours pertinent qui résonne auprès de leurs interlocuteurs (mobilisation stratégique du capital). Autrement dit, dans les relations sociales, bien que le comportement des acteurs puisse souvent être motivé par la coercition ou des incitations matérielles, ces relations peuvent parfois conduire à des résultats qui ne sont tout simplement pas explicables d'un point de vue coercitif ou matérialiste. Dans le cas de la Chine, l'emploi de lieux communs rhétoriques a permis de dissimuler le caractère arbitraire de relations asymétriques avec le monde en développement.

L'accent sur le pouvoir symbolique permet de restituer les approches conventionnelles des relations internationales dans un cadre unifié. Dans son livre bien connu *Naissance et déclin des grandes puissances*, Paul Kennedy affirme que l'interaction entre la richesse et la puissance ou entre la puissance économique et militaire est le facteur essentiel dans l'hégémonie mondiale<sup>1044</sup>. Cependant, en politique internationale, le concept d'hégémonie renvoie non seulement à la concentration des capacités matérielles et aux processus de domination physique,

---

<sup>1044</sup> Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances*, op. cit.

mais aussi au contrôle idéologique au moyen du quasi-monopole de la puissance hégémonique sur la production du capital social, culturel et symbolique. Grâce à ces mécanismes immatériels de la domination sociale et de la reproduction, l'hégémon fait en sorte que le caractère arbitraire de l'ordre social soit ignoré ou posé comme naturel, ce qui justifie la légitimité des structures sociales existantes<sup>1045</sup>. C'est en principe l'omniprésence de l'hégémonie idéologique qui garantit la stabilité internationale sans que soit nécessaire le recours à la coercition ou à la violence par le pouvoir dominant<sup>1046</sup>. Autrement dit, comme l'explique Martha Finnemore, « les configurations de la puissance matérielle ne nous renseignent guère sur le genre de politique que les États sont susceptibles de mener<sup>1047</sup> ».

Alors que les États-Unis jouissent actuellement d'une suprématie matérielle incontestable, des modèles d'organisation politique, économique et sociale ont émergé qui sont venus remettre en question le fondement normatif de l'hégémonie américaine. Compte tenu de la fixation des théories conventionnelles des relations internationales sur le « problème du changement pacifique » comme le « dilemme central des relations internationales », l'une des originalités de cette thèse est d'avoir mis en évidence la nature symbolique de ces processus.

Mais l'intérêt d'une thèse réside autant dans ce qu'elle permet d'expliquer directement que dans ce qu'elle contribue à l'amélioration des connaissances plus largement. Dans l'esprit de préciser les contours d'un nouvel agenda de recherche en science politique, cette conclusion souligne les contributions potentielles de cette thèse à l'avancement de la connaissance. En particulier, elle revient sur les deux perspectives dominantes des théories des relations

---

<sup>1045</sup> Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, op. cit; Pierre Bourdieu, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, op.cit.

<sup>1046</sup> Randall L. Schweller and Xiaoyu Pu, "After Unipolarity," op. cit, p. 50.

<sup>1047</sup> Martha Finnemore, "Legitimacy, Hypocrisy, and the Social Structure of Unipolarity," op. cit, pp. 58–9.

internationales – ‘hard power’ et soft ‘power’ – pour en souligner les limites et démontrer les types d’innovations théorique, méthodologique et épistémologique requises en vue d’une meilleure compréhension de la naissance et du déclin des grandes puissances et de leurs interactions avec les autres États du système international<sup>1048</sup>.

### 1. Apports sur les plans empirique et théorique

Depuis Thucydide, l’étude de la naissance et du déclin des grandes puissances a largement été dominée par les théories matérialistes (hard power). Cela est particulièrement évident dans le débat sur la naissance et le déclin des grandes puissances qui tend à souligner les facteurs matériels uniquement. Par exemple, le célèbre livre de Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances*<sup>1049</sup>, examine cinq cents ans de relations internationales, mais se concentre entièrement sur l’interaction des forces militaires et de la richesse économique; il exclut les aspects normatifs de la puissance<sup>1050</sup>.

Plus récemment, une deuxième perspective (soft power), de plus en plus dominante, a eu la faveur d’un nombre croissant de chercheurs en raison de l’accent qu’elle met sur les variables idéelles (culture, politique, diplomatie, etc.). Bien qu’elles ont toutes deux indiscutablement enrichi notre compréhension de la politique internationale et des interactions entre grandes puissances, les recherches menées au prisme de ces deux paradigmes demeurent toutefois limitées et sont souvent erronées dans leur interprétation des stratégies pratiques des grandes

---

<sup>1048</sup> Matthew Eagleton-Pierce, *Symbolic Power in the World Trade Organization*, op. cit; Rebecca Adler-Nissen, “The Diplomacy of Opting Out: A Bourdieusian Approach to National Integration Strategies,” *Journal of Common Market Studies* Vol. 46, No. 3 (2008): pp. 663–84; Julian Go, “Global Fields and Imperial Forms: Field Theory and the British and American Empires,” *Sociological Theory*, Vol. 26, No. 3 (2008), pp. 201–29.

<sup>1049</sup> Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances*, op.cit.

<sup>1050</sup> Torbjørn L. Knutsen, *The Rise and Fall of World Orders*. Manchester: Manchester University Press, 1999, p. 9.

puissances. Ces théories sont géographiquement situées et le reflet d'une époque particulière et d'un ensemble de circonstances spécifique et, parfois, unique, ce qui a amené plusieurs auteurs à remettre en question l'applicabilité générale de leurs postulats<sup>1051</sup>.

David C. Kang est de ceux-ci. En ce qui concerne l'Asie –souvent définie comme incluant la Chine l'Inde, le Japon et la Russie et totalisant environ la moitié de la population mondiale–, il souligne que, bien qu'il lui arrive d'avoir une incidence sur les relations des grandes puissances, elle n'a pourtant jamais été une priorité pour les théoriciens<sup>1052</sup>. Au cours quatre dernières décennies, néanmoins, l'Asie a émergé comme une région dont la puissance économique, militaire et diplomatique commence à égaler, voire dépasser celle de l'Europe<sup>1053</sup>. Par conséquent, son influence grandissante offre aux chercheurs une excellente opportunité dans le champ des relations internationales en général et celui de la sécurité asiatique en particulier afin de produire des travaux rigoureux et théoriquement sophistiqués. Cependant, comme le souligne encore David C. Kang, vu que l'Europe a pendant une si longue période été importante, dans leurs efforts en vue de comprendre les relations internationales, les spécialistes se sont souvent contentés de déployer des concepts, théories et expériences dérivées de l'expérience européenne qu'ils ont projetées sur l'Asie afin de l'expliquer. En effet, depuis le début des années 1990 de nombreux analystes occidentaux ont prédit des scénarios terribles pour l'Asie, alors que de nombreux experts asiatiques ont exprimé leur optimisme croissant sur l'avenir de la région<sup>1054</sup>. S'il ne faut pas critiquer ces théories au seul motif qu'elles sont d'origine occidentale,

---

<sup>1051</sup> Pour une analyse similaire à propos des théories marxistes, voir l'analyse de Stephen Hobden et Richard Wyn Jones, « Les théories marxistes des relations internationales, » op. cit, p. 147.

<sup>1052</sup> David C. Kang, "Getting Asia Wrong: The Need for New Analytical Frameworks," op. cit, p. 58.

<sup>1053</sup> Zaki Laïdi, « Introduction, » dans Zaki Laïdi (dir.), *Géopolitique du sens*. Paris, Desclée de Brouwer, 1998, pp. 9-44 (p. 12).

<sup>1054</sup> David C. Kang, "Getting Asia Wrong: The Need for New Analytical Frameworks," op. cit.

il convient toutefois de reconnaître que leur ethnocentrisme explique largement qu'elles font un travail médiocre lorsqu'elles sont appliquées à d'autres régions du monde comme l'Asie à l'économie politique, histoire, culture et géographie différentes<sup>1055</sup>.

En outre, comme déjà indiqué, ces théories se sont peu intéressées aux questions concernant la dimension symbolique de la puissance au cœur de cette recherche. Si, au cours des dernières années, un nombre croissant d'internationalistes se sont tournés vers la sociologie de Pierre Bourdieu en quête d'inspiration et d'innovations théoriques, cette sociologie n'a cependant pas encore pignon sur rue dans les théories des relations internationales<sup>1056</sup>. Lorsqu'elle est utilisée, fait ainsi remarquer un chercheur, l'objectif est souvent épistémologique plutôt qu'empirique<sup>1057</sup>. Plus récemment, plusieurs auteurs ont puisé dans le riche arsenal conceptuel de Bourdieu des notions telles que 'champ', 'pouvoir symbolique' et 'habitus' pour démontrer la dimension pratique des relations internationales<sup>1058</sup>. La théorie de Bourdieu a, cependant, rarement été appliquée à des fins empiriques au-delà des États-nations.

Pour combler ces lacunes, cette thèse a proposé une explication originale de l'émergence et du déclin des grandes puissances par l'usage d'une approche sociologique adaptée. Cette approche est d'une grande valeur heuristique en cela qu'elle tient compte, dans un cadre unifié, à la fois de la distribution des capacités matérielles et de celles idéelles à travers le système

---

<sup>1055</sup> Ibid, p. 58.

<sup>1056</sup> Ce paragraphe s'inspire, en partie, de Frédéric Mérand, "Pierre Bourdieu and the Birth of European Defense," *op. cit.*, p. 350.

<sup>1057</sup> Ibid.

<sup>1058</sup> Didier Bigo, "La mondialisation de l'(in)sécurité? Réflexions sur le champ des professionnels de la gestion des inquiétudes et analytique de la transnationalisation des processus d'(in)s'ecurisation," *Cultures & Conflicts* 58 (2005): 53-100; Michael Williams, *Culture and Security: The Reconstruction of Security in the Post-Cold War Era* (London: Routledge, 2007); Vincent Pouliot, "The Logic of Practicality: A Theory of Practice of Security Communities," *International Organization*, Vol. 62, No. 2 (2008), pp. 257-288.

international et la façon dont ces capacités (matérielles et idéelles) affectent les relations entre grandes puissances.

### *1.1 Une meilleure compréhension de l'interaction entre les variables matérielles et normatives*

Le concept de puissance symbolique n'est pas incompatible avec les théories conventionnelles des relations internationales<sup>1059</sup>. Par exemple, les réalistes classiques reconnaissaient facilement l'importance des idées et les réalistes structurels n'y étaient pas complètement indifférents, même si aucun d'entre eux n'a jugé nécessaire de les incorporer dans leurs théories. Hans Morgenthau a noté la composante « culturelle » de l'impérialisme; E.H. Carr a écrit sur l'« harmonie des intérêts » qu'une grande puissance cherche à réaliser en projetant ses intérêts sur le système; Kenneth Waltz a considéré le « fardeau de l'homme blanc » pour « civiliser » les peuples autochtones en tant que stratagème occidental pour atteindre son hégémonie dans le monde en développement; Robert Gilpin a fait valoir qu'un objectif majeur des États était d'accroître leur influence sur l'autre afin de poursuivre « des intérêts politiques, économiques et idéologiques »; et John Mearsheimer a reconnu le pouvoir du nationalisme en tant qu'idéologie. Comme l'affirme Murielle Cozette, Morgenthau et Carr s'entendaient pour reconnaître « la nécessité, reconnue par tous les politiciens, tant au niveau des affaires nationales qu'internationales, de camoufler les intérêts sous couvert de principes moraux<sup>1060</sup> ».

---

<sup>1059</sup> Voir Chaka Ferguson, "Soft Power as the New Norm: How the Chinese-Russian Strategic Partnership (Soft) Balances American Hegemony in an Era of Unipolarity (PhD Dissertation, Florida International University, 2011), pp. 7-10.

<sup>1060</sup> Murielle Cozette, "What Lies Ahead: Classical Realism on the Future of International Relations," *International Studies Review*, Vol. 10, No. 4 (2008), pp. 667-679 (p. 678).

Ce n'est, comme l'explique Joseph Nye, que récemment que la dimension normative de la puissance a été évacuée du cadre réaliste, en raison des tentatives de néoréalisme de rendre la puissance mesurable aux fins de parcimonie et d'ajustements structurels. « La puissance a été réduite à des ressources tangibles et mesurables. C'est devenu quelque chose qui pourrait être lâché sur votre pied ou sur les villes, plutôt que quelque chose qui pourrait vous faire changer d'avis au sujet de vouloir lâcher quoi que ce soit en premier lieu<sup>1061</sup> ». Convaincus de l'inanité de la dichotomie matérielle/idéelle, plusieurs spécialistes ont appelé à une meilleure intégration de ces variables<sup>1062</sup>. La question cependant demeurerait de savoir comment parvenir à un tel équilibre.

Le cadre sociologique utilisé dans cette recherche offre une piste de solution. Il permet de pallier les limites des théories conventionnelles par l'inclusion de variables domestiques comme l'identité et l'idéologie politique, dans la mesure où une grande puissance cherche à façonner le monde à son image<sup>1063</sup>. A cet effet, les politiques d'une grande puissance doivent être circonscrites sur deux fronts. D'une part, ces politiques doivent refléter des valeurs qui sont partagées au plan interne, ce qui les rend légitimes au niveau national. De l'autre, afin de forcer l'adhésion et l'appui au plan externe, ces valeurs doivent être attrayantes aux dirigeants et populations d'autres États<sup>1064</sup>. Toute désaffection à un de ces deux niveaux est susceptible d'entraîner des coûts importants en termes de légitimité pour les élites dirigeantes, et ces coûts se traduisent souvent sous la forme d'un boycott de l'électorat ou de menaces pour la stabilité au

---

<sup>1061</sup> Joseph Nye, "Foreword," in Watanabe Yasushi and David L. McConnell, eds., *Soft Power Superpowers: Cultural and National Assets of Japan and the United States*, (Armonk, N.Y.: M.E. Sharpe, 2008), p. xii.

<sup>1062</sup> Voir, par exemple, l'article déjà cité de Michael Barnett and Raymond Duvall, "Power in International Politics," *International Organization*, Vol. 59, No. 1 (2005), pp. 39-75.

<sup>1063</sup> Robert Jervis, "The Remaking of a Unipolar World," *The Washington Quarterly* 29, no. 3, (2005): 7-19.

<sup>1064</sup> Martha Finnemore, "Legitimacy, Hypocrisy, and the Social Structure of Unipolarity, op.cit, p. 65.

plan intérieur et d'un refus de coopération et d'une résistance accrue à l'échelle internationale<sup>1065</sup>.

En ce qui concerne la Chine, comme déjà indiqué (chapitre 3), ses diplomates ont reconnu le potentiel de la puissance symbolique depuis des millénaires. De la dynastie Qing à l'époque contemporaine en passant par Mao, la Chine a maintenu une « diplomatie culturelle active » envers d'autres nations. Or, comme l'explique Bourdieu, les États puissants conduisent des activités culturelles non pas pour exister, mais pour occuper et renforcer légitimement leur position dominante dans un champ. Ce faisant, ils cherchent un « capital de confiance » qui soutient leur domination symbolique<sup>1066</sup>.

## 2 *Une meilleure compréhension du changement en politique internationale*

Cette recherche ne propose pas une nouvelle théorie du changement en politique internationale, mais offre une synthèse utile de celles existantes<sup>1067</sup>. En effet, tandis que le réalisme met l'accent sur les changements dans la répartition de la puissance matérielle et le constructivisme sur la distribution des idées, cette thèse démontre qu'il peut être prometteur d'étudier les interactions entre les facteurs matériels et idéationnels<sup>1068</sup>. Cette recherche prolonge ainsi les analyses qui postulent que les facteurs immatériels tels que le prestige, le rôle et la légitimité sont cruciaux et que l'écart entre la puissance matérielle et celle idéationnelle constitue un déséquilibre majeur dans le système international, et ce déséquilibre entraîne un changement

---

<sup>1065</sup> Ibid.

<sup>1066</sup> Pierre Bourdieu, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, op. cit; Julian Go, "Global Fields and Imperial Forms," op. cit, p. 208.

<sup>1067</sup> En effet, le principal problème réside dans le fait que les spécialistes analysent souvent l'impact de la répartition de la puissance matérielle et de la répartition des idées/cultures séparément.

<sup>1068</sup> Pour un exemple de chacune de ces deux approches, voir respectivement Robert Powell, "Stability and the Distribution of Power," *World Politics*, Vol. 48, No. 2 (1996), pp. 239; Alexander Wendt, *Social Theory of International Politics*, pp. 246–308.



majeur en politique internationale<sup>1069</sup>. Cependant, la plupart des théories de la transition de puissance ne développent pas une explication explicite et cohérente de l'impact de la légitimité et des normes. Il est donc utile d'insister sur le rôle de la légitimité dans le changement en politique internationale.

Comme l'a montré cette thèse (voir, en particulier, chapitre 3), dans un contexte de transition de puissance, les puissances émergentes pourraient choisir de délégitimer l'autorité mondiale de l'hégémon si elles ne sont pas satisfaites du statu quo. Cette délégitimation crée les conditions pour l'émergence d'une coalition anti-hégémonique révisionniste<sup>1070</sup>. Pendant cette phase, la puissance révisionniste exprime son mécontentement vis-à-vis de l'ordre établi et formule les objectifs qui deviendront le fondement de sa revendication d'un nouvel ordre mondial. Pendant la phase de délégitimation, la lutte majeure se concentre sur les visions concurrentes de l'ordre international et les préférences normatives<sup>1071</sup>. Dans ce contexte, une vision alternative de l'ordre posera le plus grave défi pour tout ordre hégémonique. En politique intérieure, a démontré Gramsci, une idéologie alternative crédible sera la grande menace pour tout régime bourgeois existant<sup>1072</sup>. En matière de politique d'identité, soutient Ted Hopf dans une veine similaire, « la plus grande menace à l'Autre est une identité alternative intégrale, un Autre

---

<sup>1069</sup> Comme l'explique Pu Xiaoyu, Robert Gilpin décrit ce déséquilibre comme résultant de l'écart entre la puissance et le prestige, et Charles Doran le décrit comme résultant l'écart entre la puissance et la politique étrangère. Voir Robert Gilpin, *War and Change in World Politics* (New York: Cambridge University Press, 1981); Charles F. Doran, "Systematic Disequilibrium, Foreign Policy Role, and the Power Cycle," *Journal of Conflict Resolution*, Vol. 33, No. 3 (1989), pp. 371-401; *Systems in Crisis: New Imperatives of High Politics at Century's End* (New York: Cambridge University Press, 1991).

<sup>1070</sup> Pu Xiaoyu, "Socialisation as a Two-way Process: Emerging Powers and the Diffusion of International Norms," *op. cit.*, p. 13.

<sup>1071</sup> *Ibid.*

<sup>1072</sup> Antonio Gramsci, *Selections from the Prison Notebooks of Antonio Gramsci* (New York: International Publishers Co, 1971).

qui peut être compris comme un remplaçant<sup>1073</sup> ». Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que la présentation d'un modèle politique et économique alternatif chinois soit considérée par certains comme la « plus grande menace idéologique à laquelle est confronté l'Occident depuis la fin de la guerre froide<sup>1074</sup> ».

### 1.3 Une meilleure compréhension des sources d'autorité en politique internationale

Il existe peu d'auteurs pour récuser l'idée selon laquelle la puissance est la principale monnaie d'échange en politique internationale. Dans sa définition classique, Robert Dahl affirmait que « la puissance est la capacité de 'A' d'obtenir de 'B' qu'il fasse quelque chose qu'il n'aurait pas fait autrement<sup>1075</sup> ». La puissance peut découler de nombreuses sources et prendre des formes variées. L'autorité est généralement considérée comme étant l'une de celles-ci. Ce qui distingue l'autorité des autres formes de la puissance, explique David Anthony Lake, n'est pas le résultat –l'obéissance de B– mais les mécanismes à travers lesquels la puissance est exercée<sup>1076</sup>. Dans un contexte de coercition, par exemple, A peut menacer ou utiliser la violence –le pouvoir de faire du mal– afin de contraindre B à modifier ses actions<sup>1077</sup>.

Se fondant sur une conception légale-rationnelle, les relations internationales rejettent la notion d'autorité comme « inappropriée dans un cadre international<sup>1078</sup> ». Bien qu'elle peut être utile pour l'analyse des hiérarchies établies dans un contexte national, cette étude a montré qu'une conception légale-rationnelle est d'une utilité douteuse pour l'étude des relations

---

<sup>1073</sup> Ted Hopf, *Social Construction of International Politics: Identities and Foreign Policies, Moscow, 1955 and 1999* (Ithaca: Cornell University Press, 2002), p. 8.

<sup>1074</sup> Mark Leonard, "The Road Obscured," op. cit.

<sup>1075</sup> Robert A. Dahl, "The Concept of Power," *Behavioral Science*, Vol. 2, No. 3, pp. 201-215.

<sup>1076</sup> David A. Lake, *Hierarchy in International Relations* (Ithaca, NY: Cornell University Press, 2009), p. 21.

<sup>1077</sup> Thomas C. Schelling, *Arms and Influence*. New Haven, CT: Yale University Press, 1966.

<sup>1078</sup> Ian Clark, *Legitimacy in International Society*. New York: Oxford University Press, 2005, p. 11.

internationales<sup>1079</sup>. Notre approche symbolique de la puissance, dérivée de la sociologie de Bourdieu, contient implicitement une source alternative d'autorité en vertu de laquelle la légitimité ne découle pas tant du fait que les autres nations sont forcément portées à s'incliner devant la puissance économique ou militaire de la puissance dominante, comme c'est le cas dans la conception de la domination basée sur le « hard power » ; ou ne sont pas nécessairement attirées par l'attrait magnétique de l'idéologie et des valeurs de la puissance hégémonique, comme le postulent les théories du « soft power<sup>1080</sup> ». Au lieu de cela, la puissance symbolique dérive son autorité et se fait des alliés parce qu'elle offre aux gouvernements une réponse à leurs problèmes d'organisation sociale, économique et politique.

## 2. Apports méthodologique et épistémologique

Aux plans méthodologique et épistémologique, cette thèse est premièrement une contribution à l'étude des formes relationnelles plus diffuses de la puissance dans la politique internationale. Bien que cela a été fait par la tradition néo-gramscienne dans l'étude des relations internationales, la notion de puissance symbolique de Bourdieu pousse le débat un cran plus loin : elle permet de se pencher à la fois sur les acteurs *dominants* et *dominés* dans une science unifiée du pouvoir social. En outre, l'étude concerne l'analyse des « luttes doxiques » dans la politique mondiale, telles que celles entre *orthodoxie* et *hétérodoxie* et le rôle crucial que ces luttes jouent dans la lutte plus large entre grandes puissances pour l'hégémonie mondiale. Sans sous-estimer l'importance des forces matérielles, l'idée des « luttes doxiques » – définies dans

---

<sup>1079</sup> Nicholas Onuf and Frank F. Klink, "Anarchy, Authority, Rule," *International Studies Quarterly*, Vol. 33, No. 2 (June 1989), pp. 149-173; David A. Lake, *Hierarchy in International Relations*, op. cit, p. 27.

<sup>1080</sup> Pour analyse similaire, voir Javier Corrales, "Using Social Power to Balance Soft Power: Venezuela's Foreign Policy," *The Washington Quarterly*, Vol. 32, No. 4 (October 2009), pp. 97-114.

cette recherche comme *worldmaking battles*– est la meilleure description et celle la plus appropriée des actions et stratégies que les acteurs déploient dans les batailles qu’ils livrent pour acquérir de la puissance et imposer leur version légitime du monde social et ses divisions<sup>1081</sup>.

Plus largement, cette thèse est une contribution à une forme de « pluralisme conceptuel » dans l’étude de la politique internationale<sup>1082</sup>. Si les chercheurs reconnaissent aisément l’importance des forces *matérielles* et *idéationnelles* dans l’explication des phénomènes sociaux à l’échelle nationale et systémique, ils finissent généralement par donner la prééminence à un type de variable au détriment d’autres dans leur cadre d’analyse<sup>1083</sup>.

Je partage la conviction de beaucoup de spécialistes que la quête d’une théorie passe-partout (‘master’ theory) est illusoire. Dans le même temps, je ne vois pas de raisons convaincantes pour lesquelles les chercheurs ne devraient pas chercher des zones de convergence potentielles. Nous atteignons aisément cet équilibre en gardant, comme Bourdieu le suggérait, un œil ouvert sur l’analyse relationnelle, c’est-à-dire dans l’exploration de l’interdépendance entre les dimensions *symbolique* et *matérielle* de la puissance<sup>1084</sup>. Cette thèse a été une tentative de suivre cette logique de pensée, marchant en cela dans le sillage de plusieurs éminents spécialistes des relations internationales. Une préoccupation majeure de cette recherche, en effet, a été la manière dont la bataille entre *orthodoxie* et *hétérodoxie* se manifeste et est au cœur de la lutte plus vaste entre grandes puissances pour l’hégémonie mondiale.

---

<sup>1081</sup> David Swartz, *Culture and Power: The Sociology of Pierre Bourdieu*, op. cit, p. 89.

<sup>1082</sup> Michael Barnett and Raymond Duvall, “Power in International Politics,” op.cit, pp. 39-75.

<sup>1083</sup> John Meyer, “The World Polity and the Authority of the Nation-State,” p. 109–37, in *Studies of the Modern World-System*, edited by A. Bergesen. New York: Academic Press, 1980 et Martha Finnemore, *National Interests in International Society*. Ithaca: Cornell University Press, 1996.

<sup>1084</sup> Pierre Bourdieu, “The Forms of Capital,” in A. H. Halsey, Hugh Lauder, Philipp Brown, and Amy Stuart Wells (eds), *Education: Culture, Economy, and Society* (Oxford: Oxford University Press, 1997).

Les conceptions matérialistes de la puissance ont sans aucun doute enrichi notre compréhension du comportement des États dans un système international ‘anarchique’. Dans le même temps, elles ont tendance à réduire le système international à la somme de ses propriétés<sup>1085</sup>. Elles traitent les États comme s’ils existaient avant leurs interactions<sup>1086</sup>. Elles ne prennent nullement en compte les relations entre les acteurs. Aussi, pratiquement absente du débat est une prise de conscience de la mesure dans laquelle l’incarnation des États dans une structure dynamique globale est susceptible de façonner leurs identités, intérêts et stratégies. Pour les approches matérialistes, les stratégies et les intérêts des États sont déjà donnés<sup>1087</sup>. C’est aussi en cela que les approches constructivistes méritent du crédit pour aborder adéquatement ces questions. Mais elles souffrent de l’écueil inverse dans le sens qu’elles donnent des représentations sociales une dimension « désincarnée, évanescence et décisive<sup>1088</sup> » en soi. En ce qui concerne les théories critiques d’inspiration marxiste, leur principal défaut réside en ce qu’elles conçoivent les phénomènes idéationnels comme des sous-produits mécaniquement donnés des intérêts économiques<sup>1089</sup>. À l’opposé, la notion de Bourdieu de puissance symbolique est seulement un atout parmi tant d’autres, en partie seulement conditionné par les autres formes de capital dans le jeu plus vaste et toujours conflictuel des champs sociaux<sup>1090</sup>.

---

<sup>1085</sup> David Strang, “From Dependency to Sovereignty: An Event History Analysis of Decolonization 1870–1987,” *American Sociological Review* 55, 1990, p.846–60.

<sup>1086</sup> Martha Finnemore, *National Interests in International Society*, op. cit.

<sup>1087</sup> Alexander Wendt, *Social Theory of International Politics*. Cambridge: Cambridge University Press, 1999.

<sup>1088</sup> Voir Frédéric Mérand and Vincent Pouliot, “Le monde de Pierre Bourdieu,” op. cit.

<sup>1089</sup> Ibid.

<sup>1090</sup> Ibid.

## BIBLIOGRAPHIE

- Acemoglu, Daron and James A. Robinson, *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*. New York: Crown Business, 2012.
- Acharya, Amitav, *The End of American World*. Cambridge: Polity Press, 2014.
- Adas, Michael, *Machines as Measure of Men: Science, Technology and Ideology of Western Domination*. Ithaca, New York, Cornell University Press.
- Adler, Emmanuel, "Cognitive evolution: A dynamic for the study of international relations and their progress," in Emmanuel Adler (ed.), *Communitarian International Relations: The Epistemic Foundations of International Relations*. London and New York: Routledge, 2005 [1991], pp. 65–88.
- Adler-Nissen, Rebecca, "The Diplomacy of Opting Out: A Bourdieusian Approach to National Integration Strategies," *Journal of Common Market Studies*, Vol. 46, No. 3 (2008), pp. 663-684.
- Adler-Nissen, Rebecca, "Symbolic Power in European Diplomacy: The Struggle between National Foreign Services and the EU's External Action Service," *Review of International Studies*, May 2014, pp 1-25.
- "African Officials Affirm China's Aid for Development," *Xinhua*, June 14, 2006.
- « Afrique : 10 projets d'infrastructures qui ont marqué 2014, » *Senenews*, 20 décembre 2014 ([www.senenews.com](http://www.senenews.com)).
- Agence Centrale du Renseignement (CIA) des États-Unis, World Factbook 2015.
- Akunna, Chuks, "China unfolds five-point agenda for Africa," *AllAfrica*, April 28, 2006 ([www.fahamu.org/downloads/cia\\_download.pdf](http://www.fahamu.org/downloads/cia_download.pdf)).
- Alcántara, Manuel y Cristina Rivas, "Élites Parlamentarias Latinoamericanas. ¿Son ajenos los políticos latinoamericanos a la importancia de China en sus países?", *Élites*, Universidad de Salamanca, n° 49, abril 2013.
- Alden, Chris, *China in Africa*. London, New York: Zed Books, 2007.
- Alden, Chris and Daniel Large, "China's Exceptionalism and the Challenges of Delivering Difference in Africa," *Journal of Contemporary China*, Vol. 20, No. 68 (2011), pp. 21-38.
- Alden, Chris and Cristina Alves, "History and Identity in the Construction of China's Africa Policy," *Review of African Political Economy*, Vol. 35, No. 115, 2008, pp. 43-58.

- Alden, Chris, Sally Morphet, and Marco Antonio Vieira, *The South in World Politics*. Palgrave Macmillan, 2010.
- Allison, Graham, "Thucydides's Trap Has Been Sprung in the Pacific", *Financial Times*, 21 August 2012 (<http://www.ft.com/intl/cms/s/0/5d695b5a-ead3-11e1-984b-00144feab49a.html#axzz3cZGPCmig>).
- Amezaga, Inés, "La nueva dinámica de las relaciones entre América Latina y la República Popular China," *Boletín Datos de Opinión*, número 2, marzo 2009, Universidad de Salamanca.
- Angresano, James, "China's Development Strategy: A Game of Chess That Countered Orthodox Development Advice," *Journal of Socio-Economics* 34(2005), pp. 471-498.
- Apter, David, "The New Mytho/Logics and the Specter of Superfluous Man," *Social Research*, Vol. 52, No. 2 (Summer 1985), pp. 269-307.
- Armony, Ariel C., "The China-Latin-America Relationship: Convergences and Divergences," in Adrian H. Hearn and Jose Luis Leon-Marquez (ed.), *China Engages Latin America. Tracing the Trajectory*. Lynne Rienner Publishers, London, 2011, pp. 23-50.
- Arrighi, Giovanni, *Adam Smith à Pékin : les promesses de la voie chinoise*. Paris, Max Milo Éditions, 2009.
- Arrighi, Giovanni, Beverly J. Silver, and Benjamin D. Brewer, "Industrial Convergence, Globalization, and the Persistence of the North-South Divide," *Studies in Comparative International Development*, Spring 2003, Vol. 38, No. 1, pp. 3-31.
- Ash, Timothy Garton, "Stagger On, Weary Titan: The US Is Reeling, Like Imperial Britain after the Boer War -but Don't Gloat," *The Guardian*, August 25, 2005.
- Autesserre, Severine, *Peaceland: Conflict Resolution and the Everyday Politics of International Intervention*. Cambridge: Cambridge University Press, 2014.
- Babb, Sarah, "The Washington Consensus as Transnational Policy Paradigm: Its Origins, Trajectory and Likely Successor," *Review of International Political Economy*, Vol. 20: No.2 (2013), pp. 268-297.
- Bachelet, Michelle, "Ending the Washington Consensus," *Newsweek*, 25 avril 2009.
- Baker, Andy and David Cupery, "Anti-Americanism in Latin America: Economic Exchange, Foreign Policy Legacies, and Mass Attitudes toward the Colossus of the North," *Latin American Research Review*, Vol. 48, No. 2, pp. 106-130.
- Baldwin, D. A., "Power and International Relations," in W. Carlsnaes, T. Risse, and B. A. Simmons (eds.), *Handbook of International Relations*. London: Sage, 2002, pp. 177-191.

- Barma, Naazneen, Ely Ratner and Steven Weber, "Welcome to the World Without the West," *The National Interest*, Nov. 12, 2014.
- Barma, Naazneen et.al., "A World without the West? Empirical Patterns and Theoretical Implications," *Chinese Journal of International Politics*, Vol. 2 (2009), pp. 525-544.
- Barma, Naazneen and Ely Ratner, "China's Illiberal Challenge," *Democracy Journal* (Fall 2006), pp. 56-68.
- Barnett, Michael and Raymond Duvall, "Power in International Politics," *International Organization*, Vol. 59, No. 1 (2005), pp. 39-75.
- Barr, Michael, « Mythe et réalité du *soft power* de la Chine, » *Études internationales*, vol. 41, n° 4, 2010, pp. 503-520.
- Becker, Jasper, *Dragon rising: an inside look at China today*, Chicago, Ill: National Geographic Press, 2006.
- Beckley, Michael, "China's Century? Why America's Edge Will Endure," *International Security*, Vol. 36, No. 3 (Winter 2011/12).
- Bell, Daniel A., *China's New Confucianism: Politics and Every Day Life in a Changing Society*. Princeton, N.J. : Princeton University Press 2010.
- Beng, Phar Kim and Vic Y. W. Li, "China's Energy Dependence on the Middle East: Boon or Bane for Asian Security?", *China and Eurasia Forum Quarterly*, Vol. 3, No. 3 (Nov. 2005), pp. 19-26.
- Bennhold, Katrin, "As China Rises, Conflict With West Rises Too," *The International Herald Tribune*, January 26, 2010.
- Bergsten, C. Fred et.al., *China's Rise: Challenges and Opportunities*. Washington: Institute for International Economics, 2008.
- Bergère, Marie-Claire, *Chine, le nouveau capitalisme d'État*. Fayard, 2013.
- Bernstam, Michael and Alvin Rabushka, *Beijing Consensus for Russia?* Hoover Institution Public Policy Inquiry, The Russian Economy, 2002.
- Bernstein, Richard and Ross H. Munro, *The Coming Conflict with China*, New York: Alfred A. Knopf, 1997.
- Betts, Richard K., "Wealth, Power, and Instability: East Asia and the United States after the Cold War," *International Security* Vol. 18, No. 3 (Winter 1993/94), pp. 34-77.



- Bevins, Vincent, "Brazil's Commodities-Heavy Trade with China Gives Some Pause," *Los Angeles Times*, le 16 juillet 2011.
- Bhagwati, Jagdish, *In Defense of Globalization* (Oxford: Oxford University Press, 2004).
- Bhagwati, Jagdish, *Free Trade Today* (Princeton: Princeton University Press, 2003).
- Bianco, Lucien, *Origins of the Chine Revolution, 1915-1945*, traduit par Muriel Bell (Stanford: Stanford University Press, 1971).
- Biao Zheng, *Chinese Soft Power. Two Approaches in Deciding China's Destiny (Zhongguo ruanshili. Jueding zhongguo mingyun de liangzhong silu)*, Beijing, Zhongyang Bianyi Chubanshe, 2008.
- Bigo, Didier, "La mondialisation de l'(in)sécurité ? Réflexions sur le champ des professionnels de la gestion des inquiétudes et analytique de la transnationalisation des processus d'(in)s'ecurisation," *Cultures & Conflits* 58 (2005): 53-100.
- Birdsall, Nancy and Francis Fukuyama, "The Post-Washington Consensus," *Foreign Affairs*, Vol. 90, No. 2, 2011, pp. 45-53.
- Bobin, Frédéric, "L'Afghanistan à l'heure de la tentation chinoise," *Le monde*, le 7 janvier 2015 (<http://www.lemonde.fr>).
- "Bolivia and China sign military co-operation agreement," *Jane's Intelligence Weekly*, March 9, 2011.
- "Bolivian President-Elect Criticizes Bush, US Policy in al-Jazeera Interview," BBC Worldwide Monitoring, December 27, 2005.
- Bourdieu, Pierre, *The Social Structures of the Economy*. Cambridge: Polity Press, 2005.
- Bourdieu, Pierre, *Langage et pouvoir symbolique*, Seuil, 2001.
- Bourdieu, Pierre, "Las formas del capital. Capital económico, capital cultural y capital social", in P. Bourdieu, *Poder, derecho y clases sociales*, Desclee de Brouwer, Bilbao, 2000.
- Bourdieu, Pierre *Méditations pascaliennes*. Paris, Seuil, 1997.
- Bourdieu, Pierre, "The Forms of Capital," in A. H. Halsey, Hugh Lauder, Philipp Brown, and Amy Stuart Wells (eds.), *Education: Culture, Economy, and Society* (Oxford: Oxford University Press, 1997).
- Bourdieu, Pierre, *Raisons pratiques*. Paris, Seuil, 1994.
- Bourdieu, Pierre, "The Peculiar History of Scientific Reason," *Sociological Forum*, Vol. 6, No. 1 (1991), pp. 3-26.

- Bourdieu, Pierre, *La noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*. Paris: Minuit, 1989.
- Bourdieu, Pierre, "Social Space and Symbolic Power," *Sociological Theory*, Vol. 7, No. 1 (1989), pp. 14–25.
- Bourdieu, Pierre, "What Makes Social Class? On the Theoretical and Practical Existence of Groups," *Berkeley Journal of Sociology*, 32 (1987), pp. 1-18.
- Bourdieu, Pierre, "What Makes Social Class? On the Theoretical and Practical Existence of Groups," *Berkeley Journal of Sociology*, 32 (1987), 1-18.
- Bourdieu, Pierre, "The forms of capital," dans J. Richardson (ed.), *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education* (New York, Greenwood), 1986, pp. 241-258.
- Bourdieu, Pierre, "The Social Space and the Genesis of Group," *Theory and Society*, Vol. 14, No. 6 (1985), pp. 723-44.
- Bourdieu, Pierre, *Le sens pratique*. Paris : Minuit., 1980.
- Bourdieu, Pierre, *Questions de sociologie*. Paris : Minuit, 1980.
- Bourdieu, Pierre, *Outline of a Theory of Practice*. New York: Cambridge University Press, 1977.
- Bourdieu, Pierre, *Esquisse d'une théorie de la pratique, précédé de trois études d'ethnologie Kabyle* (Genève : Droz, 1972).
- Bowley, Graham, "Cash Helped China Win Costa Rica's Recognition," *New York Times*, September 13, 2009.
- "Brazil Presidential Candidates Look to China's Economic Model," *People's Daily*, [http://english.peopledaily.com.cn/200610/17/text20061017\\_312614.html4](http://english.peopledaily.com.cn/200610/17/text20061017_312614.html4) .
- Breslin, Shaun, "The Global Crisis: from Friedrich List to a Chinese Mode of Governance?" *International Affairs*, Vol. 87, No. 6 (2011), pp. 1323–1343.
- Breslin, Shaun, "The 'China Model' and the Global Crisis: From Friedrich List to a Chinese Mode of Governance?" *International Affairs*, Vol. 87, No. 6 (2011), pp. 1323-1343.
- Breslin, Shaun « Understanding China's Regional Rise: Interpretations, Identities, and Implications », *International Affairs*, Vol. 85, No. 4, 2009, pp. 817-835.
- Bridges, Tyler, "China Makes Big Moves in Latin America," *The Miami Herald*, August 10, 2009.

- Brooks, Stephen G. and William C. Wohlforth, *World out of Balance. International Relations and the Challenge of American Primacy*. Princeton: Princeton University Press, 2008.
- Brown, Seyom, "The Changing Essence of Power," *Foreign Affairs*, Vol. 51, No. 2 (Jan., 1973).
- Bulard, Martine, "La Chine à la rescousse de l'Europe... sous condition," *Le monde diplomatique*, le 30 septembre 2011.
- Bull, Hedley, *The Anarchical Society: a Study of Order in World Politics* (London: Macmillan, 1977).
- Burke, Kenneth, *A Rhetoric of Motives*. (Berkeley: University of California Press, 1969).
- Buzan, Barry and Gerald Segal, "Rethinking East Asian Security," *Survival* Vol. 36 No. 2 (Summer 1994), pp. 3–21.
- Cabestan, Jean-Pierre, *La politique internationale de la Chine*. Paris: Presses de Sciences Po, 2015.
- Callahan, William A., "China's Harmonious World and Post-Western World Orders: Official and Citizen Intellectual Perspectives," in Rosemary Foot (ed.), *China Across the Divide: The Domestic and Global in Politics and Society*. Oxford: Oxford University Press, 2013, pp. 19-42.
- Carr, E.H., *The Twenty Years Crisis: An Introduction to the Study of International Relations* (New York: Harper and Row, 1964, first edition 1939), pp. 208-223.
- Castañeda, Jorge G., "Latin America's Left Turn," *Foreign Affairs*, Vol. 85, No. 3 (2006), pp. 28-43.
- Castells, Manuel, *La société en réseaux* (T. 1 de L'ère de l'information), Fayard, 1998 et 2001.
- Castillo, Antonio, "Latin America welcomes 'Beijing Consensus'," *China Daily*, 19 mars 2010.
- Chang, Jack, "Morales is Talking to the World State," *The Miami Herald*, January 11, 2006.
- Charter of the Shanghai Cooperation Organization, June 7, 2002 (<http://www.secsco.org/EN123/show.asp?id=69>).
- Checkel, Jeffrey, "Norms, Institutions and National Identity in Contemporary Europe," *International Studies Quarterly*, Vol. 43, No. 1 (1999), pp. 83-114.
- China-CELAC Forum, "Beijing Declaration," January 23, 2015 (<http://www.chinacelacforum.org/chn/zywj/t1230938.htm> ).
- "China to provide Africa with US\$1tr financing," *South China Morning Post*, Nov. 18, 2013

([www.scmp.com](http://www.scmp.com)).

- “China’s Policy Paper on Latin America and the Caribbean,” July 29, 2009 (<http://www.coha.org/china%E2%80%99s-policy-paper-on-latin-america-and-the-caribbean/>).
- “China, Saudi Arabia, and the IMF Quota and Voting System,” Stratfor Geopolitical Intelligence Report, March 31, 2009, <http://www.stratfor.com> .
- Chin, Gregory and Ramesh Thakur, “Will China Change the Rules of Global Order?” *Washington Quarterly*, Vol. 33, No. 4 (2010), pp. 119-138.
- Chowdhury, Neel, “China Takes a Small Step Away from the Dollar,” *China Daily*, 9 avril, 2009.
- Chun-chieh, Huang and John B. Henderson (eds), *Notions of Time in Chinese Historical Thinking*. Hong Kong: Hong Kong Chinese University Press, 2006.
- Christensen, Thomas J., “The Contemporary Security Dilemma: Preventing Conflict across the Taiwan Strait,” *Washington Quarterly*, Vol. 25, No. 4 (Autumn 2002), pp. 7–21.
- Christensen, Thomas J., “Posing Problems without Catching Up: China’s Rise and the Challenges for U.S. Security Policy,” *International Security*, Vol. 25, No. 4 (Spring 2001), pp.5-40.
- Christensen, Thomas J., “China, the U.S.-Japan Alliance, and the Security Dilemma in East Asia,” *International Security*, Vol. 23, No. 4 (Spring 1999), pp. 49–80.
- Clark, Grahame, *Archeology and Society*. London: Methuen, 1939.
- Clark, Ian, *Legitimacy in International Society*. New York: Oxford University Press, 2005.
- Clarke, Donald, “Economic Development and the Rights Hypothesis: The China Problem,” *American Journal of Comparative Law*, Vol. 51 (Winter 2003), pp. 89-111.
- Cohen, Warren I., “China’s rise in Historical Perspective,” *Journal of Strategic Studies*, Vol. 30, No. 4-5, 2007, pp. 683-704.
- Congressional Research Service Library of Congress, *China’s foreign policy and ‘soft power’ in South America*, 2008.
- Coopération Chine-Afrique, --- « Declaration of the Johannesburg Summit of the Forum on China-Africa Cooperation, » December 5, 2015 (<http://www.thepresidency.gov.za/pebble.asp?reliid=21196> .)

- Cooper, Helene and Charlie Savage, "A Bit of 'I Told You So' Outside World Bank Talks," *The New York Times*, October 10, 2008.
- Copeland, Daryl, "Hard Power vs. Soft Power," *The Mark News*, Feb 2, 2010.
- Coplan, Jill Hamburg, "12 signs America is on the decline," *Fortune*, Jul. 20, 2015 (<http://fortune.com/2015/07/20/united-states-decline-statistics-economic/>).
- Costey, Paul, « L'*illusio* chez Pierre Bourdieu. Les (més)usages d'une notion et son application au cas des universitaires », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, Vol. 8 (Printemps 2005), pp. 13-27.
- Council on Foreign Relations, « Renewing Partnership, » *Report of an Independent Task Force*, Council on Foreign Relations, 2004.
- Courmont, Barthélémy, *Chine, la grande séduction. Essai sur le soft power chinois*, Choiseul, 2009.
- Courmont, Barthélémy, « La question chinoise dans les débats partisans à Washington », *Monde chinois* 2014/4 (N° 40), pp. 71-81.
- Courmont, Barthélémy, « Quand le Pentagone surveille la Chine ». Entretien avec Jean-Loup Samaan à propos de son livre, *La menace chinoise: une invention du Pentagone, aux éditions Vendémiaire* », *Monde chinois* 2012/4 (N° 32), pp. 66-70.
- Corrales, Javier, "Using Social Power to Balance Soft Power: Venezuela's Foreign Policy," *The Washington Quarterly*, Vol. 32, No. 4 (October 2009), pp. 97-114.
- Cox, Robert W., (with Michael G. Schechter), *The Political Economy of a Plural World: Critical Reflections on Power, Morals and Civilization*. New York: Routledge, 2002. 256p.
- Cox, Robert W., "Critical Political Economy," dans B. Hettne (eds.), *International Political Economy. Understanding Global Disorder*. London & New Jersey: Zed Books, 1995, pp. 31-45.
- Cox, Robert W., "Gramsci, Hegemony and International Relations: An Essay in Method," *Millenium—Journal of International Studies*. [e-journal] Vol. 12, No. 162 (1983).
- Cox, Robert W., « Social Forces, States and World Order : Beyond International Relations Theory », *Millenium*, Vol. 10, No. 2 (1981), pp. 126-155 (p. 128).
- Cozette, Murielle, "What Lies Ahead: Classical Realism on the Future of International Relations," *International Studies Review*, Vol. 10, No. 4 (2008), pp. 667-679.

- Crandall, Russell, "The Post-American Hemisphere: Power and Politics in an Autonomous Latin America," *Foreign Affairs*, Vol. 90, No. 3 (May/June 2011), pp. 83-95.
- Cranmer-Byng, John, "The Chinese View of Their Place in the World: An Historical Perspective," *The China Quarterly*, No. 53 (January-March 1973), pp. 67-79.
- Crawford, Neta, "The Passion of World Politics: Propositions Emotion and Emotional Relationships," *International Security*, Vol. 24, No. 4 (Spring 2000).
- Cronin, Bruce, "The Paradox of Hegemony: America's Ambiguous Relationship with the United Nations," *European Journal of International Relations* 7 (2001).
- Dahl, Robert A., "The Concept of Power," *Behavioral Science*, Vol. 2, No. 3, pp. 201-215.
- Davey, Joseph Dillon, *The shrinking American Middle Class: The Social and Cultural Implications of Growing Inequality*. Palgrave Macmillan, 2012.
- David, Steven R., *Choosing Side: Alignment and Realignment in the Third World* (Baltimore: John Hopkins University Press, 1991), pp. 6-7.
- Déclaration controversée de Justin Trudeau, *Radio Canada*, 8 novembre 2013 (<http://ici.radio-canada.ca>).
- Delcourt, Laurent, « La Chine en Afrique : enjeux et perspectives, » *alternatives sud*, vol. 18-2011 / 7.
- Deng, Xiaoping, *Fundamental Issues in Present-Day China* (Beijing Foreign Languages Press, 1987).
- Marie-Eve Desrosiers et Justin Massie, « Le néolibéralisme et la synthèse néo-néo », dans Alex Macleod et Dan O'Meara, dir., *Théories des relations internationales. Contestations et résistances*, 2e édition revue et augmentée, Montréal, Athéna Éditions, 2010, pp. 153-175.
- Devlin, Robert, Antoni Estevadeordal, and Andres Rodriguez (ed.), *The Emergence of China: Opportunities and Challenges for Latin America and the Caribbean* (Cambridge, MA: Harvard UP 2006).
- Dirlik, Arif, "Global South: Predicament and Promise," *The Global South*, Vol. 1, No. 1 (Winter, 2007), pp. 12-23.
- Dittmer, Lowell and George T. Yu (ed.), *China, the Developing World, and the New Global Dynamic*. Lynne Rienner Publishers, London, 2010.
- Domínguez, Jorge, *China's Relations with Latin America: Shared Gains, Asymmetric Hopes*. Working Paper (Washington, DC: Inter-American Dialogue, June 2006).

- Doran, Charles, *Systems in Crisis: New Imperatives of High Politics at Century's End* (New York: Cambridge University Press, 1991).
- Doran, Charles F., "Systematic Disequilibrium, Foreign Policy Role, and the Power Cycle," *Journal of Conflict Resolution*, Vol. 33, No. 3 (1989), pp. 371-401.
- Doyle, Michael, "Kant, Liberal Legacies and Foreign Affairs," part. 2, *Philosophy and Public Affairs*, Vol. 12, No. 3 (summer and fall), pp. 323-53.
- Drezner, Daniel W., "Globalization and Policy Convergence," *Mershon International Studies Review*, Vol. 3, No. 1 (Spring 2001).
- Dussouy, Gérard, *Traité des relations internationales. Théories de l'interétatique*, tome 2, Paris, L'Harmattan, coll. Pouvoirs comparés, 2006.
- Dussouy, Gérard, *Traité des relations internationales. Les théories de la mondialité*, tome 3, Paris, L'Harmattan, coll. Pouvoirs comparés, 2009.
- Dyer, Geoff, *The Contest of the Century: The New Era of Competition with China –and How America Can Win*. New York: Alfred A. Knopf, 2014.
- Eagleton-Pierce, Matthew, *Symbolic Power in the World Trade Organization* (Oxford: Oxford University Press, 2013).
- Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC), *Foreign Direct Investment in Latin America and the Caribbean*, Santiago de Chile, May, 2011.
- Edelstein, David M., "Managing Uncertainty: Beliefs about Intentions and the Rise of Great Power," *Security Studies*, Vol. 12, No. 1, 2002.
- Eisenman, Joshua, Eric Heginbotham and Derek Mitchell (eds), *China and the Developing World: Beijing's Strategy for the Twenty-First Century*. M.E. Sharpe, Armonk, 2007.
- Elliott, Michael, "China Takes on the World," *Time*, January 11, 2007.
- Ellis, Evan, "Latin America and the Caribbean," *European Commission*, March 21, 2011.
- Ellis, Evan, "Chinese Soft Power in Latin America: A Case Study," *National Defense University*, Issue 60, 1<sup>st</sup> Quarter 2010.
- Ellis, Evan, *China in Latin America*. (Boulder, Colorado: Lynne Rienner Publishers, 2009).

- Ellis, Evan, "The Military–Strategic Dimensions of Chinese Initiatives in Latin America" (University of Miami, Center for Hemispheric Policy, China-Latin America Task Force, 2006).
- Epstein, Charlotte, "Stop Telling Us How to Behave: Socialization or Infantilization?", *International Studies Perspectives*, Vol. 13, No. 2 (2012), pp. 135–45.
- Escobar, Arturo, "Latin America at a Crossroads: Alternative Modernization, post-Neoliberalism or post-Development," *Cultural Studies*, Vol. 24, No. 1, pp. 1-65.
- Fairbank, John King, *La grande révolution chinoise : 1800-1989*, Paris, Flammarion, 1989, Farrell, Henry and Martha Finnemore, "The End of Hypocrisy -American Foreign Policy in the Age of Leaks," *Foreign Affairs* (Nov./Dec. 2013).
- Fattah, Hassan M., "Avoiding Political Talk, Saudis and Chinese Build Trade," *New York Times*, 23 April 2006.
- Feinsilver, Julie M., *Healing the Masses: Cuban Health Politics at Home and Abroad*. Berkeley, CA: University of California Press, 1993.
- Feinsilver, Julie M., "Cuba as a 'World Medical Power': The Politics of Symbolism," *Latin American Research Review*, Vol. 24, No. 2 (1989), pp. 1-34.
- Ferguson, Chaka, "Soft Power as the New Norm: How the Chinese-Russian Strategic Partnership (Soft) Balances American Hegemony in an Era of Unipolarity" (PhD Dissertation, Florida International University, 2011).
- Ferguson, Niall, *Coloso. Auge y decadencia del imperio americano*, Debate, Barcelona, 2005.
- Ferguson, Niall, "Power," *Foreign Policy*, No. 134 (2003), pp. 18-24.
- Fewsmith, Joseph, "Debating the Chinese Model," *China Leadership Monitor*, Hoover Institution, Stanford University, no. 35, septembre 2011.
- Finnemore, Martha, *National Interests in International Society*. Ithaca: Cornell University Press, 1996.
- Finck, Benoit, « Poignée de main historique entre les présidents chinois et taïwanais », *Le Devoir*, 7 novembre 2015 ([www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)).
- Finnemore, Martha, "Legitimacy, Hypocrisy, and the Social Structure of Unipolarity: Why Being a Unipole Isn't All It's Cracked Up to be," *World Politics*, Vol. 61, No. 1 (January 2009), pp. 58–85.



- Finnemore, Martha, "International Organizations as Teachers of Norms: The United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization and Science Policy," *International Organization*, Vol. 47, No. 4, 1993, pp. 565–97).
- Foot, Rosemary, "The Responsibility to Protect (R2P) and its Evolution: Beijing's Influence On Norm Creation in Humanitarian Areas," *St Antony's International Review*, Vol. 2, No. 6 (2011), pp. 47–66.
- Forero, Juan, "China's Oil Diplomacy in Latin America," *The New York Times*, March 1, 2005.
- Friedberg, Aaron L., *A Contest for Supremacy: China, America, and the Struggle for Mastery in Asia* (New York: W.W. Norton, 2012).
- Friedberg, Aaron, "The Future of U.S.-China Relations: Is Conflict Inevitable?," *International Security*, Vol. 30, No. 2 (Autumn 2005), pp. 7-45.
- Friedman, Thomas L., Interview dans *Reason magazine*, "Meet the Press," May 24, 2010.
- Friedman, Thomas L., *La terre est plate : Une brève histoire du XXIe siècle* [« The World Is Flat : A Brief History Of The Twenty-first Century »], Saint-Simon, 2006.
- Fukuyama, Francis, *La fin de l'histoire et le dernier homme*. Paris: Flammarion, 1992.
- Fukuyama, Francis, "The End of History ?" *The National Interest* (summer 1989).
- "Full Text of Hu Jintao's Report to the 17th Party Congress," [http://www.xinhuanet.com/english/2007-10/24/content\\_69387496.html](http://www.xinhuanet.com/english/2007-10/24/content_69387496.html).
- Galbraith, James, "Inequality, Unemployment and Growth: New Measures of Old Controversies," *Journal of Economic Inequality*, Vol. 7, No. 2 (June 2009).
- Garrison, Jean A., "China's Prudent Cultivation of 'Soft Power' and Implications for U.S. Policy in East Asia," *Asian Affairs: An American Review*, Vol. 32, No. 1 (2005), pp. 25-50.
- Garver, John W., *China and Iran: Ancient Partners in a Post-Imperial World*. University of Washington Press, 2007.
- Gazibo, Mamoudou, "Niger : l'ordre constitutionnel ou le chaos," 5 janvier 2015, (<http://sciencepo-umontreal.typepad.com/>).
- Gazibo, Mamoudou and Olivier Mbatia, "How China Seduces Africa," *Netherlands Institute of International Relations*, Newsletter No.60, Summer 2012, pp. 24-26.
- Gazibo, Mamoudou et Roromme Chantal, *Un nouvel ordre mondial made in China?* Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2011.

- Gazibo, Mamoudou et Jane Jenson, *La politique comparée : fondements, enjeux et approches théoriques*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2004.
- Gheciu, Alexandra, *NATO in the 'New Europe': The Politics of International Socialization after the Cold War* (Stanford: Stanford University Press, 2005).
- Gallagher, Kevin, Amos Irwin, and Katherine Koleski, *The New Banks in Town: Chinese Finance in Latin America*. Inter-American Dialogue. February 2012.
- Gallagher, Kevin P. and Roberto Porzecanski, *The Dragon in the Room. China and the Future of Latin American Industrialization*. Stanford: Stanford University Press, 2010.
- Giddens, Anthony, *The Constitution of Society: Outline of the Theory of Structuration*. Cambridge: Polity Press, 1984.
- Gill, Bates, *Rising Star: China's New Security Diplomacy* (Washington, DC: Brookings Institution Press, 2007).
- Gill, Bates and Yanzhong Huang, "Sources and limits of Chinese 'soft power'," *Survival: Global Politics and Strategy*, Vol. 48, No. 2, 2006, pp. 17-36.
- Gill, Stephan, "China's Soft Balancing Strategy and the Role of Resource Investment," *Yonsei Journal* (Yonsei University), Fall/Winter 2010, pp. 121-129.
- Gilpin, Robert, *War and Change in World Politics* (Cambridge: Cambridge University Press, 1981).
- Gitlin, T., "El poder blando, una estrategia desestimada," *Vanguardia Dossier*, Vol. 7, 2003, p. 79-81.
- Gittings, John, *The World and China, 1922-1972* (New York: Harper & Row, 1974).
- Glaser, Bonnie et Benjamin Dooley, "China's 11th Ambassadorial Conference Signals Continuity and Change in Foreign Policy," *China Brief*, Vol. 9, No. 22, 4 novembre 2009, pp. 1-15.
- "Gleneagles communiqué," G8, 8 juillet 2005  
(<http://www.g8.utoronto.ca/summit/2005gleneagles/>).
- "Global Trends 2030: Alternative Worlds," U.S. State Department, National Intelligence Council (NIC), December 2012.
- "Global Trends 2025: A Transformed World," U.S. National Intelligence Council, November 2008.

- Go, Julian, "Global Fields and Imperial Forms: Field Theory and the British and American Empires," *Sociological Theory*, Vol. 26, No. 3 (2008), pp. 201–29.
- Godoy, Sergio and Joseph Stiglitz, *Growth, Initial Conditions, Law and Speed of Privatization in Transitions Countries: 11 Years Later*. NBER Working Paper No. W11992, 2006.
- Goldstein, Avery, *China's Grand Strategy and U.S. Foreign Policy*. Foreign Policy Research Institute, November 27, 2005 ([www.fpri.org](http://www.fpri.org)).
- Goldstein, Avery, "An Emerging China's Emerging Grand Strategy: A Neo-Bismarckian Turn?" in G. John Ikenberry and Michael Mastanduno (eds.), *International Relations Theory and the Asia Pacific*. (New York: Columbia University Press, 2003), pp. 173-209.
- Goldstein, Avery, "Great Expectations: Interpreting China's Arrival," *International Security* 22 (Winter 1997-98), pp. 36-73.
- Gong, Gerrit W., *The Standard of 'Civilization' in International Society* (Oxford: Clarendon Press, 1984).
- Gonzalez, Carmen G., "China's Engagement with Latin America: Partnership or Plunder?" in E. Blanco and J. Razzaque (eds.), *Natural Resources and the Green Economy: Redefining the Challenges for People, States, and Corporations* (Leiden: Martinus Nijhoff Publishers, 2012), pp. 37-79.
- Gourevitch, Peter, "The Second Image Reversed: The International Sources of Domestic Politics," *International Organization*, No. 32, No. 4 (Autumn 1978), pp. 881-912.
- Gramsci, Antonio, *Selections from the Prison Notebooks of Antonio Gramsci* (New York: International Publishers Co, 1971).
- Gries, Peter Hays, *China's New Nationalism: Pride, Politics, and Diplomacy* (Berkeley: University of California Press, 2005).
- Guélaud, Claire, "Chine-Afrique, le désenchantement," *Le monde*, 4 décembre 2015 ([www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)).
- Guerlain, Pierre, « Soft power: la fin d'une légende et la mort d'un concept, » *Huffington Post*, 8 avril 2014 (<http://www.huffingtonpost.fr/>).
- Gutiérrez, Gustavo, *Théologie de la libération*. Lumen Vitae, Bruxelles, 1974.
- Guzzini, Stefano, "Applying Bourdieu's Framework of Power Analysis to IR: Opportunities and Limits," Paper presented at International Studies Association Convention, San Diego, CA, March 22-25, 2006.
- Guzzini, Stefano, "The Concept of Power : A Constructivist Analysis," *Millennium: Journal of International Studies*, Vol.33, No.3 (2005), pp. 495-521.

- Habbu, Aditya, "The Neoliberal Legitimation Crisis" <http://ssrn.com/abstract=1892879>, May 19, 2011.
- Habermas, Jürgen, *Raison et légitimité. Problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé*, Paris, Payot, 1978.
- Hadden, Gerry, "After 9/11, U.S. Left Latin America at the Altar," CNN Editorial, le 7 septembre 2011.
- Hakim, Peter, "Is Washington Losing Latin America?" *Foreign Affairs*, Vol. 85, No. 1, (Jan./Feb.) 2006, pp. 39-53.
- Hallett, Tim, "Symbolic Power and Organizational Culture," *Sociological Theory*, Vol. 21, No. 2, 2003, pp. 128-149.
- Halper, Stefan, *The Beijing Consensus: How China's Authoritarian Model Will Dominate the Twenty-First Century*. Basic Books, 2010.
- Harris, Nigel, *The End of the Third World: Newly Industrializing Countries and the Decline of an Ideology*, (Harmondsworth: Penguin, 1987).
- Hearn, Adrian H. and Jose Luis Leon-Manriquez (ed.), *China Engages Latin America. Tracing the Trajectory*. Lynne Rienner Publishers, London, 2011.
- He, Li, "China's Growing Interest in Latin America and its Implications," *Journal of Strategic Studies*, Vol. 30, No. 4-5, pp. 833-862.
- He, Wenping, "The Balancing Act of China's Africa Policy," *China Security*, Vol. 3, No. 3 (Summer 2007), pp. 23-40.
- Healy, Jack, "Sharp Drop in Oil Price Helps Shrink Trade Deficit," *New York Times*, January 13, 2009.
- Hearn, Adrian H. and José Luis León-Manriquez (ed.), *China Engages Latin America. Tracing the Trajectory*. London: Lynne Rienner Publishers, 2011.
- Hobbes, Thomas, *Léviathan*, intr., trad. et notes de F. Tricaud, Paris, Éd. Sirey, 1983.
- Hobden, Stephen et Richard Wyn Jones, « Les théories marxistes des relations internationales, » dans John Baylis, Steve Smith et Patricia Owen (sous la dir.), *La globalisation de la politique mondiale: Une introduction aux relations internationales*, pp. 139-156.
- Hopf, Ted, *Social Construction of International Politics: Identities and Foreign Policies, Moscow, 1955 and 1999* (Ithaca: Cornell University Press, 2002).

- House Committee on Foreign Affairs, *Hearing on The New Challenge: China and the Western Hemisphere*, testimony of Daniel P. Erikson, 110th Congress, 2nd session, June 11, 2008.
- "How Americans and Chinese View Each Other," *Pew Research Global Attitudes Project*, Nov. 1, 2012, <http://www.pewglobal.org/2012/11/01/how-americans-and-chinese-view-each-other/>.
- Hsiang, Antonio C., "China Rising in Latin America: More Opportunities than Challenges," *Journal of Emerging Knowledge on Emerging Markets*, Vol. 1, No. 1 (November 2009), pp. 1-16.
- Hu, Jintao, "Making an effort to build a sustainable, peaceful, and united prosperous harmonious world," speech at the Summit for the 60<sup>th</sup> anniversary of the United Nations, *People's Daily*, September 2005.
- Hu, Jintao, Preliminary thoughts on accelerating China's soft power building, January 4, 2007.
- Hu, Jintao, *Report to the 17th Party Congress*, October 15, 2007.
- Hu, Jintao, "Advancing Win-Win Cooperation for Sustainable Development," speech to APEC CEO Summit, Santiago, Chile, November 19, 2004.
- Huang, Yasheng, "Private Ownership: The Real Source of China's Economic Miracle," *McKinsey Quarterly*, December 2008.
- Huntington, Samuel P., *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, coll. «Poches Odile Jacob», 2000.
- Huntington, Samuel P., "The Lonely Superpower," *Foreign Affairs*, March-April 1999.
- Huntington, Samuel P., "The Clash of Civilizations," *Foreign Affairs*, Vol. 72, No. 3 (1993), p. 22-49.
- Hurrell, Andrew, "Latin America in the New World Order: A Regional Bloc of the Americas?" *International Affairs*, Vol. 68, No. 1 (January, 1992), pp. 121-139.
- Ifeanyi, Ezeonu, "Nollywood Consensus: Modeling a Development Pathway for Africa," *The Global South*, Vol. 7, No. 1 (Spring 2013), pp. 179-199.
- Ikenberry, G. John, *Liberal Leviathan : The Origins, Crisis, and Transformation of the American World Order*. Princeton University Press, 2011.

- Ikenberry, G. John, "The Rise of China: Power, Institutions, and the Western Order," in Robert S. Ross and Zhu Feng (eds.), *China's Ascent: Power, Security, and the Future of International Politics* (Ithaca and London: Cornell University Press, 2008), pp. 89-114.
- Ikenberry, G. John, "Is American Multilateralism in Decline?" *Perspectives on Politics*, Vol. 1, No. 3, pp. 533-550 (2003).
- Ilhéu, Fernanda, « The Role of China in the Portuguese Speaking African Countries: The Case of Mozambique (Part I),» *Global Economics and Management Review*, Vol. 15, No. 3 (2010), pp. 27-41.
- Ilhéu, Fernanda, « The Role of China in the Portuguese Speaking African Countries: The Case of Mozambique (Part II),» *Global Economics and Management Review*, Vol. 16, No. 1 (2010), pp. 41-59.
- Jacques, Martin, *When China Rules the World: The Rise of the Middle Kingdom and the End of the Western World*. Penguin Books, 2009.
- Jackson, Patrick Thaddeus, *Civilizing the Enemy: German Reconstruction and the Invention of the West*. Ann Arbor, MI: University of Michigan Press, 2006.
- Jentleson, Bruce W. and Steven Weber, "America's Hard Sell," *Foreign Policy*, No. 169 (November/December, 2008), pp. 43-49.
- Jiang, Shixue, "Ten Key Questions," in Adrian H. Hearn and Jose Luis Leon-Manriquez (ed.), *China Engages Latin America. Tracing the Trajectory*. Lynne Rienner Publishers, London, 2011, pp. 51-66.
- Jiang, Shixue, "A New Look at the Chinese Relations With Latin America," *NuevaSociedad*, No. 203 (May-June 2006).
- Johnson, Chalmers A., *Peasant Nationalism and Communist Power: The Emergence of Revolutionary China, 1937-1945* (Stanford: Stanford University Press, 1962).
- Johnson, Alastair, « Is China a Status Quo Power? » *International Security* Vol. 27, No. 4 (Spring 2003), pp. 5-56.
- Johnston, Alastair Iain, "Realism(s) and China Security Policy," in Ethan B. Kapstein and Michael Mastanduno (ed.), *Unipolar Politics: Realism and State Strategies After the Cold War* (New York: Columbia University Press, 1999), pp. 261-318.
- Kaletsky, Anatole, "China is not Collapsing," *Project Syndicate*, October 12, 2015. ([www.project-syndicate.org/](http://www.project-syndicate.org/)).
- Kaplan, Robert D., "How Would We Fight China," *Atlantic Monthly*, June 2005.

- Katzenstein, Peter J., *Civilizations in World Politics: Plural and Pluralist Perspectives*. New York: Routledge, 2009, 248p.
- Katzenstein, Peter J. and Robert O. Keohane, *Anti-Americanism in World Politics*. Ithaca and London: Cornell University Press, 2007.
- Katzenstein, Peter J. and Robert O. Keohane, "The Political Consequences of Anti-Americanism," In Peter J. Katzenstein and Robert O. Keohane (eds.), *Anti-Americanisms in World Politics*. Ithaca, NY: Cornell University Press, 2007, pp. 273–305.
- Kauppi, Niilo, "Bourdieu's political sociology and the politics of European integration," *Theory and Society*, Vol. 32, 2003, pp. 775-789.
- Keck, M. E. and K. Sikkink, *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca/London: Cornell University Press, 1998.
- Keller, William W. and Thomas G. Rawski (eds.), *China's Rise and the Balance of Influence in Asia* (Pittsburgh: University of Pittsburgh Press, 2007).
- Kennan, George, "America and Russian Future", *Foreign Affairs*, Vol. 29, No. 3 (April 1951), pp. 351-370.
- Kennedy, Paul, "¿Poder duro contra soft power?", *El País*, 19 /02/2005, 2015.
- Kennedy, Paul, "The Eagle Has Landed: The New U.S. Global Military Position," *Financial Times*, February 1, 2002.
- Kennedy, Paul, *Naissance et déclin des grandes puissances*. Paris: Payot, 1988.
- Keohane, Robert O., « Ideas Part-Way Down », *Review of International Studies*, Vol. 26, No. 1 (Jan., 2000), pp. 125-130.
- Keohane, Robert and Joseph S. Nye, *Power and Interdependence*, 3rd edition, London: Longman, 2001.
- Keohane, Robert O. and Joseph S. Nye, *Power and Interdependence: World Politics in Transition*. Boston: Little, Brown, 1977.
- Kim, Samuel S. and Lowell Dittmer (ed.), *China's Quest for National Identity*. Cornell University Press, 1993.
- Kindleberger, Charles P., "Hierarchy versus International Cooperation," *International Organization*, Vol. 40, No. 4(Autumn 1986), pp. 841-847.
- Kindleberger, Charles P., *La grande crise mondiale, 1929-1939*. Paris: Economica, 1988.

- Kissinger, Henry, *De la Chine*. Fayard, 2012.
- Kissinger, Kissinger, "China: Containment Won't Work," *Washington Post*, June 13, 2005.
- Kissinger, Henry, *Does America Need a Foreign Policy? Toward a Diplomacy for the 21st Century* (New York: Simon and Schuster, 2001).
- Kissinger, Henry, *Diplomacy*. New York: Simon & Schuster, 1994.
- Kliman, Daniel M., "Is China the Fastest-Rising Power in History?" *Foreign Policy*, May 16, 2014.
- Kluver, Alan R., *Legitimizing the Chinese Economic Reforms: A Rhetoric of Myth and Orthodoxy*. Albany: State University of New York Press, 1996.
- Knutsen, Torbjørn L., *The Rise and Fall of World Orders*. Manchester: Manchester University Press, 1999.
- Koleski, Katherine, *China in Latin America*. Backgrounder, U.S.-China Economic and Security Review Commission, May 27, 2011, pp. 1-18.
- Krauthammer, Charles, "The Unipolar Moment Revisited," *National Interest*, No. 70 (Winter 2002-3), pp. 5-17.
- Krauthammer, Charles, "The Unipolar Moment," *Foreign Affairs*, Vol. 70, No. 1 (Winter 1990/91), pp. 23-33.
- Kristol, Irving, *Réflexions d'un néo-conservateur*. Paris: PUF, 1987.
- Krugman, Paul, "Hitting China's Wall," *The New York Times*, July 19, 2013 ([www.nytimes.com](http://www.nytimes.com)).
- Kuan, Yew Lee, "China's Soft Power Success," *Forbes*, June 18, 2007.
- Kuhn, Thomas S., *La structure des révolutions scientifiques*. Paris: Flammarion, 2008.
- Kurlantzick, Joshua, « China's Growing Influence in Southeast Asia, » in Riordan Roett and Guadalupe Paz (ed.), *China's Expansion into the Western Hemisphere. Implications for Latin America and the United States*. Brookings Institution Press, Washington D.C., 2008, pp. 193-212.
- Kurlantzick, Joshua, *Charm Offensive. How China's Soft Power Is Transforming the World*, Cambridge, Yale University Press, 2007.



- Kurlantzick, Joshua, "China's Latin Leap Forward," *World Policy Journal*, Vol. 23, No. 3, Fall 2006, p.33-41.
- Kurlantzick, Joshua, "China's Charm: Implications of Chinese Soft Power," *Policy Brief 47* (June 2006), Carnegie Endowment for International Peace.
- Laïdi, Zaki, *Un monde privé de sens*, Paris, Hachette, 1998 (1994).
- Laïdi, Zaki (dir.), *Géopolitique du sens*. Paris, Desclée de Brouwer, 1998.
- Laïdi, Zaki, "Sens et puissance dans le système international," dans Zaki (ed.), *L'ordre mondial relâché. Sens et puissance après la guerre froide*. Paris: Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1992, pp.13-44.
- Lake, David A., "Theory is dead, Long Live Theory: The End of the Great Debates and the Rise of Eclecticism in International Relations," *European Journal of International Relations*, Vol. 19, No. 3, 2013, pp. 567–587.
- Lake, David A., "Theory is dead, Long Live Theory: The End of the Great Debates and the Rise of Eclecticism in International Relations," *European Journal of International Relations*, Vol. 19, No. 3, 2013, pp. 567–587.
- Lake, David A., *Hierarchy in International Relations* (Ithaca, NY: Cornell University Press, 2009).
- Lam, Willy, "Hu Jintao Unveils Major Foreign Policy Initiative," *China Brief*, Vol. 9, No. 24, 3 décembre 2009, pp. 1-12.
- Laurence, Tubiana, "Les pays émergents bousculent le jeu multilatéral," *Les Echos*, lundi juillet 2007.
- Layne, Christopher, "The Unipolar Illusion: Why New Great Powers Will Rise," *International Security*, Vol. 17, No. 4 (Spring, 1993), pp. 5-51.
- LeoGrande, William, "A Poverty of Imagination: George W. Bush's Policy in Latin America," *Journal of Latin American Studies*, Vol. 39, pp. 355-385.
- Leonard, Mark, "The Road Obscured," *Financial Times*, July 8, 2005.
- Leverett, Flynt and Jeffrey Bader, "Managing China-US Energy Competition in the Middle East," *The Washington Quarterly*, Vol. 29, No. 1 (Winter 2005-2006), pp. 187–201.
- Levy, Jack S. and Michael N. Barnett, "Alliance Formation, Domestic Political Economy, and Third World Security," *Jerusalem Journal of International Relations* 14 (1992), pp. 19-40.

- Levy, Jack S. and Michael N. Barnett, "Domestic Sources of Alliance and Alignments: The Case of Egypt, 1962-1973," *International Organization* 45 (1991), pp. 369-395.
- Lieber, Keir A. and Daryl G. Press, "The End of MAD? The Nuclear Dimension of U.S. Primacy," *International Security*, Vol. 30, No. 4 (2006), pp. 7-44.
- Lieberthal, Kenneth and Wang Jisi, *Addressing U.S.-China Strategic Distrust* (Washington, DC: Brookings Institution, 2012).
- Liff, Adam P. and G. John Ikenberry, "Racing toward Tragedy? China's Rise, Military Competition in the Asia Pacific, and the Security Dilemma," *International Security*, Vol. 39, No. 2 (Fall 2014), pp. 52-91.
- Li, Xing (ed.), *The Rise of China and the Capitalist World Order*. Ashgate, 2010.
- Link, Perry, *Evening Chat in Beijing*. (New York: W.W. Norton, 1992).
- Liu, Shaoqi, *Ten Glorious Years* (Beijing: Foreign Languages Press, 1950).
- Londoño, Ernesto, « Study: Iraq, Afghan war costs to top \$4 trillion, » *The Washington Post*, March 28, 2013.
- Lowenthal, Abraham E., "The United States and Latin America: Ending the Hegemonic Presumption," *Foreign Affairs*, 55 (1976), pp. 199-213.
- Lukes, Steven, "Power and the Battle for Hearts and Minds," *Millennium -Journal of International Studies*, Vol. 33 (2005), pp. 477-94.
- Lukes, Steven, (edited by) *Power*, Oxford, Basil Blackwell, 1986.
- Lum, Thomas, Wayne M. Morrison and Bruce Vaughn, "China's Soft Power in Southeast Asia," *Congressional Research Services Report Congress*, Washington, DC, CRS, 2008.
- Lynn-Jones, Sean M., "Preface," in Michael e. Brown et. al., *Primacy and its Discontent: American Power and International Stability*. Cambridge: The MIT Press, 2008.
- « L'intérêt croissant de Pékin pour l'Amérique latine, » *Le figaro*, 20 mars 2009 ([www.lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr)).
- Maddison, Angus, *L'économie chinoise: une perspective historique, 960-2030*, OCDE, 2007.
- Mandelbaum, Michael, *The Fate of Nations: The Search for National Security in the Nineteenth and Twentieth Centuries* (Cambridge: Cambridge University Press, 1988).

- Marchesin, Philippe, *Introduction aux relations internationales*. Paris : Éditions Karthala, 2008.
- Marx, Karl, "Theses on Feuerbach," in Robert C. Tucker (ed.), *The Marx-Engels Reader* (New York: Norton, 1972).
- Marx, Karl, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Paris: Les Éditions sociales, 1969.
- Mastanduno, Michael, "Preserving the Unipolar Moment: Realist Theories and U.S. Grand Strategy after the Cold War," Vol. 21 (Spring 1997), pp. 49-88.
- Mastanduno, Michael, "Economic and Security in Statecraft and Scholarship," *International Organization*, Vol. 52, No. 4 (Fall 1998), pp. 825-854.
- McCormick, Barret, "Introduction," in Edward Friedman and Barret McCormick (eds.), *What If China Doesn't Democratize? Implications for War and Peace*. New York: M.E. Sharpe, 2000.
- McGiffert, Carola (ed.), *Chinese Soft Power and Its Implications for the United States. Competition and Cooperation in the Developing World*, Washington, DC, Center for Strategic and International Studies, 2009.
- McPherson, Alan, "Antiyanquismo: Nascent Scholarship, Ancient Sentiments," In Alan McPherson (ed.), *Anti-Americanism in Latin America and the Caribbean*, New York: Berghahn Books, 2006, pp. 1-34.
- Mearsheimer, John, *The Tragedy of Great Power Politics*. New York: Norton, 2001.
- Medeiros, Evan S. and M. Taylor Fravel, "China's New Diplomacy," *Foreign Affairs*, Vol. 82 (November/December 2003), pp. 22-35.
- Mérand, Frédéric, "Pierre Bourdieu and the Birth of European Defense," *Security Studies*, Vol. 19, No. 2, *Security Studies*, Vol. 19, No. 2 (2010), pp. 342-374.
- Mérand, Frédéric et Vincent Pouliot, "Le monde de Pierre Bourdieu: Éléments pour une théorie sociale des Relations internationales," *Revue canadienne de science politique*, Vol. 41, No 3 (Septembre 2008), pp.603–625.
- Mérand, Frédéric François, "Soldiers and Diplomats: The Institutionalization of the European Security and Defense Policy, 1989-2003" (University of California, Berkeley, PhD Dissertation, 2003).
- Meyer, Claude, *La Chine, banquier du monde*. Paris: Fayard, 2014.
- Meyer, John, "The World Polity and the Authority of the Nation-State," p. 109–37, in *Studies of the Modern World-System*, edited by A. Bergesen. New York: Academic Press, 1980.

- Miller, E. A. and A. Toritsyn, "Bringing the Leader Back In: International Threats and Alignment Theory in the Common Wealth of Independent States," *Security Studies* 14 (April-June 2005), pp. 325-363.
- Minghao, Zhao, "China's BRICS Balancing Act," *Project Syndicate*, Jul. 17, 2015.
- Minglu, Chen and David S. G. Goodman, "The China Model: one country, six authors," *Journal of Contemporary China*, Vol. 21, No. 73 (2012): pp. 169-185.
- Mingjiang, Li (ed.), *Soft Power: China's Emerging Strategy in International Politics*. (Lanham, MD: Lexington Books, 2009).
- Minxin, Pei, "Why Beijing Votes With Moscow," *The New York Times*, February 7 2012.
- Minxin Pei, *China's Trapped Transition: The Limits of Developmental Autocracy*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press, 2006.
- Modelski, George, "The Long Cycle of Global Politics and the Nation-State," *Comparative Studies in Society and History*, No. 20 (April 1978), pp. 214-235.
- Moore, Michael, *Ten Years of the WTO: A Success Story of Global Governance* (Bonn: Friedrich-Ebert-Stiftung, 2005).
- Moore, Michael, *A World Without Walls: Freedom, Development, Free Trade and Global Governance* (Cambridge: Cambridge University Press, 2003).
- Morgenthau, Hans J., *Politics among Nations*. New York: Knopf, 1978.
- Mote, Frederick W., *Imperial China: 9001800*. Cambridge: Harvard University Press, 1999.
- Moyo, Dambisa, *Dead Aid: Why Aid Is Not Working and How There Is a Better Way for Africa*. New York: Farrar, Straus and Giroux, 2009.
- Mahbubani, Kishore, *Can Asians Think?* Singapore: Marshall Cavendish Editions, 2009.
- Mueller, John, « Le concept de puissance et la politique internationale depuis la fin de la guerre froide, » *Études internationales*, Vol. 26, No. 4, (1995), pp. 711-727 (p. 711).
- Mueller, John, *Retreat from Doomsday: The Obsolescence of Major War* (New York: Basic Books, 1989).
- Murawiec, Laurent, *L'Esprit des nations. Cultures et géopolitique*, Paris, Odile Jacob, 2002.
- Naldeman, Ethan, "Global Prohibition Regimes: The Evolution of Norms in International Society," *International Organization*, Vol. 44, Vol. 4, 1990, pp. 479-526.

- Nathan, Andrew J., "Authoritarian Resilience," *Journal of Democracy*, Vol. 14, No. 1 (January 2003), pp. 6-17.
- Nathan, Andrew J. and Robert S. Ross, *The Great Wall and the Empty Fortress: China's Search for Security* (New York: Norton, 1997).
- Nau, Henry R., "Sinicization and the Rise of China: Review," *Perspectives on Politics*, Vol. 11, No. 3 (Sept. 2013), pp. 97-99.
- Naughton, Barry, "China's Distinctive System: Can it be a Model for Others?" *Journal of Contemporary China*, June 2010, pp. 437-460.
- Nel, Philip, Ian Taylor and Janis Van der Westhuizen (eds) *South Africa's Multilateral Diplomacy and Global Change: the limits of reformism*, Aldershot: Ashgate, 2001.
- Neumann, Iver B. and Vincent Pouliot, "Untimely Russia: Hysteresis in Russian-Western Relations over the Past Millennium," *Security Studies*, Vol. 20, No. 1 (2011), pp. 105-137.
- Niquet, Valérie, « Chine, Les limites du modèle chinois », dans *Ramses : Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies*. 2007.
- Noya, Javier, « El Poder Simbólico de las Naciones, » *Real Instituto Elcano de Estudios Internacionales y Estratégicos*, N° 35, 29/07/2005.
- Noël, Alain et Jean-Philippe Thérien, *La gauche et la droite: un débat sans frontières*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 2010.
- Nye, Joseph S., "China's Soft Power Deficit," *The Wall Street Journal*, May 8, 2012.
- Nye, Joseph S., *The Future of Power*, Public Affairs, 2011.
- Nye, Joseph S., "The Rise of China's Soft Power," *Wall Street Journal*, December 29, 2005.
- Nye, Joseph S., *Soft Power*, PublicAffairs, New York, 2004.
- Nye, Joseph S., *Soft Power: The Means to Success in World Politics* (New York: Public Affairs, 2004).
- Nye, Joseph S., "Ignoring Soft Power Carries a High Cost," *Chicago Tribune*, May 16, 2004.
- Nye, Joseph S., *The Paradox of American Power: Why the World's Only Super- power Can't Go It Alone*. New York: Oxford University Press, 2003.

Nye, Joseph, "Limits of American Power," *Political Science Quarterly*, Vol. 117, No. 4 (2002), pp.545-559.

Nye, Joseph S., *Bound to Lead: the Changing Nature of American Power* (New York: Basic Books, 1990).

Nye, Joseph S., "The Changing Nature of World Power," *Political Science Quarterly*, Vol. 105, No. 2 (Summer, 1990), pp. 177-192.

Obama, Barack, The American Promise, Acceptance Speech at the Democratic Convention, Mile High Stadium, Denver Colorado, August 28, 2008.

Obama, Barack, « Discours sur l'état de l'Union », 25 janvier 2001.

Obiorah, Ndubisi, *Rise and Rights in China-Africa Relations*. Centre for Law and Social Action, 2008.

--- OCDE/CAD, *Coopération pour le développement: Rapport 2006*. Résumé, février 2007 (Paris: OCDE, 2007).

Oksenberg, Michel, "China's Confident Nationalism," *Foreign Affairs* 65 (Winter 1987), pp. 501-523.

O'Meara, Dan, « La théorie marxiste », dans Alex Macleod et Dan O'Meara, dir., *Théories des relations internationales. Contestations et résistances*, 2e édition revue et augmentée, Montréal, Athéna Éditions, 2010, pp. 195-219.

O'Neill, Jim, "Welcome to a Future Built in BRICs," *The Telegraph*, November 19, 2011.

Öniş, Ziya and Fikret Şenses, "Rethinking the emerging Post-Washington Consensus", *Development and change*, Vol. 36, Oxford, Blackwell Publishing, 2005, pp. 263-290.

Onishi, Norimitsu, "China Pledges \$ Billion to Aid Africa's Development," *The New York Times*, December 4, 2015.

Onuf, Nicholas and Frank F. Klink, "Anarchy, Authority, Rule," *International Studies Quarterly*, Vol. 33, No. 2 (June 1989), pp. 149-173.

--- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), *Growing Unequal? Income Distribution and Poverty in OECD Countries*. Paris: OECD, 2008.

Ozawa, Terutomo, "Pax Americana-Led Macro-Clustering and Flying-Greese-Style Catch-Up in East Asia: Mechanisms of Endogenous Regionalized Growth," *Journal of Asian Economics*, Vol. 13, pp. 699-713, 2003.

- Pagni, Carlos, "El texto del acuerdo con China justifica el temor de la UIA," *La Nacion*, 11 april, 2009.
- Paltiel, Jeremy, "The Rise of China as a Challenge to International Relations Theory," a paper prepared for delivery at International Relations Studies Associations, Honolulu, Hawaii, March 1-5, 2005.
- Pape, Robert A., "Soft Balancing against the United States," *International Security*, 30 (2005), pp. 7-45.
- Patrick, Stewart, "Irresponsible Stakeholders? The Difficulty of Integrating Rising Powers," *Foreign Affairs*, Vol. 89, No. 6 (November/December 2010), pp. 44-53.
- Patton, Mark, "National Debt Tops \$18 Trillion: Guess How Much You Owe?" *Forbes*, April 24, 2015.
- Paul, T. V., « Soft Balancing in the Age of U.S. Primacy, » *International Security*, Vol. 30, No. 1 (Summer 2005), pp. 46-71.
- Paus, Eva, "The Rise of China: Implications for Latin American Development," *Development Policy Review*, Vol. 27, No. 4 (2009), pp. 419-456.
- Paus, Eva, "Productivity Growth in Latin America: The Limits of Neoliberal Reforms," *World Development*, Vol. 32, No. 3, 2004, pp. 427-445.
- Payne, Anthony. *The Global Politics of Unequal Development*. Hampshire: Palgrave Macmillan, 2005.
- Paz, Gonzalo, "China, United States and Hegemonic Challenge in Latin America: An Overview and Some Lessons from Previous Instances of Hegemonic Challenge in the Region," *The China Quarterly*, Vol. 209, 2012, pp. 18-34.
- Peerenboom, Randall, *China Modernizes: Threat to the West or Model for the Rest?* (New York: Oxford University Press, 2007).
- Perlez, Jane, "China Creates a World Bank of Its Own, and the U.S. Balks," *The New York Times*, Dec. 4, 2015 ([www.nytimes.com](http://www.nytimes.com) ).
- Pew Global Attitudes Project, *47-Nation Pew Global Attitudes Survey*, 2007.
- Piketty, Thomas, *Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Seuil, 2013.
- Posen, Barry, "European Union Security and Defense Policy: Response to Unipolarity?" *Security Studies* 15, no. 2 (2006): 149-86.

- Posen, Barry, "La maîtrise des espaces, fondement de l'hégémonie des États-Unis," *Politique étrangère*, N°1, 2003 (68e année), pp. 41-56.
- Pouliot, Vincent, "Methodology: Putting Practice Theory into Practice," dans Rebecca Adler-Nissen (ed.), *Bourdieu in International Relations: Rethinking Key Concepts in IR*. London and New York: Routledge, 2013, pp. 45-58.
- Pouliot, Vincent, *International Security in Practice: The Politics of NATO-Russia Diplomacy*. New York: Cambridge University Press, 2010.
- Pouliot, Vincent, "The Materials of Practice: Nuclear Warheads, Rhetorical Commonplaces and Committee Meetings in Russian-Atlantic Relations," *Cooperation and Conflict*, Vol. 45, No. 3 (2010), pp. 294–311.
- Pouliot, Vincent, "The Logic of Practicality: A Theory of Practice of Security Communities," *International Organization*, Vol. 62, No. 2 (2008), pp. 257-288.
- Pouliot, Vincent, "'Subjectivism': Toward a Constructivist Methodology," *International Studies Quarterly*, Vol. 51, No. 2, 2007, pp. 359–384.
- Powell, Robert, "Stability and the Distribution of Power," *World Politics*, Vol. 48, No. 2 (1996), pp. 239; Alexander Wendt, *Theory of International Politics*, pp. 246–308.
- PRC State Council, "China's Peaceful Development Road," White Paper (Beijing: Xinhua, December 22, 2005).
- Price, Richard and Christian Reus-Smit, "Dangerous Liaisons?: Critical International Theory and Constructivism," *European Journal of International Relations*, Vol. 4, No.3 (1998), pp. 259–294.
- Pu, Xiaoyu, "Socialisation as a Two-way Process: Emerging Powers and the Diffusion of International Norms," *The Chinese Journal of International Politics*, 2012, pp. 1-27.
- Putnam, Robert D., "Diplomacy and Domestic Politics: The Logic of Two-Level Games," *International Organization* 42, no. 3 (Summer 1988), pp. 427-460.
- Pye, Lucian, "Social Science Theories in Search of Chinese Realities," *The China Quarterly*, No. 132 (Dec., 1992), pp. 1161-1170.
- Quesnay, François, « Despotisme de la Chine », *Œuvres économiques et philosophiques*, Francfort et Paris, Joseph Baer et Jules Peelman, 1888.
- Qianqian, Liu, "China's Rise and Regional Strategy: Power, Interdependence and Identity," *Journal of Cambridge Studies*, Vol. 5, No. 4 (2010), pp. 77-92.



- Rachman, Gideon, "Think Again: American Decline," *Foreign Policy* January–February 2011.
- Radu, Michael, "A Matter of Identity: The Anti-Americanism of Latin American Intellectuals," in *Understanding Anti-Americanism: Its Origins and Impact at Home and Abroad*, edited by Paul Hollander. Chicago: Ivan R. Dee, 2004, pp. 144–164.
- Ramo, Joshua Cooper, *The Beijing Consensus. Notes on the New Physics of Chinese Power*. Londres, Foreign Policy Centre, 2004.
- Randall Peerenboom, *China Modernizes: Threat to the West or Model for the Rest*, Oxford University Press, 2007.
- Rathbone, John Paul, "China is now region's biggest partner," *Financial Times*, April 26, 2011.
- Ratliff, William, China's 'Lessons' for Cuba's Transition? (University of Miami: Cuba Transition Project), Institute for Cuban and Cuban-American Studies 2004), <http://ctp.iccas.miami.edu> .
- Refkin, Alan and Scott Cra, *Conducting Business in the Land of the Dragon: What Every Businessperson Needs to Know About China*. Bloomington, 2013.
- Reinhardt, Nola and Wilson Peres, "Latin America's New Economic Model: Micro Responses and Economic Restructuring," *World Development*, Vol. 28, No. 9, 2000, pp. 1543-66.
- Reus, Christian, *American Power and World Order* (Cambridge: Polity Press, 2004).
- Riggirozzi, Pía and Diana Tussie (eds.), *The Rise of Post-Hegemonic Regionalism: The Case of Latin America*. Netherlands: Springer, 2012.
- Ringmar, Eik, *Identity, Interest and Action*. Cambridge: Cambridge University Press, 1996.
- Ríos, Xulio, "¿En qué cree China?" *El País*, 6 enero, 2014.
- Rodrik, Dani, "Economic Reforms without Rules of the Thumb," 2003, (<http://farmaciacentral.files.wordpress.com/2008/01/economic-reform-without-rules-of-thumb.pdf>).
- Roett, Riordan and Guadalupe Paz, "Assessing the Implications of China's Growing Presence in the Western Hemisphere," in Riordan Roett and Guadalupe Paz (ed.), *China's Expansion into the Western Hemisphere. Implications for Latin America and the United States*. Brookings Institution Press, Washington D.C., 2008, pp. 1-23.
- Rogers, Peter, *Unpublished Typescript in Correspondence with Joel Rogers*. Cambridge, September 2008.

- Roodman, David, *Net aid transfers data set 1960–2005* (Washington DC: Center for Global Development, 2005), [www.cgdev.org/content/publications/detail/5492/](http://www.cgdev.org/content/publications/detail/5492/) .
- Rosecrance, Richard, *The Rise of the Trading State: Commerce and Conquest in the Modern World*. New York: Basic Books, 1986.
- Rosendorf, N., “Social and Cultural Globalization,” in J. Nye y J. Donahue (eds.), *Governance in a Globalizing World*, Brookings Institution, Washington, 2000, pp. 109-134.
- Rosenthal, Joel, “China Goes Global: Implications for the United States,” *The National Interest*, September/October 2006.
- Rothkopf, David, *Power, Inc. The Epic Rivalry between Big Business and Government –and the Reckoning that Lies Ahead*. New York: Farrar, Straus and Giroux, 2012.
- Roy, Denny, “Rising China and U.S. Interests: Inevitable vs. Contingent Hazards,” *Orbis: a Journal of World Affairs*, Vol.47, No. 1 (Winter 2003), pp. 195-211.
- Roy, Denny, “Hegemon on the Horizon? China’s Threat to East Asian Security,” *International Security* Vol. 19, No. 1 (Summer 1994), pp. 149–168.
- Rozman, Gilbert, *The East Asian Region: Confucian Heritage and its Modern Adaptation*. Princeton: New Jersey, Princeton University Press, 1991.
- Sachs, Jeffrey, “China’s New Global Leadership,” *Project Syndicate*, Nov. 21, 2014.
- Saich, Tony, *Governance and Politics of China*, 2d ed. (Houndmills: Palgrave Macmillan, 2004).
- Samaan, Jean-Loup, *La menace chinoise: une invention du Pentagone?* Vendémiaire, 2012.
- Santander, Sebastian, *L’Afrique, nouveau terrain de jeu des émergents*. Paris, Karthala, 2014.
- Schweller, Randall, “Emerging Powers in an Age of Disorder,” *Global Governance*, Vol. 17 (2011), pp. 285-297.
- Schweller, Randall L., “Bandwagoning for Profit: Bringing the Revisionist State Back In,” *International Security* 19 (Summer 1994), pp. 72-107.
- Schatzki, T. R., et. al., (eds.), *The Practice Turn in Contemporary Theory*. London & New York: Routledge, 2001.
- Schoultz, Lars, *Beneath the United States: A History of U.S. Policy toward Latin America*. Cambridge, MA: Harvard University Press, 1998.
- Schweller, Randall, “Emerging Powers in an Age of Disorder,” *Global Governance*, Vol. 17, No. 3 (2011), pp. 285–297.

- Schweller, Randall L., and Xiaoyu Pu, "After Unipolarity: China's Visions of International Order in an Era of U.S. Decline," *International Security*, Vol. 36, No. 1 (2011), pp. 41–72.
- Scott, James C., *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*. Éditions Amsterdam, 2008.
- Scott, James C., *Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance* (New Haven: Yale University Press, 1985).
- Schelling, Thomas C., *Arms and Influence*. New Haven, CT: Yale University Press, 1966.
- Segal, Gerald, "Tying China into the International System," *Survival* 37 (1995), pp. 60-73.
- Senn, Martin and Christoph Elhardt, "Bourdieu and the Bomb: Power, Language, and the Doxic Battle over the Value of Nuclear Weapons," *European Journal of International Relations*, Vol. 20, No. 2, pp. 316-340.
- Shambaugh, David, *China Goes Global: The Partial Power*. Oxford: Oxford University Press, 2013.
- Shambaugh, David, "China Engages Asia: Reshaping the Regional Order," *International Security* Vol. 29, No. 3 (Winter 2004/05), pp. 64–99.
- Shambaugh, David L., "Return to the Middle Kingdom? China and Asia in the Twenty-first Century," in David L. Shambaugh (ed.), *Power Shift: China and Asia's New Dynamics* (Berkeley: University of California Press, 2005).
- Shapiro, Robert and Nancy Soderberg, "Argentina Has a Bond It Wants to Sell You," *Wall Street Journal*, 27 fevrier 2009.
- Shelton, Garth and Farhana Paruk, *The Forum on China-Africa Cooperation: A Strategic Opportunity*. Institute for Security Studies, 2008.
- Shifter, Michael, "The US and Latin America through the Lens of Empire," *Current History*, Vol. 103, No. 670 (February 2004), pp. 61-67.
- Shirk, Susan L., *China, Fragile Superpower: How China's Internal Politics Could Derail its Peaceful Rise*. Oxford: Oxford University Press, 2007.
- Singer, J. David, "The Level of Analysis Problem in International Relations," *World Politics*, Vol. 14, No. 1 (1961), pp. 77-92.
- Skidelsky, Robert, *Keynes, the Return of the Master*. New York: Public Affairs, 2009.

- Smith, Adam, *Richesse des nations*, livre IV, chap. IX, t. II.
- Smith, Peter H., *Talons of the Eagle: Latin America, the United States, and the World*. 3rd ed. Oxford: Oxford University Press, 2008.
- Snow, Philip, *The Star Raft: China's Encounter with Africa*, London: Weidenfeld & Nicholson, 1988.
- Snyder, Glenn W., *Alliance Politics* (Ithaca, N.Y.: Cornell University Press, 1997).
- Snyder, Jack, *Myths of Empire: Domestic Politics and International Ambitions* (Ithaca: Cornell University Press, 1991).
- Steinfeld, Edward S., "China's Shallow Integration: Networked Production and the New Challenges for Late Industrialization," *World Development*, Vol. 32, No. 11 (April 2004).
- Stiglitz, Joseph, *La grande désillusion*, Paris, Fayard, 2002.
- Strang, David, "From Dependency to Sovereignty: An Event History Analysis of Decolonization 1870–1987," *American Sociological Review* 55, 1990, p.846–60.
- Strauss, Julia C., "Framing and Claiming: Contemporary Globalization and 'Going Out' in China's Rhetoric towards Latin America," *The China Quarterly*, Vol. 209, 2012, pp. 134-156.
- Strauss, Julia C. and Martha Saavedra, "Introduction," in *China Quarterly Series, China and Africa: Emerging Partners of Globalization and Development* (Cambridge: Cambridge University Press, 2009), pp. 1-11.
- Stuenkel, Oliver, "The Financial Crisis, Contested Legitimacy, and the Genesis of the Intra-BRICS Cooperation," *Global Governance*, Vol. 19 (2013), pp. 611-630.
- Stuvøy, Kirsti, "Symbolic Power and (In)Security: The Marginalization of Women's Security in Northwest Russia," *International Political Sociology*, Vol. 4, No. 4 (2010), p. 403.
- Zhao, Suisheng, "The China Model: Can it Replace the Western Model of Modernization?" *Journal of Contemporary China*, Vol. 19, No. 65, pp. 419-436.
- Suisheng, Zhao, "China's Programatic Nationalism: Is It Manageable?" *Washington Quarterly* 29 (Winter 2005-6), pp. 131-144.
- Sutter, Robert G., *Chinese Foreign Relations: Power and Policy since the Cold War* (Lanham: Rowman & Littlefield, 2008).
- Sutter, Robert G., *China's Rise and Implications to America's Leadership in Asia*. East-West Center, Washington, March 2006.

- Swartz, David, *Culture and Power. The Sociology of Pierre Bourdieu*. Chicago & London: University of Chicago Press, 1997.
- Swedberg, Richard, « The Economic Sociologies of Pierre Bourdieu, » *Cultural Sociology*, Vol. 5, No. 1 (2011), p. 67–82.
- Sweig, Julia E., *Friendly Fire: Losing Friends and Making Enemies in the Anti-American Century*. New York: PublicAffairs, 2006.
- “Ten Years After the Take-off: Taking Stock of China-Latin America and the Caribbean Economic Relations,” *Inter-American Development Bank*, October 2010, pp. 35-37.
- “The dragon in the backyard,” *The Economist*, Aug. 13, 2009.
- Thérien, Jean-Philippe, « Le monde se divise-t-il entre la gauche et la droite? », dans *La politique en questions*. Par les professeurs de l’Université de Montréal, Les Presses de l’Université de Montréal, 2008, pp. 1001-1009.
- Thibault, Harold et Brice Pedroletti, “Comment la Chine dessine la finance mondiale,” *Le monde*, le 31 mars 2015.
- Todaro, Michael P., *Economic Development. Fifth Ed.* New York and London: Longman, 1994.
- Todd, Emmanuel, *Après l’empire: essai sur la décomposition du système américain*. Editions Gallimard, 2002.
- Traub, James, “The New Hard-Soft Power,” *New York Times*, January 30, 2005.
- “Ufa Declaration,” VII BRICS Summit, (Ufa, the Russian Federation, 9 July 2015), [http://www.brics.utoronto.ca/docs/150709-ufa-declaration\\_en.pdf](http://www.brics.utoronto.ca/docs/150709-ufa-declaration_en.pdf).
- United Nations Development Programme. Special issue: “Forging a Global South.” United Nations Day for South-South Cooperation, 19 December 2004.
- Untersinger, Martin, “Deux ans après ses révélations, les premières victoires d’Edward Snowden,” *Le monde*, le 2 juin 2015.
- “U.S. Allies, Lured by China’s Bank,” *New York Times*, March 2015.
- U.S. Census Bureau and Bureau of Economic Analysis, *U.S. International Trade in Goods and Services*. November 10, 2010.
- U.S. Department of the Treasury, “The Debt of the Penny and Who Holds It,” 2009 (<http://treasurydirect.gov/NP/debt/current>).

- US Congress Committee on Foreign Relations, *Hearings: U.S. Policy with Respect to Mainland China* Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1966).
- U.S. National Security Council, "Mapping the Global Future. Report of the National Intelligence Council's 2020 Project" (December 2004).
- Van Evera, Stephen, « Why Europe Matters; Why the Third World Doesn't, » *Journal Of Strategic Studies*, Vol. 13, No. 2 (June 1990).
- Van Ness, Peter, "China as a Third World State: Foreign Policy and Official National Identity," in Samuel S. Kim and Lowell Dittmer (ed.), *China's Quest for National Identity*. Cornell University Press, 1993, pp. 194-214.
- Ventura, Christophe, « Quand Washington observe Pékin en Amérique latine, » *Le grand soir*, 6 janvier 2013 ([www.legrandsoir.info](http://www.legrandsoir.info)).
- Villumsen, Trine, Capitalizing on Bourdieu. Boundary-Setting, Agency, and Doxic Battles in IR. Paper prepared for the Dansk Selskab for Statskundkab (4-5 November, 2010).
- Wade, Abdoulaye, "Time for the West to Practise What It Preaches," *Financial Times*, 24 janvier 2008.
- Wade, Robert, "East Asian Economic Success: Conflicting Perspectives, Partial Insights, Shaky Evidence," *World Politics*, Vol. 44, No. 2 (Jan., 1992), pp. 270-320.
- Wagner, Christian, "India's Soft Power: Prospects and Limitations," *India Quarterly: A Journal of International Affairs*, Vol. 66, No. 4 (2010), pp. 333-42.
- Walt, Stephen M., *Pourquoi le monde n'aime plus les États-Unis*. Paris, Demopolis, 2008.
- Walt, Stephen M., "Alliances in a Unipolar World," *World Politics* 61 (2009), pp. 86-120.
- Walt, Stephen M., "Taming American Power," *Foreign Affairs*, Vol. 84, No. 5 (Sep. - Oct., 2005), pp. 105-120.
- Walt, Stephen, "Fads, Fevers and Firestorms: Understanding Political Contagion," *Foreign Policy*, No. 121, Nov./Dec 1999.
- Walt, Stephen, *Revolution and War*. Cornell University Press, Ithaca, 1996.
- Walt, Stephen M., *The Origins of Alliances* (Ithaca: Cornell University Press, 1987).
- Waltz, Kenneth, "The Emerging Structure of International Politics," *International Security* 18 (1993), pp. 44-79.

- Waltz, Kenneth, *Theory of International Politics*. Reading, MA: Addison-Wesley, 1979.
- Waltz, Kenneth, *Man, the State and War: A Theoretical Analysis*. New York: Columbia University Press, 1959.
- Watanabe, Yasushi and David L. McConnell (eds.), *Soft Power Superpowers: Cultural and National Assets of Japan and the United States*, (Armonk, N.Y.: M.E. Sharpe, 2008).
- Wang, Huning, "Culture as National Soft Power: Soft Power," *Journal of Fudan University* (March 1993).
- Wang, Xu, "Nation May Have Bigger Say in Restructured IMF," *China Daily*, 14 mai 2009.
- "What's Gone Wrong with Democracy," *The Economist*, March 1, 2014.
- Watson, Cynthia, « Adios Taiwan, Hola Beijing: Taiwan's Relations with Latin America, » *China Brief*, Vol. 4, No. 11, May 27, 2004.
- Weber, Max, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Paris : Presses Pocket 1985, c1964.
- Wei-Wei, Zhang, « The Allure of the Chinese Model, » *International Herald Tribune*, November 2, 2006.
- Weitzman, Hal, *Latin Lessons: How South America Stopped Listening to the United States and Started Prospering*. Hoboken, NJ: John Wiley and Sons, 2012.
- Wendt, Alexander, *Social Theory of International Politics*. Cambridge: Cambridge University Press, 1999.
- White, Hugh, Chen Weihua and Wu Jianmin, "A New Type of Great Power Dialogue?," *Foreign Policy*, Nov. 3, 2014.
- Williams, Michael C., *Culture and Security. Symbolic Power and the Politics of International Security*. London: Routledge, 2009.
- Williams, Michael, *Culture and Security: The Reconstruction of Security in the Post-Cold War Era* (London: Routledge, 2007).
- Williamson, John, "Is the 'Beijing Consensus' Now Dominant?," *Asia Policy*, No. 13 (Jan. 2012), pp. 1-16.
- Williamson, John, "Democracy and the 'Washington Consensus'," *World Development*, Vol. 21, No. 8, pp. 1329- 1336, 1993.

- Williamson, John, "What Washington Means by Policy Reform," in John Williamson (ed.), *Latin American Adjustment: How Much Has Happened?* (Washington: Institute for International Economics), 1990.
- Wines, Michael and Edward Wong, "An Unsure China Steps Onto the Global Stage" *New York Times*, April 1, 2009.
- Whiting, Allen S, "Chinese Nationalism and Foreign Policy after Deng," *China Quarterly*, No. 142 (June 1995), pp. 295-316.
- Whitney, Craig R., "France Presses for a Power Independent of the U.S.," *New York Times*, November 7, 1999.
- Whitney, Christopher B. and David Shambaugh, "Soft Power in Asia: Results of a 2008 Multinational Survey of Public Opinion," The Chicago Council on Global Affairs in partnership with East Asian Institute, 2008.
- Wolf, Martin, "Asia Is Awakening," *Financial Times*, September 22, 2003.
- Wolf, Martin, "The View from the Limousine," *Financial Times*, 7 November 2001.
- Wohlforth, William, "U.S. Strategy in a Unipolar World," in G. John Ikenberry, ed., *American Unrivaled: The Future of the Balance of Power* (Ithaca, N.Y: Cornell University Press, 2001).
- Wohlforth, William C., "The Stability of a Unipolar World," *International Security*, Vol. 24, No. 1 (Summer 1999).
- Woods, Ngaire, "Whose aid? Whose influence? China, emerging donors and the silent revolution in development assistance," *International Affairs*, Vol. 84, No. 6 (2008), pp. 1205-1221.
- Wooldridge, Adrian, "State Capitalism", Special Report, *The Economist*, 21 janvier 2012.
- Xiang, Lanxin, "An Alternative Chinese View," in Riordan Roett and Guadalupe Paz, eds., *China's Expansion into the Western Hemisphere: Implications for Latin America and the United States* (Washington, DC: Brookings Institution Press), pp. 44-58.
- Xiaoyu, Pu, "Socialization as a Two-Way Process: Emerging Powers and the Diffusion of International Norms," *Chinese Journal of International Politics*, Vol. 5, No. 4 (2012), pp. 341-367.
- Xuetong, Yan, *Ancient Chinese Thought, Modern Chinese Power*. Princeton: Princeton University Press, 2011.
- Xuetong, Yan, "How China Can Defeat America," *New York Times*, Nov. 20, 2011.



- Xuetong, Yan, « The Core of Soft Power is Political Power, » (Ruan Shili de Hexin Shi Zhengzhi Shili), *Huanqiu Shibao*, 22 mai, 2007.
- Yang, Jisheng, *Stèles : la grande famine en Chine, 1958-1961*. Paris : Éd. du Seuil, 2012.
- Yanzhong Huang and Sheng Ding, “Dragon’s Underbelly: An Analysis of China’s Soft Power,” *East Asia*, Winter 2006, Vol. 23, No.4, pp. 22-44.
- Yinan, He, “Ripe for Cooperation or Rivalry? Commerce, Realpolitik, and War Memory in Contemporary Sino-Japanese Relations,” *Asian Security*, Vol. 4, No. 2, 2008, pp. 162–197.
- Yongjin Zhang, “The Discourse of China’s Soft Power and its Discontents,” in Mingjiang Li (ed.), *Soft Power: China’s Emerging Strategy in International Politics*, Lexington Books, Plymouth, 2009, pp. 45-60.
- Zarka, Yves Charles, *La destitution des intellectuels*, Paris, Presses Universitaires de France, 2010.
- Zakaria, Fareed, “The U.S. Can Out-Charm China,” *Newsweek*, December 12, 2005.
- Zakaria, Fareed, *L’empire américain: l’heure du partage*. Paris: Éditions Saint-Simon, 2009.
- Zakaria, Fareed, « The Rise of a Fierce Yet Fragile Superpower, » *Newsweek*, December 31, 2007, January 7, 2008.
- Zakaria, Fareed, “The Sky isn’t Falling in China,” *Newsweek*, March 12, 2007.
- Zakaria, Fareed, “Does the Future Belong to China?”, *Newsweek*, September 2, 2006.
- Zakaria, Fareed, *From Wealth to Power: The Unusual Origins of America’s World Role* (New Jersey: Princeton University Press, 1998).
- Zakaria, Fareed, “The Rise of a Great Power: National Strength, State Structure, and American Foreign Policy, 1865-1908” (Harvard University, PhD dissertation, 1993).
- Zheng, Bijan, “China’s Peaceful Rise to Great-Power Status,” *Foreign Affairs*, Vol. 84, No. 5, 2005.
- Zhiming, Chen, “La voie chinoise de développement,” *Études internationales*, vol. 41, n° 4, 2010, p. 455-483.
- Zhongying, Pang, « The Export of Confucianism and Use of Soft Power » (Kongzi Sixiang de “Chukou » he Ruan Liliang de Shiyong), *Shijie Zhishi*, no 17, 2006.

Zhu, Feng, "China's Rise Will Be Peaceful: How Unipolarity Matters," in Robert S. Ross and Zhu Feng (eds.), *China's Ascent: Power, Security, and the Future of International Politics* (Ithaca and London: Cornell University Press, 2008), pp. 34-54.

Zweig, David, "The Rise of a New 'Trading Nation'," in Lowell Dittmer and George T. Yu (ed.), *China, the Developing World, and the New Global Dynamic*, Lynne Rienner Publishers, London, 2010, pp. 37-59.